



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

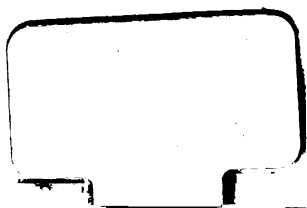
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



1 (i) — 160

1 (i) 160



ÉPHÉMÉRIDES
UNIVERSELLES.

PARIS.—IMPRIMERIE DE RIGNOUX ET C^o,
Rue des Francs-Bourgeois-St.-Michel, 8.

ÉPHÉMÉRIDES

UNIVERSELLES,

OU

TABEAU

RELIGIEUX, POLITIQUE, LITTÉRAIRE,
SCIENTIFIQUE ET ANECDOTIQUE,

PRÉSENTANT, POUR CHAQUE JOUR DE L'ANNÉE,

un Extrait des Annales

DE TOUTES LES NATIONS ET DE TOUS LES SIÈCLES,

DEPUIS LES TEMPS HISTORIQUES JUSQU'A NOS JOURS.

PAR MM. A.-V. ARNAULT, AUBERT DE VITRY, BOISSEAU, BORY DE SAINT-VINCENT, P. DE CHAMROBERT, CHATELAIN, AUG. ET FRÉD. DESCROIZILLES, DULAURE, PAUL DUPORT, A. FÉR, GUIZOT, JOURDAN, KÉRATRY, DE NORVINS, E. DE PLANARD, TENCÉ, LÉON THIÉSSÉ, THORY, P.-F. TISSOT, et autres savans ou hommes de lettres; mises en ordre et publiées par M. ÉDOUARD MONNAIS.

JUIN.

Deuxième Édition.

TOME SIXIÈME.

PARIS.

CORBY, LIBRAIRE - ÉDITEUR,

RUE MACON SAINT-ANDRÉ-DES-ARCS, 8.

1834.



ÉPHÉMÉRIDES.

JUIN.

JUIN, en latin *Junius*, sixième mois de notre année, était le quatrième de l'année instituée par Romulus. Ovide lui assigne, comme au mois de mai, trois étymologies différentes. Il introduit tour à tour Junon, Hébé, la Concorde; chacune prétend que le mois en litige doit être placé sous son invocation. Suivant la première, *Junius* vient de Junon (*a Junone*); suivant la seconde, de la jeunesse (*a Junioribus*), et suivant la troisième enfin, du verbe joindre, réunir (*a Jungendo*). Suivant nous, la plus vraisemblable de ces origines est la seconde. Quelques savans ont encore supposé, contre toute apparence, que ce mois avait été nommé *Junius*, en l'honneur de Junius Brutus, fondateur de la liberté romaine.

L'astronomie ancienne plaçait le mois de juin sous le signe du Cancer ou de l'Écrevisse. Cette constellation, la moins apparente du Zodiaque, se trouve dans le méridien, à l'orient des Gémeaux, et ne renferme que de petites étoiles. Quand le soleil arrive au Cancer, il semble s'arrêter, phénomène qui tient à ce que la portion de l'écliptique que le soleil décrit alors pendant quelques jours, est presque parallèle à l'équateur. Cette époque de l'année, où les jours sont les plus longs, s'appelle *solstice d'été*, et correspond au *solstice d'hiver*, où les jours sont les plus courts. (Voy. DÉCEMBRE.)

A Rome, le premier jour de juin était marqué par quatre fêtes, instituées en l'honneur de *Mars*, de *Carna* ou *Cardinea*, déesse des Gonds, et femme de *Janus*, de *Junon*, surnommée *Moneta*, et de la *Tempête*. Le huitième jour, on célébrait la fête de la déesse *Mens*, c'est-à-dire de la déesse du *Bon sens*; le préteur Otacilius l'avait instituée après la bataille de Trasimène, que le consul Flaminius avait perdue par défaut de *bon sens*. (Voy. 23 JUIN 217 av. J.-C.) Lactance dit à ce sujet : *Mentem quoque inter deas collocavit senatus, quam profecto si habuisset, ejusmodi sacra nunquam susce-*

pisser (1). Les grandes fêtes de Minerve avaient lieu au mois de mars : celles que l'on célébrait au mois de juin étaient en même temps dédiées aux musiciens, et particulièrement aux joueurs de flûte. Le dernier jour de juin était consacré à Hercule et aux Muses.

En Grèce, les jeux olympiques commençaient au mois de juin. Les Athéniens, qui le nommaient *ἑκατομβαιων*, le solennisaient par la fête des *hécatombes*, où l'on immolait cent bœufs, et ensuite par celle des *Isitéries*, destinée à honorer le jour où les magistrats entraient en charge. Le huitième du même mois, ils célébraient l'anniversaire de l'entrée de Thésée dans leur capitale, et le douzième, les *chronies*, en l'honneur de Saturne. Vers le même temps, les Béotiens faisaient les jeux de l'hippodrome, ou des courses de chevaux. Mais la plus fameuse des fêtes que célébrait la Grèce, était celle des grandes *Panathénées*, qui revenait de cinq en cinq ans. (Voy. 28 JUIN.)

Voici comment un poète latin, Ausone, personnifie le mois de juin, dont Mercure était la divinité tutélaire : « Juin, dit-il, va tout » nu, montrant du doigt une horloge solaire, pour indiquer que » le soleil commence à descendre. Il porte une torche ardente et » flamboyante, pour marquer la chaleur de la saison, qui donne la » maturité aux fruits de la terre. Derrière lui est une faucille, ce » qui rappelle qu'on commence dans ce mois à se préparer à la » moisson. Enfin on voit à ses pieds une corbeille remplie des plus » beaux fruits, qui viennent au printemps dans les pays chauds. » La marche des siècles n'a rien changé aux principaux traits de l'allégorie, qui conserve encore aujourd'hui le mérite de l'exactitude.

RELIGION.

1^{er} JUIN 1416. *Exécution de Jérôme de Prague.*

Disciple de Wiclef, précurseur de Luther et de Calvin, Jean Huss venait de périr sur le bûcher, qu'avait allumé la plus féroce intolérance. (Voy. 6 JUILLET 1415, *Exécution de Jean Huss*.) C'était peu d'une victime pour la foule de vengeurs du ciel rassemblés au concile de Constance. Le martyr laissait un sectateur, un ami, qui, plus jeune que lui, le surpassait en talents et en éloquence. Jérôme de Prague avait étudié la théologie à Paris, à Heidelberg, à Cologne et à Oxford : partageant les travaux de son maître, il n'aspirait

(1) « Le sénat défia aussi le *Bon sens*, et certainement s'il avait eu du *bon sens*, jamais il n'aurait institué un pareil culte. »

qu'à propager ses succès et à augmenter sa gloire, sans en rien réclamer pour lui. Arrêté le 25 avril 1415, dans le voisinage de Constance, où il voulait se rendre, on l'enferma dans un cachot, et, à force de mauvais traitemens, on lui arracha, le 11 septembre, une rétractation de sa doctrine, rétractation qu'il désavoua le 29 octobre suivant; bientôt après il confirma publiquement ce désaveu dans une réunion générale du concile. En apprenant avec quel courage Jean Huss était mort, Jérôme de Prague eut honte de vivre, ou du moins il se sentit la force de l'imiter.

Traduit devant une assemblée, qui devait le juger le 23 mai 1416, Jérôme de Prague ne put d'abord obtenir la parole, autrement que pour répondre, article par article, aux accusations portées contre lui. « Quoi donc ! s'écria-t-il enfin, après m'avoir » retenu trois cent quarante jours dans la fange et la puanteur » d'une horrible prison, où j'étais chargé de chaînes, tandis que » mes accusateurs avaient chaque jour accès auprès de vous, vous » me refuserez une seule heure pour me défendre ! Déjà l'on vous » a persuadé que je suis un hérétique, un ennemi de la foi, un » persécuteur de l'Eglise, et vous ne voulez pas m'accorder une » occasion unique de me faire connaître à vous ! Et cependant » vous êtes des hommes, et non des dieux : vous êtes exposés à » l'erreur, à la tromperie, à la séduction. Il s'agit ici de ma tête ; » mais il s'agit de l'honneur de l'assemblée, où l'on croit avoir » réuni tout ce que le monde a de plus illustre, et l'Eglise de plus » éclairé. »

Passant ensuite aux témoins produits contre lui, il signala dans leurs dépositions la haine, la malveillance et l'envie : « Les hommes les plus doctes et les plus saints de l'ancienne Eglise, ajouta-t-il, ont quelquefois eu des avis opposés en matière de dogme ; non pour détruire la religion, mais pour en faire éclater la vérité. Ainsi saint Augustin et saint Jérôme ont été en opposition ; sans qu'il y eût, ou sur l'un ou sur l'autre, aucun soupçon d'hérésie ; d'autres hommes cependant, et plus saints et plus justes que moi, ont été, comme moi, accusés de troubler l'ordre établi, et accablés par de faux témoignages ; beaucoup de héros et de sages de l'antiquité, beaucoup d'apôtres et de pères de l'Eglise, et le fondateur même de notre divine religion, ont péri d'une mort cruelle par le jugement des hommes : dernièrement encore, et dans ce lieu même, Jean Huss a été livré aux flammes. Ah ! homme si bon, si juste, si saint, si indigne d'une telle mort, mon supplice aussi s'approche, et je le subirai avec une âme forte et constante. »

De fréquens murmures interrompirent ces éloquentes paroles. Mais à chaque interruption nouvelle, Jérôme se taisait, et quand le silence était rétabli, il reprenait, en suppliant qu'on lui permit de parler, puisque c'était la dernière fois qu'on pourrait l'entendre. Sur le refus de rétracter ses opinions, le concile le condamna au supplice du feu. Il y marcha le visage calme et serein : arrivé au lieu même où son maître et son ami avait subi un destin pareil à celui qui l'attendait, il fit sa prière au bas du poteau, et se dépouilla de ses habits. Lorsque la flamme commença à s'élever, il entonna des litanies, qu'il continua jusqu'au dernier moment. Le Florentin Poggio, secrétaire du pape Jean XXIII, et l'un des premiers restaurateurs des lettres, avait assisté aux interrogatoires et au supplice de Jérôme, « Il parla, dit-il, comme Socrate, et marcha » au bûcher avec autant d'allégresse que Socrate avait bu la ciguë. » Cet imposant témoignage réfute victorieusement d'absurdes calomnies. — E. M.

POLITIQUE.

1794 (13 prairial an 2). *Combat naval entre deux escadres française et anglaise.*

Tandis que la France triomphait sur toutes ses frontières par les armes d'une jeunesse dont la valeur s'était enflammée au foyer des révolutions, l'empire de la mer échappait à sa marine dégénérée. Telle était la conséquence du système fatal que subissait alors cette majestueuse portion de ses forces militaires. De tout temps, les plus illustres familles du royaume avaient servi de pépinière au corps des officiers de marine, qui, fiers de leur naissance, et se croyant déshérités par le nouvel ordre de choses, se jetèrent les premiers dans le tourbillon rapide de l'émigration. Dès l'année 1791, les nobles compagnons d'armes des Suffren, des Destaing avaient quitté le sol de la patrie. Bientôt les vaisseaux n'eurent plus de chefs : le plus grand nombre resta même entièrement désert. Le chaos obscurcissait toutes les parties administratives du service : à peine retrouvait-on quelques débris des finances destinées à le réparer. C'est alors qu'on accusa le ministre Bertrand, fauteur de l'émigration, de n'avoir donné que le tableau stérile d'un corps de marine dont tous les membres étaient à Coblentz, et qu'on payait cependant à Brest, à Rochefort et à Paris. Monge, successeur de Bertrand, tenta de rendre une étincelle de vie à ce grand corps, en rappelant autour de lui quelques-uns de

ces hommes; que la terreur des persécutions avait bannis. Une prompte destitution fut sa récompense.

A cette époque, le Comité de salut public voulut appliquer à la marine la méthode de régénération à laquelle il croyait devoir l'inconcevable bonheur des armées de terre. Mais trois mois suffisent pour créer un soldat, et une longue suite d'années, de travaux, de périls, est nécessaire à l'éducation d'un homme de mer. La marine marchande fournit des navigateurs habitués à la manœuvre, mais ignorans dans l'art des évolutions guerrières. Les équipages furent entièrement recomposés d'une manière prompte et violente. On chargea les vaisseaux de paysans, qui n'avaient jamais quitté la côte; on éleva de simples officiers aux plus hauts grades. Le Comité de salut public, avide d'hommes nouveaux, ne rangeait parmi les titres d'exclusion que l'âge et l'expérience; et tandis qu'en Angleterre le conseil d'amirauté présentait l'aspect d'un auguste sénat, la France, livrant ses destinées à une jeunesse ardente, l'envoyait combattre sur mer pour l'indépendance nationale.

Vers la fin de l'année 1793, deux armées navales croisaient dans la Méditerranée; elles avaient assisté au long et terrible siège de Toulon, sans pouvoir enlever, ni même disputer aux Anglais cette riche proie. Une troisième armée navale parcourait l'Océan entre Croix et Belle-Isle, sous les ordres du vice-amiral Morard de Galles. Cette position, assignée par le ministre de la guerre d'Albarrade, avait excité les murmures de tous les marins habiles; la flotte pouvait être enveloppée de toutes parts, et aucun port ne lui offrait d'asile. Enfin les équipages, fatigués d'errer sur les eaux sans trouver la victoire, ni même le combat, intimèrent à leurs chefs l'ordre séditieux de retourner à Brest. A cette époque, des espions titrés s'attachaient aux flottes et aux armées; c'étaient des représentans du peuple, chargés d'une tyrannique vigilance sur les desseins des chefs et la conduite des soldats. Prieur de la Marne et Jean-Bon-Saint-André faisaient partie de la commission députée à Brest. La révolte des vaisseaux leur offre une occasion, toujours ardemment saisie, celle de verser du sang; l'échafaud s'élève, et les prétextes ne manquent pas pour lui dévouer des victimes. La marine française est encore décimée; Morard de Galles n'échappe à la mort que parce qu'il est impossible à ses juges de lui supposer un crime. Dans le même temps, l'Angleterre augmentait sa puissance en portant à trente-deux mille hommes ses troupes de mer, qui ne montaient qu'à vingt-quatre mille. Tels étaient chez les deux nations les différens préparatifs de guerre.

Pour remplacer Morard de Galles, Jean-Bon-Saint-André avait proposé Villaret-Joyeuse, officier distingué, mais qui n'était encore que simple capitaine. « Je sais, disait-il, que Villaret est un aristocrate ; mais c'est un brave, il servira bien. » Cependant l'escadre de Brest, forte de vingt-six vaisseaux de ligne, avait reçu l'ordre de sortir du port. La famine désolait la France ; en guerre avec toute l'Europe, le gouvernement républicain allait chercher ses subsistances jusqu'en Amérique ; il fallait protéger un riche convoi venant des États-Unis. Les instructions de Villaret portaient qu'il se rendrait aux îles Coves et Flores pour le joindre, et le ranger sous son escorte ; jusque là il avait ordre d'éviter tout engagement. La moitié de l'escadre voyait pour la première fois la mer. Déjà plusieurs prises opulentes avaient marqué son passage, lorsque le 28 mai, vers le milieu du jour, les matelots, du haut des dunes, signalent l'ennemi. A peine a-t-on reconnu le pavillon anglais, que des cris d'enthousiasme s'élèvent sur tous les bords et demandent le combat. Fidèle à ses instructions, Villaret donne l'ordre de continuer la route ; mais Jean-Bon-Saint-André donne l'ordre contraire ; représentant du peuple, il brave le Comité de salut public, et cède au vœu de l'escadre ; l'amiral se résigne à lui obéir.

Le signal du combat est donné. L'escadre se forme sur une seule ligne, et marche à l'ennemi. La flotte anglaise, forte de vingt-six vaisseaux de ligne, et commandée par l'amiral Howe, semble d'abord éviter la rencontre. Enfin l'amiral anglais répond aux menaces de nos vaisseaux. Alors les deux escadres se cherchent d'un commun accord ; mais les vents les séparent. Le vaisseau français *le Révolutionnaire* se trouva seul à portée d'un engagement sérieux : accablé par des forces supérieures, dépouillé de ses mâts et de ses voiles, il eut de la peine à gagner Rochefort. Le lendemain l'attaque et la défense recommençaient avec peu de vigueur, lorsque tout-à-coup une brume épaisse couvre l'Océan ; pendant deux jours les mêmes ténèbres prolongèrent cette trêve imprévue.

Enfin brilla le jour qui devait éclairer une action indécise et une épouvantable destruction. Sur tous les bords français, des chants d'allégresse préludent aux foudres de la guerre. Bientôt gronde leur voix formidable. Les deux flottes, à la portée du pistolet, s'envoient la mort pour salut. L'amiral Howe montait le vaisseau *la Reine Charlotte* ; il attaque le vaisseau *la Montagne*, que montent Villaret-Joyeuse, et Jean-Bon-Saint-André. Plus d'une fois l'amiral anglais tente de couper notre ligne, et toujours il se

voit repoussé. Une fausse manœuvre du vaisseau *la Jacobin* favorise ses efforts, et lui ouvre un passage, dont il s'empare, suivi de cinq autres vaisseaux d'une force secondaire. *La Montagne* et *la Reine Charlotte* s'approchent et se heurtent. Dans ce moment, le représentant du peuple est le seul qui tremble sur le vaisseau français ; il va se cacher dans l'entrepont. Villaret-Joyeuse a le premier commandé l'abordage ; déjà les grappins sont jetés, mais l'amiral Howe craint d'éprouver corps à corps la valeur française ; il se retire sous le vent aux dépens de quelques cordages. Alors l'artillerie recommence à gronder. Les débris de *la Montagne* parsèment la mer ; Villaret lui-même est renversé de son banc de quart, qui vole en éclats. Il se relève, fait rétablir son banc et reprend sa place. La mort ne cesse de l'environner, et le désespoir, sinon la crainte, frappe le petit nombre de braves que les boulets épargnent. Le jeune Bouvet de Cressé, chef de l'imprimerie de l'escadre, conçoit un hardi dessein. Déjà blessé trois fois, il parvient, au prix de cinq blessures nouvelles, à mettre le feu à la caronade de 36 à tribord. Tel est l'effet terrible de cette manœuvre, qu'à l'instant l'amiral Howe déserte le champ de bataille, et s'éloigne de toute la rapidité de ses voiles.

L'arrière-garde française, composée de six vaisseaux, luttait contre l'escadre anglaise toute entière. Villaret-Joyeuse avait son salut entre ses mains : en marchant à la tête de l'avant-garde, il pouvait soustraire ses compagnons d'armes au joug ennemi, et s'emparer de deux vaisseaux anglais démâtés. Un homme s'y oppose, et cet homme, c'est Jean-Bon-Saint-André, qui, malgré les frémissemens de l'équipage, ordonne à Villaret de commencer la retraite. L'amiral cède avec douleur au représentant du peuple. Sans doute l'affreuse image de l'échafaud, permanent à Brest comme à Paris, effraya sa pensée, et prêta quelque force aux ordres d'un lâche citoyen. Étrange exemple de timidité d'esprit dans un homme dont l'âme brûlait de valeur militaire ! Celui qui bravait la mort dans les combats, recula devant un tribunal et des bourreaux.

Mais tandis que six vaisseaux mutilés, sanglans, abandonnés, tombaient au pouvoir de l'ennemi, un autre vaisseau donnait au monde un spectacle que Rome, dans sa grandeur, eût contemplé avec envie. Dès le commencement du combat, *le Vengeur* avait été pressé par des forces supérieures. Le premier jour il avait commis une faute en s'écartant de la ligne ; mais les guerriers qu'il portait avaient juré de racheter leur honneur. Ils tinrent leur serment, en rendant mort pour mort avec un indomptable courage.

Le capitaine Lehyr reçoit à la jambe une blessure cruelle ; vainement on l'engage à quitter son poste ; un moment après, un boulet ramé lui coupe les reins. A l'aspect de cette mort héroïque, tous ses compagnons d'armes s'enflamment, non plus de l'ardeur de la victoire, mais de l'ambition d'un beau trépas. Tant de précision et de vigueur marquent leurs derniers efforts, que *le Brunswick* recule et s'éloigne. Mais trop d'adversaires entourent encore *le Vengeur*. Toute sa mâture est abattue ; il reçoit l'eau à fond de cale ; c'est alors que les généreux marins se décident à mourir. Déjà l'abîme s'entr'ouvre, et, loin de songer à se rendre, ils lancent une bordée, quand déjà les derniers canons sont à fleur d'eau ; ensuite ils remontent sur le pont, attachent le pavillon français, et les bras levés vers le ciel, agitant leurs chapeaux, ils descendent, comme en triomphe, aux cris mille fois répétés de *vive la république ! vive la France ! vive la liberté !* Héros des Thermopyles ! compagnons de Léonidas ! vos ombres planent à travers les siècles, comme les modèles de ce dévouement sublime et sacré ! Du moins sur la place où dorment vos restes mortels, une pierre s'est élevée, rappelant aux passans que vous êtes morts pour obéir à Sparte et à ses saintes lois ? Héros du Vengeur ! à peine l'abîme s'est-il ouvert, vaisseau, pavillon, armes, soldats, l'onde a tout dévoré ! tout a disparu, et sur cette plaine mouvante aucun monument ne parlera de votre valeur ! d'indifférens voyageurs passeront jusqu'à la fin des siècles sans se douter que c'est là que vous êtes morts !

Tels furent les événemens de cette journée, hasardée et perdue par l'obstination d'un seul homme. Les débris de la flotte française se réfugièrent dans une rade dangereuse, parce qu'on rougissait de se montrer à Brest, après avoir perdu sept vaisseaux, cinq mille hommes faits prisonniers, et plus de trois mille tués ou morts de leurs blessures. Quelques jours après, parut à la hauteur de Brest le convoi venant d'Amérique, et que la flotte française n'était plus en état de protéger. Il avait traversé le champ de bataille, et à la vue des mâtures et des débris épars sur les flots, Vainstable, qui l'escortait avec deux vaisseaux de ligne, avait douté s'il continuerait sa route, craignant que l'amiral anglais ne fût toujours en mer ; mais à l'abondance même des indices du combat, il jugea que la lutte avait dû être terrible, et que, quelle qu'en eût été l'issue, le vainqueur et le vaincu avaient dû éprouver le même besoin de réparer leurs pertes. Ses conjectures étaient justes, car la flotte anglaise avait payé si cher une victoire incertaine, qu'elle alla chercher à pleines voiles l'asile du port le plus voisin.

Seul auteur de ce grand revers, Jean-Bon-Saint-André en fut l'historien devant la Convention ; il le peignit comme la plus éclatante des victoires navales. Suivant lui, les six vaisseaux qu'il avait lâchement délaissés poursuivaient les vaincus, et tandis qu'à Portsmouth on les traînait derrière les vaisseaux anglais, il les envoyait, dans ses récits, achever les restes d'une armée qui n'était plus digne de ses coups. Telle était la terreur qui protégeait les tyrans de cette époque, qu'aucune voix libre n'osa démentir l'impudent fuyard et l'accabler de son déshonneur. — E. M.

1815. *Champ-de-Mai.*

Le 13 mars Napoléon avait rendu à Lyon un décret par lequel il convoquait à Paris les membres de tous les collèges électoraux en assemblée extraordinaire, sous le nom de *Champ-de-Mai*, à l'effet de corriger les constitutions de l'empire, et d'assister au couronnement de l'impératrice et du prince impérial. Ce décret, qui semblait tendre à faire concorder le rétablissement de l'empire avec celui de la liberté, avait rassuré la multitude tout en la flattant, parce qu'il donnait à penser que l'évasion de l'île d'Elbe, et tout ce qui s'ensuivait, était concerté avec l'Autriche.

L'époque fixée pour cette réunion solennelle se passa pourtant sans qu'elle s'effectuât. C'est à l'espérance que Napoléon conservait de rattacher à sa cause une cour qui lui était unie par les liens du sang, qu'il faut attribuer ce délai. Pendant cet intervalle il avait tenté de nouer des négociations ; mais le 12 mai, un nouveau manifeste, par lequel le congrès de Vienne confirmait les dispositions énoncées dans les traités antérieurs, ayant détruit toute probabilité de conciliation prochaine, Napoléon pensa qu'il était temps de réaliser l'engagement qu'il avait pris avec la nation dans le décret de Lyon. L'assemblée générale des électeurs fut convoquée pour le 1^{er} juin.

Le 22 avril, avait été publié l'*acte additionnel aux constitutions de l'empire*. La promulgation de cet acte, qui avait été soumis à l'acceptation du peuple, fut l'objet unique de la réunion du *Champ-de-Mai*. Cette solennité, par un effet tout contraire à celui qu'on en attendait, détruisit les illusions que la multitude s'était plu à conserver. Cela devait être. D'une part, l'*acte additionnel*, qui était moins une modification qu'un complément des constitutions de l'empire, ne corrigeait rien de ce qui, dans ces constitutions, favorisait le despotisme, et n'accordant à la liberté aucune garantie nouvelle, ne remplissait pas, à beaucoup près, l'attente publique ; et de l'au-

tre, l'absence de l'impératrice et de son fils prouvait assez à la France qu'il lui fallait se résigner à la guerre. Aussi les cris d'enthousiasme qui se firent entendre portaient-ils presque exclusivement des militaires, à l'ambition desquels la campagne qui allait s'ouvrir offrait de nouvelles chances; les acclamations des citoyens n'exprimaient guère que du dévouement, et ce dévouement n'était pas général. Quatre mille deux cents votans s'étaient inscrits contre l'acte additionnel; le plus grand nombre des votans, il est vrai, l'avait accepté. Mais une majorité de cinq millions cinq cent trente-deux mille quatre cent cinquante-sept signataires n'était pas la majorité de la nation, qui semblait protester par son silence.

L'empereur prêta, sur le livre des Évangiles, serment de fidélité aux constitutions de l'empire ainsi modifiées, et reçut en échange celui du peuple français, représenté par les électeurs, par des députés des gardes nationales, et par ceux de l'armée.

A.-V. ARNAULT.

1823. *Mort de Davoust, maréchal et pair de France.*

Zélé partisan de la liberté, avant de devenir l'un des plus braves défenseurs de l'empire, Davoust sortait d'une famille noble. Né en Bourgogne, le 10 mai 1770, il fit ses études au collège de Brienne en même temps que Napoléon. En 1785, il entra au service avec le grade de sous-lieutenant, et se vit deux fois obligé de le quitter : la première en 1790, parce qu'il propageait avec trop d'ardeur les principes de la révolution ; la seconde en 1793, en vertu du décret qui excluait tous les nobles des fonctions publiques. Davoust avait servi à l'armée du Nord, que commandait Dumouriez. Lors de la défection de ce général, il avait fait tirer sur lui et sur son état-major. Rappelé sous les drapeaux après le 9 thermidor, il passa aux armées de Moselle et du Rhin. Fait prisonnier à Manheim, échangé au bout de quelques mois, il se distingua dans plusieurs combats sanglans. La paix de Campo-Formio ayant suspendu la lutte en Italie et en Allemagne, Davoust sollicita et obtint l'honneur d'être employé dans l'armée d'Égypte; il y combattit glorieusement sous Desaix, et ne revint qu'avec ce général, après la signature du traité d'El-Arich (voy. 25 JANVIER 1800). A son retour, le premier consul l'éleva au grade de général de division ; en 1802, il le nomma commandant en chef des grenadiers de la garde consulaire, et, en 1804, maréchal de l'empire. En 1803, Davoust commandait au camp de Boulogne le troisième des sept corps de la grande-armée, qu'il conduisit à

Ulm et à Austerlitz. Deux ans après, il décida la victoire d'Jéna, et conquit le titre de duc d'Avërstaëdt. Il prit part aux fameuses batailles d'Eylau, de Friedland ; à Eckmühl, il mérita le titre de prince (voy. 22, AVRIL 1809). Enfin à Wagram, il déploya son audace ordinaire. La campagne de Russie lui ouvrit une carrière nouvelle, qui se termina par la défense de Hambourg, défense héroïque, mais dans laquelle la rigueur inouïe de l'administrateur compromit la gloire du guerrier.

Déjà l'administration de la Pologne avait attiré sur Davoust des accusations portées à Napoléon lui-même, et cependant restées sans effet. Suivant l'abbé de Pradt, la conduite de l'illustre maréchal envers le roi et la reine de Prusse entra pour plus de moitié dans la haine des Prussiens contre la France, et dans le mal qu'ils lui ont fait. A Hambourg, même dureté, même despotisme, que rendait peut-être encore plus inexorable l'imminence du danger. Au nombre des actes qu'on reproche à Davoust, indépendamment des odieuses vexations de la police, on remarque la saisie, sans indemnité, des bois, fers, chanvres, goudrons et propriétés particulières des négocians ; la démolition, pour l'intérêt de la défense, de quartiers entiers de la ville ; l'expulsion de vingt-trois mille habitans ; enfin, la saisie à main armée des fonds de la banque. Hambourg résista depuis le mois d'août 1813, jusqu'au mois d'avril 1814. La nouvelle de la restauration, parvenue par des voies suspectes, sembla long-temps au maréchal une fable destinée à l'éprouver. Le 29 avril seulement, il arbora le drapeau blanc, et envoya son adhésion au gouvernement royal.

Cette déférence ne le sauva pas d'une disgrâce et d'un exil. A cette époque, Davoust publia un mémoire justificatif. Retiré dans sa terre de Savigny-sur-Orge, il n'avait point paru devant le roi, lorsque Napoléon rentra en France, et l'appela immédiatement au ministère de la guerre. Chargé de réorganiser l'armée, il la rétablit sur le pied où elle était avant la restauration. Le 12 juin, il fut nommé membre de la chambre des pairs, créée par l'acte additionnel. Après la bataille de Waterloo, mandé à la Chambre des représentans, il essaya d'affaiblir la terreur qu'inspirait ce grand désastre, et protesta contre les mesures violentes qu'on lui supposait la mission d'exécuter sur l'assemblée. La commission de gouvernement lui déféra le commandement général de l'armée réunie sous les murs de Paris. Honoré des marques d'une telle confiance, le maréchal Davoust prit le parti de négocier au lieu de combattre. Livré à des conférences avec les agens de Fouché, avec le baron de Vitrolles, il demeurait invisible dans son quar-

tier-général de la Villette. Cependant, le 30 juin 1815, il signait le premier une adresse de l'armée à la Chambre des représentans, dont l'expression était la répugnance la plus formelle pour la dynastie des Bourbons. A peine avait-il signé cette pièce, qu'il s'en repentit, et le lendemain de la rentrée du roi, il désavoua sa signature.

Le 5 juillet 1815, par un ordre du jour, qui fut son dernier acte comme ministre de la guerre, Davoust enjoignit à tous les généraux et officiers isolés qui se trouvaient à Paris, de suivre le quartier-général de son armée sur la rive gauche de la Loire : alors il prit le titre de commandant en chef de l'armée de la Loire et des Pyrénées. Le 18 juillet, le drapeau blanc fut arboré par l'armée, et peu de jours après le maréchal Davoust remit son commandement au maréchal Macdonald, duc de Tarente, qui vint le remplacer par ordre du roi. Trois jours auparavant, il avait écrit une lettre au maréchal Gouvion-Saint-Cyr, alors ministre de la guerre, pour que, sur les listes d'exil et les actes d'accusation, l'on substituât son nom à ceux de plusieurs généraux et officiers qui n'avaient agi que par ses ordres.

Le maréchal Davoust vécut dans sa retraite de Savigny, jusqu'à ce qu'en 1818 il reparut à la cour. L'ordonnance du 6 mars 1819 lui rouvrit la Chambre des pairs, où il vota toujours avec le parti constitutionnel. Deux de ses plus illustres compagnons d'armes, le maréchal Jourdan et le duc d'Albufera, ont prononcé son éloge funèbre, l'un sur sa tombe, l'autre à la tribune.

E. M.

SCIENCES.

1795. *Mort de Desault, chirurgien.*

Pierre Joseph Desault naquit en 1744, dans la Franche-Comté, de parens qui, bien que peu favorisés par la fortune, donnèrent cependant une bonne éducation à leurs nombreux enfans. Il embrassa de très-bonne heure la profession de chirurgien, vers laquelle il se sentait entraîné par une vive inclination, et fit ses premiers exercices à l'hôpital militaire de Belfort. Après avoir suivi pendant trois années les leçons et la pratique des chefs de cet établissement, il vint chercher des connaissances plus étendues et plus variées à Paris, où il devait un jour remplir un rôle si important pour la science et pour l'humanité. L'enseignement des mathématiques à ses compagnons d'étude lui fournit d'abord une ressource pour suppléer à la modicité de son patrimoine; bientôt

néanmoins, il abandonna ce genre d'industrie honorable, mais trop borné, et ouvrit des cours publics d'anatomie et de chirurgie, dans lesquels il se fit remarquer, sinon par le mérite de l'élocution, au moins par la précision des idées, la clarté des développemens, l'excellence de la méthode, l'art difficile de présenter toujours des preuves solides à l'appui de la vérité, et enfin par tous les indices d'un savoir profond, à l'âge où la plupart des hommes qui suivent la carrière de la médecine sont encore confondus parmi les élèves. Ses leçons attirèrent sur lui l'attention générale, et lui valurent d'honorables suffrages.

Cependant la médiocrité envieuse essaya d'arrêter le cours de ses succès, en lui suscitant des tracasseries, des persécutions même, et, lorsqu'elle eut reconnu l'impossibilité de lui contester la gloire dont il jouissait comme professeur, en publiant que la nature ne l'avait pas appelé à l'exercice de l'art qu'il savait si bien enseigner. Desault repoussa ces odieuses insinuations en faisant pour la pratique ce que jusqu'alors il s'était borné à faire pour l'enseignement, et une longue série de travaux utiles, un enchaînement non interrompu de découvertes brillantes le portèrent en peu de temps du premier rang des anatomistes au rang des plus grands chirurgiens du siècle. Dès lors tous les obstacles s'aplanirent devant lui, et les intrigues, les usages même, contre la tyrannie desquels il avait eu à lutter, furent impuissans pour arrêter son triomphe. Par une exception jusqu'à ce moment sans exemple, quoiqu'il ne fût pas membre du collège de chirurgie, auquel sa pauvreté ne lui avait pas encore permis de se faire agréger, il fut investi, au sein même de cette compagnie, d'une chaire à laquelle l'appelaient depuis long-temps les vœux unanimes des élèves et des amis de l'art. Dix ans après seulement, en 1776, il dut sa réception à l'amitié de Louis, qui s'était montré son zélé protecteur dans toutes les circonstances, et qui, dans celle-ci, lui ouvrit généreusement sa bourse.

L'occasion s'offrit enfin de faire l'application des procédés qu'il avait imaginés, et de fournir à son expérience l'appui nécessaire de l'observation directe. Le titre de chirurgien en chef de la Charité, qu'il obtint en 1782, imprima un nouvel essor à son génie, et, en lui permettant de perfectionner ses premières découvertes, le mit à portée d'en faire un grand nombre de nouvelles. Au bout de six années, un théâtre plus vaste encore lui fut ouvert par sa nomination à la place de chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu. Le zèle qu'il y déploya pour le soulagement des malades, a dit un de ses biographes, l'admirable constance avec laquelle il multi-

plait ses travaux pour perfectionner l'enseignement de l'art, ne purent le garantir d'abord de quelques obstacles que, d'une part d'anciens préjugés, et de l'autre la jalousie, lui opposèrent. Les opérations publiques heurtèrent les idées des religieuses infirmières, et alarmèrent l'humanité des administrateurs. Ses envieux le représentaient comme un homme qui sacrifiait tous les intérêts à celui de sa gloire, et qui n'était fécond en plans de réforme que par l'ambition de parvenir. Les chirurgiens même de l'Hôtel-Dieu, assujétis, sous ce chef infatigable, à un service plus actif, murmurèrent des nouveaux devoirs qu'il leur imposait; et une foule de mémoires le dénoncèrent à l'administration comme voulant bouleverser l'ordre établi. Il triompha cependant de tous les obstacles qu'on lui opposait, et l'enseignement de l'Hôtel-Dieu offrit la première école de clinique externe qui ait existé en France; et la mieux combinée qui ait encore été établie en Europe. Bientôt cette école devint aussi célèbre chez les nations étrangères qu'elle l'était chez nous; des étudiants des diverses parties de l'Europe accoururent aux leçons de Desault, et l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne ont encore aujourd'hui plusieurs chirurgiens distingués, qui s'honorent, comme ceux de la France, d'avoir été les disciples de cet illustre professeur.

Desault était considéré comme le premier chirurgien de l'Europe, lorsqu'éclata la révolution, dont les orages l'atteignirent. Dénoncé par Chaumette, depuis long-temps son ennemi, il fut enlevé au milieu même de sa leçon, et conduit à la prison du Luxembourg; mais les réclamations qui s'élevèrent de toutes parts en sa faveur déterminèrent le Comité de sûreté générale à remettre en liberté, après trois jours de détention, un homme si nécessaire au bien public, et que l'estime générale couvrait de son égide. Nommé professeur de clinique chirurgicale, lors de la création des écoles de santé, il continua, avec le même zèle que par le passé, ses fonctions et l'enseignement de la chirurgie partout abandonné; mais rien ne put le consoler de la nouvelle organisation qui heurtait ses idées les plus chères, en proclamant l'union indissoluble de la chirurgie à la médecine, qu'il n'aimait pas, qu'il affectait même de dédaigner. Les bouleversements politiques et les calamités publiques avaient profondément affecté son âme, et depuis la journée du 1^{er} prairial surtout il ne fit plus que languir. Il avait été appelé auprès du fils de Louis XVI, malade dans la prison du Temple, et lui prodiguait tous ses soins, lorsqu'il fut lui-même atteint d'une maladie qui l'enleva dans le court espace de deux jours. On attribua sa mort prématurée et rapide au poison qui lui avait été

donné, disait-on, pour avoir refusé de se prêter à des desseins criminels sur la vie du jeune prince : l'ouverture de son corps a démenti ces bruits publics. — JOURDAN.

1822. *Mort de l'abbé Haüy, minéralogiste.*

Cet homme rare fut un de ceux qui apparaissent à de longs intervalles, pour donner un essor extraordinaire à la science, sur laquelle ils concentrent leurs talens. C'est au hasard qu'il dut sa plus belle découverte et la vocation même qui devint le but unique de sa vie.

Réné-Juste Haüy naquit à Saint-Just, dans le département de l'Oise, le 28 février 1745. Fils d'un pauvre fabricant de toile, il eût probablement exercé la profession de son père, sans la protection que lui accorda le prieur d'une abbaye située dans son village : la piété de cet enfant attira l'attention des moines, qui lui donnèrent quelques leçons. Les bons pères, étonnés des progrès de leur élève, décidèrent sa mère à le conduire à Paris pour lui faire continuer ses études. Pendant long-temps il fut obligé d'occuper une place d'enfant de chœur pour soutenir son existence ; mais le crédit de ses protecteurs de Saint-Just lui procura enfin une bourse au collège de Navarre, et il y devint professeur de quatrième : quelques années après il passa au collège du cardinal Lemoine, comme régent de seconde.

Ce fut par amitié pour Lhomond qu'il apprit les premiers éléments de la botanique : une circonstance l'engagea à suivre un cours de physique, et il fallut aussi qu'une circonstance déterminât son goût pour la science qui devait l'immortaliser. Un jour étant chez un de ses amis, M. de France, propriétaire d'une collection minéralogique, il examinait un beau groupe de spath calcaire cristallisé en prismes ; la pièce lui échappe des mains, tombe et se brise. Sa cassure laisse voir des faces non moins lisses que celles du dehors, et qui présentaient l'apparence d'un cristal nouveau tout différent du prisme pour la forme ; Haüy ramasse ce fragment ; il en examine les faces, leurs inclinaisons, leurs angles, et, à sa grande surprise, il découvre qu'ils sont les mêmes que dans le spath en cristaux rhomboïdes et que dans le spath d'Islande. Cette découverte ouvre à ses yeux un monde nouveau. Désormais toutes ses recherches, toutes ses études se portent sur la minéralogie. Pour parvenir à des résultats plus certains, il apprend la géométrie. Enfin chaque jour quelque nouvelle découverte récompensant ses nobles efforts, il se hasarde à communiquer ses

recherches à de Laplace et à Daubenton, qui le présentent à l'Académie, où il fut reçu par acclamation. Pour mettre le comble à sa gloire, Lagrange, Lavoisier, De Laplace, Fourcroy, de Morveau et Berthollet voulurent devenir ses disciples. Il avait inventé jusqu'aux méthodes de calcul qui lui étaient nécessaires, et avait représenté d'avance, par des formules qui lui étaient propres, toutes les combinaisons possibles de la cristallographie. A l'historique de ces précieuses découvertes, M. Cuvier ajoute : « Dès » ce moment, M. Haüy ne fut plus un simple physicien : il se » prépara à devenir le législateur de la minéralogie, et en effet » l'on peut dire que c'est de ses recherches sur les schorls que » date la nouvelle ère de cette science, et que chaque année, de » puis cette époque, l'étude de la structure cristalline des miné- » raux a enfanté quelque découverte inattendue. »

L'homme qui causait une si grande révolution dans la science était étranger à celle qui se faisait autour de lui ; la proscription vint l'atteindre et lui apprendre les malheurs de sa patrie. Au mois d'août 1792, il fut poursuivi et arrêté comme prêtre non assermenté. Lors de son arrestation, on lui demande s'il n'a point d'armes à feu. « Je n'en ai d'autre que celle-ci, » dit-il en tirant une étincelle de sa machine électrique. Conduit au séminaire Saint - Firmin, alors transformé en prison, il fut sauvé par M. Geoffroy de Saint-Hilaire, son élève et depuis son collègue à l'Académie.

Dans la suite, il ne fut plus inquiété, et occupa successivement plusieurs places ou professorats. Devenu le protégé de ceux qui avaient été ses persécuteurs, il employa son crédit à secourir ou sauver plusieurs savans. Lors du dernier changement de gouvernement, l'abbé Haüy perdit plusieurs de ses places ou pensions : après de nombreuses et vives sollicitations, ses amis reçurent pour toute réponse : « Qu'il n'y a point de rapport entre les » contributions et la cristallographie. » Pour être juste, cette réponse n'en était pas moins barbare.

L'abbé Haüy possédait des connaissances très-distinguées en géométrie, en mathématiques, en botanique, en chimie et en physique ; il composa un traité sur cette dernière science, pour les collèges et par ordre du gouvernement. Après tant de travaux et d'aussi nombreux services rendus aux sciences, il ne laissa pour héritage à sa famille que sa croix de la Légion-d'Honneur, une collection magnifique, dont il avait refusé six cent mille francs, et un nom européen. En le privant de ses pensions et du titre d'officier de la Légion-d'Honneur, on ne pouvait le dépouiller de

(1^{er} Juin.)

ÉPHÉMÉRIDES.

17

sa gloire. Il mourut à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Nous ne parlerons pas ici de son beau caractère. Un seul trait couronnera son éloge comme savant : il eut pour successeur, au Muséum d'histoire naturelle, M. Brongniart ; à la Faculté des sciences, M. Beudant ; et à l'Académie des sciences, M. Cordier ; tous trois ses élèves. — AL. C.

POLITIQUE.

2 JUIN 193. *Mort de Didius Julianus Severus, empereur.*

Jamais les conséquences de la révolution opérée par César et par ses successeurs ne furent poussées plus loin que dans le hon-teux encau au moyen duquel Didius Julianus acheta l'empire. Rien ne montre d'une manière plus frappante l'anéantissement de l'aristocratie. Il y avait encore un sénat, mais c'était un nom sans réalité. Tout le pouvoir était réfugié dans les camps. Le droit d'élire le maître du monde était, pour les soldats, comme un supplément de solde, et il n'y avait d'autre légitimité qu'une sédition militaire.

Didius était né à Milan, le 29 janvier 133 de J.-C. Protégé par la mère de Marc-Aurèle, il avança rapidement dans la carrière des honneurs, et justifia le choix qu'on avait fait de lui pour des commandemens importans, par des succès nombreux contre les barbares, qui commençaient de toutes parts à mettre l'empire romain en état de siège. Accusé plus tard d'avoir conspiré contre Commode, il eut le bonheur, à une époque où le soupçon était un arrêt de mort, d'être épargné par le tyran, honteux et presque fatigué d'avoir immolé déjà tant de victimes consulaires.

Il partagea le consulat avec Pertinax. Quand les gardes prétoriennes eurent, le 28 mars 193, assassiné cet empereur, digne d'un meilleur temps, le beau-père de Pertinax, Sulpicianus, préfet de Rome, n'eut pas honte de courir marchander l'empire auprès des meurtriers de son gendre. Les prétoriens, enhardis par cette bassesse, firent crier à l'enchère ce titre d'Auguste. Didius était alors à table avec quelques amis, qui l'engagèrent à se présenter parmi les acquéreurs. Il court au camp, et après avoir épuisé son éloquence pour disposer les soldats en sa faveur, il arriva au dernier moyen de persuasion ; Sulpicianus et lui enchérèrent à plusieurs reprises. Mais Didius, un des plus riches citoyens de Rome, ayant élevé ses offres de 5,000 drachmes pour chaque soldat, à 6,250, l'emporta sur son compétiteur dans cette vente à la fois burlesque et sacrilège.

VI.

Dans les désordres publics, on tombe souvent par la cause même de son élévation. Les armées éparses sur la surface de l'Empire n'étaient pas moins jalouses de faire un empereur, et avaient plus de force réelle que la garde prétorienne, amollie par les délices de la ville. Les camps de Syrie et d'Illyrie donnèrent deux rivaux à Didius, l'un Pescennius Niger, et l'autre Septime Sévère (*Voy.* 4 FÉVRIER 215). Le dernier entra bientôt en Italie, et, parvenu à Ravenne, s'empara de la flotte qui s'y trouvait. Vainement Didius l'avait fait déclarer ennemi public, et avait envoyé contre lui des assassins; vainement il avait tenté d'exciter le zèle des Prétoriens; les défenseurs mercenaires ne valent jamais le prix dont on les paie.

La faiblesse rend parfois cruel; Didius ordonna des massacres; il voulait que le Sénat envoyât les vestales et les prêtres au-devant de Septime, pour le faire retirer; et voyant rejeter cette proposition ridicule, il éclata en menaces sanglantes. Les assassins de Commode furent les seules victimes de cette colère, qu'apaisa le sentiment de son impuissance. Il fit rendre un décret pour associer Septime à l'empire. L'orgueilleux général méprisa cette offre de la moitié d'un pouvoir qu'il allait conquérir en entier.

Alors Didius, cherchant partout des appuis, proposa l'empire au gendre de Marc-Aurèle, comme s'il eût pu faire le cadeau de cette marchandise achetée dans une vente. Il essuya un refus, et bientôt abandonné par les Prétoriens, il se retrancha dans son palais, qu'il avait eu la vaine précaution de fortifier à l'avance.

Le Sénat, assemblé par le consul Messala, décréta sa déchéance et sa mort. On envoya des soldats pour exécuter cette sentence. L'un d'entre eux lui coupa la tête, malgré ses larmes et ses prières pour conserver du moins sa vie, en renonçant à l'empire. Il n'avait régné que deux mois et cinq jours, et laissait une mémoire à jamais flétrie par le seul exemple que présente l'histoire de la dignité souveraine publiquement marchandée et acquise à prix d'argent. Sa fille, Didia Clara, qu'il avait décorée du titre d'Augusta, vécut paisiblement sous le règne de celui qui avait détrôné son père. Septime fit même rendre les honneurs funèbres au cadavre de son lâche prédécesseur. — N. P.

1793. *Proscription des Girondins.*

La journée du 10 août 1792 avait renversé la monarchie, et livré le pouvoir aux divers partis populaires. L'un voulait qu'on en fit un usage modéré, l'autre un usage impitoyable : le premier, nommé *la Gironde*, représentait la justice; le second, appelé *la*

Montagne, représentait la force. Dans tous les combats qu'ils se livrèrent, le premier l'emporta, et le second fut vaincu : telle était la loi de leur double nature.

Ce fut *la Montagne* qui arrêta les poursuites contre les massacres de septembre, fit juger et condamner Louis XVI, créa le Tribunal révolutionnaire et le Comité de salut public. (*Voy.* 2 SEPTEMBRE 1792, 17 JANVIER, 10 MARS et 6 AVRIL 1793.) *La Gironde* se vit chassée de poste en poste ; des Jacobins, par l'envahissement des *Montagnards* ; de la Commune, par la sortie de Pétion ; du ministère, par la retraite de Roland et de ses collègues ; de l'armée, par la défection de Dumouriez. (*Voy.* 4 AVRIL 1793 et 14 MARS 1823.) Il ne lui restait plus que l'enceinte de la Convention ; la journée du 31 mai (*voy.* cette date) avait pour but de l'en arracher ; mais ses résultats se bornèrent à l'anéantissement de la commission des Douze, dont la création avait semblé rendre quelque force à *la Gironde*. La journée du 2 juin compléta l'œuvre de proscription.

Désormais l'attaque n'était plus dirigée contre un pouvoir, mais contre des personnes : échappée à Danton, elle échut à Robespierre et à Marat. Henriot mit à leur disposition la force armée. Le 1^{er} juin, la Commune écrivit aux sections : *Citoyens, restez debout ; les dangers de la patrie vous en font une loi suprême.* Le soir, Marat se rendit à l'Hôtel-de-Ville, monta lui-même à l'horloge et sonna le tocsin : il invita les membres du conseil à ne pas désespérer qu'ils n'eussent obtenu le décret d'accusation contre les *traîtres* et les *hommes d'état*. Toute la nuit se passa en préparatifs. Le dimanche matin, vers huit heures, Henriot se présente au conseil général, et déclare, *au nom du peuple insurgé*, qu'on ne déposerait les armes qu'après avoir triomphé. Ensuite il harangue les immenses attroupemens formés sur la place de l'Hôtel-de-Ville. A dix heures, il arrive sur la place du Carrousel, et bientôt la Convention est investie par quatre-vingt mille hommes, dont la plupart ignorent ce qu'ils viennent faire.

Dans le nombre des députés proscrits, quelques-uns ont cru devoir s'abstenir de paraître à l'assemblée ; d'autres, plus courageux, s'y sont rendus. Dès l'ouverture de la séance, Lanjuinais est à la tribune. « Je demande, dit-il, à parler sur la générale qui bat » dans tout Paris. » On l'interrompt par des cris à *bas ! à bas ! Il veut la guerre civile ! il veut la contre-révolution ! il calomnie Paris ! il insulte le peuple !* Les menaces, les outrages, le tumulte n'ébranlent pas le courageux orateur, qui dénonce les projets de la Commune. Plusieurs *Montagnards* se précipitent vers la tribune pour en arracher Lanjuinais, qui s'écrie toujours avec la même force :

« Je demande que toutes les autorités révolutionnaires de Paris » soient cassées; je demande que tout ce qu'elles ont fait depuis » trois jours soit nul; je demande que tous ceux qui voudront » s'arroger une autorité nouvelle, contraire à la loi, soient mis » hors la loi, et qu'il soit permis à tout citoyen de leur courir » sus. » A peine a-t-il achevé, que les pétitionnaires insurgés viennent réclamer son arrestation et celle de ses collègues. La droite demande l'ordre du jour, et la Convention y passe. Aussitôt les pétitionnaires sortent en menaçant; on crie aux armes : un grand bruit se fait entendre au dehors. « Sauvez le peuple, dit un Montagnard, sauvez vos collègues en décrétant leur arrestation provisoire. » La droite et même une partie de la gauche répondent à cette invitation par un refus. « Nous partagerons tous leur sort, » dit La Réveillère-Lepaux.

Cependant le Comité de salut public, chargé de faire un rapport, propose une mesure conciliatoire. « Le Comité, dit Barrère, s'adresse au patriotisme, à la générosité des membres accusés : il leur demande la suspension de leur pouvoir, en leur représentant que c'est la seule raison qui puisse faire cesser les divisions qui affligent la république, et y ramener la paix. » Quelques députés, Isnard, Lanthénas, Dussaulx et Fauchet, déclarent se soumettre : Lanjuinais et Barbaroux persistent dans leur héroïque résistance. C'est alors que le premier prononce ces paroles sublimes, dont le souvenir s'attache éternellement à son nom. (*Voy. 13 JANVIER 1817, Mort de Lanjuinais.*) Du reste, les Montagnards conjurés s'élèvent eux-mêmes contre la proposition du Comité. Marat prétend qu'il faut être pur pour faire des sacrifices : Billaud-Varennes demande le jugement des Girondins, et non leur suspension.

Pendant ce débat, un député de la Montagne, Lacroix, entre précipitamment dans la salle, s'élance à la tribune, déclare qu'il vient d'être insulté à la porte, qu'on l'a empêché de sortir, et que la Convention n'est pas libre. A ces mots, les Montagnards eux-mêmes se croient en danger, et s'emportent en invectives contre Henriot. Danton dit qu'il faut *venger rigoureusement la majesté nationale outragée*. « C'en est trop, s'écrie Barrère, un grand crime se consomme; c'est celui de la Commune, de son comité central, de cet affreux comité tout composé d'hommes suspects, d'étrangers. On distribue dans ce moment aux troupes qui nous assiègent des assignats de cinq livres. » Il propose à l'assemblée de sortir tout entière, le président à sa tête, pour reconnaître enfin si elle est libre. Tous les députés se lèvent, et, à la suite de leur

président, couvert en signe de détresse, précédés de leurs huis-siers, ils sortent de la salle. Marat, qui craint l'effet de cette dé-marche, les devance et parcourt les rangs des insurgés. « Point de » faiblesse, leur crie-t-il ; ne quittez pas votre poste qu'on ne vous » les ait livrés. » La Convention s'avance à travers une haie bordée de piques et de baïonnettes jusqu'au vestibule, et se présente à la porte qui donne sur la place du Carrousel. Elle y trouve Henriot à cheval et le sabre à la main. « Que demande le peuple ? dit le » président Hérault de Séchelles ; la Convention n'est occupée » que de son bonheur. » Henriot, enfonçant avec véhémence son chapeau sur sa tête, lui répond : « Le peuple n'est pas venu pour » entendre des phrases : il veut qu'on lui livre vingt-quatre cou- » pables. — Qu'on nous livre tous, » s'écrient ceux qui entourent le président. Henriot se retourne alors vers les siens, et crie : *Ca-nonniers, à vos pièces !* Deux canons sont pointés sur la Convention, qui recule, entre dans le jardin, et se présente à plusieurs pas-sages, qu'elle trouve fermés. Elle tente un dernier effort au Pont-Tournant. Marat s'avance à la tête d'une horde infâme. « Man- » dataires du peuple, dit-il d'une voix arrogante, je vous ordonne, » en son nom, de rentrer dans le lieu ordinaire de vos séances et » d'y reprendre vos fonctions. »

Intimidée par tant d'audace, la Convention rentre dans la salle de l'assemblée, et proclame qu'elle est libre. Couthon monte à la tribune, où il prodigue une grossière ironie. L'arrestation des proscrits n'est plus combattue : Marat décide, en vrai dictateur, du sort de ses collègues. Il revise la liste fatale tracée par Couthon. « Dussaulx, dit-il, est un vieillard radoteur, incapable d'être » chef de parti ; Lanthénas est un pauvre d'esprit, qui ne mérite pas » qu'on songe à lui ; Ducos n'a eu que quelques opinions erronées, » et ne saurait être un chef contre-révolutionnaire. Je demande » qu'on les excepte, et qu'on les remplace par Valazé. » On fait droit à cette demande, et la liste est composée ainsi qu'il suit : Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Pétion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Chambon, Buzot, Birotteau, Lidou, Rabaud, La-source, Lanjuinais, Grangeneuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Va-lazé, le ministre des affaires étrangères Lebrun, le ministre des contributions Clavière, et les membres des Douze Kervelegan, Gardien, Rabault-Saint-Étienne, Boileau, Bertrand, Vigée, Mollevaut, Henri Larivière, Gomaine et Bergoing. Le décret d'arres-tation est immédiatement exécuté sur plusieurs des proscrits : les autres s'y dérobent par la fuite

« Dès ce moment, dit un historien, la consigne qui retenait

» l'assemblée prisonnière fut levée, et la multitude s'écoula ;
 » mais dès ce moment aussi il n'y eut plus de Convention libre. »
 Ainsi tomba ce célèbre parti de la Gironde, sur lequel la hache révolutionnaire demeura suspendue durant cinq mois, avant de le frapper. (*Voy. 31 OCTOBRE 1793, Exécution des Girondins.*) — X.

1800. *L'armée française rentre dans Milan.*

La marche de l'armée française en Italie fut aussi rapide que le cours d'un torrent descendu des Alpes, qu'elle venait de franchir. Les principales forces du général Mélas étant rassemblées autour de Gênes et au pied des Alpes liguriennes, le premier consul ne rencontra sur la route qu'il s'était ouverte, que de faibles corps qu'il dispersa sans peine.

Après s'être emparé de Chatillon et d'Ivrée, où il était arrivé avec son artillerie, malgré la vigilance de la garnison du fort de Bard, qu'il avait eu l'habileté de tromper, il se porta sur Milan, tandis que, trompés par une fausse démonstration, les Autrichiens, qui l'attendaient au passage du Pô à Chivasso, ne songeaient qu'à couvrir Turin.

Il serait difficile de peindre l'enthousiasme avec lequel il fut reçu dans la capitale de la Lombardie, désolée par de si cruelles réactions depuis qu'elle était retombée sous le joug autrichien, et où, à l'approche des Français, de si glorieux souvenirs avaient fait naître de si grandes espérances. Cette conquête fit tomber entre les mains des Français les dépôts et le magasin de l'armée autrichienne, que Mélas avait établis à Milan. Le premier consul y séjourna du 2 au 9 juin, non-seulement pour réorganiser le gouvernement de la Cisalpine, mais pour donner à différens corps de l'armée de réserve le temps de se rendre sous cette ville, où devait s'opérer leur réunion avec celui qui était descendu par le Saint-Gothard. Cette réunion effectuée, il adressa à l'armée la proclamation suivante : « Soldats, un de nos départemens était au pouvoir de l'ennemi ; la consternation était dans tout le midi de la France. La plus grande partie du territoire du peuple ligurien, le plus fidèle ami de la république, était envahie. La république Cisalpine, anéantie depuis la campagne passée, était devenue le jouet d'un grotesque régime féodal. Soldats, vous marchez, et déjà le territoire français est délivré... Vous rendrez la liberté et l'indépendance au peuple de Gênes ; vous êtes dans la capitale de la Cisalpine.... Le premier acte de la campagne est terminé.
 » Mais aura-t-on donc impunément violé le sol français ? Lais-

« serez-vous retourner dans ses foyers l'armée qui a porté l'alarme dans vos familles?... Marchez à sa rencontre, opposez-vous à sa retraite; arrachez-lui les lauriers dont elle s'est parée, et par là apprenez au monde que la malédiction est sur la tête des insensés qui osent insulter le territoire du grand peuple. Le résultat de tous nos efforts sera *gloire sans nuage et paix solide*. » Cette proclamation fut suivie du départ de l'armée, qui se remit en marche pour ne plus s'arrêter que dans les champs de Marengo. (*Voy.* 14 JUIN 1800.) — A.-V. ARNAULT.

1805. *Czerni George prend le titre d'hospodar de Servie.*

Le projet conçu par Catherine II d'anéantir la puissance ottomane en Europe avait été traversé au moment où son exécution ne semblait plus dépendre que d'un dernier effort. Mais en signant avec la Porte le traité de paix du 9 janvier 1792, la czarine s'était réservé un moyen sûr, quoique lent, d'en finir avec son éternelle rivale, sans compromettre désormais ses propres forces dans une lutte ouverte. S'étant arrogé un droit de protection sur les sujets chrétiens de la domination musulmane dans plusieurs provinces limitrophes, elle n'y usa de son influence que pour pousser ces mêmes sujets à la révolte. C'est ainsi qu'après avoir fait accepter par le Divan (24 sept. 1802) un règlement portant qu'à l'avenir aucun hospodar ne pourrait être déplacé de son gouvernement avant sept années d'exercice, ni être déposé sous quelque prétexte que ce fût, sans information préalable et sans l'assentiment du ministre de Russie, le cabinet de Pétersbourg crut pouvoir commander en maître dans les principautés de Moldavie et de Valachie. Cependant la population de ces contrées se tenait dans un état continuel d'insurrection et de vagabondage. Il en était de même en Servie, et c'est pendant ces déchirements qu'un soldat aussi farouche qu'audacieux et brave s'y éleva à la souveraine autorité.

George Petrovitch *Czerni* ou *le Noir*, surnommé ainsi à cause de la couleur basanée de son teint, était né aux environs de Belgrade, dans la plus obscure condition. Il avait reçu de la nature le germe des vertus fortes qui font les héros, mais nulle culture n'en avait modifié le développement : dans l'occasion son énergie se changeait en fureur, et son courage en férocité. De bonne heure il avait montré une aversion profonde pour les Turcs, et étant à peine adolescent, il en tua un qui voulut le contraindre à s'humilier devant lui. Obligé de fuir, il passa en Transylvanie et y prit du service dans les troupes de l'Autri-

che. Mais la trempe, de son âme ne permettait pas qu'il pût se ployer long-temps au joug d'une discipline si mesquine et si despotique ; il finit par tuer un de ses chefs, qui lui-même avait tiré son arme pour le frapper, et, ne sachant où se sauver, il repassa en Serbie, où il se rangea dans une bande de *klephtes*.

Son courage et son intelligence, autant que les notions qu'il avait acquises sur l'art militaire, le placèrent bientôt à la tête de ses compagnons, et dès lors les incursions des *klephtes*, dont jusque là le pillage avait été l'unique objet, prirent un caractère de guerre réglée et nationale. Czerni George n'avait encore que vingt-cinq ans, lorsque le succès de ses armes commença à alarmer la Porte, et à attirer autour de lui un nombre considérable de partisans. La cruauté des mesures que prescrivit le Divan, contre les Serviens insurgés, dont il était devenu le général, ne hâta pas moins l'accroissement de sa puissance, que le carnage qu'il fit de plusieurs corps ottomans envoyés pour le combattre. La Russie n'avait pas manqué de lui prêter assistance ; c'est au moyen des subsides qu'elle lui fournissait, qu'il réussit à donner quelque régularité à l'organisation de sa troupe.

Au moment où la guerre allait devenir générale, et qu'au risque de l'entraîner à sa propre ruine, Czerni George voulait tenter les moyens extrêmes pour arracher son pays à la domination musulmane, il vit accourir près de lui son père, qui le conjura de s'arrêter dans une si périlleuse entreprise, et de poser les armes plutôt que d'exposer la Serbie à subir les vengeances de ses maîtres. Mais il demeurait inaccessible aux remontrances du timide vieillard qui, pour le toucher, osait recourir aux menaces, et parlait de livrer aux Turcs le secret de sa retraite et de ses plans. Czerni George, à son tour, tombe suppliant aux genoux de son père, qu'il trouve également inébranlable dans sa résolution. Se relevant alors, il s'écrie avec fureur : *Vieillard obstiné, tu ne trahiras ni ton fils ni ton pays !* et d'une décharge de pistolet il l'étend mort à ses pieds.

Cet acte, d'un horrible héroïsme, peut servir de mesure à l'acharnement qu'il mettra désormais dans sa lutte avec les Turcs ; il fond sur eux, les taille en pièces et se baigne dans leur sang, comme pour se laver de celui qui souille sa main parricide. Vainqueur en plusieurs actions décisives, il se fait proclamer généralissime des Serviens, et enfin, s'arrogeant l'autorité souveraine, il commande en maître absolu, casse le sénat et proclame qu'il n'a pas besoin de conseil, que, tant qu'il vivra, personne ne doit songer à lui disputer un pouvoir qu'il a la force et la volonté d'exercer sans partage. Ce despote si jaloux vit pourtant pâlir sa fortune du moment

où la Porte, désespérant de le soumettre, consentit à le reconnaître dans la qualité de prince de Servie. Il continua de guerroyer avec la même rage ; mais il finit par être écrasé, et le patronage de la Russie ne fit que différer sa ruine. Dès 1813, la Servie était retombée sous le joug ottoman.

En vain le titre de prince russe dédommagea-t-il Czerni George de la perte de celui d'hospodar ; sa nouvelle dignité ne le préserva pas des vengeances de la Porte. En 1817, ayant eu l'imprudence de franchir la frontière pour aller reprendre, à ce qu'on croit, un trésor enfoui dans les environs de Semandria, il fut reconnu sous son déguisement, arrêté et conduit au pacha de Belgrade qui le fit décapiter. C'était le digne prix de sa cupidité ; aussi ne s'éleva-t-il, que nous sachions du moins, aucune réclamation de la part du cabinet de Pétersbourg, contre cette expéditive sentence. De satrape à satrape la justice n'a pas besoin d'enquête. Czerni George avait lui-même fait pendre son frère, pour une simple irrévérence.

P. DE CHAMROBERT.

LITTÉRATURE.

1701. *Mort de mademoiselle de Scudéry (Madeleine).*

L'excès du mauvais goût est aussi une supériorité. C'est à ce titre que nos coteries littéraires comptent aujourd'hui tant d'hommes supérieurs. Le bon temps de mademoiselle Scudéry semble prêt à revenir. C'est la même affectation sous d'autres formes ; ce sont, par d'autres moyens, les mêmes atteintes portées au bon sens et à la pureté du langage.

Née au Havre en 1607, elle était la sœur de ce George de Scudéry, qui, misérable auteur de poèmes et de tragédies, osa s'élever contre Corneille, sous les auspices du jaloux Richelieu, dont Boileau a voué au ridicule la stérile fécondité, dans un passage de sa seconde satire :

Bienheureux Scudéry, dont la fertile plume, etc.

et qui, devenu, en 1650, gouverneur d'un petit fort, ne fut pas moins raillé comme militaire que comme écrivain : témoin les vers de Chapelle et Bachaumont :

C'est Notre-Dame-de-la-Garde,
Gouvernement commode et beau,
A qui suffit, pour toute garde,

Un Suisse avec sa hallebarde
Peint sur la porte du château.

Scudéry mourut en 1667, à l'âge de soixante-six ans, laissant le poème d'*Alaric, ou Rome vaincue*, si fameux par l'emphase du début :

Je chante le vainqueur des vainqueurs de la terre ;

et seize tragédies, toutes justement oubliées, mais dont l'une eut beaucoup de succès dans sa nouveauté : c'est l'*Amour tyrannique*, où, pour la première fois, fut introduite sur notre théâtre la règle des vingt-quatre heures.

Ce fut sous le nom de ce frère que parurent les premiers ouvrages de mademoiselle de Scudéry. Auteur par nécessité, elle vint de bonne heure à Paris, et tout concourut à y faire parler d'elle : les agrémens de son esprit, si conformes au goût maniéré qu'avaient répandu en France les Concetti de l'Italie ; la difformité de son visage, qui la rendait une utile compagne pour toutes les jolies femmes ; et enfin la vogue rapide de ses romans, qui nous semblent fastidieux aujourd'hui, mais où l'on recherchait alors des allusions continuelles aux grands personnages contemporains. « *Clélie*, dit Voltaire, est un ouvrage plus curieux qu'on ne pense. » On y trouve les portraits de tous les gens qui faisaient du bruit dans le monde. Tout Port-Royal y est. Le château de Villars y est décrit avec la plus grande exactitude. »

Il ne faut pas moins que ce genre de mérite, pour nous expliquer l'empressement des lecteurs d'alors à dévorer d'interminables conversations, par lesquelles l'auteur,

..... Sans blesser les lois ni la coutume,
Sait conduire un héros au dixième volume.

Tous les héros de l'antiquité sont défigurés dans ces compositions quintessenciées. Le *Cyrus* de Xénophon, au lieu de rester un modèle de perfection dans l'art de vaincre et de régner, devint, dit Boileau, un Artamène, plus fou que tous les Céladons et tous les Sylvandres, qui n'est occupé que du soin de sa Mandane, qui ne sait du matin au soir que lamenter, gémir et filer le parfait amour. Dans *Clélie*, les Horatius Coclès, les Mutius Scévola, les Lucrèce, les Brutus, encore plus amoureux qu'Artamène, ne s'occupent qu'à tracer des cartes géographiques d'amour, qu'à se proposer, les uns aux autres, des questions et des énigmes galantes.

Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'au premier rang des appro-

bateurs de ces fades galanteries, se plaçaient les membres les plus illustres du clergé ; on est confondu de voir les louanges hyperboliques adressées à mademoiselle de Scudéry par de graves évêques, Huet, Godeau, Fléchier, Mascaron. Ce dernier, qui le croirait ! au moment de composer l'*Oraison funèbre de Turenne*, prie mademoiselle de Scudéry de venir à son secours, en lui communiquant « ce qu'elle dirait, si elle était chargée du même emploi. »

Elle était le centre d'un cercle de beaux esprits et de femmes élégantes ; et, dans cette coterie, à la fois galante et littéraire, qui se réunissait tous les samedis, chacun se décorait d'un nom de roman. Il y avait des *Alcandre*, des *Amalthée*, des *Telamire*, des *Agathyrse*. Les dames, tout en dissertant sur la métaphysique du cœur, travaillaient aux ajustemens de deux poupées appelées la grande et la petite *Pandore*, qui servaient à diriger la mode nouvelle. C'était là que Pelisson et Courart se disputaient en madrigaux le cœur de la reine des *Précieuses*, qui le leur donnait en madrigaux. Cependant le secrétaire de Fouquet passa pour être plus favorisé que ne le comportaient les licences de sa poésie : les deux amans éprouvaient l'un pour l'autre cette sympathie que doit inspirer une égale laideur. Au reste, mademoiselle de Scudéry ne s'aveuglait pas sur les désavantages de son extérieur : elle écrivait à Nanteuil, qui l'avait embellie en faisant son portrait :

Je hais mes yeux dans mon miroir ;
Je les aime dans ton ouvrage.

Elle lui envoya pour s'acquitter une bourse remplie de louis ; il renvoya les louis, et garda la bourse.

La reine Christine de Suède, le cardinal Mazarin, le chancelier Boucherat et Louis XIV lui firent des pensions. L'académie des Ricovrati de Padoue se l'associa. Les princes et les princesses de la famille royale la recherchaient, et Madame lui disait quelquefois : « C'est moi qui suis l'amant dans notre commerce : je fais » toutes les avances. »

Elle avait souvent d'heureuses saillies. Un jour qu'elle visitait le donjon de Vincennes, où Condé avait été prisonnier, on lui montra un endroit dans lequel ce prince avait fait mettre des œillets qu'il arrosait tous les jours. Elle improvisa sur-le-champ ce quatrain :

En voyant ces œillets, qu'un illustre guerrier
Arrosa d'une main qui gagne des batailles,
Souviens-toi qu'Apollon bâtissait des murailles,
Et ne t'étonne pas de voir Mars jardinier.

Ayant été éclaboussée par le carrosse d'un parvenu : « Cet homme-là, dit-elle, est vindicatif : nous l'avons crotté autrefois ; il nous crotte maintenant. »

Louis XIV, qui a été tant flatté, n'a peut-être pas reçu d'éloge plus délicat que le compliment indirect que laissa échapper pour lui mademoiselle de Scudéry, à propos des merveilles de Versailles. On disait en sa présence que c'était un séjour enchanté. « Oui, dit-elle, pourvu que l'enchantement y soit. »

Elle mourut à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans : deux paroisses se disputèrent l'honneur de lui donner la sépulture.

N. P.

RELIGION.

3 JUIN 1826. *La princesse de Leignitz, épouse du roi de Prusse, abjure la foi catholique.*

C'est en général de nos jours l'événement le moins important qu'un changement de religion, même dans la région voisine du trône. Le temps n'est plus où un fait de ce genre devenait pour tout un parti le texte d'un chant de victoire : les circonstances seules peuvent lui rendre quelque intérêt. La Prusse en fournit un double exemple.

L'influence du prosélytisme catholique, et la tendance mystique des associations, s'étaient manifestées dans ce royaume par de nombreux indices, et notamment par la conversion du duc et de la duchesse d'Anhalt-Coëthen à la foi catholique. (Voy. 13 JANVIER 1826.) Pour calmer les alarmes du protestantisme, et pour détruire les soupçons qui s'élevaient sur ses propres sentimens, le roi de Prusse écrivit à la duchesse, sa sœur naturelle, une lettre dans laquelle il lui reprochait amèrement d'avoir renoncé aux croyances de sa famille, sans l'avoir consulté d'avance, et sans avoir fait les études nécessaires sur la Bible et le Nouveau Testament. La publication authentique de cette lettre fut considérée comme un gage donné à l'Église réformée. Quelques mois après il vint s'en joindre un autre d'une nature non moins grave. La princesse de Leignitz, mariée au roi de Prusse par une de ces alliances que la politique européenne appelle mariages de la main gauche, abjura la foi catholique, entra au sein de l'Église luthérienne, et communia d'après le rit évangélique. La gazette de la cour eut soin de faire observer que la résolution de la princesse était uniquement fondée sur sa libre conviction, et qu'aucune stipulation de son contrat de mariage n'avait trait à sa religion.

Il s'opéra donc une sorte de compensation entre l'Église catholique et l'Église réformée : cette dernière parut même croire que l'avantage lui était resté.

POLITIQUE.

1590. *Procession de la Ligue, durant le blocus de Paris.*

Après avoir remporté la victoire d'Ivry, le 14 mars 1590 (*voyez cette date*), Henri IV se présenta, le 7 mai suivant, sous les murs de Paris. Dans l'espace de deux heures, il s'empara de tous les faubourgs, et brûla tous les moulins des environs. Mieux secondé, il prenait le jour même une ville mal fermée et mal défendue : mais il se contenta de la bloquer, et d'aller attendre à Mantes les secours qui lui venaient d'Angleterre.

L'anarchie et la famine régnaient à Paris. Chaque jour on y faisait des processions et surtout des sermons. A la suite de quelques sorties heureuses, les assiégés renouvelèrent le serment de mourir plutôt que de se rendre, et résolurent de passer une revue de toutes les forces que pouvaient fournir les prêtres, les moines et les écoliers. C'est le 3 juin que cette revue eut lieu, avec une solennité ridicule, ainsi décrite par L'Estoile, dans le journal de Henri IV :

« Roze, évêque de Senlis, marchait à la tête, comme commandant et premier capitaine, suivi des ecclésiastiques, allant de quatre en quatre ; après, venait le prieur des Feuillans avec ses religieux ; puis, les quatre ordres Mendians, les Capucins, les Minimes, entre lesquels il y avait des rangs d'écoliers. Les chefs des différens religieux portaient d'une main un crucifix et de l'autre une hallebarde ; et les autres des arquebuses, des pertuisanes, des dagues et autres diverses espèces d'armes, que leurs voisins leur avaient prêtées. Ils avaient tous leurs robes retroussées et leurs capuchons abattus sur leurs épaules. Plusieurs portaient des casques, des corselets et des pétrinals. Hamilton, écossais de nation, curé de Saint-Cosme, faisait l'office de sergent, tantôt les arrêtant pour chanter des hymnes, et tantôt les faisant marcher : quelquefois il les faisait tirer de leurs mousquets.

« Tout le monde accourut à ce spectacle nouveau, qui représentait, à ce que les zélés disaient, l'Église militante. Le légat y accourut aussi, et approuva par sa présence une monstre (*revue*) si extraordinaire. Mais il arriva qu'un de ces nouveaux soldats, qui ne savait pas sans doute que son arquebuse était chargée

» à balle, voulut saluer le légat qui était dans son carrosse avec
 » Panigarole, le jésuite Bellarmin et autres Italiens, tira dessus,
 » et tua un de ces ecclésiastiques, qui était son aumônier; ce qui
 » fit que le légat s'en retourna au plus vite, pendant que le peu-
 » ple criait tout haut que cet aumônier avait été fortuné d'être
 » tué dans une si sainte action. »

D'autres processions moins burlesques succédèrent à celle-ci, mais ne ramenèrent dans la ville assiégée ni l'abondance, ni la raison. Un procureur et plusieurs bourgeois furent pendus pour avoir dit qu'il serait sage de faire la paix. En trois mois, la faim moissonna treize mille personnes, et la bonté seule du monarque tempérerait la rigueur de ce fléau. Enfin, l'arrivée du duc de Parme changea la situation des affaires. Forcé de marcher à sa rencontre, Henri leva le blocus le 30 août 1590. Il lui fallait encore tenter long-temps la chance des combats, avant de se reposer dans sa capitale. (*Voy. 22 MARS 1594, Entrée de Henri IV à Paris.*)

1824. *Rejet du projet de loi sur la réduction des rentes.*

Réduire l'intérêt de la dette publique d'un État, est une opération toujours juste, lorsqu'elle est possible. Si en effet l'État peut se procurer des fonds à un taux moins élevé que celui qu'il paie à ses créanciers; s'il est en mesure d'offrir à ces derniers leur remboursement intégral, rien ne doit l'empêcher de le faire. Mais si au contraire, spéculant sur une apparence de richesse, sur l'élévation factice du cours des rentes, et sur la terreur des rentiers, il essaie de les engager à réduire eux-mêmes leurs créances par la menace d'un remboursement impraticable, alors l'opération est injuste; car elle ne repose que sur la déception et la ruse. Les représentans ou les pairs d'un royaume constitutionnel remplissent leurs devoirs en la faisant échouer.

Tels sont à peu près les motifs qui déterminèrent la Chambre des Pairs à rejeter le projet de réduction des rentes présenté par M. de Villèle, le 5 avril 1824, à la Chambre des Députés, et adopté par cette même Chambre, le 4 mai suivant. On entrevit dans ce projet de loi l'intention formelle d'économiser, sur le paiement des rentes, les trente millions que déjà l'on se proposait de consacrer à l'indemnité de l'émigration. A la défaveur qui frappait naturellement un procédé si peu loyal, se mêlait l'espoir d'arriver, par le rejet du projet de loi, au renversement d'un ministère dont les principes et la conduite avaient semé tant d'alarmes en France. Cet espoir fut trompé : la Chambre des Pairs

rejeta le projet de loi sur la réduction des rentes, à la majorité de cent vingt-huit voix contre quatre-vingt-quatorze ; et la seule conséquence de cet acte fut l'expulsion brutale de M. de Châteaubriand, qui avait manifesté son opposition par son silence. (Voy. 6 JUIL 1824.)

L'année suivante, M. de Villèle reparut avec deux nouveaux projets de loi, l'un relatif au milliard de l'indemnité (voy. 27 AVRIL 1825), et l'autre à un nouveau système de réduction facultative des rentes, système qui fut adopté par les deux Chambres, et qui, par la création des rentes à trois pour cent, par le détournement des fonds de l'amortissement, entraîna de graves désordres dans les finances du royaume.

LITTÉRATURE.

1826. *Mort de Karamsin* (*Nicolas-Michaïlovitch*), *historiographe de Russie*.

Bien que placé dans un pays où la pensée est soumise aux plus gênantes entraves, Karamsin a pris rang parmi les grandes notabilités littéraires de notre époque. Né en 1765, dans le gouvernement de Simbirsk, il avait d'abord porté les armes dans les gardes de Catherine II. Il quitta le service militaire pour voyager ; et, durant trois années, à partir de l'époque où éclata la révolution française, il visita la plupart des pays d'Europe. De retour à Moscou, il s'essaya dans la littérature, en s'associant à la rédaction de diverses feuilles périodiques, et fit paraître bientôt après ses *Lettres d'un voyageur russe*, puis des traductions des *Contes* de Marмонтel et des *Nouvelles* de madame de Genlis. L'élégance et la pureté de style qui distinguaient ces écrits commencèrent une époque nouvelle pour la littérature russe.

Des discours académiques, plusieurs romans, et deux recueils de mélanges, sous les titres de *Panthéon des auteurs russes*, et *Panthéon de la littérature étrangère*, avaient encore accru la réputation de Karamsin, lorsqu'il y mit le comble en s'essayant dans un genre plus élevé dans ses *Recherches sur l'Histoire de Russie*. Cet écrit marqua sa place à la tête des écrivains de la nation russe ; il valut à l'auteur d'être chargé par l'empereur Alexandre d'écrire une *Histoire de l'empire de Russie*.

Devenu conseiller d'État, et comblé de toutes sortes de distinctions par son maître, Karamsin, de ce moment, n'eut plus à redouter les ciseaux d'une censure inexorable ; mais que pouvait y gagner l'indépendance de l'historien ? A la place de ses pre-

mières entraves, il portait maintenant une chaîne dorée; et celle-là, comme on sait, n'est jamais la moins étroite. Aussi son grand ouvrage, qui a été lu en France avec quelque empressement ⁽¹⁾, n'offre-t-il que ce que peut promettre un livre commandé par le monarque à l'historien en titre d'office. Ce n'est pas dire qu'il ne soit de beaucoup supérieur à tout ce qui avait été fait jusque là en Russie; mais c'est trop peu pour le grand nom de Karamsin. Trois éditions de ses *OEuvres*, imprimées à Moscou, de 1804 à 1820, semblaient annoncer que l'ouvrage capital d'un écrivain placé si haut dans l'estime de ses compatriotes atteindrait pleinement son but. Au reste, faut-il tant s'étonner de ce que l'histoire de Russie puisse être refaite encore avec avantage, quand, après vingt tentatives moins heureuses, la même tâche reste également à accomplir chez nous?

Karamsin avait joui à un haut degré de la confiance et de l'affection de l'empereur Alexandre : il l'accompagnait dans son funeste voyage aux côtes de la mer d'Azof; il dut donc être affecté doublement de la fin aussi imprévue que prématurée de ce prince, dont, contre toute attente ⁽²⁾, il se trouvait appelé maintenant à être l'historiographe. Sa faveur cessant sous le nouveau règne, il aurait eu un motif de plus pour être vrai dans le récit des derniers instans de son maître. Peut-être lui eût-il fallu s'abstenir du triomphe littéraire que lui aurait assuré l'impression immédiate de cet important ouvrage; mais, en ce cas, un manuscrit pouvait lui survivre : sans avoir moins de poids dans la question que doit un jour résoudre l'histoire, ce livre n'aurait eu que plus de prix pour la gloire de Karamsin. Telle n'a pu être sa destinée. En apprenant à l'Europe que les jours de l'historiographe de Russie étaient menacés, un ukase, rendu le 25 mai 1826, y détruisit de secrètes espérances, et provoqua les premiers sentimens d'un regret qui ne peut désormais que s'accroître. Par cet ukase, il était accordé à Karamsin, sur le trésor de l'État, une pension annuelle de cinquante mille roubles, reversible sur sa femme, et, après elle, sur ses enfans, de manière à ce que les fils en jouiront jusqu'à leur entrée au service, et les filles jusqu'à l'époque de leur mariage. Voici la version que donnèrent les journaux

(1) *L'Histoire de l'empire de Russie*, de Karamsin, a été traduite en français; Paris, Renouard, 1819-1826, 11 vol. in-8° : les neuf premiers par MM. Thomas et Jauffret; les deux autres, par M. Divoff, conseiller d'État actuel et chambellan de l'empereur.

(2) Karamsin avait douze ans de plus que l'empereur Alexandre. (*Voyez* 1^{er} DÉCEMBRE 1825.)

français d'une lettre adressée à Karamsin, avec cet ukase, au nom de l'empereur Nicolas :

« Nicolai-Mikhaïlovitch, le dérangement de votre santé vous oblige à quitter pour un temps votre patrie, et à chercher des climats plus doux. C'est un plaisir pour moi de vous exprimer à cette occasion le vœu sincère que vous puissiez revenir bientôt au milieu de nous avec des forces nouvelles, et vous employer derechef pour l'utilité et l'honneur de la patrie, ainsi que vous l'avez fait jusqu'à présent; de même je me plais à vous témoigner, au nom de feu l'empereur, qui avait éprouvé votre attachement si noble et si désintéressé à sa personne, et pour mon propre compte et au nom de la Russie, toute la reconnaissance que vous méritez comme citoyen et comme auteur. L'empereur Alexandre vous avait dit : « Le peuple russe est digne de connaître son histoire. » L'histoire que vous avez écrite est digne du peuple russe. Aujourd'hui je remplis une intention à laquelle mon frère n'eut pas le temps de donner suite; acte de justice que je regarde également comme une disposition conforme à un legs sacré de l'empereur Alexandre. Je désire que votre voyage vous soit utile, et qu'il vous rende les forces nécessaires pour terminer l'affaire principale de votre vie. »

Moins de dix jours après l'émission de ce rescrit, Karamsin avait cessé de vivre : il expira dans le palais de Tauride, le 3 juin 1826, apparemment du même mal qui avait mis fin aux jours d'Alexandre Paulovitch. — P. DE CHAMROBERT.

SCIENCES.

1658. *Mort de Harvey.*

Guillaume Harvey, l'un des hommes dont le nom brille du plus vif éclat dans l'histoire des sciences physiques, et qui mérite de faire époque dans celle de l'anatomie, parce que, de toutes les découvertes qui ont rapport à cette science, c'est sans contredit la sienne qui fut la plus brillante, naquit le 1^{er} avril 1578, à Folkestone, dans le comté de Kent. Il était l'aîné de neuf enfans. Ses frères se livrèrent au commerce, qui les conduisit rapidement à la fortune; mais lui, passionné pour les sciences, suivit la carrière de la médecine, dans laquelle, s'il ne fut pas comblé des faveurs de la fortune, il sut trouver des avantages d'un plus haut prix pour un cœur noble et généreux, la gloire et l'immortalité. En 1615, il fut nommé professeur d'anatomie et de chirurgie. C'est de cette époque surtout que date sa haute réputation. Jacques I^{er} le prit pour médecin, titre qu'il conserva sous le successeur de ce prince.

A l'époque où la guerre civile éclata, il suivit Charles dans sa fuite, et l'accompagna à Oxford, après la bataille d'Edge-Hill. L'université de cette ville lui décerna le diplôme de docteur en médecine, et le roi, tant pour récompenser sa fidélité, que pour le dédommager du pillage de sa maison à Londres, le créa président du collège de Morton. Après la reddition d'Oxford aux troupes parlementaires, Harvey, dépouillé de tous ses biens, mena une vie très-retirée. Son caractère modeste, doux et modéré, lui fit supporter également sans humeur les critiques littéraires dont il fut l'objet, et sans un chagrin trop vif les disgrâces qui furent la suite de ses opinions politiques.

Personne n'ignore qu'Harvey a découvert la circulation du sang; mais on se tromperait, si l'on prenait ici le mot *découverte* dans l'acception rigoureuse, car il s'en faut de beaucoup que tous les points de la théorie du mouvement du fluide nourricier fussent également inconnus avant les recherches de cet illustre anatomiste. Fabrice d'Aquapendente s'était occupé du fœtus et des valvules des veines. Ces deux sujets furent aussi ceux sur lesquels Harvey, son disciple, s'exerça particulièrement. Il est donc très-probable que la connaissance qu'il acquit des valvules des veines, aux leçons de Fabrice, lui donna l'idée de la circulation, et l'on n'a pas besoin, comme l'ont imaginé quelques écrivains, de lui en faire suggérer l'idée par un pharmacien de Londres, encore que, même dans ce cas, on pourrait dire avec raison que ce fut une inspiration du hasard fécondée par la toute-puissance du génie. Mais comme les valvules sont dirigées vers le cœur, il était impossible de ne pas conclure de là qu'elles servent à pousser le sang vers cet organe. Une fois ce théorème admis, la seule vue des valvules qui garnissent les artères à leur naissance du cœur devait faire conclure aussi que le sang est porté de celui-ci dans les vaisseaux artériels. D'ailleurs cette idée de la circulation n'avait pas échappé entièrement aux prédécesseurs d'Harvey. On trouve déjà quelque chose qui s'y rapporte dans les écrits de Michel Servet, plus connu comme théologien que comme médecin. Les ouvrages de cette infortunée victime du fanatisme religieux renferment plusieurs traits remarquables, et l'on y trouve la circulation, du moins celle qui se fait dans les poumons, à peu près décrite, quoique d'une manière assez obscure, et surtout sans les développemens, sans les preuves qu'il était si nécessaire d'en donner au siècle de Bacon, où vivait Harvey. Colombus avait indiqué plus clairement la petite circulation. Cissalpin laissa moins encore à désirer sous ce rapport, et parla même en termes précis du retour du sang par les veines; mais, à l'except-

tion de la preuve tirée d'une ligature qu'on applique sur la veine, ses écrits ne renferment aucun détail sur cette importante doctrine.

Ainsi, les esprits étaient sur la voie de la découverte de la circulation, et l'on avait déjà entrevu quelques portions de ce grand phénomène organique, quand Harvey parut pour vivifier en quelque sorte une idée qui flottait vaguement dans les esprits, rapprocher tous les faits observés jusqu'à lui, en accroître la masse, y ajouter tous les développemens nécessaires, et enfin tirer les conclusions générales qui en sont la suite. Depuis 1602, époque où il quitta son maître Fabrice d'Aquapendente, les valvules des veines furent l'objet de ses méditations assidues, et, après avoir fait un grand nombre d'expériences à Londres, il se décida enfin, en 1619, à enseigner publiquement la circulation du sang. Mais, se défiant d'une doctrine si contraire à toutes les idées reçues, il en examina encore les preuves pendant neuf années, de sorte que ce fut en 1628 seulement qu'il se hasarda à la livrer, par la voie de l'impression, au jugement et à la sagacité de ses confrères. Combien cette admirable circonspection contraste avec l'empressement que tant de petits esprits mettent à s'assurer la priorité de découvertes dont personne ne leur envie l'équivoque honneur, et qui, répandant une pâle lumière dans quelque obscure assemblée académique, ne sortent un moment du néant que pour retomber aussitôt dans l'oubli !

Harvey s'attacha d'abord à combattre les erreurs des anciens, et surtout à faire voir que les artères ne sont pas, comme ils le prétendaient, chargées de charrier l'esprit aérien dans le corps, mais que c'est le sang qu'elles y conduisent. Puis, après avoir appuyé cette proposition de toutes les preuves que pouvaient fournir l'expérience et le raisonnement réunis, il examina le mécanisme du mouvement du sang, se fondant principalement sur l'analogie des vaisseaux pulmonaires avec les autres vaisseaux du corps, sur l'application de la petite circulation à la grande, et enfin sur l'évaluation de la quantité de sang qui se trouve chassée du cœur à chaque contraction de cet organe. Mais, sous ce dernier rapport, il alla trop loin, et tomba dans une erreur qui a régné despotiquement depuis dans les écoles ; car à peine comptait-on aujourd'hui trois ou quatre physiologistes qui osent s'élever contre elle. En effet, de la quantité de sang qui traverse chaque fois le cœur, et du nombre des systoles de cet organe, il conclut que tout le fluide sanguin contenu dans le corps traverse le cœur en fort peu de temps ; que par conséquent la perte ne pourrait être réparée, si le même sang n'y revenait pas. C'est ainsi que, par

un calcul devenu célèbre, il établit que la masse entière du sang passe en six ou huit minutes par le cœur. A la vérité, Harvey ne s'est point expliqué clairement, et peut-être même n'a-t-il pas songé à se demander si c'était bien le même sang qui coulait dans les artères et dans les veines. Les questions secondaires, et en quelque sorte accessoires, présentent trop peu d'intérêt pour arrêter ceux qui ont à jeter les premiers fondemens de quelque nouvelle doctrine. Mais les successeurs d'Harvey admirèrent cette identité, ou, pour parler plus exactement, ils supposèrent une communication directe entre les artères et les veines, quoiqu'une pareille hypothèse rendît tout-à-fait inexplicables, d'une part les phénomènes de la nutrition, de l'autre la différence qui existe entre le sang artériel et le sang veineux. C'est donc sous ce point de vue qu'on peut dire hardiment que Harvey a été trop loin. Sa théorie de la circulation du sang a consacré une grande erreur, attestée par le mot même de *circulation*; car le sang ne circule pas, dans l'acception rigoureuse du mot, mais le veineux se forme dans tous les organes, comme l'artériel à la surface des bronches. Cette doctrine, de même que toutes les erreurs physiologiques, a influé beaucoup sur la médecine, et même jusque sur la pratique médicale, en donnant une base en apparence plus stable à certaines théories humorales, et consacrant, par exemple, toutes les absurdités dont on a encombré la science relativement aux virus.

La publication des beaux travaux de Harvey donna le signal d'une véritable guerre littéraire. L'envie s'éleva de toutes parts contre lui; mais il ne répondit que par le mépris à ces théoriciens, farouches admirateurs de l'antiquité, qui sont toujours prêts à combattre les faits par des raisonnemens, ou à élever les anciens dans la seule vue de rabaisser les modernes. Quelques physiciens reconnurent l'évidence de la nouvelle doctrine; mais les uns, par l'effet de cette jalousie dont les médecins savent si peu se défendre, soutinrent qu'elle était déjà connue des anciens, et allèrent en chercher des traces, soit dans Hippocrate ou Platon, soit dans Aristote ou Nemesius; tandis que les autres, entraînés par l'esprit systématique, autre manie des enfans d'Esculape, ne trouvant pas cette doctrine assez simple, la défigurèrent et la hérissèrent de difficultés; et que d'autres enfin, fidèles à la méthode éclectique, qui annonce presque toujours le défaut de caractère et de jugement, cherchèrent à la concilier avec quelques-unes des anciennes idées, d'où résultèrent les mélanges les plus bizarres et les plus grotesques. Au milieu de ce choc des amours propres, Harvey eut la sagesse de rester tranquille et d'attendre du temps la jus-

tice due à ses travaux. Cette conduite pleine de dignité, et qui trouve si peu d'imitateurs, fut récompensée par le plus beau triomphe que puisse désirer le fondateur d'un nouveau système : il survécut à la victoire que la vérité remporta sur l'erreur ; il vit la majeure partie des médecins adopter la doctrine établie par lui et consolidée par Walaëus. Parmi ceux qui contribuèrent le plus à répandre ses idées sur la circulation, on doit distinguer Descartes ; ce grand philosophe les adopta dans un ouvrage qui, malgré beaucoup d'imperfections et une foule d'hypothèses purement arbitraires, porte le cachet du génie, et fut lu avec avidité par tous les contemporains.

Harvey s'est livré aussi à d'autres recherches. Comme son maître, Fabrice d'Aquapendente, il s'occupa de la génération et du fœtus. Le roi Charles I^{er} le favorisa dans cette étude, en mettant à sa disposition toutes les biches du parc de Windsor. Harvey ouvrit ces animaux aux différentes époques de la gestation, et fit une foule de remarques curieuses sur l'histoire de l'embryon ; mais ces notes ayant été brûlées dans le pillage de sa maison de Londres, il ne put pas donner au second ouvrage autant de soin qu'au premier ; aussi ce livre est-il d'une prolixité fatigante, et ne répond-il pas entièrement à ce qu'on serait en droit d'attendre de l'auteur de la découverte de la circulation. Cependant, s'il est rempli de répétitions oiseuses, si l'on y remarque même des contradictions, ces défauts s'expliquent en songeant que Harvey l'a écrit en grande partie de mémoire, sur ses vieux jours, et qu'il s'est laissé entraîner aux opinions d'Aristote et de Fabrice d'Aquapendente, quoique Buffon se soit montré fort injuste à son égard en disant qu'il n'a presque rien ajouté aux découvertes d'Aristote. On devient indulgent lorsqu'on sait que son manuscrit fut publié, pour ainsi dire, malgré lui, avant qu'il eût eu le temps d'y mettre la dernière main ; car on assure que, dégoûté des querelles que son premier livre lui avait suscitées, il avait résolu de ne point faire paraître celui-là.

Quoi qu'il en soit, Harvey établit que tout ce qui a vie est le produit du développement d'un germe préexistant. On le compte donc parmi les premiers adversaires de la théorie des générations spontanées. Tous les êtres vivans viennent d'un œuf, tel est le principe qu'il a posé et qu'on a répété depuis ; d'abord parce qu'une pareille proposition s'accorde mieux que toute autre avec les idées téléologiques dont certains esprits ne peuvent jamais se défaire, et en second lieu parce qu'il est plus commode de jurer sur la parole du maître que de se donner la peine de réfléchir

et de penser soi-même. Ainsi c'est Harvey qui a posé les bases du système de l'évolution ; il a même cela de particulier, qu'il place le germe dans les femelles, et n'accorde aux mâles que la faculté fécondante, niant d'ailleurs tout contact matériel, et n'admettant qu'une sorte de contagion subtile qui affecte plutôt la femelle elle-même que l'œuf. Pent-être y a-t-il quelque chose de vrai dans ces hypothèses ; mais la première a été la source des divagations si célèbres de Bonnet sur l'emboîtement à l'infini des germes. Harvey s'est attaché à réfuter la théorie de la génération par la putréfaction et la fermentation. Cette partie de son livre a reçu depuis des supplémens importans par les travaux de Redi et de Swammerdam ; mais les générations spontanées, du moins dans certaines classes du monde organique, n'en demeurent pas moins un fait positif pour tout physicien qui contemple la nature sans avoir l'esprit fasciné par les préjugés dont l'ignorance, la sottise et le fanatisme se plaisent à bercer l'enfance de l'homme. — JOURDAN.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1783. *Mort de Cochin.*

Les bienfaiteurs de l'humanité ne sont pas assez nombreux pour que nous refusions une place dans notre recueil à ceux qui attachent leur nom à des établissemens philanthropiques ; heureux si ce faible encouragement pouvait les multiplier !

Jacques-Denis Cochin est un de ces hommes qui consacrent leur vie entière au soulagement de l'infortune ; un prêtre, enfin, comme devraient être tous les ministres de Dieu. Il naquit à Paris le 1^{er} janvier 1726. Dès la plus tendre enfance il montra un goût invincible pour l'état ecclésiastique. Il fit de bonnes études, reçut le sacerdoce, et, en 1755, fut nommé second vicaire de Saint-Étienne-du-Mont, puis, en 1756, curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas. Cette paroisse n'était pas riche ; il songea à soulager ses habitans ; il payait de ses propres fonds les ecclésiastiques de son église, et consacrait le reste de ses revenus à faire des aumônes.

L'école des filles était petite et malsaine, il fit un appel à la charité publique et fit construire une école plus salubre. En 1780, il conçut l'idée de fonder un hospice pour les pauvres du faubourg Saint-Jacques. Il fit paraître un prospectus où il annonçait qu'il consacrait à cette entreprise un fonds de trente-sept mille francs dont il avait la disposition. Les aumônes furent abondantes. La même année, Viel, architecte, traça le plan de l'hos-

pice et en dirigea gratuitement la construction. La première pierre fut posée par deux pauvres de la paroisse, et au mois de juillet 1782, les sœurs de charité prirent possession de cet établissement et reçurent des malades (1).

Depuis long-temps la santé de Cochin était altérée; le désir ardent de voir terminer sa belle entreprise le soutenait encore. Ses vœux furent réalisés : il ne mourut que quelque temps après.

AL. C.

POLITIQUE.

4 JUIN 1039. *Mort de Conrad II, dit le Salique, empereur.*

Plus d'un siècle s'était écoulé, depuis qu'au mépris des droits de la maison carlovingienne, les évêques et barons allemands avaient déferé à un prince saxon la couronne de Germanie. Tenue dès lors pour élective, elle ne s'était pas moins transmise entre les successeurs de Conrad I^{er}, plutôt à titre d'héritage ou de legs que par la délégation du *heerbann*. Ce n'est pas qu'il faille croire qu'en nommant successeurs au trône de leurs pères des enfans encore en bas âge, les grands feudataires, assemblés en des simulacres de diète, négligeassent les intérêts de leur propre ambition; par là au contraire ils se ménageaient cette double alternative, de se faire payer leur condescendance au prix de nouvelles concessions du monarque, et, le cas échéant, d'utiliser à leur profit le temps d'une minorité. Aussi, lorsqu'en mourant sans postérité, le chaste époux de sainte Cunégonde (voy. 3 MARS 1033), Henri le Boiteux, eut désigné Conrad pour empereur, on n'eut garde de se croire lié par le choix du monarque défunt : tous les grands de l'Allemagne s'assemblèrent, afin de contrôler les titres des candidats à la couronne; et, après six semaines de délibérations, Conrad le Salique ne l'emporta sur son cousin, Conrad de Souabe, que par l'influence de l'archevêque de Mayence, dont le suffrage entraîna ceux du plus grand nombre. L'élection avait eu lieu, non pas à Aix, selon la coutume, mais sur une île du Rhin, entre Worms et Mayence. L'une et l'autre rive du fleuve offraient alors l'aspect d'un camp. A droite, se tenaient les Saxons et les Esclavons, les Francs orientaux, les Bavares et les Allemands; sur la rive gauche étaient les Francs ripuaires et les Lorrains.

Proclamé *roi des Romains* par les seigneurs et par le peuple, le

(1) L'hôpital Cochin est situé faubourg Saint-Jacques, n° 45. Il contient cent lits pour les deux sexes. Des sœurs de Sainte-Marthe s'y consacrent au service des malades.

nouveau souverain se rendit aussitôt à Aix, où le même prélat, qui lui avait fait décerner la couronne, la lui posa sur la tête. Après la cérémonie du sacre, « toute l'Allemagne, représentée par » les six ordres de la noblesse, appelés les six *Boucliers militaires*, » et par les députés des villes, prêtèrent serment à Conrad II, » dans la plus solennelle assemblée qui fût jamais. Il est incertain si ces derniers furent admis; mais il est constant qu'il n'était point encore question des sept électeurs ⁽¹⁾. »

Cependant les grands vassaux d'Italie n'avaient voulu prendre aucune part à l'élection du nouveau roi des Romains. Avant de se mettre en campagne pour les réduire à la soumission, Conrad fait proclamer son fils, âgé de neuf ans, pour son successeur au trône, puis il met fin à plusieurs révoltes intestines, en publiant, contre ceux qui en étaient les promoteurs, cette loi fameuse du *Dan*; sorte d'excommunication civile, dont la formule était conçue en ces termes : *Nous déclarons ta femme veuve, tes enfans orphelins, et nous t'exécroyons au nom du diable aux quatre coins du monde.* Ceux pour qui fut inventé ce singulier anathème, dont les empereurs ont fait dans la suite un si fréquent usage, étaient le duc de Souabe Ernest, gendre de Conrad II; Frédéric, son beau-frère; le marquis de Thuringe Adalberon, et son cousin Conrad, naguère son contendant à la diète d'élection.

Ayant passé les Alpes, Conrad fondit d'abord sur Pavie; il assiégea ensuite Ravenne, et de là passa à Rome, où il était attendu par le pape Jean XIX, qui le sacra empereur (26 mars 1027), en présence du roi de Bourgogne, Rodolphe III, son beau-père, et de Canut le Grand, roi de Danemark et d'Angleterre, qui alors visitait en pèlerin la capitale de l'Italie. Des fêtes somptueuses furent célébrées au retour de Conrad en Germanie; il les embellit en déployant une louable clémence envers plusieurs d'entre ses proches, qu'il avait précédemment fait saisir comme rebelles. L'un d'eux néanmoins, le duc Ernest, ne profita de sa liberté que pour exciter une nouvelle révolte. Mais il fut tué dans un combat que lui livrèrent les troupes de l'empereur, et sa mort rétablit pour quelque temps le calme.

Sans nous arrêter aux détails peu authentiques de l'intervention de Conrad dans les querelles de Miécislas, roi de Pologne, avec son frère Othon, et dans celles de Pierre de Hongrie avec le roi Étienne, au sujet de la succession du duché de Bavière, nous passerons à l'époque où il rangea sous son sceptre le royaume de Bourgogne, alors composé de la Suisse, de la Savoie, de la Bour-

(1) *Encyclopédie*, art. CONRAD II; tom. IX de l'édition de Genève, 1777.

gogne actuelle, de la Bresse, du Dauphiné et de la Provence. Ce fut l'instant le plus prospère de ce brillant règne. Dès l'an 1016, Rodolphe avait disposé de ses États, par testament, en faveur de l'empereur Henri II, auquel il survécut ; plus tard il transmit de même le titre de son héritier à Conrad, et de plus il se reconnut son vassal. A sa mort, arrivée en 1032, Conrad eut à soutenir ses prétentions contre les grands vassaux de la Bourgogne, qui contestaient la légalité de cette cession, et surtout contre Eudes de Champagne, qui revendiquait la succession du feu roi, son beau-père. Cet Eudes fut tué en combattant pour son droit, quand déjà Conrad s'était fait couronner à Pazerne. Vers le même temps, les Polonais étaient également réduits à se reconnaître tributaires de l'Empire.

De nouveaux troubles survenus en Italie ayant nécessité sa présence, Conrad vint, en 1037, séjourner à Parme, après avoir châté plusieurs villes de la Lombardie. Il avait sans peine expulsé de Capone le tyran Pandolfe ; mais ses armes furent moins heureuses contre les Milanais, combattant pour leur liberté sous les ordres d'un prêtre, l'archevêque Aribert. C'était beaucoup, du moins, que le séjour de l'Italie ne lui fût pas aussi funeste qu'il l'avait été à plusieurs empereurs de la race saxonne. Il reçut aussi dans ce second voyage le serment d'obéissance des peuples de la Pouille et des Calabres. On assure que, lorsque la mort le surprit à Utrecht, le 4 juin 1039, Conrad II travaillait à un projet de pacification de toute l'Europe. Ce prince, dont la puissance fut colossale, était le douzième empereur d'Occident depuis Charlemagne. On ignore si son surnom de *Salique* vient de ce qu'il possédait des biens saliques, ou s'il lui fut donné à cause de l'illustration même de sa maison, qui se rattacherait à celle des Francs Saliens ; car on le fait descendre d'un frère de Conrad, premier roi de Germanie. Quoi qu'il en soit, son enfance avait été très-obscur ; il ne grandit point dans la maison de son père, Henri, duc de Franconie, mais fut élevé par les soins charitables de l'évêque de Worms Burchard. C'est peut-être en souvenir de cet abandon, auquel avait été exposée sa jeunesse, que, par un des premiers actes de son règne, il fit établir que les fils ne pourraient être dépouillés arbitrairement des biens possédés à titre de fiefs par leur père ; mesure qui confirma une usurpation que l'usage n'avait que trop fortifiée jusque là. De son mariage avec Gizelle, nièce du roi Rodolphe III, il eut Henri III, qui lui succéda sur le trône impérial, et que déjà il avait investi du royaume de Bourgogne et de trois riches duchés. — P. DE CHAMROBERT.

1745. *Bataille de Friedberg.*

Le roi de Prusse, depuis sa malheureuse expédition de Bohême, avait presque toujours fui devant l'armée du prince Charles. La bataille de Fontenoi, gagnée par son puissant allié, le roi de France (voy. 11 MAI 1745), n'avait nullement amélioré sa position. La retraite du prince de Conti sur l'Alsace acheva de lui ôter tout espoir. Réduit à ses propres forces, il essaya de négocier une paix séparée; mais comme il était vaincu, l'Autriche rejeta ses offres. Frédéric vit bien qu'il n'obtiendrait que par la victoire la cession de la Silésie. Pour conserver cette province, il déploya plus d'art et de génie qu'il ne lui en avait fallu pour la conquérir. Trompant l'ennemi par une déroute simulée, il se replia jusqu'aux environs de Schweidnitz. Les Autrichiens et les Saxons s'avancèrent avec un excès de confiance, et les deux armées se rencontrèrent à Friedberg; celle du roi de Prusse était rangée sur le mont Topaze, qu'il avait garni de batteries; celle du prince de Lorraine s'avancait sur huit colonnes, dont les mouvemens avaient été mal concertés. La cavalerie prussienne attaqua les Saxons et les mit en désordre. Le prince de Lorraine vint trop tard pour les secourir, et, malgré sa bonne contenance, cette cavalerie, si long-temps méprisée, perça ses bataillons et en fit un grand carnage. Les Autrichiens et les Saxons perdirent sept mille hommes faits prisonniers, quatre mille tués ou blessés et soixante canons. Le roi de Prusse n'avait pas perdu plus de deux mille hommes. Il manda au roi de France : *J'ai acquitté à Friedberg la lettre de change que vous avez tirée sur moi à Fontenoi.* Cette victoire n'eut cependant pas tous les résultats qu'elle semblait promettre, et Frédéric n'obtint la paix qu'après une seconde victoire remportée à Sohr, le 30 septembre suivant, et l'invasion de la Saxe, qui en fut la conséquence. Alors l'Autriche se soumit à la fortune. Par le traité conclu à Dresde, le 25 décembre, le roi de Prusse abandonna ses nouvelles conquêtes et garda la Silésie : à ce prix, il se détacha, pour la seconde fois, de l'alliance qui l'unissait à la France.

1796. *Bataille d'Altenkirchen.*

Trois fois en deux années les armées françaises et allemandes devaient se mesurer avec des chances différentes sur le même terrain; la première, à l'expiration d'un armistice qui avait suivi les revers de la campagne de 1795, Kléber remporta, près de la

petite ville d'Altenkirchen, un avantage brillant sur l'archiduc Charles. Ce fut en quelque sorte un reflet de la gloire dont nos soldats se couvraient en Italie. Depuis six semaines, la campagne s'était ouverte dans ce dernier pays par des prodiges; elle s'ouvrit sur le Rhin avec honneur. L'ennemi battit en retraite, abandonnant toutes ses positions, et après avoir perdu trois mille hommes tués, blessés ou prisonniers, quatre drapeaux et douze pièces de canon. Quelques mois plus tard, le brave Marceau perdit la vie, où Kléber avait triomphé. (*Voy.* 19 SEPTEMBRE 1796.)

1802. *Abdication de Charles-Emmanuel IV, roi de Sardaigne.*

Fils aîné de Victor-Amédée III, et frère des deux princesses dont l'une épousa le comte de Provence, depuis Louis XVIII, l'autre le comte d'Artois, depuis Charles X, Charles-Emmanuel avait été élevé par les soins d'un pieux cardinal, qui sans doute le destinait moins à la terre qu'au ciel. *Les peuples ne se gouvernent pas avec des patenottes*, disait Laurent de Médicis; le règne de Charles-Emmanuel en fournit une nouvelle preuve. Par un caprice de la fortune, ce règne d'un monarque trop faible, même pour des circonstances ordinaires, se trouva jeté dans les circonstances les plus graves. Avant qu'il montât sur le trône, son alliance avec la famille de Louis XVI l'avait associé à ses infortunes. Attaqué par la France en 1792, Victor-Amédée avait perdu une grande partie de ses Etats. Après la bataille de Mondovi et la retraite des Autrichiens (*voy.* 22 AVRIL 1776), il fit la paix avec Bonaparte. Vers cette époque, Charles-Emmanuel lui succéda. Dès son avènement, deux pensées l'occupèrent, celle de se concilier le Directoire, et en même temps celle d'étouffer l'esprit de liberté qui gagnait le Piémont. De là des mesures contradictoires, et pour la plupart aussi mal exécutées qu'elles avaient été mal conçues. La révolte se montrait partout; et quand Charles-Emmanuel voulut prendre les armes pour la réprimer, la France les lui fit tomber des mains. En 1798, il se réfugia en Sardaigne, désavoua sa propre conduite, et enfin abdiqua au profit de son frère, un pouvoir qu'il n'avait jamais su porter. Retiré à Rome, il y mourut le 6 octobre 1819, et ne vit pas les révolutions qui forcèrent son successeur à suivre son exemple. (*Voy.* 10 MARS 1821, *Révolution de Piémont, abdication de Victor-Emmanuel*, et 10 JANVIER 1824, *Mort du même prince.*)

1810. *Mort de Windham (William), homme d'état anglais.*

Windham est un de ces hommes sans conscience, qui déburent par l'opposition pour arriver au pouvoir, et qui trahissent leurs principes dès qu'ils ont satisfait leurs intérêts. Il naquit à Londres le 3 mai 1750, dans le sein de cette aristocratie si oppressive pour l'Angleterre. Après plusieurs voyages, il entra dans la carrière des affaires publiques, et popularisa d'abord son nom dans les rangs des défenseurs de la liberté. Il entra au parlement en 1782, et y siégea à côté de Charles Fox, dont il devait être plus tard l'indigne antagoniste. Ce fut au moment où la France secoua le joug féodal qui avait si long-temps pesé sur elle, qu'il renia ses anciennes opinions et qu'il s'associa ouvertement au parti aristocratique, dont la tyrannie lui semblait ébranlée en Angleterre par l'exemple redoutable d'une nation voisine; on peut même supposer qu'il n'avait voulu, dans ses premiers combats contre le pouvoir, que faire acheter sa conscience à un plus haut prix, puisqu'on le vit entrer bientôt dans l'administration, où il eut le département de la guerre. Tel fut du moins le jugement porté sur sa conduite par ses concitoyens, qui l'accusèrent hautement de n'avoir déserté le parti *stérile* de l'opposition que pour les *faveurs productives* de la cour.

Aussi sa réélection éprouva-t-elle de grands obstacles, et pour la déterminer il fallut toute l'influence du ministère. Sa violence contre la liberté s'accrut encore par la haine dont il était l'objet. On le vit tremper dans tous les complots tramés pour déchirer la France par les guerres civiles de la Bretagne et de la Vendée. Il poussa plus loin encore l'impudeur et le dédain des apparences même de la plus vulgaire humanité.

Une motion généreuse avait été faite dans le parlement anglais, pour que le ministère intercédât auprès de l'Autriche, afin d'obtenir la délivrance de M. de Lafayette et de ses compagnons de captivité. Windham repoussa les éloges que Fox avait donnés au captif d'Olmütz, et, condamnant l'intérêt qu'inspirait cette noble victime d'un zèle imprudent pour la monarchie, il n'eut pas honte de dire *qu'il ne faut jamais pardonner à ceux qui commencent les révolutions.*

Cette maxime, digne de l'aristocratie anglaise, fournit à Fox l'occasion d'un de ses discours les plus éloquens; en voici quelques traits :

« Le secrétaire de la guerre a parlé, et ses principes sont désor-

» mais au grand jour. Il ne faut jamais pardonner à ceux qui
» commencent les révolutions, et cela dans le sens le plus absolu,
» sans distinction ni de circonstances, ni de personnes. Quelque
» corrompu, quelque intolérant, quelque oppressif, quelque
» ennemi des droits et du bonheur de l'humanité que soit un
» gouvernement; quelque vertueux, quelque modéré, quelque
» patriote, quelque humain que soit un réformateur, celui qui com-
» mence la réforme la plus juste doit être dévoué à la vengeance
» la plus irrévocable. Selon le très-honorable secrétaire de
» la guerre, les hommes qui ont noirci par leurs crimes la cause
» brillante de la liberté, ont été vertueux en comparaison de
» ceux qui voulaient seulement délivrer leur pays du poids des
» abus, des fléaux de la corruption et du joug de la tyrannie. . .
» Il nous l'a dit positivement : aux yeux de ses rois et de ses mi-
» nistres absolus, Collot d'Herbois est bien loin de mériter au-
» tant de haine et de vengeance que Lafayette. Après m'être
» étonné d'abord de cette opinion, je commence à la concevoir.
» En effet, Collot d'Herbois est un infâme et un monstre; Lafa-
» yette est un grand caractère et un homme de bien. Collot d'Her-
» bois souille la liberté, il la rend haïssable par tous les crimes
» qu'il ose revêtir de son nom; Lafayette l'honore, il la fait chérir
» par toutes les vertus dont il la montre environnée, par la no-
» blesse de ses principes, par la pureté inaltérable de ses actions,
» par la sagesse et la force de son esprit, par la douceur, le dés-
» intéressement et la générosité de son âme. Oui, je le reconnais
» d'après les nouveaux principes, c'est Lafayette qui est dange-
» reux, c'est lui qu'il faut haïr, et le *pauvre* Collot d'Herbois a droit
» à cet intérêt si tendre avec lequel on a sollicité pour lui l'intérêt
» de la chambre. Oui, je rends justice à la sincérité du noble secré-
» taire de la guerre; il n'a rien feint, j'en suis sûr; le son de sa
» voix n'a été que l'expression de son âme, chaque fois qu'il a im-
» ploré la miséricorde pour le *pauvre* Collot d'Herbois, ou appelé,
» de tous les coins de la terre, la haine, la vengeance et la tyran-
» nie, pour exterminer le général Lafayette, sa femme et ses en-
» fans, ses compagnons et ses serviteurs. »

Windham plaida constamment la cause du rétablissement de la royauté en France; mais ce fut en l'outrageant; il la représentait *comme la chose la plus avantageuse pour les intérêts de la Grande-Bretagne, et pour l'exécution parfaite de ses projets*. Quand les victoires de nos armées eurent enfin épuisé les efforts de la coalition, Windham tomba avec le ministère dont il avait fait partie (5 FÉVRIER 1801), et il fut obligé de se défendre contre les accusations

dont sa conduite fut l'objet dans le parlement. Il était tellement dégradé, même aux yeux de ceux qu'il avait servis, que Pitt, lorsqu'il reprit, en 1804, les rênes du gouvernement, dédaigna d'employer un satellite qui s'était rendu inutile à force de s'avilir. Aussi fut-il, par dépit, ardent à combattre les mesures de Pitt, qu'il avait autrefois soutenues, et après la mort de ce ministre, il essaya de flétrir sa mémoire. On voit avec regret que Fox donna une place à Windham dans son court ministère. Après la mort de Fox, il retomba dans une complète impuissance, et se remplaça encore sur les bancs de l'opposition pour tenter un nouveau retour au pouvoir. Il n'eut pas le temps de réaliser cette espérance à l'aide de sa versatilité systématique, et il mourut à l'âge de soixante ans, des suites d'une opération chirurgicale.

N. P.

1814. *Publication de la Charte constitutionnelle en France.*

Une révolution, lentement amenée par les progrès de la pensée humaine, avait détruit la monarchie en France. Le même mouvement, qui l'avait renversée, la relevait, au bout de vingt-deux ans, sur les débris de la république et de l'empire. Il fallait un pacte d'alliance entre la France et la royauté, devenues presque étrangères l'une à l'autre. Ce pacte, destiné à clore la révolution, devait en consacrer tous les intérêts et toutes les conquêtes : à ce prix seulement l'alliance pouvait être honorable et solide. Tel fut le sens de la DÉCLARATION donnée à Saint-Ouen par Louis XVIII (voy. 2 MAI 1814); tel fut celui de la Charte constitutionnelle, publiée un mois après. Créée à l'exemple de la constitution anglaise, d'après le beau plan qu'en a esquissé Montesquieu, appuyée sur les théories et les expériences d'une longue civilisation, la Charte, sans être exempte de défauts, contient d'excellentes garanties. Assez forte contre l'anarchie et contre le despotisme, elle doit suffire au peuple, si le roi l'exécute avec franchise.

A l'époque de sa publication, la critique en attaqua le fond beaucoup moins que la forme. *Octroyée* par le roi, et non *acceptée* par le peuple, qualifiée, par le chancelier Dambray, d'*ordonnance de réformation*, la Charte était précédée d'un préambule dans lequel on rappelait maladroitement plusieurs concessions faites par des rois peu connus pour avoir favorisé les libertés nationales. Le nom de *Charte* même, consacré par l'histoire d'Angleterre, rappelait l'acte que les barons avaient fait signer au roi Jean, au profit de la nation et d'eux-mêmes. (Voy. 10 JUIN 1214.) Or, disait-on avec justesse, comment les concessions de la couronne

peuvent-elles se transformer en lois fondamentales de l'État ? comment un bienfait peut-il constituer un droit ?

Par une circonstance malheureuse, l'assemblée chargée d'accepter, au nom de la France, la Charte que lui offrait son roi, n'était qu'un reste de ces corps muets et serviles, que le reflux du régime impérial avait laissés sur la plage : le temps et les moyens légaux avaient manqué pour des convocations nouvelles. « C'était, » dit madame de Staël, un spectacle bien singulier que la réunion, » en présence du roi, des deux assemblées, le Sénat et le Corps » législatif, qui avaient servi si long-temps Bonaparte. Les sénateurs et les députés portaient encore le même uniforme que » l'empereur Napoléon leur avait donné ; ils faisaient les mêmes » révérences, en se tournant vers l'Orient au lieu de l'Occident ; » mais ils saluaient tous aussi bas que de coutume. La cour de la » maison de Bourbon était dans les galeries, arborant des mou- » choirs blancs et criant : *Vive le roi !* de toutes ses forces. Les » hommes du régime impérial, sénateurs, maréchaux et députés » se trouvaient cernés par ces transports, et ils avaient tellement » l'habitude de la soumission que tous les sourires habituels de » leur physionomie servaient, comme d'ordinaire, à l'admiration » du pouvoir. Mais qui connaissait le cœur humain devait-il se » fier à de telles démonstrations ? et ne valait-il pas mieux réunir des représentans librement élus par la France que des hommes qui ne pouvaient alors avoir d'autre mobile que des intérêts et non des opinions ? »

La Charte fut déclarée inviolable : mais il arriva en France ce qu'il arrive partout. Cette inviolabilité, dont on croit nécessaire d'envelopper les constitutions pour les préserver des atteintes du pouvoir, ne forme jamais d'obstacle qu'aux améliorations que réclame la liberté. A plusieurs reprises, le pouvoir, dominé par un parti qui voudrait anéantir la Charte tout entière, est parvenu à en faire sanctionner la violation partielle. Mais si quelquefois un ami de la liberté a proposé d'en modifier un seul article, à l'instant l'anathème est tombé sur lui, et on l'a proclamé coupable d'avoir voulu toucher à l'arche sainte.

L'histoire des violations faites à la Charte est inséparable de celle de la restauration même. Le pouvoir a souvent traité son œuvre en ennemi : mais il s'est bientôt aperçu qu'en elle seule résidaient sa sûreté et sa force. En général, les périodes où la Charte a essuyé les plus scandaleux outrages, ont toujours été suivies de celles où on l'a environnée des plus vives protestations d'amour et de respect. — E. M.

THÉÂTRE.

1666. Première représentation du *Misanthrope*, comédie de Molière.

Il y avait quatre ans que Molière n'avait fait représenter de grande comédie, lorsqu'il donna celle que les critiques les plus éclairés considèrent comme son chef-d'œuvre, le *Misanthrope*. « Un chasseur passionné, dit l'auteur de *la Métromanie*, qui se » trouve, en automne, au lever d'une belle aurore, dans une plaine » ou dans une forêt fertiles en gibier, ne se sent pas le cœur plus » réjouï que dut l'être l'esprit de Molière, quand, après avoir fait » le plan du *Misanthrope*, il entra dans ce champ vaste, où tous » les ridicules du monde se venaient présenter en foule, et comme » d'eux-mêmes, aux traits qu'il savait si bien lancer ! La belle jour- » née de philosophe ! Pouvait-elle manquer d'être l'époque du » chef-d'œuvre de notre théâtre ? » Indépendamment de l'avantage du cadre, qui lui permettait de grouper autour de son personnage principal tous les travers de la société, rendus plus saillans par le contraste, Molière, nous l'avons déjà dit, trouvait l'occasion de peindre sa propre situation dans les rapports d'Alceste avec Célimène. (Voy. 17 FÉVRIER 1673, *Mort de Molière*.)

Malgré tous ces élémens de succès, malgré l'incontestable puissance de génie avec laquelle le grand poète en a disposé, c'est un fait généralement établi que la froideur avec laquelle le public accueillit le *Misanthrope* : c'en est un autre, qui ne semble pas moins avéré, que l'obligation qu'éprouva Molière de lui adjoindre presque aussitôt le *Fagotier*, pour soutenir les recettes. Le dernier historien de Molière, M. Taschereau, a jeté sur ce double fait une lumière d'autant plus précieuse qu'elle venge l'honneur de ce public, si souvent calomnié. « Tous les éditeurs de Molière, dit » cet écrivain, tous les auteurs sifflés ou peu applaudis, pour donner une preuve convaincante de l'injustice du parterre, se sont » accordés à faire valoir la courte faveur qu'obtint cette production, ou plutôt l'accueil glacial qu'elle essuya dès la troisième représentation, et la nécessité où se trouva l'auteur, pour la soutenir, de l'appuyer du *Médecin malgré lui*. Ce petit trait d'histoire littéraire, d'ailleurs fort piquant, et par conséquent sûr » d'être accueilli sans autre examen, a cela de commun avec beaucoup de traits de l'histoire proprement dite, qu'il est original, » mais controuvé. Le registre de la Comédie fait foi que, représenté vingt et une fois de suite, nombre de représentations auxquelles un ouvrage atteignait difficilement alors, si l'on excepte

» toutefois les tragédies de Thomas Corneille, le *Misanthrope*, seul,
 » sans petite pièce qui l'accompagnât, et malgré les chaleurs de
 » l'été, procura au théâtre dix-sept recettes très-productives et
 » quatre autres de bien peu moins satisfaisantes. Quant aux obli-
 » gations qu'il avait, dit-on, contractées envers le *Médecin malgré*
 » *lui*, elles sont faciles à reconnaître, puisque ce ne fut qu'à la
 » douzième représentation de cette farce qu'on la donna avec ce
 » chef-d'œuvre, et cela cinq fois seulement. Cependant il n'est
 » pas moins certain que, grâce à l'heureuse folie de son dialogue,
 » plus faite pour plaire à la multitude que les traits mâles du *Mi-*
 » *santhrope*, il obtint encore plus de succès que lui ; mais la simple
 » vérité, quelque singulière qu'elle pût être, ne le parut pas en-
 » core assez à l'auteur de la fable que nous venons de réfuter,
 » parce qu'il voyait chaque jour se reproduire de nouveaux exem-
 » ples de cette rectitude de goût du parterre. Il fit passer son conte :
 » voilà comme on écrit l'histoire ! chacun s'empressa de l'adopter :
 » voilà comme on l'étudie ! »

Parmi les censeurs que l'admirable conception du *Misanthrope*
 a suscités, on distingue Fénelon, Rousseau, Schlegel. Les critiques
 de Rousseau, tout injustes qu'elles étaient, ont eu cela de bon
 qu'elles ont inspiré à Fabre d'Eglantine une bonne comédie. Du
 reste Voltaire, La Harpe, Champfort et beaucoup d'autres se sont
 déclarés les défenseurs d'un chef-d'œuvre qui pouvait s'en passer.

E. M.

SCIENCES.

1801. Mort de Clouet, chimiste.

Les sciences, et en particulier la chimie, ont fait de tels progrès
 depuis trente ans, que les travaux et les découvertes de Clouet se
 trouvent comme perdus dans la masse immense des connaissances
 nouvellement acquises : de 1801 à 1829, il y a des siècles pour la
 chimie.

Clouet naquit, le 11 novembre 1751, à Singly, village situé
 près de Mézières; ses parens étaient fermiers. Il avait commencé
 ses études à Charleville; mais comme on voulut l'assujétir à des
 détails de toilette qu'il appelait minutieux, il quitta le collège et
 se rendit à Mézières. Là, il suivit les cours du célèbre Monge et
 s'en fit remarquer. Il vint à Paris, visita les ateliers, les manufac-
 tures; puis retourna dans son pays, où il établit une faïencerie avec
 beaucoup de succès. Clouet avait toujours eu les plus grandes dis-
 positions pour la peinture, la chimie et la mécanique. Il put enfin

se livrer à ses goûts en faisant prospérer cet établissement, qui devint l'un des plus florissans ; mais une faillite du principal correspondant de Clouet détruisit toute sa prospérité.

Revenu à Mézières, il professa la chimie dans l'école même où il avait été élève. Une nombreuse suite d'expériences sur le fer l'amena à découvrir (25 thermidor an 7) que le carbone pur, non oxydé, est un des principes de l'acier fondu. Poursuivant ses recherches avec une nouvelle ardeur, il parvint à transformer le fer en acier fondu. Bientôt la France fut affranchie du tribut qu'elle payait aux Anglais pour l'acier propre à la fabrication des armes, et d'une grande quantité d'instrumens utiles aux arts ou aux sciences.

Clouet, qui dans la suite rendit de si grands services à la révolution, faillit en être une des premières victimes. Régisseur des poudres et salpêtres lors de la prise de la Bastille, Clouet était à son poste : le 14 juillet 1789, une foule de peuple force l'hôtel, brise les caisses de munitions pour en porter aux combattans. Clouet paraît en uniforme ; on le prend pour M. Delaunay, gouverneur de la Bastille ; le peuple veut l'immoler à sa vengeance, et vingt glaives sont levés sur lui ; mais un citoyen intrépide, nommé Cholat, se présente, le reconnaît, et vient à bout de suspendre les premiers mouvemens de la fureur populaire. On le traîne à l'hôtel-de-ville, où M. de Saudray ne lui sauve une seconde fois la vie qu'au péril de la sienne, et en recevant sur la tête un coup de sabre dont il est grièvement blessé.

« On conçoit, dit le savant M. Biot, qu'un homme si industrieux et de mœurs un peu plus que lacédémoniennes, ne pouvait pas demeurer sans emploi dans de pareilles circonstances. Il fut en effet chargé d'établir et de diriger une fabrique de fer forgé à Dagny, près de Sedan, et il s'en acquitta si bien que cette fabrique seule a suffi pour approvisionner de cette matière les arsenaux de Douai et de Metz, pendant tout le temps que les armées françaises restèrent sur la frontière de la Belgique. » C'est dans ce temps qu'il découvrit la manière de fabriquer des lames de sabres, imitant les damas de Perse et les égalant par leurs qualités.

Lorsque la manufacture de Dagny fut en pleine activité, Clouet la quitta. Il vint à Paris rendre ses comptes ; on y trouva une erreur : il avait omis les appointemens du directeur. Un jardin qu'il avait cultivé avait fourni à ses frais d'administration. Il faisait ses voyages de Mézières à pied ; en route, un peu de pain et d'eau-de-vie formait sa nourriture. Arrivé à Paris, il louait une

chambre sans meubles, jetait sur le plancher une botte de paille et se couchait. Il faisait ses vêtemens et préparait lui-même ses alimens. Clouet était fier de la supériorité que ce genre de vie lui donnait sur les autres hommes.

Quand il eut quitté l'établissement de Daigny, on lui donna une place dans le conseil des arts établi près du ministre de l'intérieur. Il la remplissait de la manière la plus honorable; mais il quitta bientôt cette place pour voyager; il trouva l'occasion d'aller à Cayenne. Étant à Nantes, au moment de s'embarquer, il avait imaginé de se préparer au changement de climat en allant tous les jours, pendant deux heures, se coucher dans les sables, tête nue le visage exposé aux ardeurs du soleil de midi. Arrivé dans cette île, il y vécut comme les plus anciens habitans; mais il ne put tromper la nature, et fut atteint d'une fièvre coloniale à laquelle il succomba.

Les travaux de Clouet sont variés; mais c'est particulièrement sur les émaux, le diamant, le fer, le salpêtre, l'acide prussique et les carbonés, qu'il multiplia ses expériences. — AL. C.

ARTS.

1737. *Mort de Lemoine, peintre français.*

Maître de Natoire, Boucher et Nonnotte, ce peintre a été un des premiers auteurs de la décadence de notre école. Il était né à Paris, en 1688, de parens fort pauvres, et avait été placé à treize ans dans l'atelier de Galloche, sous la direction duquel il continua de travailler jusqu'en 1713, bien que, deux années avant cette époque, il eût remporté le grand prix de peinture. Les désastres de la dernière guerre avaient fait interrompre alors l'envoi de pensionnaires à Rome. Ce ne fut qu'en 1723 que Lemoine visita l'Italie à la suite d'un riche amateur; mais, outre qu'il ne fit que traverser, pour ainsi dire, cette terre classique, le temps était passé où un plus long voyage pouvait profiter à son talent, déjà totalement développé.

Dans le cours de ses études, Lemoine s'était particulièrement exercé d'après les ouvrages du Guide, de Carle Maratte et de Piètre de Cortone; il ne sut emprunter à ces grands modèles que le brillant des tons, sans en imiter la vigueur et la correction de dessin, le naturel des poses, ni la vérité d'expression des figures. Mais il se distinguait par une imagination riche et une extrême facilité de composition: il en a fait preuve surtout dans l'immense machine dont il a décoré le plafond du salon de Mars

à Versailles. Cette composition, qui n'occupe pas moins de soixante-quatre pieds de long sur cinquante-quatre de large, sans compter huit pieds et demi de renforcement, lui coûta quatre années de travail.

Bien qu'il vînt à peine d'achever un autre grand ouvrage, le plafond de la chapelle de la Vierge à Saint-Sulpice (Paris), qui depuis a été totalement refait, il ne se donna aucun repos, et voulut terminer par lui-même jusqu'aux derniers détails de ces peintures. Par un contre-temps, dont malheureusement les exemples ne sont que trop fréquens en peinture, il s'aperçut, au moment de finir son ouvrage dans son ensemble, qu'il le groupe principal était trop peu élevé; il lui fallut non-seulement l'effacer et le refaire, mais retoucher encore la plupart des accessoires. Le chagrin qu'il en ressentit, joint à la fatigue d'être resté sept ans le corps renversé pour peindre ces plafonds, alluma sa bile et lui causa une violente hypocondrie, qui dégénéra bientôt en démence.

La jalousie, ou, si l'on veut, un juste sentiment de son droit, n'avait pas moins contribué à troubler sa raison. Dès long-temps il voyait toutes les faveurs tomber sur des artistes qu'il croyait ses inférieurs en talent; et lorsqu'enfin on lui donna le titre de premier peintre du roi, on n'y joignit qu'une pension si modique que, dans l'état de sa fortune, ce titre était moins une récompense qu'un lourd et inutile fardeau. Dans l'égarement de son esprit, il se croyait sans cesse menacé ou poursuivi par quelque puissant personnage. Son mal prenait de jour en jour un caractère plus alarmant. Enfin un de ses amis résolut de l'emmener à sa campagne pour le faire soigner : tout étant disposé, il vint prendre chez lui l'infortuné Lemoine. Mais en entendant frapper à sa porte, celui-ci se persuade qu'on en veut à sa liberté, peut-être à sa vie; il a cru entendre les pas des archers, la voix des geôliers de la Bastille; il se frappe de neuf coups d'épée, et ouvrant la porte de son appartement, il tombe sans vie aux pieds de son ami.— P. C.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1755. *Mort de Belsunce, évêque de Marseille.*

Belsunce reproduisit à Marseille le glorieux exemple que Char-les Borromée avait donné à Milan dans une circonstance semblable. Nous avons esquissé ailleurs le tableau d'une calamité, qui ouvrit aux vertus du saint évêque une longue et périlleuse carrière. (*Voy.* 25 MAI 1720, *Peste de Marseille.*) Pour

récompenser le zèle de Belsunce, la cour lui offrit, en 1723, l'évêché de Laon, duché-pairie, et en 1729, l'archevêché de Bordeaux. Mais retenu à Marseille par le souvenir des sacrifices qu'il avait faits naguère à ses habitans, il leur fit encore celui de sa fortune. Clément XII l'en dédommagea dans le cours de l'année 1731, en l'honorant du *pallium*. Malheureusement les querelles théologiques, dans lesquelles Belsunce se déclara violemment contre le jansénisme, jetèrent du ridicule sur la fin d'une vie qui avait brillé d'un éclat si noble et si pur. Dans son zèle fanatique, Belsunce imagina le premier de faire interroger les malades sur leur soumission à la bulle *Unigenitus*, et de faire refuser les sacremens aux opposans. Le Régent, après avoir vainement essayé de le rendre plus pacifique, dit en sortant d'une conférence avec lui : « Voilà un saint qui a bien de la rancune. » Belsunce mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, dans un diocèse qu'il troublait par son intolérance, après l'avoir sauvé par son humanité. — X.

1826. *Mort de madame Manzoni.*

A quoi tient souvent la renommée ? Une femme se trouve dans un lieu plus que suspect, au moment où un crime horrible s'y commet, et la voilà célèbre ! On sait que là où probablement elle venait chercher le plaisir, elle a vu égorger un homme. On sait qu'un mot de sa bouche peut indiquer les auteurs du forfait, et pendant plus d'une année la France entière la suit avec une inquiète avidité dans le bizarre système de dénégations, de demi-aveux, de rétractations et d'impostures, dans lequel se complait cette femme mystérieuse. Enfin, placée elle-même sur le banc des accusés, elle parle, et renverse l'échafaudage mensonger élevé par elle dans des *Mémoires* dont sept éditions furent rapidement enlevées. Alors on reconnaît que la terreur a pu seule l'empêcher de nommer à la justice les assassins du malheureux Fualdès. A l'issue de ce procès, qui fait époque dans les fastes judiciaires, M^{me} Manzoni vint à Paris pour y exploiter la curiosité publique ; c'était le moyen de la faire cesser. En effet, la romanesque héroïne de Rodez rentra dans la classe vulgaire, du moment où, pour faire sa connaissance, il suffit de se présenter chez elle et d'acheter ses nouveaux *Mémoires*. Privée d'un éclat qu'elle devait au scandale, M^{me} Manzoni ne songea plus qu'à l'expier dans l'obscurité d'une vie chrétienne. La mort la surprit à Paris au milieu de ses pieuses occupations. — E. M.

RELIGION.

5 JUIN (469 avant J.-C.). *Naissance de Socrate* ⁽¹⁾.

Tout est contraste dans les souvenirs qui nous restent de Socrate. Elevé pour un des arts de la main, c'est par la supériorité de la pensée qu'il s'immortalise ; sceptique frondeur des superstitions du vulgaire, il laisse croire à l'existence d'un génie familier qui le conseille ; il exhorte à la pratique des vertus, et son nom reste attaché au plus hideux de tous les vices (2). On ne peut méconnaître l'influence de sa haute raison, la grâce et la force de ses enseignemens, la patience et la douceur de son caractère : mais que penser d'un sage qui affecte de se singulariser en tout ? d'un républicain pauvre et d'origine obscure, qui manifeste une préférence étrange pour la pire de toutes les tyrannies, le gouvernement aristocratique ? d'un ami de la vérité, qui donne à ses leçons la forme d'une sophistique ironie ? d'un citoyen et d'un philosophe, qui, mourant pour justifier l'emploi de toute sa vie, n'exhale pour dernier soupir qu'une raillerie ou un désaveu de ses doctrines ? Il y a du comédien chez tous les Grecs : ardens, mobiles, accessibles aux impressions les plus diverses, leur vie semble un rôle qu'ils remplissent. Socrate s'était sans doute choisi le plus beau de tous ; mais si ce ne fut en effet qu'un rôle, ce qu'il gagne en applaudissemens, il le perd en estime et en sympathie.

Fils d'un sculpteur, Sophronisque, et de Phénarète, sage-femme, il naquit à Athènes, et fut d'abord destiné à exercer l'art de son père. Si le philosophe n'a rien écrit (*nullam litteram reliquit*, dit Cicéron), le sculpteur laissa un groupe des trois Grâces, recommandable à plus d'un titre. Pausanias vante leur beauté, et de plus, « la grave antiquité a remarqué, dit M. Villemain, que » quand les Grâces sortirent du ciseau de Socrate, elles en sortirent voilées. » Son caractère ne semblait pas devoir l'élever au-dessus de son état : c'est du moins le témoignage qu'il se rendit plus tard lui-même devant ses disciples. Le physionomiste Zopyre, sur l'examen de sa figure, dont la laideur extrême offrait l'image de Sylène, avait prononcé qu'il était né brutal, impudique

(1) On ignore la date de la mort de Socrate ; celle même de sa naissance est contestée. Nous nous sommes conformés à l'opinion la plus générale, et nous avons réuni dans cet article tout ce qui se rattache à la vie et aux doctrines du philosophe.

(2) Très-équivoque ami du jeune Alcibiade.

BOILEAU, *Satire XII.*

et ivrogne. L'assemblée se prit à rire ; mais le philosophe avoua qu'il avait eu en effet le germe de ces vices , et qu'il ne l'avait étouffé que par la culture de sa raison.

On ne sait si cette raison fut précoce, ni quelles furent et l'origine et la nature de ses premiers développemens. Mais Socrate finit par dédaigner un talent qui n'honorait que ses mains ; et par s'étonner « qu'un statuaire prît tant de soins pour donner à une » pierre brute de la ressemblance avec un homme, et qu'un homme en prît si peu pour ne pas ressembler à une pierre brute. »

Ce fut Criton, riche Athénien, qui, devinant la vocation de son esprit, l'arracha de son atelier pour le consacrer à une plus noble occupation. Il lui fit goûter la douceur d'un commerce familial avec tout ce qu'Athènes réunissait alors d'hommes éminens par leurs talens et leurs lumières. Le *polisseur de pierre*, comme l'appelaient Timon (1), ne songea plus qu'à polir ses mœurs et à façonner ses idées. Il lut tous les ouvrages remarquables des poètes et des philosophes antérieurs à son temps ; il étudia la physique, l'astronomie et les mathématiques, qu'il apprit à l'école de Théodore de Cyrène, le plus célèbre des géomètres de cette époque. Il s'appliqua aussi à l'examen des théories cosmologiques d'Archélaüs et d'Anaxagore. Platon l'introduit dans le Phédon, décrivant lui-même l'impression de ravissement que lui fit éprouver la doctrine du dernier de ces philosophes, lorsqu'il présente l'intelligence comme le principe et la règle de toutes choses, et se plaignant ensuite avec amertume que ce hardi spiritualisme se change aussitôt en un matérialisme faux et bizarre.

Il sentit bientôt la nécessité de marquer un but à ses recherches ; il adopta pour maxime, pour mobile de toute sa conduite les paroles inscrites sur le frontispice du temple de Delphes : *Connais-toi toi-même*. Abandonnant tout ce que des théories vagues et incertaines renfermaient d'inutile à l'humanité, il fit, suivant l'expression de Cicéron, descendre la philosophie du ciel pour la placer dans les villes, et en borna l'application au soin de rendre les hommes justes, raisonnables et vertueux. Une si judicieuse méthode lui donna pour ennemis les sophistes, dont la Grèce était alors infectée : vils trafiquans de paroles, qui prétendaient vendre l'éloquence à leurs élèves, en leur apprenant l'art de soutenir également le pour et le contre. Mais, pour combattre ces antagonistes accrédités, il crut devoir se servir de leurs armes, et la vérité devint dans sa bouche aussi captieuse que le mensonge dans la leur.

(1) Αἰδοῦχος.

Il les poursuivait en public, dans leurs écoles, dans les maisons des particuliers, s'approchait d'eux, en affectant la curiosité crédule de l'ignorance, leur adressait d'abord les plus simples questions, feignait d'applaudir à l'emphase extravagante de leurs réponses, les ramenait avec une malicieuse naïveté au point de départ, et, après qu'ils avaient semé de contradictions cette route tortueuse, il montrait, par leur impuissance à en sortir, qu'elle était sans issue. C'est ce qu'on appela son système d'induction ou d'ironie, pour lequel il se donnait à lui-même, par allusion au métier de sa mère, le nom d'*accoucheur des esprits*. Mais si quelquefois l'énergie de l'indignation peut se résoudre en une ironie amère, comme dans quelques écrits de Rousseau, la moquerie froide et concertée fait plus d'honneur à l'esprit qu'à la conviction et à la conscience, et enlace plus d'ennemis dans le piège qu'elle n'entraîne de sectateurs à sa suite.

Aussi les disciples de Socrate furent-ils médiocrement nombreux, tandis que de bonne heure il souleva contre lui un flot d'antagonistes. Vingt-quatre ans avant l'accusation publique qui paya sa gloire, il était déjà désigné en plein théâtre à la vindicte publique : Aristophane avançait gaîment, par ses bouffonneries satiriques, la sanglante persécution de Mélitus, et on voyait le fondateur de la sagesse expérimentale,

. Dans un chœur de nuées,
D'un vil amas de peuple attirer les huées.

BOILEAU, *Art poét.*, chap. III.

Et qu'on n'en rejette pas tout le tort sur la licence d'Aristophane et sur l'ignorance des spectateurs : quand le poète comique fait adopter à tout un peuple les malices de sa verve, c'est qu'il a saisi le ridicule ; il ne saurait le créer. Voyons en effet les reproches adressés à Socrate par ses apologistes même, et rappelons-nous que si le Parlement fit brûler les pages sublimes de l'*Émile*, ce furent l'habit arménien et la copie de musique qui désignèrent Rousseau à la risée universelle. L'autorité est souvent inique et cruelle ; mais les jugemens du peuple sont vrais, quoique l'expression en soit souvent grossière.

« On ne peut se dissimuler, dit M. Stapfer, qu'on remarque » dans le plus sage des Athéniens une confiance en lui-même » quelquefois poussée à l'excès, dégénérant presque en arrogance » et en disposition à s'exagérer son importance et son mérite (1).

(1) C'est ce que Platon, dans le Banquet, désigne par le mot pittoresque *ὕπερηφανία*, et ce que Xénophon, par un mot dont le sens est le même, quoi-

» On peut considérer comme marques ou effets de cette haute
 » opinion, qui le rendait si sûr de lui-même, le danger auquel il
 » exposait ses jeunes amis, en les conduisant chez la courtisane
 » Théodota, au moment où elle pose pour un peintre, et en les
 » faisant assister à une conversation où il donne à cette femme
 » des conseils sur les moyens à employer pour captiver les hom-
 » mes ; ses attaques ironiques et ses questions captieuses, qui sem-
 » blaient avoir pour but plutôt d'embarrasser que de convaincre,
 » et d'instruire utilement les gens qu'il interroge ;... la croyance
 » en son génie (qu'il appelait son démon familier), parfois voi-
 » sine de l'entêtement ;... un trop grand mépris pour les jugemens
 » du public, et une propension à se singulariser, qui le suivit jus-
 » que dans les camps de Potidée et d'Amphipolis » (on le vit au
 siège de Potidée rester tout un jour hors de sa tente, exposé à
 l'ardeur brûlante du soleil, immobile, enseveli dans ses pensées.
 Il garda cette attitude toute la nuit, et ne rentra que le lende-
 main matin, après avoir salué le soleil) ;... « une liberté de censure
 » politique, exercée avec trop peu de ménagemens pour les lois
 » fondamentales de l'État ; » ajoutons, dans cette direction aris-
 tocratique, dont l'expérience des siècles a démontré les funestes
 effets, « et, ce qui est grave, nécessairement nuisible à sa grande
 » entreprise de réforme morale..... il témoigne pour des métiers
 » utiles et nécessaires un mépris tout-à-fait indigne d'un appré-
 » ciateur éclairé et philanthrope de la véritable valeur morale.... il
 » affirme positivement que ce n'est pas injuste en soi de tromper
 » les autres ou de leur nuire ; que tout dépend des intentions et
 » des personnes » (doctrine qui a suffi pour vouer les Jésuites à
 l'horreur universelle). « Il présente comme un homme digne de
 » louanges celui qui surpasse ses amis en bienfaisance et ses enne-
 » mis en mauvais traitemens ; il permet positivement des excep-
 » tions graves aux principes de la chasteté, se bornant à recom-
 » mander à ceux qui les violeraient de choisir des instrumens de
 » leurs viles jouissances entièrement dépourvus d'attraits. Il est
 » enfin impossible de ne pas se demander s'il y avait de la di-
 » gnité à prendre le masque d'une passion souvent exprimée dans
 » des termes choquans, quoique avec l'intention de gagner l'at-
 » tachment des jeunes gens vains de leur beauté, et de tourner
 » ces liaisons à leur avantage moral. » On reconnaît dans ce der-
 nier tort la cause du soupçon, qui, bien que calomnieux, n'en a
 que avec une nuance plus adoucie, appelle μεγαληγορία, la première de ces
 deux expressions se rapportant au caractère et aux manières, la seconde au
 langage.

pas moins flétri d'une manière proverbiale le héros de la sagesse antique.

Ce n'est point par un caprice bizarre que nous nous bornons à signaler la partie vicieuse des leçons de Socrate, sans dérouler à l'admiration le tableau contraire, si riche et si varié. La pureté des beaux enseignemens de Socrate respire tout entière dans les écrits de Xénophon et surtout de Platon, ses disciples. On ne saurait les réduire à une théorie sèche et abstraite ; ce serait les fausser et en dénaturer le caractère, car la forme théorique était la plus incompatible de toutes avec l'esprit de Socrate. Sa philosophie est celle du bon sens, sa morale est toute d'application ; à ses yeux la première science de l'homme est l'étude de ses devoirs, et il emploie pour désigner le but de ses efforts un mot qui, par une heureuse ambiguïté, indique à la fois la bonne conduite et le bonheur (1). C'est par là qu'il mérita d'être déclaré par la Pythie le plus sage des hommes, et cet oracle, écho d'une admiration publique, qui n'exclut, comme le prouve l'exemple de Rousseau, ni la haine, ni le mépris populaire, Socrate l'interprétait lui-même avec une orgueilleuse modestie, dans le plaidoyer qu'il prononça devant ses juges. « Le dieu de Delphes s'est servi de mon » nom, comme pour dire à tous les hommes : Le plus sage d'en- » tre vous c'est celui qui, comme Socrate, reconnaît que sa sagesse » n'est rien. »

S'il la rejetait comme système scientifique, il en prouvait lui-même la réalité comme règle de conduite. Dans sa vie privée, après avoir eu le tort de mal choisir sa seconde épouse, Xanthippe (la première était Myrto, parente d'Aristide), il sut du moins supporter avec douceur et indulgence les travers d'une femme acariâtre et querelleuse. Sa pauvreté était telle qu'il dit un jour à ses disciples : « Si j'avais de l'argent, j'achèterais un manteau, » paroles qui soulevèrent entre eux une dispute de générosité : cependant il ne tira jamais aucun salaire des leçons qu'il leur prodiguait, et, imitant même le noble désintéressement d'Hippocrate, il refusa, entre autres offres, celles du roi de Macédoine, Archélaüs, qui voulait l'attirer à sa cour (2). S'endurcissant à une vie sobre et laborieuse, il s'exerçait, par des privations volontaires, et peut-être exagérées, comme lorsqu'après avoir gagné par la fatigue une soif ardente,

(1) Εὐπραξία.

(2) « Il ne voulait pas, disait-il, aller trouver un homme qui pouvait lui » donner plus qu'il n'était en état de lui rendre. — Était-ce donc, s'écrie Sénèque avec une véhémence qui a tout l'air d'une apologie pour lui-même » et pour son séjour à la cour de Néron, était-ce donc rendre à ce prince un

avant de boire, il vidait dans le puits le premier vase d'eau qu'il en avait tiré.

Comme citoyen, il se distingua par une valeur intrépide sur les champs de bataille, et par un courage encore plus rare dans tous les temps et dans tous les pays, le courage civil. Au siège de Potidée, il arracha Alcibiade des mains de l'ennemi, et lui céda le prix de la bravoure qu'il avait mérité lui-même ; à la bataille, ou plutôt à la déroute de Délium en Béotie, il contribua, de l'aveu du général, à sauver les débris de l'armée, et emporta sur ses épaules le jeune Xénophon, épuisé de fatigue et renversé de cheval. Siégeant parmi les présidens d'une assemblée convoquée pour prononcer dans une affaire capitale, dont l'objet soulevait contre les accusés les passions de la multitude, il résista aux flatteurs du peuple, qui proposaient une forme irrégulière de jugement, dont le résultat devait être une condamnation infaillible, et, malgré la lâche condescendance de ses collègues effrayés par les clameurs du monstre aux mille têtes, il persista jusqu'au bout à maintenir l'exécution des lois. Plus tard, au milieu de la terreur muette que les trente tyrans faisaient régner dans Athènes, on le vit braver leurs décrets et consoler leurs victimes. Il renonçait ainsi, par grandeur d'âme, à la sauve-garde d'une condition inférieure, dont il sentait pourtant tout l'avantage, quand il disait alors à un philosophe aussi pauvre que lui : « Consolons-nous de ne pas être, » comme les grands, des sujets de tragédie. »

La plupart des paroles qu'on nous a conservées de Socrate portent l'empreinte d'une raison calme, d'une sagacité pénétrante, d'un badinage délicat, et d'une élégante aménité dans le commerce familial de la vie. La maison de Socrate est devenue proverbiale. Chacun la trouvait trop petite : « Plût aux dieux, s'écria-t-il, que je pusse la remplir de vrais amis ! »

Voyant la pompe et l'appareil que le luxe étalait dans de vaines cérémonies : « Que de choses, disait-il, dont je n'ai pas besoin ! » et il ajoutait : « Moins on a de besoins, plus on approche de la » Divinité. »

Malgré son indigence, il estimait la propreté et la conservait dans ses vêtemens et dans sa maison. Un jour il dit au cynique

» faible service que de le détromper de ses fausses idées de grandeur, de lui » montrer le véritable usage du pouvoir et des richesses, de lui apprendre le » grand art de régner, et l'art peut-être plus difficile de bien vivre et de bien » mourir ? » Malheureusement ce sont de ces choses que les princes n'apprennent guère. Socrate avait raison, et sa réponse est même plus profonde qu'elle ne le semble au premier abord.

Antisthène, qui affectait de se montrer avec un manteau déchiré :
« A travers les trous de ton manteau, je vois ta vanité qui perce. »

Un esclave ayant lassé sa patience : « Je te frapperais, s'écria-t-il, si je n'étais pas en colère. »

Reçoit-il un soufflet, il se contente de dire en riant : « Il est » fâcheux de ne pas savoir quand on doit s'armer d'un casque. » Ses amis lui conseillent-ils de tirer vengeance d'un coup de pied, « Quoi donc ! repart-il, si un âne ruait contre moi, le ferais-je citer en justice ? » Lui rapporte-t-on qu'un homme dit du mal de lui, « C'est qu'il n'a pas appris à bien parler. »

Un jour, sa femme, après avoir fait gronder sur lui mille invectives, lui lance à la tête un vase plein d'eau : « Il est naturel, dit-il, qu'il pleuve après un si grand tonnerre. »

Comme le peuple sortait un jour du théâtre, Socrate forçait le passage pour entrer. Quelqu'un lui demandant la raison de cette bizarrerie : « C'est, répondit-il, ce que j'ai soin de faire dans toute » ma conduite : je vais à l'encontre de la foule. »

« Que celui d'entre vous, disait-il à ses disciples, qui, en consultant le miroir, s'y trouvera beau, prenne garde de corrompre » les traits de sa beauté par la difformité de ses mœurs, et que » celui qui s'y trouvera laid, s'applique à effacer la laideur de son » visage par l'éclat de sa vertu. »

Ces rapides aperçus ont dû montrer assez comment le même homme fut jugé diversement par ses concitoyens, dont les uns le regardaient comme un sophiste et un destructeur de la société, tandis que les autres l'admiraient comme l'adversaire des sophistes et le réformateur de la morale : peut-être même dans beaucoup d'esprits ces deux opinions se mêlaient-elles. Des considérations politiques purent contribuer à faire dominer la malveillance. Socrate n'avait pas épargné les sarcasmes à l'une des institutions les plus chères au peuple, et peut-être à la plus utile de toutes, malgré ses inconvénients, à la loi qui faisait dépendre du sort l'élection des juges et des magistrats ; en dépit, peut-être même à cause de l'obscurité de sa naissance, il affectait du penchant pour la domination des hautes classes : il croyait dans sa vanité que, servir leur ambition, c'était se rapprocher d'elles. Il se moquait de la démocratie, et d'un souverain composé de cordonniers, de charpentiers, etc.,... oubliant qu'il avait été sculpteur. D'ailleurs, malgré sa conduite généreuse pendant l'asservissement d'Athènes par les trente tyrans, l'odieux de leur cruauté avait en quelque sorte rejailli sur lui ; car dans leurs rangs figurait Critias, un de ses disciples.

Un citoyen, persécuté par eux, et qui avait puissamment contribué à leur expulsion, Anytus, se plaça à la tête des ennemis de Socrate, dont il avait été autrefois l'ami, mais qui avait blessé son amour propre en critiquant l'éducation qu'il donnait à son fils. Anytus, riche, puissant, zélé partisan de la démocratie, comprit à quel point l'influence de ce Socrate, tour à tour ami d'Aspasie et de Périclès, d'Alcibiade, de Critias, pouvait être dangereuse à la liberté du pays, et corruptrice des idées républicaines. Mais au lieu de la combattre par les armes de la vérité, l'éloquence et la raison, il voulut employer la force, et réfuter avec le glaive des lois. C'est cette méprise cruelle et impardonnable qui a voué son nom au mépris des siècles, et a perverti le jugement de la postérité sur l'un et sur l'autre ; car, avant le procès, Anytus était le bon citoyen, et Socrate le partisan, le fauteur de l'oppression.

Le plus digne interprète du plus grand disciple de Socrate, M. Cousin, l'a reconnu lui-même. « La mort de Socrate, dit-il, » était forcée, et le résultat inévitable de la lutte qu'il avait engagée contre le dogmatisme religieux et la fausse sagesse de son » temps ; c'est l'esprit de ce temps, et non pas Anytus, ni l'Aréopage, qui a mis en cause et condamné Socrate. Anytus, il faut le » dire, était un citoyen recommandable, l'Aréopage un tribunal » équitable et modéré. S'il fallait s'étonner de quelque chose, ce » serait que Socrate ait été accusé si tard, et qu'il n'ait pas été con- » damné à une plus forte majorité. »

C'est là une des leçons les plus imposantes de l'histoire. On y voit que toute peine infligée pour la simple manifestation d'une opinion, fût-elle coupable, a pour infaillible effet de déplacer les sentimens des hommes, de vouer à l'exécration le nom de l'accusateur, même quand il soutient la vérité, d'intéresser à la mémoire du condamné, même quand on blâme et qu'on repousse ses principes.

Au reste, malgré notre déférence pour les lumières de M. Cousin, nous croyons que l'intérêt religieux ne fut qu'un prétexte, et que l'intérêt politique fut la véritable cause du procès. L'exemple de cette hypocrisie judiciaire n'est rare dans aucun temps, sous aucune forme de gouvernement. On ne pouvait invoquer contre Socrate le souvenir de sa complicité indirecte dans le triomphe de la faction oligarchique ; car un décret solennel d'amnistie imposait un silence absolu sur tout ce qui avait précédé l'expulsion des trente tyrans. On mit donc en avant ce crime frivole, presque toujours incertain, quelquefois légitime, d'une attaque contre les dogmes religieux de l'État.

Sans doute Anytus et l'orateur Lycon, son partisan, eurent eux-mêmes honte de cette accusation postiche et menteuse; car ils ne hasardèrent pour l'intenter qu'un jeune poète sans renommée et sans talent, Mélitus, qu'ils se réservaient d'appuyer dans l'ombre, le premier par son crédit auprès des grands, le second par son influence sur les passions de la multitude. Mélitus présenta au second chef des archontes une dénonciation contre Socrate; il l'accusa d'abord d'être le détracteur des divinités de la Grèce, dont il ridiculisait les passions et les faiblesses, et de se vanter d'avoir un génie familier qui l'inspirait; en second lieu, d'être le corrupteur de la jeunesse; enfin, d'être l'ennemi du gouvernement populaire, parce qu'il voulait rejeter la voie du sort dont on se servait pour élire les juges. Le premier de ces chefs d'accusation emportait la peine de mort; mais il est douteux que la vengeance personnelle ou l'animosité politique d'Anytus voulût pousser la persécution jusque là; et comme on le verra plus tard, Socrate aurait pu échapper à son sort, sinon par une défense plus adroite et plus mesurée, au moins par une déférence docile après le jugement.

Les conseils et l'assistance de ses amis ne lui manquèrent point. Lysias, le plus célèbre orateur de l'époque, lui apporta un plaidoyer savant et pathétique; Socrate le lut, en approuva l'ingénieuse contexture; « Mais, dit-il, si vous m'apportiez une chaus- » sure à la mode de Sicyone, je ne m'en servirais pas, parce qu'elle » serait trop élégante pour un philosophe; ainsi, votre discours » me paraît éloquent et conforme aux règles de la rhétorique, » mais peu convenable à la simplicité et à la force d'âme dignes » d'un sage. » Il répondit à Hermogène, qui le pressait de travailler à sa défense: « Je m'en suis occupé toute ma vie; » et comme cet ami lui représentait le devoir de ne repousser aucun des moyens propres à épargner une injustice à ses juges, Socrate ajouta: « J'ai deux fois entrepris de mettre en ordre mes moyens » de défense; deux fois le génie m'en a détourné. »

Cependant, malgré cette indifférence affectée pour toute apologie, ce ne fut pas probablement sans une grande préparation intérieure qu'il parla devant le tribunal des Héliastes, composé d'environ cinq cents juges. Dans le plaidoyer du philosophe, on reconnaît souvent l'homme, le Grec et Socrate; du premier, un secret espoir d'absolution et de retour à la vie; la souplesse artificieuse du second pour glisser sur les points dangereux, et l'arrogante vanité du troisième. C'est ainsi qu'il débute par un exorde insinuant avec dignité, qu'il dément son mépris pour le

polythéisme, et donne une explication naturelle de son démon familier; en même temps l'orgueil l'emporte sur la prudence; il ne craint pas d'indisposer les juges, en rappelant le témoignage rendu par la Pythie à sa sagesse; puis aussitôt qu'il les voit irrités, il les ramène doucement par la réfutation aisée et victorieuse du reproche d'avoir corrompu la jeunesse. C'est surtout quand il touche le point capital de la cause, ses opinions politiques, qu'il évite de heurter de front les préjugés contraires. Le philosophe ne reparait que dans les généralités qui terminent le discours, avec cette mâle et calme résignation, qui l'ennoblissant, loin de le compromettre, eût pu encore être un calcul de l'art, si elle n'eût été une inspiration du caractère.

Nous citerons quelques fragmens de cette curieuse apologie :

« Je comparais devant ce tribunal pour la première fois de ma
» vie, moi vieillard plus que septuagénaire; ici, le style, les for-
» mes, tout est nouveau pour moi. Je vais parler une langue
» étrangère; et l'unique grâce que je vous demande, c'est d'être
» plutôt attentifs à mes raisons qu'à mes paroles. J'ai offert
» souvent aux dieux du pays des sacrifices devant ma maison;
» j'en ai souvent offert sur les autels publics; j'en ai offert devant
» tous mes disciples, et Athènes en a été témoin. J'ai blâmé les
» passions honteuses et les haines barbares que l'on attribuait
» aux dieux. J'ose vous le demander, qui de vous, ô magistrats,
» les pardonnerait aux hommes? Quant au génie particulier dont
» j'écoute l'inspiration secrète, ce n'est pas une divinité nouvelle,
» c'est l'éternel instinct, c'est le génie éternel de la morale. Pour
» se conduire, les uns consultent des Sibylles, d'autres le vol des
» oiseaux, d'autres le cœur des victimes : moi je consulte mon pro-
» pre cœur, j'interroge ma conscience; je converse en secret avec
» l'esprit qui m'anime. »

Ces mots, qui semblaient un blasphème, soulevèrent un murmure de mécontentement dans l'assemblée. « Je vais, reprit So-
» crate, je vais vous déplaire bien davantage encore en vous rap-
» pelant la réponse de la Pythie qui m'a proclamé le plus sage des
» hommes. » Ce fut alors que l'indignation fut portée au comble. Peut-être Socrate, en mentionnant ce titre de gloire, avait-il espéré en faire une réponse à l'accusation d'impiété, puisqu'il lui avait été décerné par un dieu. Quoi qu'il en soit, les juges n'y virent qu'une vanité démesurée, et l'accusé passa au second point de sa défense. Là éclate l'éloquente indignation d'un homme de bien calomnié

« Qu'on cite un de mes disciples que j'aie entraîné dans le vice.

» J'en vois plusieurs dans cette assemblée; qu'ils se lèvent, qu'ils
 » déposent contre leur corrupteur. S'ils sont retenus par un reste
 » d'égards, d'où vient que leur père, leurs frères, toute leur fa-
 » mille, n'invoquent pas en ce moment la sévérité des lois? D'où
 » vient que Mélitus a négligé leur témoignage? C'est que, loin de
 » me poursuivre, ils sont accourus eux-mêmes à ma défense. »

Il entra alors dans le détail de tous les efforts par lesquels il avait cherché à éclairer les jeunes Athéniens sur leurs véritables intérêts, et à leur persuader qu'avant le soin du corps et des richesses, avant tout autre soin est celui de l'âme et de son perfectionnement. Il ne fit qu'une mention indirecte de Critias⁽¹⁾, et ne parla point d'Alcibiade; il se garda surtout de laisser entrevoir qu'il eût inspiré à ses disciples ses préventions contre les institutions de leur patrie. Forcé d'aborder la question politique, et surtout sa répugnance contre le mode d'élection par le sort, il s'en tira par une comparaison dont le premier coup d'œil démontre la fausseté sophistique : « O Athéniens ! oseriez-
 » vous tirer au sort les précepteurs de vos enfans, les généraux
 » de vos armées ? » La spécialité des talens n'a rien de commun avec l'équité, le patriotisme qui suffisent à des juges et à des magistrats. Au reste, Socrate n'osa pas approfondir cette argumentation; car c'est par le sort qu'avaient été choisis ses juges.

« Ce ne sont pas, dit-il en finissant, les accusations de Mélitus
 » et d'Anytus qui me coûteront la vie; c'est plutôt la haine de ces
 » hommes vains ou injustes dont j'ai démasqué l'ignorance ou les
 » vices. . . . Au reste mes ennemis sont plus à plaindre que moi,
 » puisqu'ils sont injustes. . . . Je vous ai trop respectés pour cher-
 » cher à vous attendrir par mes larmes, ou par celles de mes
 » enfans et de mes amis assemblés autour de moi. C'est au théâ-
 » tre qu'il faut exciter la pitié par des images touchantes; ici la
 » vérité seule doit se faire entendre. »

Il ajouta, au rapport de Platon : « Si vous me renvoyez absous
 » à condition que je cesserai de philosopher, je vous répondrai
 » sans balancer : Athéniens, je vous aime et je vous honore;
 » mais j'obéirai plutôt au Dieu qu'à vous; et tant que je respire-
 » rai, je ne cesserai de tenir à tous ceux que je rencontrerai, mon
 » langage ordinaire, etc. »

Il paraît que la majorité des juges se déclara d'abord pour l'ab-

(1) Cinquante ans plus tard, Eschyne, plaidant devant le tribunal des Hélistes, leur reprochait en ces termes le véritable motif de la condamnation de Socrate : « Vous qui avez mis à mort le *sophiste* Socrate, parce qu'il avait donné
 » des leçons à Critias, l'un des trente qui détruisirent la démocratie. . . . »

solution, et que l'accusateur allait être, selon l'usage, condamné à une amende de mille drachmes. Alors Anytus et Lycon se déclarèrent ouvertement. Leur crédit entraîna un grand nombre de suffrages, et Socrate fut condamné à une majorité, sur laquelle on n'est pas d'accord, mais qui ne fut formée que par un petit nombre de voix.

Une première sentence le déclara d'abord coupable; mais, par une faveur de la loi, le choix de la peine lui fut laissé. Sa réponse est fameuse, et peut être l'objet de jugemens contraires : « Athé-
 » niens, dit-il, pour m'être consacré tout entier au service de ma
 » patrie, en travaillant sans cesse à rendre vertueux mes conci-
 » toyens; pour avoir négligé, dans cette vue, affaires domesti-
 » ques, emplois, dignités, je me condamne à être nourri le reste
 » de mes jours dans le Prytanée, aux dépens de la république. »
 A quelque émotion de l'âme qu'on les attribue, après la première sentence, ces paroles, si différentes de la modération du plaidoyer, devenaient une insulte amère, et semblaient solliciter et braver à la fois la condamnation la plus cruelle; aussi Socrate ne montra-t-il aucune surprise quand on vint lui annoncer qu'il venait d'être condamné à la mort par ses juges. « Et eux aussi, » dit-il, ils l'ont été par la nature. »

Son destin une fois fixé, il reprit la parole avec cette supériorité calme que des juges donnent à l'innocent qu'ils condamnent. On regrette de la voir comme dégradée par cette fiction puérile d'une voix céleste occupée à le conseiller; mais les derniers mots sont d'une simplicité sublime : « Je n'ai aucun ressentiment con-
 » tre mes compatriotes, ni contre ceux qui m'ont condamné....;
 » je ne leur ferai qu'une seule prière. Lorsque mes enfans seront
 » grands, si vous les voyez rechercher les richesses ou toute autre
 » chose plus que la vertu, punissez-les en les tourmentant comme
 » je vous ai tourmentés; et s'ils se croient quelque chose, quoiqu'ils
 » ne soient rien, faites-les rougir de leur présomption. . . . C'est
 » ainsi que je me suis conduit avec vous. Si vous faites cela, moi
 » et mes enfans n'aurons qu'à nous louer de votre justice. Mais il
 » est temps que nous nous quittons, moi pour mourir et vous
 » pour vivre. Qui de nous a le meilleur partage? Dieu seul le sait. »

Il marcha vers la prison d'un pas ferme. Apollodore, l'un de ses disciples, s'étant avancé pour lui témoigner sa douleur de ce qu'il mourait innocent : « Aimerais-tu mieux, répliqua-t-il en souriant, que je mourusse coupable? »

Il avait été condamné à mourir du poison de la ciguë; mais une loi défendait de mettre à mort des criminels pendant le voyage

de la galère qui portait les offrandes des Athéniens au temple d'Apollon à Délos. Un mois devait s'écouler avant le retour de cette galère, partie le lendemain du jugement. Pendant cet intervalle, dans sa prison et sur le seuil de la mort, il reçut ses amis près de lui et les entretint de sujets philosophiques, avec la même tranquillité que si rien n'était intervenu entre ses anciennes leçons et celles qu'il leur donnait alors. Dans les momens où il restait seul, il s'occupait à mettre en vers les fables d'Esopé.

La veille du jour où la galère de Délos devait rentrer dans le Pyrée, Criton lui offrit les moyens de s'enfuir, et lui proposa une retraite sûre en Thessalie. Socrate lui demanda en riant s'il connaissait hors de l'Attique un lieu où l'on ne mourût point; mais, voyant son désespoir, il lui fit une réponse sérieuse que Platon nous a conservée, et où il s'attache à prouver qu'en se débarrassant par la fuite à une peine légale, il se soustrairait à une obligation morale dont rien ne peut dégager, celle d'obéir en toute circonstance aux lois de son pays. Sans discuter ici la justesse de ce principe dans son sens absolu, on ne peut s'empêcher de remarquer une étrange inconséquence dans la conduite et dans l'esprit de Socrate. Il avait insulté publiquement à la première sentence, non moins légale et plus douce, et il se refuse, en évitant les effets de la seconde, à épargner à ses juges l'opprobre et le remords d'avoir versé le sang innocent.

Au retour du fatal vaisseau, les onze magistrats préposés à la surveillance des prisons annoncèrent à Socrate qu'il devait mourir ce jour-là, et lui firent ôter ses fers. Plusieurs de ses disciples entrèrent; ils le trouvèrent avec sa femme, qui, tenant entre ses bras le plus jeune de ses trois enfans, s'abandonnait à l'excès de sa douleur. Socrate la fit arracher de sa présence par les soins de Criton, et peu après commença cet entretien solennel sur l'immortalité de l'âme, dont le Phédon nous retrace l'éloquence embellie, altérée peut-être, et que lisait Caton, la veille même de son suicide.

Criton lui demanda ensuite s'il n'avait rien à prescrire à ses amis à l'égard de ses enfans et de ses affaires. « Je vous répète » le conseil que je vous ai toujours donné, dit Socrate, celui de » vous enrichir de vertus. Si vous le suivez, je n'ai pas besoin de » vos promesses; si vous le négligez, elles seraient inutiles à ma » famille. »

Il passa dans une chambre voisine pour y prendre un bain, dont il sortait quand on lui amena ses trois enfans : deux étaient encore en bas âge; il reçut aussi quelques femmes. Il rentra ensuite

dans la salle, et se mit sur son lit; alors s'approcha le serviteur des onze. « Socrate, dit-il, je ne m'attends pas aux imprécations » dont me chargent ceux à qui je viens annoncer qu'il est temps » de prendre le poison. Je t'ai toujours trouvé le plus courageux, » le plus doux et le meilleur de ceux qui sont jamais venus dans » cette prison. » Il se détourna, et sortit en versant des larmes.

Aussitôt Socrate ordonna de broyer la ciguë, prit la coupe d'une main sûre, et, regardant avec un œil serein l'homme qui la lui avait apportée, demanda s'il était permis de répandre un peu de ce breuvage pour en faire une libation. Apprenant qu'on n'en avait broyé que ce qu'il était nécessaire d'en boire, « Du moins, » dit-il, il est permis et il est juste de faire ses prières aux Dieux, » afin qu'ils rendent heureux mon voyage. » Alors il porta la coupe à ses lèvres et la vida sans émotion. Des cris de douleur ayant échappé à tous ceux qui étaient présents : « Que faites-vous ? » dit-il, ô mes bons amis ! j'ai toujours entendu dire qu'il fallait » mourir avec de bonnes paroles. »

Quand ses jambes commencèrent à s'appesantir, il se coucha sur le dos. Le froid gagnant déjà le cœur, à ce signe d'une mort prochaine, il se découvrit : « Criton, dit-il (et ce furent ses dernières paroles), nous devons un coq à Esculape; n'oublie pas d'acquitter cette dette. »

Ce vœu, si diversement interprété, a soulevé les attaques hostiles des Pères de l'Eglise, et n'est pas à l'abri du blâme des philosophes. M. Cousin l'excuse par les motifs même qui semblent le rendre étrange et indigne d'un ami consciencieux de la vérité. « Trop éclairé, dit le traducteur de Platon, pour accepter sans » réserve les allégories populaires. . . . Socrate est trop indulgent, » pour les repousser avec rigueur; et l'on voit tout au plus errer » sur les lèvres du bon et spirituel vieillard ce demi-sourire, qui » trahit le scepticisme sans montrer le dédain. »

La mort de Socrate est placée dans l'an 400 ou 399 avant J.-C. (la 4^{me} année de la XCXIV^e olympiade, ou la 1^{re} de la XCXV^e). Les Athéniens ouvrirent plus tard les yeux sur cette iniquité, et dans leur repentir, dont il est difficile de fixer l'époque, ils condamnèrent, dit-on, Mélitus à mort, bannirent ceux qui avaient eu part à l'accusation, et firent élever à Socrate une statue en bronze de la main de Lysippe.

La postérité s'est associée à cette expiation tardive, et a continué cette réaction de l'opinion par un enthousiasme qui eût peut-être été moins complet, si les juges de Socrate ne lui avaient fait consacrer par son sang sa vie et ses doctrines équivoques. Sa con-

damnation l'a justifié, et c'est à ce titre qu'Erasmus a pu dire : *Saint Socrate, priez pour nous.* — PAUL DUPONT.

755. *Massacre de saint Boniface.*

Apôtre de la Germanie, saint Boniface y porta le premier le christianisme et la civilisation, dont il finit par être le martyr. Il était né en Angleterre dans le Devonshire vers l'an 680, et se nommait Winfrid. A trente ans, élevé au sacerdoce, après avoir professé dans un monastère la rhétorique, l'histoire et la philosophie, il jouissait d'un grand ascendant sur l'archevêque de Cantorbéry et sur les évêques de la province. Au bout de six années, il conçut le projet d'aller prêcher la foi aux Frisons; mais des obstacles l'arrêtèrent en chemin, et il revint dans la Grande-Bretagne. En 718, toujours dominé par la pensée de convertir des infidèles, il se rendit à Rome, où Grégoire II l'investit des pouvoirs nécessaires pour ranger les peuples germains sous les lois de l'Évangile. Il parcourut successivement la Thuringe, la Bavière, la Frise, la Hesse et la Saxe, répandant partout l'eau sainte du baptême, et changeant en églises les temples des faux dieux. En 723, Grégoire II le rappela à Rome pour le sacrer évêque, et lui donner des lettres de recommandation adressées à Charles Martel, aux princes et aux évêques qui pouvaient le seconder dans ses pieux travaux. Nous n'en suivrons pas exactement le cours; nous dirons seulement qu'ayant cessé de porter le nom de Winfrid, Boniface fit venir d'Angleterre des colonies de prêtres, de moines et de religieuses, qui s'établirent dans la Thuringe, dans la Saxe, et dans la Bavière. En 732, Grégoire III le décora du *pallium*, le nomma archevêque-primat de toute l'Allemagne, et, en 738, légat du saint Siège dans la même contrée. Les fondations religieuses que l'on doit au zèle de Boniface sont presque innombrables. Ce fut lui qui sacra Pépin le Bref à Soissons, conformément à la décision du pape Zacharie, dont l'avis termina le débat entre une race royale et une autre qui aspirait à le devenir. (*Voy. 14 MARS 752, Mort du pape Zacharie.*) En 754, s'étant démis de l'épiscopat avec l'autorisation du saint Siège, Boniface reprit son pèlerinage apostolique, et s'avança jusqu'aux dernières extrémités de la Frise. Un jour qu'il avait fait dresser des tentes auprès de Dockum, à six lieues de Lewarden, et qu'il devait administrer la confirmation à un nombre trop considérable de néophytes pour qu'une église pût les contenir, des barbares fondirent sur cette assemblée chrétienne, et massacrèrent Boniface.

Avec lui périrent un évêque, trois prêtres, trois diacres, quatre moines et quarante-huit laïques. Le corps de Boniface fut d'abord transféré à Utrecht, à Mayence, et ensuite à Fulde. Dans l'abbaye de cette ville, on conserve une copie des Évangiles écrite de la main du martyr, et un autre volume teint de son sang.—E. M.

POLITIQUE.

1520. *Insurrection des Communes en Espagne.*

La grande insurrection des Communes, dont Padilla fut le héros, marqua l'avènement de Charles-Quint, déjà roi d'Espagne, au trône impérial, et les derniers soupirs de la liberté dans la Péninsule. Avant de se rendre en Allemagne, Charles avait convoqué les Cortès, pour en obtenir l'argent nécessaire à son voyage. Il désirait en outre que la nation approuvât le choix qu'il avait fait du cardinal Adrien, pour le suppléer en son absence; d'ailleurs l'empire avait des besoins, auxquels il fallait pourvoir. Les Cortès s'ouvrirent donc successivement en Castille, en Aragon, en Catalogne; mais partout le prince n'obtint que des concessions très-faibles, accompagnées de doléances très-énergiques. Une nouveauté frappa vivement les esprits; ce fut la subite convocation en Galice des Cortès de Castille et de Léon; et quand on apprit que ces Cortès avaient lâchement cédé aux demandes de la couronne, en accordant sans condition le don gratuit, alors l'indignation devint générale. La ville de Tolède, en vertu des privilèges étendus dont elle jouissait, se regardait comme la tutrice naturelle des communes. Elle se souleva la première, et Juan de Padilla, fils aîné du commandeur de Castille, se mit à la tête des insurgés. A Ségovie, le député Tordesillas, qui avait voté le don gratuit, fut accablé d'outrages et pendu. A Burgos, à Zamora, même exaltation, même violence.

Le régent Adrien venait d'établir à Valladolid le siège de son gouvernement. Le 5 juin 1520, il assembla son conseil pour délibérer sur les mesures à prendre. Après avoir hésité quelque temps entre le parti de la force et celui de la douceur, il se décida pour le premier. Des troupes nombreuses marchèrent sur Ségovie, et furent repoussées. Adrien ordonna au commandant en chef des troupes d'Espagne, Antoine de Fonseca, d'assiéger la ville; mais les habitants de Médina-del-Campo, où se trouvait un vaste magasin de munitions de guerre, s'opposèrent à ce qu'on les employât pour détruire leurs compatriotes. La lutte s'engagea

entre eux et les soldats de Fonseca : les flammes consumèrent presque toute la ville. A Valladolid, les habitans, contenus d'abord par la présence du régent, ne tardèrent pas à courir aux armes, brûlèrent la maison de Fonseca et renouvelèrent toutes leurs autorités civiles et militaires.

« Ces soulèvemens des Communes, dit l'historien Robertson, n'étaient pas le simple effet d'une fureur populaire et séditieuse : leur but était d'obtenir la réforme de plusieurs abus, et d'établir la liberté publique sur une base solide, et ces objets étaient dignes de tout le zèle que le peuple mit à leur poursuite. » Bientôt, par les soins de Padilla, l'insurrection prit une forme régulière et compacte : ses chefs l'appelèrent la *sainte Ligue* ; et en effet elle méritait ce titre, puisqu'elle ne tendait qu'à la défense des plus saints droits. Ils la placèrent sous la protection de Jeanne de Castille, la mère de Charles-Quint, qu'ils allèrent chercher dans la retraite, où elle languissait depuis la mort de son époux. (Voy. 13 AVRIL 1555, *Mort de Jeanne la Folle, reine de Castille.*) Le peuple, auquel on fit croire que la veuve de l'archiduc d'Autriche avait recouvré la raison, éclata en transports de joie, et rendit grâces au Ciel de ce miracle. Adrien ayant été destitué par la *sainte Ligue*, l'empereur, qui se trouvait alors en Flandre, tenta les voies de la clémence : il écrivit aux différentes villes de Castille ; il promit un pardon général, et renonça même à exiger le subside des cités qui lui resteraient fidèles ou qui rentreraient dans le devoir.

A ces lettres, à ces promesses, la *sainte Ligue* répondit par une remontrance ou un manifeste, dont voici en peu de mots l'analyse. Les *Communeros* voulaient que l'on restituât aux Cortès leur indépendance et leur antique ascendant, ou plutôt ils voulaient saisir l'occasion pour constituer une représentation nationale sur des bases plus larges que celles qu'on avait jusqu'alors connues en Castille. Ils demandaient, pour leurs députés, l'égalité numérique dans les États avec ceux du clergé et de la noblesse ; ils voulaient que nul d'entre eux ne pût être salarié par la cour ; que l'assemblée des Cortès se tint tous les trois ans, nonobstant le refus ou l'oubli de convocation de la part du roi ; que les privilèges usurpés par la noblesse fussent abolis ; que les terres seigneuriales fussent soumises à l'impôt ; enfin ils demandaient que le clergé restât dans les limites sévères d'une juridiction spirituelle ; que les évêques fussent obligés à résider ; que l'établissement royal cessât de peser sur les Communes, et que les étrangers n'obtins-
sent pas une préférence injuste sur les nationaux dans le partage

des emplois et des récompenses. A l'extrait fidèle et détaillé de ce manifeste, Robertson ajoute la réflexion suivante : « Les abus qui » furent cités et les remèdes qui furent proposés par les Communes d'Angleterre, dans leurs contestations avec les princes de » la maison de Stuart, ressemblent beaucoup aux articles sur lesquels insistait alors la sainte Ligue d'Espagne. Mais les Espagnols avaient dès ce temps-là acquis des idées de liberté et d'indépendance, des principes hardis de gouvernement, et une » étendue de vues politiques auxquels les Anglais ne sont arrivés » que plus d'un siècle plus tard. »

La publication du manifeste produisit un effet qu'il était facile de prévoir. Les prêtres et les nobles, premiers instigateurs de la *sainte Ligue*, s'effrayèrent en voyant qu'elle menait au triomphe du peuple, et dès lors ils abandonnèrent une cause dans laquelle ils avaient peu à gagner et beaucoup à perdre. Les députés des Communes n'osèrent se présenter devant Charles-Quint, parce qu'on les avertit qu'ils couraient risque de la vie : ils aimèrent mieux la hasarder dans les combats. Vingt mille hommes entrèrent en campagne sous le commandement de don Pédro Giron, qu'on avait préféré à Padilla. Dès les premières rencontres, l'armée royale, dirigée par le comte de Haro, défit celle des *Communeros*. Mais Padilla ayant été nommé commandant en chef, le courage et le nombre revinrent aux insurgés. Pour eux, la difficulté la plus grande consistait à se procurer de l'argent : l'héroïque épouse du chef, dona Maria Pacheco, parvint à la lever. Cette femme, dont les talens égalaient l'ambition et le zèle, animée d'une audace supérieure aux craintes superstitieuses, ordinaires à son sexe, proposa de s'emparer des riches ornemens de la cathédrale de Tolède. Pour ôter à cette action l'apparence d'impiété qui aurait pu offenser le peuple, dona Maria et les personnes de sa maison se rendirent à l'église en procession solennelle, vêtues de deuil, les yeux en larmes, et se frappant le sein. Là, se prosternant à genoux, elles implorèrent le pardon des saints, dont elles allaient dépouiller les autels. Cette précaution adroite prévint l'imputation de sacrilège, et remplit le peuple de cette idée, que la nécessité et le zèle pour la bonne cause avaient déterminé et légitimé cet attentat.

Cependant la noblesse, bien qu'opposée à la *sainte Ligue* sur plusieurs points, sympathisait avec elle sur plusieurs autres, notamment dans sa haine contre les Flamands. Des négociations s'entamèrent entre les deux partis : mais celui de la *Ligue*, divisé en factions, ne put se régler par la prudence : l'irrésolution, la

défiance, le ressentiment, dictèrent toutes les démarches. Quelques légers avantages lui inspirèrent une folle présomption. Padilla vint mettre le siège devant Torrelobaton, et s'en empara. Une marche rapide sur le quartier principal des royalistes lui eût assuré la victoire : mais on perdit le temps en conférences. Le connétable réunit ses troupes à celles du comte de Haro, malgré tous les efforts de Padilla pour empêcher cette jonction, et, le 23 avril 1522, les deux armées se rencontrèrent à Villalor : celle de la *Ligue*, affaiblie par la désertion, découragée par la précipitation d'une retraite à travers des champs inondés de pluie, essuya une déroute complète. Padilla fut fait prisonnier au moment où il cherchait la mort sur le champ de bataille : dès le lendemain il la reçut de la main du bourreau. Conduit au supplice avec deux de ses compagnons d'armes, dont l'un s'indignait en s'entendant donner le nom de traître : « C'était hier, lui dit-il, le moment de montrer le courage d'un gentilhomme : aujourd'hui il faut mourir avec la douceur d'un chrétien. »

La victoire de Villalor termina la guerre au profit du pouvoir. Valladolid implora son pardon, et les autres villes l'imitèrent, à l'exception de Tolède, où la veuve de Padilla résista encore quelque temps. Quand la perfidie eut ouvert au marquis de Villena les portes de la place, cette femme généreuse s'empara de l'Alcazar, et contraignit les troupes royalistes à se retirer brusquement. Tolède fut bientôt bloquée par plusieurs divisions de l'armée victorieuse : mais les *Communeros*, animés, soutenus par le grand caractère de l'héroïne, se défendirent avec une rare intrépidité. Privés de vivres, de munitions et de secours, ils se précipitaient dans le camp des assiégeans avec toute la fureur du désespoir : enfin, après avoir perdu seize cents hommes dans une sortie, ils furent forcés de capituler. La médiation du clergé leur valut l'application de l'amnistie. Néanmoins dona Maria soutint dans l'Alcazar un siège de plus de trois mois : elle disputa le terrain pied à pied, et ne céda que lorsque tout espoir fut perdu. Alors elle se sauva en Portugal, avec son jeune fils, cachés tous deux sous des habits de paysan.

Le retour de Charles-Quint acheva de rétablir le calme, en comprimant tout-à-fait l'esprit de liberté. — E. M.

1568. Exécution des comtes d'Egmont et de Horn.

Les Pays-Bas, en passant sous la domination de la maison d'Autriche, avaient conservé de nombreux privilèges, qui n'obtinrent

grâce qu'avec peine devant Charles-Quint, et que son fils, Philippe II, résolut d'anéantir. Celui-ci avait cependant juré de respecter des droits liés étroitement aux intérêts d'un immense commerce et profondément enracinés dans les mœurs de ses sujets de la Belgique; mais leurs libertés révoltaient son orgueil, leurs richesses tentaient sa cupidité; et d'ailleurs ce prince, qui, par les flots de sang qu'il versa pour la religion, annonçait assez l'absence de toutes les vertus qu'elle commande, prenait peu de souci de la sainteté des sermens. Enclin à exercer un despotisme sombre et farouche, à ne laisser aux peuples que le parti d'obéir et de se taire, Philippe, malgré la diversité des coutumes, des langues, des croyances, voulait placer tous ses Etats, comme un couvent de Trapistes, sous le niveau d'une règle uniforme et inflexible. Un pareil régime ne pouvait se concilier avec les habitudes et le caractère des Belges. La réformation, qui faisait chaque jour de nouveaux progrès parmi eux, les rendait moins propres encore à subir patiemment le joug de fer du démon du midi. C'est pourquoi les proscriptions atteignirent d'abord les novateurs. Intéressé à combattre une religion qui ne prescrit pas une foi aveugle et passive, qui ne retient pas l'esclave dans ses chaînes en lui comptant comme un mérite la résignation à la plus honteuse des conditions, Philippe mit tout en œuvre pour extirper violemment les doctrines du protestantisme. Il importa dans la Flandre le fléau de l'inquisition; il détermina le pape Paul IV à surcharger ce pays de treize évêques nouveaux, qui furent autant de suppôts de la tyrannie religieuse; enfin, les troupes espagnoles, dont la présence était une infraction aux lois, et les nombreuses créatures du monarque qui envahissaient toutes les places, firent jaillir de tous les cœurs la haine de la domination étrangère. Des murmures, des soulèvemens éclatèrent de toutes parts avec d'autant plus de hardiesse, que les mécontents, dans la justice de leur cause, se sentaient appuyés par trois hommes puissans et adorés de la nation, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, Lamoral, comte d'Egmont, et Philippe, comte de Horn. Le premier avait le gouvernement de la Hollande, de la Zélande et d'Utrecht; le second, celui de la Flandre et de l'Artois. Le comte de Horn était amiral des mers de Flandre, chef du conseil d'état des Pays-Bas et gouverneur de la Gueldre et de Zutphen.

Ils comptaient tous trois une longue suite de nobles ancêtres, dont ils étaient en droit de s'enorgueillir, parce qu'au hasard d'une brillante naissance il joignaient une illustration toute personnelle. Le comte de Horn avait partagé la gloire des journées de

Saint-Quentin et de Gravelines. Le comte d'Egmont, qui devait, à Gravelines (1558), sauver les Pays-Bas de l'invasion des Français, commandait la cavalerie à Saint-Quentin (1557), et avait contribué puissamment au triomphe des Espagnols. Mais Philippe, en attribuant ce succès prodigieux de ses armes à la protection de saint Laurent, parce que la bataille fut livrée le 10 août, se crut sans doute, s'il faut en juger par la manière dont il traita plus tard les deux guerriers flamands, dispensé de toute reconnaissance terrestre. Il est vrai qu'ils ne se montrèrent pas moins ardens à défendre les libertés de leur patrie, qu'à servir de leur épée la cause du monarque espagnol. Ils demandèrent, conjointement avec le prince d'Orange, le rappel du cardinal de Granvelle, que Philippe avait mis dans la confiance de ses desseins secrets, et qui, docile exécutateur des volontés du tyran, exerçait toute l'autorité sous le nom de Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas. Granvelle sentit lui-même la nécessité de céder à l'indignation générale soulevée contre lui. Les Belges n'éprouvèrent toutefois que peu de soulagement à la retraite de ce ministre. Le comte d'Egmont se rendit à Madrid pour obtenir de Philippe la liberté de conscience et l'abolition du saint-office; il n'en rapporta que l'ordre de faire observer rigoureusement les décrets du concile de Trente et les édits de Charles V. Ces édits portaient que tout fauteur d'hérésie périrait par le glaive; que toute femme coupable du même crime serait enterrée vive. Cependant Marguerite voudrait calmer les esprits par la clémence, et les retenir dans les liens du pouvoir par la modération; mais de tels moyens répugnent à la politique sanguinaire de Philippe, et cédant sans effort aux conseils qui le poussent à déployer la plus grande sévérité, quoique tous les soulèvemens soient apaisés, il envoie le duc d'Albe gouverner les Pays-Bas à la place de Marguerite. (*Voy.* 12 JANVIER 1582.)

Le duc arrive au mois d'août 1567, accompagné d'une armée de quinze mille Espagnols et d'un cortège d'espions, d'inquisiteurs et de bourreaux. A la vue de ces satellites étrangers, dont la soif du butin, si ce n'est le fanatisme, échauffera le zèle, la consternation et la terreur se répandent rapidement dans toutes les provinces. Les plus prudents se résignent à l'exil. Le prince d'Orange lui-même a pris ce parti; il connaît le caractère du duc d'Albe, il sait que le digne lieutenant de Philippe II, froidement cruel et dès lors inexorable, n'épargnera ni la richesse, ni la naissance, ni les talens, ni les vertus; il préfère exposer sa fortune plutôt que de perdre inutilement la vie sur un échafaud; mais c'est en vain qu'il essaie d'éclairer ses illustres amis, et de les soustraire

au sort qui les attend. Les comtes d'Egmont et de Horn poussent l'incurie du danger jusqu'à la plus extrême imprudence, et refusent d'abandonner leur patrie. Le duc d'Albe, fidèle à sa maxime, qu'une tête de saumon vaut mieux que dix mille grenouilles, a désigné ces deux seigneurs pour ses premières victimes. Il les appelle auprès de lui sous un prétexte spécieux, et les arrête en leur demandant leur épée au nom du roi. « Cette épée, dit alors le » héros de Gravelines et de Saint-Quentin, a quelquefois été utile au » service du roi. » Ils restèrent dix mois renfermés dans la citadelle de Gand, et, pendant ce temps-là, le feu, la corde, l'eau, la hache décimèrent impitoyablement les malheureux Belges. Le moment fatal vint aussi pour d'Egmont et de Horn. Ils parurent devant un conseil de guerre présidé par le proconsul espagnol, au mépris du privilège que leur assuraient les lois et leur titre de chevalier de la Toison-d'Or, de n'être jugés que par leurs pairs. Coupables d'avoir réclamé les droits politiques de leurs provinces, d'avoir demandé le rappel d'un ministre oppresseur, de s'être élevés contre l'établissement de l'inquisition, lors même qu'ils n'auraient pas eu tout à redouter de la haine du duc d'Albe pour des rivaux de sa gloire militaire, ils ne pouvaient éviter d'être condamnés par un de ces tribunaux de sang, toujours prêts à souiller le glaive de la justice dans les vengeances de la tyrannie. La sentence capitale rendue contre les deux comtes, le 4 juin 1568, les dépouillait de toutes leurs propriétés. « Voici une sentence bien rigoureuse, » dit d'Egmont, en apprenant sa condamnation. Je ne pense pas » d'avoir tant offensé Sa Majesté pour mériter un tel traitement. » Néanmoins je le prends en patience, et prie le Seigneur que ma » mort soit en expiation de mes péchés, et que ma chère femme » et mes enfans n'encourent aucun blâme ni confiscation, car mes » services passés méritent bien qu'on me fasse cette grâce. Puis- » qu'il plaît à Dieu et au roi, j'accepte la mort avec patience. » Le lendemain, 5 juin, avant d'aller au supplice, le comte écrivit à Philippe pour le prier d'avoir pitié de sa femme et de onze malheureux orphelins menacés de la plus déplorable misère par la confiscation de ses biens. Mais cette dernière pensée avait brisé son cœur paternel, et *craignant que son âme ne tombât dans le désespoir*, il pressa lui-même l'heure de l'exécution. On le conduisit à midi sur la place publique de Bruxelles, au milieu d'un cortège militaire sombre et lugubre. Il était vêtu d'un manteau noir, avec une toque de velours de la même couleur, ornée de plumes noires et blanches. Arrivé sur l'échafaud, qui était aussi tendu tout en noir, il espérait encore dans la clémence des Espagnols; on ne lui laissa

pas long-temps cette erreur. Bientôt il se mit à genoux, rabattit son chapeau sur ses yeux et reçut le coup mortel. Un quart d'heure après environ, parut le comte de Horn; marchant d'un pas ferme et assuré. Lorsqu'il aperçut, à l'extrémité de l'échafaud, le corps de son ami sur lequel on avait jeté un drap noir, « C'est ainsi, s'écria-t-il, que se paient les services qu'on rend aux princes ! » Et s'adressant au peuple : « Apprenez par notre sort quelle est la mesure de l'obéissance que vos maîtres exigent de vous. » Il se déshabilla lui-même, après avoir demandé aux assistans de prier Dieu pour lui, et tendit la tête à l'exécuteur avec la même intrépidité qu'il avait montrée sur les champs de bataille.

Les comtes d'Egmont et de Horn avaient tous deux le même âge, quarante-six ans. La nation tout entière se crut frappée au cœur par le coup qui trancha leur vie au milieu des larmes et des gémissemens du peuple. On vit, malgré les espions du duc d'Albe, répandus dans la foule pour interroger la pitié, et la dénoncer comme un crime, plusieurs personnes baiser avec un respect douloureux l'échafaud de ces illustres victimes, et teindre des mouchoirs de leur sang. Mais Philippe eût été trop heureux si ces vaines marques de la désolation publique avaient seules vengé l'assassinat juridique des deux héros. Le cardinal de Granvelle, lorsqu'il vint à savoir l'arrestation des comtes d'Egmont et de Horn, s'était écrié que le duc d'Albe n'avait rien pris, puisqu'il ne tenait pas le *Taciturne* ; c'est le nom qu'on donnait au prince d'Orange. La fondation de la république hollandaise, et sa merveilleuse prospérité, l'épuisement des forces de l'Espagne, l'humiliation de la vaste monarchie de Charles-Quint sous le sceptre de son dévot et cruel successeur, démontrèrent dans la suite la justesse de ce mot du cardinal. — ULYSSE TENCÉ.

1581. *Exécution du comte de Morton (James).*

Ce seigneur, de l'ancienne et puissante maison de Douglas, fut le quatrième et dernier des régens qui se succédèrent dans le gouvernement de l'Ecosse durant la captivité de Marie Stuart et la minorité de Jacques VI. Sa vie ne fut pas moins agitée, ni sa fin moins misérable que ne l'avaient été celles de ses prédécesseurs. Les deux premiers, Murray et Lenox, étaient morts assassinés. Le troisième, le noble et valeureux comte de Marre, avait été conduit prématurément à la tombe par le chagrin qu'il éprouva de ne pouvoir arrêter la violence des factions qui déchiraient son pays. Pour Morton, après avoir réussi, à force de patience et d'a-

dresse, à ramener la tranquillité dans le royaume, il expia sur un échafaud la domination sous laquelle il avait tenu quelque temps une noblesse avide et turbulente; et sa sentence fut le premier acte d'autorité du jeune prince, qui peut-être ne devait qu'à ses efforts la conservation de sa couronne. On sait que l'établissement de la réforme religieuse avait été la principale source des désordres qui signalèrent le règne de Marie Stuart, et qui continuèrent après sa fuite de bouleverser l'Ecosse. Tandis que la guerre civile y faisait ruisseler le sang, l'odieux duc d'Albe en inondait les Pays-Bas, et par des assassinats partiels on préludait en France à l'affreuse journée de la Saint-Barthélemy.

L'un des premiers entre les seigneurs écossais, Jacques Morton, avait embrassé les nouvelles croyances religieuses; il fut, sous la régence de Marie de Lorraine (1559), l'un des principaux chefs de l'union des religionnaires, qui se donna le nom de *Congrégation du Seigneur*, en opposition à la *Congrégation de Satan*, comme ils appelaient la communion catholique. C'est en grande partie à cette ligue que furent dus les rapides progrès de la réformation en Ecosse. Ses fauteurs, outre Morton, étaient les comtes d'Argile et de Glaincaine, le lord Lorne, Erskine de Dun, et autres puissans seigneurs; ils ne tardèrent pas à soulever le peuple contre l'autorité de la reine-régente; mais cachant encore leurs ambitieux desseins, ils ne les firent éclater que lorsque les prédications de J. Knox eurent achevé d'embraser le royaume.

Un double motif, la sympathie religieuse et la crainte de voir bientôt tourner contre elle les forces que la maison de Guise s'était hâtée d'envoyer à Marie de Lorraine pour comprimer la révolte des protestans écossais, avait décidé la jeune reine d'Angleterre, Elisabeth, à faire cause commune avec ceux-ci. Un arrangement fut conclu par sa médiation; mais loin de se croire à l'abri des châtimens qu'ils n'avaient que trop mérités, les chefs de l'association protestante jugèrent qu'ils ne pouvaient attendre leur salut que du renversement de l'ordre établi. Se disposant donc à reprendre les armes, ils députèrent Morton, Glaincaine et Lidington à Elisabeth, pour réclamer de nouveau son assistance. A cette époque remonte, comme on voit, l'entière dévotion de Morton et de ses complices aux volontés de la fourbe et impérieuse rivale de Marie Stuart.

L'arrivée de cette infortunée princesse en Ecosse (15 août 1561) y suspendit pour un moment l'anarchie. Les premiers actes de son administration lui avaient concilié l'amour du peuple, et les grands se rangèrent à l'envi autour de son trône. Le comte de

Morton s'en fit distinguer particulièrement ; elle l'éleva à la dignité de grand chancelier du royaume. Cependant les intérêts de religion ne tardèrent pas à troubler la bonne harmonie où Marie semblait vouloir demeurer avec ses sujets.

Mariée depuis peu avec son cousin Henri Darnley, elle conçut pour lui un prompt dégoût, et chercha la distraction dans le commerce familial d'un étranger obscur, le musicien David Rizzio, qu'elle avait fait secrétaire de ses dépêches, et à qui on lui soupçonnait l'intention de donner la place de chancelier, dont Morton serait dépouillé. On crut dans le temps, et il est fort vraisemblable que ce Rizzio, affilié aux trames des Guises contre les religionnaires écossais, était de plus lié très-profondément à la cause de certain ordre monastique, dont les manœuvres actives s'étendaient de Rome aux extrémités des deux mondes.

Opposant complots à complots, les membres de l'association protestante résolurent la perte du favori de la reine, et il fut poignardé sous ses yeux par des conjurés, à la tête desquels était Darnley lui-même. (*Voy.* 9 MARS 1566.) Morton avait été l'instigateur de cette trame ; ce furent ses insinuations auprès de l'époux de Marie qui le décidèrent à y prendre part. La catastrophe de ce méprisable époux ne tarda pas à venger l'injure de la reine, qui peu après donna sa main à Bothwell, généralement soupçonné d'être l'auteur du meurtre de Darnley. Alors s'accrut au dernier point la méfiance des religionnaires. Bothwell était peu favorable à leur parti. Cet audacieux avait fait quelques tentatives pour se rendre maître de la personne du jeune prince d'Ecosse. Toute l'espérance de la haute noblesse reposait sur le royal enfant. Il se forma à Stirling une association des principaux seigneurs catholiques et protestans pour veiller à la sûreté de Jacques, et poursuivre le châtimement des meurtriers de son père. Après le comte d'Athole, catholique déclaré, Morton fut un des plus zélés adhérens de cette nouvelle ligue, qui bientôt leva décidément l'étendard de la révolte, défit les troupes de Bothwell et s'empara de la personne de Marie. Elle ne se sauva de leurs mains qu'en signant une transaction avec les rebelles. Ce fut Morton qui, après l'abdication forcée de la reine, et lors du couronnement de Jacques VI à Stirling (20 juillet 1567), prêta le serment d'usage au nom du royal enfant. On remarque que la promesse d'extirper l'hérésie n'y fut pas oubliée ; cette hérésie était le catholicisme même. La régence avait été déferée à Murray (*Voy.* 23 JANVIER 1569). L'infortunée Marie s'étant remise aux mains d'Elisabeth, après la défaite de son parti à Langside (15 mai 1568),

la reine d'Angleterre, sous prétexte de mettre fin aux contestations de sa sœur avec la noblesse insurgée, fit ouvrir les conférences d'York, où chaque parti envoya ses commissaires. Morton fut, avec le régent, un de ceux nommés pour le roi Jacques et pour le royaume d'Ecosse. Mais tout cet appareil n'était qu'une ruse, comme le montra l'événement. Tandis que la captivité de Marie devenait plus étroite en raison des prétendues preuves de sa culpabilité, arrachée à Murray par sa rivale, l'assassinat de celui-ci replongeait l'Ecosse dans l'anarchie la plus effroyable. Morton, appuyé par la cour d'Angleterre, joua un moment le rôle d'intermédiaire entre les partis; il s'empara de Leith à main armée, s'y fortifia, et ne se soumit à l'autorité du nouveau régent, Lenox, aïeul du roi, que lorsqu'il eut été enfin agréé par Elisabeth. Celle-ci épuisait tous les moyens pour prolonger l'arrestation de sa captive, tout en feignant de vouloir la rétablir sur le trône. Enfin, il fut question de régler, sous sa médiation, un accommodement définitif. Le parlement d'Ecosse venait d'être convoqué (1^{er} mars 1571); le régent reçut la sommation d'envoyer de nouveaux délégués pour suivre cette négociation. Le choix tomba encore sur Morton, à qui furent adjoints l'abbé de Dunfermling et sir James Macgill; mais la commission se sépara sans que rien y fût décidé. Le résultat le plus immédiat de toutes ces déceptions était d'exciter de plus en plus la violence des factions qui déchiraient l'Ecosse.

A peu de mois d'intervalle, l'assassinat de Lenox et la mort du comte de Marre, son successeur à la régence, ouvrirent l'accès de cette dignité au comte de Morton. Ainsi qu'on l'a observé, il était depuis long-temps l'instrument docile de la politique d'Elisabeth. Tranquille sur les vues ultérieures de cette princesse, qui ne tenait pas moins à mettre un terme aux convulsions de l'Ecosse qu'à ôter aux puissances catholiques tout prétexte de s'immiscer dans les affaires de ce royaume, il concerta si habilement ses mesures, qu'avec le secours des armes anglaises il réussit à ranger enfin toute la noblesse autour du trône de Jacques VI.

Jusque là l'intérêt de sa croyance peut à quelque égard faire absoudre Morton du reproche d'avoir livré son pays à l'influence d'Elisabeth. Mais son ambition une fois satisfaite, il mit moins de mesure dans sa conduite envers ceux qu'il avait ménagés d'abord. Une excessive parcimonie lui fit des ennemis irréconciliables parmi les ministres du clergé, dont il réduisit encore les revenus, déjà insuffisants; sa hauteur indigna ceux des grands seigneurs qui partageaient avec lui les bonnes grâces du jeune roi; enfin, le peuple

murmurait des taxes arbitraires qui lui étaient imposées. Plein de sa propre importance, Morton crut faire cesser ces rumeurs en affectant quelque dégoût des soins de l'administration. Il semblait offrir sa démission ; on le prit au mot, et il eut à résigner son autorité entre les mains du roi, qui, n'ayant encore que onze ans, prétendait néanmoins se charger désormais lui-même de la conduite du gouvernement (1580).

La retraite de Morton n'avait été ni une disgrâce, ni une résolution spontanée ; aussi reparut-il à la cour, après s'en être tenu quelque temps éloigné ; et, sans ressaisir le titre de régent, il reprit toute son influence dans le conseil du souverain. On murmura avec plus de violence que par le passé ; mais il brava cette fois les clameurs avec une impassibilité qui exaspéra encore la fureur de ses ennemis. Ceux-ci recoururent aux armes, sous le prétexte d'affranchir le roi d'une tutelle désormais illégale. On peut croire que Morton n'était pas sans inquiétudes sur le sort qui l'attendait, s'il venait à être renversé de nouveau ; toutefois il ne serait pas invraisemblable qu'un autre ordre d'idées l'eût décidé à se tenir comme cramponné aux marches d'un trône que les factions allaient ébranler de nouveau. Peut-être aussi la volonté d'Elisabeth lui imposait-elle seule ce parti. Quoi qu'il en soit, cette princesse ménagea un accommodement entre l'ancien régent et la faction qui lui était contraire. Mieux eût valu pour Morton que la reine d'Angleterre lui offrît dans ses Etats une retraite assurée. Peu de temps s'était écoulé depuis qu'il avait ressaisi le timon des affaires, lorsqu'il perdit tout-à-coup son crédit auprès de Jacques, que des suggestions venues du dehors déterminaient maintenant à entreprendre d'arracher sa mère de la captivité où elle languissait.

Arrêté le même jour en plein conseil, Morton se vit accusé d'avoir trempé dans l'assassinat de Darnley ; il fut traîné en prison, mis en jugement, et condamné comme traître. En vain Elisabeth mit-elle en œuvre les prières et les menaces pour le sauver ; tout fut inutile, et il porta sa tête sur l'échafaud, le 5 juin 1581, après une procédure marquée au coin de la violence. La tranquillité d'âme qu'il montra à ses derniers instans serait un argument de plus contre l'irrégularité de sa sentence, si l'on ne savait tout ce que peut prêter de courage, au moment suprême, l'espoir de passer pour un martyr de sa croyance religieuse ou politique. Ce seigneur, dit un historien, laissa une réputation moins contestée sous le rapport des talens que sous celui de la vertu et d'une exacte probité. Nous ajouterons, sans qualifier les moyens dont il se ser-

vit, qu'il fut un des plus utiles soutiens de la réformation en Ecosse. — P. DE CHAMROBERT.

1595. Combat de Fontaine-Française.

Vers le commencement de l'année 1595, le grand Henri, qui, depuis plusieurs mois, était en possession de son trône, avait déclaré la guerre à l'Espagne, pour la punir de l'en avoir si longtemps écarté. Au nombre des faits d'armes qui marquèrent cette nouvelle lutte, le combat de Fontaine-Française se distingue comme l'un de ceux où le vainqueur d'Ivry montra le plus de vaillance et de témérité. Afin de porter les derniers coups à la Ligue, Henri voulut chasser les Espagnols de la Bourgogne. Dans la journée du 5 juin, voyant son avant-garde attaquée par des forces supérieures, il s'élance à son secours, suivi de trois cents chevaux seulement. Il appelle auprès de sa personne tous les seigneurs et les officiers qui servaient dans son armée : *A moi, mes amis, s'écrie-t-il, et faites comme vous m'allez voir faire.* Les ligueurs opposèrent une vive résistance, et le combat fut si animé que Henri dit, après le succès : *Dans les autres occasions où je me suis trouvé, j'ai combattu pour la victoire ; mais en celle-ci, j'ai combattu pour la vie.* Il manda à sa sœur : *Peu s'en faut que vous n'ayez été mon héritière.* L'affaire se termina par la retraite précipitée du connétable de Castille, commandant de l'armée espagnole, qui, croyant toute l'armée française prête à fondre sur lui, jugea qu'il lui serait impossible de soutenir son effort, puisqu'il n'avait pu supporter un combat où sa cavalerie était deux fois plus forte que celle de son adversaire. Il décampa donc, et, abandonnant les ligueurs, rentra en Franche-Comté. (*Voy. 11 MARS 1597, Prise d'Amiens par les Espagnols, et 2 MAI 1598, Traité de Vervins, entre la France et l'Espagne.*)

1692. Prise de Namur.

La prise de Namur par Louis XIV fut l'un des incidens les plus célèbres d'une guerre que la France soutenait depuis quatre ans, et qui devait se prolonger encore jusqu'au traité de Riswick. (*Voy. 20 SEPTEMBRE 1697.*) Située au confluent de la Sambre et de la Meuse, munie d'une citadelle bâtie sur un roc escarpé, Namur passait à cette époque pour la plus forte place des Pays-Bas. Le Roi y pénétra au bout de huit jours de tranchée ouverte, tandis que le maréchal de Luxembourg empêchait le roi Guil-

laume de passer la Mehaigne , à la tête de quatre-vingt mille hommes, et de venir faire lever le siège. C'était, sous le rapport de l'art, un spectacle curieux, de voir le maréchal Vauban assiéger le fort Cohorn, défendu par Cohorn lui-même. Cette conquête, la dernière à laquelle Louis XIV présida en personne, produisit en France une grande sensation. Les panégyristes fatiguèrent leurs plumes, déjà émoussées, à célébrer la prospérité du grand monarque, dont les malheurs allaient commencer. Boileau, qui, vingt ans auparavant, avait chanté avec tant de gloire le passage du Rhin, voulut se surpasser lui-même en retraçant la prise de Namur : il n'enfanta qu'une ode pauvre et ridicule. La relation, un peu longue et un peu minutieuse, de ce qui s'était passé durant le siège, est le seul fragment qui nous reste des travaux historiques de Racine.

1725. Impôt du cinquantième établi en France.

Le faste dont le duc de Bourbon croyait devoir entourer le trône du jeune Louis XV, avait épuisé les finances. Les frères Paris, auxquels les petits moyens ne suffisaient plus, songèrent à se créer des ressources plus étendues. Ils firent rendre un édit par lequel le Roi prélevait un cinquantième sur tous les revenus du royaume, sans en excepter ceux des privilégiés. Cet impôt, que les circonstances ne justifiaient nullement, puisque la paix durerait depuis douze années, effraya par la rigueur avec laquelle il était combiné. Les revenus étaient taxés sans prélèvement des frais de culture et de toutes les autres charges : l'estimation en était faite de la manière la plus arbitraire; de sorte qu'au lieu du cinquantième les propriétaires craignaient de payer un quart ou un tiers de leur revenu net. La noblesse et le clergé manifestèrent leur opposition à une mesure qui violait leurs privilèges. Le parlement de Paris fit des remontrances hardies, et les parlements de province suivirent son exemple. Il fallut en venir à un lit de justice. Les magistrats essayèrent de toucher le cœur du jeune prince. L'avocat général Gilbert, en requérant l'enregistrement de l'édit, déclara que le devoir qu'il remplissait lui était plus pénible que le sacrifice de sa fortune et de sa vie. Louis XV parut surpris; mais l'édit n'en fut pas moins enregistré. Le peuple voulut porter en triomphe l'avocat général, qui se déroba prudemment à ce triomphe; on croit même que, menacé d'une lettre de cachet, il alla faire ses excuses au premier ministre. « A cette » époque, dit M. Lacretelle, on voulait faire quelques actes d'op-

» position pour honorer sa vie; mais personne, excepté quelques
» vieux jansénistes, ne luttait long-temps contre la cour. »

1791. *Un décret de l'Assemblée constituante retire au roi de France le droit de faire grâce.*

Ce décret, en privant le monarque de sa plus belle prérogative, consommait la dégradation du trône, et rompait le dernier lien qui l'attachait à la nation. Désormais un divorce absolu devenait inévitable.

1797. *Révolution à Gênes; établissement de la république Ligurienne.*

Vers la fin du dix-huitième siècle, en Italie, comme en France, le vœu général appelait une régénération politique. Cependant la république de Gênes, à l'exemple de celle de Venise, se prononça pour la neutralité, dans la guerre qui s'éleva entre les anciens et les nouveaux principes. Sans doute elle espérait, à l'aide de cette déclaration, conserver son indépendance; mais elle éprouva bientôt que, dans une pareille tâche, les déclarations n'ont de poids que lorsqu'elles sont appuyées par une force capable de les faire respecter. Dès l'année 1794, les troupes françaises, victorieuses de la confédération dont le roi de Sardaigne était l'âme, avaient mis le pied sur le territoire génois. Trois ans plus tard, quand Bonaparte eut complètement abattu Victor-Amédée, surpris par la mort au milieu de ses défaites; quand Venise eut elle-même renversé sa vieille aristocratie (voy. 16 MAI 1797), le moment arriva enfin où Gênes se résolut à l'imiter.

Parmi les citoyens, Morando, Philippe Doria et plusieurs autres secondaient les efforts du ministre français Faypoult, et les séductions de Bonaparte; ils agitaient le peuple et l'excitaient contre les grands. A la veille de sa ruine, l'ancien gouvernement voulut tenter un acte de vigueur; il fit saisir quelques séditieux par des inquisiteurs d'état: c'était fournir un prétexte à l'insurrection, qui ne se contenta pas de forcer les prisons, mais proclama sur la place publique la chute de l'aristocratie, la liberté de Gênes et l'abolition de la taxe sur les pauvres. En vain le sénat invoque la médiation du ministre français, qui lui conseille de modifier sa constitution; en vain il parle avec le peuple: une lutte s'engage aux cris de *liberté! liberté! mort aux aristocrates!* et de *vive la religion! vive Marie! mort aux Jacobins!* Philippe Doria tombe frappé à mort, et ses partisans

prennent la fuite. Quelques Français paisibles sont confondus avec les rebelles. Le doge, tremblant dans son triomphe, écrit une lettre d'excuses au général français, qui lui répond avec son énergique laconisme : « Que dans vingt-quatre heures tous les » Français détenus soient mis en liberté, les meurtres punis, la » multitude désarmée, sinon c'en est fait de l'aristocratie génoise. »

Ainsi le sénat vainqueur recevait un ordre, à l'exécution duquel son existence était attachée. Faypoult et Lavalette se chargèrent de le faire exécuter. Il fallut mettre en arrestation Marie Spinola, François Grimaldi, inquisiteur d'état, et le sénateur Cataneo, tous suspects d'avoir provoqué les attentats commis sur les citoyens français. Il fallut, en outre, déclarer par un décret que le salut de Gênes dépendait de l'amitié de la France. Enfin, il fallut que des députés du sénat se rendissent au camp de Bonaparte, à Montebello, pour s'entendre avec lui sur les changemens à faire à la constitution. Le 5 juin, parut un traité portant que le gouvernement génois remettrait à la nation le dépôt de la souveraineté qu'il en avait reçu; que l'autorité législative serait conférée à deux chambres, l'une composée de trois cents membres, l'autre de cinq cents; que douze sénateurs, présidés par un doge, seraient investis du pouvoir exécutif. A ces dispositions fondamentales s'en joignaient d'autres qui concernaient l'abolition de tous les privilèges, l'intégrité du territoire, la franchise du port, les indemnités aux Français. Bonaparte forma la nouvelle seigneurie d'hommes sages et éclairés, choisis dans la classe plébéienne et patricienne.

Le bruit de cette révolution, décrétée sous la tente d'un guerrier, fut accueillie à Gênes par l'enthousiasme du peuple et la consternation de la noblesse. On planta dans les rues des arbres de liberté; on brûla le *livre d'or* comme on l'avait brûlé à Venise; on alla jusqu'à briser la statue d'André Doria. Dans les campagnes, il s'éleva quelques protestations contre le nouvel ordre de choses; mais le général Duphot les eut bientôt comprimées. Le sang de quelques hommes obscurs fut versé. Pour rétablir partout le calme, le général Lannes arriva dans Gênes et l'occupa militairement. Alors fut publiée la constitution, que cent mille votes acceptèrent et que rejetèrent dix-sept mille. L'antique république périt au milieu des réjouissances d'une population qui, parvenue au terme de son indépendance, croyait saluer l'aurore d'une nouvelle liberté. — E. M.

1806. *Louis Bonaparte est proclamé roi de Hollande.*

Le 18 mars, à l'invitation du grand pensionnaire, les États-Généraux, assemblés extraordinairement, avaient décidé qu'une députation serait envoyée à Paris, pour régler, de concert avec le gouvernement français, les modifications que devait recevoir le gouvernement hollandais; et, plusieurs semaines après, avait été conclu, entre la France et la Hollande, un traité, dont le principal article portait : « Sur la demande formelle faite par leurs hautes » puissances, représentant la république batave, que le prince » Louis Napoléon soit nommé et couronné roi héréditaire et constitutionnel de Hollande, sa majesté défère à ce vœu et autorise » le prince Louis Napoléon à accepter la couronne de Hollande. »

Le 5 juin, cette demande fut renouvelée en audience publique par l'amiral Verhuel, ambassadeur extraordinaire auprès de Napoléon. « Le peuple-hollandais, dit-il, sentant qu'il devait mettre » ses institutions en harmonie avec celles de l'État dont la protection pouvait seule le garantir de tous les dangers, priait l'empereur des Français de lui accorder, comme chef suprême de la » république, comme roi de Hollande, le prince Louis Napoléon, » son frère. — L'offre que vous me faites, répondit Napoléon, est » conforme aux vrais intérêts de votre patrie, aux miens, et propre » à assurer le repos de l'Europe; je proclame le prince Louis roi » de Hollande. »

Puis, s'adressant à son frère, et lui recommandant *d'être toujours Français*, il ne lui dissimula pas qu'il regardait la Hollande comme une frontière française, dont il lui confiait la garde; et, pour bien constater que, par son avènement au trône de Hollande, son frère ne cessait pas d'être un sujet de l'empire, il voulut que Louis conservât le titre de grand-connétable.

La politique de Napoléon fut mal comprise par le nouveau roi. Louis crut ne devoir plus être que Hollandais, et prouva, par sa conduite ultérieure, qu'il n'avait accepté qu'à cette condition la couronne qui tombait sur sa tête. — A.-V. ARNAULT.

SCIENCES.

1692. *Mort d'Ashmole, antiquaire.*

Élie Ashmole, médecin obscur, mais historien, et surtout antiquaire fameux de l'Angleterre, naquit, en 1617, à Lichtfield, dans le comté de Stafford. Ses talens en musique et la beauté de sa voix

lui valurent, dans sa jeunesse, une place de choriste dans l'église cathédrale ; mais il ne conserva pas long-temps cet emploi obscur, et son oncle, juge de l'échiquier, le fit venir à Londres pour le mettre dans les affaires. Après cinq ans d'études, il devint solliciteur de la chancellerie, puis procureur à la cour des plaids communs. Durant les troubles de la guerre civile, il fut obligé de quitter Londres pour mettre sa vie en sûreté, et se rendit à Oxford, où le roi Charles I^{er} s'était retiré. Là, il continua de se consacrer à la philosophie, aux mathématiques, à l'astrologie et à l'astronomie. Le parti royaliste ayant été défait, il fut encore contraint de se cacher, et dès lors il ne s'occupa plus que d'alchimie, de botanique, d'orfèvrerie et de l'étude des antiquités de l'Angleterre, dans laquelle il devait bientôt s'illustrer assez pour léguer son nom à la postérité. A la restauration, Charles II le nomma héraut d'armes de Windsor, et quelque temps après il se fit recevoir docteur en médecine. Il paraît n'avoir ni pratiqué, ni même étudié cette science, et il ne dut le bonnet doctoral qu'aux nombreux et importants services qu'il avait rendus à l'université d'Oxford ; peut-être aussi voulut-on par là rendre hommage à son zèle pour les recherches alchimiques, seule partie de la chimie qui fût estimée alors. Son dévouement à la cause royale et son mérite personnel lui avaient valu d'être anobli. On sourit de pitié en voyant Adelung s'évertuer à prouver qu'il n'était pas gentilhomme à la manière allemande, parce que son père était sellier et sa mère fille d'un fabricant de draps. Le hasard seul de la naissance anoblit un homme en Allemagne et ailleurs ; plaignons l'Angleterre de n'avoir pas une règle aussi constante, et surtout aussi infaillible pour juger de la valeur des hommes. Au reste, Ashmole ne s'est rendu recommandable que par sa persévérance et son exactitude dans les recherches historiques, et c'est par une exagération manifestement ridicule qu'on l'a rangé parmi les plus grands hommes du dix-septième siècle, rang qu'il ne mérita ni par la nature de son talent, ni par la direction qu'il prit dans ses études. Son principal ouvrage est une histoire de l'ordre de la Jarretièrre. Après l'avoir terminé, Ashmole l'offrit à Charles II, qui, pour lui témoigner sa reconnaissance, lui fit un présent de quatre cents livres sterling : il l'envoya également à tous les chevaliers, qui ne se montrèrent pas moins généreux. Ainsi, par exemple, le roi de Danemark lui donna une médaille suspendue à une chaîne d'or, que Charles l'autorisa à porter dans les solennités publiques. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on voit des écrivains encenser les princes et les grands, pour arracher à leur vanité des

honneurs ou des pensions, qui éblouissent le vulgaire parce qu'il n'en connaît pas la source. — JOURDAN.

1783. *Première expérience des globes aérostatiques, faite à Annonay.*

La découverte de la navigation aérienne produisit une telle sensation que la première expérience publique qu'on en fit, peut être regardée comme un événement remarquable. Paris n'eut pas l'avantage de jouir le premier de cet imposant spectacle. Les frères Montgolfier, après de nombreuses épreuves particulières, toutes couronnées du succès, invitèrent, le jeudi 5 juin 1783, l'assemblée des états du Vivarais à assister à une expérience de la machine aérostatique. Cette machine était construite en toile doublée de papier, cousue sur un réseau de ficelle fixée aux toiles, de forme à peu près sphérique, et sa circonférence était de cent dix pieds. Les différentes pièces de l'aérostat étaient assemblées par de simples boutonnières arrêtées par des boutons. Deux hommes suffirent pour le monter et pour le remplir de gaz; mais il en fallut huit pour le retenir : ils l'abandonnèrent à un signal donné, et il s'éleva, par un mouvement accéléré, mais moins rapide sur la fin de son ascension, jusqu'à la hauteur d'environ mille toises. Un vent à peine sensible vers la surface de la terre, le porta à douze cents toises de distance du point de son départ. Il resta dix minutes en l'air; la déperdition du gaz par les boutonnières, les trous d'aiguilles, et autres imperfections de la machine, ne lui permirent pas d'y rester davantage. Le vent, au moment de l'expérience, était au midi, et il pleuvait. Le ballon descendit si légèrement qu'il ne brisa ni les ceps, ni les échelas de la vigne sur lesquels il se reposa.

Paris voulut bientôt être témoin de la nouvelle merveille, et cette fois, comme toujours, la pompe du spectacle fut en harmonie avec la splendeur de la capitale du monde civilisé. (*Voy.* 27 AOUT 1783. *Voy.* aussi 7 MARS 1809, *mort de Blanchard*; 7 AVRIL 1823, *mort de Charles*; 15 JUIN 1785, *mort de Pilâtre-des-Rosiers*.)

AL. C.

ARTS.

1816. *Mort de Paisiello, compositeur italien.*

Ainsi que la plupart des hommes célèbres, Paisiello ne fut pas d'abord destiné à la carrière vers laquelle l'appelait son génie. Il était né dans le royaume de Naples, le 9 mai 1741. Son père, vé-

térinaire distingué, ayant trouvé dans la guerre de Velletri l'occasion de rendre quelques services à don Carlos, roi des Deux-Sicules, profita des avantages qu'il dut à ce hasard pour donner à son fils une éducation soignée, dont le barreau était le but et le terme. Placé en bas âge chez les Jésuites de Tarente, le jeune Paisiello manifesta pour la musique des dispositions si extraordinaires, que ses parens ne purent se résoudre à lui interdire un art dont la culture lui réservait des palmes si nombreuses et si brillantes.

Admis au Conservatoire de Naples, Paisiello reçut des leçons du fameux Durante. Dès l'âge de dix-huit ans, il composa des messes, des psaumes, des oratorios : mais ce n'était pas dans ce genre sévère qu'il devait obtenir les plus grands succès. La nature de son talent lui indiquait le théâtre : la ville de Bologne l'invita à écrire quelques opéras, et bientôt son nom, suivi de ses partitions, franchit les limites de l'Italie. *Il marchese Tulipano*, l'un de ses premiers ouvrages, ne tarda pas à faire le tour de l'Europe.

Une fois reconnu pour le digne rival des plus grands maîtres, Paisiello vit tous les souverains lui prodiguer les offres et les séductions. Mais, soit esprit national, soit calcul d'intérêt ou d'amour propre, avant de contracter aucun engagement avec l'étranger, il enrichit l'Italie d'une foule d'opéras admirables et d'un grand nombre de morceaux de musique instrumentale. En 1776, il entra au service de l'impératrice de Russie, Catherine II, qui, sans le traiter aussi généreusement que ses favoris, ne le traita pas mal pour un artiste. Il resta près d'elle neuf années, jouissant d'un revenu fixe de neuf mille roubles. Ce fut là qu'il composa deux de ses plus délicieux ouvrages, *la Serva padrona* et *il Barbiere di Siviglia*. En quittant la Russie, il s'arrêta quelque temps à Vienne, auprès de Joseph II, et y composa le célèbre opéra *il Re Teodoro*. Dans cette partition, il employa pour la première fois ces morceaux d'ensemble, que l'on désigne sous le nom de *finales*, et qui ont ouvert au génie une route si vaste et si féconde.

De retour à Naples, Paisiello fut nommé maître de chapelle, et comblé des bienfaits du roi. Il y resta jusqu'au moment où, par suite de l'invasion française, Naples fut érigée en république. Alors il accepta le titre de maître de musique de la nation, titre qui devint pour lui un motif momentané de disgrâce, lorsque la famille royale reparut triomphante. Déjà il avait refusé de venir à Paris ; mais, à cette époque, il crut devoir céder aux desirs du premier consul, qui le regardait comme le compositeur par excellence, et qui le traita en cette qualité. Par ses ordres, on lui donna un beau

logement, un équipage, un traitement de douze mille francs et des gratifications pour dix-huit mille. De tous les emplois qui lui furent offerts, il n'accepta que la direction de la Chapelle, dans laquelle il se distingua par un choix d'excellens artistes et une grande fermeté. Il composa seize services sacrés, et plus tard le *Te Deum* et les prières pour le couronnement de l'Empereur. Après deux années de séjour à Paris, il avait donné son grand opéra de *Proserpine*, qui n'eut que peu de succès, sans doute à cause de l'insipidité du poème : aussi ne voulut-il plus rien composer sur des paroles françaises. En 1804, Paisiello sollicita la permission de retourner en Italie, alléguant la mauvaise santé de sa femme et la sienne. En 1806, lorsque Joseph Bonaparte fut créé roi de Naples par son frère, Paisiello conserva toutes ses places, et reçut la décoration de la Légion-d'Honneur. L'avènement de Murat, successeur de Joseph, ne fit aucun tort à sa fortune.

Paisiello continua de travailler jusqu'à sa dernière heure, qui sonna dans le cours de sa soixante-quinzième année. On trouva dans ses papiers une messe de mort, qui fut exécutée pour la première fois aux funérailles de l'auteur. Le soir même, le roi Ferdinand IV, accompagné de toute sa cour, assista à une représentation de *la Nina*, pour honorer la mémoire du grand compositeur.

Le nombre des ouvrages que laissa Paisiello est trop considérable pour qu'on puisse même citer ici les plus remarquables. Les biographes divisent son existence musicale en trois époques, toutes également pleines et riches en chefs-d'œuvre. Paisiello a mérité le titre si rare et si précieux de *créateur*. Il introduisit de grands changemens dans l'orchestre, tira un nouveau parti des accompagnemens, dont, en quelque sorte, il créa la science, et, le premier, tenta avec un grand succès de changer de mouvement plusieurs fois dans le même morceau. La grâce domine dans ses compositions, sans en exclure toutefois l'originalité, ni l'énergie; ses chants, simples et mélodieux, ont une fraîcheur que le temps n'altère pas, et, quelque influence que la mode exerce jamais dans l'empire musical, il est dans plusieurs de ses partitions quelques morceaux qu'on peut mettre au nombre des modèles fixes et immuables, placés au-dessus de tous les caprices et de toutes les innovations : comme exemple, on peut citer le duo sublime de l'*Olympiade*.

Paisiello, qui sut, comme on vient de le voir, se concilier la faveur de tous les princes anciens ou modernes, légitimes ou aventuriers, ne fut pas moins heureux auprès du public et des connoisseurs de tous les pays. Sa gloire fut partout reconnue, partout populaire. Cependant on a dit de lui qu'une vive jalousie l'ani-

maît contre Guglielmi et Cimarosa : le bruit se répandit même qu'il avait jeté au feu des partitions que ce dernier lui avait confiées au lit de mort. Nous aimons à ne voir dans ces vagues récits qu'une calomnie, pareille à celle qui accuse Salieri d'avoir empoisonné Mozart. Il serait trop pénible de penser que le génie peut s'allier avec une passion basse, et n'exempte pas d'un vice inséparable de la médiocrité. — A. G.

MOEURS ET COUTUMES.

1310. *Loi somptuaire rendue par Philippe le Bel, roi de France.*

Par cette loi, Philippe le Bel défendit à tous les comtes, barons, ainsi qu'à leurs femmes, de porter des robes d'étoffe dont l'aune coûtât plus de vingt-cinq sols.

1662. *Carrousel donné par Louis XIV, roi de France.*

A cette époque, Louis XIV ne croyait pouvoir témoigner plus dignement l'amour que lui inspirait mademoiselle de La Vallière, qu'en prodiguant l'argent de l'Etat dans des fêtes magnifiques. Le *carrousel* que l'on célébra dans une vaste enceinte située en face des Tuileries, a laissé son nom à cette place, qui le porte encore aujourd'hui. Voltaire le décrit en ces termes : « Il y eut cinq quadrilles. Le roi était à la tête des Romains ; son frère, des Persans ; le prince de Condé, des Turcs ; le duc d'Enghien, son fils, des Indiens ; le duc de Guise, des Américains. Ce duc de Guise était petit-fils du Balafre. Il était célèbre dans le monde par l'audace avec laquelle il avait entrepris de se rendre maître de Naples. Sa prison, ses duels, ses amours romanesques, ses profusions, ses aventures le rendaient singulier en tout. Il semblait être d'un autre siècle. On disait de lui, en le voyant courir avec le grand Condé : *Voilà les héros de l'histoire et de la fable*. La reine-mère, la reine régnante, la reine d'Angleterre, veuve de Charles I^{er}, oubliant alors ses malheurs, étaient sous un dais à ce spectacle. Le comte de Saulx, fils du duc de Lesdiguières, remporta le prix et le reçut des mains de la reine-mère. Ces fêtes ranimèrent plus que jamais le goût des devises et des emblèmes, que les tournois avaient mis autrefois à la mode, et qui avaient subsisté après eux. Un antiquaire, nommé d'Ouvrier, imagina dès lors pour Louis XIV l'emblème d'un soleil dardant ses rayons sur un globe, avec ces mots : *Nec pluribus impar*, etc. » Cette devise, si souvent critiquée, et qui méritait de l'être, tant par

son obscurité que par sa prétention, obtint un succès prodigieux, dont, s'il faut en croire Voltaire, Louis XIV ne doit être nullement responsable, car il ne l'avait pas choisie, et ne la porta jamais dans les carrousels, genre de solennités pour lesquelles cependant elle semblait faite.

POLITIQUE.

6 JUIN 1487. *Bataille de Stoke, où Lambert-Simnel est fait prisonnier.*

Henri VII régnait sur l'Angleterre depuis une année environ, et quelques mois lui avaient suffi pour triompher des derniers partisans de l'usurpateur Richard III ; mais les rigueurs qu'il déployait en toute occasion contre les membres de la maison d'York, la dureté même qu'il témoignait à la reine, fille de Marguerite d'Anjou, semèrent parmi le peuple des germes de haine contre sa personne et contre son gouvernement. Un prêtre, nommé Simon, jugea le moment favorable pour élever au trône un nouveau roi. L'homme qu'il y destinait ne sortait pas d'une race royale : c'était le fils d'un simple boulanger, Lambert-Simnel, né à Oxford vers 1472. Après lui avoir fait étudier son rôle pendant quelque temps, il allait le produire sous le nom du duc d'York, second fils d'Edouard IV (voy. 9 AVRIL 1483), lorsque le bruit se répandit que le comte de Warwick, fils du duc de Clarence, et seul héritier de la maison d'York, s'était échappé de la Tour de Londres. Dès lors Simon change de plan, et son élève de personnage. Il le conduit en Irlande, où l'administration n'avait encore subi aucune réforme depuis l'avènement de Henri VII ; une couronne, que l'on détache d'une image de la Vierge, est posée sur la tête du prétendu comte de Warwick, qui prend le nom d'Edouard VI : pas une épée n'est tirée pour le fondateur de la dynastie des Tudor. Ici la prudence abandonne le *faiseur de rois* et ses conseillers : au lieu d'attendre Henri VII en Irlande, le comte de Lincoln, chef militaire de l'expédition, débarque dans le comté de Lancastre. Henri VII marche au-devant de lui : les deux armées se rencontrent à Stoke, et la fortune prononce entre les deux compétiteurs. Lambert-Simnel tombe au pouvoir de Henri, qui, affectant pour son chétif rival un dédain généreux, lui laisse la vie, et l'envoie servir dans ses cuisines en qualité de marmiton. Il s'y conduisit assez bien pour mériter plus tard une place subalterne dans la fauconnerie du prince qu'il avait voulu supplanter. Quant à Simon, comme il était prêtre, on ne le traduisit

point en justice : on se contenta de le renfermer dans une étroite prison. (*Voy.* 22 AVRIL 1509, *Mort de Henri VII, roi d'Angleterre.*)

1513. Bataille de Navarre.

Après la bataille de Ravenne, où périt Gaston de Foix (*voyez* 11 AVRIL 1512), Louis XII, roi de France, ne conserva en Italie que le château de Milan, celui de Navarre, celui de Crémone, et plusieurs autres places. L'année suivante, le pape Jules II étant venu à mourir (*voy.* 23 FÉVRIER 1513), Louis XII, toujours préoccupé de ses projets de conquête sur le Milanais, conclut une trêve d'une année avec le roi d'Espagne, Ferdinand, et un traité d'alliance avec les Vénitiens. Une armée française, commandée par Louis de La Trémouille, reprend le Milanais pour la troisième fois : Gênes est de nouveau soumise ; mais le résultat de tous ces succès éphémères s'évanouit sans retour sur le champ de bataille de Navarre : les Suisses y battent complètement l'armée française : Gênes se révolte, et le Milanais est évacué. Machiavel énumère en ces termes les raisons qui empêchèrent le roi de France de fonder aucun établissement solide au-delà des Alpes : « Louis XII, dit-il, fit cinq fautes capitales en Italie : il ruina les » faibles, il augmenta la puissance d'un puissant ; il y introduisit » un étranger trop fort ; il n'y vint point demeurer, et il n'y en- » voya point de colonies. »

1704. Mort de Cohorn (*Memno, baron de*), ingénieur hollandais.

Cohorn a mérité le titre de *Vauban hollandais*. (*Voy.* 30 MARS 1707, *Mort du maréchal de Vauban.*) Né en 1641, dans la Frise, aux environs de Leeuwarde, il reçut de son père, officier distingué, le goût de la science militaire : à seize ans, profondément instruit dans les mathématiques, il entra au service avec le grade de capitaine, et se distingua bientôt à Senef, à Cassel, à Saint-Denis et à Fleurus. En 1675, piqué de ne pouvoir obtenir du prince d'Orange un régiment qui lui'avait été promis, il vint trouver Chamilli, gouverneur d'Oudenarde, et lui confia un moyen sûr, qu'il venait de découvrir, de passer les fossés des places. Louvois fut consulté : Vauban lui-même approuva l'invention de son futur rival. La Hollande allait perdre Cohorn, lorsque le prince d'Orange fit arrêter, comme otages, la femme et les huit enfants de l'ingénieur, qui se hâta de revenir, et qu'ensuite le prince retint par des bienfaits. En 1689, la guerre recommença entre la

France et la Hollande : la lutte s'ouvrit donc entre Vauban et Cohorn. Au siège de Namur (voy. 5 JUIN 1692), on les vit en quelque sorte se mesurer corps à corps. Voici comment un juge, compétent en cette matière ⁽¹⁾, analyse leurs talens et leurs méthodes diverses. « Vauban, n'employant que l'artillerie nécessaire, n'usant de son influence que pour modérer l'ardeur des soldats, ne leur permettant de s'avancer que sous la protection des travaux, avait mis son étude et sa gloire à les épargner ; Cohorn, accumulant les bouches à feu, sacrifiant tout au désir d'abrégier le siège, d'effrayer et de surprendre les défenseurs, n'avait économisé ni les dépenses, ni les hommes. Vauban avait cerné, resserré, coupé, morcelé les assiégés ; Cohorn ne s'était occupé que de les accabler. C'était la force substituée à l'industrie, ou plutôt l'industrie employée à multiplier les moyens de destruction. On juge que le premier s'était conduit comme un chef habile et qui manœuvre ; le second, comme un homme impétueux, qui ne songe qu'à rompre et à détruire l'ennemi. Dans les attaques de Cohorn, l'appareil des feux, l'audace et la combinaison des assauts éblouissent les esprits ; on admire dans Vauban une méthode à la fois plus rapide, plus sûre, moins sanglante ; en un mot, l'art de détruire soumis et devant sa perfection à l'art de conserver. » En 1702, Cohorn, nommé lieutenant-général, fit une irruption en Flandre, et, dans la campagne de 1703, il réduisit encore plusieurs places. Vers le même temps, il publiait en langue hollandaise un ouvrage intitulé : *Nouvelle manière de fortifier les places*, ouvrage traduit en français, et devenu classique. L'année suivante, la mort l'atteignit au moment où, sur l'invitation de Marlborough, il se rendait à La Haye pour concerter leurs opérations militaires. Simple, loyal, ennemi de la flatterie, Cohorn n'était pas moins éminent par ses qualités morales que par ses talens : jamais son patriotisme ne se démentit, depuis qu'on avait su reconnaître et payer ses services. — X.

1762. *Mort de George Anson, amiral anglais.*

Parmi les nombreuses actions d'éclat qui ont illustré le nom de l'amiral Anson, il faut mettre au premier rang son voyage autour du monde, entreprise utile, périlleuse, et qui fut exécutée avec autant de courage que de talent.

George Anson naquit dans le Staffordshire, en 1697, de William

(1) M. ALLENT.

Anson , seigneur de Shuckborough. Cédant à sa vocation , il entra fort jeune dans la marine , et passa régulièrement par tous les grades. De 1724 à 1735 , il alla trois fois à la Caroline du Sud , où il éleva une ville qui porte son nom , ainsi que le pays où elle est située. Dans les années 1738 et 1739 , il fit un quatrième voyage , tant à la côte de Guinée qu'en Amérique. A cette époque , l'Angleterre , prévoyant une guerre avec l'Espagne , voulut ruiner le commerce de cette nation , et détruire ses établissemens dans les mers du Sud. Elle jeta les yeux sur Anson , et il fut chargé de cette importante mission. L'escadre , qui d'abord devait être très-considérable , fut réduite à cinq vaisseaux et trois petits bâtimens , portant quatorze cents hommes d'équipage. La flotte quitta les côtes d'Angleterre le 18 septembre 1740. Au sortir du détroit de Le Maire , elle fut assaillie par d'horribles tempêtes , qui l'empêchèrent , pendant trois mois , de doubler le cap de Horn. Après avoir beaucoup souffert des orages , des maladies , des privations , des fatigues continuelles , Anson quitta l'île de Juan-Fernandez , pour aller attaquer la ville de Payta , qui fut prise , pillée , brûlée , et abandonnée à l'approche des forces espagnoles. Le butin fut immense ; Anson l'augmenta par de nombreuses et riches prises qu'il fit dans sa traversée d'Acapulco aux Philippines. Accablé de fatigues et dévoré de maladies , l'équipage du seul vaisseau qui restait à Anson allait périr ; on découvre les rivages de Tinian , l'une des îles des Larrons. On débarque , l'espoir renaît ; mais un événement affreux fait succéder le désespoir à la joie : le *Centurion* est entraîné à la haute mer , et disparaît. Enfin , le vaisseau réparait , il est sauvé. L'intrépide marin conçoit le projet d'enlever le galion d'Acapulco ; il établit sa croisière près du cap de Spiritu-Sancto. Après un mois d'attente , le galion arrive ; il se dirige sur le *Centurion* pour le combattre ; mais , malgré l'infériorité de leur vaisseau et de leur équipage , les Anglais remportent la victoire. La cargaison de cette précieuse conquête se montait à quatre cent mille livres sterling ; les autres prises , faites par Anson , à plus de six cent mille livres sterling. Il revint à Macao , vendit sa prise aux Portugais , et soutint avec énergie , contre le gouvernement chinois , à Canton , les droits de son pavillon.

Enfin , il prit la route d'Europe par le cap de Bonne-Espérance , le 15 décembre 1743 , et vint mouiller , le 15 juin 1744 , sur la rade de Spithead , après une absence de trois ans et neuf mois. Les richesses qu'il rapportait devinrent la récompense de sa valeur et de celle de ses compagnons. Anson fut élevé au grade de contre-amiral.

Le 16 mai 1747, il remporta sa plus belle victoire navale, au cap Finistère, sur l'illustre La Jonquière : il attaquait six vaisseaux avec quatorze ; mais il combattait La Jonquière : il triompha, et son ennemi lui dit en se rendant : « Vous avez vaincu *l'Invincible*, » et *la Gloire* vous suit, » faisant allusion aux noms de deux vaisseaux qu'il lui remettait. Ce nouveau triomphe lui valut l'élévation à la pairie, et le grade de vice-amiral d'Angleterre. Quatre ans après, il fut nommé premier lord de l'amirauté. En 1758, Anson bloqua Brest, et protégea ensuite la descente que les Anglais firent à Saint-Malo et à Cherbourg. Il recueillit sur ses vaisseaux les restes de l'armée britannique, échappée aux armes françaises (après la bataille de Saint-Cast). Comblé de nouvelles faveurs, il mourut subitement, au retour d'une promenade.

Toutes les qualités qui constituent un marin parfait, Anson les possédait. On regrette une seule chose, c'est que ses expéditions, si profitables aux intérêts et à la gloire de son pays, soient restées presque inutiles à la science. Un seul mot peindra son caractère : on disait de lui « qu'il avait fait le tour du monde, et qu'il n'y » était jamais entré. » — AL. C.

1808. *Joseph Bonaparte est proclamé roi d'Espagne et des Indes.*

Le traité de Bayonne avait mis la couronne d'Espagne entre les mains de Napoléon (voy. 5 MAI 1808), et il la plaçait sur la tête de son frère. Cet acte était en apparence déterminé par le vœu officiel de la junte d'Etat, du conseil de Castille, de la sainte Inquisition, du conseil de Madrid : mais déjà on savait à quoi s'en tenir sur la sincérité de ce vœu, contre lequel protestait une insurrection générale. (Voy. 27 MAI 1808.) Le don de la couronne d'Espagne, de la part de Napoléon, n'était réellement que la concession d'une lieutenance, la plus périlleuse de toutes celles qu'il eût jamais déferées. La nomination de Joseph, depuis deux ans installé sur le trône des Deux-Siciles (voy. 20 MARS 1806), trompa l'ambition de Murat, qui croyait que celui de la Péninsule était pour lui. Par un bizarre échange, Joseph fut appelé à Madrid, et Murat envoyé à Naples. C'était l'époque où l'on permutait les trônes comme on permute aujourd'hui les préfectures. On dit alors, dans les salons de Paris, que Joseph était condamné à *essuyer les plâtres* de tous les nouveaux royaumes.

1820. *Condamnation de Louvel* ⁽¹⁾.

Ce Ravailiac politique fut arrêté une minute après avoir frappé le duc de Berri, et au moment où il s'enfuyait dans la rue de l'Arcade-Colbert.

Le lendemain, une ordonnance royale institua la Chambre des Pairs en cour des Pairs, pour procéder sans délai au jugement de Louvel.

Ainsi l'illustre rang de la victime fit rejaillir son éclat sur l'obscurité du meurtrier, dont le procès fut instruit avec les formes les plus solennelles, les plus authentiques, et le crime jugé par la plus haute magistrature du royaume.

La cour se rassembla immédiatement. M. Bellart, procureur général, déposa sur le bureau un réquisitoire concluant à ce qu'il fût procédé à l'instruction du procès.

M. le chancelier d'Ambray, président de la cour, commit pour l'assister dans cette instruction deux pairs de France : M. le baron Séguier, premier président de la cour royale de Paris, et M. le comte de Bastard, premier président de celle de Lyon.

Le crime n'était que trop avéré ; l'assassin, loin de nier son forfait, semblait en tirer vanité ; vingt-quatre heures pouvaient suffire pour envoyer Louvel à l'échafaud ; mais une haute prudence commandait auparavant les investigations les plus suivies, les plus scrupuleuses pour s'assurer s'il n'avait pas des complices. On était malheureusement en droit de lui en supposer, et sans parler du fanatisme d'opinion, des diverses haines ou affections enfantées par la révolution française, l'empire, la restauration et les Cent jours, quelques circonstances particulières au crime de Louvel devaient faire penser qu'il n'avait pas été seul à conspirer contre la vie du prince. Par exemple, il avait, à l'Opéra même, répondu à M. de Clermont-Lodève, qui lui demandait vivement ce qui avait pu le porter à un pareil attentat : *Ce sont les plus cruels ennemis de mon pays*. Dans ce même moment, la porte d'un corridor assez éloigné s'étant fermée avec un bruit sourd et prolongé, Louvel avait dit aussitôt : *C'est le canon, je crois*. On apprit aussi qu'il avait fait un voyage à l'île d'Elbe, et qu'il était enthousiaste de Napoléon. Un des hommes qui l'avaient arrêté et fouillé déclarait avoir trouvé dans ses poches quelques papiers liés et roulés, qui, ayant été posés sur une tablette, en avaient disparu. De plus,

⁽¹⁾ Voy. 13 FÉVRIER 1820, *Assassinat de Charles-Ferdinand de Bourbon, duc de Berri*.

un homme, qui n'était pas Louvel, avait accosté un soldat de la garde royale qui devait être et fut en effet de faction à l'heure où le prince sortit de l'Opéra, et lui avait proposé de boire du *rum*.

Nous rapporterons plus tard ce qui fut dit aux débats sur ces divers points de la procédure.

Près de quatre mois furent employés à recueillir les témoignages, les renseignements, les bruits ou indices les plus légers et les plus minutieux. Enfin, la cour, après avoir entendu un volumineux rapport de M. de Bastard, et un nouveau réquisitoire très-étendu de M. Bellart, rendit un arrêt de mise en accusation contre Louvel seul.

MM. Archambault et Bonnet, bâtonniers de l'ordre des avocats de Paris, avaient été nommés d'office pour défendre l'accusé. Celui-ci leur dit, en les voyant entrer dans sa prison : *Messieurs, je m'en rapporte entièrement à vous : d'ailleurs, il y a bien peu de chose à dire. On m'a signifié l'acte d'accusation, je l'ai trouvé bien. Je-erois que vous en serez contents. Lundi on me mettra en jugement ; mardi je serai condamné.... Hé bien ! tout pourra être terminé mercredi.*

Le 5 juin, il fut conduit de sa prison au palais du Luxembourg. En traversant la salle qui précède celle des séances, il remarqua la mollesse du tapis qui couvrait le parquet, et dit à ses conducteurs : *Quel bon tapis ! si j'en avais eu un comme celui-là dans ma prison, je n'aurais pas si souvent été réveillé par les grosses bottes des gendarmes.*

Il entra d'un pas assuré dans l'enceinte redoutable où on allait décider de sa vie, promena ses regards sur l'assemblée sans émotion apparente, et alla prendre place entre ses deux respectables défenseurs.

L'historien de son procès nous a laissé de Louvel le portrait suivant (1) :

« Ses yeux sont petits et renfoncés, ses lèvres minces, sa bouche grande, fermée habituellement, serrée même et se contractant souvent ; la tête presque chauve, la physionomie presque immobile, car ses yeux étincelans et durs, qui pourraient l'animer, sont à peine aperçus des personnes qui en sont éloignées ; il a une barbe noire et épaisse ; il est d'une pâleur extrême ; il est vêtu d'une redingotte bleue, boutonnée jusqu'au cou ; il a une cravatte noire. Son air et son maintien semblent annoncer un homme d'une profession plus relevée que la

(1) *Recueil des causes célèbres*, publié par M. Maurice MÉJAN.

» sienne ; il porte souvent la main à sa bouche et à son menton. »
 Voici le résumé de ses réponses aux questions qui lui furent adressées par M. le chancelier et plusieurs pairs, durant les deux séances des 5 et 6 juin :

« Je m'appelle Louis-Pierre Louvel ; je suis né à Versailles.
 » Mon état est celui de sellier. J'ai trente-sept ans. J'ai assassiné
 » le duc de Berri. Je reconnais le poignard dont je l'ai frappé, et
 » que j'ai fait fabriquer à la Rochelle. J'ai ôté la vie au duc pour
 » détruire la race, *la souche*. Je n'avais aucun motif particulier
 » de haine contre lui. J'ai conçu mon projet dès 1814. Je suis allé
 » à Calais pour essayer de tuer le Roi ou quelqu'un de la famille.
 » J'ai voyagé à Fontainebleau, ensuite à l'île d'Elbe. Je cherchais
 » à me distraire de *ma pensée*. Je me demandais si j'avais tort ou
 » raison. A l'île d'Elbe, je ne me suis lié avec personne de la mai-
 » son de Bonaparte. Je l'ai rencontré à Lyon. Plus tard je l'ai suivi
 » à la Rochelle. Après les Cent jours, je suis entré dans la sellerie
 » du Roi. *Je n'ai pas pu* abandonner mon projet. Je n'en ai parlé à
 » personne et n'ai reçu aucun conseil. Je suis catholique, à ce que
 » je crois.... tantôt théophilanthrope, tantôt catholique. J'ai appris
 » à lire dans *les Droits de l'homme* et *la Constitution*. Si je m'étais
 » sauvé, j'aurais persévéré contre le duc d'Angoulême et *tous les*
 » *autres*. J'ai appelé mon projet *horrible*, parce qu'elle est toujours
 » horrible l'action d'un homme qui se jette sur un autre pour le
 » poignarder par derrière. Je ne lisais ni journaux, ni pamphlets.
 » J'avais deux poignards *pour mieux réussir*. J'ai entendu quelqu'un
 » de la suite du prince donner l'ordre aux voitures de revenir à
 » onze heures. Depuis long-temps je suivais le prince à la chasse ;
 » je savais les jours où il y allait en faisant des questions aux pale-
 » freniers ; mais je ne les connaissais pas. Je me suis sacrifié pour
 » la France. »

Louvel avait indiqué la boutique de la Rochelle où il avait acheté son poignard. A l'indication donnée, il se trouva en effet un coutelier, qui parut aux débats. Ni le témoin, ni l'assassin ne se reconnurent. Le coutelier *jura* qu'il n'avait aucune connaissance de *cet outil*, et après avoir démanché le poignard, il ajouta : *Jamais un ouvrier n'a fait cela : c'est quelque forgeron qui ne sait pas travailler.*

Aux débats, on ne put découvrir quelle était la personne qui avait voulu faire boire du rum à la sentinelle. La circonstance, aussi très-grave, des papiers qu'on disait avoir été trouvés dans la poche de Louvel, et qui avaient disparu aussitôt, ne put pas non plus être éclaircie.

L'accusé interrogé s'il avait dit : *C'est le canon, je crois*, nia ce propos, affirmé par M. le duc de Bellune.

Quant à sa réponse : *Ce sont les plus cruels ennemis de mon pays*, Louvel l'expliqua en ce sens qu'il voulait parler des Bourbons.

Enfin, il repoussa vivement tout ce qui pouvait porter l'opinion à lui supposer des complices.

M. de Nantouillet était au Louvre quand on conduisit Louvel devant le corps de sa victime, et déposa que l'assassin avait reconnu la blessure sans être ému, et en disant : *Je ne crains pas la mort* ; qu'alors on lui avait parlé de Dieu, et qu'il avait dit : *Bah ! Dieu n'est qu'un mot !* Louvel, interpellé à ce sujet, répondit : *Oui, je crois l'avoir dû.*

En définitive, l'instruction de cette immense procédure n'a établi clairement que l'enthousiasme de Louvel pour Napoléon, sa haine pour la famille des Bourbons, son caractère sombre, sa misanthropie, et le fanatisme politique qui lui fit commettre un crime affreux.

Heureusement pour l'honneur du nom français, on n'a trouvé aucun complice à Louvel ; on n'en put découvrir non plus à Jacques Clément, à Jean Châtel, à Ravallac, à Damiens.

Remarquons seulement, pour prouver combien les orages politiques enfantent des opinions diverses dans les mêmes cœurs et les mêmes esprits, que, de nos jours, les écrivains qui veulent absolument prouver que les assassins d'Henri III et d'Henri IV eurent de nombreux fauteurs et adhérens, sont précisément les mêmes qui repoussent avec chaleur toute idée qui pourrait faire douter de l'isolement de Louvel.

Après l'interrogatoire et la confrontation des témoins avec l'accusé, M. le procureur général requit contre lui l'application de l'art. 87 du code pénal, portant peine de mort.

Louvel, pendant ce temps, tint constamment la tête baissée et ne jeta pas un coup d'œil sur M. Bellart.

M. Bonnet, avocat de Louvel, remplit un devoir pénible en prenant la parole, et, domptant ses sentimens personnels, il soumit à la cour quelques doutes sur sa compétence.

« Les pairs, dit-il, sont des juges extraordinaires, d'un rang élevé, dont la compétence est rarement applicable. Elle est définie dans l'art. 33 de la Charte constitutionnelle, qui dit : *La chambre des pairs connaît des crimes de haute-trahison, et des attentats à la sûreté de l'État qui seront déférés par la loi.*

» Or, y a-t-il dans ce crime haute-trahison ? Il n'a livré ni l'État, ni ses secrets, ni ses places. Ce serait dégrader le crime

» de haute-trahison, si un crime peut être dégradé, que de l'ap-
» pliquer à l'individu qui est devant vous. » L'avocat parla en-
suite d'une maladie que la médecine nouvelle a appelée *monomanie*, et des instances de l'infortuné duc de Berri, au lit de mort, pour obtenir du Roi la grâce de Louvel.

L'accusé se leva ensuite, et d'une voix faible et entrecoupée il lut quelques phrases écrites par lui, et qui reproduisaient ses diverses réponses.

Le procureur général répondit à M. Bonnet, et persista dans son réquisitoire. M. Bonnet répliqua.

On fit retirer l'accusé.

Deux heures après, M. le chancelier prononça l'arrêt qui condamnait Louvel à la peine de mort.

On ne doit pas omettre de rapporter que Louvel, en sortant de la première séance, dit aux gendarmes : « Je suis fort content de » la chambre des pairs ; je ne suis fâché que d'une chose, c'est » qu'on ait fait durer le procès deux jours. » Un gendarme répondit : « C'est du temps gagné ; » et Louvel répliqua : « Moi j'appelle cela du temps perdu. » Le gendarme lui conseilla de faire venir un prêtre. « Un prêtre me fera-t-il aller en paradis ? de- » manda Louvel. — Il est possible que Dieu vous pardonne, dit le » gendarme. — Croyez-vous, ajouta l'assassin, que le prince de » Condé soit en paradis ? je serais bien aise d'y aller pour le faire » enrager. »

On avait préparé pour lui une chambre au palais même du Luxembourg. M. de Sémonville y étant allé le visiter, Louvel lui demanda des draps de lit plus fins que ceux sur lesquels il avait couché toute sa vie. On lui accorda ce qu'il demandait. Il soupa de très-bon appétit, se coucha, s'endormit, et ne se réveilla que le lendemain à six heures.

Après la seconde séance, et avant le prononcé de l'arrêt, Louvel avait été reconduit à la Conciergerie. M. Cauchy, greffier de la cour des pairs, alla lui lire dans sa prison la sentence de mort. Il écouta cette lecture sans donner la moindre marque de trouble. M. Cauchy insista vivement pour qu'il consentît à voir un missionnaire. « Soit, dit Louvel, je le recevrai avec plaisir ; il me » tiendra compagnie. » Le missionnaire arriva, et ils eurent ensemble un quart d'heure d'entretien. Plus tard, M. l'abbé Montès, aumônier des prisons, remplit auprès du condamné son auguste ministère, et resta constamment avec Louvel depuis dix heures du soir jusqu'à sept heures du matin. Louvel dit alors : « On m'a envoyé un bien brave homme ; j'ai craint que ma résis-

» taïce ne lui causât trop de peine ; d'ailleurs, il m'a tant ému
 » que je suis tombé à ses genoux pour lui confesser quelques petites
 » fredaines. »

Dans la nuit du 6 au 7 juin, Louvel écrivit à ses parens. On pensait que l'exécution aurait lieu le 7 à huit heures du matin. Il demanda un bouillon et un verre de vin ; ensuite il dit qu'il était prêt, et parut impatient de partir. Son supplice fut retardé jusqu'à six heures du soir. Durant cet intervalle, le procureur général alla solliciter Louvel de faire des aveux ; il n'en obtint aucun.

MM. le baron Séguier et le comte de Bastard, pairs, instructeurs du procès, s'étaient rendus à l'hôtel de la Préfecture pour recueillir les déclarations que le condamné aurait pu faire au pied de l'échafaud, et, dans tous les cas, dresser procès-verbal de l'exécution.

Dès trois heures après midi, une foule immense couvrait le Pont-au-Change, le pont Notre-Dame, les quais et la place de Grève.

A six heures moins un quart, Louvel monta dans le fatal tombeau. Il était vêtu d'une redingotte bleue ; il avait du linge blanc ; mais on avait coupé le col de sa chemise, et sa barbe un peu longue et sa pâleur naturelle lui donnaient un aspect désagréable. On lui permit de couvrir d'un chapeau sa tête chauve. Le respectable aumônier des prisons était à côté de lui.

« Pendant le trajet, Louvel regardait à droite et à gauche, comme un homme qui semblait occupé de l'idée qu'on tenterait de le délivrer, et il ne faisait aucune attention à son confesseur. »
 (*Histoire du procès de Louvel, par M. Maurice Méjan.*)

Au pied de l'échafaud, l'aumônier lui dit : « Regardez le ciel ; vous allez comparaître devant le souverain juge ; désarmez-le par votre repentir. » Louvel répondit seulement : *J'en suis fâché. Mais hâtons-nous, on m'attend là-haut.*

Pendant qu'on l'attachait à la planche, il promena encore ses regards de tous côtés. Sa tête tomba à six heures quelques minutes. — E. DE PLANARD.

1824. Renvoi de M. de Châteaubriand du ministère en France.

Quand la postérité apprendra que l'auteur du *Génie du christianisme* et des *Martyrs* fit plusieurs fois partie du ministère de son pays, peut-être demandera-t-elle quels étaient ses collègues : on lui nommera entre autres MM. de Villèle, de Corbière et Peyron-

net; on lui dira qu'au retour du congrès de Vérone, chargé du portefeuille des affaires étrangères dans un cabinet dont le premier de ces triumvirs était le chef (28 décemb. 1822), M. de Châteaubriand daigna, pendant dix-huit mois, appuyer de son influence et de son nom des mesures peu populaires, telles, par exemple, que la guerre d'Espagne. Dans le nombre des projets de loi soumis aux chambres, à l'ouverture de la session de 1823, se trouvait celui de la *réduction des rentes*, projet favori de M. de Villèle, et marqué d'une réprobation anticipée par M. de Châteaubriand. La Chambre des pairs en fit justice (*voy.* 3 JUIN 1824) : alors M. de Villèle, ne pouvant se venger sur la chambre, s'en prit à son noble collègue, et voici comment il imagina de le punir. Un matin, M. de Châteaubriand se rendait aux Tuileries en costume de ministre et portant sous le bras son portefeuille; il avait déjà traversé les appartemens qui conduisent à la chambre du monarque, lorsqu'un huissier l'arrête, et l'avertit qu'un paquet important l'attend à son hôtel. Ce paquet contenait une lettre ainsi conçue :

Monsieur le Vicomte,

J'obéis aux ordres du Roi, et je vous transmets l'ordonnance ci-jointe ⁽¹⁾.

Signé JOSEPH DE VILLELE.

Une heure après M. de Châteaubriand avait quitté l'hôtel des affaires étrangères, et répondu à M. de Villèle avec un laconisme égal au sien :

Monsieur le Comte,

J'ai quitté l'hôtel des affaires étrangères; le département est à vos ordres.

Signé CHATEAUBRIAND.

LITTÉRATURE.

1533. *Mort de l'Arioste* (Louis-Jean), poète italien.

L'Arioste a enrichi le monde littéraire d'un monument qui n'avait point jusqu'alors de modèle, et dont il a depuis été plus facile d'imiter le genre que d'égaler la perfection. Non-seulement, au dire des experts dans la pureté et dans l'harmonie de l'idiôme italien, son style est supérieur même à celui du Tasse, mais le

(1) C'était l'ordonnance de renvoi.

vaste champ qu'il a ouvert à ses conceptions, l'intérêt et la variété de ses récits, ce don merveilleux de créer tant de personnages imaginaires, dont les formes fantastiques n'altèrent point la réalité, voilà ce qui a fait de son ouvrage le plus étonnant peut-être; et du moins le plus populaire des poèmes de longue haleine. Ses fictions conviennent au jeune âge et à l'ignorance, comme à la maturité du goût et des années. Cette arrière-pensée de badinage, qu'il conserve jusque dans les peintures les plus dignes de l'épopée, est de tous les tons le plus difficile à soutenir; et qui l'a jamais mieux soutenu que lui? Dans l'art d'écrire, comme dans la vie, la familiarité est l'épreuve la plus dangereuse pour le génie. C'est par là que le chantre de Roland est original entre ses rivaux de tous les siècles et de tous les pays : on peut dire de sa riche et brillante imagination, ce qu'il a dit lui-même d'une de ses héroïnes :

Fece natura, e poi ruppe la stampa.

Fils d'un gentilhomme de Ferrare, à qui le duc de cette principauté, Hercule I^{er}, avait confié plusieurs emplois militaires et civils, il naquit à Reggio de Modène, le 8 septembre 1474, et fut l'aîné de cinq frères et d'autant de sœurs. Dès l'enfance, il décela ses heureuses dispositions pour la poésie en composant des espèces de drames. Aussitôt que son père et sa mère s'absentaient de la maison, il revêtait ses frères et ses sœurs de toutes les étoffes qu'il trouvait sous sa main, et faisait bégayer à ces petits acteurs improvisés les premiers essais de son génie. La fable de *Pyrame et Thisbé* fut un des sujets qui exercèrent, dit-on, sa muse encore à la lisière.

A peine entré au collège, il marqua sa place au-dessus de ses compagnons d'étude. La littérature latine saisit vivement son jeune esprit, et Garofalo raconte que des hommes d'un mérite distingué se plaisaient dès lors à voir sa précoce sagacité aux prises avec les difficultés des auteurs classiques. A l'ouverture d'un cours, il prononça en latin un discours de sa composition, qui frappa les maîtres de stupeur par la finesse des pensées et l'élégance du langage. Son frère, Gabriel, décrit plus tard cette scène extraordinaire, dans des vers où il le représente, « au milieu d'une » brillante assemblée de grands personnages, s'avancant, le front » ceint d'une couronne de laurier, pour discuter sur la sagesse, sur » l'amour de la terre natale, sur les vicissitudes de la vie. Des applaudissemens éclatèrent de toutes parts, et les pères montraient » le jeune orateur à leurs enfans. »

L'Arioste dut bientôt quitter ces nobles amusemens de l'esprit pour s'ensevelir dans l'étude aride des lois ; c'était l'ordre d'un père, qui savait que la fortune est bien moins pour le génie qu'on admire que pour la médiocrité qui sert. Le poète s'imposa pendant cinq ans le devoir d'une pénible obéissance. Mais il n'était pas le maître d'y rester toujours fidèle, et souvent, dit le Fornari, il dévorait en cachette les romans de toute espèce qui lui tombaient entre les mains.

Son génie poétique n'ayant pu garder le silence pendant un si long noviciat, finit par obtenir une liberté légitime. Rendu par son père aux premiers penchans de son jeune âge, l'Arioste se retrempa de nouveau dans les études classiques. Il s'attacha à Grégoire de Spoleta, un des plus savans érudits de ce siècle, où l'érudition commençait à renaître. Il approfondit avec tant de persévérance le caractère des écrivains de l'antiquité, et surtout des poètes, qu'il en découvrit les finesses les plus secrètes, en interpréta les passages les plus obscurs, talent qui plus tard lui servit de protecteur à la cour de Léon X. Ce fut ainsi qu'il devint le premier commentateur d'Horace, et en même temps il avait l'ambition d'être l'imitateur de Plaute et de Térence. Il composa d'abord en prose, et plus tard en vers italiens, calqués sur une coupe toute latine, *la Cassaria* et *i Suppositi*, comédies dont la dernière a fourni beaucoup d'idées à Shakspeare, pour l'intrigue de *Taming of the Shrew* (la Méchante femme mise à la raison). Quant à la première, il s'y rattache une anecdote curieuse racontée par Pigna, et que nous ne devons pas passer sous silence, parce qu'elle caractérise tout un ordre d'idées et une nature de poète. L'Arioste, repris un jour pour quelque faute, et sévèrement admonesté par son père, l'écouta avec une profonde attention sans rien répliquer. Le sermon fini, il resta seul avec un de ses frères, et se justifia complètement. Son frère lui demanda pourquoi il n'avait pas fait valoir un si bon moyen de défense pour arrêter les réprimandes de leur père. L'Arioste répondit qu'il s'était souvenu dans le moment d'une situation absolument semblable à la sienne, dans *la Cassaria* dont il s'occupait alors, et qu'ayant besoin d'un exemple de colère paternelle, il avait été bien aise de prendre la nature sur le fait, et n'avait eu garde d'apaiser celle dont il était l'objet, par une justification qui l'aurait privé des meilleurs traits de sa scène.

La mort de son père, arrivée en 1500, jeta quelque sérieux dans son existence de jeune homme et de poète. Il se vit forcé de consacrer un long temps à des affaires de famille, et il devint presque

le tuteur de ses jeunes frères. C'était pourtant à travers tous ces détails prosaïques, qu'il se ménageait encore quelques intervalles de loisir pour composer la plupart des pièces fugitives qui nous restent de lui. En même temps il se frayait un chemin à la cour de Ferrare. Il captiva par son esprit facile et enjoué la faveur du cardinal Hippolyte d'Est, fils d'Hercule I^{er}, duc de cette principauté. Ce prince ne tarda pas à reconnaître que le mérite du nouveau favori ne se bornait pas à faire des vers, et il le chargea de plusieurs missions délicates et importantes, lorsqu'en 1509 son frère, Alfonse, eut succédé à Hercule. L'Arioste fut envoyé deux fois à la cour du pontife Jules II, pour ménager des intérêts secrets. La seconde de ces négociations était difficile et accompagnée de dangers. Jules II était irrité contre Alfonse, qui avait marqué un attachement trop constant au parti français. On assure que, dans son courroux, le prêtre voulut d'abord faire jeter le poète à la mer. L'Arioste, par son éloquence, parvint, comme il le dit lui-même dans sa première satire,

A placar la grand' ira di secondo.

A peu près vers la même époque, l'Arioste paya de sa personne, dans une bataille, avec plus de valeur que cet Horace qu'il avait si bien étudié.

C'est du milieu de ces agitations de toute espèce que sortirent et la pensée première et la patiente exécution de l'*Orlando furioso*. Le Bembo lui conseilla de l'écrire en vers latins; mais l'Arioste répondit qu'il aimait mieux être un des premiers écrivains dans l'idiôme natal qu'à un rang inférieur dans la langue classique. Il avait choisi pour sujet les aventures fabuleuses qui avaient déjà inspiré le *Boiardo*; il ne fit que continuer les fils de la trame ourdie par le chantre de *Roland l'amoureux*. Mais cette suite est une véritable création par la vérité des caractères et par le coloris du style : l'Arioste apporta un soin si scrupuleux aux moindres détails, qu'avant la publication du poème, non content d'avoir recueilli l'opinion de ses amis, il laissa, dit-on, pendant deux ans son manuscrit dans une salle de sa demeure, pour que chacun pût en prendre connaissance et en relever les défauts.

Enfin, l'ouvrage, livré à l'impression en 1515, parut l'année suivante. L'Arioste l'avait dédié au cardinal d'Est. Ce Mécène insouciant et railleur ne le remercia que par une phrase célèbre, qui donne la mesure de son esprit et de son langage : *Dove diavolo, messer Ludovico, avete pigliate tante c.....* La décence ne nous permet pas de traduire ces paroles d'un prince de l'Eglise.

Quelque temps après, le cardinal, qui était si magnifiquement loué dans ce chef-d'œuvre immortel, en disgracia l'auteur pour un motif si léger, que rien ne montre plus évidemment la tyrannie capricieuse de ces puissans protecteurs des arts. Appelé par des affaires d'état au fond de la Hongrie, Hippolyte voulut y traîner avec lui l'Arioste, comme bouffon de cour. Ce grand homme, dont les veilles avaient altéré la santé, refusa de s'exposer aux rigueurs d'un climat étranger. Dès lors, dit Ginguené, le cardinal passa d'une protection froide et indifférente à une haine déclarée.

À ce premier revers de fortune en succéda bientôt un autre. Des procès ruineux, de pénibles embarras de famille troublèrent l'existence de celui qui venait d'enrichir l'Italie d'un de ses plus beaux titres à la gloire. Cependant la renommée de l'Arioste se répandait partout; les souverains l'appelaient à leur cour. L'Arioste éluda ces invitations dont il connaissait par expérience tout le danger. Il disait lui-même dans sa seconde satire :

Se a perder s'ha la libertà, non stimo
Il più ricco cappel, che in Roma sia.

Ce fut dans cette pensée que, ne pouvant maintenir son indépendance, depuis la diminution de sa fortune, il se résigna au triste emploi de gouverneur de la Garfagnana, partie sauvage et montueuse des états d'Alfonse, où ce prince l'avait envoyé comme en exil, avec la commission d'apaiser les troubles qui s'y étaient élevés. L'Arioste, par un mélange de douceur et de fermeté, ramena la paix dans un pays, dont il a décrit, dans sa quatrième satire, le sombre et monotone séjour.

Ce fut là qu'il devint le héros d'une aventure singulière, qui prouve l'empire que l'habileté du gouverneur et la réputation du poète, réunies, exerçaient sur l'esprit farouche des contrebandiers et des voleurs dont la province était infestée. Voici le récit tel que nous l'a transmis Garofalo : L'Arioste passait avec six ou sept domestiques, à cheval comme lui, entre des montagnes; ils trouvèrent une troupe d'hommes armés qui étaient assis à l'ombre. Leur mine suspecte engagea l'Arioste à s'écarter d'eux et à presser le pas; lorsqu'il fut passé, le chef de la troupe arrêta celui des domestiques qui marchait le dernier, et lui demanda qui était ce gentilhomme. Le domestique l'ayant nommé, le brigand courut, tout armé qu'il était, après l'Arioste. Celui-ci s'arrêta, ne sachant ce que cet empressement voulait dire, ni comment cela finirait. L'homme armé l'ayant joint, le salua avec respect, lui demanda

pardon de ne lui avoir rien dit à son passage : il ignorait alors son nom ; l'ayant appris, il était accouru pour connaître de vue celui qu'il connaissait si bien de réputation.

Après trois ans de séjour dans son gouvernement, l'Arioste revint à Ferrare, et, pour satisfaire les goûts du prince, qui aimait avec passion les jeux de la scène, il mit la dernière main à deux comédies, qu'il avait ébauchées depuis long-temps, *il Negromante*, et *la Lena*, et il en commença une cinquième, *la Scolastica*, qu'il n'eut pas le temps d'achever. Le duc n'épargna aucune dépense pour la représentation de ces ouvrages. Il fit élever un théâtre permanent dans son palais et en face de l'évêché, d'après les dessins et la direction du poète même. Un succès d'enthousiasme récompensa ce luxe alors inusité. Des gentilshommes furent les acteurs ; le fils du prince récita lui-même un prologue. L'Arioste était l'âme de ces fêtes, qui rappelaient la magnificence et le génie de l'antiquité.

En 1532, l'empereur Charles-Quint, se trouvant à Mantoue, voulut l'honorer publiquement et de sa propre main d'une couronne de laurier. Mais, comme nous l'avons vu, le poète s'était placé au-dessus d'une ambition et d'une vanité vulgaires. Il devait à son travail d'avoir réalisé le vœu d'Horace. Cet architecte d'un théâtre ducal s'était construit une maison comme celle de Socrate, et il avait fait graver sur l'entrée ce distique latin :

Parva sed apta mihi, sed nulli obnoxia, sed non
Sordida, parva meo sed tamen ære domus.

« Maison petite, mais commode pour moi, où nul ne me tient dans » sa dépendance, dont je n'ai point à rougir, et que je ne dois » qu'au fruit de mon travail. » On lui demandait un jour comment il s'était contenté d'une si simple demeure, lui qui avait décrit dans son *Roland* tant de châteaux et de palais. « C'est, ré- » pondit-il, parce qu'on rassemble bien plus vite et plus facile- » ment des mots que des pierres. »

L'Arioste mourut à la suite d'une maladie de vessie, pour laquelle les médecins lui ordonnèrent des boissons qui lui délabrèrent l'estomac. Il fit paraître beaucoup de calme et de fermeté dans ses derniers instans. Il dit à ceux qui étaient présens « que » plusieurs de ses amis étaient déjà partis, qu'il aspirait à les re- » voir, et que chaque moment le faisait languir, tant qu'il ne » serait point parvenu à ce bonheur. »

Il laissa deux fils d'une maîtresse nommée Alexandra, qu'il aurait, dit-on, épousée, sans la crainte de perdre ses bénéfices.

Il était d'une taille élevée, sain, robuste, aimant beaucoup à marcher, doué d'un grand appétit, au point de manger souvent encore un pain en se levant de table. Un jour un étranger vient le voir après l'heure du dîner. On en sert un second. Pendant que le nouveau venu perd le temps à causer, l'Arioste fait disparaître tout ce qu'on apporte. Son frère lui ayant reproché, après le départ du convive, cette infraction aux lois de l'hospitalité, le poète répondit, en s'excusant sur sa distraction : « Aussi, c'est sa faute ; pourquoi ne mangeait-il pas ? »

Sa vertu et sa probité étaient si connues, qu'un vieux prêtre qui possédait trois ou quatre riches bénéfices, et qui craignait d'être empoisonné par quelqu'un de ceux qui devaient lui succéder, choisit l'Arioste de préférence à tous ses parens et à tous ses amis. Au reste, un pareil éloge est la condamnation des mœurs qui régnaient alors dans la dévote Italie.

Quoique modeste et docile à la critique, l'Arioste n'était pas indifférent à l'effet produit par ses vers ; son oreille même était déchirée quand on les lisait mal. Un jour ayant entendu un potier de terre qui estropiait, en chantant, une strophe de l'*Orlando*, il entra dans sa boutique et ne put s'empêcher de briser plusieurs pots exposés en vente. L'ouvrier s'étant mis en colère : « Je ne me suis pas encore assez vengé, s'écria l'Arioste ; je n'ai brisé qu'une demi-douzaine de tes pots, qui ne valent pas » une baïoque, et tu m'as gâté une strophe qui est sans prix. »

Boileau, qui ne savait que médiocrement l'italien, et qui l'avait appris fort tard, a, malgré la pureté de son goût, traité l'Arioste avec une légèreté trop cavalière. Ainsi, dans la dissertation sur Joconde, c'est injustement qu'il le met au-dessous de La Fontaine, son imitateur. Nous ne citerons qu'un seul exemple de cette partialité, qui donne une idée de la critique française, plus occupée alors d'une vraisemblance générale, que de la couleur locale et de la peinture des mœurs de chaque siècle. L'auteur de l'Art poétique reproche à l'Arioste d'avoir montré Joconde au moment de révéler à Astolfe l'infidélité de la reine, exigeant du prince un serment sur la sainte hostie. Il trouve plus plaisant et plus naturel le dénombrement de tous les maris trompés sur le trône, ainsi que l'a imaginé La Fontaine. Il suffit, pour justifier l'Arioste, de se rappeler le caractère de l'Italie aux quinzième et seizième siècles, et ce mélange de licence et de superstition qui profanait les choses saintes et sanctifiait tous les vices. Le trait de La Fontaine est celui d'un conteur ingénieux ; celui de l'Arioste décelé un observateur fidèle et profond. — PAUL DUPONT.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1710. *Mort de mademoiselle de La Vallière (Louise-Françoise de la Baume-Leblanc).*

Le nom de La Vallière est resté comme le symbole de l'un des phénomènes moraux les plus rares, un amour pur et désintéressé dans le cœur de la maîtresse d'un roi. Jamais peut-être une tendre faiblesse n'a trouvé plus d'admirateurs et de panégyristes que celle de cette femme qui, placée auprès du trône, sans donner signe d'ambition, sans intrigue à suivre, sans famille à protéger, expia, dans les rigueurs d'une longue pénitence, une félicité passagère, dont jamais elle n'avait joui sans remords. Cependant une conduite si extraordinaire ne pouvait exciter partout la même sympathie : celle qui est devenue l'héroïne de la postérité bourgeoise, ne fut considérée de son vivant par les courtisans, et souvent même par ses amis, que comme une personne au-dessous de sa position.

Née, en 1644, d'une famille distinguée, originaire du Bourbonnais, mademoiselle de La Vallière ne dut toutefois qu'au hasard l'avantage d'être placée chez la belle-sœur de Louis XIV. Sa mère ayant épousé en secondes noces un sieur de Saint-Remi, premier maître-d'hôtel de Gaston, duc d'Orléans, elle fut élevée à la cour de ce prince; et lorsqu'il épousa Henriette d'Angleterre, elle passa au service de la princesse en qualité de fille d'honneur. Avec l'extrême franchise, la douceur affectueuse qui faisaient le fonds de son caractère, elle ne chercha point à cacher l'impression que produisirent sur elle les qualités brillantes d'un roi de vingt-deux ans, et personne ne crut voir, dans cette naïveté, un manège de coquetterie; on songea plutôt à en rire comme d'une simplicité provinciale, et M. de Roquelaure ne manqua pas de divertir le monarque en contrefaisant cette jeune fille, qui ne voulait plus le voir pour le repos de son cœur. Louis s'amusa d'abord de ce ridicule vraiment neuf à la cour, mais sans avoir l'air d'y prendre plus d'intérêt qu'un ridicule n'en mérite. Quelques jours après, voyant passer plusieurs filles d'honneur de Madame, il désigna l'une d'elles, en demandant si ce n'était pas celle dont on lui avait parlé; il se trompait, et quand on lui eût indiqué mademoiselle de La Vallière, il avoua qu'il ne la trouvait pas belle. A quelque temps de là, se rendant chez Madame, il eut la curiosité de s'arrêter pour causer quelques instans avec cette fille singu-

lière. Au lieu de quelques instans, l'entretien dura deux heures, et quand le Roi se retira, il était entièrement subjugué.

Entre le commencement de son amour et celui de son bonheur il y eut peu d'intervalle, non que La Vallière n'ait essayé de la résistance, autant que sa passion le lui permettait. « Jamais fille, » dit Bussy-Rabutin, dans son style original, ne chanta si haut les « abois d'une virginité mourante.... » Ensuite elle exigea du Roi que leur intelligence demeurât secrète; elle le pria de feindre une passion pour Madame, afin de satisfaire plus librement sa passion véritable. Telle fut l'origine de cette situation bizarre et délicieuse, de cet *incognito* de sentimens, qu'un roi et sa maîtresse tentèrent de garder quelque temps au milieu de la cour; et, par le plus piquant de tous les contrastes, tandis qu'une obscure jeune fille mettait tous ses soins à cacher les hommages réels d'un roi puissant, contente du bonheur d'aimer et d'être aimée, une grande princesse affichait au contraire les témoignages d'un sentiment factice, et s'enivrait publiquement de l'espoir du royal adultère.

Qu'on juge de la fureur de cette princesse, lorsqu'enfin elle apprit la vérité! « Quoi, s'écria-t-elle, préférer une petite bourgeoise de Tours, laide et boiteuse, à une fille de roi faite comme je suis! » Alors masquant l'humiliation d'un vil espoir déçu sous la révolte d'une vertu qui se scandalise, affectant la crainte de favoriser des désordres dont elle ne se flattait plus de recueillir le fruit, elle alla à Versailles révéler aux deux reines les fautes du roi leur fils et leur époux. La reine-mère jugea qu'il fallait en parler à mademoiselle de La Vallière, et toutes trois lui adressèrent, à frais communs, une réprimande si sévère, que la pauvre fille, qui ne se traitait pas elle-même avec plus d'indulgence, résolut de finir ses jours dans un couvent. A peine Louis XIV eut-il appris la fuite de sa maîtresse, qu'il s'élança sur ses pas, et la ramena de Chaillot plus adorée, plus triomphante que jamais. « Vous n'êtes guère maître de vous, lui avait dit la reine en le voyant partir. — Ah! si je ne le suis de moi, madame, avait-il repris, je le serai de ceux qui m'outragent. » De cette époque date l'existence officielle des amours du Roi et de mademoiselle de La Vallière.

C'est à Fontainebleau, en 1661, que leur liaison avait pris naissance. Elle se prolongea plusieurs années, et, malgré les nombreuses infidélités de Louis XIV, on pensait généralement que son cœur ne s'attacherait jamais à d'autre qu'à La Vallière. Des quatre enfans qu'elle eut du Roi, deux seulement vécurent, mademoiselle de Blois, née en 1666, et le comte de Vermandois, né

en 1667. Dans la même année, le Roi érigea en duché la terre de Vaujour et deux baronies, situées l'une en Touraine et l'autre en Anjou, en faveur de mademoiselle de La Vallière et de la princesse sa fille. Ses honneurs, et la légitimation de ses enfans lui causèrent plus de désespoir que de joie ; car elle avait cru que personne ne devait connaître sa maternité. Mais d'autres chagrins se préparaient à fondre sur elle : elle n'avait encore éprouvé que le remords d'un bonheur coupable : elle allait sentir qu'on ne le perd pas avec moins d'amertume qu'un bonheur innocent. A force de ruses et de bassesses, madame de Montespan s'était glissée entre mademoiselle de La Vallière et le Roi. Cette femme avait, comme on l'a dit, deux grands moyens pour réussir, de la fausseté dans le caractère et du naturel dans l'esprit. Elle s'empara du cœur du monarque (voy. 28 MAI 1707, *Mort. de la marquise de Montespan*), et dès lors commença pour l'âme tendre de La Vallière le véritable temps de la pénitence. Délaisée, humiliée, et même, si l'on en croit les Mémoires du temps, maltraitée par celui qui l'avait aimée si vivement et par son orgueilleuse rivale, on conçoit à peine comment elle put supporter le séjour d'une cour qui ne lui offrait plus que des dégoûts. Elle s'aveuglait elle-même sur les motifs qui l'engageaient à y rester, lorsqu'elle disait qu'elle croyait bien faire de *souffrir par où elle avait péché*. On trouve de ses sentimens une explication plus sincère dans une lettre écrite au maréchal de Bellefonds, lors de sa retraite définitive aux Carmélites : « Je sens que, malgré la grandeur de mes » fautes, que j'ai présentes à tout moment, l'amour a plus de part » à mon sacrifice que l'obligation de faire pénitence. »

Au mois de février 1671, mademoiselle de La Vallière était retournée au couvent de Chaillot, et de là elle avait écrit au Roi qu'elle aurait quitté plus tôt Versailles, si elle eût pu prendre sur elle de ne plus le voir. Le Roi, qui conservait quelque attachement pour elle, la fit prier de revenir par l'entremise de Colbert, et la faible pénitente ne sut pas résister. Elle passa encore près de trois années dans la plus fausse et la plus pénible des positions ; au bout de ce temps, une maladie grave, qui la conduisit aux portes du tombeau, lui inspira le ferme désir de réparer ses fautes. Elle prit publiquement congé du Roi, qui, cette fois, ne témoigna pas le moindre regret de son départ : aussi dit-elle en s'éloignant : *Quand j'aurai de la peine aux Carmélites, je me souviendrai de tout ce que ces gens-là (le Roi et madame Montespan) m'ont fait souffrir*.

C'est au mois d'avril 1674 que mademoiselle de La Vallière entra aux Carmélites : elle était âgée de trente ans. L'abbé de Fro-

mentières, depuis évêque d'Aire, prononça le sermon d'usage, pour sa prise d'habit, et Bossuet solennisa par toutes les pompes d'une éloquence apostolique sa profession, qui eut lieu le 3 juin 1675. Elle reçut le voile noir des mains de la reine même : « Elle » fit cette action, dit madame de Sévigné, comme toutes les autres » de sa vie, d'une manière noble et toute charmante. Elle était » d'une beauté qui surprenait tout le monde. » Désormais, *sœur Louise de la Miséricorde*, c'est le nom qu'adopta la pécheresse repentante, devint l'objet d'un empressement auquel souvent elle ne se prêtait qu'avec répugnance. Toute la cour voulait s'édifier auprès d'elle : la reine et la duchesse d'Orléans allèrent aussi la visiter, et ce fut à l'épouse de son ancien amant qu'elle dit ce mot caractéristique : *Non, je ne suis pas aise, mais je suis contente.* En 1679, elle reçut les complimens de la cour et de la ville à l'occasion du mariage de mademoiselle de Blois avec le prince de Conti. En 1683, Bossuet s'étant chargé de lui annoncer la mort de son fils, le duc de Vermandois, elle versa d'abord beaucoup de larmes, et s'interrompit tout-à-coup, en disant : *C'est trop pleurer la mort d'un fils dont je n'ai pas encore assez pleuré la naissance.* Les vingt-cinq dernières années de sa vie furent consacrées par elle à de pieux excès de pénitence, dont la religion s'honore quelquefois, et que condamne toujours l'humanité. Elle supporta avec une admirable résignation les cruelles infirmités qui en résultèrent, jusqu'à ce que la mort vint enfin mettre un terme à ses douleurs.

Une bizarre incertitude a toujours régné sur le genre de beauté et d'esprit, dont mademoiselle de La Vallière était douée. Les portraits qu'on nous a laissés d'elle se contredisent même sur les points où ils devraient être le plus d'accord. Voici celui qu'en trace l'abbé de Choisy : « Elle avait le teint beau, les cheveux blonds, » le sourire agréable, les *yeux bleus*, et le regard si tendre, qu'il » gagnait le cœur et l'estime au même moment. Du reste, peu » d'esprit, quoique orné par une lecture continuelle. » Voici maintenant celui que nous devons à Bussy-Rabutin : « Elle est d'une » taille médiocre, fort menue ; elle ne marche pas de bon air, à » cause qu'elle boite ; elle est blonde et blanche, marquée de petite vérole, les *yeux bruns*, les regards en sont languissans et » quelquefois aussi pleins de feu, de joie et d'esprit ; la bouche » grande, assez vermeille ; les dents belles, point de gorge ; les » bras plats, qui font assez mal juger du reste de son corps ; son » esprit est brillant, beaucoup de vivacité et de fonds.... Après » sa première couche, ajoute-t-il ailleurs, elle est demeurée

» presque percluse d'un côté, qui est bien plus faible que l'autre,
 » avec une maigreur épouvantable, qui sent son bois, de manière
 » qu'il n'y a plus que l'esprit qui fait aimer le corps. » Au contraire,
 madame de Sévigné prétend qu'elle resta belle jusqu'à ses dernières années.

Quoi qu'il en soit des opinions relatives à ses qualités physiques, il y a unanimité en faveur de ses qualités morales. Tous les contemporains ont reconnu que jamais elle n'usa de son influence que pour obliger; qu'elle intercédait sans cesse pour ceux qui l'avaient offensée. Etrangère à l'orgueil, à la coquetterie, à la vengeance, sa vie entière fut une longue idolâtrie, qui n'eut que deux objets, le premier sur la terre, le second dans le ciel.

A. G.

POLITIQUE.

7 JUIN 217. *Mort de Macrin (Marcus-OpeIius), empereur.*

Cet Auguste de passage, qui ne siégea qu'un an sur le trône des Césars, ne semblait, ni par sa naissance, ni par son mérite, destiné à y monter; il n'était pas même Romain. Né à Césarée en Numidie, l'an 164 de Jésus-Christ, il appartenait à une famille obscure. On a même prétendu que c'était du sein de l'esclavage et du vil métier de gladiateur qu'il s'était élancé à la première dignité de l'univers. Quoi qu'il en soit de sa douteuse origine, il fut employé dans la maison du beau-père de Caracalla, Plautien, dont la protection lui procura en même temps et la connaissance des affaires, et le moyen de s'élever. Il fut revêtu de la charge de préfet du Prétoire.

Quand l'insensé Caracalla (voy. 8 AVRIL 217) alla en Asie parodier une expédition militaire, Macrin l'y suivit en vertu de ses fonctions. L'empereur, qui l'avait offensé par quelques railleries, se méfiait de lui, sans oser le frapper; car il redoutait le pouvoir qu'il lui avait donné sur les soldats. Une circonstance imprévue vint jeter Macrin dans la nécessité de prévenir la haine de son bienfaiteur. Un aventurier africain, qui faisait métier de prédire l'avenir, avait annoncé que Macrin serait revêtu de la pourpre impériale. On avait traîné à Rome ce devin, pour le faire interroger par le préfet de la ville, qui se hâta d'envoyer à Caracalla un compte fidèle et de la prédiction et de l'interrogatoire.

Au moment où les dépêches furent remises à l'empereur, il était occupé à regarder les jeux du Cirque, et donna le paquet fatal à Macrin, qui, l'ayant ouvert, et sachant que de la part de Caracalla

le soupçon était un arrêt de mort, trama une conspiration avec Martialis et quelques complices, et fit massacrer le fils de Septime-Sévère.

Avoir tué un tyran, c'était alors un titre légitime pour le devenir à son tour. Macrin fut proclamé, sans opposition, par l'armée que ses promesses avaient séduite. Le sénat et les provinces, dans la joie d'être délivrés du monstre qui les avait opprimés trop long-temps, applaudirent à cette élection irrégulière. Mais bientôt Macrin se déshonora et se rendit odieux par le lâche traité qu'il conclut avec Artaban, roi des Parthes, et par la trêve qu'il accorda au roi d'Arménie.

La mère de Caracalla, Julia Donna, attentive au mouvement des esprits, conçut le projet de ressaisir l'autorité qu'avaient exercée son époux et ses fils. Instruit de ses projets ambitieux, Macrin l'en punit par un exil, où elle se laissa mourir de faim. Mais sa sœur Mæsa hérita de ses espérances, et, à l'aide des richesses immenses qu'elle possédait, elle fraya à son petit-fils Bassianus le chemin de l'empire. Ce jeune prince (*voy. 10 MARS 222, Mort d'Héliogabale*), à peine dans l'adolescence, fut élevé au rang suprême par une troupe de soldats mutinés. Ce fut un point de ralliement pour tous les mécontents de l'empire, et les soulèvements particuliers se changèrent bientôt en une révolte générale. Macrin, comme tant d'autres empereurs qu'avait élevés le caprice de l'armée, tomba par le principe vicieux de son élévation.

Sa pusillanimité contribua encore à rendre sa chute inévitable. Il resta long-temps dans son palais sans prendre de résolution. Enfin il se décida, mais trop tard, à se mettre à la tête des prétoriens et du petit nombre de troupes qui lui étaient encore fidèles. Il livra bataille à Bassianus dans le voisinage d'Antioche, le 7 juin 218. Mais, entraîné par la peur, et ne songeant pas même que le danger de sa fuite était plus grand que celui du combat, il abandonna son armée, qui se rendit à l'ennemi. Pour prix de cette infâme désertion, il fut massacré avec son fils. — N. P.

1438. *Mort de Barsébai, sultan d'Égypte.*

Né Circassien et esclave, comme les despotes ses prédécesseurs, Barsébai fut le huitième sultan de la seconde dynastie des Mameloucks d'Égypte. A son arrivée en Syrie, le gouverneur de Malatia l'avait acheté et donné au sultan Bârkok (*voy. 20 JUIN 1399*), qui le mit au nombre de ses miameloucks; ensuite il devint échançon du sultan Faradj, et plus tard obtint un commandement de

Mahmoudy-Cheikhal. (*Voy.* 14 JANVIER 1421.) Nommé gouverneur de Tripoli, en Syrie, il éprouva un revers et une disgrâce. Après la mort de l'atabek Thatar, qui lui avait confié la tutelle de son fils, il se vit privé de cette charge, et ne pouvant régner sous le nom du jeune Mohammed, il entreprit de régner sous le sien. Le 1^{er} avril 1422, il se fit proclamer sultan. La guerre civile, la peste et les incursions des Franks semblèrent devoir renverser, dès l'origine, l'édifice de sa grandeur; mais Barsébai n'avait pas épuisé toutes ses forces à l'élever; il en déploya de nouvelles pour le soutenir, et il réussit. Des victoires et des réformes signalèrent l'usage qu'il fit du pouvoir. Il exclut du divan les Juifs et les Chrétiens, abolit la coutume de baiser la terre devant le prince, et la remplaça par celle de baiser les mains. La plus brillante de ses expéditions militaires fut celle qu'il dirigea contre Jean II, roi de Chypre, et qui se termina par le désastre de l'île et la prise du roi. Barsébai se contenta d'humilier son captif en le traînant au Caire à la suite de son triomphe; mais du reste il s'abstint de toute violence, et moyennant une rançon, jointe à un tribut annuel, il le fit reconduire en Chypre par six de ses galères. Barsébai conserva le sceptre jusqu'à sa mort, qui le frappa au bout d'un règne de seize ans. — X.

1520. *Entrevue de François I^{er} et de Henri VIII au Camp du drap d'or.*

On désigne sous le nom de *Camp du drap d'or* la célèbre entrevue des rois de France et d'Angleterre, François I^{er} et Henri VIII, entre Guines et Ardres, entrevue dont la magnificence, presque fabuleuse, dura dix-huit jours. Le premier, qui était celui de la Fête-Dieu, les deux monarques, montés sur des chevaux d'Espagne et accompagnés d'une multitude innombrable de gentilshommes, se rendirent au lieu désigné, et se rencontrèrent sous un riche pavillon. Après s'être entretenus ensemble quelque temps, ils donnèrent le signal des tournois, des joutes et des plaisirs de toute espèce.

Voici, d'après un historien contemporain, la nouvelle sorte de rivalité qui s'établit entre les deux monarques, déjà rivaux sous tant d'autres rapports : « Le roi d'Angleterre festoya le roi de France près de Guisnes, en un logis de bois où il y avait quatre corps de maison, lequel il avait fait construire et charpenter en Angleterre, et amener de deçà tout fait. Il était couvert de toile peinte en forme de pierres de taille, puis tendu par

» dedans des plus riches tapisseries qui se pussent trouver ; en
 » sorte qu'on ne l'eût pu juger autre sinon un des plus beaux bâ-
 » timens du monde, et en avait été pris le dessin sur la maison
 » des marchands à Calais. Après le festin, il fut désassemblé et
 » renvoyé en Angleterre, et n'y perdit-on que la voiture. » Le
 lendemain, le roi de France se préparait à traiter le roi d'Angle-
 terre près d'Ardres. Il avait fait dresser un pavillon de soixante
 pieds en carré, couvert de drap d'or frisé, et tapissé en dedans
 de velours bleu, semé de fleurs de lis en broderie d'or. Aux qua-
 tre coins étaient quatre autres pavillons aussi magnifiques ; mais
 un orage affreux, qui survint tout-à-coup, rompit les cordages et
 renversa les pavillons. François I^{er} fit construire en toute hâte un
 lieu pour le festin, où depuis il y eut un boulevard qui prit le
 nom de *boulevard du festin*. La noblesse française y parut avec
 tant d'éclat et de luxe que, suivant quelques écrivains de l'épo-
 que, « plusieurs d'entre eux y portèrent leurs moulins, leurs fo-
 » rêts et leurs prés sur leurs épaules. »

Le maréchal de Fleuranges rapporte, dans ses Mémoires, un
 incident curieux, dont il fut le témoin oculaire. Après les tournois,
 des lutteurs anglais et français se présentèrent et luttèrent en
 présence des rois et des dames. On se plut beaucoup à voir leur
 courage et leur force ; mais le roi de France ayant négligé de faire
 venir des athlètes de Bretagne, les Anglais remportèrent le prix.
 Ensuite les rois d'Angleterre et de France se retirèrent sous une
 tente où ils vidèrent ensemble quelques flacons. Alors Henri VIII
 saisissant François I^{er} au collet : *Mon frère*, lui dit-il, *il faut que je*
lutte avec vous, et il s'efforça une ou deux fois de lui donner ce
 qu'en termes de l'art on appelle le croc en jambes ; mais François I^{er},
 qui était un adroit lutteur, le prit par le milieu du corps et le jeta
 par terre avec une prodigieuse violence. Henri VIII voulut recom-
 mencer le combat, mais on l'en empêcha. Telles étaient les maniè-
 res des plus grands princes au seizième siècle.

Quant au but politique de l'entrevue, qui devait amener la
 cession de la ville de Tournai au profit de la France, et la con-
 clusion d'un mariage entre le Dauphin et la princesse Marie, il
 manqua par les intrigues de Charles-Quint. Ce dernier, appren-
 ant le projet de réunion des deux monarques, s'était rendu sur-
 le-champ en Angleterre, et avait exigé de Henri VIII qu'il viendrait
 le trouver à Gravelines en quittant le roi de France, se ménageant
 ainsi le moyen de prévenir ou de détruire l'effet de l'entrevue.

AL. C.

1546. Traité de paix entre la France et l'Angleterre.

Le plan du démembrement de la France avait été résolu entre Henri VIII et Charles-Quint. Le premier devait se mettre en marche de Calais, le second des frontières de la Belgique, et tous deux, après avoir réuni leurs forces, devaient marcher droit sur Paris. Pour accomplir la tâche réservée à ses armes dans cette gigantesque entreprise, le roi d'Angleterre rappela les troupes qu'il avait en Écosse, confia la régence à la reine, et traversa la Manche dans un vaisseau dont les voiles étaient de drap d'or. François I^{er} étant déjà occupé par les Impériaux dans les plaines de Champagne, rien ne paraissait pouvoir arrêter l'essor du monarque anglais. Mais, au lieu de pousser sa pointe, il divisa son armée en deux corps et investit à la fois Montreuil et Boulogne. Sans doute il lui vint une réflexion salutaire, bien que tardive, et il pensa qu'effacer le royaume de France de la carte politique, c'était aplanir à Charles-Quint les voies de la monarchie universelle. Vainement ce dernier le pressa-t-il de tenir sa parole, Henri VIII lui fit répondre qu'il ne pouvait abandonner sans dishonneur les sièges commencés. Trompé dans son attente, l'empereur signe brusquement la paix à Crépy. Henri VIII renonce à prendre Montreuil, et s'empare de Boulogne par stratagème. Depuis deux mois les habitans opposaient une résistance vigoureuse : un matin ils aperçoivent, sur les hauteurs qui dominent la ville, une formidable artillerie prête à les foudroyer, et aussitôt ils capitulent. Cette artillerie ne se composait que de canons en bois, que l'on conserve encore dans la Tour de Londres. Là se bornèrent les résultats de la campagne. Dans la campagne suivante, François I^{er} fit menacer à son tour les côtes d'Angleterre. Henri VIII témoigna le premier le désir de conclure la paix, qui fut signée le 7 juin 1546 entre la France, l'Angleterre et l'Écosse. Pour célébrer cet événement, Henri VIII ordonna une procession solennelle, et invita toutes les églises à se parer de ce qu'elles avaient de plus précieux en ornemens et en argenterie. Le lendemain il fit saisir toutes ces richesses, et enjoignit de les déposer dans le trésor, sans en alléguer d'autre raison que sa volonté. (*Voy.* 28 JANVIER 1547, *Mort de Henri VIII.*)

1557. Mort de Jean III, roi de Portugal.

Fils et successeur d'Emmanuel le Grand et de Marie de Cas-

tille, ce prince, né le 6 juin 1502, monta sur le trône le 19 décembre 1521. En 1524, il épousa la sœur de Charles-Quint, qui s'unit également à la sienne. Ce double hymen garantit la sécurité du Portugal et permit à Jean III de soutenir avec avantage la rivalité des Français, qui lui contestaient l'entière domination du Brésil. En même temps qu'il hâtait les progrès de la navigation des Indes orientales, où son sceptre brillait du plus vif éclat, Jean III ne négligeait rien pour s'affermir sur le sol nouvellement découvert de l'Amérique. Il divisait le Brésil en plusieurs provinces, qu'il soumettait à des capitaineries héréditaires. Malheureusement aveuglé par un zèle fanatique, il introduisit l'inquisition dans ses Etats. Malgré les remontrances de quelques sujets hardis, ce redoutable tribunal s'élevait à Lisbonne en 1526, et de là s'étendait rapidement jusqu'aux dernières limites de la puissance portugaise. La bonté naturelle du roi ne se manifesta pas moins en tempérant les rigueurs de cette juridiction odieuse qu'en adoucissant les maux causés par des fléaux d'un ordre différent. Deux horribles secousses de tremblement de terre, dont la seconde dura huit jours et fit périr trente mille personnes; un débordement des eaux du Tage, qui couvrirent la moitié du royaume, affligèrent le règne de Jean III. Par les soins actifs de ce prince, par l'impulsion qu'il communiqua au commerce, par la sagesse de son administration, les traces de ces grandes calamités s'effacèrent.

Ami de la paix, il en consacra les loisirs à favoriser la culture des lettres, des sciences et des arts; il rétablit l'université de Coïmbre. Un jour, pour donner une preuve de sa prodigieuse mémoire, s'étant fait lire les noms des écoliers de cette université, il les retint et nomma lui-même chacun des écoliers. On ne saurait trop vanter sa modération exemplaire dans l'établissement des impôts. Quand ses ministres lui en proposaient un nouveau : « Examinons d'abord, disait-il, s'il est nécessaire » de lever de l'argent. » Quand il avait éclairci ce premier point : « Voyons à présent, ajoutait-il, quelles sont les dépenses superflues. » Ainsi l'économie fournissait toujours aux nouvelles charges. A propos d'un traité que Charles-Quint lui proposait de conclure pour l'extradition des réfugiés, Jean III dit ces paroles sublimes : « Où donc mes sujets pourront-ils attendre que je leur » pardonne ? » Parmi les nombreux missionnaires envoyés par ce prince en Asie, en Afrique et en Amérique, se trouve saint François-Xavier, l'apôtre des Indes.

Le Portugal dut à Jean III de bonnes lois, d'utiles fondations,

quelques monumens publics. Sous son règne, l'oranger fut apporté de Chine, vers 1548, par des marchands portugais, et cet arbre, encore inconnu de l'Europe, ne tarda pas à s'acclimater dans sa partie méridionale. — X.

1815. Ouverture des Chambres législatives en France.

Avant de partir pour l'armée, Napoléon ouvre les chambres que l'Acte additionnel a créées; il abdique la dictature, au moment où il devait la croire plus nécessaire que jamais; mais il cède à la voix publique, pour ne pas accroître les embarras de sa position. Les élections ont révélé la tendance et les craintes générales. Les citoyens timides, les royalistes n'ont pas paru aux collèges électoraux; vingt-neuf départemens n'ont pas nommé de mandataires. Parmi les députés choisis, on distingue d'abord les anciens amis de la liberté, connus par leur ferme résistance à toutes les tyrannies : Lanjuinais, auquel la présidence est dévolue, parce qu'on sait qu'il déplait à Bonaparte; Lafayette, Dupont de l'Eure, Flaugergues. A côté de ces noms honorables on trouve ceux d'anciens jacobins, tels que Garnier de Saintes, Garreau, Félix Lepelletier, Merlin de Douai, Barrère. Malgré ce bizarre assemblage, le sentiment qui domine dans l'assemblée est celui d'un vif attachement pour l'indépendance nationale et individuelle. Napoléon l'ouvre par ces paroles, qui, dans sa bouche, ont quelque chose d'étrange et d'inaccoutumé : « Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus » puissant de mon cœur; je viens commencer la monarchie constitutionnelle.... J'ambitionne de voir la France jouir de toute la » liberté possible.... La liberté de la presse est inhérente à la constitution actuelle.... La cause sainte de la patrie triomphera.... » (Voy. 8 JUILLET 1815, clôture de la Chambre des députés)

LITTÉRATURE.

1652. Naissance de Ferreras (Juan), historien espagnol.

Cet écrivain, auquel la Péninsule ibérique doit sa meilleure, ou du moins sa plus longue et sa plus consciencieuse histoire, et qui suppléa au génie que lui avait refusé la nature par l'étendue de ses recherches et la pénétration patiente de son esprit, se distingua dès ses premières années dans les études qu'il fit pour se former à l'état ecclésiastique : c'était la seule ressource que lui permettait d'ambitionner la pauvreté de sa famille. Au sortir des écoles de Salamanque, il obtint sans brigue et dans un concours public la cure de Saint-Jacques-de-Talayera. L'éclat d'un soleil ardent,

l'air étouffant de ce pays, et sans doute aussi la fatigue de ses immenses travaux, l'avaient réduit à une cécité presque complète avant sa trentième année.

Son archevêque, le cardinal d'Aragon, dont il avait gagné l'estime par son mérite et par l'éloquence qu'il déployait dans la chaire, le fit passer, en 1681, à la cure d'Alvarès, où sa vue se rétablit parfaitement. Il forma dans cette nouvelle retraite un précieux commerce d'études et d'amitié avec un seigneur des environs, distingué par des talens et des lumières, dont la noblesse d'Espagne est presque la seule qui ait donné l'exemple. Il dut aux instructions d'un tel ami ses connaissances en géographie, en chronologie et en critique : tandis qu'il se familiarisait avec les principaux élémens de l'art d'écrire l'histoire, des circonstances particulières, et sa translation dans une autre cure, le rejetèrent pendant douze ans dans la science oisive et stérile de la théologie.

Sa réputation s'était néanmoins étendue au-delà du cercle étroit de ses paroisses de campagne. Le cardinal Porto-Carrero l'appela à Madrid, le choisit pour confesseur, et lui conféra la cure de Saint-Pierre. Ayant bientôt reconnu la solidité de son jugement, il le consulta dans les affaires de l'État et de l'Eglise, dont il était chargé. Cette confiance devint pour Ferreras un acheminement aux dignités et aux honneurs. Le nonce du pape se l'attacha, le roi voulut qu'il assistât aux juntas ; l'Inquisition ouvrit son tribunal à un prêtre dont les vertus adoucirent sans doute les rigueurs de ses odieuses fonctions. Sa modestie l'empêcha de profiter de la faveur qui l'environnait ; il refusa deux évêchés qui lui furent proposés, et se contenta d'une simple place de bibliothécaire, témoignant par là qu'il n'avait d'autre ambition que de continuer les études qui avaient fait le charme de sa jeunesse et la célébrité de son âge mûr.

Admis, en 1713, à la nouvelle académie d'Espagne, il prit une part très-active à la rédaction du Dictionnaire espagnol publié en 1739. En même temps il achevait l'imposante entreprise à laquelle il avait depuis long-temps dévoué sa vie, l'*Historia de España*, seize volumes in-quarto, divisée en vingt-quatre parties, depuis la première origine des peuples de la Péninsule jusqu'en 1589, ouvrage qui a été traduit en français par d'Hermilly. Voici le jugement qu'en porte un savant critique, M. Bocous : « Ferreras, » dit-il, établit un ordre dans sa chronologie, rejeta les écrits et » les traditions mêlés de fables et de contradictions, rectifia les » faits, et donna une histoire, la plus exacte, la plus impartiale et » la plus complète qui eût paru jusqu'à son temps.... Son style est

» pur, mâle, concis ; mais il manque quelquefois de coloris et d'élégance. A cet égard, il ne saurait soutenir une comparaison avec Mariana ; mais il lui est bien supérieur dans tout le reste.... Il a su débrouiller le chaos ténébreux des écrits anciens, et a mis à la lumière des faits presque entièrement ignorés. Outre cela, ce qu'on doit assez apprécier, il nous donne une liste biographique que des auteurs qui ont fleuri dans chaque siècle. »

Quoique ce travail embrassât la plus grande partie des loisirs que lui laissaient ses devoirs administratifs, il trouva encore du temps pour d'autres occupations littéraires. Il traduisit en espagnol les *Homélies* du pape Clément XI, en reconnaissance de plusieurs brefs très-honorables que ce pontife lui avait accordés. On conserve encore en manuscrit à Madrid, dans la bibliothèque du roi, un cours complet de théologie de sa composition ; il essaya aussi de la poésie, et, parmi ses essais en ce genre, nous remarquons un *Auto sacramental*, espèce de drame sacré, dont le goût, qui était né en Espagne avec la littérature du théâtre, s'y était prolongé au-delà de son enfance, tandis que partout ailleurs il avait fait place à des compositions plus dignes de figurer sur la scène.

Ferreras ne resta pas non plus étranger aux travaux du publiciste, et, dans une production intitulée *Desenganno político*, il chercha à ramener à la cause de Philippe V ce qui restait encore de partisans cachés de la maison d'Autriche. Il mourut en 1735, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. — N. P.

1769. *Mort de Poinsinet, auteur dramatique.*

Poinsinet n'a vécu que trente-quatre ans, et a pourtant publié beaucoup d'ouvrages. Comédies, opéras, opéras comiques, héroïdes, poésies fugitives, etc., il a essayé de tout. *Le Cercle*, ou *la Soirée à la mode*, *le Sorcier* et *Tom-Jones*, sont les seules pièces de lui, dont on se souviennne. Sédaine corrigea le dernier de ces opéras comiques, qui était d'abord tombé, et qui réussit beaucoup à la reprise, quand l'auteur du *Philosophe sans le savoir* eut aidé Poinsinet de ses conseils.

Son père était notaire et attaché à la maison d'Orléans. Poinsinet débuta dans la carrière théâtrale à dix-sept ans. Il avait fait de médiocres études.

On prétend qu'il était d'une crédulité sans exemple, et on cite à ce sujet des anecdotes nombreuses et des mystifications dont il fut la victime. Entre autres choses on lui persuada, un soir d'hi

ver, qu'une charge d'*écuyer du roi* allait être créée, et on le flatta de l'obtenir. Les facétieux, qui s'amusaient à ses dépens, poussèrent le jeu jusqu'à lui faire brûler les jambes, sous prétexte qu'il fallait répéter le rôle qu'il irait bientôt jouer à Versailles.

On lui fit croire, dans une autre circonstance, que le roi de Prusse avait grande envie de lui confier l'éducation de son fils ; mais qu'il fallait, pour profiter de ce coup de fortune, renoncer à la religion catholique. Il abjura entre les mains d'un soi-disant ministre protestant, que le monarque était censé avoir envoyé secrètement en France. Cette mauvaise plaisanterie passait le jeu, et quand Poincette la découvrit, son courroux de bon aloi le porta presque à rendre plainte et à requérir une information criminelle. On réussit enfin à l'apaiser.

Il était né à Fontainebleau, le 17 novembre 1735. Au commencement de 1769, il partit pour l'Espagne, où il conduisait, dit-on, des comédiens lyriques, pour apprendre aux graves Castillans combien il y a de charmes dans la musique italienne. Mais, en passant à Cordoue, il lui prit envie de se baigner dans le Guadalquivir après avoir bien soupé, et il s'y noya. — E. DE PLANARD.

1779. *Mort de Warburton (Guillaume), évêque de Gloucester, écrivain anglais.*

Théologien, historien et critique, Warburton, dans un pays où tous les esprits ont un penchant naturel à l'*excentricité*, se signala comme le héros du paradoxe, et eut souvent la main si malheureuse, surtout en matière de religion, qu'il soulevait à la fois contre lui les partisans des opinions les plus opposées. Mais il se complaisait à la guerre de plume, d'autant plus qu'elle lui suscitait de plus violentes animosités : véritable Charles XII de la littérature, il s'animait par la résistance, et, harcelé de toutes parts, ne reculait jamais du poste dangereux où l'avait placé le caprice de son esprit. Censurant tout le monde, il repoussait lui-même la censure avec le ton d'une supériorité dédaigneuse. Son style acerbe et plus injurieux qu'il n'appartenait, sinon à un auteur, du moins à un prêtre, semblait provoquer l'attaque, et on aurait cru, dit Johnson, qu'il avait adopté pour devise ce mot du plus cruel des tyrans : *Oderint dum metuant*. « Qu'on me haisse, pourvu qu'on me » craigne. »

Né à Newart, sur le Trent, le 24 décembre 1698, d'un procureur de cette ville, il s'attacha d'abord à la profession de son père, et ce noviciat de cinq ans, qu'au sortir de ses études il fit en qualité de

clerc, ne fut peut-être pas sans influence sur l'humeur de discorde et de chicane dont il donna des preuves plus tard dans une autre carrière. Dès qu'il eut atteint sa majorité, et qu'il se vit libre dans le choix d'un état, il céda à son goût pour la littérature ; mais, afin de le concilier avec l'ambition ardente dont il était dévoré, il se jeta dans la profession ecclésiastique.

Cet écrivain, qui devait tant contredire, débuta par le rôle de flatteur. Il prodigua, dans les dédicaces des deux premiers essais de sa plume, les louanges les plus basses à un protecteur qui lui fit donner le rectorat de Brand-Broughton, diocèse de Lincoln. Dans un voyage qu'il fit à Londres, il se rangea d'abord parmi les ennemis de Pope, dont la réputation naissante soulevait tant d'envieux, et il alla jusqu'à dire de ce poète que c'était une âme tortue dans un corps de travers. Mais plus tard, lorsque Pope eut été reconnu pour le chef de la littérature contemporaine, il se rallia à une cause victorieuse, et sut tirer pour sa fortune un grand parti du crédit de l'auteur de *l'Essai sur l'Homme*, dont il s'était fait le panégyriste.

Son premier ouvrage fut un Recueil de « Traductions, tant en » prose qu'en vers, de fragmens de plusieurs poètes, orateurs et » historiens romains. » Cette compilation parut en 1723, et fut suivie, quatre ans après, de « Recherches critiques et philosophi- » ques sur les causes des prodiges et des miracles rapportés par les » historiens ; » sujet délicat, dans lequel un membre du clergé ne pouvait guère se montrer ni bon critique, ni philosophe. Aussi l'auteur était-il resté dans son obscurité, lorsqu'en 1736 il publia un écrit qui fixa sur lui l'attention, son *Traité de l'Alliance entre l'Eglise et l'Etat*. Cette matière touchait aux questions vitales de la société anglaise, agitée par les restes d'un ancien fanatisme. Le succès, d'abord contesté, s'établit dans la suite, et quatre éditions en attestèrent la popularité. Warburton traçait dans cet ouvrage une ligne intermédiaire entre les prétentions tyranniques du haut clergé, et l'indépendance des sectes religieuses qui réclamaient une liberté indéfinie. Il eut contre lui les deux partis extrêmes, ce qui semble être et n'est pourtant pas toujours une preuve de sagesse et de raison, mais ce qui est presque infailliblement un moyen de s'avancer. En effet, deux ans plus tard Warburton était chapelain de l'héritier présomptif de la couronne.

Il ameutait bientôt contre lui tous les théologiens par la publication de son livre de la *Divine mission de Moïse*, où il s'attachait à démontrer que la doctrine de l'immortalité de l'âme, et des peines et des récompenses après la mort, ne se trouvait point dans

la *Genèse*, et n'avait pas fait partie des dogmes enseignés au peuple de Dieu. C'est sur cette démonstration qu'il prétendait affermir la divinité du christianisme. Les théologiens ne s'abusèrent pas, et virent bien qu'il en ébranlait la base ; d'autre part les philosophes, qui auraient volontiers laissé passer le principe, s'irritèrent de la conséquence que l'auteur prétendait en tirer. Ils livrèrent, par l'organe de Voltaire, leur législateur, la fausse logique de Warburton à l'immortalité du ridicule.

Ce fut vers la même époque que Warburton prit la défense de Pope, en publiant sept lettres, où il justifiait le poème de l'*Essai sur l'Homme* des accusations de *spinosisme* et de *naturalisme*, intentées contre cet ouvrage. Peut-être voulait-il se venger des théologiens, ses adversaires ; peut-être, effrayé des orages amoncelés autour de lui, cherchait-il un abri dans l'amitié du poète qui avait alors en Angleterre le plus d'autorité sur l'opinion publique. Au reste, Pope ne fut pas ingrat envers son défenseur officieux ; il le recommanda dans le cercle de ses nombreux et illustres amis, et l'aida même à obtenir la main d'une riche héritière. A sa mort, il lui légua, par testament, la moitié de sa bibliothèque, la propriété de tous ceux d'entre ses ouvrages imprimés, pour lesquels il n'avait pris aucun engagement avec les libraires, et le bénéfice de toutes les éditions posthumes que l'on ferait de la totalité de ses ouvrages, à la seule condition de veiller à ce qu'on n'altérât point le texte.

Nous n'entrerons pas dans le détail de plusieurs productions de Warburton, qui eurent moins d'influence sur la fortune de l'auteur. Ce ne fut que dans un âge avancé qu'il se vit promu à l'évêché de Gloucester. Ses travaux excessifs avaient altéré déjà ses facultés intellectuelles, quand la douleur qu'il éprouva de la perte d'un fils unique mit fin à son état de langueur, dans sa quatre-vingt-unième année. On lui érigea un monument en marbre dans son église cathédrale.

Nous ne terminerons pas cet article sans citer une phrase remarquable d'un sermon qu'il prononça, devant la Chambre des lords, dans un anniversaire de la mort de Charles I^{er} : il termina ainsi le portrait de ce prince si coupable et si malheureux : « Ses » qualités royales n'étaient ni assez *grandes*, ni assez *mauvaises*, » pour réussir dans la plus difficile des entreprises, celle d'asservir » un peuple libre. » — N. P.

SCIENCES.

1821. *Mort de Richard, botaniste.*

Louis-Claude-Marie Richard, né à Versailles en 1754, prit le goût de la botanique chez son oncle, directeur du jardin de Trianon, et il n'avait encore que onze ans lorsque ce goût devint une passion. L'archevêque de Paris, qui avait remarqué ses dispositions précoces, lui promit sa protection, s'il entraît dans la carrière ecclésiastique. Mais Richard, dont la lecture de quelques voyages avait exalté l'imagination, et qui se proposait déjà de se livrer uniquement à l'histoire naturelle, fut sourd à toutes les sollicitations de sa famille. Désespérant enfin de réussir, il prit le parti de quitter la maison paternelle. Son père, espérant que le besoin finirait par le ramener, ne lui fit qu'une pension très-modique. Tant de sévérité ne l'empêcha pas de persévérer dans un dessein auquel il attachait le bonheur de sa vie. Les préventions les plus cruelles ne l'empêchèrent pas de suivre un cours de rhétorique au collège Mazarin, et son talent dans l'art du dessin lui procura bientôt les moyens de suffire à ses modestes besoins. Pouvant alors se livrer avec plus de facilité à l'étude, il cultiva la botanique, l'anatomie comparée, la zoologie et la minéralogie. Cependant l'année 1781 lui offrit l'occasion de réaliser les projets de voyage qu'il méditait depuis long-temps; car l'Académie des sciences le proposa pour un voyage dans la Guyane française, et il fut accepté. A son retour, en 1789, la révolution avait fait disparaître ou éclipser la plupart de ses amis et de ses protecteurs. Personne ne songea plus aux promesses qui lui avaient été faites avant son départ; et quoiqu'aucun voyageur peut-être n'eût rassemblé autant de matériaux que lui en si peu de temps, il resta sans récompense et livré à des privations que le délabrement de sa santé, suite des fatigues d'un long voyage, rendait plus cruelles encore. Cette injustice exerça sur son caractère une influence fâcheuse, dont le temps finit par adoucir les traces sans jamais les effacer entièrement. Richard fut enfin choisi pour remplir la chaire de botanique à l'école de médecine, et quelque temps après il devint membre de l'Institut. Il remplit les devoirs de l'enseignement public avec un zèle peu commun. « Quoiqu'il n'ait publié qu'un » petit nombre d'ouvrages, dit un de ses biographes, il est certainement l'un des hommes de son siècle qui ont le plus contribué aux progrès de la botanique. L'influence qu'il a exercée » se fera sentir, surtout par les travaux de ceux qui se sont péné-

» très de ses principes et qui marchent sur ses traces. Personne n'a
 » poussé plus loin l'art d'observer la nature presque dans ses
 » moindres détails. La difficulté d'une recherche était pour lui
 » une raison de s'en occuper; l'organisation la plus compliquée
 » était celle qui l'intéressait le plus; il passait des mois entiers à
 » suivre une observation, lorsqu'elle lui paraissait devoir répandre
 » quelque lumière sur un point encore obscur. Ses écrits sont
 » parfois d'un style négligé; mais il n'en est aucun qui ne con-
 » tiennent des observations neuves et profondes. C'est lui qui a in-
 » spiré à la génération actuelle le goût de cette analyse rigoureuse
 » et de cet examen approfondi qui caractérise essentiellement
 » l'école française. » — JOURDAN.

RELIGION.

8 JUIN 632. *Mort de Mahomet.*

Toute religion, vraie ou fausse, est l'expression d'un progrès dans les idées et les mœurs générales, déterminé et en quelque sorte promulgué par le génie d'un seul. En parcourant les annales du passé, on reconnaît que la méthode commune aux instituteurs primitifs du genre humain consistait à envelopper de mensonges les vérités qu'ils avaient à lui apprendre. Pour convaincre la terre, ils se disaient envoyés du ciel, inspirés par le ciel; ils feignaient avec Dieu des relations plus ou moins immédiates : ils s'attribuaient la puissance des miracles, et semblaient croire que le seul moyen d'agir sur la raison des peuples, c'était de la traiter comme l'esclave de leur imagination. Ces prophètes, ces philosophes, ces rois n'avaient pas tort sans doute, et ils ne pouvaient mieux faire dans ce premier âge du monde, dont l'invention de l'imprimerie a marqué définitivement le terme. Avec cette découverte, un second âge commence : la raison reconnaît tout-à-coup sa force : l'imprimerie a produit sur elle le même effet que le bouclier d'or sur le héros de la poésie antique, et l'imagination est soumise à son tour. Désormais le génie du progrès peut s'adresser à la raison sans voile et sans figure; il en sera compris. Mais si telle doit être la loi de leurs rapports dans le second âge du monde, n'oublions pas que le législateur des Arabes appartenait encore au premier.

Mahomet, ou, suivant l'orthographe et la prononciation orientales, Mohammed (1), naquit à la Mekke, le 10 novembre 570 de

(1) Ce nom, qui signifie en arabe *loué, glorifié*, lui fut donné par son aïeul. On lui donne aussi quelquefois celui d'Ahmed, qui a la même signification.

l'ère chrétienne. Il sortait de la plus illustre des tribus arabes ; celle de Coraïsch, qui se vantait d'avoir pour chef le patriarche même de l'Arable, Ismaël, et qui, depuis cinq générations, possédait la souveraineté de la Mekke, et l'intendance de *la Caabah* ⁽¹⁾. Suivant Abulfeda, la tige de son arbre généalogique remontait jusqu'à Adam, en passant par Abraham. Mais cet enfant, si riche en ancêtres, ne tarda pas à se voir orphelin : il n'avait que deux mois, lorsqu'Abdallah, son père, lui fut enlevé ; il avait six ans, lorsqu'il perdit Amenah, sa mère, non moins belle que vertueuse. Abdal-Mothaleb, son grand-père, le recueillit avec une tendresse, à laquelle se mêlait une sorte d'estime anticipée. Il avait coutume de dire : *Nous devons avoir grand soin de cet enfant* ; et quand la mort l'atteignit lui-même, il le recommanda spécialement à son fils, Abou-Thaleb, oncle du jeune Mahomet. Abou-Thaleb s'acquitta fidèlement de sa mission : il forma son neveu au commerce : à treize ans, il l'emmena en Syrie, et ce fut là qu'un moine nestorien prédit à Mahomet sa future grandeur. Cette prédiction, en la supposant réelle, ne reposait pas entièrement sur le hasard : celui qui en était l'objet se distinguait déjà par la justesse de ses réponses, par la régularité de sa conduite, et par une sincérité de cœur et de paroles qui lui avaient mérité le surnom d'*al Amin* (le Fidèle).

A quatorze ans, suivant quelques auteurs, à vingt ans, suivant d'autres, Mahomet fit son apprentissage de guerrier, comme il avait fait celui de négociant, sous la tutelle de son oncle, Abou-Thaleb : les Coraïschites et leurs alliés triomphèrent des Havazénites, qui avaient violé le sacré territoire. Au retour de cette expédition, les vainqueurs songèrent à reconstruire *la Caabah*, que les flammes avaient dévorée. Plusieurs tribus se disputaient l'honneur de poser la pierre noire dans le nouveau temple. Mahomet, choisi pour arbitre, décida que la pierre serait mise sur un tapis étendu, qu'un homme de chaque tribu en tiendrait les extrémités, et l'élèverait jusqu'à la hauteur où elle devait être placée. Alors il la prit lui-même et la posa de ses propres mains. La réputation d'honneur et de talent dont jouissait le jeune homme attira sur lui l'attention de Khadidjah, veuve riche et noble, qui lui confia d'abord le soin de sa fortune, et y joignit bientôt le don de sa

(1) Ismaël, chassé de la maison paternelle, vint s'établir à la Mekke avec sa mère Agar. Aidé par Abraham, ainsi que le suppose la tradition, il y bâtit *la Caabah*, ou temple carré ; dans ce temple se trouve une pierre, que l'ange Gabriel est censé avoir apportée du ciel au commencement du monde. Alors la pierre était blanche : mais les péchés des hommes l'ont noircie.

main. Mahomet n'avait que vingt-cinq ans, et Khadidjah en comptait quarante. Cependant il lui resta fidèle, et tant qu'elle vécut, il ne voulut jamais profiter de la loi, qui lui permettait de prendre plusieurs femmes.

Ici l'histoire se tait, et Mahomet échappe à tous les yeux pendant quinze années. « Dieu, dit Abulfeda, lui avait inspiré l'amour de la solitude; » c'est-à-dire qu'une grande pensée l'avait saisi et l'occupait sans cesse. En contemplant l'état des croyances religieuses qui régnaient autour de lui, il avait vu partout l'idolâtrie, partout la discorde, et il avait conçu l'espoir d'y substituer l'unité et la pureté. Les Arabes se livraient aux superstitions les plus grossières, les uns, suivant les vieilles doctrines du sabisme, et confondant le culte de l'Éternel avec celui des astres; les autres, pratiquant un judaïsme corrompu. Le christianisme, jeune encore, s'égarait en une multitude de sectes, de querelles, et même, dans l'opinion de Mahomet, se rabaissait jusqu'au paganisme, en proclamant la divinité de Jésus, en adorant la Vierge Marie, les saints et les images. Mahomet se propose donc de fonder un nouveau culte sur un dogme oublié plutôt que nouveau. L'existence d'un Dieu unique, voilà la vérité qu'il se charge de rappeler aux hommes; le titre de Prophète de Dieu, voilà le mensonge dont il se sert pour l'établir.

Il y a toujours une période obscure dans la vie des fondateurs de religion. Eux seuls pourraient en éclaircir les ténèbres; mais c'est un soin qu'aucun d'eux n'a pris. Comme au théâtre, ils ne lèvent la toile que lorsque tout est préparé, et ils ont soin que le public ne sache rien ni de ce qui s'est fait aux répétitions, ni de ce qui se passe dans les coulisses. Ainsi, les cavernes du mont Hara cachèrent les laborieuses préparations de Mahomet au rôle d'apôtre et de législateur : chaque année il s'y renfermait pendant un mois; il y méditait les saintes Écritures des Juifs et des Chrétiens; il calculait la prodigieuse influence d'un livre sur la durée d'un culte, et il se disposait à écrire le sien.

A quarante ans, sa mission ou son rôle commence. Il était venu passer le mois de ramadhan dans sa retraite ordinaire : mais cette fois il y avait amené sa famille, que, par une sage précaution, il voulut d'abord convertir. Un jour il dit à sa femme que l'ange Gabriel lui était apparu, la nuit précédente, et qu'en le nommant apôtre de Dieu, il lui avait ordonné de lire et d'annoncer aux hommes les vérités qui lui seraient révélées. Khadidjah crut son époux, et devint sa première prosélyte. De retour à la Mekke, Mahomet, avant de rentrer dans sa maison, fit sept fois le tour de

la Caabah : dès lors, il eut de fréquentes révélations : ses prosélytes se multiplièrent. Le second fut Aly, fils d'Abou-Thaleb, et cousin germain du prophète, enfant de dix à douze ans ; le troisième, Abou-Bekr, alors magistrat de la Mekke, plus tard beau-père et successeur de Mahomet. L'exemple de ce dernier, citoyen grave et respectable, en entraîna plusieurs autres, parmi lesquels on distingue Othman, fils d'Affan, qui reçut le khalyfat après Abou-Bekr et Omar.

Pendant trois ans, l'*Islamisme*, c'est le nom que le Prophète donnait à sa doctrine ⁽¹⁾, poursuivit ses conquêtes sans bruit et sans éclat. Au bout de ce terme, le jugeant assez fort pour le produire au grand jour, Mahomet choisit la solennité d'un repas, où les convives, tous descendants d'Abdal-Mothalleb, se trouvaient au nombre de quarante. Le repas fini, lorsqu'il voulut prendre la parole, Abou-Laheb, son cousin germain, engagea l'assemblée à se séparer. Mais ayant fait inviter pour le lendemain les mêmes convives, Mahomet leur parla en ces termes : « Jamais mortel » n'offrit à sa nation un bien aussi précieux que celui que je vous » apporte. Je vous offre le bonheur dans ce monde et la félicité » dans le ciel. Dieu m'a commandé de vous appeler à lui. Qui de » vous partagera mon emploi et sera mon *vézir* ⁽²⁾ ? Qui de vous » veut être mon frère, mon envoyé, mon *khalyfe* ⁽³⁾ ? » Tout le monde gardant le silence, Aly se leva et dit : « O prophète ! ce » sera moi. Je partagerai tes travaux ; j'arracherai les yeux de tes » ennemis, je leur briserai les dents et leur fendrai la poitrine. » A ces mots, rapide improvisation du fanatisme, Mahomet embrassa le jeune homme, et le présenta aux autres convives, en leur disant : « Voici mon frère, mon envoyé et mon khalyfe ; respectez-le et » lui obéissez. » Un rire universel s'étant élevé, tous se tournèrent du côté d'Abou-Thaleb, et lui dirent que c'était à lui désormais d'obéir à son fils. Telle fut la première scène du drame dont le dénouement devait être l'établissement d'une religion et d'un empire.

Bientôt Mahomet remplit la Mekke de ses prédications. Le peuple trembla pour ses faux dieux : les grands tremblèrent pour leur puissance. Des craintes on passa aux murmures, et des murmures aux menaces. Les premiers d'entre les Coraïschites vinrent trouver Abou-Thaleb, et l'engagèrent à réprimer l'audace impie

(1) *Islamisme* vient d'*Islam*, mot arabe qui exprime l'action de s'abandonner à Dieu.

(2) Conseiller.

(3) Successeur.

de son neveu. Mais Mahomet lui dit : « O mon oncle ! quand les » Coraïschiites armeraient contre moi le soleil et la lune ; quand je » verrais ces deux astres, l'un à ma droite, l'autre à ma gauche , » je n'en serais pas moins inébranlable dans ma résolution. » Malgré l'appui d'Abou-Thaleb, l'exil est prononcé contre tous ceux qui ont embrassé l'Islamisme ; mais des conversions fameuses, celle d'Hamzah, celle d'Omar, compensent ce désavantage. Quelques Musulmans émigrent en Abyssinie : vainement les Coraïschiites veulent obtenir leur extradition. Ils proscrivent toute la postérité d'Haschem et d'Abdal-Mothaleb par un acte, dont en cinq ans un ver dévore toute la substance, excepté l'endroit où se trouvait écrit le nom de Dieu. Abou-Thaleb instruit les Coraïschiites de ce prodige, qui les frappe et les détermine à révoquer la sentence de proscription. Vers ce temps, Abou-Thaleb vient à mourir, sans que Mahomet puisse lui faire prononcer la profession de foi musulmane (1). Khadidjah expire à son tour, sincèrement pleurée de son époux, et l'année que marque cette double perte est appelée *l'année de deuil* par les sectateurs du prophète : c'était la dixième de sa mission.

L'époque de la persécution approchait pour le culte naissant. Privé de la protection d'Abou-Thaleb dans sa ville natale, Mahomet chercha un asile dans celle de Taïef, d'où le chassèrent les outrages de la populace. Revenu à La Mekke, où il souffrit de nouvelles avanies, il tourna les yeux vers Yathreb, et mit tout en œuvre pour s'y créer des partisans. L'entreprise était d'autant plus facile, qu'une ancienne rivalité de commerce divisait La Mekke et Yathreb. En haine de la cité qui persécutait le prophète, l'autre se convertit à sa doctrine. On nomma ces nouveaux convertis *al-ansar* ou *ansariens*, c'est-à-dire auxiliaires, parce qu'ils s'engageaient à secourir et à défendre Mahomet contre ses ennemis. Douze d'entre eux vinrent lui jurer fidélité, et l'année suivante, son envoyé Mossab en ramena soixante-quinze, chargés de lui offrir, au nom de leurs compatriotes, un entier dévouement. Mahomet accepta leurs offres. *Mais si nous mourons pour votre cause*, lui dirent-ils, *ô apôtre de Dieu, quelle sera notre récompense ? — Le paradis. — C'est assez.* Et sur-le-champ ils s'engagèrent par des sermens inviolables. A l'exemple de Jésus, Mahomet en choisit douze, qui devaient représenter les douze apôtres. Il leur commanda d'employer le glaive à la propagation de leur croyance, et l'on remarque que ce fut la première fois qu'il donna cet ordre fameux, principe de

(1) Il n'y a d'autre dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète.

sa grandeur. Désormais sûr d'une retraite, il y envoie secrètement ses adhérens. Resté seul à La Mekke avec Abou-Bekr et Aly, il apprend que sa mort est résolue ; déjà les conjurés environnent sa demeure : il sort, passe au milieu d'eux, en leur jetant aux yeux une poignée de poussière. Aly, couvert de la robe verte du prophète, trompe leur surveillance jusqu'au matin, et dans la nuit même, Mahomet s'éloigne, accompagné d'Abou-Bekr et d'un guide. Sa prudence et son courage le délivrent des périls qui inquiétaient sa fuite, fuite célèbre, au bout de laquelle le triomphe l'attendait. Il arrive à Yathreb, y fixe sa résidence, et la ville prend le nom de *Medinat al Naby* (ville du Prophète) ou simplement de Médine. La fuite de Mahomet, appelée par les Arabes *hedjrah* ou hégire, est devenue le point de départ de l'ère dont ils se servent pour compter les siècles. (*Voy.* 16 JUILLET 621.) Le prophète entraît alors dans la cinquante-quatrième année de son âge et la quatorzième de sa mission.

Mahomet s'était prudemment interdit la puissance des miracles. Prévoyant combien seraient difficiles à tromper des yeux qui ne voudraient pas l'être, il déclara en vingt endroits du *Coran* (1) que Dieu ne l'avait chargé que de la prédication. Néanmoins il n'entendait pas se priver du secours des récits merveilleux, visions ou apparitions, dont on a été seul l'acteur ou le témoin, et dont par conséquent on se dispense de rapporter la preuve. Tel est le *voyage nocturne* à travers les sphères célestes, que l'on place un an avant l'hégire, et dans lequel Dieu lui-même prescrivit au prophète le nombre des prières qu'il fallait chaque jour lui adresser. Une fois établi à Médine, où son fidèle Aly le rejoignit bientôt, Mahomet lui donna en mariage sa propre fille Fatime, et épousa la fille d'Abou-Bekr, Aïchah, qui n'avait que neuf ans, la seule de ses femmes qu'il prit encore vierge. Ensuite il réunit par une sorte de fraternité les deux classes de ses disciples, les *mohagériens*, ou réfugiés de La Mekke, les *ansariens* ou auxiliaires de Médine. L'année suivante il régla les détails du culte : il voulut qu'en faisant sa prière tout Musulman se tournât vers La Mekke, au lieu de se tourner vers Jérusalem : il établit le jeûne du Ramadhan, et dédaignant l'usage des tambours, des trompettes ou des cloches, pour annoncer le service divin, il décida que des *muezzins* seraient chargés d'appeler les fidèles à la prière.

Dans le cours de la même année, il fallut songer à défendre la religion qu'on venait à peine de constituer. Les Coraïsches

(1) *Al Coran*, ou le *Coran*, signifie lecture par excellence.

donnèrent le signal de la guerre, en pillant quelques caravanes. Mahomet, à la tête de trois cent treize Musulmans, attaqua, le 14 mars 624, un corps de neuf cent cinquante Coraïschites dans un lieu nommé Bedr, et situé près de la mer Rouge; il les vainquit, leur tua soixante-dix hommes et fit un pareil nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent son oncle Abbas et Ocaïl, frère d'Aly, qui tous deux embrassèrent l'Islamisme. Ce premier combat, cette première victoire, tant célébrés par les historiens orientaux, telle fut l'ouverture d'une campagne qui dura plusieurs siècles, et qui soumit à l'Islamisme plus de nations, plus de territoires que n'en opprima jamais le joug romain.

Le prophète avait pris le glaive, et jusqu'au terme de ses jours il devait à peine le quitter. L'histoire nous le montre dans une multitude de rencontres, de batailles, toujours brave, toujours habile, toujours heureux, excepté dans la journée d'Ohod, où il manqua payer de la vie l'avidité de ses archers, qui désertèrent leurs rangs pour courir au pillage. Percé de deux flèches, renversé de cheval par une grêle de pierres, dont l'une brisa son casque et l'autre lui rompit deux dents, il ne perdit pas un instant son sang-froid et son courage. Il criait aux amis généreux qui l'entouraient : « Comment des impies, qui ont souillé de sang le visage » de leur prophète, pourraient-ils prospérer ? » Le revers d'Ohod n'effaça pas la victoire de Bedr : les Musulmans ne pouvaient attribuer leur défaite qu'à leur désobéissance, et la renommée du prophète n'en souffrit nullement. A quelque temps de là, il échappe, comme Marius, au fer d'un assassin. Menacé d'une nouvelle attaque par les Coraïschites, il se renferme dans Médine et donne l'ordre de creuser un fossé dans la roche dure qui ceint les remparts. Prenant lui-même le marteau, il en frappe trois fois la pierre, et trois éclairs en jaillissent. On lui demande ce que ces éclairs signifient. « Le premier, répond le prophète, m'apprend » que Dieu soumettra à mes armes l'Arabie heureuse; le second » m'annonce la conquête de l'Orient; le troisième, celle de l'Occident. » Tandis qu'on creusait ce fossé, les chroniqueurs arabes prétendent qu'il nourrit un jour les travailleurs, au nombre de trois mille, avec un panier de dattes, un autre jour avec un agneau rôti et un pain d'orge. Ici le plagiat est manifeste : pour enrichir Mahomet, on a dérobé Jésus.

Aux travaux guerriers, Mahomet joignait toujours ceux de législateur et de poète; car ce double caractère se retrouve dans un livre dont chaque chapitre était censé descendre du ciel, et dont l'intérêt ou l'occasion inspirèrent plus d'un verset. Ainsi quand le

prophète eut épousé Zainab, la femme de son fils adoptif, Zaïd, le ciel prit soin d'apaiser les murmures qu'excitait cette union, et le complaisant Zaïd vit son nom écrit dans le Coran, honneur que lui seul obtint parmi les compagnons du prophète. Quand la vertu d'Aïchah fut soupçonnée, le ciel se chargea encore de la justifier. Ces oracles ne trouvaient point d'incrédulés : le Coran même ne portait-il pas : *Quoi de plus impie que de faire Dieu complice d'un mensonge ? que de s'attribuer des révélations qu'on n'a point eues ?*

Enfin, une trêve de dix ans fut conclue entre les Musulmans et les Coraïschites ; mais comme les soldats du prophète se plaignaient de ce qu'on troupait leur espoir en les privant du pillage de La Mekke, Mahomet leur dit : « Dieu sait ce que vous ignorez, et il » vous prépare une victoire prochaine. Cette victoire doit précéder votre entrée à La Mekke ; » et à l'instant il les conduisit contre la tribu juive de Khaïbar. Ce fut dans cette expédition que le fidèle Aly tua d'un coup de sabre le gigantesque Marhab, dont la sœur, Zainab, servit au prophète une épaule de mouton empoisonnée. La tentative homicide manqua son effet ; cependant il en resta au prophète une souffrance secrète, qui sans doute abrégé ses jours.

Maître de Khaïbar, victorieux jusque dans le Yémen par les armes de ses généraux, Mahomet voulut étendre les conquêtes de sa religion au-delà des bornes de l'Arabie. Il écrivit à Cosrou II (Cosroès), roi de Perse ; à l'empereur Héraclius ; à Makaukas, gouverneur d'Égypte, qui prenait le titre de prince des Cophtes ; au roi d'Abyssinie, et à plusieurs autres. Il les invitait à embrasser l'Islamisme, dans des lettres scellées d'un sceau d'argent, sur lequel étaient gravés ces mots : *Mahomet, apôtre de Dieu*. Il y eut deux princes qui acceptèrent la proposition, le roi d'Abyssinie et Moundar, prince ou vice-roi d'une province persique ; Cosrou déchira la lettre de Mahomet et chassa son ambassadeur ; Héraclius lui répondit par des présens ; Makaukas lui envoya sa fille, qu'on appelait la belle Marie.

Dans la même année, le prophète accomplit le pèlerinage de La Mekke, suivant les stipulations de la trêve, et son séjour dans cette ville produisit une impression si vive, que bientôt il se vit en état de dicter des lois aux Coraïschites. Ces derniers, par l'imprudence de leur conduite, fournirent eux-mêmes au prophète un prétexte de recommencer la guerre, qui cette fois se termina par la prise de la ville sacrée. Quelques docteurs musulmans disent qu'elle fut emportée de vive force, d'autres qu'elle capitula. Quoi qu'il en soit, Mahomet y fit son entrée solennelle un vendredi,

12 janvier 630. Ayant convoqué les principaux habitans, il leur demanda quel traitement ils attendaient de sa part; ils répondirent : « Nous n'attendons que du bien de toi, frère généreux, » fils d'un frère généreux. — Allez donc, leur dit-il en les congédiant, vous êtes libres. » Ensuite il se rendit à la colline d'al Safa, où le peuple le reconnut comme souverain spirituel et temporel. Il visita la Caabah, y détruisit toutes les idoles, sans même épargner les statues d'Abraham et d'Ismaël; enfin, il publia une amnistie qui n'exceptait que dix personnes, et sur ce nombre il n'en périt que sept. La réduction de La Mekke entraîna celle de villes et de tribus voisines. Tandis que Mahomet frappait l'idolâtrie dans le sein même de la cité, ses généraux lui portaient, dans les environs, des coups non moins terribles.

C'était alors la neuvième année de l'hégire, année célèbre par le concours des ambassadeurs qui vinrent s'humilier devant le prophète. Alors s'accomplit la prédiction du Coran : « Lorsque Dieu » enverra son secours et sa victoire, vous verrez les hommes embrasser à l'envi l'Islamisme. » Méditant de nouvelles conquêtes, et jaloux de soumettre à sa loi les Perses et les Grecs, Mahomet commença par attaquer la Syrie que possédait Héraclius, et lui prit quelques villes. Cette expédition fut la dernière qu'il commanda en personne. De retour à Médine, il reçut encore des ambassadeurs, publia des réglemens relatifs au pèlerinage, qui se fit cette année sous la conduite d'Abou-Bekr. L'année suivante, les tribus arabes les plus éloignées reconnurent volontairement son autorité. Aly fut envoyé dans l'Yémen, où il prêcha l'Islamisme avec tant de succès qu'en un seul jour il convertit une tribu entière.

Ici se place le fameux pèlerinage que le prophète accomplit lui-même, suivi de cent quatorze mille fidèles, et que l'on désigne sous le nom de *Pèlerinage de l'adieu*. (Voy. 22 FÉVRIER 632.) Deux mois après cette imposante cérémonie, un violent mal de tête, accompagné d'une fièvre dont il attribuait la cause au poison que lui avait naguère présenté Zainab, annonça au prophète que sa fin approchait. Il se fit aussitôt porter chez Aïcha, son épouse chérie. La nouvelle d'une double révolte accrut son mal et ses dangers. Pour calmer le feu intérieur qui le dévorait, il donna l'ordre à ses femmes de jeter sur son corps une grande quantité d'eau froide. Se trouvant bien de ce remède, il se rendit au temple le lendemain, et après avoir célébré les louanges de Dieu, demanda pardon de ses péchés, il monta en chaire : « Si quel- » qu'un, dit-il, a lieu de se plaindre que je l'aie maltraité de

» coups ; voici mon dos , qu'il me les rende sans crainte.... Si j'ai
 » blessé la réputation de quelqu'un , qu'il me traite de la même
 » manière. Si j'ai pris de l'argent à quelqu'un , je suis prêt à le
 » lui restituer à l'instant. » Un homme du peuple éleva la voix
 pour réclamer vingt drachmes qui lui étaient dues , et que Mahomet
 lui paya , en disant : « Il est bien plus facile de supporter la
 » honte dans ce monde que dans l'autre. »

Mahomet continua de se rendre tous les jours à la mosquée ;
 mais le vendredi qui précéda sa mort , ne se sentant plus la force
 de remplir les fonctions d'imam , il chargea Abou-Bekr de le suppléer.
 Dans un accès de délire , il demanda une plume et du papier pour
 écrire un livre qui empêchât ses disciples de retourner à l'erreur.
 « N'avons-nous pas le Coran ? dirent quelques-uns » d'entre eux ; ce livre nous suffit. » D'autres voulaient qu'on se
 rendit à sa demande , et la dispute s'échauffait. Rappelé à lui-même ,
 il dit aux assistants : « Retirez-vous ; il n'est pas bienséant de »
 disputer devant un prophète. » Enfin , après avoir langui quinze
 jours , s'étant jeté un peu d'eau sur le visage , il prononça ces pa-
 roles : « Seigneur , fais-moi miséricorde , et place-moi au rang de »
 ceux que tu as élevés en grâce et en faveur ; » et il expira , un
 lundi , 13^e raby 1^{er} de la onzième année de l'hégire. Il était âgé
 de soixante-trois ans ; il avait fondé un empire qui devait croître
 pendant près d'un siècle , et une religion qui domine encore au-
 jourd'hui sur une moitié de l'ancien hémisphère.

Quand le prophète eut cessé d'être , le peuple qui assiégeait sa
 porte , ne pouvant le croire mortel , disait qu'il avait été enlevé
 au ciel comme Jésus-Christ. Omar , adoptant ce sentiment , me-
 naça d'exterminer ceux qui soutiendraient l'opinion contraire ;
 mais Abou-Bekr , qui fut nommé khalyfe au préjudice d'Aly , ne
 craignit pas de désavouer l'immortalité de Mahomet , en prouvant ,
 par le texte même du Coran , que ce privilège n'appartenait qu'à
 Dieu seul. C'était se montrer fidèle à l'exemple du maître. Lors-
 que Mahomet perdit Ibrahim , son fils unique , âgé de dix-sept
 mois , une éclipse de soleil couvrit le ciel de ténèbres , et le peuple
 en cherchait la cause dans la mort de l'enfant. « Citoyens , leur dit »
 Mahomet , le soleil et la lune sont des monumens de Dieu et »
 l'ouvrage de ses mains ; mais ils ne s'éclipsent ni pour la mort , »
 ni pour la naissance des mortels. » On agita vivement la ques-
 tion de savoir où l'on ensevelirait le prophète. La Mekke , sa ville
 natale ; Médine , sa patrie adoptive ; Jérusalem , où les anciens
 prophètes reposaient , furent tour à tour proposées et rejetées.
 Abou-Bekr trancha la question , en affirmant avoir entendu dire

à Mahomet qu'un prophète devait être enterré où il était mort. Cet avis prévalut : on creusa une fosse sous le lit même où Mahomet avait rendu le dernier soupir. Plus tard, cette fosse fut renfermée dans un *turbé*, ou édifice en pierres, de la construction la plus simple, autour duquel le khalyfe Walyd I^{er} fit élever une superbe mosquée.

Les historiens arabes tracent à peu près ainsi le portrait physique et moral du prophète : Mahomet était d'une taille moyenne ; il avait la tête grosse, la barbe épaisse, les paumes des mains et les plantes des pieds fortes et rudes, les os gros et solides, le teint vermeil, les yeux noirs ainsi que les cheveux, le contour des joues gracieux, le cou blanc et uni comme l'ivoire, l'ouïe très-fine, la voix belle et sonore. Entre les deux épaules, il portait une loupe, que les Musulmans appellent le sceau de la prophétie ; et qui disparut après sa mort. Doué d'une intelligence supérieure, d'une haute raison, d'une mémoire prodigieuse, il parlait peu et se plaisait dans le silence. Juste, prudent, impartial, il écoutait avec patience celui qui lui parlait, et ne se levait jamais le premier. Si quelqu'un lui serrait la main en signe d'amitié, il ne la retirait point avant qu'on l'eût prévenu. Il visitait fréquemment ses compagnons d'armes et s'informait de leurs affaires. Simple et modeste dans ses mœurs, le conquérant de l'Arabie ne rougissait pas de s'asseoir à terre, de traire ses chèvres, de raccommoder ses vêtemens et ses chaussures, de préparer lui-même le repas de ses hôtes. « Sa sobriété était si grande, ajoute un » orientaliste distingué, qu'il vivait de pain d'orge, ne satisfaisait » pas même entièrement son appétit, et que souvent, pour surmon- » ter la faim, il se serrait le ventre avec une pierre fortement atta- » chée. Sa famille imitait sa tempérance ; on s'y passait quelquefois » de feu pendant deux mois consécutifs, et l'on n'y vivait que de dat- » tes et d'eau pure.... Mahomet fut sensible à la reconnaissance, » fidèle à l'amitié ; il sut conserver ses amis dans ses disgrâces et » s'attacher ses ennemis dans sa prospérité. Il se montra reli- » gieux observateur des traités, clément après la victoire, et s'il » en abusa une fois, on peut dire que, forcé par la nécessité de » veiller à sa propre sûreté, il crut devoir épouvanter une tribu » perfide par un exemple terrible. Sa clémence se démentit rare- » ment, et on ne le vit jamais commettre ou faire exécuter de » sang-froid un seul de ces forfaits horribles qui souillent les » pages de l'histoire des peuples plus policés. »

On a dit de Mahomet qu'il surpassait les autres hommes en quatre choses, en valeur, en libéralité, en vigueur à la lutte et dans

le mariage. Il disait lui-même que Dieu avait créé pour le bonheur des humains les femmes et les parfums. Par un article du *Coran*, il avait réduit à quatre le nombre, jusqu'alors illimité, des épouses légitimes. Sans respect pour sa propre loi, il en prit quinze, auxquelles il faut ajouter onze concubines. Khadidjah fut la seule de ses femmes légitimes qui lui donna des enfans, quatre fils et quatre filles : les fils moururent tous en bas âge, et ce défaut de postérité masculine valut à Mahomet le sobriquet d'*Abtar* ⁽¹⁾. Il existe encore dans les pays musulmans de nombreux rejetons de sa race, que le privilège exclusif de porter le turban vert, et les titres d'émir, de séid, de schéryf ne préservent ni des humiliations, ni de la misère.

La véritable postérité de Mahomet, c'est un livre, c'est le *Coran*, qui, dans sa main et dans celle de ses successeurs, est devenu un instrument de conviction, de gloire, de conquête. A côté du brahminisme et du christianisme, le *Coran* est venu fonder une troisième école, qui, avec les deux premières, est entrée en partage du monde ⁽²⁾. Le *Coran* est-il créé ou incréé ? Telle est la question qu'agitent encore les différentes sectes musulmanes. Pour nous, que le débat ne peut intéresser, nous nous demandons seulement si Mahomet a consigné lui-même par écrit les révélations qu'il prétendit recevoir du ciel pendant le cours de vingt-trois ans ? ou bien s'il est vrai, comme il l'affirme, qu'il ne savait ni lire, ni écrire ? L'opinion la plus vraisemblable, c'est qu'il savait lire, mais qu'il ne l'avait appris que dans un âge avancé. Après sa mort, les cent quatorze chapitres du *Coran* furent recueillis par Zaid-ben-Thabet, l'un de ses secrétaires, qui entassa pêle-mêle, avec plus de fanatisme que de goût, tant les fragmens écrits sur des omoplates de brebis, sur des pierres blanches, sur des feuilles de palmier, sur des lambeaux de cuir ou d'étoffe, que les morceaux conservés dans la mémoire des hommes. Ainsi fut composé ce livre, dont, suivant les Musulmans, aucun mortel n'a pu et ne pourra jamais atteindre l'éloquence, et dont le style est encore le modèle que tous les écrivains arabes s'efforcent d'imiter.

Le but de Mahomet était moins d'apporter une foi nouvelle que de raviver des croyances éteintes, de refrapper en quelque sorte l'idée d'un Dieu unique, de continuer l'œuvre d'Abraham, de

(1) Ce mot signifie en arabe : « Celui à qui l'on a coupé la queue. »

(2) D'après un calcul que nous empruntons à M. Th. Jouffroy, deux cent trente millions d'hommes sont entraînés dans le mouvement chrétien ; le brahminisme en comprend deux cent millions, le mahométisme cent vingt. Cent millions de barbares forment le surplus des habitans de la terre.

Moïse, de Jésus. Considérant sous un large point de vue la mission des différens prophètes qui l'avaient précédé, il reconnaissait les titres de tous ceux qui ont proclamé l'unité divine ; mais là, suivant lui, se bornaient leurs pouvoirs. Il va même jusqu'à supposer qu'un jour Dieu demandera compte à tous ses envoyés de ce qu'ils ont fait sur la terre ; que, s'adressant entre autres à Jésus, il l'interrogera pour savoir si réellement il a commandé aux hommes de l'adorer lui et sa mère, comme des dieux ? et qu'alors Jésus lui répondra : « Seigneur, leur aurais-je ordonné un sacrilège ? » Je ne leur ai fait entendre ma voix que pour leur annoncer tes commandemens. Je leur ai dit : Adorez mon seigneur et le vôtre. » Dans la doctrine prêchée par Mahomet tout ce qui tendait à l'unité de Dieu était vérité ; tout ce qui s'en éloignait n'était qu'erreur. Ainsi pensait l'homme extraordinaire qui s'annonçait à la fois comme le continuateur, le plus grand et le dernier des prophètes (1). — ÉDOUARD MONNAIS.

1794. Fête de l'Être suprême.

Sur les ruines du culte catholique, le chef d'une secte démagogue et athée avait élevé en France le culte de la *Raison*. (Voyez 10 NOVEMBRE 1793.) Vainqueur des deux factions qui menaçaient le Comité de salut public (voy. 24 MARS et 5 AVRIL 1794), Robespierre sentit qu'il lui fallait un Dieu, dont il serait lui-même le pontife. Le 7 mai (18 floréal), l'existence de l'Être suprême fut décrétée par la Convention, qui, en même temps, chargea David de rédiger le programme de sa fête.

Robespierre et Saint-Just avaient conçu le plan d'une démocratie morale, dont les élémens pouvaient être classés comme il suit : *liberté* et *égalité*, pour le gouvernement de la république ; *indivisibilité*, pour sa forme ; *salut public*, pour sa défense ; *vertu*, pour son principe ; *Être suprême*, pour son culte. Quant aux rapports des citoyens entre eux, ou envers l'État, *fraternité*, *probité*, *bon sens*, *modestie*, tel devait être leur symbole. On a remarqué qu'il n'y eut pas un de ces mots qui ne servit à la proscription d'un parti ou à la mort de quelques hommes.

L'auteur principal de ce plan, auquel il ne manquait rien que d'être praticable, croissait tous les jours en élévation et en puis-

(1) Voy. 9 AOÛT 634, Mort d'Abou-Bekr ; 1^{er} NOVEMBRE 644, Assassinat d'Omar ; 18 JUIN 656, Assassinat d'Othman, et 4 NOVEMBRE 656, Bataille de Karybali ou Élévation d'Ally.

sance. Sa *vertu*, son *génie*, son *éloquence* étaient sans cesse vantés par les fanatiques de son parti. Deux circonstances contribuèrent encore à échauffer leur zèle : un double projet d'assassinat fut découvert à un jour de distance : l'un formé par un homme obscur, nommé L'Admiral, l'autre par une jeune fille, nommée Cécile Renaud. Alors les témoignages d'une allégresse excessive environnèrent Robespierre, dont on attribua le salut au *bon génie* de la république et à l'*Être suprême*, ressuscité par ses soins. La célébration de la fête avait été fixée au 20 prairial (8 mai), dans toute l'étendue de la France. Le 16, Robespierre fut nommé président de la Convention à l'unanimité, pour qu'il pût paraître à la tête de l'assemblée dans cette auguste cérémonie.

Il y parut en effet, brillant de costume et radieux de visage, ce qui ne lui était pas ordinaire. Arrivé sur un vaste amphithéâtre, qu'on avait dressé dans le jardin et adossé au château des Tuileries, il harangua la foule immense qui se pressait autour de lui, tenant à la main des branches d'arbre et des bouquets de fleurs : lui-même portait des fleurs et des épis. Au milieu de son discours, il prit une torche enflammée, descendit de l'amphithéâtre et s'avança vers le bassin du parterre, où s'élevait un groupe de figures allégoriques représentant l'athéisme, l'ambition, l'égoïsme, la discorde et la fausse simplicité. Il mit le feu à ces emblèmes, et, du milieu de leurs débris fumans, on vit sortir la statue de la sagesse environnée d'une auréole de gloire. Après ce bizarre auto-da-fé, le pontife reprit sa harangue, qu'il termina par une pompeuse invocation à l'*Être suprême*. Aux sons d'une musique guerrière, la Convention se rendit au Champ-de-Mars : là elle se plaça sur la cime d'une montagne peinte, et écouta l'hymne composé par Chénier, au refus de l'abbé Delille. Le cortège revint aux Tuileries, et le reste de la journée se passa en repas civiques.

Pendant toute la cérémonie, Robespierre s'était tenu à vingt pas en avant de ses collègues : les cris de *Vive Robespierre !* avaient frappé leurs oreilles, et ils n'avaient pas dissimulé leur jaloux dépit. Robespierre, lui, avait dit Lecoing, de Versailles, *j'aime ta fête ; mais toi, je te déteste*. Bourdon lui avait répété la phrase de Mirabeau : *Le Capitole est près de la roche tarpéienne*. Enfin, le 20 prairial annonça le 9 thermidor. Mais deux mois restaient au tyran féroce, et il en profita pour verser des flots de sang. (*Koy.* 10 JUIN 1794.)

POLITIQUE.

50 avant J.-C. (de Rome, 699). *Mort de Crassus (Marcus Licinius).*

Le nom de Crassus est devenu presque proverbial, grâce à l'immensité de ses richesses, et il occupe dans l'histoire des derniers temps de la république romaine une place plus importante que celle qui était due à son mérite personnel, parce qu'il maintenait l'équilibre entre les ambitions rivales de César et de Pompée. Sa mort fut doublement funeste à son pays. D'abord elle flétrit la gloire des armes romaines de la plus honteuse défaite qu'elles eussent encore subie ; mais les maux intérieurs de l'Etat surpassèrent encore ce désastre, lorsque les deux concurrens à une autorité presque souveraine ne furent plus contenus par l'influence d'un homme qui, bien que leur inférieur en renommée, apportait dans la balance le poids du crédit qu'il devait à sa fortune.

Crassus était d'une famille patricienne. Son père, qui avait été décoré du consulat, périt, avec un autre de ses fils, dans les proscriptions de Marius. Il n'échappa lui-même aux dangers qui le menaçaient qu'en cherchant une retraite en Espagne. Il s'y tint caché jusqu'à ce que Sylla vint punir les cruautés de son ennemi par des cruautés plus effrayantes encore. Le terrible dictateur, en le faisant partir pour une expédition hasardeuse, lui refusa une escorte, en ajoutant ces paroles, qui le caractérisent : « Je vous donne votre » père, votre frère et vos amis, dont je poursuis la vengeance sur » des scélérats. » Avec de tels auxiliaires, Crassus signala par quelques exploits le début d'une vie publique, dont une si sanglante catastrophe devait marquer la fin.

Il ne tarda cependant pas à reconnaître que, dans la carrière des armes, il trouverait un supérieur. Pompée commençait alors le cours de ses victoires. Pour lutter contre lui avec moins d'inégalité, Crassus se réserva les succès du Forum. Il habita sous les yeux des Romains, suivant l'expression de Cicéron, et, sans s'élever à une haute réputation d'éloquence, il se rendit populaire à l'aide de ses richesses ; il exerçait la préture en 680, lorsqu'il fut chargé d'aller combattre les gladiateurs que Spartacus avait soulevés. Il termina heureusement cette entreprise qui offrait plus de dangers que de gloire. Car dans ces ennemis, réduits au désespoir par l'excès de l'oppression, l'orgueil des Romains ne trouvait que des esclaves presque indignes d'être vaincus par leurs armes. Aussi Crassus, respectant le préjugé de ses concitoyens, n'osa-t-il réclamer le triomphe pour une victoire si importante au salut de

l'État. Il se contenta de joindre, aux honneurs de l'ovation, celui d'une couronne de lauriers qui était le privilège des triomphateurs.

La réputation naissante de César rallia Pompée et Crassus. En 682, ils furent nommés consuls ensemble. On les vit plus tard se diviser, et enfin, César, leur adversaire commun, les réconcilia, pour donner le premier exemple de cette ligue, mortelle à la puissance sénatoriale, qui reçut le nom de triumvirat. En 697, un second consulat réunit encore les deux anciens collègues; mais cet honneur fut emporté par la violence. Il coûta cher à Crassus, qui, ayant obtenu le gouvernement de Syrie, se laissa séduire à soixante ans, par l'espoir d'égaliser en réputation militaire ses deux rivaux de puissance; il conçut le hardi projet d'une guerre contre les Parthes, quoique la république n'eût aucun sujet de guerre contre eux. Cette expédition injuste effraya les Romains, qui mettaient peu de confiance dans les talens de Crassus. C'est à cette impression générale qu'il faut attribuer plusieurs présages sinistres, recueillis par la fidélité crédule des historiens. Au moment où Crassus se préparait à quitter Rome, on remarqua qu'un marchand criait des figures d'une ville de Carie, *Cauneas*, mot dont la prononciation se confondait avec celle de cette phrase : *cave ne eas* : « garde-toi de partir. »

Mais Rome surtout fut frappée d'un spectacle nouveau pour elle, et qui porta le découragement dans l'armée; car ces âmes ardentes et énergiques avaient toute la superstition qu'inspirent les passions excessives. Atéius, tribun du peuple, après avoir épuisé tous les droits que lui donnait sa magistrature pour s'opposer au départ de Crassus, courut à la porte de la ville, et, avec des rites effrayans, prononça d'affreuses imprécations. Crassus les méprisa, sans songer à l'effet qu'elles avaient dû produire sur les soldats qu'il emmenait avec lui. Sur son passage, il donna des preuves de son avarice, en pillant la Mésopotamie, et en dépouillant le temple de Jérusalem de l'or que la générosité de Pompée y avait laissé. Les ambassadeurs d'Orde, roi des Parthes, vinrent au-devant de lui pour lui demander la cause de la guerre; il leur répondit, avec cette arrogance que le succès peut seul légitimer, qu'il leur répondrait à Séleucie. Il passa l'Euphrate; mais au lieu de suivre le sage conseil de son lieutenant Cassius, de faire reposer ses troupes dans les villes qui appartenaient aux Romains, et de côtoyer le fleuve, pour entretenir dans son armée l'abondance des vivres et éviter d'être enveloppé par les ennemis, il s'engagea imprudemment dans l'intérieur du pays; il poussa même l'aveu-

glements jusqu'à dédaigner les secours du roi d'Arménie, dont les intérêts étaient d'accord avec ceux de la république. Il n'avait que quatre mille hommes de cavalerie, et celle des Parthes, commandée par Surena, faisait leur supériorité. Par d'habiles manœuvres, ils enveloppèrent l'armée romaine, et chacune de leurs flèches portait la mort dans les bataillons serrés de leurs ennemis. La seule espérance de Crassus, dont les soldats ne pouvaient se défendre contre ce genre d'attaque, était que les Parthes épuiseraient enfin leurs carquois; mais quand il apprit qu'ils avaient des chameaux chargés de flèches, la terreur lui fit donner l'ordre d'attaquer, sans espoir de succès.

Son fils, accompagné d'un corps considérable de troupes, s'élança avec une valeur désespérée. Les Parthes reculèrent aussitôt, et l'insensé général s'écria avec une joie prématurée : « L'ennemi s'enfuit. » On sait ce que c'est que la fuite des Parthes. La cavalerie, qui avait soutenu l'attaque du jeune Crassus, se replia bientôt et l'entraîna dangereusement blessé. Il n'avait plus d'espoir de salut qu'en abandonnant ses soldats, et il préféra à cette lâcheté une mort volontaire. Il se fit percer de son épée, dont une blessure qu'il avait à la main l'empêchait de se servir. Les Parthes lui coupèrent la tête, et, la plaçant au bout d'une lance, allèrent sous les yeux du malheureux père faire parade de ce sanglant trophée, présage du sort qui l'attendait lui-même.

L'âme de Crassus parut s'être agrandie avec le péril. Il montra une fermeté toute romaine, consolant, encourageant son armée, criant à haute voix « que la perte de son fils n'intéressait que lui; » que, si les légions étaient sauvées, la mort d'un soldat n'était point un désastre pour la république; » mais il n'était déjà plus temps de sauver les légions, qui, indomptables de près, restaient en butte aux flèches infailibles qui leur étaient lancées de loin. La trahison vint encore hâter une entière défaite. Un allié, le roi d'Edesse, non content de désertre les rangs des Romains, les prit à dos avec ses troupes. Cependant les Romains, assaillis de toutes parts, soutinrent le combat jusqu'à la nuit, et Crassus en profita pour s'enfuir à Carrhes avec les débris de son armée : les Parthes, lassés de carnage, s'étaient retirés.

La ville où Crassus avait cherché un abri ne put le protéger contre Surena, et les Romains furent forcés d'en sortir. Un nouveau combat s'engagea; mais le général des Parthes employa la perfidie pour s'assurer une victoire plus facile. Il feignit d'offrir la paix, et fit demander une entrevue à Crassus, qui n'osa la refuser, malgré sa défiance, de peur d'augmenter le mécontentement

de ses soldats. Cette entrevue n'était qu'un piège. Crassus se défendit avec intrépidité contre ceux qui violaient sur lui le droit des gens; mais il tomba enfin accablé par le nombre. Sa tête et sa main droite furent portées au roi Orode, qui fit couler de l'or fondu dans sa bouche, en disant : « Rassasie-toi de ce métal dont tu as été si affamé. » — PAUL DUPONT.

1376. *Mort d'Édouard, prince de Galles, surnommé le prince Noir.*

C'est le héros que l'Angleterre honore le plus, après Alfred. Sa gloire est toute chevaleresque, et on ne la voit cependant jamais achetée aux dépens d'une sage politique. Fils d'Édouard III, roi d'Angleterre, et de Philippine de Hainaut, épouse de ce monarque, il naquit en octobre 1330. Dès l'âge de quinze ans, il fut conduit en France et armé chevalier par son père qui découvrait le héros dans ce prince à peine adolescent. L'Angleterre était si pauvre alors, que l'héritier présomptif du trône ne recevait pour solde que vingt schellings par jour. Comme il arrive souvent, les plus pauvres triomphèrent des plus riches. La bataille de Crécy fut gagnée le 26 août 1346 par les Anglais, qui décernèrent le principal honneur de cette victoire au fils de leur souverain. Peut-être était-ce une flatterie délicate pour Édouard III; mais ce qui est du moins attesté par l'histoire, c'est que le jeune prince paya de sa personne et courut de grands dangers. Les officiers qui l'environnaient, effrayés de l'ardeur avec laquelle ils le voyaient s'engager dans les rangs ennemis à la tête du premier corps d'armée, envoyèrent dire au roi que le prince de Galles était enveloppé et avait besoin d'être secouru. Édouard III répondit en Spartiate. Il demanda d'abord si son fils était mort ou blessé, et rassuré sur cette crainte : « Dites à » mes généraux, ajouta-t-il, que tant que mon fils vivra, ils ne me » demandent point de secours; car il faut qu'il ait tout l'honneur » de cette journée, et qu'il se montre digne d'être chevalier. »

Ce mot, rapporté au héros de quinze ans, doubla ses forces, en lui montrant qu'il n'avait de ressource qu'en lui-même. Il rompit les rangs ennemis avec toute l'impétuosité du désespoir, et fut après la bataille récompensé de sa valeur, quand son père se précipitant dans ses bras, l'exhorta à persévérer dans la carrière où il venait de se montrer digne du trône. Parmi les morts de l'armée française, était le roi de Bohême, qui avait pour cimier trois plumes d'autruche avec cette devise en allemand : *Ich diene*. « Je sers. » En souvenir de son premier fait d'armes, le jeune vainqueur s'appropriâ cette devise, qui devint plus tard comme un emblème de sa

destinée, puisqu'il vécut et mourut toujours utile à son roi et à son pays, mais sans avoir cessé d'être sujet.

L'admiration populaire l'environna dès lors; peut-être lui-même chercha-t-il à se distinguer par un costume sombre et sévère qui lui valut son surnom. A une époque où l'éclat des armes était un luxe et une parure, il adopta une cuirasse brune, et on ne l'appela plus que le *prince Noir*.

Son père l'investit du duché de Guienne, et lui confia la conduite d'une guerre nouvelle contre la France. En 1355, il envahit et dévasta le Languedoc, et après avoir pris Carcassonne et Narbonne, il se retira dans Bordeaux. Un plus grand triomphe lui était réservé pour l'année suivante. Il avait ravagé l'Agénois, le Quercy et le Limousin, et était entré dans le Berri, lorsque sa marche aventureuse fut arrêtée par la nouvelle que le roi Jean accourait à la tête de près de soixante mille hommes. Les deux armées, si la petite troupe du prince Noir pouvait recevoir ce nom, se trouvèrent en présence à Maupertuis, près de Poitiers. La retraite était devenue impossible pour les Anglais, et le roi de France en temporisant pouvait les réduire par la famine. Deux légats du pape négocièrent un accommodement, auquel le prince, convaincu de son danger, se prêta d'abord avec empressement. Il offrit la restitution de toutes les conquêtes qu'il avait faites l'année dernière et pendant sa campagne actuelle, et il y joignit l'engagement de rester sept ans sans porter les armes contre la France. Le monarque voulut l'avoir prisonnier, et le prince Noir déclara avec fierté que l'Angleterre ne serait jamais réduite à payer sa rançon.

On sait quel fut le résultat de la célèbre bataille de Poitiers, livrée le 19 septembre 1356. Là, comme à Crécy, il semble que le prince Noir n'ait dû la plénitude de son triomphe qu'à l'absence de toute ressource, et qu'à son désespoir même. Ce roi, qui avait voulu lui donner des fers, il le tenait dans les siens. Il ne lui restait plus qu'un moyen d'ajouter à sa grandeur, c'était de l'abaisser volontairement devant une grande infortune. Il quitta sa tente pour aller au-devant de son royal prisonnier, et pendant le repas qu'il fit servir, il se tint debout derrière sa chaise, et refusa constamment de s'asseoir. On peut s'étonner que l'Angleterre, si servilement attachée aux vieilles traditions, ait dérogé naguère à ce bel exemple par une conduite aussi déloyale que barbare envers un souverain qui s'était confié librement à elle, et qui était digne d'exciter un bien autre intérêt que le faible Jean. Les défenseurs modernes de la féodalité ne l'imitent que dans sa férocité

ou dans ses erreurs grossières , jamais dans ses vertus chevaleresques.

Le prince Noir, afin de pouvoir mener sans obstacle le roi Jean en Angleterre, conclut avec la France une trêve de deux ans. A son entrée à Londres, tandis que son prisonnier, magnifiquement vêtu, était monté sur un superbe cheval blanc, il l'accompagnait dans son costume simple, et sur une petite haquenée noire. Cette modestie n'était au fond qu'un déguisement de l'orgueil ; mais il est si rare que les puissans déguisent leurs vices ! Ce fut trois ans après que, dans une nouvelle expédition en France, le prince conclut avec le dauphin le traité de Bretigny. Toutes les provinces dont la cession composait la rançon du monarque français furent réunies par Édouard III à la Guyenne, pour composer la principauté d'Aquitaine, dont le prince Noir reçut l'investiture en récompense de ses services et de ses exploits, sans autre tribut que la redevance annuelle d'une once d'or à l'Angleterre.

En 1363, le prince Noir fixa sa résidence à Bordeaux, et trois années s'écoulèrent pour lui dans une inaction, dont il s'empressa de sortir, lorsqu'il fut imploré par Pierre le Cruel, roi de Castille, que son frère naturel, Henri de Transtamare, avait chassé du trône. Après avoir obtenu le consentement de son père, il entra dans la Navarre à la tête d'une armée de trente mille hommes. Les bandes mercenaires, qu'on appelait alors grandes compagnies, avaient été amenées par Duguesclin sous les drapeaux de Henri. Mais telle était la renommée du prince Noir qu'elles abandonnèrent le capitaine breton pour se ranger du côté des Anglais. Malgré cette défection, les forces de Henri étaient encore supérieures à celles du protecteur de son frère : une bataille s'engagea entre les deux armées près de Najara. Mais il était dans la destinée du prince Noir de vaincre toujours avec des troupes inférieures en nombre à celles qu'il avait à combattre. Il n'était pas moins dans la générosité de son âme de rendre sa victoire clémentine et humainé. Le caractère de Pierre le Cruel rendit pour lui cette tâche et plus difficile et plus nécessaire. Il empêcha, dit-on, ce monarque frénétique d'assassiner de sang-froid tous les prisonniers. Au reste, il ne tarda pas à se repentir d'avoir travaillé à la restauration d'un prince indigne du trône et en horreur à ses sujets. Pierre ne paya ses bienfaits que par l'ingratitude, et refusa même de s'acquitter envers les troupes anglaises des conventions arrêtées pour la solde et pour les vivres. Édouard fut obligé, pour ramener ses soldats en Guyenne, de vendre sa propre vaisselle. Mais cet embarras imprévu n'altéra point son désintéressement

naturel, et ce fut à cette époque même qu'il laissa Duguesclin maître de fixer lui-même sa rançon.

Au reste ce guerrier élevé au-dessus de son siècle par sa magnanimité, en partageait les préjugés despotiques. S'il honorait un ennemi pris les armes à la main, il ne se faisait point scrupule d'opprimer par des impôts arbitraires le peuple des provinces soumises à son autorité. Les habitans de l'Aquitaine, foulés par des taxes nouvelles, firent entendre des plaintes qui ne furent pas écoutées. Ils s'adressèrent alors au roi de France Charles V, qu'ils regardaient comme le seigneur suzerain.

Charles, qui répara par sa politique, dit Voltaire, les malheurs que les guerres avaient causés à la France, ne négligea pas ce prétexte pour se rappeler à l'affection des provinces qu'il avait été obligé de céder. Il fit ajourner à la cour des pairs le fils d'Édouard III, au moment où le héros commençait à être attaqué de la maladie dont il mourut. Il lui écrivit ces propres mots : « De » notre majesté royale et seigneurie, nous vous commandons que » viengniez en notre cité de Paris en propre personne, et vous » montriez et présentiez devant nous en notre chambre des pers, » pour ouïr droit sur lesdites complaints et griefs émeus par vous, » à faire sur votre peuple qui clame à avoir et ouïr ressort en notre » cour. » Ce mandement fut porté, non par un huissier du parlement de Paris, mais par un envoyé du roi lui-même, au sénéchal de Toulouse, commandant et page de la noblesse. Ce sénéchal fit porter l'ajournement par un chevalier nommé Jean de Chaponval, assisté d'un page.

« Oui, répondit fièrement Édouard, j'irai à Paris, mais ce sera » à la tête de soixante mille hommes. » On ne peut dire quel eût été le résultat de l'exécution de cette menace, et comment la France eût échappé au malheur de devenir une province anglaise, si une hydropisie, dont les premiers symptômes s'étaient manifestés dans l'expédition d'Espagne, n'eût enlevé le prince Noir à l'âge de quarante-six ans. De son mariage avec Jeanne, fille du comte de Kent, il laissa un fils, qui, sous le nom de Richard II, monta sur le trône d'Angleterre, pour en descendre ignominieusement.

PAUL DUFORT.

1509. *Fin de la république de Pise, qui tombe au pouvoir de celle de Florence.*

La république de Pise avait brillé d'un vif éclat, dans le moyen âge, par l'esprit de liberté et d'industrie commerciale, qui animait ses citoyens. Dans la lutte qu'elle eut à soutenir contre les Sarra-

sins, elle conquist la Sardaigne, la Corse, les îles Baléares, et mérita le nom de reine des mers. Vers le douzième et le treizième siècles, Pise comptait environ cent cinquante mille habitans ; à présent elle en compte à peine dix-huit mille. Son territoire, alors non moins fertile que bien cultivé, s'étendait sur le littoral toscan depuis Lexici jusqu'à Piombino. Rivale de Venise et de Gênes, elle fondait en Orient des colonies, et envoyait quarante vaisseaux au secours du roi de Jérusalem. Quand la querelle des Guelfes et des Gibelins vint ensanglanter l'Italie, fidèle au parti de l'empereur, elle se trouva opposée à Florence, à Lucques et à Sienne, qui tenaient pour le pape. Enviee de ses voisins, déchirée intérieurement par les divisions de ses grandes familles, vaincue sur mer par la flotte génoise, elle succomba enfin à la jalousie et à la haine de Florence. Ugolin commanda même quelque temps dans la ville : mais le patriotisme de onze mille Pisans, qui aimèrent mieux rester seize années captifs dans un fort que de le livrer aux ennemis, releva le courage de la république, qui parvint avec ses propres armes à chasser l'armée des Guelfes de toute l'Italie. Cet effort l'ayant épuisée, elle se plaça sous la protection de Milan ; bientôt le duc Galéas-Sforce l'acheta, et son successeur la vendit à Florence (1406). La livraison s'en fit au moyen de la famine, et la force comprima les mécontents. Sous un joug étranger, Pise vit son riche territoire se changer en marais, son commerce languir, et la moitié de ses habitans s'exiler.

L'oppression dura quatre-vingt-huit ans, et le passage victorieux de Charles VIII à travers l'Italie en marqua le terme. Le vieil honneur républicain se réveilla dans Pise : Simon Orlandi appela ses concitoyens aux armes, et, sous la protection du roi de France, qui, d'après un traité avec Florence, avait garnison à Pise, le peuple reconquit son indépendance. Alors commença une guerre acharnée entre Pise et Florence. Appuyés par la garnison française, les Pisans chassèrent les troupes florentines, et repoussèrent toutes les attaques qui tendaient à les replacer sous le joug. Quand la garnison française se retira, ils jurèrent fidélité au roi de France, en qualité de leur protecteur.

Cependant Pise demeurait toujours en butte aux intérêts et aux jalousies des princes et des Etats voisins. Privés de tout secours, ses citoyens firent serment de mourir plutôt que de se soumettre à leurs anciens ennemis. A la fin du mois de juillet 1499, les Florentins vinrent mettre le siège devant la ville avec un tel appareil de forces, qu'ils comptaient s'en rendre maîtres en peu de temps. Mais les femmes de Pise travaillèrent nuit et jour à

l'entourer de fortifications, et quand une redoute était prise d'assaut, elles se précipitaient sur le fer des soldats. Un héroïsme si extraordinaire devait triompher : au commencement de septembre, les Florentins levèrent le siège, après avoir perdu beaucoup de monde. Ils revinrent en 1504, et essayèrent de détourner le cours de l'Arno, mais sans succès. Un troisième siège, entrepris l'année suivante, ne fut pas plus heureux. Enfin, le 8 juin 1509, la famine réduisit la malheureuse ville à la dernière extrémité : elle capitula, et, dans le traité qu'elle conclut avec Florence, elle stipula l'oubli du passé. Ainsi finit la république de Pise, au bout d'une lutte de quinze années : la puissance toscane s'éleva sur ses débris. — E. M.

1805. *Eugène de Beauharnais est nommé vice-roi d'Italie.*

La fortune de Napoléon en Italie s'était élevée en raison de la hauteur à laquelle elle était parvenue en France par sa promotion à l'empire. Le 17 mars 1805, M. de Melzi, vice-président de la consulte d'État, accompagné d'une députation tirée des collèges et des corps constitués, ayant été admis à l'audience de l'Empereur, lui présenta un avis rédigé en ces termes :

« La consulte d'État et les députés de la république italienne, » considérant la situation de l'Europe et celle de leur patrie, sont » de l'avis unanime : 1^o que le moment est arrivé de donner la » dernière main aux institutions dont les bases ont été posées à » Lyon, et, à cet effet, de déclarer le gouvernement de la républi- » que monarchique et héréditaire, suivant les mêmes principes » que ceux qui constituent le gouvernement français ; 2^o que l'em- » pereur Napoléon, fondateur de la république italienne, soit dé- » claré roi d'Italie ; 3^o que le royaume d'Italie soit héréditaire de » mâle en mâle, dans sa descendance directe et légitime, na- » turelle et adoptive, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de » leur descendance, sans néanmoins que son droit puisse s'éten- » dre sur une autre personne qu'un citoyen de l'empire français » ou de son royaume d'Italie ; 4^o que la couronne d'Italie ne puisse » être réunie à la couronne de France que sur sa tête ; que cette » faculté soit interdite à tous et à chacun de ses successeurs, et » qu'aucun ne puisse régner sur l'Italie que s'il réside sur le ter- » ritoire de la république italienne ; 5^o que l'empereur Napoléon » ait le droit de se donner, de son vivant, un successeur parmi ses » enfans légitimes, mâles, soit naturels, soit adoptifs ; mais qu'il » ne pourra en user, sans compromettre l'intégrité et l'indépen-

» dance de l'État, dont l'existence est un de ses titres les plus
» éclatans à sa gloire, tant que les armées françaises occuperont
» le royaume de Naples, les armées russes Corfou, les forces bri-
» tanniques Malte, et que la Péninsule sera menacée de devenir
» à chaque instant le champ de bataille des plus grandes puissan-
» ces de l'Europe ; 6° que la séparation des couronnes de France
» et d'Italie ne sera compatible avec la sûreté de l'État que quand
» les circonstances auront cessé ; 7° que ce point, le plus important
» pour les nations, la nature et la fixité du pouvoir suprême, étant
» réglé, l'empereur Napoléon soit prié de se rendre à Milan pour
» y prendre la couronne, et, après avoir entendu la consulte
» d'Etat et la députation extraordinaire des collèges, donner au
» royaume une constitution qui garantisse au peuple l'intégrité
» de son territoire, l'égalité des droits, la liberté politique et
» civile, l'irrévocabilité des ventes des propriétés nationales, à la
» loi seule le pouvoir d'établir des impôts, et aux nationaux le
» droit exclusif d'être appelés aux emplois de l'État ; principes
» que l'empereur Napoléon a consacrés dans les lois qu'il a déjà
» données à l'Italie, et dont la proclamation fut le premier cri qui
» se fit entendre du haut des Alpes, lorsque deux fois il en des-
» cendit pour conquérir et délivrer la patrie ; 8° qu'enfin l'Europe
» demeurera persuadée que les diverses parties du royaume d'I-
» talie sont consolidées pour toujours, et qu'aucune d'elles n'en
» peut être séparée sans menacer le principe même sur lequel le
» tout est fondé. »

La proposition était rédigée avec une grande habileté. Si elle réunissait deux couronnes sur la même tête, c'était aux Anglais qu'il fallait imputer cette accumulation, justifiée par l'inexécution du traité d'Amiens.

Napoléon insista sur cette idée. « La séparation des couronnes
» de France et d'Italie, qui peut, dit-il à la députation, être utile
» pour assurer l'indépendance de vos descendans, serait dans ce
» moment funeste à votre existence et à votre tranquillité. Je la
» garderai cette couronne, mais seulement pour le temps que vos
» intérêts l'exigeront. Je verrai avec plaisir arriver le moment où
» je pourrai la placer sur une plus jeune tête, qui, animée de mon
» esprit, continuera mon ouvrage. »

Le lendemain 18, l'Empereur se rendit au Sénat en grand ap-
pareil, et lui donna communication, par l'organe de son ministre,
M. de Talleyrand, des considérations qui l'appelaient au trône
d'Italie. M. de Marescalchi, ministre des relations extérieures de
la république italienne, ayant donné lecture du statut constitu-

tionnel de la consulte, la députation entière prêta serment de fidélité à Napoléon, qu'elle proclama roi d'Italie.

Napoléon ne tarda pas à satisfaire au vœu de ses nouveaux sujets. Le 1^{er} avril, il partit de Paris pour se rendre à Milan, où il n'arriva que le 8 mai. Il avait traversé la France, la Savoie, le Piémont, la Lombardie, sans être sorti de ses États, quoiqu'il fût sorti de l'Empire.

Le cérémonial avec lequel il avait été couronné à Paris est celui que l'on suivit à Milan pour son couronnement, qui eut lieu le 28 mai. On avait tiré à cet effet, du monastère de Monza, la couronne des rois lombards, couronne à rayons d'or réunis par un cercle de fer, d'où elle tirait son nom. Napoléon la prit des mains de l'archevêque de Milan : *Dio me la diede, guai a chi la tocca* ; Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche ! dit-il en la plaçant sur sa tête et en la recouvrant de la couronne impériale.

Empereur et roi, Napoléon, le 8 juin, fit en personne l'ouverture du corps législatif italien. Après avoir exposé les modifications apportées par lui à l'administration du royaume d'Italie, qu'il avait simplifiée et améliorée comme celle de la France, il fit reconnaître, pour vice-roi de ce royaume, le fils de Joséphine, Eugène de Beauharnais. C'était débiter par un bienfait. Au courage du grand capitaine qui l'avait adopté, Eugène réunissait toute l'aménité de sa mère, et les vertus civiles aux talens militaires. Jamais prince n'eut des intentions plus droites, des manières plus affables, et, quoique exempt de faiblesse, ne tempéra par plus de douceur l'exercice de l'autorité. — A.-V. ARNAULT.

1809. *Mort de Paine* (Thomas).

Cet Anglais, qui joua un grand rôle dans les révolutions d'Amérique et de France, ami de Franklin, et, sous quelques rapports, taillé à son image, était né, le 29 janvier 1737, à Thetford, dans le comté de Norfolk. Son père, quaker de religion, et fabricant de corsèts par état, le destinait à la même industrie ; mais la vue de la mer tenta le jeune Paine, qui fit deux campagnes comme corsaire. Ramené par les exhortations paternelles, il s'établit à Sandwich ; à vingt-trois ans, il épousa la fille d'un employé de l'accise, obtint un emploi dans cette partie, et y renonça au bout d'un an, pour se faire sous-maître dans une école des faubourgs de Londres. Jusqu'alors il avait plus réfléchi qu'étudié ; mais comme tant d'autres, il s'instruisit en enseignant, et ne tarda pas à se croire capable d'écrire. Il avait composé quelques vers

et rédigé un mémoire au nom des employés de l'accise, parmi lesquels il était rentré, lorsqu'il les quitta pour toujours, se lia avec Goldsmith, puis avec Franklin, qui, à cette époque (1774), se trouvait en Angleterre comme député de l'Amérique. Sous les auspices de cet illustre patron, Thomas Paine se rendit à Philadelphie.

Comme l'auteur de la *Science du bonhomme Richard*, Paine débata par des articles de journaux en faveur de l'indépendance américaine. En 1776, parut son fameux pamphlet intitulé *le Bon sens* : à propos de la suprématie anglaise, il y traitait de l'origine des gouvernemens et qualifiait la royauté de *papisme politique*, réprouvé par la Bible même. Cet écrit, que son style mettait à la portée de toutes les classes, se débita par milliers d'exemplaires, et exerça une incalculable influence. Dès le commencement de la guerre, Paine se rendit à l'armée, et publia une suite de brochures pour entretenir l'esprit public. En 1781, il vint en France négocier un emprunt. Deux ans plus tard, la paix ayant été conclue (voy. 21 JANVIER 1783), Thomas Paine reçut, en argent et en concessions de terres, le prix des services qu'il avait rendus aux nouveaux États.

Un rapide intervalle sépara les deux révolutions qui changèrent la face des deux mondes. Vers 1787, Thomas Paine retourna en Europe avec des projets industriels, dont l'exécution ne fut pas heureuse. Un écrit publié à Londres atteste qu'il présageait l'importance de la crise dont la France allait être le théâtre.

En réponse au manifeste lancé par Burke contre la révolution française, il composa le livre des *Droits de l'homme*, commentaire et apologie de la constitution de 1791. Le succès de cette production égala celui du *Bon sens*. Paine y ajouta une seconde partie plus hardie que la première; mais le cabinet de Saint-James, alarmé de l'effervescence que ces écrits produisaient en Angleterre, traduisit leur auteur à la cour du banc du roi. Malgré l'éloquent plaidoyer d'Erskine, Paine fut condamné à subir la peine que les lois anglaises décernent contre les séditieux, ou à s'exiler d'Angleterre.

Tandis qu'on brûlait son effigie dans tous les comtés du royaume, l'Assemblée nationale lui conférait le titre de citoyen français; le département du Pas-de-Calais le nommait son représentant à la Convention. Invité par une députation à venir jouir de cet honneur sans exemple, Paine s'embarqua à Douvres, vingt minutes avant que l'ordre de l'arrêter n'arrivât. Son débarquement à Calais eut toute la pompe d'une fête nationale, dont le héros entendait

à peine la langue du pays. Incapable de répondre aux félicitations qu'il recevait, il se contentait de mettre la main sur son cœur. Dans le sein de la Convention, ce genre d'éloquence était loin de suffire; aussi Thomas Paine ne prit-il qu'une part médiocre à ses débats. L'un de ses amis, Lanthenas, lui servait d'interprète; mais on sent tout ce qu'avait de ridicule l'assistance d'un interprète dans une assemblée sans cesse agitée par les passions.

Cependant un jour vint où Thomas Paine recueillit par son courage la gloire qui se trouvait refusée à ses talens. Louis XVI, mis en jugement, n'avait pas récusé cet étranger, qu'on pouvait s'étonner de voir siéger parmi ses juges. Paine, au lieu de voter pour la mort, se prononça pour le bannissement et la détention jusqu'à la paix; ensuite il réclama fortement un sursis. Cette conduite indisposa les hommes qui voulaient du sang. Marat traita Paine de quaker; Robespierre le fit rayer de la liste des membres de la Convention. Détenu au Luxembourg pendant onze mois, l'auteur du *Bon sens* et des *Droits de l'homme* n'en sortit que sur la réclamation du ministre américain Monroe. Dans sa prison, il avait achevé un nouvel ouvrage sur la religion naturelle, ayant pour titre *l'Age de la raison*. Il reprit sa place dans la Convention, et publia encore divers écrits, dont l'un contenait le plan d'une loi agraire.

Voyant la France retomber par degrés sous le joug d'un seul, il désira retourner en Amérique; la paix d'Amiens lui en rouvrit la route, et il y continua sa mission de publiciste et de philosophe. Dans une lettre écrite à un de ses amis, il prétend n'avoir composé *l'Age de la raison* que pour arrêter les progrès de l'athéisme en France. A Baltimore, un ministre de la secte appelée la Nouvelle Jérusalem vint lui rendre visite, et lui annoncer qu'on avait retrouvé la véritable clef de la Bible, perdue depuis des siècles. Paine se contenta de lui répondre : *Elle doit être bien rouillée*. Les quakers ayant refusé de recevoir son corps, il fut enterré, comme il l'avait demandé, dans sa ferme de New-Rochelle. En 1817, un écrivain anglais conçut l'idée de transporter ses restes en Angleterre, où son nom et ses écrits étaient en grand honneur parmi les radicaux. Le ministère fit répandre le bruit qu'on n'avait rapporté que les os d'un pendu; néanmoins un monument fut élevé à la mémoire de cet homme, qui, né dans un pays libre, avait concouru glorieusement à l'affranchissement de deux autres nations. — E. M.

1816. *Mort d'Augereau, maréchal de France.*

Pierre-François-Charles Augereau, duc de Castiglione, maréchal de France, grand-aigle de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre de Charles III, était fils d'un marchand fruitier du faubourg Saint-Marceau. Après avoir servi comme simple soldat dans les carabiniers du roi de Naples, il exerçait à Naples la profession de maître d'armes, quand, en 1792, un ordre, qui s'étendait à tous les Français, l'obligea de sortir du territoire napolitain. De retour en France, il entra comme volontaire dans l'armée du Midi ; et, sous le régime républicain, ne trouvant plus d'obstacles à son avancement, il parvint en deux ans au grade de général de brigade. La guerre qui avait éclaté entre l'Espagne et la France lui avait offert l'occasion de faire connaître les hautes qualités qui devaient le porter à la plus haute des dignités militaires. La part qu'il prit à la journée de Figuières, en 1794, et à celle de La Fluvia, en 1796, avait encore accru sa réputation, quand il fut envoyé à l'armée d'Italie, avec le grade de général de division. Elle fut portée à son comble par cette campagne à jamais mémorable, qui soumit en quinze mois aux armées françaises toute la partie de la Péninsule qui se trouve enfermée entre les Alpes, les États romains et les deux mers : dans chacune des affaires auxquelles il prit part, et particulièrement dans celles de Dego, de Montélésimo, de Lodi, et surtout dans celle de Castiglione, le nom d'Augereau se trouve associé à ceux des généraux qui ont le plus contribué à la victoire. Dans les attaques livrées aux Autrichiens sur le pont d'Arcole, il lutta d'audace et d'obstination avec Bonaparte lui-même.

La gloire qu'il acquit en Italie serait sans tache, s'il s'y fût montré aussi désintéressé que brave. Le *fourgon d'Augereau* y était passé en proverbe. Dans l'opinion du soldat, c'était le trésor par excellence : il y avait là probablement exagération. Par exemple, on a imputé à la cupidité de ce général la rigueur qu'il déploya contre la ville de Lugo, qu'il abandonna pendant trois heures au pillage. Peut-être ne fut-il pas maître de ses soldats en cette circonstance. Au mépris d'un accord fait entre la république et le pape, dont ils étaient sujets, les habitans de Lugo s'étaient armés et avaient assassiné dans une embuscade plusieurs soldats français, dont les têtes étaient encore attachées à la porte de la maison commune, quand leurs camarades entrèrent dans cette ville après trois heures de combat. Un pareil spectacle suffisait pour provoquer de cruelles représailles.

Après la convention de Léoben, Augereau , que le général Bonaparte avait envoyé à Paris pour y porter les drapeaux pris devant Mantoue, y fut retenu par le Directoire, qui lui donna le commandement de la dix-septième division militaire, dont le quartier-général était à Paris même. Les directeurs, qui connaissaient l'ambition de ce soldat, homme d'État moins habile qu'habile homme de guerre, avaient présumé qu'ils trouveraient en lui un instrument utile pour le coup qu'ils méditaient contre la faction dont Pichegru était le chef, et qui comptait des complices non-seulement parmi les membres des deux conseils, mais même parmi ceux du Directoire. La conduite qu'Augereau tint dans la journée du 18 fructidor prouva qu'ils ne s'étaient pas trompés. Il appuya non-seulement de toute l'autorité de son nom, mais de toute la force de son bras, les mesures qui furent exécutées dans cette journée. Saisis par son ordre jusque dans le sanctuaire de la loi, non-seulement les prévenus furent conduits à la prison du Temple; mais lui-même il poussa le zèle jusqu'à porter la main sur l'un d'eux, le colonel Ramel, et lui arracher ses épaulettes. Le parti qu'il avait servi le proclama *sauveur de la patrie*! Mais il ne le porta pas à l'une des deux places qui, par suite de cet événement, vaquèrent dans le Directoire. On crut faire beaucoup en lui donnant le commandement de l'armée d'Allemagne, devenu disponible par la mort de Hoche; et peut-être cette faveur ne lui fut-elle accordée que dans le but d'éloigner du centre du gouvernement un ambitieux dont l'exigence commençait à fatiguer.

Rappelé d'Allemagne, parce qu'on l'accusait de vouloir révolutionner la Souabe malgré la paix, il fut envoyé, en 1798, à Perpignan commander la dixième division militaire. Pour lui déguiser cet exil, on lui avait promis de le mettre à la tête d'une expédition de Portugal, qui n'eut pas lieu. En 1799, nommé membre du conseil des Cinq-Cents, il vint prendre place parmi ces législateurs, dont il avait, deux ans auparavant, outragé le caractère. Il y siégeait depuis peu; quand on apprit que Bonaparte était revenu d'Égypte. Les divers partis, dont toutes les espérances étaient réveillées par ce retour, entrèrent aussitôt en fermentation. Le Directoire trembla. Emporté, moins par son attachement pour le Directoire que par sa jalousie contre son ancien général, Augereau se fit remarquer par sa violence entre les plus violents détracteurs du conquérant de l'Italie. Jourdan ayant proposé de déclarer la *patrie en danger*, il appuya cette motion, et ajouta que *la tête du général de fructidor tomberait avant qu'on entreprît quelque chose contre le gouvernement établi*. Il ne se montra pas au banquet donné

par les législateurs à Bonaparte, dans l'église de Saint-Sulpice, alors temple de la Victoire : aussi, le 18 brumaire, ne fut-il pas du nombre des militaires que Bonaparte crut devoir rallier à lui pour entreprendre la révolution qu'il voulait opérer. Dès qu'elle eut éclaté, le général de fructidor n'en passa pas moins du côté que lui semblait favoriser la fortune. « Vous avez voulu faire quelque chose » pour la patrie, et vous ne m'avez pas appelé ! *Est-ce que vous ne comptez pas toujours sur votre petit Augereau ?* » dit-il au vainqueur en l'embrassant. Ce dévouement varia, il est vrai, dans la journée du 19, suivant que les chances de la révolution qui se consummait étaient plus ou moins favorables à l'audacieux qui l'avait entreprise. « Hé bien ! vous voici dans une jolie position, » lui dit-il au moment où le conseil des Cinq-Cents parlait de le « mettre hors la loi. — *Nous nous en tirerons. Souviens-toi d'Arcole,* » lui répondit Bonaparte.

Délivré, par le succès du 18 brumaire, des fonctions législatives, auxquelles il était si peu propre, Augereau rentra, pour n'en plus sortir, dans la carrière où il avait recueilli tant de gloire, et où l'attendait une gloire nouvelle. Nommé par le premier consul général en chef de l'armée gallo-batave, en 1801, il marcha sur le Bas-Rhin, et seconda puissamment les opérations de Moreau pendant la belle campagne que couronna la victoire de Hohenlinden. Après deux ans de repos, à la rupture de la paix d'Amiens, nommé de nouveau général d'une armée destinée à agir contre le Portugal, il se rendit à Bordeaux ; puis, détourné encore de cette expédition, il fut appelé à Brest pour y prendre le commandement d'une armée qui devait agir contre l'Angleterre. Le ministère anglais ayant réussi à détourner l'orage qui le menaçait, et à rallumer la guerre entre l'Autriche et la France, en 1805, Augereau, devenu maréchal de l'Empire, fut mis par l'empereur à la tête du septième corps de l'armée d'Allemagne. Soutenant sa réputation, il battit constamment les troupes qu'on lui avait opposées sur les bords du lac de Constance, prit les villes de Lindau et de Bréguentz, alla s'établir à Francfort, s'empara du territoire de Wetzlaer, et contribua par ses succès, autant que qui que ce soit, à la paix de Presbourg. En 1806, dans la guerre contre la Prusse, il donna des preuves non moins éclatantes de sa haute capacité. Après avoir contribué à la victoire d'Iéna, le 6 octobre, il s'empara de Berlin, puis combattit à Golymin, où il eut un cheval tué sous lui, et à Eylau, où, quoique dévoré par la fièvre, il voulut commander son corps d'armée ; mais, blessé d'un coup de feu qui lui traversa le bras, il fut obligé de revenir en France

pour y rétablir sa santé. Envoyé en Catalogne en 1809, il prit Gironne ; mais là se bornèrent ses succès.

Rappelé en France en 1810, il resta sans emploi jusqu'en 1812, où, pendant la campagne de Moscou, Napoléon lui confia le commandement du onzième corps, qui avait son quartier-général à Berlin. En 1813, à la nouvelle des désastres qui avaient assailli l'armée en Russie, un corps de Prussiens et de Cosaques étant venu l'attaquer dans sa maison, il les repoussa à coups de canon, et, se faisant passage à travers leurs rangs, il se retira à Francfort, dont il fut nommé gouverneur, ainsi que du grand-duché de Wurtzbourg. A la bataille de Leipsick, il se signala de nouveau, et défendit un bois pendant toute une journée avec une poignée d'hommes. C'est là le dernier exploit, le dernier titre de gloire de ce maréchal. Rentré en France après la bataille de Hanau, il y prit le commandement en chef des sixième et septième divisions militaires, et se rendit à Lyon. Ses opérations, pendant la campagne de 1814, ne répondirent pas à ce que les circonstances exigeaient de lui et à ce qu'on attendait de ses talens. Il sembla craindre de coopérer à la libération du pays, et plutôt obéir à ses ressentimens qu'à ses devoirs. La restauration ne lui enleva aucun des avantages qu'il tenait de l'empire. Aux dignités qu'il possédait, il joignit même celles de pair de France et de chevalier de Saint-Louis. C'est à regret que l'on rappelle ici les sentimens qu'à cette époque exprima le soldat de Castiglione contre son ancien général et contre son ancien souverain, soit dans sa proclamation, soit dans la conversation qu'il eut avec lui, quand, après avoir abdiqué, celui-ci se rendait à l'île d'Elbe. Indépendamment du défaut de caractère qu'il montra dans tous les événemens politiques où il fut mêlé, il manifesta un manque de générosité bien autrement fait pour le déconsidérer aux yeux des hommes honnêtes. En 1815, il ne se produisit pas sous un aspect plus honorable. Commandant pour le roi la quatorzième division militaire, il s'empressa de se rattacher à Napoléon dès qu'il eut appris son retour à Paris. Cela lui réussit mal. L'empereur ne le reprit point en grâce, et le roi, à sa rentrée, le disgracia absolument. Augereau survécut à peine un an à la seconde restauration. Il mourut le 8 juin 1816, d'une hydropisie de poitrine, à sa terre de La Housaie, où il s'était retiré. Il était né à Paris en 1757. En 1797, Augereau marchait de pair avec Masséna. La journée de Castiglione vaut celle de Rivoli ; mais, en 1799, cet équilibre fut rompu. Augereau n'a rien à mettre en balance avec la bataille de Zurich.

A.-V. ARNAULT.

LITTÉRATURE.

1794. *Mort de Bürger (Godefroy-Auguste), poète allemand.*

Ce bizarre rival de Göthe et de Schiller naquit, le 1^{er} janvier 1748, dans un village de la principauté de Halberstadt. Fils d'un pasteur luthérien, quoiqu'il montrât dans son enfance peu de goût pour l'étude, il se trouva naturellement familiarisé avec la Bible et les cantiques, et son imagination fantastique s'exalta de bonne heure sous l'inspiration de cette poésie aventureuse et pleine d'exagération. Un enthousiasme précoce lui fit rechercher la solitude; au lieu de courir aux jeux de son âge, il s'abandonnait à une rêverie mélancolique, en s'égarant dans de sombres forêts.

On le plaça dans une école où il travailla peu, et où sa morosité se tourna en esprit de sarcasme. Châtié brutalement pour une épigramme, il quitta cette institution, et fut envoyé dans une autre, mais sans y faire plus de progrès. Sa famille le destinait à l'état ecclésiastique; mais à Göttingue, où il étudiait, ses mœurs se corrompirent; il contracta de folles dettes, et, abandonné de ses parens, il eût été réduit au désespoir sans le secours de quelques amis. Ce fut dans la société des jeunes littérateurs que réunissait l'université de Göttingue, et qui mêlaient tous, à l'étude de l'antiquité grecque et latine, une passion presque fanatique pour Shakspeare, que Bürger reconnut et développa son talent, où tous les caprices d'une poésie superstitieuse se mêlent à une affectation de régularité pédantesque.

La composition sur laquelle repose principalement sa renommée a cependant obtenu une grande réputation, non-seulement en Allemagne, mais encore en Angleterre : c'est la ballade de *Léonore*. L'idée lui en fut inspirée par les fragmens d'un conte de revenans, qu'il entendit chanter à une paysanne au clair de la lune. Le succès de ce petit poème fut universel, et rien ne flatta plus vivement Bürger qu'une circonstance qui lui en révéla toute la popularité. Peu de temps après l'impression de cette ballade, voyageant dans son pays natal, il entendit un soir, dans la chambre à côté de celle où il couchait, le maître d'école lire, à une assemblée de villageois réunis à l'auberge, sa *Léonore*, qui fut accueillie avec les témoignages du plus vif enthousiasme. Ainsi, ce sujet fantasmagorique, qu'il avait emprunté à une crédulité vulgaire, se ressentait encore de son origine par le plaisir qu'il donnait à des esprits ignorans et sans culture.

Bürger se maria fort jeune à la fille d'un bailli hanovrien; mais cette union fut malheureuse. Il conçut une passion criminelle pour la sœur cadette de sa femme; il éprouva en même temps plusieurs revers de fortune, et fut même soupçonné d'avoir manqué à la probité dans l'exploitation d'une ferme considérable, à laquelle il fut obligé de renoncer. Ayant perdu sa femme, il se hâta d'épouser sa belle-sœur, Molly, qu'il a célébrée dans ses poésies. Il n'avait alors pour vivre que les modiques avantages qu'il tirait de l'Almanach des Muses de Göttingue; il y joignit les honoraires de quelques leçons particulières. Plus tard il obtint le titre de professeur de belles-lettres, mais sans appointemens; tant la littérature et ceux qui la cultivent avec le plus d'honneur sont négligés par les gouvernemens de cette Allemagne, où les jouissances intellectuelles sont cependant si répandues dans toutes les classes de la société!

Cette Molly, qui l'avait rendu injuste et coupable envers sa première femme, étant morte en couches au commencement de 1786, il sembla que cette perte, si cruelle pour l'âme passionnée de Bürger, eût énérvé toute l'énergie de son esprit. Sa dernière production, échappée aux intervalles d'une maladie de langueur, fut le *Cantique des Cantiques*, espèce de dithyrambe, ou hymne nuptial, destiné à célébrer son union. C'est, dit un critique, un monstrueux mélange de passions frénétiques, d'idées religieuses et de phrases ampoulées.

La philosophie de Kant n'avait pas encore été enseignée à l'université de Göttingue; il l'expliqua dans cette ville, et compta un grand nombre d'auditeurs. Bientôt après il conçut l'idée de se remarier. Son choix fut singulier et conforme à tout le délire de son imagination et de sa conduite. Une jeune personne de Stuttgart lui écrivit une lettre qui annonçait un esprit cultivé, et dans laquelle, après lui avoir peint les sentimens que ses poésies lui avaient inspirés pour leur auteur, elle lui offrait son cœur et sa main. C'était presque une répétition de la bouffonne anecdote qui a fourni le sujet de la *Métromanie*, et Bürger en plaisanta d'abord; mais le ridicule n'est jamais un obstacle en Allemagne; son imagination s'enflamma; il partit pour Stuttgart, et n'en revint qu'après avoir terminé, par un mariage, ce roman épistolaire.

Il expia cruellement cette folie étrange de la part d'un homme que les années et l'expérience auraient dû en préserver. Au bout de trois ans, il fut obligé de se séparer, par un divorce, de cette aventurière, qu'il avait donnée pour mère à ses enfans. Ayant épuisé à la fois et sa santé et toutes ses ressources de fortune, il

fut réduit à consumer les restes d'un esprit qui avait fait les délices de l'Allemagne, dans des traductions mercenaires. Enfin, obligé par l'augmentation de ses maux de renoncer à ce travail, il serait mort de faim, si la compassion tardive, ou plutôt la pudeur du gouvernement ne lui eût accordé quelques secours. Il succomba, dans sa quarante-sixième année, à une maladie de poitrine, résultat funeste de ses passions et des chagrins qu'elles lui avaient causés. — N. P.

SCIENCES.

1703. *Mort de Bellini, médecin italien.*

Laurent Bellini, célèbre anatomiste et médecin italien, naquit à Florence en 1643. Doué d'une âme ardente et d'une vive imagination, il se livra aux sciences avec une véritable passion, et termina rapidement ses études médicales à l'université de Pise, où ses principaux guides furent Redi et Borelli. La protection du grand-duc, Ferdinand II, lui fit obtenir à vingt ans une chaire de philosophie et de médecine théorique, dans laquelle il enseigna avec éclat, mais qu'il ne conserva cependant pas long-temps. Riche, en effet, des connaissances qu'il avait acquises en anatomie, il sollicita la permission de professer cette science, vers laquelle son goût l'entraînait d'une manière spéciale. Il occupa sa place pendant trente ans avec un succès toujours croissant, et finit par revenir à Florence, où il termina sa carrière, chargé d'honneurs et de dignités. La réputation immense dont il a joui n'est fondée que sur les services qu'il a rendus à l'anatomie. Ses plus importantes recherches sont celles qui ont pour objet la structure des reins. Il s'occupa beaucoup aussi des nerfs et de leur puissante influence sur les muscles. Un des premiers, il observa que l'action de ces derniers organes s'arrête subitement après la section ou la compression des troncs nerveux qui leur envoient des ramifications. Ses descriptions se font généralement remarquer par leur précision et leur exactitude ; mais hors de là, et dans tout ce qui concerne les considérations théoriques, on doit le suivre avec défiance, parce qu'il s'est abandonné sans réserve à la manie dominante du siècle, qui était de tout expliquer par les lois de la mécanique. Quant à la médecine proprement dite, tous les écrits qu'il a consacrés à cette branche de savoir sont pauvres d'idées pratiques, et en revanche très-riches de raisonnemens, d'hypothèses, de subtilités, ce qui les rend obscurs et diffus. Il ont été dictés par une imagination brillante, plutôt que par un esprit méthodique.

et vraiment observateur : aussi y trouve-t-on partout le ton tranchant des théoriciens, accompagné d'une chaleur de style qui en a imposé pendant long-temps. A l'exemple des médecins italiens les plus marquans de l'époque, Bellini cultiva la poésie, et parvint à s'y faire remarquer. Un poème semi-burlesque, quelques sonnets, des poésies libres répandues dans divers recueils, et des discours remarquables par l'élégance du style, prouvent qu'il était versé dans toutes les finesses de la langue et de la poésie toscane.

JOURDAN.

1768. *Mort de Winckelmann (Jean-Joachim), archéologue allemand.*

Fils d'un pauvre cordonnier de Steindall, petite ville de la vieille marche de Brandebourg, où il était né le 9 décembre 1717, Winckelmann eut à lutter long-temps contre sa mauvaise fortune, avant d'arriver à la position sociale que lui assignait son génie. Quelque place modique dans la hiérarchie de l'Eglise, tel avait été de bonne heure l'objet de l'ambition paternelle, avertie par l'avidité d'instruction et l'aptitude singulière qu'il montrait pour l'étude. Mais tandis que le studieux écolier bégayait encore les premiers élémens de la langue d'Homère, où il devait acquérir dans la suite un si profond savoir, son père, accablé par les infirmités et la misère, était contraint à chercher lui-même un dernier asile dans un hôpital, et le laissait dans la triste alternative d'abandonner les classes pour se livrer à quelque métier où il pût dès lors gagner sa subsistance.

Heureusement le jeune Winckelmann s'était concilié l'affection du recteur de son collège, ce Toppert, qui lui facilita les moyens de continuer ses études, en lui accordant une des places de choristes, et dont il devait reconnaître les bienfaits par des soins si touchans, lorsque bientôt après ce vénérable protecteur se trouva privé de la vue. Devenu tout à la fois le guide, le lecteur, le secrétaire et le commensal du vieux recteur de Steindall, il le remplaça aussi dans l'administration de la bibliothèque du collège, et dès ce moment, il put donner carrière à son admiration enthousiaste pour les écrivains classiques de la Grèce et de Rome, dont la lecture remplit presque tous les instans qu'il ne passait pas en doctes entretiens avec son maître. C'est à cette même époque qu'on rapporte aussi le premier culte qu'il rendit aux productions de l'art antique ; car on assure qu'entraînant ses jeunes camarades à faire avec lui des fouilles dans les sablonnières des environs de Steindall, il rapporta plus d'une fois de ces excursions quelques

fragmens d'urnes ou de lampes d'origine hellénique ou romaine, et que ces trophées étaient appendus avec vénération dans la bibliothèque dont, quoique bien jeune encore, la garde lui était confiée.

Parvenu à sa seizième année, Winckelmann commença ses cours académiques par un voyage à Berlin (1733). N'ayant toujours d'autre ressource que la bienfaisance des maîtres qu'intéressaient son assiduité et son zèle, il en obtenait de modiques secours, en échange desquels il se rendait utile comme répétiteur ou instituteur en sous-ordre. C'est en cette qualité qu'il resta quelque temps près du recteur Baaken, jusqu'à ce que, Toppert l'ayant fait nommer à la place de chef des choristes de Steindall, il se rapprocha de son premier protecteur et de son vieux père, auquel pendant son absence il n'avait pas cessé de faire parvenir de petites sommes, fruit des épargnes qu'il s'imposait encore, malgré son propre dénuement. Durant les quatre années qui suivirent, il continua de dévorer avidement tout ce que les bibliothèques de Steindall contenaient de livres. Il se trouvait avoir enfin épuisé les sources du savoir qui lui étaient ouvertes en ce lieu, et alors, sans autre but peut-être que celui de chercher d'autres trésors scientifiques, il s'éloigna de nouveau de son pays natal. Nous ne le suivrons pas dans ces pèlerinages académiques, où, toujours escorté par la même pauvreté, il faisait ressource des mêmes expédiens, et semblait n'éprouver d'autre besoin que celui d'ajouter à son érudition déjà prodigieuse. Cependant, après deux ans de séjour à Halle, où il demeura presque inaperçu des hommes éminens dont se glorifiait cette université, parce qu'il avait moins fréquenté leurs cours que les bibliothèques publiques de la ville, il résolut de visiter Paris et Rome, et se mit en route à pied ; mais plusieurs circonstances l'obligèrent à abandonner ce projet de voyage, non sans avoir dissipé les faibles épargnes qu'il avait faites pour l'entreprendre. De 1741 à 1743, époque où il fut agréé co-recteur à l'école de Seehausen dans l'Altmark, en remplacement de Boysen, il avait occupé divers emplois de précepteur à Osterbourg, à Jéna, à Heimersleben, et en avait consacré les courts loisirs à l'étude de l'anglais, du français et de l'italien. Dans sa nouvelle place, que tout son zèle ne lui suffit pas d'abord pour remplir à la satisfaction des habitans de Seehausen, Winckelmann, bien qu'elle lui coûtât chaque jour douze heures de l'occupation la plus fastidieuse, sut trouver du loisir pour perfectionner sa propre instruction, couvrir de notes marginales un Sophocle, un Euripide, un Juvénal, etc.

« A peine libre de tout souci scolastique, dit un biographe, il re-

» prenait ses lectures favorites, méditait, écrivait, faisait des extraits. A minuit, il s'endormait sur une chaise. Réveillé à quatre heures, il rallumait sa lampe et se remettait au travail jusqu'à six, instant auquel il retournait près de ses disciples. Décidé quelquefois à abréger encore le temps de son sommeil, il ne fermait les yeux qu'après s'être attaché au pied une sonnette, dont le moindre mouvement l'éveillait. » (*Voy. PARISOT, Biogr. univ.*)

Littérature ancienne, philosophie, histoire, mathématiques, jurisprudence, théologie, politique, archéologie, médecine, métaphysique, Winckelmann avait tout abordé successivement. Quand il eut ainsi exploré en tout sens les facultés de son intelligence, et quand ses idées vinrent à se régulariser, il retrancha plusieurs branches du système de ses études pour s'attacher exclusivement à la littérature et à l'histoire des beaux-arts. En renonçant toutefois aux abstractions philosophiques et métaphysiques que la nouvelle théorie de Wolf avait rendues l'objet d'un engouement universel, il n'eut garde d'abandonner la lecture des ouvrages de Platon, où son esprit avide du beau savait trouver autre chose que des théories paradoxales. Mais à mesure que son génie grandissait, il éprouvait plus de dégoûts dans la carrière, où, contre son inclination et son gré, la nécessité l'avait si longtemps retenu. Du fond de sa retraite il implora et fut assez heureux pour obtenir la protection et l'amitié d'un Mécène digne d'apprécier son mérite, ce comte de Bunau, dont alors la renommée proclamait le nom de toutes parts. L'auteur de la nouvelle *Histoire de l'Empire* s'empressa d'offrir à Winckelmann (1748), avec le titre de son bibliothécaire adjoint (*bibliotheksekreter*), une honorable hospitalité dans le somptueux château de Nœthenitz et un traitement annuel de quatre-vingts thalers. C'était plus qu'il ne fallait pour combler de joie le modeste Winckelmann. Les travaux qu'exigeait de lui son patron se bornaient à fort peu de chose, et il avait non-seulement d'amples loisirs, mais le moyen de les employer suivant son vœu le plus ardent. Aussi compulsa-t-il, pendant les heureuses années qu'il passa à Nœthenitz, une infinité de beaux ouvrages qu'il se fût difficilement procurés ailleurs, ainsi que d'immenses collections de gravures, entre lesquelles plusieurs représentaient des bas-reliefs, des statues et des monumens antiques. Un avantage non moins précieux qu'il retira de son séjour chez le comte de Bunau, fut de se lier avec plusieurs hommes d'un haut mérite, notamment, Hagedorn, Lippert, le célèbre Heyne, et particulièrement le savant peintre et graveur Adam-Fréd. OEser, dont les entretiens achevèrent de développer

son goût inné pour la critique appliquée aux arts. Ses progrès dans la connaissance théorique de la peinture, des manières diverses des grands maîtres et du caractère particulier de leur talent, accrurent au plus haut point le désir qu'il avait toujours nourri de visiter la capitale et le centre des arts. C'est dans ces dispositions d'esprit que le trouva le nonce apostolique Archinto, lorsque étant venu en 1754 visiter la bibliothèque de Netthenitz, et frappé du goût autant que du savoir de Winckelmann, il tenta, par d'adroites insinuations, de le conquérir à la cour de Rome.

Sur les promesses assez vagues du rusé Italien, Winckelmann avait déjà pris congé du comte de Bunau, et était venu s'établir à Dresde pour concerter avec le nonce apostolique les apprêts de son voyage à Rome. Toutes sortes de petites manœuvres furent employées pour exciter de plus en plus son impatience, et le disposer à la condition *sine quâ non* qu'on voulait lui imposer : c'était d'abjurer le protestantisme. Tant de soins étaient peut-être superflus avec le catéchumène, à qui l'on promettait la place de bibliothécaire du Vatican pour prix de sa conversion. Du moins est-il certain que Winckelmann ne pouvait se montrer plus docile qu'il ne le fut aux pieuses suggestions du P. Rauch, confesseur du roi de Pologne, à qui l'avait adressé Archinto, pour être instruit des mystères de sa nouvelle croyance. Au reste, ce qu'il y a de plus honorable dans toute cette affaire pour le néophyte et son catéchiste, c'est qu'ils gardèrent l'un pour l'autre un attachement durable, suffisamment attesté par la pension de cent écus que Winckelmann reçut du P. Rauch aussi long-temps que ce modique secours lui fut nécessaire.

Archinto lui avait donné le sage conseil de lancer dans le public quelque production capable de le faire connaître à Rome, avant de s'y présenter lui-même. Appréciant cet avis, Winckelmann, qui d'ailleurs n'avait pas encore épuisé tout ce qu'il pouvait apprendre en Allemagne, prolongea encore d'un an son séjour à Dresde, se partageant entre ses doctes amis et la composition des *Réflexions sur l'imitation des ouvrages grecs dans la sculpture et dans la peinture* ⁽¹⁾. De vifs et unanimes applaudissemens accueillirent les débuts de l'illustre antiquaire. Mais, soit qu'il fût moins indulgent pour lui que le public, soit qu'on lui eût suggéré cet expédient pour accroître encore la fortune de son écrit, il en publia lui-même une critique anonyme, à laquelle, bientôt après, il fit toute

(1) *Gedanken über die Nachahmung der griech. Kunstwerke* (1755, in-4°).

satisfaction dans une seconde édition de l'ouvrage. Enfin, muni de lettres de recommandation, mais peu chargé d'argent et de bagage, il partit pour Rome, s'arrangeant de manière à n'y point paraître comme à la suite du nonce apostolique. Assurément Winckelmann pouvait s'en reposer sur l'amour propre de ce dernier pour être annoncé et prôné dans le monde savant de Rome. Bientôt, en effet, il reçut d'honorables avances de plusieurs personnages éminens, tels que les cardinaux Passionei et Albani; l'archiâtre pontifical Laurenti s'empressa de lui procurer une audience de Benoît XIV (janvier 1756), et il n'eut pas moins à se féliciter de l'accueil que lui firent les grands artistes, parmi lesquels il ne tarda pas à compter plusieurs amis, notamment l'illustre Raphaël Mengs, dont les leçons devaient lui être si profitables.

Toutes les merveilles de Rome, qu'il était si digne d'admirer, achevèrent d'embraser son imagination enthousiaste. « C'est ici, » s'écriait-il, que je devais vivre et mourir! » La première année de cette période d'extase qu'offre le reste de la vie de l'illustre créateur de l'esthétique, fut employée à visiter les débris d'antiquités « dont abonde la splendide spoliatrice du monde. » L'ordre admirable qu'il mit dans ses investigations ne pouvait tarder à porter ses fruits, et bientôt fut tracé en effet le plan de l'*Histoire de l'art*, ouvrage capital de Winckelmann, qui ne le termina qu'au bout de neuf ans (1764), et après avoir exploré tous les trésors de l'Italie dans des excursions multipliées : il avait commencé par visiter Naples en 1758, et, la même année, il s'était rendu à Florence, sur les invitations pressantes du baron de Stosch, que la mort venait de frapper lorsqu'il arriva, et dont il fut chargé d'inventorier la magnifique galerie. L'année suivante, parut sa *Description des pierres gravées du feu baron de Stosch*, modèle de classification, et complément nécessaire de l'*Histoire de l'art*.

Au milieu de ses importans travaux, Winckelmann continuait à mener la vie la plus modeste, en attendant l'accomplissement des brillantes promesses qui lui avaient été faites par Archinto. Logé gratis au palais de la Chancellerie, il subsistait au moyen de sa petite pension de cent écus. Cependant des temps meilleurs allaient commencer pour lui, dès qu'il se serait décidé à aliéner sa liberté; ce qu'il fit en acceptant, vers la fin de 1758, la place de bibliothécaire et d'inspecteur des antiquités du cardinal Albani.

Grâce à son extrême modestie, Winckelmann sentit fort peu sa

chaîne sous le patronage de l'éminence ; et, quant aux occupations de son emploi, il ne pouvait en trouver de plus conformes à ses goûts : lire, méditer ou converser avec le cardinal, telle était la récréation, plutôt que la tâche, qui l'attendait chaque soir à la somptueuse *villa* du maître ; et il arrivait le plus souvent que celui-ci s'emparait du rôle de *cicerone*, quand quelque étranger de distinction était admis à visiter ses magnifiques galeries. Au reste, Winckelmann n'était pas si rigoureusement astreint à l'obligation de se tenir à son poste, qu'il dût s'interdire désormais toute excursion ; car on le retrouve, au mois de mars 1762, visitant, avec le comte de Bruhl, les ruines d'Herculanum, de Stabies et de Pompéïa, qu'il vint revoir encore deux ans après.

Un incident, qui se rattache à ce voyage, et qu'on ne peut passer entièrement sous silence, est la mystification que lui fit essayer Casanova, pour venger apparemment le comte de Caylus ⁽¹⁾ d'une boutade assez vive, dirigée contre lui par le critique allemand, dans sa *Lettre au comte de Bruhl sur les antiquités d'Herculanum* (Dresde, 1762). Winckelmann fut long-temps à se consoler de la méprise où l'avait entraîné sa confiance aveugle en l'artiste, dont la ruse, peu délicate sans doute, profita singulièrement à sa réputation, sans toutefois nuire beaucoup à celle de l'illustre antiquaire. Jamais ; il faut le croire, Casanova ne serait parvenu à surprendre le jugement de Winckelmann sur ses peintures, si, pour leur donner à un tel degré de perfection tous les traits caractéristiques de l'antiquité, il n'avait pu s'aider de la théorie même que Winckelmann s'était plu à lui exposer dans ses doctes entretiens.

Les avantages de sa situation actuelle permettaient enfin au bibliothécaire de la *villa Albani* d'oublier l'infidélité de la cour de Rome relativement aux promesses dont on l'avait si long-temps bercé. Des offres brillantes lui avaient été adressées de la part de plusieurs souverains de l'Allemagne ; Frédéric lui-même, malgré ses dédains affectés pour le génie germanique, proposait à Winckelmann un rang honorable parmi les savans étrangers dont il s'était entouré ; recherché avec plus d'empressement encore par tous

(1) Ce célèbre amateur venait d'acheter comme antique l'ouvrage d'un peintre nommé Guerra. Ce trait fut relevé plaisamment par Winckelmann, qui expia cruellement sa diatribe. Au moment même où paraissait à Paris une version de la *Lettre* qui la contenait, on apprit que Casanova était l'auteur de plusieurs tableaux, vendus aussi comme antiques à Winckelmann, qui en donnait une description magnifique dans l'écrit même où il persiflait le comte de Caylus pour s'être laissé duper.

les corps académiques de l'Italie, il était compté en outre au rang des membres de la Société des antiquaires de Londres. C'est à cette époque seulement qu'il fut nommé président des antiquités de Rome, puis bibliothécaire du Vatican. Le temps était passé où ce dernier titre eût pu flatter son orgueil ; alors il s'en montra peu jaloux, et y renonça même de fait, en ne paraissant plus à la bibliothèque. Cependant le séjour de Rome lui devenait de plus en plus cher : ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que, sur la sollicitation de quelques anciens amis et de plusieurs illustres protecteurs, dont il lui coûtait de repousser absolument tous les témoignages d'estime, il se laissa engager à faire une tournée en Allemagne. Accompagné du sculpteur Cavaceppi, il partit à regret de la ville éternelle, qu'il ne devait plus revoir (10 avril 1768) : de sombres pressentimens semblaient l'accabler ; en vain lui prodigua-t-on des hommages dans les diverses cours qu'il ne fit pour ainsi dire que traverser. Son séjour à Vienne ne fut de même que de courte durée, et il y manifesta sans réserve son empressement à revoir l'Italie, où, disait-il, il devait finir ses jours. Il repartit enfin, comblé d'honneurs et de présens, et prit la direction de Trieste pour se rendre par mer à Ancône. A peu de distance de la première de ces villes, il fut accosté par un scélérat nommé Archangeli, déjà repris de justice, condamné aux galères, et par commutation, au bannissement. Il suffit à ce misérable, pour gagner la confiance de l'enthousiaste antiquaire, d'affecter un grand amour pour les arts : son but était d'extorquer quelques médailles d'or données par les cours de Munich et de Schœnbrunn à Winckelmann, qui les avait follement étalées aux regards de ce scélérat. Pendant le séjour qu'il est obligé de faire à Trieste, en attendant le vaisseau qui doit le transporter, Winckelmann reçoit dans son hôtellerie une dernière visite de l'Italien, qui, avant de se séparer de lui, demande à pouvoir admirer encore les médailles, objets de son odieuse cupidité. Winckelmann, s'empressant de le satisfaire, court vers sa malle, s'incline pour l'ouvrir. Le saisissant dans cette attitude, Archangeli lui passe au cou un nœud coulant. En vain l'aspect d'un péril aussi affreux qu'inattendu prête quelque force à l'infortuné Winckelmann ; il lutte un moment, retient d'une main la corde qui l'étreint, mais ne peut avec l'autre parer cinq coups de couteau que son meurtrier lui porte aux flancs, après l'avoir renversé. Aux cris de la malheureuse victime, un enfant accourt, et le meurtrier s'enfuit. Winckelmann ne survécut que quelques heures à ses blessures, et expira le 8 juin 1768, après avoir institué, par testament, le cardinal Albani son légataire uni-

versel. Telle fut la fin de Winckelmann, qui, en vivant encore plusieurs années, pouvait, sinon augmenter sa gloire, du moins voir accomplir ses vœux. Ces vœux, ainsi que toutes ses pensées, tendaient aux progrès d'une science qu'il n'a fait qu'indiquer, mais qui, sous le nom d'esthétique, est devenue aujourd'hui la base nécessaire toute étude dans les arts de l'imagination. Il emporta dans la tombe un projet qu'il avait long-temps caressé, celui de visiter la Grèce, et de tenter une fouille à Olympie. Nous pensons avec un de ses biographes que, pour accomplir ce projet, qu'il nommait sa chimère, il ne lui eût pas plus coûté de ceindre le turban qu'il n'avait eu de peine à quitter sa première croyance religieuse, afin de devenir citoyen de la capitale des arts.

P. DE CHAMROBERT.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1795. *Mort de Louis XVII, dauphin de France.*

Jamais existence plus courte réunit-elle plus de souffrances physiques et morales que celle de ce royal enfant ? Né à Versailles le 27 mars 1785, il reçut d'abord le titre de duc de Normandie, et quatre ans plus tard, la mort de son frère aîné lui transmit celui de dauphin de France. Ce fut vers cette époque que Marie-Antoinette le présenta aux Parisiens révoltés. Dans la fameuse journée d'octobre 1789, il vint à Paris avec la famille royale, l'accompagna dans le voyage de Varennes, et enfin la suivit dans la prison du Temple, où tous ceux qui le virent s'accordèrent à lui reconnaître des manières gracieuses, un esprit précoce et une bonté naturelle. Le soin de son éducation devint l'unique distraction de ses parens : le Roi lui donnait des leçons de géographie, la Reine lui enseignait l'histoire, et madame Elisabeth le calcul. Cinq mois et quelques jours après le 21 janvier, le jeune prince fut arraché des bras de sa mère, qui, pendant plus d'une heure, le disputa aux farouches municipaux, et ne céda qu'à la menace qu'ils lui firent de tuer son enfant sous ses yeux. A compter de ce moment, elle ne le revit plus que de loin et à travers une étroite ouverture. Livré à un cordonnier, nommé Simon, qu'on appelait par dérision son instituteur, le jeune prince subissait d'affreux traitemens, mangeait et buvait avec excès, répétait les mots les plus grossiers, les chansons les plus obscènes ou les plus sangninaires. Cependant, lorsque Simon le quitta, sa position devint en-

core plus triste et plus désespérée ; des Mémoires, qu'on attribue à une main auguste, en tracent ainsi le tableau : « Le Dauphin » était toujours seul, enfermé sous les verroux, sans autre secours » qu'une mauvaise sonnette qu'il ne tirait jamais, tant il avait de » frayeur des gens qu'il aurait appelés, aimant mieux manquer » de tout que de demander quelque chose à ses persécuteurs. Il » était dans un lit qu'on n'avait pas remué depuis plus de six mois, » et qu'il n'avait pas la force de faire. La vermine le couvrait : on » ne l'avait pas changé de linge pendant plus d'un an ; ses excré- » mens restaient dans sa chambre, dont la fenêtre, fermée au ca- » denas, ne s'ouvrait jamais, et où régnait une odeur infecte. » A tous ces maux, il faut ajouter des interruptions de sommeil, calculées de telle sorte qu'elles en amenaient une privation totale. Après le 9 thermidor, lorsque les comités se décidèrent à envoyer un médecin pour s'assurer de l'état de l'enfant, M. Desault déclara qu'il était trop tard (1) ; d'autres hommes de l'art pensèrent de même. En effet, le fils d'un roi, mort sur l'échafaud, mourut dans une prison, à l'âge de dix ans et deux mois. On parla de poison, mais rien ne justifia ces bruits vagues. La seule chose dont on doive s'étonner, c'est que la constitution du jeune prince ait résisté si long-temps à de si cruelles souffrances. Jusqu'à sa dernière heure, il ne perdit ni la mémoire, ni le jugement : il exprimait sa gratitude dans les termes les plus aimables à ceux qui lui témoignaient de l'intérêt. Il fut enterré dans la fosse commune du cimetière de Sainte-Marguerite. — A. G.

RELIGION.

9 JUIN 1717. *Mort de madame Guyon.*

La célébrité de cette femme, apôtre et martyr du quietisme en France, tient à celle des personnages éminens, qui partagèrent ou combattirent ses rêveries. « Si madame Guyon, dit le judicieux M. de Beausset, s'attira une partie de ses malheurs par un » zèle indiscret et des démarches imprudentes, par un langage » peu correct et des maximes répréhensibles, elle était loin de » mériter les cruels traitemens qu'elle eut à essayer. Si elle n'était » pas tout-à-fait digne d'avoir un ami aussi distingué que Fénelon, elle fut au moins bien à plaindre d'avoir pour ennemi un » homme aussi supérieur que Bossuet. » Née à Montargis, en

(1) Quelques jours après, il mourut lui-même. (Voy. 1^{er} JUIN 1795.)

1648, douée de toutes les qualités qui promettent une existence heureuse et brillante, belle, spirituelle, riche, elle voulait s'enfermer dans un cloître ; mais ses parens la contraignirent de rester dans le monde, et de prendre un mari. De cette union, plusieurs enfans naquirent. Veuve à vingt-huit ans, madame Guyon se crut appelée au rôle de missionnaire, et, sur l'invitation d'un évêque de Genève, elle se rendit à Anneci, parcourut le pays de Gex, le Piémont, le Dauphiné, tantôt admirée, tantôt décriée, semant sur sa route les prédications et les écrits, entre autres le fameux livre intitulé : *Moyen court et très-facile pour l'oraison*. En 1686, de retour à Paris, ses inquiétudes commencèrent. L'archevêque Harlay de Chanvallon trouva que sa doctrine contenait des germes du molinosisme, récemment condamné par le pape : mais madame de Maintenon se déclara sa protectrice, et ce fut à Saint-Cyr même que madame Guyon fit connaissance avec l'abbé de Fénelon. Ces deux âmes, non moins exaltées que pures, se rapprochèrent et s'unirent étroitement : comme il arrive presque toujours dans ces sortes d'alliances, la moins éclairée des deux fut précisément celle qui exerça l'empire le plus absolu. Bientôt une querelle publique s'engagea sur le terrain du quiétisme : madame Guyon reçut l'ordre de ne plus paraître à Saint-Cyr. Des attaques contre ses livres et contre ses principes on en vint à des insinuations contre sa personne et contre ses mœurs. En 1694, se tinrent les conférences d'Issy, que présidait Bossuet, et auxquelles Fénelon prit part. Il en résulta contre madame Guyon une censure, dont elle se prévalut comme d'un brevet en sa faveur. Conduite à Vincennes, elle y composa un volume de vers mystiques : de Vincennes elle passa à la Bastille, et enfin M. de Noailles, successeur de M. de Harlay, la plaça dans une maison de Vaugirard, sous la direction du curé de Saint-Sulpice. Le 28 août 1696, elle avait signé une déclaration rédigée par MM. de Fénelon et Tronson. Ses malheurs semblaient toucher à leur terme : mais la publication d'un livre de son illustre ami, *l'Explication des maximes des saints sur la vie intérieure*, en recommença le cours. (Voy. 12 MARS 1699, *Condamnation de Fénelon par le pape Innocent XII.*) Remise à la Bastille, elle y resta deux ou trois ans, et, quand elle en sortit, l'innocence de ses mœurs avait été pleinement reconnue, mais non celle de ses doctrines. Exilée à Diziers, près Blois, elle y vécut environ quinze ans dans la retraite et dans la piété, complètement guérie, en apparence du moins, de ses dévotes extravagances. Ses vertus et ses talens lui donnaient droit à l'estime générale : mais, outre qu'elle n'en fit pas toujours un usage raisonnable, elle vivait dans un

siècle où les vertus et les talens n'étaient comptés pour rien, lorsqu'on pouvait les croire entachés d'hérésie. — X.

1720. *L'abbé Dubois est sacré archevêque de Cambrai.*

L'exaltation de l'abbé Dubois au siège archiepiscopal de Cambrai, et au cardinalat, suffirait pour caractériser une époque tout entière : *Toi, archevêque !* dit le Régent à son digne ministre, lorsqu'il lui en fit la première demande ; *qui oserait seulement te faire prêtre ?* et cependant on osa ! Un homme marié, souillé des plus infâmes débauches, occupa le siège qu'avait illustré Fénelon ! En une heure, il reçut des mains de Tressan, évêque de Nantes, tous les ordres qui conduisent à la prêtrise, et la prêtrise même. On appelait cette cérémonie la *première communion de l'abbé Dubois* ; et quand on s'étonnait devant lui de la manière expéditive dont s'étaient passées les choses, il répondait impudemment que *l'ordination de saint Ambroise avait encore été plus rapide.* (Voy. 3 AVRIL 397.) Quel scandale dans le rapprochement de ces noms, saint Ambroise, Fénelon et Dubois ! Ce fut le cardinal de Rohan qui se chargea de le faire archevêque : l'évêque de Nantes et Massillon l'assistèrent. Massillon avait pour excuse sa reconnaissance envers le Régent, et l'isolement de sa retraite, qui lui permettait d'ignorer tout ce qu'on savait à la cour. La cérémonie se fit au Val-de-Grâce avec une grande magnificence. Le Régent avait promis à Saint-Simon de n'y point paraître : mais sa maîtresse, madame de Parabère, craignant que Dubois ne lui attribuât l'absence du prince, exigea de ce dernier qu'il manquât à sa parole ; comme on le voit, les accessoires ne déparaient pas le principal. L'année suivante, l'archevêque de Cambrai devint cardinal : ni Fénelon, ni Bossuet ne l'avaient été : mais par compensation il mourut d'une autre mort que ces deux grands hommes. (Voy. 10 AOÛT 1723, *Mort du cardinal Dubois.*)

1760. *Mort de Zinzendorf (Nicolas-Louis, comte de), fondateur de la secte des Herrnhuters ou frères Moraves.*

Fils d'un chambellan d'Auguste III, électeur de Saxe et roi de Pologne, né à Dresde le 29 mai 1700, Zinzendorf était tourmenté de si bonne heure par l'ambition de devenir chef de secte, qu'étant encore simple étudiant à Halle, il créa l'ordre de la graine de Moutarde. Dès l'âge de treize ans, des passions fougueuses le plongèrent dans les excès de la débauche. Enfin, vers 1721, quelques

descendants des anciens Moraves, persécutés dans leur pays, se réfugièrent dans la Haute-Lusace : Zinzendorf, qui se trouvait à Dresde, leur ouvrit un asile dans le village de Berthelsdorf. L'année suivante, ces exilés fondèrent un établissement sous le titre de *Herrnhuters* (gardiens du Seigneur), et leur nombre s'accrut encore par l'arrivée de quelques compatriotes. Dès lors Zinzendorf, parvenu au comble de ses vœux, n'épargna ni soins ni peines pour la prospérité de la secte nouvelle, dont il était à la fois le prédicateur, l'écrivain et le missionnaire. Il parcourut diverses contrées de l'Europe, et se rendit même en Amérique pour faire des prosélytes. Il conçut le projet de convertir le Groënland, et se mit en devoir de l'exécuter, renonçant à ses fonctions de conseiller, à l'administration de ses biens, et tout entier livré à la propagation de ses doctrines. En 1740, il fonda Bethléem sur un terrain acheté par lui dans les Etats-Unis. Ensuite il passa en Angleterre, où il obtint beaucoup de succès. Enfin, ce sectaire infatigable mourut à l'âge de soixante ans. La croyance des *Herrnhuters* est pour le fond celle des Luthériens, à quelques différences près : mais elle a subi de violentes attaques, sous le rapport des désordres qu'on l'accuse d'autoriser et même de sanctifier. Suivant quelques théologiens, les *Herrnhuters* reproduisent les scènes licencieuses dont on a prétendu faussement que se soulaient les premiers chrétiens ; ils rendent les honneurs divins à ces organes physiques que l'on adore sur les bords du Gange. On reconnaît dans ces reproches la tactique banale, à l'aide de laquelle les sectes établies cherchent toujours à flétrir les sectes naissantes : cependant il paraît évident que certaines cérémonies, certaines paroles employées par Zinzendorf et ses adeptes justifient jusqu'à un certain point les imputations de ses adversaires. Dans son livre de l'*Allemagne*, madame de Stael a donné une description poétique et touchante des chants religieux par lesquels les frères Moraves solennisent leur mysticisme. — X.

POLITIQUE.

588 avant J.-C. *Prise et destruction de Jérusalem.*

Le nom de Jérusalem rappelle les plus grands souvenirs. Les désastres de cette ville, jadis si opulente, ont inspiré aux prophètes de sublimes accens. Isaïe, Ezéchiel, et surtout Jérémie, ont déploré le triste sort de la reine des cités. Leurs lamentations, revêtues de toute la pompe du style oriental, retracent, sous une forme allégorique, le tableau le plus imposant.

Depuis long-temps les Hébreux vivaient dans l'oubli des lois que Dieu avait données à Moïse. L'exemple terrible et récent de la destruction du royaume d'Israel et de la dispersion de son peuple ne les avait point touchés. Comment le petit royaume de Juda aurait-il pu lutter contre le plus puissant monarque d'Asie ? L'Éternel, suivant l'Écriture, avait abandonné à elle-même la ville imprudente qui avait méconnu ses lois ; il avait suscité contre elle un redoutable ennemi, sous les efforts duquel elle devait bientôt succomber.

Voici le tableau rapide des événemens qui ont précédé et amené cette terrible catastrophe.

Deux royaumes s'étaient formés à la mort de Salomon ; celui d'Israel et celui de Juda. Le premier, après avoir duré deux cent quarante-cinq ans depuis le schisme de Jéroboam, fut détruit par Salmanazar, roi d'Assyrie, qui prit Samarie et dispersa les Israélites dans ses États. Sennacherib, son successeur, regarda comme facile la conquête du royaume de Juda, qui jouissait alors d'une heureuse paix sous le gouvernement du roi Ezéchias. Il s'avance à la tête d'une armée formidable jusque sous les murs de Jérusalem ; Ezéchias l'arrête par des présens, et parvient plus tard à affranchir son royaume du tribut payé aux Assyriens. Jérusalem ne jouit pas long-temps de la paix. Manassès, fils et successeur d'Ezéchias, se livre à une conduite coupable ; ses impiétés, ses cruautés ramènent les désordres, et Sennacherib foud de nouveau sur la Judée, prend Jérusalem, et emmène en captivité Manassès, qui, rendu à la liberté, fait oublier sa conduite criminelle par un sincère repentir. Amon, son fils, lui ayant succédé, une mort violente délivra Jérusalem de ce monarque cruel et impie. Josias, par sa piété et sa sagesse, rendit à la Judée la paix et le bonheur. Il rétablit les solennités du culte, et les lois reprirent toute leur vigueur ; mais ayant eu l'imprudence de s'opposer au passage de Néchao, roi d'Égypte, qui marchait contre les Assyriens, il fut tué dans un combat ; sa mort répandit un grand deuil dans toute la Judée. C'est sous ce règne que Jérémie, animé d'un saint enthousiasme, commença à prophétiser. Il reprocha aux Juifs, avec la plus grande énergie, leurs dérèglemens, leur idolâtrie, et leur annonça les calamités qui devaient fondre sur Jérusalem. Peu s'en fallut que Jérémie ne fût victime de son zèle ; le peuple furieux se porta contre lui à des actes d'une extrême violence.

La mort de Josias fut le prélude des malheurs qui devaient amener la destruction du royaume de Juda. Joachas, son fils, lui

succéda; mais Nichao fut irrité de cette élection faite sans son consentement. Ce puissant monarque, enflé de ses succès contre les Assyriens, entre à Jérusalem, dépose le jeune roi qu'il charge de fers, l'envoie à Babylone, et place sur le trône son frère Joachim. D'affreux désordres se renouvelèrent à Jérusalem sous ce roi qui, en refusant de payer le tribut à Nabuchodonosor, provoqua la vengeance de ce redoutable monarque. Au retour d'une expédition contre le roi d'Égypte, Nabuchodonosor apprend la révolte de Joachim, pénètre dans la Judée, assiège et prend Jérusalem, enlève les trésors du temple et de la cité, et retourne, chargé de butin, à Babylone, traînant à sa suite le roi de Juda, le jeune Daniel, de la race des rois, et l'élite des Hébreux (1). Touché du sort et des larmes de Joachim, il lui rend la liberté, sous la condition d'un fort tribut; mais ce roi perfide se révolte de nouveau; il est tué dans un combat et son corps reste sans sépulture. Jéconias, son fils, qui lui succède, essaie de secouer le joug. Jérusalem est reprise. Le conquérant assyrien ferme l'oreille à toutes les supplications de Jéconias; il le fait charger de chaînes et traîner avec toute sa famille à Babylone, où il meurt dans les fers. C'est alors que la consternation est générale à Jérusalem. Le palais, le trésor public sont pillés une seconde fois; les vases sacrés du temple, jusqu'alors respectés, sont enlevés, ainsi que tous les ustensiles servant aux cérémonies religieuses, et tous les Juifs riches ou distingués par leur naissance sont amenés en captivité à Babylone.

Sédécias, oncle du roi détrôné, le remplace, et ne profite pas de son exemple. Les onze années de son règne sont signalées par des désordres et de honteux dérèglements; son armée est sans discipline, ses finances épuisées. Pour s'affranchir du tribut qui lui est imposé, il se ligue avec un roi voisin et se révolte ouvertement contre le monarque à qui il doit la couronne et qui a reçu son serment de fidélité. Le roi de Babylone jure de venger cet outrage par la mort du parjure et par la ruine entière du royaume de Juda. Il abandonne le siège de Sidon, fond sur la Palestine, assiège Jérusalem, qu'il emporte d'assaut après un long siège (2); s'élançant dans la ville, un flambeau à la main, il en ordonne le pillage. Le massacre des habitans est général, tous les Juifs indistinctement sont passés au fil de l'épée; les vieillards même sont

(1) C'est à partir de cette année, la quatrième du règne de Joachim, que l'on compte les soixante-dix années de la captivité des Juifs à Babylone.

(2) Le 29 de sirvan, troisième mois de l'année religieuse chez les Juifs.

égorgés jusque dans le sanctuaire. Le palais, les édifices, ce temple magnifique, la gloire de Jérusalem, sont détruits ou rasés, et le feu dévore ce que le fer a épargné. L'infortuné Sédécias, arrêté dans sa fuite, est ramené à Jérusalem; ses deux fils sont égorgés en sa présence; on lui crève les yeux et on le traîne à Babylone avec la famille royale. Les grands du royaume et les plus opulens d'entre les Hébreux y sont également conduits, ou dispersés dans les vastes contrées de l'empire. Jérémie échappe seul à la vengeance du monarque babylonien.

Telle fut la fin du royaume de Juda, qui avait été gouverné par vingt et un rois de la race de David.

Plus tard, un édit fameux de Cyrus permet aux Juifs de retourner à Jérusalem, sur laquelle ils ne cessaient de porter les yeux. Jérusalem sort de ses cendres, le temple est rebâti et les cérémonies religieuses rétablies. Les Juifs obéissent successivement à des rois étrangers. Antiochus trouble leur paix en voulant les soumettre au culte des faux dieux, et pille leur temple. Les cérémonies et les sacrifices, interrompus quelque temps, reprennent leur pompe sous les Machabées, qui font jouir Jérusalem d'une sorte d'indépendance. Les Romains profitent plus tard des dissensions des Juifs pour leur imposer un roi (Hérode). Ce peuple, toujours esclave et toujours rebelle, attire sur lui la vengeance des Romains. Vespasien et Titus font le siège mémorable de Jérusalem, qui coûta la vie à onze cent mille âmes, et qui entraîna la destruction entière de cette cité et du nouveau temple qu'Hérode avait enrichi. Les Juifs, chassés de la Judée, sont dispersés sur la surface de la terre, et cessent de former un corps de nation. Jérusalem, rebâtie soixante ans après par Adrien, tombe, dans le septième siècle, au pouvoir des Persans et des Arabes. Elle leur est enlevée par les Croisés, qui donnent le titre de roi de Jérusalem à Godefroy de Bouillon (1099). Le sultan Saladin la reprend sur les Chrétiens en 1187. Enfin, après beaucoup de vicissitudes, elle est prise par les Turcs en 1519, et fait encore aujourd'hui partie de l'empire ottoman.

Jérusalem, toujours célèbre par ses anciens souvenirs, est aujourd'hui habitée par des Turcs, des Juifs, des Grecs et des Chrétiens; ces derniers suivent le rit grec. Sa population ne s'élève pas à plus de trente mille âmes. — L. THORY.

68 après Jésus-Christ. *Mort de Néron (Lucius Domitius Claudius), empereur romain.*

Racine a caractérisé l'impression d'horreur qu'éveille le souvenir de Néron, en lui faisant prédire par sa mère Agrippine, dans *Britannicus*,

Que son nom deviendra, dans la race future,
Aux plus cruels tyrans la plus cruelle injure.

Ce n'était cependant pas un prince pervers avec dissimulation, comme Tibère, égaré par un délire frénétique, comme Caligula, ou cruel par imbécillité, comme Claude ; il semble que son caractère offrait le germe de quelques heureuses dispositions, bientôt altérées et entièrement corrompues par les séductions du pouvoir absolu : c'est peut-être là ce qui a rendu sa mémoire encore plus odieuse. Trompés dans les espérances qu'avait inspirées le dernier rejeton du sang des Césars, les Romains ne purent le haïr avec impartialité. Tacite a redoublé d'énergie pour peindre ses forfaits, et telle est l'énormité des crimes dont le charge l'histoire, qu'elle a épouvanté quelques critiques modernes qui ont refusé d'y ajouter foi. Voltaire est de ce nombre. « Toutes les fois, dit-il, que j'ai » lu l'abominable histoire de Néron et de sa mère Agrippine, » j'ai été tenté de n'en rien croire. L'intérêt du genre humain » est que tant d'horreurs aient été exagérées ; elles font trop de » honte à la nature. » Cet honorable pyrrhonisme ne peut malheureusement résister à des témoignages authentiques, et même au simple examen de l'effet inévitable que produit sur une âme jeune et faible l'exercice d'une autorité démesurée. Pour que le despotisme échappe à l'extravagance, il faut qu'il soit limité par les mœurs sociales. S'il ne trouve d'obstacle et de correctif nulle part, il n'y a que les âmes fortement trempées qu'il ne dégrade pas tout-à-fait. Les sanglantes folies de Néron ne sont-elles pas expliquées par d'autres folies contemporaines et non moins sanglantes ?

Fils de Domitius OEnobarbus et d'Agrippine, Néron naquit à Antium, le 13 décembre 788 de Rome, de Jésus-Christ 37, neuf mois après la mort de ce Tibère, persécuteur et peut-être assassin de son aïeul maternel. Il n'avait que trois ans lorsqu'il perdit son père. Privé de sa succession à laquelle il avait droit, il était abandonné de ses parens, lorsque sa tante Lépida le recueillit par pitié. Mais elle négligea son éducation, en le livrant aux soins

d'un histrion et d'un barbier. Plus tard le jeune Domitius recouvra le patrioine dont il avait été dépouillé. Mais l'ambition de sa mère lui fraya le chemin vers une fortune plus grande et moins attendue.

Agrippine, devenue l'épouse de Claude, et prévoyant qu'à la mort de son faible époux elle aurait tout à redouter de Britannicus, songea de bonne heure à écarter du trône l'héritier naturel, pour lui substituer son propre fils. Elle fit adopter par l'empereur Domitius, qui prit alors le nom de Néron ; elle l'unit à Octavie, fille de ce prince ; elle lui choisit pour instituteurs Burrhus, cher aux soldats par ses talens militaires, et Sénèque, que, malgré la honte d'une condamnation flétrissante pour ses mœurs, des succès prématurés dans l'éloquence faisaient regarder comme l'espoir de la littérature latine. Elle voulut en même temps que Néron prit la robe virile avant l'âge ordinaire ; elle lui fit décerner le titre de prince de la jeunesse et le consulat pour l'époque où il atteindrait sa vingtième année. De grandes largesses étaient répandues sous son nom parmi les prétoriens et le peuple ; lui-même, flattant la passion des Romains pour l'éloquence, prononça, soit en grec, soit en latin, quelques harangues en faveur de différentes provinces de l'Empire. Ces discours passèrent pour être l'ouvrage de Sénèque ; mais ils n'en attiraient pas moins l'attention universelle sur un jeune prince, occupé de si bonne heure des intérêts publics et de l'art oratoire, qui, avec celui de la guerre, disposait autrefois de l'autorité dans Rome républicaine.

On sait que la mort de Claude resta secrète jusqu'au moment où Burrhus, après avoir conduit Néron dans le camp des prétoriens, eut reçu, au nom de ce prince, le serment des cohortes, qui usurpaient déjà le droit de choisir leurs maîtres. Le sénat avili prodigua tous les titres de la puissance suprême à celui que des soldats lui avaient désigné. Néron eut assez de pudeur ou de politique pour refuser le nom de père de la patrie qu'on lui offrait, en disant qu'il n'avait encore rien fait pour le mériter. Il prononça l'éloge funèbre de son imbécile prédécesseur, dans un discours que Sénèque avait rendu peut-être, à dessein, ridicule à force d'exagération. Il signala dès le premier jour de son règne sa reconnaissance vraie ou feinte pour Agrippine, en donnant pour mot d'ordre au tribun chargé de la garde du palais : « La meilleure des mères. »

Dans un second discours, composé encore par Sénèque, il s'engagea, en présence du sénat, à suivre tous les exemples d'Auguste.

Cette promesse, accueillie par des acclamations de joie, et qu'un crédule sénatus-consulte fit graver sur une plaque d'argent, et déposer au temple de Jupiter Capitolin, fut suivie de quelques mesures plus persuasives. Des taxes onéreuses furent abolies ou restreintes, et les récompenses des délateurs réduites au quart. Plusieurs familles anciennes étaient tombées dans l'indigence. Néron secourut cette portion d'aristocratie doublement dégradée. Il montrait une humanité qui semblait du plus heureux présage, et Burrhus lui ayant présenté l'arrêt de mort de deux criminels, pour qu'il y apposât sa signature, il répondit par ce mot célèbre, qui serait sublime s'il n'était suspect d'hypocrisie : « Je voudrais » ne pas savoir écrire ⁽¹⁾. »

En même temps que par ces mesures il attachait à son pouvoir mal affermi les grands personnages de l'Empire, il avait des séductions pour le peuple et pour l'armée : d'abondantes distributions furent prodiguées à la classe la plus pauvre des Romains, et cette classe fut en même temps admise aux jeux splendides que le jeune prince célébra dans son palais et au champ de mars, où il fit construire un vaste amphithéâtre pour la commodité des spectateurs. Ce fut par lui que commença ou s'acheva cette révolution des esprits dont le résultat fut de borner l'ambition des anciens vainqueurs du monde à demander du pain et les jeux du cirque ⁽²⁾.

Il fut l'auteur d'une innovation plus dangereuse encore par ses conséquences. C'était une ancienne coutume chez les Romains que le général qui triomphait distribuât quelques deniers à chaque soldat, sur l'argent pris aux ennemis. Dans les guerres civiles, on augmenta ces dons, mais avec les dépouilles des citoyens vaincus. Car, dit Montesquieu, les soldats voulaient un partage là où il n'y avait pas de butin. Cependant ces distributions n'avaient lieu qu'après une guerre. Néron les fit pendant la paix. Les soldats s'y accoutumèrent et finirent par regarder ces faveurs comme un droit, et plus tard, comme le prix et la mesure de leur fidélité.

Agrippine et les deux instituteurs qu'elle avait donnés jadis à son fils eurent d'abord un grand ascendant sur son esprit ; mais leur autorité ne tarda pas à s'affaiblir en se divisant. La veuve de Claude avait sacrifié plus d'une victime à ses vengeances ou à ses craintes. C'est dans son palais que le sénat tenait ses assemblées, et elle assistait aux délibérations, cachée derrière un voile. Tout était soumis à ses ordres. Burrhus et Sénèque, jaloux de l'autorité

(1) *Vellem nescire litteras.*

(2) *Panem et circenses.*

qu'elle exerçait, tentèrent d'affranchir Néron de sa tutelle. Lui-même, entouré de jeunes voluptueux, flatteurs de ses penchans, il aspirait en secret à se délivrer et de la tyrannie de sa mère et des conseils de ses ministres. Une sourde lutte s'engagea; mais bientôt Agrippine, qui, comme Tibère l'avait reproché à la veuve de Germanicus, se croyait opprimée dès qu'elle ne régnait pas, éclata en menaces, et eut l'imprudence de se montrer disposée à replacer sur la tête de Britannicus la couronne qu'elle lui avait enlevée pour la donner à son fils. Nous ne raconterons pas la tragique mort de Britannicus, empoisonné au milieu de la joie d'un festin. Néron, par ce premier crime, venait de donner carrière à sa férocité; il ne s'arrêta plus.

On le vit avec effroi se précipiter dans tous les désordres. La licence du palais fut bientôt trop fade pour lui; ses sens, promptement usés, ne se réveillèrent que par des orgies grossières, par des violences publiques; il courait la nuit dans les rues de Rome sous un déguisement d'esclave; il insultait les passans des deux sexes; il n'eut d'abord pour auxiliaires dans ces promenades scandaleuses que quelques compagnons de débauches, et il fut exposé à recevoir le châtiment de sa témérité. Un sénateur, nommé Montanus, vengea rudement un outrage fait à sa femme, sans reconnaître l'empereur, qu'il maltraitait. Ayant su plus tard sur qui avaient porté ses coups, il eut l'imprudence de se déceler en s'excusant. « Quoi! s'écria Néron, il m'a frappé, et il vit encore! » Et telle était la constitution qui succédait dans Rome au pouvoir aristocratique, qu'après un tel mot du prince, un sénateur n'avait plus qu'à mourir.

Après la mort de Britannicus, une froide réconciliation avait rapproché Agrippine de son fils, mais sans lui rendre l'influence dont elle était si jalouse. L'ambition de Poppée, dont Néron devint éperdument amoureux, brisa ce faible lien. Mais Néron n'eut l'audace d'être fils ingrat qu'à la condition d'être parricide: Agrippine fut assassinée; et Sénèque n'eut pas honte de se rendre l'apologiste de ce forfait épouvantable. La conscience de Néron fut moins indulgente que la vertu du philosophe stoïcien: troublé de remords, il croyait voir dans les ténèbres errer autour de lui le spectre ensanglanté de sa mère. Il fallut, pour l'apaiser, que le sénat et le peuple devinssent, pour ainsi dire, ses complices en le félicitant d'avoir échappé aux complots imaginaires que sa mère était accusée d'avoir tramés contre lui.

Il se hâta de s'étourdir par de nouveaux excès, par de capricieuses voluptés, par des triomphes bizarres: il joua de la lyre sur

le théâtre, et conduisit un char dans le cirque. Il força des chevaliers, des consulaires à descendre dans l'arène, pour y faire le vil métier de gladiateurs : en dégradant ceux qui l'entouraient, il croyait ennoblir sa propre dégradation. Sa prodigalité n'avait point de bornes, et les rapines qu'elle rendit nécessaires mirent le comble aux maux des familles riches et puissantes ; car c'était au profit des plaisirs du peuple et des intérêts des soldats que s'exerçait cette oppression si odieuse, qui ne s'appesantissait que sur les descendans des anciens oppresseurs du monde.

Burrhus était mort, et on l'avait cru empoisonné ; Sénèque, après avoir voulu vainement se retirer, avait du moins abandonné les rênes du gouvernement. L'infâme Tigellin était devenu le digne ministre de Néron. Dès lors ses passions ne rencontrèrent plus d'obstacles : Octavie fut répudiée, et alla mourir dans l'exil, pour faire place à Poppéa, qui devint l'épouse de l'empereur. Mais l'espèce de légitimité qui restait encore dans cette scandaleuse union la rendait insuffisante pour la dépravation effrénée du prince ; il épousait publiquement des affranchis, tantôt comme mari, tantôt comme femme, et sous les habits de ce dernier sexe. Poppéa expia par une mort cruelle sa faveur passagère ; dans un accès de colère, il lui donna un coup de pied au bas-ventre, quoiqu'elle fût enceinte, et la tua ; il se rendait justice, en ne lui laissant pas donner au monde un héritier d'un monstre tel que lui. Il ôta la vie à sa belle-sœur pour la punir d'avoir refusé sa main, et fit périr le mari de Statilia Messalina, afin d'épouser la veuve.

Plus il épuisait ces jouissances passagères, plus il sentait le besoin d'agiter par des commotions plus fortes son âme fatiguée de vices et de crimes. Ce n'est donc pas sans de fortes probabilités que l'histoire l'accuse d'être l'auteur du fameux incendie qui dura plusieurs jours, et qui consuma la plus grande partie des temples, des palais et des antiquités de Rome. Quoi qu'il en soit de sa participation à l'origine de ce désastre, il se hâta du moins d'accourir d'Antium, où il était alors, pour jouir du délicieux spectacle des ravages du feu ; monté sur une tour, d'où il le contemplait, il chanta, en s'accompagnant de la lyre, des vers qu'il avait composés sur l'embrasement de Troie. Car il était poète, comme il le prouva plus tard, en faisant périr Lucain, qui avait eu l'imprudence de le vaincre dans une joute de poésie.

Après avoir goûté le plaisir d'une calamité publique, il voulut se donner les honneurs de la compassion ; ses jardins furent ouverts aux infortunés habitans qui erraient sur les débris de leurs maisons en cendres. Pour écarter de lui les soupçons, il persécuta

les chrétiens, comme auteurs de l'incendie. Du reste, qui le croirait ? il trouva l'art de profiter de cette grande ruine pour s'enrichir encore, et fournir à son luxe insensé : non-seulement tous les habitans de l'Empire furent forcés de contribuer à la reconstruction de la capitale ; mais, s'étant chargé lui-même de faire enlever les décombres des maisons consumées par les flammes, il y trouva ensevelies des richesses immenses, qui lui servirent ensuite à bâtir ce vaste et fameux palais d'or, où étincelait de toutes parts le métal qui lui donnait son nom.

Dans la douzième année de son règne, Néron fut distrait des fêtes ignobles ou sanglantes, qui faisaient sa seule occupation, par un complot tramé contre sa vie. Les conspirateurs, chevaliers, sénateurs, personnages consulaires, avaient à leur tête Calpurnius Pison, dont les vices ne promettaient pas au monde un plus digne souverain que celui qui déshonorait l'Empire. Le jour même fixé pour l'exécution, ce projet fut dénoncé par un esclave. Néron saisit avidement cette occasion de se baigner dans des flots de sang. On sait avec quel courage héroïque moururent et le poète Lucain et la courtisane Épicharis. Un de leurs complices, Subrius Flavius, capitaine des gardes du tyran, lui fit entendre un langage nouveau pour des oreilles accoutumées à une servile flatterie. « César, lui dit-il, personne ne t'a plus chéri que moi, tant que tu l'as mérité ; j'ai commencé à te haïr depuis que je t'ai vu tuer ta mère et ta femme, guider un char dans le cirque, devenir un comédien et un incendiaire. »

Ce fut peut-être pour échapper aux regards d'un peuple dont la haine venait de lui être enfin révélée, que Néron passa en Achaïe avec une armée d'histriens et de musiciens. Déployant partout ce talent ridicule de chanteur, auquel il avait attaché sa gloire, il remporta dix-huit cents couronnes, et fit célébrer dans tout l'Empire un nombre égal de sacrifices. On remarqua néanmoins que, malgré son empressement pour toutes les solennités profanes ou sacrées de la Grèce, il n'osa pas souiller les mystères d'Eleusis, tant le souvenir du meurtre de sa mère lui inspirait encore, à défaut de remords, une horreur superstitieuse. Sa marche pour revenir à Rome ne fut que la parodie d'un long triomphe : dans toutes les villes où il passait, il faisait abattre des pans de murailles, pour faire franchir la brèche à son char, suivant l'usage des vainqueurs aux jeux olympiques ; et il fit son entrée dans la capitale, monté sur le char d'Auguste, et environné de toute la pompe de ces anciens généraux qui donnaient des provinces à l'Empire : au lieu de trophées, il étalait ses couronnes.

Une révolte inattendue vint le réveiller au milieu de cette ivresse voluptueuse. Vindex, gouverneur de la Gaule celtique, s'unit à Galba, gouverneur de l'Espagne, pour affranchir l'univers. Néron reçut cette nouvelle avec la fureur d'un enfant mutiné; et telle était sa démence, qu'en se préparant pour aller combattre les rebelles, il faisait charger plusieurs chars de lyres, de harpes, de tout l'attirail futile de ses jeux. Son irrésolution devenait, dans le péril, égale à son ancienne violence dans la sécurité; il conçut même l'idée de racheter ses jours par l'abdication de l'empire, et d'aller chercher un asile dans Alexandrie, en y vivant du métier de musicien.

Mais il ne put donner long-temps à Rome le spectacle de sa lâcheté. L'exemple des provinces révoltées trouva des imitateurs dans la capitale. Les prétoriens, soulevés par leurs préfets, proclamèrent Galba. Qu'on se représente le désespoir et les terreurs de Néron, abandonné seul, au milieu de la nuit, dans son vaste palais. Tantôt il implorait la mort, réclamait les coups d'un ami, ou songeait à se précipiter dans le Tibre; tantôt ses folles espérances se réveillaient, et le rattachaient à la vie. Ce fut dans cette espèce d'agonie morale qu'il se laissa entraîner, par quatre affranchis, vers la maison de Phaon, l'un d'entre eux. Avant de pouvoir y arriver en sûreté, il se tint caché sous des roseaux dans un marécage. Enfermé ensuite dans un étroit réduit, il resta une nuit et un jour, isolé, sans autre nourriture qu'un peu de pain bis qu'il refusa, tremblant au moindre bruit, en proie au souvenir de ses forfaits et au regret de ses plaisirs.

Bientôt un message de Phaon vint lui apprendre que son sort était décidé, et que le sénat l'avait déclaré ennemi public. Pour se dérober à l'ignominie du supplice, il tira deux poignards, essaya de se frapper, et n'en ayant pas le courage, différa encore quelques instans. Il fit creuser sous ses yeux la fosse où il devait être enseveli, en s'écriant plusieurs fois, non sans verser des larmes : « Faut-il qu'un si bon musicien périsse ? » Enfin, averti, par un bruit de chevaux, que les exécuteurs du décret porté contre lui allaient arriver, il employa le secours d'Epaphrodite, son secrétaire, pour s'enfoncer un poignard dans la gorge. Il était âgé de trente et un ans, et il en avait régné quatorze.

Ce qui prouve à quel point la révolution opérée par Néron était favorable aux intérêts populaires, c'est que, malgré l'infamie et les cruautés de ce prince, sa mémoire excita des regrets, et que plus d'un faux Néron fut accueilli avec transport en Grèce et dans l'Asie. En effet, comme ses coups portaient sur les têtes les plus

élevées de l'Empire, son règne, tout sanglant, devenait une sorte de vengeance pour le peuple si long-temps opprimé, et les fêtes qu'il donnait avec les trésors de ses victimes associaient les classes les plus pauvres aux jouissances d'une aristocratie qui avait jusque là regardé le luxe comme son privilège. — PAUL DUPONT.

1302. *Bataille de Courtrai.*

La bataille de Courtrai, gagnée par les Flamands contre l'armée de Philippe le Bel, roi de France, commandée par son cousin, Robert d'Artois, est une preuve entre mille de ce que peuvent les peuples, lorsqu'ils combattent pour leur liberté.

Vers 1297, la fausse politique de Philippe le Bel avait rompu la paix qui subsistait depuis quatre-vingts ans entre la France et la Flandre. Pendant deux ans, la guerre s'était continuée avec des chances diverses; mais enfin le comte Guy fut vaincu et fait prisonnier par trahison, au moment où il venait à Paris, conduit par l'espoir d'être remis en possession de ses États. Pour conserver ses conquêtes, il suffisait à Philippe d'observer les conventions faites avec les communes et de respecter leurs droits acquis. Au lieu de tenir cette sage conduite, il affecta les manières de conquérant, changea la constitution des Gantois, et nomma gouverneur de Flandre Jacques de Châtillon, seigneur de Leuse et de Condé, auquel il donna les pouvoirs les plus étendus.

Alors s'éveilla dans l'âme des Flamands le regret de leur ancienne indépendance. Leurs réclamations contre les taxes et impôts, contre l'érection des forteresses, étant restées inutiles, ils en appelèrent à la force. Les habitants de Bruges massacrèrent les officiers du gouverneur, qui lui-même ne se sauva qu'avec peine. Philippe, instruit de la révolte, jura de s'en venger par une extermination générale. Il envoya son cousin, Robert d'Artois, à la tête d'une armée de quarante mille hommes, ne doutant pas que de telles forces, immenses pour le temps, n'obtinssent facilement la victoire. Les Flamands avaient pour chef un tisserand, nommé Pierre Leroi, dont le principal lieutenant était un boucher, nommé Jean Breyel. Les deux partis se rencontrèrent à Groningue, près de Courtrai. A l'aspect d'une foule grossière et inhabile, les chevaliers français, dédaignant le secours de leur infanterie, se précipitèrent pêle-mêle sur les Flamands, qui les attendirent en colonne serrée. Bientôt repoussés sur leurs gens de pied, ils les entraînèrent dans leur déroute. Robert d'Artois, Jacques de Châtillon, Godefroy de Brabant, douze comtes et quatre mille

chevaliers restèrent sur le champ de bataille. Les chroniques flamandes assurent que de la brillante armée des Français il n'échappa que trois cents hommes : les annales françaises portent à vingt mille le nombre des hommes tués dans cette désastreuse journée.

En peu de temps, toute la Flandre fut perdue pour la couronne de France. Philippe le Bel fit de vains efforts pour reconquérir sa suzeraineté. Enfin, un traité termina la guerre, après la bataille de Mons-en-Puelle. (*Voy.* 18 AOUT 1304.)

1572. *Mort de Jeanne d'Albret, reine de Navarre.*

La mère de notre grand Henri n'était pas une femme ordinaire. Le sincère d'Aubigné la caractérise en quelques traits : *N'ayant de femme que le sexe, dit-il, l'âme entière aux choses viriles, l'esprit puissant aux grandes affaires, et le cœur invincible aux adversités.* C'est d'elle seulement que son fils tenait les grandes qualités qui l'ont rendu le modèle des rois, puisqu'Antoine de Bourbon, son époux, était remarquable par sa nullité dans un rang où cependant les nullités abondent.

Fille unique de Henri d'Albret, roi de Navarre, et de Marguerite de Valois, sœur chérie de François I^{er}, Jeanne d'Albret dut voir son alliance vivement recherchée. Charles-Quint fit demander pour Philippe II, son fils, une princesse dont la dot se composait de la Basse-Navarre, du Béarn, des pays d'Albret, de Foix, d'Armagnac, et de plusieurs autres encore. François I^{er}, dont ce mariage contrariait la politique, la fiança au duc de Clèves. Mais ce dernier ayant abandonné les intérêts de la France pour faire sa paix avec l'empereur, Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, le remplaça, et devint l'époux de Jeanne, le 20 octobre 1548.

A cette époque, Antoine semblait déjà prendre parti pour la religion réformée. Jeanne, qui devait plus tard montrer tant de persévérance dans les doctrines de Calvin, ne partageait pas les opinions de son époux. « Cette princesse, dit Brantôme, qui, dans sa jeunesse, aimait autant un bal qu'un sermon, ne se plaisait pas à cette nouveauté de religion. » Quelques années après, la conviction moins que la politique détermina son changement de croyance ; alors même elle souffrait avec impatience les incertitudes de son époux, lui disant que, puisqu'il ne savait pas laquelle des deux religions était la meilleure, il devait embrasser le calvinisme, comme plus utile à sa fortune.

Ce fut le 13 décembre 1553 que Jeanne mit au monde le futur roi de France. Quoi de plus populaire que la promesse faite par elle à son père, Henri d'Albret, de chanter dès les premières douleurs de l'enfantement, à condition qu'il lui donnerait une boîte d'or toujours suspendue à son cou, et contenant l'acte de ses dernières volontés ? Tous les deux tinrent fidèlement leur parole. En 1555, par la mort de son père, Jeanne se trouva reine de Navarre et de Béarn, et gouverna son petit royaume de concert avec son mari, tué deux ans après au siège de Rouen, où il commandait en qualité de lieutenant-général du royaume de France. Alors elle embrassa publiquement la nouvelle religion, pour se venger de la cour de Rome, qui avait donné aux Espagnols l'investiture du royaume de Navarre. Elle éleva son fils dans cette croyance, et la pratiqua elle-même avec une excessive rigueur. Elle vint à la Rochelle avec son fils, se consacrant ainsi personnellement à la défense de ses principes. Là, elle reçut la proposition d'un mariage entre le jeune Henri et Marguerite de Valois, sœur de Charles IX. Jeanne repoussa long-temps le projet de cette alliance ; mais étant venue à Paris avec l'amiral de Coligny, elle ne put résister aux sollicitations des deux partis que réunissait une paix trompeuse et meurtrière. Au milieu des fêtes par lesquelles on se préparait à solenniser ce fatal hymen, elle fut atteinte du mal qui la conduisit au tombeau, après cinq jours de souffrance.

Une clameur accusatrice s'éleva dans tout le royaume. Suivant les uns, Jeanne avait été empoisonnée dans une paire de gants que lui avait vendue le parfumeur de la reine ; suivant les autres, elle était tombée malade à la suite d'un banquet où elle avait mangé des confitures d'Italie. Les crimes qui précédèrent et suivirent cette mort prématurée justifient suffisamment toutes les conjectures qu'elle fit naître. Cependant la vérité est que les gens de l'art ne trouvèrent aucune trace de poison, et attribuèrent la mort de la reine à un abcès qui lui était venu au côté. Le parti calviniste perdit en Jeanne d'Albret un de ses plus fermes soutiens. Elle avait aimé passionnément le plaisir ; et jeune encore elle y avait renoncé pour une sévérité de mœurs, bien rare à cette époque dissolue. Libérale par caractère, on lui a reproché, non sans raison, d'avoir mis de l'aigreur dans ses manifestes contre ses ennemis, et particulièrement contre le cardinal de Lorraine. Malgré la ferveur de son zèle pour la religion réformée, on peut présumer que, si elle eût vécu jusque là, elle ne se serait point opposée à l'abjuration de son fils. Les calculs de l'ambition

avaient eu trop de part aux événemens de sa vie, pour qu'on ne suppose pas qu'elle eût dit, comme Henri IV, *que Paris valait bien une messe.* — A. G.

1701. *Mort de Philippe de France, duc d'Orléans.*

Frère unique de Louis XIV, né à Saint-Germain, le 21 septembre 1640, Philippe reçut, par ordre supérieur, une éducation toute différente de celle qui fut donnée à son frère aîné. Le cardinal Mazarin, d'accord avec la reine, s'attacha, suivant les mémoires du temps, à *viriliser* l'un, et à *efféminer* l'autre. Il disait à Lamothe-Levayer, précepteur de Philippe : « *De quoi vous avisez-vous de faire un habile homme du frère du roi ? S'il devenait plus savant que le roi, il ne saurait plus ce que c'est que d'obéir aveuglément.* » Ce système, constamment pratiqué, s'étendait jusqu'au costume ; Anne d'Autriche elle-même se plaisait à livrer aux regards des courtisans son second fils, revêtu d'une jupe de femme. C'étaient les mœurs orientales transportées en France, sauf toutefois le fatal cordon.

La nature avait singulièrement abrégé chez Philippe la tâche de l'éducation. De tous les plaisirs réservés aux princes, il n'aima jamais que la parure, les cercles, les cérémonies ; mais il poussait ce dernier goût jusqu'à se plaire aux pompes funèbres. Le bruit des cloches était la seule musique qui le charmât : aussi ne manquait-il jamais de se trouver à Paris la nuit de la Toussaint. Son affabilité bannale perdait tout son prix, à force d'être prodiguée. Idolâtre du frère auquel on l'avait sacrifié, il ne savait lui résister en rien. Louis XIV ne l'aimait pas autant qu'il en était aimé. Dans la célèbre campagne de 1672, qui s'ouvrit par le passage du Rhin, Philippe avait suivi le roi, et prit en personne plusieurs places. Le 11 avril 1677, il gagna la bataille de Cassel contre le prince d'Orange ; à la vérité il avait sous ses ordres les maréchaux d'Humières et de Luxembourg ; mais il donna dans l'affaire de brillantes preuves de valeur. Il eut un cheval tué sous lui, et reçut un coup de mousquet dans ses armes. Le 20 du même mois, Saint-Omer se rendit à lui. Il y avait là trop de bonheur et de gloire pour le frère cadet d'un grand roi, pour un prince élevé en jupe. Louis XIV eut beau protester que *sur son honneur il était plus aise que cela fût arrivé à son frère qu'à lui-même*, Saint-Simon assure « qu'il n'y eut que l'extérieur de gardé, et que dès ce moment la » résolution fut prise, et depuis bien tenue, de ne jamais donner » d'armée à commander à Monsieur. » Dès lors le héros s'évanouit, et l'homme frivole reparut pour toujours.

Si l'on en croit Madame de La Fayette, « le miracle d'enflammer le cœur de ce prince n'était réservé à aucune femme. » Le 31 mars 1661, il avait épousé la sœur de Charles II, roi d'Angleterre, cette Henriette, dont l'esprit et les grâces devaient enflammer le cœur de tous les hommes, excepté celui de son époux. Cette union ne fut pas heureuse : la jalousie de Philippe eut assez de motifs réels ou apparens pour qu'on la supposât capable d'inspirer un grand crime. L'infortunée Henriette mourut d'une mort si rapide et si terrible, qu'on dut l'attribuer au poison (*voy.* 30 JUIN 1770). Louis XIV ne fut pas le dernier à soupçonner son frère ; mais les éclaircissemens qu'il se procura dissipèrent ses doutes et le disculpèrent lui-même à ses propres yeux ; car si Monsieur eût attenté aux jours de sa femme par jalousie, le Roi se serait rappelé, non sans remords, que plus que personne il avait contribué à la faire naître et à l'entretenir.

Après un an et quelques mois de veuvage, Philippe épousa en secondes noces la princesse Charlotte-Élisabeth, fille de l'électeur de Bavière, offrant, au physique et au moral, un parfait contraste avec Henriette d'Angleterre. L'une avait rendu son mari jaloux ; par compensation, l'autre en fut jalouse. C'est de ce second hymen que naquit Philippe, depuis régent du royaume. Le frère de Louis XIV mourut à l'âge de soixante et un ans. Sous les auspices de Lamothe-Levayer, il était censé avoir écrit une traduction de Florus, dont Lenglet-Dufresnoy fait l'éloge, ce qui ne prouve ni qu'elle fût bonne, ni qu'elle fût de lui. — E. M.

1805. Réunion de l'état de Gènes à la France.

La vieille aristocratie génoise s'était rajeunie, à l'exemple de la France, sous le nom de république ligurienne (*voy.* 5 JUIN 1797). Quand de république la France fut devenue empire, Gènes, qui ne pouvait plus l'imiter, voulut du moins en faire partie ; et, comme l'a dit un historien, succombant sous le fardeau de leur indépendance, les Génois ambitionnèrent l'honneur d'avoir pour maître celui qui commandait à tant d'États. Napoléon vint recevoir, dans leur capitale même, le serment que prêtèrent les Génois de vivre esclaves sous son joug. Une pompe extraordinaire accueillit son passage : la foule, qui s'était portée au-devant de lui, le contemplait dans une muette admiration. L'archevêque lui offrit de l'encens ; le président Corvetto lui adressa une longue harangue, qui finissait par ces mots : « Puisque vous êtes plus grand que César, changez sa devise et dites : *Je suis venu, j'ai*

« *vu, j'ai fait des heureux.* » Ce n'était qu'une des innombrables formules à l'aide desquelles l'adulation berçait le grand homme. Pendant dix années, Gènes suivit la fortune de la France, et roula dans son tourbillon. Les événemens de 1814 l'en détachèrent : tandis qu'elle se flattait de reprendre un rang parmi les nations, le congrès de Vienne la donnait libéralement au roi de Sardaigne. (*Voy.* l'article suivant.)

1815. *Clôture du congrès de Vienne.*

Le traité de Paris avait terminé la guerre, qui, pendant trente ans, avait fait et défait tant de rois, brisé ou déplacé tant de sceptres en Europe (*voy.* 30 MAI 1814) : le temps était venu, disait-on, d'appeler des arrêts de la victoire à ceux de la justice ; un congrès général devait s'assembler à Vienne, où tous les intérêts légitimes des puissances seraient définitivement réglés. C'était une sorte de liquidation politique à faire entre des têtes couronnées.

Le congrès s'ouvrit au commencement du mois de novembre 1814. L'empereur de Russie, les rois de Prusse, de Danemark et de Wurtemberg, les princes héréditaires de ces deux derniers royaumes, les grands-ducs de Bade et de Saxe-Weimar, et plusieurs autres souverains ou princes s'y trouvèrent en personne. Le corps diplomatique se composait des personnages les plus distingués. Voici les noms des plénipotentiaires chargés de représenter les huit puissances, signataires du traité de Paris : pour la France, le prince de Talleyrand, le duc d'Alberg, le comte Latour du Pin, et le comte Alexis de Noailles ; pour l'Autriche, le prince de Metternich et le baron de Wessenberg ; pour la Russie, le comte de Rasumowsky, le comte de Stackelberg, et le comte de Nesselrode ; pour l'Angleterre, lord Castelreagh (remplacé plus tard par le duc de Wellington), lord Cathcart, lord Clancarty, et lord Stewart ; pour la Prusse, le prince de Hardenberg et le baron de Humboldt ; pour la Suède, le comte de Lowenhielm ; pour l'Espagne, le chevalier Labrador ; pour le Portugal, le comte Palmella-Souza-Holstein, le comte Saldanha da Gama, et le chevalier Lobo de Silveira.

Le congrès s'occupa d'abord et principalement de la répartition ou délimitation des territoires, tantôt pour rétablir l'ancien ordre, tantôt pour en créer un nouveau. C'est alors qu'on vit reparaître ce droit du plus fort, que l'on croyait tombé pour jamais avec Napoléon. L'empereur de Russie s'appropriâ le duché de Varsovie, en permettant toutefois à la Prusse de rentrer en possession du

duché de Posen, et à la ville de Cracovie de s'ériger en État libre. Le roi de Saxe fut obligé de sacrifier la moitié de ses États pour sauver l'autre. Le roi de Prusse s'étendit considérablement en Pologne, en Saxe, en Westphalie et en Franconie. Le Hanovre s'augmenta de Hildesheim, de Goslar, de l'Oostfrise entière, de Lingen et d'une partie de l'évêché de Munster. L'Autriche eut en partage les deux rives de l'Adriatique, les vallées de la Valteline, de Bormio, de Chiavenna, le royaume d'Italie, et la partie des États romains, située sur la rive gauche du Pô. Le gouvernement pontifical fut rétabli, et Ferdinand IV rappelé sur le trône des Deux-Siciles. Gênes fut donnée au roi de Sardaigne; on rendit Modène et la Toscane à leurs anciennes maisons régnantes. Parme fut donnée à la grande-duchesse Marie-Louise. La confédération suisse se fortifia par le retour de trois cantons, qui s'en étaient séparés. Presque tous les petits États de l'Allemagne subirent des modifications, qu'il serait trop long de mentionner. Enfin, l'acte le plus important du congrès fut l'érection d'un nouveau royaume, celui des Pays-Bas, destiné à réunir sous une même autorité deux nations, que diviseront encore long-temps des intérêts et des antipathies, la Hollande et la Belgique (voy. 31 MAI 1815).

Tandis que les rois et les plénipotentiaires assemblés à Vienne procédaient à ce long travail de restitutions, cessions et partages, l'homme, dont la chute l'avait seule rendu nécessaire et possible, se redressa tout-à-coup et marcha droit au trône de France, parce qu'il savait que le congrès voulait l'envoyer à Sainte-Hélène (voy. 1^{er} MARS 1815). Sans interrompre ses délibérations, le congrès protesta contre une tentative, qui ne semblait tendre à rien moins qu'à frapper son œuvre de nullité. Une nouvelle coalition se forma entre la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse; toutes les autres puissances de l'Europe, excepté la Suède et la Porte, y accédèrent. De part et d'autre on jura de ne poser les armes qu'après avoir détrôné une seconde fois Napoléon. Dès le 26 mai, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et l'empereur François avaient quitté Vienne pour se mettre à la tête de leurs armées. Le 9 juin, l'acte contenant les résultats des négociations fut signé par les plénipotentiaires, et le congrès tint sa dernière séance.—E. M.

1824. *Promulgation de la loi sur le renouvellement intégral et septennal de la chambre des députés en France.*

L'article 37 de la Charte constitutionnelle est ainsi conçu : « *Les députés seront élus pour cinq ans et de manière que la chambre soit*

» renouvelée chaque année par cinquième. » Le 5 avril 1824, le ministère dont M. de Villèle était le chef vint, par l'organe de M. de Corbière, proposer à la Chambre des pairs le projet de loi suivant : *La chambre actuelle des députés et toutes celles qui la suivront seront intégralement renouvelées. Elles auront une durée de sept années, à compter du jour où aura été rendue l'ordonnance de leur première convocation, à moins qu'elles ne soient dissoutes par le roi.*

Ainsi, par cette proposition, composée d'un article unique, deux atteintes manifestes étaient portées à la lettre et à l'esprit de notre pacte fondamental. Dans quel intérêt ? Dans celui du trône et de l'Etat, si l'on s'en rapportait au ministère : dans celui du ministère, si l'on en jugeait par toutes les probabilités. La Charte avait institué le renouvellement partiel, afin d'établir entre les trois pouvoirs de l'Etat et de la nation une communication constante. Il en résultait une sorte de permanence dans les élections, qui offrait au vœu national le moyen de s'exprimer tous les ans avec franchise et efficacité. Mais c'était précisément sous ce rapport que le renouvellement partiel gênait et inquiétait le ministère ; toujours sur le qui-vive électoral, à peine sortait-il d'une épreuve, qu'il se voyait obligé d'en subir une autre. Pour s'affranchir de cette nécessité pénible, il inventa la septennalité, ou plutôt il l'emprunta à l'Angleterre, où Robert Walpole l'avait établie dans les premières années de son administration corruptrice (voy. 14 FÉVRIER 1741, *Retraite de sir Robert Walpole*).

Vainement on prouva que le ministère, en croyant travailler à sa propre sûreté, compromettait celle du trône, que des renouvellemens partiels n'agitaient même pas, et qu'un renouvellement intégral pouvait ébranler. L'éloquence et la raison ne furent point écoutées. Cette loi, qui n'avait qu'un avantage réel, celui d'économiser les fraudes et les séductions, dont jusqu'alors le ministère s'était montré prodigue, passa, le 6 mai, à la Chambre des pairs, le 8 juin à la Chambre des députés : promulguée le lendemain, elle régit encore la France.

La première fois qu'on la mit en œuvre, elle produisit un effet diamétralement contraire à celui que ses auteurs s'en étaient promis. Après la dissolution de la Chambre et le renouvellement intégral qui s'ensuivit, MM. de Villèle, de Corbière, Peyronnet furent contraints de se retirer. (Voy. 4 JANVIER 1828.) Habitué à manier une assemblée servile, ils avaient fini par croire que la nation ne le serait pas moins. Ils lui firent un appel, suivant le mode inventé par eux pour perpétuer leur existence, et la nation s'en saisit comme d'une arme pour leur donner la mort. — E. M.

LITTÉRATURE.

1696. *Mort de Varillas (Antoine), historien français.*

Fils d'un procureur de Guéret, capitale de la Marche, Varillas naquit dans cette ville en 1694. Il vint à Paris en qualité de précepteur de jeunes gens de riche famille; il se fit des protecteurs qui le placèrent comme historiographe auprès de Gaston, duc d'Orléans. Plus tard il fut associé comme adjoint au savant Pierre Dupuy, garde de la bibliothèque royale. La négligence qu'il mit à collectionner, d'après les ordres de Colbert, une copie des manuscrits de Brienne avec les originaux dont la bibliothèque était dépositaire, lui fit perdre sa place, dont on le dédommagea par une pension de 1200 livres. Il s'occupait alors de son histoire de France, pour laquelle il avait fait de nombreux extraits dans les manuscrits confiés naguère à sa surveillance. Il poursuivit son travail dans la communauté de Saint-Côme, où il s'était retiré à la suite de sa disgrâce.

Il habitait, dit Vigneul-Merville, un véritable galetas. Un lit, une table, quatre sièges, une écritoire et quelques livres composaient tout son ameublement; il passait l'hiver sans feu, et il était vêtu si pauvrement qu'on voyait les cordes de son manteau. Il ne suspendait ses travaux que pour consacrer quelques heures chaque jour à une promenade dans l'enclos des Chartreux, où il causait avec quelques vieux prêtres. Cette existence obscure, qu'on croyait alors la seule convenable à l'homme de lettres, explique les erreurs nombreuses, les vues étroites, les préjugés qui firent tomber ses ouvrages dans un mépris universel. Il eut néanmoins d'abord quelques succès; et les Etats de Hollande lui offrirent, en 1669, une pension, s'il voulait écrire l'histoire des Provinces-Unies. Comme Hippocrate, il eut la fierté de ne pas vouloir consacrer ses talens aux rivaux de sa patrie. Ce désintéressement fut mal récompensé. Colbert, implacable dans ses ressentimens, supprima vers cette époque la pension qui faisait sa seule ressource.

Pour réparer ce déficit imprévu dans ses moyens d'existence, Varillas fut obligé de mettre sa plume à la merci d'un clergé intolérant; il écrivit une histoire des hérésies, attaquée avec autant de justice que de violence par les Protestans, qui lui reprochèrent une mercenaire partialité. En effet, Varillas, dans son apologie, ne put s'empêcher d'avouer qu'il avait reçu des secours de l'hypocrite archevêque de Paris, de Harlay. L'examen minutieux qu'un intérêt de parti avait fait subir à ce livre,

en révélant des altérations de faits, des falsifications et jusqu'à des suppositions de textes à l'appui, entraîna le décri des ouvrages précédens du même auteur. Il eut beau entasser volumes sur volumes, au point d'affaiblir sa vue, il ne trouvait plus de libraires pour ses productions, et il fut réduit, dans sa vieillesse, à mendier près du Roi une chétive aumône, en se plaignant « que » les quarante-cinq ou cinquante volumes qu'il avait tout prêts à » donner au public couraient risque de pourrir dans la poussière, » si on l'abandonnait pour le peu de temps qui lui restait à vivre. »

Il mourut à l'âge de soixante-douze ans, et ne fut pas même honoré d'une épitaphe. Il avait, dit-on, déshérité son neveu, parce qu'il ne savait pas écrire assez purement. — N. P.

THÉÂTRE.

1767. *Mort de mademoiselle Gaussin (Jeanne-Catherine), actrice française.*

Née en 1711, elle eut une origine obscure, mais qui n'était pas étrangère au théâtre. Sa mère, nommée Jeanne Collot, était une ouvreuse de loges, et se faisait appeler mademoiselle Defry. Son père avait été laquais de l'acteur Baron; il s'appelait Antoine Gaussem, nom auquel sa fille, avant de le rendre illustre, ne fit subir qu'un léger changement. Douée de tous les avantages extérieurs, dès l'âge de quinze ans elle s'essaya à jouer la comédie en société; quelques succès lui firent obtenir un engagement à Lille, et elle y parut avec assez d'éclat pour attirer l'attention des hautes puissances qui veillaient alors sur les plaisirs du public parisien. Elle reçut, en 1731, l'ordre de venir débiter à la Comédie française, et y fut admise comme sociétaire dans le cours de la même année.

Voltaire lui donna, dans *Brutus*, le rôle de Tullie, que la fameuse soubrette Dangeville avait joué de manière à faire tomber la pièce; et, en 1732, il lui confia celui de *Zaïre*, qui a été à la fois et le point de départ et presque la limite de sa réputation. Elle y excita un enthousiasme unanime. Le poète lui témoigna sa reconnaissance par ces éloges qu'il prodiguait si facilement et avec tant de grâce. On connaît la jolie épître

Jeanne Gaussin, reçois mon tendre hommage, etc.

Il alla jusqu'à écrire, dans une lettre adressée à un tiers, qu'il avait bien peur de devoir aux grands yeux noirs de mademoiselle Gaussin ce qu'un autre croirait devoir à son mérite. Dans une autre lettre, où il donnait quelques conseils à l'actrice favorite, il

l'appelle *prodige* : c'est le mot par lequel il commence. Elle était en effet, si l'on en croit le récit des amateurs contemporains, un prodige de douceur, de tendresse et de charmes.

Cependant mademoiselle Clairon, dans ses *Mémoires*, prétend que la rivale qu'elle éclipsa ne fut jamais que Zaïre dans tous ses rôles, et lorsqu'il vint un temps où les convenances ne lui permettaient plus d'être Zaïre, elle ne fut rien. La nature avait presque tout fait pour elle ; peu d'intelligence, peu d'instruction, peu d'art : mais une figure, une voix céleste, un charme dont les vieillards même avaient de la peine à se défendre ! Qu'on juge de son succès, dit un critique, le parterre était plein de ses amans.

Malgré la monotonie que mademoiselle Clairon reproche à son jeu, en 1752, et à l'âge de quarante-deux ans, mademoiselle Gaussin remporta un triomphe éclatant dans le rôle de Bérénice, sur mademoiselle Lecouvreux, qui venait d'y échouer. On raconte même que la sentinelle, placée devant la coulisse, se mit à fondre en larmes, et laissa tomber son fusil. C'est la preuve la plus frappante des prestiges du talent ; car ceux de la beauté ne donnent pas un tel pouvoir à une *jeune* actrice, qui a passé la quarantaine.

Elle avait le rare discernement de se renfermer dans le cercle de rôles qui lui convenaient, et d'abandonner sans jalousie les autres, plus violens, à mesdames Dumesnil et Clairon. C'est pour caractériser la séduction naturelle de son organe que La Harpe inventa cette expression, devenue depuis si familière et presque triviale ; elle avait, dit-il, *des larmes dans la voix*. On sait qu'à soixante ans, mademoiselle de Brie fut redemandée dans l'*Agnès de l'École des Femmes* par le vœu unanime du parterre. Mademoiselle Gaussin eut de même le privilège de ne pas vieillir. A l'âge de cinquante ans, elle fit admirer encore sa *fraîcheur* et ses grâces naïves dans *Lucinde de l'Oracle*.

Mademoiselle Gaussin était bonne et fort *humaine*. On lui prête un mot qui prouve à quel point elle savait compâtrer aux maux de son prochain. En parlant du grand nombre d'heureux qu'elle avait faits, elle s'écria un jour : « Cela me coûte si peu, et leur fait » tant de plaisir ! » Ce n'est pas de ce côté-là, comme le remarque un de ses biographes, qu'il est difficile de lui ressembler. Mais ce qui la rend presque inimitable, c'est qu'elle était désintéressée. Le fameux financier Bouret, avant d'avoir fait fortune, lui donna, dans un transport amoureux, sa signature en blanc, n'ayant pas à lui offrir pour le moment de meilleure lettre de change. Devenu ensuite fermier général, et prodigieusement riche, il se souvint du billet blanc, et conçut quelque inquiétude sur la manière dont

(9 Juin.)

ÉPHÉMÉRIDES.

193

mademoiselle Gaussin le remplirait. L'actrice le lui renvoya, avec ces mots écrits de sa main au-dessus de la signature : « Je promets » d'aimer Gaussin toute ma vie. » Bouret aurait dû se piquer de faire honneur à un tel billet ; mais il prouva qu'il sentait peu la délicatesse d'un pareil procédé, en n'y répondant que par le cadeau d'une écuelle d'or pleine de louis.

Cette aimable actrice, qui faisait excuser l'excès de sa sensibilité en n'y mêlant aucune vue étrangère, eut le malheur de contracter un hymen mal assorti. Elle épousa, à l'âge de quarante-huit ans, un danseur de l'Opéra, nommé Tavolaïgo, qui poussa l'indignité de ses traitemens jusqu'à la frapper sans pitié. Ce fut par suite de la douleur que lui causa cette existence effroyable, ou par des sentimens de dévotion, comme on l'a prétendu, que mademoiselle Gaussin abandonna la carrière qui n'avait été pour elle qu'un long triomphe. Sa retraite date de 1763, et elle n'y survécut que quatre ans. Son mari, ou pour mieux dire son bourreau, était mort deux ans avant elle. Il est à remarquer que le jour de sa retraite fut aussi celui où le Théâtre-Français perdit mademoiselle Dangeville.

N. P.

SCIENCES.

1828. *Mort de Chaussier, médecin.*

Né à Dijon, en 1746, François Chaussier, qui se destina de bonne heure à l'art de guérir, fit des progrès si rapides dans les études médicales, qu'à l'âge de vingt-trois ans il fut en état de donner des cours gratuits d'anatomie et de physiologie. Ses leçons attiraient tellement la foule des élèves que les élus généraux des Etats de Bourgogne lui accordèrent bientôt des honoraires. Libre alors de se livrer aux sciences sans pénible arrière-pensée, il répondit aux encouragemens qu'il recevait par des efforts nouveaux, et mérita d'être nommé secrétaire de l'académie de Dijon. En 1794, il fut chargé de travailler avec Fourcroy aux moyens de réorganiser l'enseignement de l'art de guérir, et sa place fut marquée parmi les professeurs de la nouvelle école instituée à Paris. Peu de temps après il fut nommé professeur de chimie à l'École polytechnique. Plus tard il devint médecin de l'hospice de la Maternité, et membre de l'Institut. « Il jouissait paisiblement du fruit de ses travaux, a dit M. Boisseau, servait de modèle et de conseil à ses collègues et à ses élèves, et avait l'espoir de finir ses jours au sein de cette Faculté qui lui devait une partie de sa gloire, lorsque, » le 21 novembre 1822, se manifestèrent des ambitions qui ne

VI.

13

» pouvaient être satisfaites qu'à la faveur d'un renversement.
 » Pinel, Chaussier, Desgenettes, Vauquelin, et tant d'autres, se
 » virent arrachés à des chaires qu'ils avaient illustrées. D'obscur
 » médiocrités vinrent masquer plutôt que remplir les vides que
 » leur éloignement laissait dans la Faculté de médecine de Paris.
 » Pourquoi faut-il que cette École soit encore veuve, non-seule-
 » ment de tant d'hommes supérieurs que la mort a frappés, mais
 » de ceux qui, victimes d'un caprice inspiré par l'envie, auraient
 » dû depuis long-temps être rendus à l'enseignement ! C'est un
 » exemple dangereux à donner à la jeunesse que l'oubli des ser-
 » vices et la disgrâce du mérite. C'est l'inviter à quitter la voie
 » de l'étude pour se glisser dans les sentiers de l'intrigue. » Chau-
 » sier fut savant professeur, médecin érudit, habile praticien, cri-
 » tique judicieux et profond. Il a fondé parmi nous la doctrine du
 » vitalisme organique. Toujours il s'est montré sobre d'hypothèses,
 » ennemi des théories qui reposent sur la seule imagination, et ha-
 » bile, non-seulement à présenter les faits positifs avec clarté, mais
 » encore à en déduire des conséquences utiles. L'âge ne refroidit
 » point en lui l'amour des progrès de la science, et son âme géné-
 » reuse repoussa jusqu'au dernier moment les vues étroites de ceux
 » qui voudraient arrêter l'esprit humain au moment où il leur plaît
 » de ne plus exercer le leur. Il laisse après lui un nom justement vé-
 » néré, et sa mémoire ne sera pas oubliée, car, comme il l'a dit avec
 » justesse, il avait bien compris que la véritable immortalité n'est
 » pas celle de la puissance, mais celle du savoir et de la bonté.

JOURDAN.

MOEURS ET COUTUMES.

1760. *Établissement d'une petite poste à Paris.*

L'histoire de tous les moyens de communication entre les ha-
 bitans du globe entier, d'un pays ou d'une, ville appartient à celle
 de la civilisation, que ces moyens favorisent. On sait que l'éta-
 blissement des postes dans toute la France remonte au règne de
 Louis XI, qui ressuscita ainsi les *veredarii* ou courriers de Charle-
 magne, et de l'ancien empire romain. Deux cent trente courriers
 à ses gages portaient ses ordres incessamment. Les particuliers
 pouvaient se servir des chevaux destinés à ces courriers, moyen-
 nant le prix de dix sols par cheval et par distance de quatre lieues.
 Les lettres étaient rendues de ville en ville par les courriers du roi.
 Long-temps la France seule jouit des avantages d'un pareil éta-
 blissement. Trois siècles s'écoulèrent avant qu'on songeât à l'ap-

plier en diminutif et dans l'enceinte même d'une ville ; lorsqu'on en conçut l'idée, beaucoup de gens la trouvèrent ridicule, et les sarcasmes ne manquèrent pas à son exécution. Mais les sarcasmes, les chansons même ont passé, et la petite poste est toujours là. Comme la révolution française, elle a fait le tour de l'Europe.

POLITIQUE.

10 JUIN 1190. *Mort de Frédéric I^{er}, surnommé Barberousse, empereur d'Allemagne.*

Ce prince, qui devait prodiguer tant d'activité et de vertus guerrières à des entreprises inutiles et à des victoires sans conquêtes, naquit vers l'an 1121 ; il était fils d'un duc de Souabe et neveu de l'empereur Conrad III, qui, s'étant laissé déterminer par les exhortations de saint Bernard à partir pour la Terre-Sainte, emmena avec lui, en 1147, le jeune Frédéric, dont il avait remarqué les talents et l'ardeur belliqueuse. L'absence et les revers de Conrad affaiblirent son influence, déjà douteuse, en Allemagne et en Italie, et, à sa mort (15 février 1192), il n'avait pu assurer à son fils ni le vain titre de roi des Romains, ni l'héritage plus réel de l'empire allemand.

Frédéric, qui était alors dans sa trente et unième année, et qui par ses exploits avait conquis l'estime des électeurs, réunit leurs suffrages, dix-sept jours après la mort de son oncle, et fut couronné à Aix-la-Chapelle, le 9 mars. Le secrétaire de ce prince, Amaury, rapporte que plusieurs seigneurs de la Lombardie émiront une espèce de vote subordonné à la décision des six principaux dignitaires, dont le privilège était d'élire, et qu'on appelait *officiati*. « Si vous y consentez, dirent les électeurs à voix consultative, Frédéric aura la force de son empire. »

Une fois qu'il en eut pris possession, Frédéric ne tarda pas à lui rendre son antique énergie. Il se concilie l'amitié d'un redoutable ennemi de son oncle, le duc de Saxe, Henri le Lion ; il devient l'arbitre des deux concurrens au trône de Danemark, et son arrêt a force de loi. Après avoir apaisé les troubles qui agitaient l'Allemagne, il passe en Italie, pour y faire valoir par les armes les prétentions de ses prédécesseurs. Il réduit plusieurs villes de Lombardie, et se saisit, sous un de ces prétextes qui ne manquent jamais à l'ambition, des terres de la fameuse comtesse Matilde. Il négocie avec le pape Adrien IV, pour obtenir d'être couronné empereur à Rome par ses mains pontificales. Adrien exige pour première condition que Frédéric se soumette au cérémonial établi,

c'est-à-dire qu'il se prosterne devant le pape, lui baise les pieds, lui tient l'étrier, et conduise sa haquenée blanche l'espace de neuf pas romains. L'orgueil de Frédéric se révolte contre cet usage humiliant; et il espère se racheter d'une bassesse par une trahison: il livre au ressentiment d'un pape, c'est-à-dire à une mort cruelle, ce fameux Arnaud de Brescia, qui avait soulevé le peuple romain contre le pontificat, et qui avait été sur le point de rétablir la république romaine. Soit artifice ou reconnaissance, le pape va au-devant de l'empereur; mais, au moment où ils vont se trouver en présence, la querelle du cérémonial repaît encore. Frédéric se résigne à tout, excepté à l'affront de tenir la bride d'un prêtre. Les cardinaux s'enfuient dans Citta di Castello. La chancellerie romaine triomphe, par des exemples antérieurs; de la répugnance de Frédéric. Mais ce prince se venge en homme d'esprit de l'avilissement imposé au souverain; il se trompe d'étrier, et répond à ceux qui lui en font la remarque qu'il n'a pas appris le métier de palefrenier.

Mais bientôt il reprend le langage du despotisme victorieux. Les députés du peuple romain, encouragés par les succès de tant de villes de l'Italie qui combattaient pour leur liberté, veulent dicter des conditions à Frédéric, qui leur impose silence avec ces paroles hautaines: « Rome n'est plus ce qu'elle a été; Charlemagne et Othon vous ont conquis par les armes: je suis votre » maître par une possession légitime. » Un pareil langage ne donne point de sujets; aussi, quoique Frédéric eût été sacré le 18 juin 1155, dans l'église de Saint-Pierre, son inauguration ne put avoir lieu que hors des murs, et le peuple romain se porta à un soulèvement furieux, parce que le pape avait couronné l'empereur sans l'ordre du sénat et du peuple. En même temps le pape Adrien s'attachait à faire passer Frédéric pour son vassal, et écrivait dans toutes ses lettres qu'il ne lui avait conféré l'Empire que comme un fief (1).

Frédéric retourne en Allemagne afin d'y poursuivre la tâche qu'il se proposait, de concentrer la puissance entre ses mains, en affaiblissant toutes les autorités locales. Il fait condamner dans une diète le comte palatin du Rhin et l'archevêque de Mayence. La peine était, selon l'ancienne loi de Souabe, de porter un chien sur les épaules, un mille d'Allemagne. Content d'avoir fait preuve de son pouvoir, il épargne aux condamnés cette peine ridicule

(1) *Beneficium imperii Romani.*

(qu'on appelait *ærnascar*) ; il détruit plusieurs petits châteaux, asiles de féodalité et de brigandage.

Deux ans après son avènement au trône impérial, en 1153, il avait répudié Adélaïde de Wohbourg. Il fait un mariage d'intérêt politique, en choisissant pour femme Béatrix, fille unique de Renaud III, comte de Bourgogne. Cette alliance faisait revivre ses droits sur l'ancien royaume d'Arles. Il visite son royaume avec sa nouvelle épouse, et donne à Besançon un brillant tournoi, pour se concilier, par des plaisirs, les sujets qui feront un jour partie de la dot. C'est à ce mariage que se rattache l'origine du nom de Franche-Comté. Pour flatter son beau-père, Frédéric lui accorda de grandes immunités, en vertu desquelles Renaud prit le titre de comte franc, qui lui survécut en passant à ses Etats; tant, à défaut de liberté véritable, on en appréciait dès lors le nom seul et la vaine image.

L'empereur exerçait en Allemagne une souveraineté aussi absolue que les institutions du temps le permettaient. Il forçait les Polonais à lui donner des otages et à se soumettre à un tribut; il donnait le titre de roi au duc de Bohême comme une faveur viagère. Mais ses affaires étaient loin d'être aussi florissantes en Italie. Il n'avait pu apprendre sans un vif dépit que le pape avait fait exposer en public un tableau, insolent emblème de ses prétentions à la suzeraineté, où Lothaire II était représenté aux genoux d'Innocent II, tenant les mains jointes entre celles du pontife, ce qui était la manière de se reconnaître vassal. L'inscription du tableau était pour Frédéric un outrage encore plus explicite : elle retraçait toute l'histoire de son propre couronnement :

Rex venit ante fores, jurans prius urbis honores :
Post homo fit papæ, sumit quo dante coronam.

« Le roi se présente à la porte de Rome, dont il jure d'abord de
» respecter les privilèges. Ensuite il devient le vassal du pape,
» dont il reçoit la couronne. »

Frédéric se plaignit avec hauteur au cardinal Roland, légat du saint Siège, qui osa dire : « Eh ! de qui tient-il donc l'Empire, s'il
» ne le tient pas du pape ? » Le comte palatin, pour réponse, voulut tuer le légat. Frédéric se contente de le renvoyer à Rome, et ne tarde pas à le suivre en Italie. Il y exige d'abord de plusieurs villes un serment qui avait pour but de les lier à ses projets ultérieurs contre le saint Siège. Il marche à Milan, la plus puissante des villes de la Lombardie, qui s'était rendue libre dès le temps de l'empereur Henri V, et que la fertilité de son territoire et sur-

tout sa liberté avaient enrichie. A l'approche de l'empereur, elle offre de racheter sa liberté; mais Frédéric ne répond qu'en l'assiégeant. Bientôt ses consuls capitulent. Les Milanais sont dépouillés de tous leurs droits, condamnés à bâtir un palais pour le vainqueur, et à payer neuf mille marcs d'argent.

Parmi les usages nouveaux que Frédéric établit dans la partie de l'Italie soumise à sa puissance, il ordonne que dans les prestations d'hommages des vassaux à leurs suzerains, au lieu de jurer comme autrefois de les servir envers et contre tous, ils exceptent toujours l'empereur. C'était rompre le plus ferme anneau de la chaîne de la féodalité, et river celle du despotisme. Il dispose arbitrairement des fiefs de la comtesse Matilde en faveur d'un parent du duc de Saxe et de Bavière, afin de se créer par cette faveur un double appui en Italie et en Allemagne; il empêche les Génois de fortifier leur ville, et leur fait payer une amende de mille marcs d'argent. C'est ainsi qu'il se rendait en Italie plus maître que Charlemagne et Othon ne l'avaient jamais été. Il n'oublia pas son ressentiment contre le pape. On a vu l'arrogance avec laquelle il avait traité les sénateurs romains, lorsqu'il se soumettait à toutes les humiliations imposées par le saint Siège. Il change de rôle quand ses intérêts ont changé. Il soutient contre le trône pontifical les prérogatives des sénateurs. De son côté, Adrien défend le temporel par des chicanes sur le spirituel. Il traite de sacrilège le serment que les évêques prêtent à l'empereur.

Ces querelles servent aux Milanais d'occasion pour essayer de secouer le joug. Frédéric, par une sentence dont la postérité ne peut excuser la barbarie, livre leurs biens au pillage, et leurs personnes à la servitude. Mais la rébellion, qui se propage autour de lui, ne lui laisse pas le temps de mettre sa sentence à exécution. Il se venge du moins sur la ville de Crème, qui avait pris le parti de Milan; il s'en empare, et la traite sans pitié. C'est alors que des jurisconsultes et des théologiens, réunis à Bologne par ses ordres, décident que l'empire du monde lui appartient, et qu'il y a de l'hérésie à en douter. Dans tous les temps, les conquérans heureux ont trouvé des docteurs et des prêtres pour consacrer leur tyrannie.

Au milieu de tous ces désordres, la mort d'Adrien IV jette un nouveau ferment de division. Les cardinaux se partagent. La moitié élit ce même cardinal Roland qui jadis, comme légat de son prédécesseur, avait bravé Frédéric dans sa propre cour. Roland prend le nom d'Alexandre III. Le reste du conclave choisit Octavien, qui s'appelle Victor II. Frédéric convoque un concile

à Pavie, pour prononcer entre les deux compétiteurs, c'est-à-dire pour faire reconnaître Victor, son partisan. Alexandre proteste contre la validité de ce concile. Victor s'y présente; on juge en sa faveur : l'empereur croit valider cette déclaration en se soumettant envers Victor aux mêmes bassesses qu'Adrien lui avait imposées : il lui baise les mains, il conduit son cheval par la bride, et fait acte de vassalité pour avoir une domination réelle.

Retiré dans Anagni, et comptant sur les secours des rois de Naples et de Sicile, Alexandre excommunie l'empereur et délie ses sujets du serment de fidélité. Enhardis par les embarras où ils voient Frédéric engagé, les Milanais attaquent l'armée impériale à Carentia, près de Lodi, et remportent une grande victoire. Frédéric accourt avec de nouvelles troupes ; il cerne Milan, dont la famine lui ouvre bientôt les portes. Les consuls et huit chevaliers viennent déposer leurs épées aux pieds du vainqueur, qui commence par révoquer sa cruelle sentence, et qui, à peine entré dans la ville, en augmente encore la rigueur en faisant raser les portes, les remparts, tous les édifices publics, et semer du sel sur leurs ruines.

Cet exemple jette la terreur dans Gênes, qui paie un tribut et promet des flottes. Bologne veut résister, succombe et partage le sort de Milan. Alexandre III cherche un refuge en France. Frédéric n'en poursuit pas moins sa vengeance. Il assemble un nouveau concile pour dégrader le pape son ennemi et faire reconnaître sa créature. Ses succès en Italie abaissent devant lui toutes les puissances du Nord. Mais pendant qu'il est occupé en Allemagne à faire sentir aux potentats de ce pays le contre-coup de ses victoires, Rome et Venise forment, par les soins d'Alexandre III, une nouvelle ligue contre lui. Il revient à la hâte, fait trembler Vérone associée à la ligue, et ravage ses environs. Victor meurt. Frédéric fait sacrer un autre anti-pape, sous le nom de Pascal, triple partout les impôts, et retourne en Allemagne pour tenir une diète en faveur de l'usurpateur qu'il veut imposer à l'Eglise.

On se lasse du récit monotone de ces courses sanglantes d'un pays à l'autre, qui composent presque toute l'histoire de Frédéric. La ligue de Rome et de Venise, qui reçoit de nouvelles forces de la présence d'Alexandre III, rappelle encore Frédéric sur le théâtre de tant d'exploits infructueux. L'armée impériale remporte à Tusculum une nouvelle victoire sur les Romains, malgré l'infériorité du nombre. Frédéric assiège Rome et brûle la ville Léonine; l'église de Saint-Pierre est presque consumée. Alexandre se sauve à Bénévent. L'empereur renouvelle la cérémonie de

son couronnement, à laquelle préside son pape. Il est encore une fois tout puissant; mais la contagion se met dans son armée, et, réduit à repasser les Alpes avec des troupes affaiblies et peu nombreuses, il est poursuivi par les Milanais jusque dans les montagnes. Il se retire en Alsace, pendant que les Milanais, pour célébrer ce triomphe inattendu, bâtissent au pied des Alpes, en l'honneur du pape Alexandre, la ville d'Alexandrie-de-la-Paille, ainsi nommée à cause des couvertures de chaume placées sur la plupart des maisons par de pauvres paysans, dont l'indépendance était le seul luxe.

C'est pendant que Frédéric était près de perdre pour jamais Rome et l'Italie, qu'il fait élire Henri, son fils, roi des Romains. Pour donner quelque réalité à cette élection, il négocie avec le pape, cet ennemi qu'il n'a pu renverser. Alexandre rejette toutes les propositions. L'empereur assemble alors une diète à Worms, et demande du secours à l'Allemagne pour accabler l'Italie, dont l'oppression entraînait toujours celle des Allemands. Après deux ans perdus à des tentatives impuissantes, parce qu'il ne les faisait pas en personne, étant alors occupé à pacifier la Bohême, il passe le Mont-Cenis, et va mettre le siège devant cette Alexandrie, dont le nom seul était un outrage pour lui, en rappelant et ses revers et les succès de son antagoniste.

Les Alexandrins, avec les secours que leur envoient les villes confédérées, repoussent son armée, qu'affaiblit et décourage bientôt la désertion du duc de Saxe, Henri le Lion. Enfin, une bataille décisive s'engage entre l'empereur et les Milanais, à Come, le 29 mai 1176. L'infanterie lombarde met en déroute la cavalerie impériale, à l'aide d'un rempart mouvant de piques. Frédéric échappe avec peine au désastre et se sauve dans Pavie. Cette bataille, dont Milan a consacré le souvenir par une fête perpétuelle, porte une atteinte long-temps irréparable à la puissance impériale en Italie.

Il tourne alors ses regards vers Alexandre, retiré dans Anagni, et, dit Voltaire, craignant également les Romains qui ne voulaient point de maître, et l'empereur qui voulait l'être. Il lui offre de l'aider à dominer dans Rome : deux despotes peuvent se disputer la puissance, mais ils sont toujours d'accord contre la liberté des peuples. Une réconciliation est opérée à Venise entre deux rivaux, qui avaient mis l'Italie en feu. La paix, ou pour mieux dire, une trêve étant conclue, l'empereur se rend à Venise ; le duc le conduit dans sa gondole à Saint-Marc, où Alexandre l'attendait à la porte, la tiare sur la tête. L'empereur, sans manteau, le conduit

au chœur, une baguette de bedeau à la main. Après un sermon prêché par le pontife en latin, Frédéric, qui n'entendait pas cette langue, vient baiser les pieds et communier de la main de celui qui avait lancé contre lui des excommunications : au sortir de l'église, il conduit la mule de son arrogant rival dans la place Saint-Marc ; et Alexandre III se plaît encore à lui faire sentir toute l'amertume de cet opprobre en s'écriant : « Dieu a voulu qu'un » vieillard et un prêtre triomphât d'un empereur puissant et » terrible. »

De retour en Allemagne, Frédéric songe d'abord à se venger de Henri le Lion, qui l'avait abandonné, et auquel il imputait en partie ses revers. Il le met au ban de l'Empire, et partage ses Etats entre Bernard d'Anhalt, marquis de Brandebourg, et Othon de Wittelbach, chef de la cour de justice. Le premier obtient la Saxe et une partie de la Westphalie ; le second, la Bavière. Cette mesure hardie, inspirée par un ressentiment personnel, produit une guerre civile dans toute l'Allemagne. Henri succombe dans la lutte après des efforts multipliés ; il vient embrasser les genoux de l'empereur, qui lui conserve un faible reste de ses Etats. L'Allemagne alors respire en paix.

Ce moment est peut-être le plus glorieux du règne de Frédéric. Il abolit des coutumes barbares et presque inconcevables, comme celle de piller le mobilier des morts ; il favorise le commerce en affranchissant les villes marchandes ; il accorde aux étudiants des privilèges propres à faire fleurir les sciences et les lettres. En 1183, un congrès fixe les droits des villes italiennes et ceux de l'empereur. L'année suivante, Frédéric donne, le premier des empereurs, l'exemple d'armer ses fils chevaliers, avec toutes les cérémonies alors en usage. Sa puissance était moins redoutable, mais elle était devenue bienfaisante pour les peuples.

Il jouissait du repos si chèrement acheté, dont sa vieillesse avait besoin, lorsque le pape Clément III ralluma l'ardeur des croisades, pour mettre une barrière aux succès de Saladin, qui venait de reprendre Jérusalem. Frédéric, avec le plus jeune de ses fils, partit, en 1189, à la tête de cent mille hommes. Avant d'arriver en présence des Infidèles, il eut d'abord à combattre les chrétiens ombrageux de Constantinople. L'empereur grec, Isaac l'Ange, refusa de lui donner passage, et l'outragea dans une lettre, en ne lui accordant d'autre titre que celui d'avocat de l'Eglise romaine. Frédéric répondit avec la brutalité d'un Allemand, et se fraya une route à main armée au travers de la Thrace.

Il remporta deux victoires sur le sultan d'Iconium, et s'empara

de sa capitale ; mais ayant franchi le mont Taurus, il se baigna dans le fleuve Cydnus, et cette imprudence, qui avait jadis pensé être si fatale à Alexandre, lui coûta la vie : il était alors presque septuagénaire. Son fils fit porter ses cendres à Tyr, où Guy, roi de Jérusalem, leur érigea un mausolée en marbre.

PAUL DUPONT.

1794 (22 prairial an II). *Loi relative au tribunal révolutionnaire.*

En voyant ses bourreaux se souvenir et proclamer qu'il y avait un Dieu, la France dut espérer un meilleur avenir. Mais Robespierre la désabusa bientôt, en s'écriant dans cette fête, qui était plutôt la sienne que celle de *l'Être suprême* (voy. 8 JUIN 1794) : *Peuple, livrons-nous aujourd'hui aux transports d'une pure allégresse ! demain nous combattons encore les vices et les tyrans !* ce qui, dans son langage, signifiait les hommes vertueux et libres.

Deux jours après, Couthon vint présenter à la Convention une loi nouvelle, destinée à multiplier dans une effrayante proportion le nombre des victimes. Le tribunal révolutionnaire, sous lequel étaient tombés successivement, royalistes, constitutionnels, girondins, anarchistes, montagnards, ne marchait pas encore assez vite au gré de ces exterminateurs systématiques. Il leur fallait un moyen de vider les prisons avec autant de promptitude qu'ils savaient les remplir : la loi du 22 prairial résolut ce problème. C'est un des monumens les plus terribles du génie de l'homme dans l'art d'assassiner judiciairement.

Jusqu'alors on observait encore quelques formes : on les supprima. *Toute lenteur, dit Couthon, est un crime, toute formalité indulgente est un danger public : le délai pour punir les ennemis de la patrie ne doit être que le temps de les reconnaître.* Un seul tribunal, un seul accusateur public, et quelques jurés ne pouvaient plus suffire : on distribua le tribunal en quatre sections, on augmenta le nombre des juges et des jurés, et l'on donna quatre substitués à l'exécrable Fouquier Thainville. (Voy. 7 MAI 1795). Dans la longue énumération des crimes dont la définition vague et pour ainsi dire élastique pouvait s'appliquer à toute espèce de faits, on rangea ceux d'avoir cherché à inspirer le découragement pour favoriser les entreprises des tyrans ligués contre la république, et d'avoir répandu de fausses nouvelles pour diviser ou pour troubler le peuple. Pour tous ces crimes, une seule peine : c'était la mort !

Jusqu'alors les accusés avaient eu des défenseurs ; ils n'en eurent plus. La loi, portait l'article 16, donne pour défenseurs aux pa-

tristes calomniés des jurés patriotes ; elle n'en accorde point aux conspirateurs. On les jugeait individuellement ; on les jugea en masse. On entendait des témoins ; on les déclara inutiles, toutes les fois qu'il existait des preuves, soit matérielles, soit *morales*. Les jurés avaient la loi pour règle de leurs déterminations ; ils n'eurent plus que leur *conscience*. Enfin les députés du peuple ne pouvaient être mis en jugement que par décret de la Convention ; on rédigea la loi de telle sorte qu'ils pussent l'être par l'ordre seul des comités.

Après le rapport de Couthon, il s'éleva dans l'assemblée un murmure d'étonnement et d'épouvante. On demanda l'ajournement : mais Robespierre insista pour que la loi fût discutée et votée séance tenante. Merlin tâcha par un considérant adroit de pourvoir à la sûreté des représentans ; mais le considérant fut rejeté comme injurieux à l'assemblée, et la loi passa en entier. C'est alors que commencèrent les *fournées* : cinquante têtes tombèrent tous les jours. Cette *terreur dans la terreur* dura environ deux mois. (*Voy. 27 JUILLET 1794. Voyez aussi 31 MAI 1795, Suppression du tribunal révolutionnaire.*)

1799. *Mariage du duc d'Angoulême et de Madame.*

Cet hymen entre un cousin et une cousine issus d'une même branche royale, n'offrirait rien de remarquable, s'il s'était célébré à Versailles ou au Louvre ; mais il s'accomplit à Mittau, à six cents lieues de la patrie commune des deux époux, sous les auspices de l'empereur de Russie. Un autel paré de fleurs fut dressé dans la grande salle du château : le clergé catholique de la ville, le prêtre grec, et le pasteur luthérien, suivis des habitans les plus notables, assistèrent à la cérémonie. Le cardinal de Montmorenci donna au duc et à la duchesse la bénédiction nuptiale, et l'abbé Edgeworth se tint auprès de leur prie-dieu. « Ainsi, dit M. de » Châteaubriand, s'accomplit dans une terre étrangère, au milieu » des religions étrangères, le mariage, dont un des témoins fut le » prêtre étranger qui assista Louis XVI à l'échafaud. Un sénat » étranger reçut l'acte de célébration. Il n'y avait plus de place » pour le contrat de mariage de la fille de Louis XVI dans ce » trésor des chartres où fut déposé celui d'Anne de Russie et de » Henri I^{er}, roi de France. »

SCIENCES.

1793. *Loi relative à l'organisation du Muséum d'histoire naturelle à Paris.*

C'est par la comparaison seule des objets qu'on apprend à les connaître, et pour les comparer exactement, il faut les voir ensemble. Nul autre moyen ne peut suppléer à celui-là pour dissiper les doutes et rectifier les erreurs qui naissent d'une observation trop souvent incomplète de la nature. Aussi le défaut de cabinets a-t-il été mis avec raison parmi les causes qui ont le plus entravé la marche de l'histoire naturelle chez les anciens, et la fondation de ces établissemens parmi celles qui ont contribué de la manière la plus efficace aux progrès de la science dans les temps modernes. Les botanistes furent les premiers à en sentir le besoin. La science des végétaux n'avait pas été aussi avancée que la zoologie par les anciens. En effet, l'histoire des animaux d'Aristote est un véritable chef-d'œuvre ; mais celle des plantes par Théophraste, quoique bonne, n'a pas à beaucoup près le même mérite. La botanique d'ailleurs ne fut jamais traitée dans l'antiquité que sous le rapport médical ; depuis Pline jusqu'à la fin du moyen âge, elle n'eut pas d'autre objet. On s'inquiétait même peu de constater les espèces dont on parlait, et de les rendre reconnaissables par des descriptions soignées. Aussi, à la renaissance des lettres, les botanistes, trouvant peu de ressource dans l'étude des anciens, furent obligés de recourir, plus tôt que les zoologistes, au véritable et unique moyen de perfectionner la science, c'est-à-dire à l'observation directe de la nature. Cette observation leur présentait d'ailleurs moins d'embarras, parce qu'il est infiniment plus facile de recueillir des plantes dans un jardin, que des animaux dans des ménageries ou dans des cabinets. C'est donc par des jardins de botanique que commencèrent en Europe les collections des produits de la nature, et telle fut aussi l'origine de celle que la France est si fière aujourd'hui de posséder.

En 1626, à la sollicitation d'Hérouard, Louis XIII autorisa, par lettres patentes, la fondation à Paris d'un jardin de botanique, dont il donna la surintendance au premier médecin de la cour et à ses successeurs, avec pouvoir de nommer un intendant. La mort d'Hérouard et d'autres circonstances empêchèrent l'exécution de ces lettres. L'origine de l'établissement date donc réellement de l'année 1635, époque où fut rendu à cet effet un édit qui instituait Bouvard surintendant et Guy de la Brosse intendant, laissant

à la nomination du premier trois places de professeurs , pour faire la démonstration de l'intérieur des plantes et de tous les médicamens , et pour travailler à la composition de toutes sortes de drogues , par voie simple et chimique , attendu qu'on n'enseignait point les opérations de pharmacie dans les écoles de médecine. Le parlement enregistra cet édit le 15 mai , malgré l'opposition de la Faculté , qui demandait qu'on lui remit le choix des professeurs , et surtout que la chimie ne fût point enseignée. Tels furent les humbles commencemens d'une institution qui devait tant grandir un jour , et prendre de si vastes développemens.

Le nouvel établissement fut ouvert en 1640 , sous le nom de *Jardin royal des herbes médicinales*. Guy de la Brosse , qu'on en peut considérer comme le véritable fondateur , le fit prospérer par un zèle et une activité infatigables. A sa mort , les querelles de Bouvard et de Vautier , qui le remplacèrent , firent tomber tout en décadence , abandonner la culture des plantes , et négliger les leçons. Vautier fut néanmoins utile en substituant un cours d'anatomie à celui qui avait pour destination de faire connaître les vertus médicinales attribuées aux végétaux. Vallot , qui lui succéda en 1652 , prit au jardin un véritable intérêt , stimulé sans doute par la célébrité que celui de Gaston d'Orléans , situé à Blois , avait acquise par les travaux de Morison. Sous son administration , à la mort du prince , un peintre fut attaché à l'établissement , pour ajouter chaque année un certain nombre de dessins à ceux que l'habile artiste Robert avait exécutés pour Gaston , et dont le roi avait fait l'acquisition. C'est ainsi que commença la magnifique collection de figures de plantes et d'animaux , qui , continuée depuis sans interruption , fait encore aujourd'hui un des plus beaux ornemens du Muséum.

Vallot étant mort en 1671 , Colbert retira la surintendance du Jardin au premier médecin de la cour , lui laissa seulement le titre d'intendant , régla les détails de l'administration , et donna aux professeurs , auparavant révocables au caprice du chef , des brevets qui rendaient leurs places fixes. Dès lors l'établissement commença à prendre quelque importance , et les goûts plus ou moins exclusifs des directeurs purent seuls entraver sa marche progressive. Ainsi , Daquin , successeur de Vallot , en 1672 , ne favorisa que l'anatomie. Fagon , au contraire , qui le remplaça en 1683 , et pour qui le titre de surintendant fut rétabli momentanément , à cause de la considération dont il jouissait , fit marcher d'un pas égal l'anatomie , la botanique et la chimie. A sa mort , en 1718 , une déclaration du roi détacha l'administration du Jardin de la place

de premier médecin. Cependant Chirac fut nommé intendant. Cet homme impérieux ne prenait aucun intérêt aux sciences naturelles; il détourna les fonds de l'établissement pour des destinations étrangères, et n'encouragea que l'enseignement de l'anatomie et de la chimie. Aussi une décadence générale s'ensuivit-elle, malgré le zèle des deux Jussieu, dont les soins accrurent beaucoup le droguier, qu'on commençait à appeler Cabinet d'histoire naturelle.

En 1732, à la mort de Chirac, l'administration du Jardin échappa pour toujours aux médecins du roi. Cisternay Dufay, qui en devint l'intendant, consacra sa vie entière à le relever et à le faire fleurir. Il répara les désordres introduits par ses prédécesseurs, et lorsqu'en 1739 il sentit les atteintes mortelles de la petite vérole, il demanda Buffon pour successeur.

Buffon n'était point encore connu comme naturaliste. Sa nomination le détermina à s'attacher d'une manière spéciale à l'histoire naturelle, et il mit sa gloire à rendre l'établissement qu'il dirigeait, et qui prit alors le nom de *Jardin du Roi*, digne en tout de la destination qui lui avait été donnée. « Ce grand homme, a » dit M. Deleuze, en répandant universellement le goût de l'histoire naturelle par ses immortels écrits, voulut donner à ceux » dont il avait enflammé le zèle la facilité d'étudier les objets qu'il » avait si bien peints. Il conçut en même temps et le plan de son » Histoire naturelle et celui de l'agrandissement, ou plutôt de la » création du Muséum. Il médita ce plan pendant plusieurs années, parce qu'il voulait que les diverses parties formassent un » ensemble, et que toutes fussent susceptibles de perfectionnements » successifs. Ce ne fut qu'après s'être assuré les moyens de réaliser ses projets qu'il en commença l'exécution. Dès lors, aucun » obstacle ne fut capable de l'arrêter, aucun travail ne put lasser sa patience. Son entreprise fut couronnée du succès le plus éclatant, et, sur la fin de sa vie, il eut lieu de s'applaudir des sacrifices qu'il avait faits. Le Jardin et le Cabinet du Roi furent avec » raison cités comme son ouvrage, comme la plus belle institution qu'on eût jamais formée pour le progrès des sciences, comme un » point central où devaient se rendre, de diverses contrées, tous » ceux qui se livrent à l'étude de la nature. »

En 1788 mourut Buffon, et le marquis de La Billarderie, qui lui succéda, ne prit pas moins à cœur la prospérité du Jardin du Roi. Il ne négligea rien pour favoriser l'enseignement et entretenir l'ordre qui existait. Mais son peu de crédit ne lui permit pas d'exécuter tout ce qu'il aurait désiré de faire. L'embarras des finances obligea de réduire les dépenses, qu'il aurait fallu accroître pour

maintenir le régime suivi au temps de Buffon; et d'ailleurs l'établissement était devenu trop considérable, pour que ce régime même pût continuer à lui convenir.

Le marquis de La Billarderie ayant quitté la France en 1792, Bernardin de Saint-Pierre accepta la direction du Jardin du Roi. Cet écrivain distingué, qui possédait à un si haut degré le talent de peindre la nature et d'émouvoir le cœur, n'avait ni assez de notions exactes dans les sciences, ni assez d'énergie de caractère, ni assez de connaissance des hommes et des choses, pour être d'un grand secours à l'établissement dans des temps si difficiles et si orageux. C'est cependant à lui qu'on doit la création de la ménagerie.

Enfin parut, en 1793, la loi de la Convention nationale, qui supprima la place d'intendant, désigna l'établissement sous le nom de *Muséum d'histoire naturelle*, le consacra à l'enseignement de la science de la nature, dans toute son étendue, et créa douze professeurs, chargés chacun des détails de l'administration dans la partie qui leur était confiée. Cette nouvelle organisation, en détruisant le système antérieur de centralisation, qui avait plus nui que servi jusqu'alors, fut la cause des immenses et rapides progrès que l'établissement a faits depuis.

Aujourd'hui le Muséum est parvenu à un tel degré de splendeur et de prospérité, que rien d'analogue en Europe ne peut lui être comparé. La beauté du Jardin et la richesse des collections en font un monument magnifique, de même que l'étendue donnée à l'enseignement l'a vivifié et rendu d'une utilité générale. Si la France s'en glorifie à juste titre, les étrangers l'admirent sans jalousie; car il est également avantageux aux hommes de toutes les nations, par les facilités qu'il offre aux savans et les ressources immenses qu'il procure à l'agriculture et à l'économie rurale. « Une autre considération, dit M. Deleuze, ne sera pas sans intérêt aux yeux de ceux pour qui le spectacle de l'harmonie sociale et de la félicité domestique n'est pas moins touchant que celui de la nature. Au milieu de l'agitation d'une grande ville, c'est vraiment une belle chose qu'un établissement où sont réunies cinquante familles vivant en paix, contentes de leur sort, attachées au lieu qu'elles habitent pour la vie, et s'enorgueillissant de sa prospérité, soumises volontairement à une hiérarchie, qui maintient l'ordre sans blesser l'amour propre, étrangères aux rivalités de professions comme aux dissensions politiques, et bénissant à la fois le gouvernement qui les protège et l'administration qui les régit. Les savans qui se livrent aux recher-

» ches les plus difficiles, aux théories les plus élevées, pour péné-
 » trer les secrets de la nature, rapprochent d'eux les ouvriers, et
 » ceux-ci, s'éclairant par le reflet des connaissances qui les envi-
 » ronnent, jouissent des résultats des travaux qu'on leur fait exé-
 » cuter. » — JOURDAN.

RELIGION.

11 JUIN 1341. *Synode à Constantinople.*

Avant d'indiquer l'objet de ce synode, il faut en faire connaître le promoteur et à la fois l'acteur principal. C'était un moine de Saint-Basile, né à Seminara, dans la Calabre ultérieure, et qui, en prenant l'habit religieux, avait échangé son nom de *Bernard* contre celui de *Barlaam*. Epris d'un vif amour pour les sciences, il joignit à l'étude de la théologie celle des mathématiques, de la philosophie et de l'astronomie. Le désir d'apprendre la langue grecque l'entraîna en Orient. Il passa d'Étolie à Salonique, et, vers 1327, il se rendit à Constantinople, où l'empereur Andronic le Jeune l'accueillit, et où Jean Cantacuzène l'employa utilement à la formation de la riche bibliothèque, dont il s'occupait alors.

Enivré de sa faveur, Barlaam se mit à traiter les Grecs d'ignorance, et osa défier à une controverse philosophique le savant Nicéphore Grégoras : il fut vaincu, et la honte de sa défaite, jointe à la haine que lui portaient les Grecs, l'exila de Constantinople. Tout-à-coup, le pape Jean XXII ayant envoyé dans cette ville deux légats chargés de négocier la réunion des Églises, Barlaam se déclara pour le schisme, et publia divers écrits, dans lesquels il attaquait le pape et les légats. Mais en même temps il lançait quelques traits sur les moines du mont Athos, sur leur manière de prier, sur leurs opinions relativement à la lumière du Thabor. L'un de ces solitaires, George Palamas, prit leur défense, et la dispute dura trois ans avec une rare énergie. Une mission, dont Andronic chargea Barlaam auprès des rois de l'Occident, suspendit les hostilités, qui reprirent dès son retour à Salonique. Les moines, traités d'imposteurs, de corrompueurs du dogme et de séducteurs du peuple, accoururent de toutes parts dans cette ville : Barlaam, effrayé, s'enfuit à Constantinople, et y demanda un synode pour la condamnation de ses ennemis : Palamas et les moines ne le réclamèrent pas avec moins d'instance dans un espoir tout différent.

Le synode s'ouvrit le 11 juin 1341, présidé par le patriarche et l'empereur lui-même. Voici, d'après Ginguéné, le résumé des

choses qui s'y passèrent : « Barlaam parla le premier, Palamas répondit, et soutint que la lumière du Thabor était la *gloire in-
crée* de Dieu ; il parla aussi d'une certaine formule de prière, qu'on reprochait aux siens, et qui consistait à laisser tomber sa barbe sur sa poitrine, en tenant les regards baissés. On les accusait de regarder leur nombril, et de croire y voir cette lumière *incrée*, qui était l'objet de la dispute. Il n'est pas démontré qu'ils ne le crussent pas en effet ; les limites sont trop difficiles à poser dans cette matière, et Dieu n'a pas sans doute dit à la superstition comme à la mer : *Non procedes amplius* (1). Quoi qu'il en soit, Barlaam, s'apercevant que la victoire penchait du côté de Palamas et de ses solitaires, songea, suivant le conseil de son protecteur, Cantacuzène, à faire sa retraite, et à se raccommo-der avec eux. Il y réussit ; les moines lui pardonnèrent, et le synode fut dissous. »

Plus tard, Andronic étant mort, Barlaam essaya vainement d'appeler de la décision, ou plutôt de la clôture du synode. Il repassa en Italie, où l'on suppose qu'il enseigna le grec à Pétrarque. Comme il a écrit tantôt pour l'Eglise de Rome, tantôt pour celle de Constantinople, quelques auteurs ont pensé qu'il a existé deux Barlaam : mais il n'y en eut qu'un seul, et c'était bien assez. — X.

1809. *Bref d'excommunication lancé par Pie VII contre Napoléon.*

Au rapport de Napoléon lui-même, les griefs du pape contre sa personne dataient de l'époque de son couronnement. Pie VII avait emporté de France le chagrin de plusieurs espérances trompées. A peine eut-il mis le pied sur le sol italien, que les ennemis de la France exploitèrent ces dispositions hostiles. Ce n'était plus le doux, le paisible Chiaramonti, cet évêque d'Imola, qui s'était montré de si bonne heure éclairé par les lumières du siècle : il avait rétrogradé jusqu'à celui des Grégoire et des Boniface, et bientôt, Rome était devenue le foyer de tous les complots tramés contre la France. Les torts et les insultes prirent un caractère tellement grave et tellement public, que Napoléon, dont ce hasard favorisait la politique, résolut d'agir à son tour. Il se saisit donc des forteresses, des provinces pontificales, et finit même par occuper Rome, tout en protestant de son respect et de sa soumission envers le pape, comme chef spirituel.

Pie VII, qui s'était déjà trompé d'époque dans sa conduite

(1) Tu n'iras pas plus loin.

envers l'homme auquel il devait le rétablissement de sa puissance, commit alors un anachronisme plus inexcusable ; il lança contre Napoléon une menace d'excommunication (*voy.* 27 MARS 1808), et l'année suivante il réalisa sa menace en ces termes :

« Pie VII, pape, à l'empereur des Français : Par l'autorité du
 » Dieu tout puissant, des saints apôtres Pierre et Paul, et par la
 » nôtre, nous déclarons que vous et tous vos coopérateurs, d'après
 » l'attentat que vous venez de commettre (la réunion des États
 » du pape à l'empire français), avez encouru l'excommunication
 » dans laquelle (selon la forme de nos bulles apostoliques, qui,
 » dans des occasions semblables, s'affichent dans les lieux accou-
 » tumés de cette ville) nous déclarons être tombés tous ceux qui,
 » depuis la dernière invasion violente de cette ville, qui eut lieu
 » le 2 février de l'année dernière, ont commis, soit dans Rome,
 » soit dans l'Etat ecclésiastique, les attentats contre lesquels nous
 » avons réclamé dans le grand nombre des protestations faites
 » par nos secrétaires d'Etat, qui ont été successivement rem-
 » placés, mais encore dans nos deux allocutions consistoriales,
 » des 14 mars et 11 juillet 1808. Nous déclarons également ex-
 » communiés tous ceux qui ont été les mandataires, les fauteurs,
 » les conseillers, et quiconque aurait coopéré à l'exécution de ces
 » attentats, ou les aurait commis lui-même. Donné, à Rome, à
 » Sainte-Marie-Majeure, etc. »

La double guerre dans laquelle Napoléon était engagé, en Autriche et en Espagne, avait enhardi les rédacteurs de la bulle, dont la responsabilité tomba moins encore sur Pie VII que sur le cardinal Pacca, qui l'avait signée. En cas d'assassinats ou désordres quelconques occasionés par cet acte, l'intention de Napoléon était de prendre le ministre à partie. Heureusement pour les cardinaux et les prélats, la population de Rome resta froide, et ne vit dans l'excommunication que la représaille d'une vengeance temporelle.

A cette mesure, qui rappelait le moyen âge, un lieutenant du nouveau Charlemagne en opposa bientôt une autre digne du même temps. (*Voy.* 6 JUILLET 1809.) — X.

1811. Concile tenu à Paris.

En vertu du concordat de 1801 qui attribuait au chef du gouvernement français le droit de nommer les évêques, le droit de les mettre en possession de leur siège était attribué au pape, de qui ils recevaient l'institution canonique. Mais comme depuis l'occupation des Etats romains par les troupes françaises, le pape

refusait cette institution aux archevêques de Paris et de Florence, il s'ensuivait que ces sièges restaient vacans au grand préjudice de ces diocèses. Pour parer à cet inconvénient, Napoléon soumit l'examen des droits du pape, dans les affaires de cette nature, à la discussion d'un concile formé de plus de cent prélats, tant français qu'allemands et italiens, qu'il convoqua à Paris. Ce concile décida que, d'après les canons, les sièges ne pouvant rester vacans plus d'un an, le pape serait tenu de donner aux évêques l'institution canonique dans les six mois qui suivraient leur nomination, faute de quoi ils seraient institués par le métropolitain ou par le plus ancien évêque de la province.

Il est à remarquer que, loin de réclamer contre cette décision, le pape la confirma par un bref daté de Savone; néanmoins elle resta sans exécution sous son pontificat même; et par suite de ces contradictions, une partie des sièges de France demeura vacante jusqu'en 1819. — A.-V. ARNAULT.

POLITIQUE.

1712. *Mort du duc de Vendôme (Louis-Joseph).*

Petit-fils de ce César, duc de Vendôme, reconnu plutôt qu'adopté par le royal amant de Gabrielle (*voy.* 22 OCTOBRE 1665), Louis-Joseph n'en passait pas moins pour l'héritier direct de la valeur et de l'esprit du Béarnais. Son père avait épousé Laure Mancini, l'aînée des nièces du cardinal Mazarin; après la mort de sa femme, ayant pris le parti de l'Eglise, il fut décoré de la pourpre romaine et nommé légat à latere en France. Telle était la bizarre origine du plus imprévoyant, du plus cynique et du plus heureux des généraux français de l'ancienne école; de cet homme à qui l'on tenait compte d'une victoire, comme on tient compte à un mauvais sujet d'une bonne action: et en effet, ses triomphes avaient toujours d'autant plus d'éclat, qu'il était en quelque sorte forcé de les obtenir pour échapper à une déroute complète.

Né le 1^{er} juillet 1654, Vendôme ne montra aucun goût pour les sciences, ni pour les lettres. En 1672, il débuta dans la carrière des armes, et suivit Louis XIV en Hollande comme simple garde-du-corps. A compter de cette époque jusqu'à la paix de Nimègue (10 août 1678), il se distingua dans plusieurs sièges et batailles; il fit les dernières campagnes de Turenne, reçut une blessure à Altenheim, et mérita le grade de maréchal-de-camp. C'est dans le délicieux séjour d'Anet qu'il alla se délasser des fa-

tigues de la guerre. Nommé lieutenant-général et chevalier des ordres en 1688, il se signala dans quatre campagnes sous le maréchal de Luxembourg. En 1693, il fut envoyé en Italie, où il servit sous Catinat, et deux ans plus tard en Catalogne, où il remplaça le maréchal de Noailles avec le titre de général. Les avantages qu'il y remporta, et surtout la prise de Barcelone qui se rendit le 10 août 1695, amenèrent la paix de Ryswick (20 septembre 1697), et Vendôme retourna encore dans sa retraite, d'où, cinq années après, la guerre de la succession d'Espagne devait le faire sortir.

Villeroi, battu en Italie, céda le commandement à Vendôme, qui, maître d'une armée supérieure à celle des Impériaux, débuta de la manière la plus brillante. Mais bientôt retombant dans son indolence naturelle, marchant au hasard, sans reconnaître le pays, sans se faire même précéder d'une avant-garde, il manqua plusieurs fois de se jeter; lui et ses soldats, entre les mains du prince Eugène. A Luzara, il fallut presque un miracle pour changer une défaite certaine en une victoire indécise. (*Voy.* 15 AOÛT 1702.) Ce miracle se renouvela encore, le 16 août 1705, à Cassano. C'est du moins ainsi que Feuquières et Folard jugent ce dernier fait d'armes; et la défaite d'un général de la France moderne, qui, sur le même terrain, voulut imiter les manœuvres de Vendôme, ajoute une singulière force à leur jugement. (*Voy.* 27 AVRIL 1799, *bataille de Cassano.*)

Villeroi n'était pas plus heureux en Flandre qu'il ne l'avait été en Italie. Toujours destiné à lui succéder, Vendôme succéda cette fois à ses désastres; la perte de la bataille d'Oudenarde aggrava le revers de Ramillies (*voy.* 23 MAI 1706). Il est vrai qu'un prince du sang fut accusé d'avoir contrarié les plans du général. Vendôme lui-même le reprocha durement au duc de Bourgogne, en lui disant, au milieu d'un conseil de guerre, qu'il *n'était venu que pour obéir*. Grâce à cette hardiesse, soutenue des clameurs de ses amis, Vendôme conserva sa renommée, aux dépens de l'élève de Fénelon. (*Voy.* 18 FÉVRIER 1712, *Mort du duc de Bourgogne.*)

Alors Philippe V, obligé de quitter sa capitale, sentant que la couronne d'Espagne allait lui échapper, ne voyait plus d'espoir de salut que dans l'appui de la France et dans le vainqueur de Luzara. Il le demanda à Louis XIV, qui ne l'employait jamais qu'avec répugnance. Au nom de Vendôme, les soldats dispersés se rallièrent de toutes parts, et bientôt Philippe V entra dans Madrid (3 décembre 1710). Trois jours après, le roi et le général se mirent à la poursuite de l'armée de Stahrenberg, et le vainquirent dans la

journée long-temps disputée, mais décisive, de Villa-Viciosa. (*Voy.* 10 DÉCEMBRE 1710.) Voilà la gloire et la grandeur de Vendôme. Parvenu à un âge où il semble qu'on ne se corrige plus, il abjure, pour quelque temps du moins, la mollesse, l'insouciance, qui lui ont fait commettre tant de fautes : vieux et souffrant de la goutte, il est toujours à cheval, et se donne à peine le temps de prendre un léger repas. Des honneurs extraordinaires le récompensent de cet effort, qu'il était permis de croire impossible. « Je vous » dois la couronne, » lui dit Philippe V, et en même temps il l'élève au rang de premier prince du sang : il lui offre des sommes considérables, que Vendôme refuse avec noblesse. « Sire, dit ce dernier, » je suis sensible à votre générosité ; mais je vous supplie de faire » distribuer cet or à ces braves Espagnols, dont la valeur vous a » conservé en un jour tant de royaumes. »

Restait à chasser les Impériaux de plusieurs postes qu'ils occupaient encore en Catalogne : mais, s'il est permis de le dire, le héros de l'armée victorieuse en était redevenu le dernier goujat. S'éloignant de la cour pour se livrer plus à son aise à sa passion de désordre et de licence, suivi de quelques valets, sa compagnie la plus intime et la plus chère, Vendôme s'était retiré sur le bord de la mer, dans un bourg isolé du royaume de Valence. Là, s'indemnisant par des excès de table de l'abstinence passagère qu'il s'était imposée, au bout d'un mois, il tomba malade et la mort l'enleva si promptement, qu'il ne put signer le testament qu'on lui présentait, ni la lettre au roi par laquelle il demandait le retour de son frère à la cour. Saint-Simon décrit ainsi les circonstances de sa triste fin : « Tout ce qui était autour de lui s'enfuit, et l'abandonna » tellement, qu'il demeura entre les mains de trois ou quatre des » plus bas valets, tandis que les autres pillaient tout et s'en allaient. » Il passa ainsi les deux ou trois derniers jours de sa vie, sans prêtre, sans qu'il eût été seulement question d'en parler, sans autre secours que d'un seul chirurgien. Les trois ou quatre valets de- » meurés auprès de lui, le voyant à la dernière extrémité, se sament du peu de choses qui restaient autour de lui, et faute de » mieux, lui tirèrent sa couverture, et ses matelats de dessous lui. » Il leur cria pitoyablement de ne le pas laisser au moins mourir » à nu sur la paille, et je ne sais s'il l'obtint. » Voilà tout ce que le sauveur de l'Espagne remporta de ses victoires.

A force de haïr le faste, Vendôme en était venu au point d'afficher une malpropreté rebutante. Son désintéressement dégénérait en une incurie sans exemple. Tous ses gens se croyaient en droit de le voler. L'un d'eux vint lui dire qu'il allait le quitter, ne pou-

vant plus voir piller avec autant d'effronterie : *N'est-ce que cela ?* lui dit Vendôme, *eh bien, pille comme les autres !* Dans son château d'Anet, comme à l'armée, il vivait entouré des hommes les plus vils, auxquels souvent il sacrifiait les plus honorables. C'est en se glissant parmi les premiers, en enchérissant sur leur adresse et sur leur audace, qu'Albéroni jeta les fondemens de sa scandaleuse fortune. Familier avec ses inférieurs, fier avec ses égaux, Vendôme tirait beaucoup de vanité d'une descendance plus que douteuse. Il disait à Philippe V, qui s'étonnait de lui voir tant d'esprit et de valeur, quoique son père en eût peu montré : *Mon esprit vient de plus loin.* Quant à son irréligion et à ses goûts infâmes, il faudrait le taxer d'injustice, s'il n'en réclamait pas l'honneur tout entier,
E. M.

1726. *Disgrâce du duc de Bourbon, premier ministre en France.*

A la mort du Régent, le duc de Bourbon s'empara du titre de premier ministre, que depuis long-temps il brûlait de porter (voy. 2 décembre 1723). Peu aimé du jeune roi, il avait eu l'adresse de se faire proposer à lui par son précepteur, l'évêque de Fréjus : ce dernier, en donnant l'investiture du pouvoir, s'était arrangé pour en garder une partie, que l'autre chercha bien vite à lui enlever.

Le duc de Bourbon n'avait en sa faveur que son nom, sa magnificence, et des qualités extérieures. Du reste, une politesse recherchée désignait mal sa dureté hautaine, et la stérilité de son esprit perçait à travers une affectation d'orgueil ou de légèreté. Les souvenirs de ses liaisons avec Law ternissaient l'éclat de sa fortune grossie par l'agiotage. Mauvais époux avec sa première femme, morte trois années avant son ministère, il l'avait remplacée par une maîtresse, la marquise de Prie, qui, jeune, belle, intrigante et sans aucun principe, fut pour lui ce que le cardinal Dubois avait été pour le Régent. Le cabinet de Londres continua de payer à la favorite du duc de Bourbon la pension qu'il faisait au favori du duc d'Orléans, et les deux pensionnaires s'en montrèrent également dignes.

Le premier acte d'un ministère si peu moral fut un édit contre les protestans, plus cruel encore que la révocation de l'édit de Nantes (24 MAI 1724). Sur les réclamations énergiques de la Hollande, le duc de Bourbon modifia son œuvre, ou plutôt celle de sa maîtresse, qui, dans son impiété profonde, lui répétait que persécuter pour des croyances, c'était s'élever au niveau des grands

hommes d'état. La marquise de Prie gouvernait le duc de Bourbon ; mais elle était elle-même sous l'influence des frères Pâris, financiers médiocres, dont le génie s'épuisait en ressources communes et onéreuses ; elle céda aux séductions du duc de Richelieu, dont la fortune devait commencer, du moment où une courtisane distribuait les faveurs et les places.

La haine publique s'attachait à cette administration sans talent, sans honneur, et Fleury ne manquait pas d'en avertir son élève. Le duc de Bourbon, sentant qu'il ne faisait aucun progrès dans l'âme du jeune monarque, essaya d'un voyage à Chantilly ; mais la mort du duc de Melun en interrompit brusquement le séjour et les fêtes. Louis XV tomba malade, et cette circonstance suggéra au duc une combinaison plus forte. Dans les terreurs que lui inspirait l'état du prince, on l'entendit se dire à lui-même : *Je n'y serai plus pris : s'il guérit, je le marierai.* En effet, le roi avait près de quinze ans : l'infante d'Espagne, que le Régent lui avait destinée, n'en comptait que six : elle fut renvoyée à Philippe V, sans ménagemens, sans égards, et l'on s'occupa sur-le-champ de trouver une autre épouse. Le duc avait d'abord songé à l'une de ses sœurs, mademoiselle de Vermandois, élevée avec soin dans un couvent, loin de la capitale ; mais dans un entretien, où elle ne se fit pas connaître, madame de Prie s'était assurée que la sœur de son amant n'avait pour elle que du mépris, et elle l'avait quittée, en murmurant : *Va, tu ne seras jamais reine.* Sans mettre le duc dans sa confidence, elle chargea Pâris Duverney de le détourner d'un choix qui perdrait les protégés avec la protectrice. On persuada au duc que ce serait un coup de maître de montrer un extrême désintéressement, alors qu'on le croyait tout occupé des intérêts de sa famille. Parmi toutes les filles de rois de l'Europe, on en chercha long-temps une qui pût regarder son hymen comme une grâce, et l'on s'arrêta enfin sur la fille d'un roi sans royaume. Stanislas Leczinski apprit l'élévation de sa fille au trône de France avec plus de joie qu'il n'eût appris son propre retour au trône de Pologne.

Tout le ministère du duc de Bourbon est dans cette combinaison hardie ; mais il n'en retira pas les avantages sur lesquels il avait compté. Bien que la jeune reine lui fût toute dévouée, elle ne put lui servir de rempart contre le mécontentement général. Le faste de la cour aggravait le désordre des finances : l'impôt du cinquantième venait d'être établi (voy. 5 JUIN 1725) : les désastres d'une mauvaise année se joignaient au poids des impôts. Le duc de Bourbon voulut frapper un coup décisif, en éloignant Fleury des

affaires. Il convint avec la reine qu'elle engagerait le roi à travailler dans son appartement, ainsi que Louis XIV l'avait fait auprès de madame de Maintenon. Louis XV accepta avec joie. Alors l'évêque de Fréjus employa la manœuvre, qui lui avait déjà réussi une fois : il partit pour Issy, en ayant soin d'informer le roi du lieu de sa retraite. Bientôt, ramené en triomphe, il ne tarda pas à donner à son élève une leçon de dissimulation.

La disgrâce du duc de Bourbon fut résolue, et Louis XV, par le conseil de Fleury, lui témoigna une bienveillance inusitée. Prêt à partir pour Rambouillet, où le duc devait se rendre à l'heure du souper, il lui dit d'un ton affectueux : *Prenez garde de vous faire attendre.* Et quelques instans plus tard, le duc de Bourbon recevait, par les mains du duc de Charost, une lettre ainsi conçue : *Je vous ordonne, sous peine de désobéissance, de vous rendre à Chantilly, et d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre.* Une lettre non moins impérieuse était remise à la reine. « *Je vous prie, Madame, et s'il le faut, je vous l'ordonne, de faire tout ce que l'évêque de Fréjus vous dira de ma part, comme si c'était moi-même.* » Signé Louis. Enfin une lettre de cachet exilait madame de Prie à la terre de Courbépine, où elle mourut de désespoir et de chagrin au bout de quinze mois, à l'âge de vingt-neuf ans.

Quant au duc de Bourbon, il sollicita vainement la permission de se rapprocher de sa maîtresse, et n'obtint qu'en 1729 celle de revenir à la cour. L'année d'auparavant il avait épousé une princesse allemande, et de cet hymen naquit le prince de Condé, héros de l'émigration et chef de l'armée royaliste (voy. 13 MAI 1818). Le duc de Bourbon était né en 1692, et mourut à Chantilly, le 27 janvier 1740. (Voy. 10 MAI 1774, *Mort de Louis XV, roi de France.*) — E. M.

1727. Mort de George I^{er}, roi d'Angleterre.

La réunion de l'Angleterre et de l'Écosse en un seul royaume, désormais appelé la *Grande-Bretagne*, fut l'acte principal du gouvernement de la reine Anne. (Voy. 22 JUILLET 1705.) En remportant cette victoire sur les préjugés nationaux et sur le parti jacobite, représenté par la fanatique opposition des Torys, les Whigs n'oublièrent pas de stipuler des garanties. Le premier article du traité d'union portait que, si la reine mourait sans enfans, l'héritage de la couronne britannique serait dévolu à la ligne protestante de la descendance des Stuarts, c'est-à-dire à la princesse Sophie, électrice douairière de Hanovre, petite-fille de Jacques I^{er}, et qui, suivant l'ordre de primogéniture, n'était pas la

quarante-cinquième appelée à recueillir cette grande succession.

Pendant tout le reste de son règne, Anne travailla secrètement à détruire cette clause d'un acte qu'elle était obligée de protéger officiellement. Les Torys ayant partout reconquis l'avantage sur les Whigs, il s'éleva dans les chambres de violens débats relativement au droit successif de la maison de Hanovre. Enfin, la reine vint à mourir (*voy.* 12 AOUT 1714); l'électrice douairière de Hanovre avait cessé de vivre elle-même deux mois auparavant; mais un envoyé de l'électeur parut dans le conseil privé, chargé des ordres de son maître et annonçant son arrivée. George I^{er} fut proclamé roi, et le fils de Jacques II déshérité pour toujours. Ainsi se consumma l'établissement de la dynastie nouvelle.

Cet électeur de Brunswick-Lunebourg, devenu roi d'Angleterre, n'était déjà plus jeune. Né à Osnabruck le 28 mai 1660, il avait atteint sa cinquante-quatrième année. Malgré l'apprentissage guerrier qu'il avait fait avec honneur, en Hongrie et dans la Morée contre les Turcs, en Flandre et en Allemagne contre la France, toutes ses vues se tournèrent vers la paix; toute sa politique extérieure se fonda sur des alliances défensives et sur des mesures de précaution. A l'intérieur, ses haines particulières, sa rancune contre les Torys, qui avaient intrigué si vivement pour l'écarter du trône, ne lui permirent pas d'être aussi pacifique. Oubliant qu'il était le maître d'un royaume, il se fit le chef d'une faction; il épousa tous les préjugés des Whigs, et leur donna toutes les places. Il cassa le parlement, en convoqua un nouveau, et cabala contre les Torys pour les en exclure, sans se montrer difficile sur le choix des moyens. La domination d'un parti, quel qu'il soit, est toujours funeste : les Whigs, parvenus au pouvoir, justifiaient la conduite de leurs adversaires, en les imitant; de persécutés ils devinrent persécuteurs. C'est de leurs rangs que sortit ce ministre effrontément corrupteur et immoral, ce Robert Walpole qui, pendant plus de vingt ans, domina l'Angleterre, parce qu'il eut l'art de captiver la confiance de George I^{er} et celle de son fils. Robert Walpole, tel fut le véritable roi d'Angleterre, sous le premier de ces deux souverains, et le règne du ministre ne se termina pas avec la vie du prince. (*Voy.* 14 FÉVRIER 1741, *Retraite de sir Robert Walpole.*)

George I^{er} était loin de racheter par des vertus privées une absence presque totale de vertus publiques. « Époux infidèle, in- » juste et cruel, il ne fut certainement pas meilleur père, » dit un biographe plus indulgent que sévère à l'égard du fondateur de la maison de Brunswick. Le 21 novembre 1682, il avait épousé Sophie-Dorothée de Zell, sa cousine, dont la beauté, l'esprit et les

grâces ne l'enchaînèrent pas long-temps. Après l'avoir deux fois rendue mère, il la délaissa pour s'attacher à la duchesse de Kendal. Vers cette époque, le comte de Konigsmark, l'un des hommes les plus beaux et les plus galans de son siècle, parut à la cour de Hanovre. On disait qu'il avait aimé la princesse avant son mariage, et en l'absence de son époux, il renouvela ses assiduités. Ernest-Auguste, père de George, en ayant été informé, un soir, comme le comte sortait de l'appartement de la princesse, le poignard d'un assassin le frappa dans une pièce voisine, sous les yeux même de l'électeur. La malheureuse Sophie fut arrêtée sur-le-champ; une sentence du consistoire ecclésiastique prononça son divorce; renfermée au château d'Alden, elle y mourut après trente-deux ans de captivité. Les torts du fils de George I^{er} étaient plus réels que ceux de son épouse : il avait conquis, par ses qualités aimables, une popularité précoce; son père ne pouvait donc voir en lui qu'un redoutable rival.

A tous ces traits odieux l'histoire oppose un souvenir honorable. Dans un bal, une dame masquée, qui causait avec le roi depuis quelques momens, le conduit au buffet et lui propose quelques rafraîchissemens. George accepte : *A la santé du Prétendant*, lui dit l'inconnue. — *De tout mon cœur*, répond le roi; *je bois volontiers à la santé des princes malheureux*.

George I^{er} ne s'exprimait pas en anglais plus facilement que Robert Walpole en français : le latin, qu'ils parlaient fort mal l'un et l'autre, était la langue dont ils se servaient dans leurs fréquens rapports; aussi le ministre disait-il que, sous le règne de George I^{er}, il avait administré l'Angleterre en mauvais latin. Toujours entraîné par un penchant secret vers le Hanovre, comme Guillaume III l'avait été vers la Hollande, l'ancien électeur s'y rendait tous les ans, et y passait plusieurs mois. La mort le surprit dans un de ces voyages; il laissait un fils qui lui succéda sous le nom de George II, et une fille qui devint la mère du grand Frédéric. — E. M.

1791. *Mort de Lamotte-Picquet (Toussaint-Guillaume, comte de).*

La marine française n'a pas compté d'officiers plus intrépides ni plus habiles que le comte de Lamotte-Picquet. Né à Rennes en 1720, il entra au service en 1739, et commença ses campagnes deux ans après. Les deux mondes furent témoins de ses exploits. Dans ses luttes fréquentes et obstinées avec la marine anglaise, il remporta des avantages dont quelquefois ses ennemis même l'envoyèrent

féliciter. Au combat d'Ouessant, il se trouvait sur le vaisseau que montait le duc de Chartres, et partagea l'honneur d'avoir résisté héroïquement à des forces supérieures. Pendant la guerre d'Amérique, il fut toujours en mer, toujours les armes à la main : la paix seule mit un terme à ses fatigues. (*Voy.* 21 JANVIER 1783.) Il avait été fait cordon-rouge en 1780, à l'occasion de son combat du Fort-Royal, et lieutenant-général en 1782. Il fut nommé grand'croix en 1784. Né sans fortune, il avait reçu en 1775 une pension de 800 livres; en 1781 le roi lui en accorda une autre de 3000. Ce n'était pas trop pour quarante-six ans de service et vingt-huit campagnes. Lamotte-Picquet n'en jouit pas long-temps; il mourut à Brest dans sa soixante et unième année. Très-petit, très-maigre et très-laid, il avait en revanche beaucoup d'esprit. Son extrême vivacité dégénérait souvent en accès de colère, qui duraient peu; d'ailleurs, dans les circonstances graves, son sang-froid ne se démentit jamais. On dit que cet homme si brave ne croyait pas à la lâcheté, genre d'incrédulité qui n'honorait pas moins ses soldats que lui-même. — X.

LITTÉRATURE.

1783. *Mort du père Elisée (Jean-François Copel).*

Un jour Diderot, curieux d'entendre un sermon qui pût amuser un philosophe athée, c'est-à-dire un mauvais sermon, entre dans une église peu fréquentée, se place en face du prédicateur, et l'écoute avec attention, puis avec étonnement, puis enfin avec enthousiasme. Quand l'orateur a quitté la chaire, il le suit dans la sacristie, et lui demande s'il est l'auteur du sermon qu'il vient de prononcer. Sur une réponse affirmative, Diderot, sort enchanté, proclame partout sa découverte, et bientôt l'humble église se trouve trop étroite pour le brillant auditoire, qui se presse aux sermons du père Elisée. De toutes parts des offres lui sont faites; il occupe tour à tour les principales chaires de la capitale, et se voit appelé à l'honneur de prêcher devant le roi. Sans s'élever au niveau des Bossuet, des Bourdaloue, des Massillon, le père Elisée ne laissa pas entre eux et lui un trop vaste intervalle. Une timidité naturelle, un organe faible et un débit négligé avaient d'abord voilé son mérite : il fallut une circonstance bien singulière pour le mettre au grand jour. Il était né à Besançon, le 21 septembre 1726. Elevé chez les Jésuites, qui l'engageaient à prendre l'habit de leur ordre, il ne s'y décida qu'après avoir essayé sa vocation par une retraite dans la maison des Carmes. Pendant six ans il se

consacra à l'instruction des novices, et dès lors il se préparait, par la lecture des orateurs anciens et modernes, à marcher un jour sur leurs traces. C'est à Pontarlier qu'il mourut, épuisé de travail et de pénitence. De toutes ses œuvres recueillies en quatre volumes, on n'a guère retenu que le passage suivant; il est extrait de l'oraison funèbre du Dauphin, dont la mère, infante d'Espagne, était morte en lui donnant le jour : « Hélas ! dit l'orateur, » ces liens que l'innocence des penchans fortifiait encore, n'eurent » que la durée d'un instant. Semblable à la fleur qui tombe dès » qu'elle montre son fruit, le premier gage de sa fécondité est le » signal de sa mort. » Il n'y a pas moins de poésie dans cette phrase que dans le plus beau vers de Virgile ou de Racine. — E. M.

1793. *Mort de Robertson (William), historien anglais.*

L'un des principaux chefs de l'école historique fondée par Voltaire, William Robertson naquit, en 1721, à Borthwick, paroisse d'Ecosse. Fils d'un ministre presbytérien, et destiné à le devenir lui-même, condisciple de John Blair à l'université d'Edimbourg, il annonçait de bonne heure sa vocation studieuse, en traçant sur tous ses cahiers cette devise : *Vita sine litteris mors est* ⁽¹⁾. A vingt ans, déjà mûri par la méditation et le travail, il reçut de l'assemblée presbytérienne de Dalkeith l'autorisation de prêcher. Deux ans après, il fut nommé ministre de la petite paroisse de Glads-muire. Vers cette époque, il perdit presque en même temps son père et sa mère, qui laissaient à sa charge l'éducation et l'établissement d'un frère et de six sœurs. Ce ne fut qu'après avoir rempli cette tâche difficile qu'il osa songer à lui-même, et qu'il épousa la fille d'un ministre d'Edimbourg.

Dans le petit nombre d'incidens qui dérangèrent le cours de cette existence si simple et si monotone, il faut compter l'entrepris du prince Edouard, contre lequel Robertson se crut obligé de prendre les armes, par zèle pour la foi presbytérienne : mais il les déposa presque aussitôt (voy. 27 AVRIL 1746, *Bataille de Culloden*), et ne mania plus désormais que celles de la dialectique. En 1751, il se signala dans la discussion d'un point de doctrine légale, sur lequel le clergé de sa secte était divisé. Quatre ans après, il prononça un discours, devenu célèbre, dans la *Société pour la propagation de l'instruction chrétienne*. Enfin, ayant formé avec John Blair, Smith et quelques autres, une réunion, sous le titre de *Société*

(1) « La vie sans les lettres est la mort. »

choisie, la *Revue d'Édimbourg* fut créée et parut pour la première fois ; début malheureux, suivi d'une interruption de plusieurs années, que motiva suffisamment une juste censure du ton sévère et dédaigneux de ses rédacteurs.

Dégoûté pour jamais de la polémique, Robertson se réfugia dans l'histoire, où tant de gloire et de succès lui étaient réservés. La première composition à laquelle il se livra fut *l'histoire d'Écosse* : vint ensuite *l'histoire de Charles-Quint*, entreprise malgré le conseil, mais accueillie par le suffrage de Hume. *L'histoire de l'Amérique*, et *les recherches historiques sur la connaissance que les anciens avaient de l'Inde*, terminèrent une carrière aussi brillante que bien remplie. Ce n'est pas ici le lieu de s'appesantir sur le mérite particulier d'ouvrages devenus rapidement classiques et populaires. En appréciant d'une manière supérieure le caractère général de l'écrivain, un grand critique moderne, dont nous aimons à nous appuyer, reproche à Robertson d'être demeuré trop complètement étranger à la vie active, pour en reproduire les scènes avec vérité, avec chaleur : et ce reproche peut s'adresser à l'école écossaise tout entière. « Il y a trop de calme, trop de bonheur, trop de sécurité, » quelque chose de trop régulier, dit M. Villemain ⁽¹⁾, dans la vie » d'un ministre d'Édimbourg comme Robertson, ou d'un philosophe d'Édimbourg, comme Hume, pour que j'espère rencontrer » dans leurs écrits la vive peinture des passions qu'ils n'ont jamais » connues, l'intelligence profonde des révolutions qu'ils n'ont ni » vues de près, ni redoutées dans l'avenir..... Ce qui a trop manqué même à Voltaire, Robertson ne l'a pas eu. On admire, on loue beaucoup son *introduction à l'histoire de Charles-Quint*. Certes, il y a dans cet ouvrage un calme de raison, une sage distribution de parties, quelque chose de régulier et de progressif tout à la fois, qui plaît à la pensée. Mais cette introduction est accompagnée d'un volume de notes ; et, chose remarquable, c'est dans les notes que vous trouvez tous les détails originaux. Il semble que l'écrivain ait oublié cette vérité si simple, que pour être court, il faut être *caractéristique*, que si vous dites peu de paroles, ces paroles doivent avoir quelque chose qui frappe, et laisse un long souvenir. Vous supprimez beaucoup de circonstances : réservez-en donc de tellement vives, de tellement singulières, que la pensée ne puisse s'en délivrer jamais.

» Tout au contraire, Robertson nous dira que tel peuple bar-

(1) *Cours de littérature française*, professé à la Faculté des Lettres. (1^{er} vol., quatrième leçon.)

» bare, envahisseur de l'Europe civilisée, avait au plus haut degré la passion et le fanatisme de la guerre. Voilà ce qu'il place dans son récit ; mais les caractères de cette férocité sauvage, cette peinture si singulière du camp des barbares, cette multitude, qui se presse autour d'un harde de la forêt, chantant des vers belliqueux, ces vieillards et ces enfans pleurant de ne pouvoir suivre leurs fils ou leurs pères au combat, tout ce détail enfin raconté par l'ambassadeur romain, par Priscus, avec la terreur qu'il en a reçue, et qu'il a rapportée à la cour de Byzance, voilà ce que Robertson rejette dans ses notes, et ce qui manque dans son livre.... » Plus loin, M. Villemain ajoute encore : «... Cet esprit si sage, si éclairé, si raisonnable, cède involontairement au besoin de corriger ce qu'il raconte ; il répand une couleur de régularité, de justesse sur les caractères les plus violens ; sur les temps les plus âpres, les plus désordonnés. Il en résulte que la forme du récit n'étant plus en rapport avec la violence des événemens, on ne conçoit pas que quelque chose de si paisiblement raconté ait ébranlé le monde. Ainsi l'infidélité naît du malheur qu'a l'historien de n'avoir pas assez d'imagination et de passion. »

Les succès littéraires de Robertson ne restèrent pas stériles pour sa fortune : non-seulement il tira un grand profit des éditions multipliées de ses ouvrages, mais il se vit promu successivement à diverses places honorables et lucratives, telles que celles de chapelain ordinaire et d'historiographe du roi pour l'Écosse, de principal de l'université d'Édimbourg. N'oublions pas qu'en 1779, il parla courageusement, au péril de sa vie, en faveur d'une pétition adressée au parlement pour l'émancipation des catholiques. Cet acte de tolérance est remarquable dans la vie d'un sincère et ardent presbytérien. Robertson mourut à sa maison de campagne de Grange-Housse, laissant trois fils, qui se distinguèrent au barreau et dans les armes, et deux filles, dont l'une épousa M. Brydone, auteur du *Voyage à Naples et en Sicile*.— E. M.

SCIENCES.

1292. Mort de Roger Bacon.

Roger Bacon, célèbre moine anglais, qui étonna le treizième siècle par l'étendue et la variété de ses connaissances, et qui sut s'élever au-dessus des erreurs et de la barbarie du temps par la seule force de son génie, naquit, en 1214, d'une famille ancienne et considérée, près d'Ilchester, dans le comté de Sommerset. Dès ses premières années, il montra les plus heureuses dispositions, et

annonça qu'un jour il saurait se signaler dans la carrière des sciences et des lettres. Parvenu à l'adolescence, il alla faire ses études à l'université d'Oxford, qui rivalisait avec celle de Paris, et qui, malgré l'ignorance profonde du siècle, possédait déjà quelques hommes éclairés, qui sentaient qu'il ne suffit pas d'acquérir une grande habileté dans les arguties de la dialectique d'Aristote, et d'étudier les sublimes chimères de la théologie, pour avoir droit au titre de savant. Les études classiques y étaient même moins négligées qu'on ne le pense généralement. Après y avoir suivi les leçons de maîtres habiles, Bacon, déjà versé dans les langues grecque, hébraïque et arabe, dont on s'occupait si peu à cette époque, vint terminer ses études à Paris, où la réputation, le zèle et le talent des professeurs de l'Université attiraient un grand concours d'élèves de toutes les parties de l'Europe, notamment de la Grande-Bretagne, dont les sujets les plus distingués ne manquaient point alors de s'y rendre. Il ne tarda pas à s'y faire remarquer par ses progrès rapides, et il y reçut, suivant toutes les apparences, le degré de docteur en théologie. Avant de revenir en Angleterre, il prit l'habit monastique, dans l'ordre de Saint-François ; mais, au lieu de vivre à Oxford, dans une pieuse et sainte oisiveté, comme ses frères, il consacra tous ses momens et toutes ses pensées à l'étude. Il se perfectionna dans les langues orientales, lut la philosophie d'Aristote avec attention, et cultiva la géographie, l'histoire, les antiquités et les mathématiques, qu'il regardait comme la première de toutes les sciences, celle qui sert d'introduction à toutes les autres, et qui dispose l'esprit à les recevoir et comprendre toutes. Il fit principalement aussi rouler ses recherches sur la nature et les propriétés des corps. De généreux protecteurs le mirent à même, par leurs dons, de subvenir aux dépenses considérables qu'exigeaient ses travaux en physique ; et qui, sans leur assistance, auraient dépassé de beaucoup les moyens dont sa modique fortune lui permettait de disposer. C'est de cette manière qu'il put construire des instrumens, acheter des manuscrits, faire des expériences, et dépenser, en dix années de temps, deux mille livres sterling, somme alors très-considérable, puisque au taux actuel de l'argent elle représente à peu près cent mille francs de notre monnaie.

Passant tout son temps à la recherche des secrets de la nature, et doué d'un rare talent pour l'observation et les expériences, Roger Bacon dut nécessairement arriver à la connaissance de certaines propriétés et combinaisons des corps, dont il tira des effets nouveaux et merveilleux, que des contemporains, trop ignorans

pour en saisir l'explication naturelle, considérèrent, suivant l'usage, comme les résultats d'opérations magiques ou surnaturelles. Bacon fut donc accusé de sorcellerie et de communication avec les esprits infernaux, devant le chapitre général de son ordre. Cette inculpation absurde servit bientôt de base et de prétexte aux plus odieuses persécutions, dont les véritables motifs étaient la jalousie que les autres Franciscains ressentaient de sa supériorité, et la haine que ses opinions trop libérales avaient suscitée contre lui. L'affaire fut soumise à Innocent IV, qui défendit à Bacon de continuer ses cours dans l'Université, parce que les opinions suspectes et dangereuses qu'il énonçait étaient, disait-on, de nature à troubler la paix intérieure de l'Eglise. Mais une pareille punition était trop douce encore pour satisfaire l'implacable animosité des moines, qui ne se contentent pas de détruire le repos de leurs victimes, mais qui veulent encore punir le corps des licences de l'esprit. La cour de Rome elle-même avait des griefs particuliers contre Bacon : elle ne pouvait lui pardonner d'être uni, par les liens d'une étroite et tendre amitié, avec Greathead, qui n'avait pas craint d'écrire à Innocent et de déclarer publiquement qu'il le regardait comme l'Antechrist. Elle lui en voulait surtout d'avoir osé censurer les mœurs relâchées des ecclésiastiques, soit de vive voix, soit dans ses ouvrages, et d'avoir adressé une lettre au pape pour lui faire sentir la nécessité d'une réforme du clergé. Le philosophe, qui n'était coupable que d'avoir dit trop librement la vérité, expia ce crime impardonnable dans une prison, où il fut resserré si étroitement, qu'on ne lui permit de voir personne. On poussa même la barbarie jusqu'à lui refuser la quantité d'alimens nécessaire au soutien de ses forces.

Cependant les moines ignorans, fanatiques et jaloux, qui lui faisaient endurer des traitemens si odieux, n'en retirèrent pas tout le fruit que leur haine implacable se promettait. Ils tourmentèrent leur victime, mais sans pouvoir ternir ni diminuer sa réputation et sa gloire. Bacon trouva même des protecteurs dans quelques grands personnages, bons appréciateurs du mérite et du talent. Plus que tout autre, le cardinal Foulques, envoyé par le pape en Angleterre, pour y défendre ce que Henri III appelait ses droits contre les évêques et les barons, admirait son génie et plaignait son sort. Il lui demanda une copie de ses ouvrages, que Bacon fut contraint de lui refuser, parce que ses supérieurs lui avaient intimé l'ordre de ne communiquer à personne aucun des écrits sortis de sa plume. Mais le cardinal étant monté l'année suivante sur le trône de saint Pierre, où il prit le nom de

Clément IV, Bacon, qui pensa que la défense ne pouvait pas s'étendre jusqu'au souverain pontife, lui écrit pour lui faire savoir qu'il était prêt à le satisfaire. Le sage et libéral pontife lui rendit la liberté, et le prit sous sa protection. Dès lors Bacon jouit d'un repos que ses ennemis n'avaient plus le pouvoir de troubler, et durant lequel il reprit ses études favorites avec plus d'ardeur que jamais.

Mais il ne jouit pas long-temps de cette heureuse sécurité. Clément mourut, et fut remplacé par Nicolas III dans la chaire apostolique. L'envie secoua de nouveau ses serpens. Jérôme d'Esculo, général des Franciscains, qui remplissait l'office de légat en France, et qui vint à Paris en 1278, prêta l'oreille aux calomnies des frères de Bacon, défendit la lecture de ses ouvrages, et rendit contre lui une sentence d'emprisonnement, dont il sollicita de suite la confirmation à Rome, dans la crainte que le philosophe ne demandât que l'affaire fût soumise au tribunal suprême du pape. Il paraît qu'on se servit, pour colorer cette nouvelle persécution, du prétexte des ouvrages que Bacon avait écrits sur l'astrologie judiciaire et sur l'alchimie ; mais le véritable crime du physicien anglais était d'importuner ses frères par le spectacle d'une gloire justement acquise, et d'inspirer des alarmes à leur ambition et à leur avidité, en faisant tous ses efforts pour rendre plus générales des connaissances qui auraient fini par faire ouvrir les yeux au peuple sur la sotte crédulité.

Quoi qu'il en soit, la seconde détention de Bacon dura dix ans. Jérôme d'Esculo fut élu pape, sous le nom de Nicolas IV. Ce choix n'était pas propre à le rassurer : cependant il essaya de fléchir le nouveau pontife. Voulant le convaincre de l'innocence et de l'utilité de ses travaux, et cherchant en même temps à le flatter avec adresse, il lui envoya son *Traité des moyens d'éviter les infirmités de la vieillesse*. Mais le pape pensait encore comme avait pensé autrefois le général des Franciscains, et n'était pas disposé à tolérer la moindre apparence d'innovation. Ce fut seulement vers la fin de son règne que le prisonnier fut élargi, à la sollicitation de quelques gentilhommes anglais.

Rendu une seconde fois à la liberté, Bacon vint terminer ses jours à Oxfort. Il fut enterré dans l'église de son couvent, où l'on a conservé pendant long-temps une cellule dans laquelle il se renfermait pour méditer en repos. C'est là que, livré à la contemplation de la nature, il oubliait les sottises humaines, les calomnies des envieux et les coups des méchants.

Bacon eut, comme l'on voit, une vie fort orageuse. Il compta

quelques amis; mais il se fit des ennemis sans nombre. Aussi fut-il moins heureux qu'admiré; car l'admiration est presque toujours stérile, tandis que la persécution, surtout quand les moines la dirigent, ne manque jamais d'avoir des effets cruels. Tandis qu'il languissait dans un cachot, où les alimens lui étaient disputés, on lui donnait dans les écoles le titre de docteur admirable, qu'il méritait certainement mieux que tant de misérables métaphysiciens auxquels on en prodiguait de non moins emphatiques, et dont le talent consistait à savoir parler, durant des jours entiers, au mépris du bon sens et de la raison, sur des questions que ni eux, ni leurs adversaires, ni leurs auditeurs ne pouvaient comprendre, parce qu'elles sont inintelligibles. La postérité, plus éclairée et plus juste, n'a pas non plus toujours jugé Bacon avec impartialité; car parmi ses panégyristes il en est qui l'ont représenté comme le génie le plus brillant et le plus universel que le monde ait jamais vu. Bacon fut, sans contredit, un homme extraordinaire, surtout si on a égard au siècle où il vivait. Son génie pénétrant, son esprit fin et délicat, son amour pour la vérité, et son assiduité infatigable au travail, l'élevèrent bien au-dessus des préjugés qui, de son temps, arrêtaient la marche de la raison; mais il ne sut cependant pas les secouer tous, puisqu'il croyait à la pierre philosophale, à la transmutation des métaux, et à l'astrologie judiciaire. Personne ne l'a dépeint avec plus de vérité que Voltaire, quand il a dit, en parlant de lui, que c'était de l'or encroûté de toutes les ordures de son siècle.

Un des plus grands services que Bacon ait rendus à la physique générale, et qui seul aurait suffi pour immortaliser son nom, consiste à avoir ramené les physiciens sur la voie de l'observation, depuis si long-temps abandonnée. Il démontra sans réplique qu'on ne peut parvenir à connaître la nature qu'en appliquant les mathématiques à la discussion raisonnée et à la comparaison des faits observés. Il prouva, par son propre exemple, que l'unique moyen d'arriver à des connaissances exactes, est d'observer et d'expérimenter, puis d'appliquer les règles du raisonnement et du calcul à la masse des observations et des expériences. C'était désigner assez clairement la méthode analytique. Quelle activité, quelle persévérance, quelle force de jugement, quel esprit d'invention ne devait-il pas avoir reçus de la nature pour triompher de tous les obstacles qui naissaient à chaque pas devant lui!

D'un autre côté, il a enrichi plusieurs sciences de découvertes importantes; car aucune ne lui était inconnue. Profondément versé en astronomie, il découvrit l'erreur considérable qui exis-

tait dans le calcul de l'année solaire, et qui avait augmenté beaucoup depuis la célèbre réformation de Jules César : il en exposa les causes, et indiqua, d'une manière assez exacte pour mériter depuis les éloges de Copernic, la méthode propre à la rectifier; mais cette grande entreprise, qu'il avait proposée à Clément IV, ne fut exécutée que trois siècles après, en 1582, sous le pontificat et par les ordres de Grégoire XIII, d'après les formules des frères Louis et Antoine Lilio. Il avait des vues profondes en optique, inventa, dit-on, la chambre obscure, et pressentit le télescope, mais sans faire la découverte de ce précieux instrument, dont l'honneur appartient au Hollandais Zacharie Jansen, en 1590. Il fit une autre application utile de son savoir en optique : il montra que les verres convexes peuvent, à raison de la faculté qu'ils ont de grossir les objets, servir avec avantage de lunettes aux vieillards et à toutes les personnes qui ont la vue faible et basse. C'est sans fondement qu'on lui a attribué l'invention de la poudre à canon, qui paraît avoir été déjà connue des Grecs du Bas-Empire, et même des Chinois et des Indiens. Il sut seulement la préparer, ou plutôt il sut composer un mélange susceptible de brûler avec détonnation. Mais s'il n'inventa pas la poudre à canon, à plus forte raison a-t-on eu tort d'en faire généralement honneur au cordelier allemand, Barthold Schwarz, de même aussi que les uns se trompent quand ils disent qu'elle fut employée pour la première fois en 1342 par les Maures assiégés dans Algésiras, et les autres qu'on commença seulement, en 1346, à la bataille de Crecy, à s'en servir.

Bacon avait fait quelques progrès dans la chimie, et il fut le premier qui introduisit cette science parmi ses compatriotes. Il savait que l'alun diffère du vitriol, et connaissait une espèce de feu inextinguible, qui paraît être le phosphore. Il parle aussi du manganèse comme d'un corps très-voisin des métaux; du bismuth, etc. : mais ses idées générales en chimie étaient fort grossières, car il avait adopté la philosophie de Geber et des autres Arabes. Il n'admettait dans les minéraux que deux principes, le mercure et le soufre, dont la réunion engendre tous les métaux. La nature, suivant lui, tend toujours à produire la perfection de l'or; mais s'il survient des accidens qui la troublent dans ses opérations, elle donne naissance aux différens métaux, qui sont eux-mêmes plus ou moins purs, suivant le plus ou moins de pureté ou d'impureté des substances qui entrent dans leur composition. Bacon concluait de là qu'il est facile de convertir tous les métaux en or, et qu'il suffit pour cela d'enlever les impuretés qui le masquent. Il ajoutait que la substance qui enlève ces impuretés, ou

qui réduit les élémens presque à l'égalité, est propre aussi à conserver la vie, parce qu'elle débarrasse le corps humain de toutes les matières impures qui lui communiquent leur corruption. C'est ainsi que raisonnaient, non-seulement tous les alchimistes de profession, mais encore tous les physiciens de bonne foi, jusqu'à l'époque où la chimie prit son rang parmi les sciences, et où les phénomènes dont elle se compose furent classés sous un certain nombre de chefs généraux et ramenés à des principes certains.

Bacon excellait encore dans la mécanique. Il profita de ses talens en ce genre pour construire plusieurs automates, dont la perfection devint la source de contes populaires, trop absurdes pour être rapportés, et moins encore réfutés. — JOURDAN.

1665. *Mort de Digby (Kenelm), métaphysicien anglais.*

Né en 1603, il n'avait que trois ans lorsqu'il perdit son père, Everard, pendu pour cause de complicité dans la fameuse conspiration des poudres. Les facultés étonnantes qu'il développa dès l'âge le plus tendre lui méritèrent l'honneur d'une comparaison avec Pic de La Mirandole. Il n'obtint pas moins de succès quand il entra dans la société, et l'on disait de lui que, dans quelque partie du monde qu'il fût tombé des nues, il aurait su s'y faire respecter, éloger auquel ses ennemis mêmes n'osaient mettre que cette restriction : « Pourvu qu'il ne restât pas plus de six semaines dans le même » endroit. »

Digby reçut plusieurs faveurs de la cour au commencement du règne de Charles I^{er} ; il s'en montra reconnaissant en équipant à ses propres frais une escadre pour aller combattre les Vénitiens et les Algériens, qui étaient en hostilité avec l'Angleterre. Il remporta sur eux un avantage signalé : mais il perdit malheureusement le fruit et l'honneur de cet acte de patriotisme, lorsqu'il abandonna la religion de son pays, dans laquelle il avait été élevé, pour se convertir, pendant un voyage qu'il fit en France, aux croyances catholiques, qui avaient précipité son père au crime et à la mort. Il débuta dans la carrière littéraire par deux ouvrages de controverse religieuse. Les fautes, les revers et le terrible châtiment de Charles I^{er} vinrent distraire Digby de ces discussions puérides. Il embrassa, sinon la cause la plus juste, du moins celle que le malheur devait rendre sacrée aux cœurs généreux ; il se dévoua au parti du roi, et le zèle qu'il déploya le fit renfermer, par ordre du Parlement, dans la prison de Winchester. La captivité n'ébranla pas son courage, et, du fond de son cachot, il

trouvait encore assez de liberté d'esprit pour continuer à exercer sa plume.

Ce fut l'intercession de la reine régente de France qui brisa ses fers. Il passa en France, où il fut accueilli avec empressement par la cour et par les gens de lettres. On raconte que Descartes, qui ne le connaissait que par sa réputation, le reconnut en l'entendant parler. Fortifié par les entretiens de ce grand philosophe, il publia à Paris deux ouvrages, où sont exposés ses doctrines et son système. La métaphysique n'exerçait pas néanmoins un ascendant assez exclusif sur son esprit pour le détacher des intérêts de sa fortune. Après l'entier anéantissement du parti royal, il retourna en Angleterre pour essayer de rentrer dans ses biens. Mais il fut bientôt renvoyé à ses études et à ses méditations par un arrêt du Parlement, qui le condamna à un bannissement perpétuel, sous peine de mort. Il devait cette rigueur à la part que son fils aîné avait prise à une insurrection royaliste, où ce jeune homme avait perdu la vie.

Survivant ainsi à son père et à son fils, immolés tous deux pour avoir lutté contre le pouvoir, il prit l'opposition en dégoût, et, doué d'un esprit trop remuant pour se contenter d'une paisible indépendance, il entra en négociation avec Cromwell, dont il gagna la faveur par les plus humbles protestations d'attachement. Il n'en retourna pas moins, suivant l'usage, à son ancien parti, dès que les Stuarts eurent ressaisi ce pouvoir que l'incapacité de l'un et les attentats de l'autre devaient bientôt leur faire perdre à jamais. On dédaigna en lui le courtisan versatile ; mais le savant reçut une distinction flatteuse, et se vit admis à la Société royale qui venait d'être créée.

Si la partie métaphysique des ouvrages de Digby fourmille de sophismes qu'il devait aux préjugés de sa religion, sa physique reproduit toutes les erreurs contemporaines. Il crut avoir inventé une poudre sympathique pour guérir toutes les blessures. Il chercha, dit-on, un moyen de prolonger indéfiniment la vie humaine. Ayant épousé la fille d'Édouard Stanley, Venetia Anastasia, célèbre par son étonnante beauté, il composa un grand nombre de cosmétiques pour conserver les charmes de son épouse. Entre autres expériences bizarres, il la soumit pendant un certain temps à un régime inexplicable : il ne lui laissait manger que des chapons nourris uniquement avec des vipères. On n'est pas surpris de voir qu'en suivant de telles ordonnances la malheureuse Venetia soit morte à la fleur de l'âge. Son fantasque époux fut plus heureux ; il atteignit sa soixante-deuxième année, et mourut de la

pierre, à Londres, ne laissant qu'un seul fils, avec lequel s'éteignit cette ancienne famille. — N. P.

1756. *Mort de Dumarsais (César-Chesneau), philosophe et grammairien français.*

Ce véritable sage, laborieux et modeste, qui n'apporta dans le monde que du savoir sans savoir faire, fut le jouet des événemens, vécut et mourut pauvre, et ne jouit pas même de son vivant de la renommée que méritaient ses ouvrages et qu'ils obtinrent après sa mort. Né à Marseille, le 17 juillet 1676, il perdit son père au berceau, et resta sous la tutelle d'une mère dissipatrice. A l'âge de sept ans, il décela sa vocation par la douleur que lui inspira la vente d'une bibliothèque léguée par deux oncles, et il détourna tous les livres dont il put s'emparer. Il étudia chez les pères de l'Oratoire de sa ville natale, et, après avoir passé jusqu'à vingt-cinq ans dans leur congrégation, il la quitta pour venir à Paris se marier et embrasser la profession d'avocat.

Ses espérances furent également trompées au barreau et dans son ménage; il abandonna l'un et l'autre pour accepter une place de précepteur auprès du fils du président de Maisons. Ce fut sur l'invitation de ce magistrat qu'il composa un écrit où il faisait prévaloir les doctrines de l'Eglise gallicane contre les absurdes et odieuses usurpations de la cour de Rome. Pénétré d'estime pour ses vertus et pour ses talens, le président voulait assurer son avenir, lorsqu'il fut prévenu par la mort. De l'indigence où il est retombé, Dumarsais se trouve tout-à-coup transporté dans le sanctuaire de la fortune. Le dispensateur des trésors du crédit en France, le célèbre Law, le choisit pour gouverneur de son fils. Obligeant et désintéressé, Dumarsais ne recueillit de ce voisinage éphémère de la source des richesses que l'avantage d'avoir rendu beaucoup de services et fait beaucoup d'ingrats.

Après la chute et la fuite de Law, il fut chargé d'une troisième éducation, celle des fils du marquis de Beaufremont. Il fit sur ses élèves l'expérience d'une nouvelle méthode pour apprendre le latin. Mais, malgré le succès qu'elle obtint dans la pratique, il ne put la livrer à l'impression sans soulever contre lui ces éternels partisans de la routine, ces ennemis opiniâtres de toute améliorations qui aujourd'hui parmi nous ont encore dans l'enseignement de si dignes successeurs. La publication de ses grammaires, fondées sur la logique et sur la philosophie, n'eut pas un sort plus heureux. Son admirable traité *des Tropes*, ou figures, trouva si peu

d'esprits capables d'en comprendre le mérite, qu'un jour un ignorant, qui en avait entendu parler, lui fit compliment de son *Histoire des Tropes*, qu'il prenait pour un peuple d'Amérique. Dumarsais avait cependant envisagé son sujet sous le point de vue le moins abstrait et le plus populaire, lui qui disait avec autant d'esprit que de justesse, qu'il se faisait plus de *Tropes* dans un jour de marché que dans une séance académique.

Le malheur le poursuivait sans relâche. Fatigué des éducations particulières, qui ne lui offraient aucune apparence de stabilité, il ouvrit une pension au faubourg Saint-Victor, et, malgré la supériorité de ses talents, n'y trouva qu'une ressource insuffisante. Il apprend la mort de son fils, qui avait acquis au Cap-Vert une brillante opulence; mais la distance des lieux et l'adresse des gens de loi le frustrèrent de l'héritage. Ce fut vers cette époque que, touché de sa misère, le fameux Lauraguais lui assura une pension de mille-francs. Tous ses amis étaient loin de suivre l'exemple de cette générosité. L'un d'eux disait avec une naïveté d'avare : « C'est » un bien honnête homme que Dumarsais; il est mon ami depuis » quarante ans; il est pauvre, et ne m'a jamais rien demandé. » Enfin, Dumarsais mourut à quatre-vingts ans, sous le poids des infirmités de la vieillesse, qu'aggravait encore le sentiment de l'injustice des hommes. Loin que les dépositaires de l'autorité eussent rien fait pour encourager ses travaux; loin qu'aucune société savante se fût honorée en l'accueillant dans son sein, il fut attaqué par les coteries et opprimé par les douaniers de la pensée. Un de ses ouvrages resta inédit, parce qu'il ne put obtenir la liberté de le livrer au public, ni par les plus instantes sollicitations, ni par l'offre même de le soumettre au tribunal de l'Inquisition. Tel était ce temps heureux, ce gouvernement-modèle qu'on s'efforce de nous ramener aujourd'hui.

Une entière justice, quoique stérile pour son bonheur, a dû moins être rendue à Dumarsais, tant pour la profondeur de son esprit et l'utilité de ses travaux, que pour la simplicité de ses mœurs et sa constance dans l'adversité. Fontenelle disait de lui : « C'est le nigaud le plus spirituel, et l'homme d'esprit le plus ni- » gaud. » D'Alembert l'appelait le La Fontaine des philosophes. Enfin, Voltaire lui a décerné un éloge qui pourrait passer aujourd'hui pour une épigramme contre la foule de nos savans de nom, intriguans par état : « Dumarsais, dit l'auteur du *Siècle de Louis XIV*, » fut du nombre de ces philosophes obscurs, dont Paris est plein, » qui jugent sainement de tout, qui vivent entre eux dans la paix » et la communication de la raison, ignorés des grands et très-

» redoutés de ces charlatans en tout genre qui veulent dominer
 » sur les esprits La foule de ces hommes sages est une suite de
 » l'esprit du siècle. » Aujourd'hui encore subsiste cet exemple de
 la république des lettres, partagée en deux classes : les *inutiles*,
 qui ont les titres et les faveurs ; les *habiles*, qui n'ont que l'estime
 publique, encore même bien souvent tardive ou posthume. Cela
 s'explique : ceux qui emploient leur talent n'ont pas le temps de
 le perfectionner ; ceux qui le perfectionnent, n'ont pas le temps
 d'en soigner l'exploitation. — PAUL DUPONT.

POLITIQUE.

12 JUIN 455. *Entrée de Genséric à Rome.*

Maxime s'était vengé de l'outrage que l'empereur Valentinien III avait porté à son honneur, en l'immolant. (*Voy.* 16 MARS 455.) Pour rendre la vengeance plus complète, il avait usurpé sa couronne et épousé sa veuve. Mais à peine couronné, l'explorateur de Rome se montra incapable de soutenir le fardeau qu'il s'était imposé. Eudoxie, dont il avait cru gagner le cœur en lui déclarant qu'il n'avait tué Valentinien que par amour pour elle, s'indigna de cet aveu, et, dans sa vertueuse fureur, elle écrivit à Genséric pour implorer son secours, l'assurant qu'elle lui ouvrirait les chemins de l'Italie. Le Barbare, qui depuis longtemps convoitait cette riche proie, s'élança des bords africains où il avait fondé une puissance (*voy.* 11 FÉVRIER 430), et vint débarquer à l'embouchure du Tibre. A cette nouvelle, le lâche Maxime ne songea qu'à fuir ; mais le peuple l'accabla de mépris, et ses propres soldats le percèrent de leur épée : son cadavre fut mis en pièces et jeté dans le Tibre. Trois jours après Genséric entre dans Rome, sans trouver de résistance. Le pape saint Léon avait obtenu de lui la promesse qu'il épargnerait les personnes et les biens des habitants. En dépit de cette promesse, le pillage dura quatorze jours. Tous les trésors du palais impérial ou des églises, les richesses des particuliers, les monumens des arts rassemblés dans la capitale du monde, passèrent sur les vaisseaux des Barbares ; ils emportèrent jusqu'à la couverture dorée du temple de Jupiter Capitolin, jusqu'aux dépouilles du temple de Jérusalem, conquises autrefois par Titus. Parmi les habitants des deux sexes, les Vandales choisirent les plus jeunes et les plus industrieux. Eudoxie elle-même ne fut pas à l'abri de leur violence ; emmenée captive en Afrique, et renfermée dans une étroite prison, elle eut le temps de maudire la funeste pensée qui lui avait

dicté sa lettre au roi des Vandales. (*Voy.* 24 JANVIER 477, *Mort de Genséric.*)

1418. *Massacres à Paris dans les prisons, et mort du comte d'Armagnac.*

Dans une période de ces temps déplorables où des princes ambitieux se disputaient la tutelle d'un monarque insensé; quand l'Anglais s'avancait tous les jours en France; quand Paris tremblait devant ce comte d'Armagnac, nommé connétable et premier ministre après la journée d'Azincourt, d'abord vendu au parti de l'étranger, maintenant l'âme du parti d'Orléans, auquel il avait donné son nom, des propositions de paix furent faites par le duc de Bourgogne et acceptées par le conseil du Roi. Mais le connétable avait refusé de venir aux conférences, et déclaré qu'il ne traiterait jamais avec l'assassin du duc d'Orléans, dont le fils avait épousé sa fille. On le sut à Paris, et au moment même, où son autorité y paraissait le plus solidement établie, le fils d'un simple marchand de fer, Perrinet Le Clerc, livra les clefs de cette ville au seigneur de L'Ile-Adam, qui s'y introduisit dans la nuit du 28 au 29 mai 1418, suivi d'une troupe de Bourguignons. Les Armagnacs, surpris, ne purent tenter aucune résistance; les uns se cachèrent dans des caves, dans des celliers; les autres, saisis dans leurs lits, furent traînés dans les prisons. Au premier bruit, Tanneguy Duchâtel, prévôt de Paris, avait couru chez le Dauphin, et l'ayant enveloppé dans le drap de son lit, l'avait porté à la Bastille. Le connétable, qui s'était réfugié chez un maçon, fut découvert et conduit au Châtelet.

Quoique le désordre eût été grand le premier jour, trois hommes seulement avaient péri, disait-on, pour avoir crié *Vive Armagnac!* Bientôt Tanneguy Duchâtel, enhardi par le petit nombre des Bourguignons, essaya un coup de main pour reprendre la ville; il fut repoussé et perdit plus de quatre cents hommes. Alors la populace, tout émue d'épouvante et de fureur, commença les massacres, allant dans les hôtelleries et dans les maisons chercher les Armagnacs, et les assommant dans les rues à coups de hache. Ce n'était encore qu'un prélude aux horribles journées du 12 juin et du 20 août.

Bien qu'il arrivât continuellement de la province des nouvelles favorables à la cause du duc de Bourgogne, l'alarme régnait toujours parmi le peuple; chaque nuit on criait aux armes, on allumait des feux. Enfin, sous le prétexte que les Armagnacs reve-

naient pour délivrer les prisonniers, les plus furieux s'écrièrent « que la ville et les bourgeois n'auraient jamais de repos tant » qu'il resterait un Armagnac, » et ils se portèrent vers les prisons au nombre de plus de quarante mille. Le nouveau prévôt, Guy de Bar, L'Ile-Adam et quelques autres seigneurs tâchèrent en vain de les retenir. « Quand le prévôt, dit un historien, les vit enflam- » més d'une telle rage, il n'osa plus leur résister. *Mes amis,* » *faites ce qu'il vous plaira,* dit-il. Ils accoururent d'abord à la » tour du Palais, où se trouvaient le chancelier et le connétable » qu'on y avait transférés; ils les tirèrent dans la cour, les tuèrent, » les dépouillèrent; puis, avec une horrible cruauté, ils décou- » pèrent sur le corps du connétable une lanière de sa peau, qui des- » cendait de l'épaule droite au côté gauche, pour figurer l'écharpe » des Armagnacs.

» De là ils coururent à la prison du prieuré de Saint-Eloi, » proche du Palais, et tuèrent à coups d'épée et de hache ceux » qui y étaient renfermés. Le sire de Villette, abbé de Saint-Denis, » avait revêtu ses ornemens sacerdotaux, et s'était réfugié à l'au- » tel dans la chapelle, où il tenait élevée la sainte hostie. Rien ne » pouvait rappeler ces furieux au respect ni à la pitié. Déjà ils agi- » taient autour de la tête du saint abbé leurs haches qui dégout- » taient de sang sur sa chasuble; heureusement le sire de L'Ile- » Adam arriva, et parvint, non sans peine, à sauver cet homme » vénérable.

» Puis, ils se précipitèrent au Petit-Châtelet. Un des leurs s'in- » troduisit dans la prison, et faisant l'appel des prisonniers, il les » faisait sortir chacun à leur tour. A mesure qu'ils passaient le » guichet en courbant la tête, les assassins les frappaient de leurs » haches et de leurs épées, les abattaient, puis jetaient leurs » corps dans la rue. Ensuite ils se portèrent au Grand- » Châtelet, où était entassée une foule de prisonniers. Quelques- » uns s'étaient procuré des armes, et comme cette prison était » forte, aidés de leurs gardiens, ils défendirent l'entrée pendant » près de deux heures; on les étouffa de fumée; puis, pénétrant » dans la prison, les assassins jetaient les prisonniers par les fe- » nêtres sur les fers des piques qu'on présentait pour les recevoir.

» Les prisons de Saint-Martin-des-Champs, de Saint-Magloire, » du Temple furent forcées de même, et tous ceux qui s'y trou- » vaient mis à mort, hormis dans la prison du Louvre, par res- » pect pour la présence du Roi. Ces furieux n'écoutaient rien, ne » regardaient rien. Il y eut des concierges et des geôliers massa- » crés. Les prisonniers pour dettes furent égorgés comme les autres,

» bien qu'il y en eût qu'on savait du parti Bourguignon. On avait
 » du sang jusqu'à la cheville dans la cour des prisons. On tua
 » dans la ville et dans les rues. Mille horreurs se commet-
 » taient sur les cadavres; on leur faisait une écharpe sanglante
 » comme au connétable; on les traînait dans les rues. Les corps
 » du comte d'Armagnac, du chancelier, de Raymond de la Guerre
 » furent ainsi promenés sur une claie dans toute la ville, puis lais-
 » sés durant trois jours sur les degrés du palais.

» Enfin, le massacre dura sans interruption depuis quatre heu-
 » res du matin jusqu'à onze heures, sans qu'on pût arrêter cette
 » populace furieuse. Quelque déplaisir qu'en éprouvassent les
 » seigneurs bourguignons, il n'y en avait pas un assez hardi pour
 » dire autre chose que : *Mes enfans, vous faites bien*. On estima com-
 » munément que, dans cette journée, il avait péri quinze cents
 » personnes; d'autres disaient le double. On rendit compte au Par-
 » lement de plus de huit cents. Les serviteurs du duc de Bourgo-
 » gne lui écrivirent quatre cents ⁽¹⁾. »

L'ordre ne se rétablit pas encore après cette première débau-
 che de crimes; la disette et la guerre, qui se faisait presque aux
 portes de la ville, en provoquèrent une seconde. Le 20 août, le
 Châtelet subit un siège et fut forcé, la Bastille ne protégea pas
 mieux les malheureux, détenus dans son enceinte. Ces nouveaux
 excès furent commis en présence même du duc de Bourgogne,
 qui n'avait pu les empêcher, mais qui s'occupa ensuite d'en punir
 l'un des moteurs principaux, le bourreau Capeluche, à qui son
 valet même trancha la tête.

Quand le sang eut cessé de couler dans Paris, la famine et la
 misère y engendrèrent la peste, et cinquante mille personnes
 périrent en six semaines. Abattu, consterné, le duc de Bourgogne
 cherchait à négocier avec le Dauphin, qui cette fois refusa la
 paix. La guerre continua donc, pour ne cesser que quelque
 temps avant l'entrevue fatale du pont de Montereau. (Voy. 10
 SEPTEMBRE 1419, *Assassinat de Jean-sans-Peur*.)

1672. *Passage du Rhin par Louis XIV.*

Le passage du Rhin fut l'épisode le plus célèbre de la guerre
 commencée en 1672, et terminée en 1678 par le traité de Nimè-
 gue. (Voy. 10 AOÛT.) Maître de la partie des Pays-Bas espagnols,
 nommée depuis Flandre française, Louis XIV voulut conquérir

(1) DE BARANTE, *Histoire des ducs de Bourgogne*.

la Hollande, et n'obtint que la cession de la Franche-Comté, faible résultat pour un début si brillant, et pour un si pompeux appareil de forces militaires.

Ainsi que Voltaire l'a remarqué, « contre Turenne, Condé, » Luxembourg, Vauban, cent trente mille combattans, une artillerie prodigieuse, et de l'argent avec lequel on attaquait encore la fidélité des places ennemies, la Hollande n'avait à opposer qu'un jeune prince d'une constitution faible, qui n'avait vu ni sièges, ni combats, et environ vingt-cinq mille soldats, en quoi consistait alors toute la garde du pays. » Le prince d'Orange ne put d'abord rien opposer au torrent qui se débordait sur sa patrie. Toutes les places se rendaient à la seule vue des troupes françaises, et la Hollande s'attendait à passer sous le joug dès que le Roi serait au-delà du Rhin.

Les guerres de la révolution nous ont trop familiarisés avec le passage de ce fleuve, pour que la merveille du siècle de Louis le Grand n'ait pas beaucoup perdu de son prestige : mais du temps de ce prince, on n'avait d'autre précédent à citer que celui de César. Aussi Boileau, dans sa belle épître, faisait-il dire à l'une des Naiades, fuyant devant le monarque français :

Et depuis ce Romain, dont l'insolent passage
Sur un pont en deux jours trompa tous tes efforts,
Jamais rien de si grand n'a paru sur tes bords.

Louis XIV, ou plutôt Condé, surpassa César en audace. Son dessein primitif était de passer le fleuve sur un pont formé de petits bateaux de cuivre; mais des gens du pays l'avertirent que la sécheresse avait formé un gué sur un bras du Rhin, auprès d'une vieille tourelle que l'on appelait *Toll-Huys*, maison du péage. Le comte de Guiche sonda le gué; il n'y avait environ que vingt pas à nager au milieu de ce bras du fleuve. Cet espace n'était rien, parce que plusieurs chevaux de front rompaient le courant, d'ailleurs très-peu rapide. De l'autre côté, l'abord était facile, et il ne se trouvait que quatre à cinq cents cavaliers et deux faibles régimens d'infanterie sans canon, que foudroyait en flanc l'artillerie française.

« Tandis que la maison du Roi et les meilleures troupes de cavalerie passèrent sans risque, au nombre d'environ quinze mille hommes, le prince de Condé les côtoyait dans un bateau de cuivre. A peine quelques cavaliers hollandais entrèrent dans la rivière pour faire semblant de combattre; ils s'enfuirent instant d'après devant la multitude qui venait à eux. On ne perdit

» dans le passage que le comte de Nogent et quelques cavaliers
 » qui, s'étant écartés du gué, se noyèrent; et il n'y aurait eu per-
 » sonne de tué dans cette journée, sans l'imprudence du duc de
 » Longueville. On dit qu'ayant la tête pleine des fumées du vin, il
 » tira un coup de pistolet sur les ennemis qui demandaient la vie
 » à genoux, en leur criant : *Point de quartier pour cette canaille.* Il
 » tua du coup un de leurs officiers. L'infanterie hollandaise, dés-
 » espérée, reprit à l'instant ses armes, et fit une décharge dont le
 » duc de Longueville fut tué. Un capitaine de cavalerie, nommé
 » Ossembroek, qui ne s'était point enfui avec les autres, court au
 » prince de Condé, qui montait alors à cheval en sortant de la ri-
 » vière, et lui appuie son pistolet à la tête. Le prince, par un mou-
 » vement, détourne le coup qui lui fracassa le poignet. Condé ne
 » reçut jamais que cette blessure dans toutes ses campagnes. Les
 » Français, irrités, firent main basse sur cette infanterie, qui se
 » mit à fuir de tous côtés. Louis XIV passa sur un pont de ba-
 » teaux, après avoir lui-même dirigé toute la marche. » « Tel fut,
 » ajoute Voltaire, ce passage du Rhin, action éclatante et unique,
 » célébrée alors comme un des grands événemens qui dussent oc-
 » cuper la mémoire des hommes. »

Pour le rendre tel, il ne lui avait manqué que de s'être opéré en présence d'une armée retranchée, sous l'artillerie d'une forteresse imprenable, et malgré la résistance d'un corps de bonnes troupes. L'imagination des Parisiens, qui n'avaient jamais vu la guerre; l'idolâtrie des courtisans, qui l'avaient vue en courtisans, ajoutèrent tout ce qui manquait à la réalité. Boileau lui-même eut soin d'ennoblier l'extrême prudence du Roi, qui n'avait passé le fleuve qu'à pied sec et après tous les autres, par ces vers, du sens le plus adroit et le plus heureux :

Louis, les animant du feu de son courage,
 Se plaint de sa grandeur qui l'attache au rivage.

1734. Mort du maréchal de Berwick (Jacques Fitz-James, duc de).

Fils naturel du duc d'York, depuis Jacques II, et d'Arabella Churchill, sœur du duc de Marlborough, cet illustre maréchal naquit le 21 août 1670, et porta d'abord le nom de Fitz-James. « Telle fut, dit Montesquieu dans l'ébauche de son éloge histo-
 » rique, l'étoile de cette maison de Churchill, qu'il en sortit deux
 » hommes, dont l'un, dans le même temps, fut destiné à ébranler
 » et l'autre à soutenir les deux plus grandes monarchies de
 » l'Europe. »

Élevé en France, le jeune Fitz-James alla faire son apprentissage militaire en Hongrie, sous le duc de Lorraine, général de l'empereur Léopold 1^{er}. Vers 1687, Jacques II créa son fils duc de Berwick, et ce fut presque l'un des derniers actes de sa courte royauté. Après la révolution, qui mit Guillaume III sur le trône, Berwick suivit son père en Irlande; il y fut blessé grièvement dans un combat, et il a soin de remarquer dans ses mémoires que ce fut la seule fois de sa vie. Il assista à la bataille de la Boyne (voy. 11 JUILLET 1690); deux ans plus tard, des côtes de la Normandie, il vit l'avenir de sa race s'abîmer dans les flots avec l'escadre de Tourville (voy. 28 MAI 1701). Ensuite il vint servir en Flandre, sous le maréchal de Luxembourg, et combattit à Steinkerke, à Nérvinde, où il fut fait prisonnier. En 1696, il entreprit inutilement une mission relative à un nouveau projet d'expédition en Angleterre. En 1702 et 1703, il servit sous le duc de Bourgogne, puis, sous Villeroi. A cette époque, il se fit naturaliser Français.

La gloire l'attendait en Espagne, et cependant la première fois qu'il y parut, en 1704, ce fut pour en être presque aussitôt rappelé. L'année suivante, il alla commander en Languedoc contre les Camisards. Devenu maréchal de France en 1706, il retourna en Espagne, et y rétablit les affaires, qui semblaient désespérées. La victoire d'Almanza, qu'il remporta le 25 avril 1707 (voy. cette date), rendit à Philippe V le royaume de Valence, et fut suivie de plusieurs autres notables avantages. Berwick changea bientôt de théâtre. Appelé successivement en Flandre, sur le Rhin, sur la Moselle, dans le Dauphiné, il couvrit pendant quatre ans cette province, et sa belle défense mérita d'être comparée à celles de Catinat et de Villars, sans qu'on pût décider auquel des trois généraux appartenait la supériorité. Chargé d'un nouveau commandement en Catalogne, il assiégea et prit Barcelone en 1713. Trois ans après, il fut nommé commandant en Guyenne; en 1718 et 1719, il eut la douleur d'être forcé de combattre le roi d'Espagne, dont son bras avait sauvé le trône, et près duquel était resté son fils avec le titre de *duc de Liria*.

La guerre de 1733 vint arracher Berwick au repos dont il jouissait. Il avait conseillé le siège de Philipsbourg : la tranchée fut ouverte le 1^{er} juin 1734. De part et d'autre on déployait une audace et une valeur égales. L'armée française était disposée dans un ordre tel que le prince Eugène n'osait l'attaquer : le commandant de la place, à la tête d'une garnison nombreuse, annonçait une résistance opiniâtre. Dans une reconnaissance, Berwick s'avança im-

prudemment, et se trouva placé entre le feu des assiégeans et celui des assiégés : un boulet frappa mortellement le vainqueur d'Almanza. En apprenant cette nouvelle, Villars mourant s'écria : « J'ai toujours eu raison de dire que cet homme-là était plus heureux que moi. » (V. 17 JUIN 1734, *Mort du maréchal de Villars.*)

« Jamais, dit Montesquieu, rien n'a mieux représenté cet état » où l'on sait que se trouva la France à la mort de M. de Turenne. » Je me souviens du moment où cette nouvelle arriva : la contestation fut générale. Tous deux ils avaient laissé des desseins interrompus ; tous les deux, une armée en péril ; tous les deux finirent d'une mort qui intéresse plus que les morts communes : tous les deux avaient ce mérite modeste pour lequel on aime à s'attendrir et que l'on aime à regretter. » Voici encore quelques traits du grand écrivain peignant le grand homme de guerre : « Son air froid, un peu sec, et même quelquefois un peu sévère faisait que quelquefois il aurait semblé un peu déplacé dans notre nation, si les grandes âmes et le mérite personnel avaient un pays. Il ne savait jamais dire de ces choses qu'on appelle de jolies choses..... Jamais personne n'a su mieux éviter les excès ; ou si j'ose me servir de ce terme, les pièges des vertus..... J'ai vu de loin dans les livres de Plutarque ce que c'étaient que les grands hommes : j'ai vu en lui de plus près ce qu'ils sont. » — E. M.

1798. *Prise de l'île de Malte.*

L'expédition d'Égypte avait mis à la voile le 19 mai 1798 (voy. cette date) : elle se trouva le 9 juin à la hauteur de Malte, dont Bonaparte avait résolu de s'emparer, d'abord parce que cette île commandait la navigation de la Méditerranée, et qu'ensuite, l'Angleterre, si on ne la prévenait, ne manquerait pas de s'en saisir.

L'ordre de Malte, comme toutes les institutions du moyen âge, avait dès long-temps perdu son objet et sa dignité. N'ayant plus de pèlerins à défendre, il s'était réduit à protéger les nations chrétiennes contre les incursions des Barbaresques : mais c'était la mission dont il s'occupait le moins. Les biens immenses qu'il possédait en Espagne, en Italie, en Allemagne, et qui auraient pu suffire à l'entretien d'une marine formidable, se consumaient en faste et en voluptés. Deux ou trois vieilles frégates pourrissaient dans le port ; il n'en sortait annuellement que quatre à cinq galères, qui, très-soigneuses d'éviter les Barbaresques, allaient donner et recevoir des fêtes dans les ports d'Italie. Voilà comment se faisaient les caravanes des jeunes chevaliers, dont pas un seul

n'avait vu en face les pirates d'Alger ou de Tripoli. L'ordre n'inspirant plus aucun intérêt, en France on lui avait enlevé ses biens, et Bonaparte les fit séquestrer en Italie, sans qu'aucune réclamation s'élevât en sa faveur.

Le général français avait d'avance pratiqué des intelligences dans l'île : il lui fallait un prétexte pour s'y arrêter ; il demanda au grand-maître Ferdinand de Hompesch la faculté de faire de l'eau. Cette demande ayant été accueillie par un refus, le lendemain les troupes françaises débarquèrent, et investirent Lavallette, l'une des plus fortes places de l'Europe, comptant à peu près trente mille âmes de population. L'artillerie canonna les forts : les chevaliers ne répondirent que faiblement : plusieurs furent pris dans une sortie. La discorde se mit à l'intérieur : les chevaliers français déclarèrent qu'ils ne pouvaient se battre contre leurs compatriotes. Enfin, après un essai de défense plus honteux qu'une reddition immédiate, le grand-maître capitula au nom de l'ordre tout entier. La souveraineté de Malte et des îles en dépendant fut abandonnée à la France, qui en retour promit son intervention au congrès de Radstadt pour faire obtenir au grand-maître une principauté en Allemagne, et, à défaut, elle lui assura une pension viagère de trois cent mille francs, et six cent mille francs comptant d'indemnité. Les autres chevaliers obtinrent des avantages ou des promesses.

Ainsi tomba l'ordre de Malte, deux cent soixante-huit ans après la donation de l'île par Charles-Quint. Le pavillon tricolore affranchit ce dernier asile de la chevalerie religieuse, dont l'origine remontait aux croisades. En visitant les fortifications, Caffarelli Dufalga disait avec autant de justesse que d'esprit : *Nous sommes bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour nous en ouvrir les portes.*

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1575. Mort de Renée de France, duchesse de Ferrare.

Fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, cette princesse naquit à Blois, le 25 octobre 1510. Promise tour à tour à divers princes ou souverains d'Espagne, d'Autriche et d'Angleterre, elle épousa, en 1528, Hercule II, duc de Ferrare, et lui apporta en dot les duchés de Chartres et de Montargis. Une âme forte, beaucoup d'esprit et d'instruction composaient en elle l'absence des dons extérieurs. Elle savait le grec et le latin, l'histoire et les mathématiques ; le fameux Luc Gauric lui enseigna l'astrologie.

(Voy. 6 MARS 1558.) Protégés par elle, les hommes de lettres et les artistes se pressèrent à la cour de Ferrare : Calvin, exilé de sa patrie, y vint aussi, et Renée voulut apprendre de lui-même les motifs qui l'engageaient à rompre avec l'église romaine. Cette révélation l'ébranla, et le poète Marot, qu'elle prit pour secrétaire, la confirma encore dans son penchant à la nouvelle doctrine. « Peut-être, dit Brantôme, que, se ressentant des mauvais tours que les papes avaient faits au roi son père, en tant de sortes, elle renia leur puissance, et se sépara de leur obéissance, ne pouvant faire pis, étant femme. Je tiens de bonne source qu'elle le disait souvent. » Pour ramener sa femme au giron de l'Eglise, le duc de Ferrare commença par chasser Marot et tous les étrangers suspects d'hérésie ; puis il appela de France un certain inquisiteur, nommé Oriz, que lui prêta Henri II et auquel il soumit Renée ; mais les exhortations et les moyens de rigueur ne produisirent aucun effet. Au retour de la désastreuse expédition contre Naples, la duchesse sauva dix mille Français, qui seraient morts de faim sans elle (1557) : trois ans après, le duc étant mort, elle revint en France, alla droit aux Etats-Généraux assemblés à Orléans, où elle prit hautement la défense du prince de Condé, qui venait d'être arrêté. Sans approuver les guerres auxquelles la religion servait de prétexte, Renée ouvrit, dans son château de Montargis, un asile aux proscrits de toutes les opinions et de toutes les sectes. Le duc de Guise lui ayant fait demander quelques gentilshommes réfugiés chez elle, la menaçant d'un siège en cas de refus, Renée lui répondit par son envoyé : « Avisez bien à ce que vous ferez ; sachez que personne n'a le droit de me commander que le roi même, et que si vous en venez à l'exécution de vos menaces, je me mettrai la première à la brèche, où j'es- saierai si vous avez l'audace de tuer une fille de roi, dont le ciel et la terre seraient obligés de venger la mort sur vous et votre ligne, jusqu'aux enfans au berceau. » Renée mourut à Montargis : elle avait eu de son mariage Alfonse II, l'hôte du Tasse, le cardinal d'Este, avec lequel le poète vint en France, et trois filles, Anne, mariée au duc de Guise, ensuite au duc de Nemours ; Lucrèce, duchesse d'Urbain, et Léonore, qui fut tant aimée de l'auteur de la Jérusalem. — X.

1799. *Mort du chevalier de Saint-George.*

Ce mulâtre si fameux par son habileté prodigieuse dans tous les exercices du corps et dans ce qu'on appelle les arts d'agrément,

était né en 1745, à la Guadeloupe, et avait pour père le fermier général, M. de Boulogne, qui l'amena fort jeune en France. Destiné à y vivre au milieu d'une noblesse hautaine, un instinct secret dut lui apprendre qu'il aurait à essayer, par rapport à la couleur de sa peau, des dédains, des bravades, et il se pourvut de moyens efficaces pour imposer aux fanfarons. Sans négliger de plus sérieuses études, il mit si bien à profit les leçons de La Boëssière, fameux maître d'escrime, chez lequel il était entré comme pensionnaire à l'âge de treize ans, qu'en peu d'années il devint le plus fort tireur de la salle la plus célèbre à cette époque. A mesure que l'âge développait sa taille avantageuse, sa force et son agilité plus qu'ordinaires, Saint-George acquérait une égale supériorité dans tous les autres exercices : « Personne ne pouvait l'atteindre à la » course; il dansait avec un agrément merveilleux, montait à » cru les chevaux les plus difficiles; et l'hiver, quand la glace » fermait les rivières, c'était un passe-temps pour la haute société » que d'aller voir *patiner* Saint-George, tant il avait perfectionné » un art si frivole; enfin, dans un concert, nul ne le surpassait sur » le violon....; son aptitude pour la musique était telle, qu'il exé- » cutait parfaitement un air avec son fouet (1). »

On conçoit quels dûrent être les succès d'un cavalier si accompli : des grâces, un esprit vif et cultivé, des manières du meilleur ton, un air doux, que ne démentait pas son excellent caractère, joints à tant d'autres avantages, faisaient aisément oublier, dans les boudoirs, et les cheveux crépus et la peau plus que basanée du beau créole, dont le teint était plus foncé que ne l'est ordinairement celui des mulâtres.

D'abord mousquetaire, puis écuyer de madame de Montesson, et ensuite capitaine des gardes du duc de Chartres, Saint-George, lorsque la révolution éclata, se trouva, par suite de sa position, mêlé à toutes les intrigues dont le Palais-Royal était le foyer. On assure que ce fut sur les ordres secrets du duc d'Orléans, qu'au mois de juin 1791, il se rendit à Tournai, sous prétexte d'y donner un concert aux amateurs, mais effectivement pour tenter de conquérir au parti de son patron, les émigrés qui se trouvaient en cette ville. Quoi qu'il en soit, loin de l'accueillir, ceux-ci l'éconduisirent outrageusement, et il s'en retourna sans montrer la moindre humeur, mais bien décidé à soutenir ouvertement la cause contre laquelle ses offenseurs étaient armés. Lorsqu'en 1792 les Prussiens envahirent le sol de la France, Saint-George fit des prodiges de

(1) *Biogr. univ.*

valeur, à la tête d'un corps de cavalerie qu'il avait levé et conduit, en qualité de colonel, à l'armée du Nord. Dans cette mémorable campagne, il servait sous les ordres de Dumouriez, dont il fut des premiers à dénoncer la défection. Son patriotisme ne le préserva pas des persécutions ordonnées par les tyrans de la France au nom de la liberté. Arrêté à Paris et incarcéré comme suspect pendant le règne de la terreur, il fut, comme tant d'autres, rendu à la liberté par la chute de Robespierre (*voy.* 27 JUILLET 1794); mais depuis lors il cessa de prendre part aux affaires publiques. Une maladie de vessie, dont le traitement l'eût astreint à un régime sévère, et que pour cette raison il négligea totalement, l'enleva, le 12 juin 1799, après de longues souffrances.

Saint-George avait composé les partitions de plusieurs opéras comiques qui n'ont pas eu de succès : les connaisseurs de l'époque en louèrent le caractère gracieux et délicat ; mais le manque de caractère et de variété s'y faisait trop sentir. C'est aussi ce qu'on peut reprocher aux *concertos* qu'il a écrits et qui toutefois eurent dans le temps un succès de vogue. Le *menuet* qui porte son nom, autrefois si goûté, ne se trouve plus que dans les anciennes méthodes d'instrumens. On raconte que le virtuose créole s'étant présenté, en 1776, à la tête de quelques capitalistes, pour l'entreprise de l'Académie royale de musique, qu'alors il était question de confier à une régie, plusieurs des principales actrices, les Arnould, les Guimard et autres, se hâtèrent de représenter à la reine, dans un placet, que leur *honneur* et leurs privilèges ne leur permettaient pas d'être soumises à la direction d'un mulâtre. Par suite de cette réclamation, on rejeta les propositions de Saint-George.

P. DE CHAMROBERT.

POLITIQUE.

13 JUIN 1769. *Soumission de l'île de Corse.*

S'il était vrai que l'aptitude au métier des armes, des mœurs agrestes, l'amour de la patrie et l'instinct de la liberté fussent des conditions suffisantes pour assurer l'indépendance d'un peuple habitant des montagnes et qui a conservé les liens de famille dans toute leur vigueur primitive, la Corse n'eût jamais connu le joug étranger. Tel ne fut pas le sort de cette île magnifique, que la nature a pourvue de tous ses trésors et entourée de havres, de golfes et de ports, comme si elle eût dû être le berceau d'une république maritime. Théâtre presque continuel de guerres sanglantes, elle fut au contraire, dès les temps les plus reculés, une

proie toujours convoitée quoique toujours incertaine : accablée par des vainqueurs avides, elle leur était incessamment ravie par d'autres dominateurs. C'est ainsi que du joug des Carthaginois, qui l'avaient enlevée aux Phéniciens, elle passa sous celui des Romains, qui n'en purent être jamais tranquilles possesseurs ; ainsi, dans des temps plus rapprochés, les Sarrasins, après en avoir chassé les Goths, et l'avoir instituée en royaume, se la virent disputer par les chrétiens, au nom du saint Siège, qui long-temps en disposa comme d'un fief de sa mouvance ⁽¹⁾. Elle finit par tomber sous l'oppression de Gènes, qui plus d'une fois devait trafiquer de ses prétendus droits sur cette possession toujours prête à lui échapper. Dès 1465, cette république céda la Corse en presque totalité au duc de Milan, François Sforza, et la France se trouva y avoir également des prétentions, dont toutefois elle semble n'avoir jamais usé que comme d'un prétexte pour troubler la domination de ses ennemis durant ses querelles en Italie. Il est évident que Henri II n'avait point d'autre objet en vue lorsqu'il entreprit, en 1553, une expédition contre la Corse.

Malgré tous les obstacles qui s'opposaient à ce dessein, qu'il lui avait fallu souvent ajourner, et qu'elle épiait toujours l'occasion d'accomplir, Gènes, au prix de bien du sang répandu de part et d'autre, parvint à établir sa domination sur toute la Corse. Bien entendu qu'il fallut aux vainqueurs des dédommagemens pour de si constans efforts : il ne fut plus permis aux Corses d'exporter leurs productions, qu'ils étaient obligés de vendre, sans concurrence, aux Génois, maîtres du prix. « Tous les deux ans on envoyait un » Génois comme gouverneur, qui ne pensait qu'à s'enrichir ; et si » l'on portait des plaintes au sénat, le crédit étouffait le cri de la » justice. Les commissaires inférieurs et les lieutenans suivaient » le même exemple avec la même impunité. » La Corse languit des siècles entiers dans cette outrageuse dépendance, jusqu'à ce que, des intérêts de religion se joignant à ses légitimes motifs de haine contre un oppresseur cupide, le peuple s'insurgea, au péril

(1) Quelques auteurs prétendent qu'un roi de France en avait fait la donation au saint Siège avant 1079, époque à laquelle Grégoire VII manifestait, dans un bref, des prétentions à la souveraineté de cette île, dont Urbain II conférait la possession à l'évêque de Pise, en 1091, avec des réserves pour la cour de Rome. Par une bulle de 1297, Boniface VIII la donna en fief, avec la Sardaigne, au roi d'Aragon, Jacques II, qui en fit hommage en 1305. Vingt ans plus tard, Jean XXII exigea le renouvellement de cet hommage, qui fut pareillement prêté, en 1337, entré les mains de Benoît XII, par un des successeurs de Jacques d'Aragon. Enfin, en l'an 1446, un bref d'Eugène IV en établit pour gouverneur l'évêque de Ferrare.

d'aggraver encore sa misérable situation. La république de Gênes avait recueilli en 1677, et établi sur le territoire de la Corse une colonie de Grecs, sortis de la Morée au nombre de mille, et avait garanti à ces infortunés le libre exercice de leur culte. Aux yeux du Corse fanatique, cette louable tolérance de ses maîtres parut être le comble de l'insulte, et il vole aux armes, sous l'influence intéressée de Rome, de Rome dont aujourd'hui encore l'antique haine milite si opiniâtement contre l'affranchissement de Constantinople.

L'incendie si aisément allumé par le souffle des prêtres ne devait pas s'éteindre de long-temps. Aux émeutes comprimées succédaient aussitôt de nouvelles émeutes; et le peuple corse se régénérait dans le sang dont l'inondaient ses prétendus souverains. L'insurrection, devenue de jour en jour plus violente, se régularisa en 1734; deux ans après, l'île s'instituait en royaume, soit par un orgueilleux souvenir, soit par prudence et pour intéresser plus sûrement les monarchies voisines, dont on pensait devoir ménager ainsi l'ombrageuse politique. A la vérité ce fut une inspiration tout aussi peu féconde que celle qu'on avait eue précédemment de placer le pays sous la protection de l'*immaculée Conception*. Dans la situation nouvelle où se trouvait l'Etat, il eût fallu créer d'autres ressources pour exciter et entretenir l'enthousiasme populaire. La fortune du baron de Neuhoïf, proclamé roi sous le nom de Théodore, fut donc aussi éphémère qu'elle avait été rapide. Mais il fut permis quelque temps d'espérer que l'ère glorieuse commencée pour la Corse par Pascal Paoli répondrait par sa durée aux vues supérieures de ce législateur guerrier, salué par l'Europe du beau nom de *vengeur de sa patrie*. Point de doute que ce grand homme ne fût en effet parvenu à assurer l'affranchissement de la Corse, s'il ne s'était agi que de briser le joug de Gênes, d'étouffer tout germe de divisions parmi ses compatriotes, et de leur donner de durables institutions. (*Voy.* 5 FÉVRIER 1807.) Mais en vain la bravoure et le génie de son plus grand citoyen lui traçaient un brillant avenir; il était réservé à la Corse de n'avoir d'autre arbitre de son sort que le même égoïsme politique qui, de tout temps, disposa d'elle au mépris du droit et de la justice. Heureux du moins ce peuple d'avoir été associé aux destinées d'une grande nation, dont aujourd'hui elle partage les institutions bienfaisantes, après avoir partagé naguère ses périls, sa gloire et ses désastres, sous l'empire du héros, qui aimait à confondre la Corse et la France en nommant sa patrie.

A diverses époques, Gênes avait employé contre la Corse insur-

gée les armes de l'Empire et celles de la France. Cette dernière puissance avait soumis entièrement le pays en 1740 ; mais ses troupes n'eurent pas plutôt évacué l'île, que les troubles y recommencèrent, et son affranchissement fit de rapides progrès jusqu'à la conclusion du traité d'Aix-la-Chapelle, qui lui fit perdre la protection qu'elle avait trouvée un moment auprès de l'Angleterre et de la Sardaigne. En 1764, le sénat de Gènes recourut encore à l'intervention de la France. A cette époque, le cabinet de Versailles projetait déjà l'acquisition de la Corse ; il visa donc à faire tourner sa médiation au profit de ses propres vues, et ne se chargea cette fois que de garder les places maritimes qui demeureraient sous la domination génoise. Le terme de cette occupation était fixé à quatre années. Lorsqu'il fut expiré, le sénat se trouva moins capable que jamais de réduire le reste de l'île, tandis que dans ce même intervalle les moyens de résistance des Corses s'étaient accrus dans une progression telle qu'il devenait impossible à la république de ne pas perdre de son terrain de jour en jour. La facile conquête de Capraïa, faite par les troupes de Paoli au commencement de 1767, décida enfin le sénat génois à céder à la France une souveraineté qui n'était plus qu'un vain nom. Le traité fut signé à Compiègne, le 15 mai 1768. Une réserve illusoire autant que ridicule y était stipulée en faveur de la république, qui conservait le titre de *roi de Corse*, avec faculté de rentrer dans ses prétendus droits, en remboursant à la couronne de France les frais qu'avait entraînés sa conquête, ainsi que ceux qu'on avait faits en améliorations.

Si ce n'était pousser un peu loin le privilège des conjectures, on serait tenté d'expliquer par l'intention de rendre cette clause à jamais inexécutable, le choix que fit le ministère français du marquis de Chauvelin pour conduire la première expédition, entreprise en exécution de ce traité. L'inhabilité vraiment choquante de ce général eut en effet pour résultat de grossir les dépenses de la conquête et d'en faire paraître les difficultés bien autres qu'elles n'étaient en réalité. Telle fut la fatalité qui s'attacha à nos armes sous ce chef présomptueux, qu'à la fin de la malheureuse campagne de 1768 cinquante Corses suffirent pour battre huit compagnies de grenadiers français. Et c'est à la suite du marquis de Chauvelin que l'on s'empressait d'expédier en Corse un Parlement, un intendant, des commis des fermes, des douaniers, des commis domaniaux, etc., etc. : le tout formant un grand gouvernement, auquel serait préposé quelque seigneur gagé à soixante mille livres de rente, avec défense d'établir jamais sa résidence

parini ses administrés. « On en payait presque autant après la » guerre à M. de Marbeuf, qui y commandait assez mal, dit un » témoin oculaire (1), et autant à un intendant, qui opprimait le » pays. »

Quelque disposés que fussent les Corses à s'abuser sur l'inévitable résultat de la lutte où ils étaient maintenant engagés, il leur fallut bientôt apprécier à leur juste valeur les succès-incroyables qu'ils avaient obtenus contre le marquis de Chauvelin. Ce dernier était rappelé ; une nouvelle campagne s'ouvrait ; et, cette fois, un général aussi brave qu'habile était à la tête de l'armée française, renforcée du double : aux vingt-deux bataillons dont elle se composait à l'ouverture de la campagne de 1768, étaient joints vingt autres bataillons, plus deux légions, et mille deux cents mulets. Le lieutenant général comte de Vaux, à qui était confié le commandement de ces forces très-supérieures aux moyens de résistance des insulaires, avait fait anciennement contre les Corses la guerre de 1739 ; il connaissait parfaitement les lieux et les hommes qu'il s'agissait de réduire. Aussi cette dernière campagne ne fut-elle, à peu de chose près, qu'une promenade militaire. Le seul plan d'attaque en avait marqué d'avance le succès : il enveloppait toute la Corse, et, comme on l'a observé, nulle espèce de défense ne devait être possible aux insulaires, si la sécurité même qu'inspiraient les dispositions du comte de Vaux n'eût entraîné dans leurs détails quelques négligences dont profitèrent avidement, pour chercher une mort glorieuse, des braves résolus à ne pas survivre à l'indépendance de leur patrie. Dumouriez a ébauché ce plan dans ses *Mémoires* déjà cités. « L'armée, dit-il, était divisée » en deux colonnes, chacune de douze bataillons, marchant en » front de bandière, l'une par le camp de Saint-Nicolas, l'autre » par Sant-Antonio. M. de Narbonne, avec dix bataillons, opérait » par Ajaccio sur Vico ; M. de Marbeuf, avec huit bataillons, débouchait par la plaine de Mariana pour remonter le long du » Tavignano. Ces quatre corps menaçaient Corte. Le baron de Vio- » mesnil, avec sa légion de Lorraine et quelques détachemens, » devait continuer le long de la mer, par la plaine d'Alévia, jusqu'à » Porto-Vecchio. La garnison française de Bonifaccio, et quelques » détachemens débarqués dans le golfe de Valinco, devaient marcher sur Sartenne. » Le fait le plus remarquable de cette campagne d'un mois est l'affaire de Ponte-Nuovo, où les Corses, au nombre de quinze cents, se jetèrent sur un gros de volontaires.

(1) *Vie et Mémoires du général Dumouriez*, liv. 1, chap. vi.

français, culbutèrent trois bataillons de grenadiers, accourus pour les secourir, et ne lâchèrent pied qu'après avoir soutenu, avec une incroyable témérité, le choc de forces aussi supérieures par le nombre que par les armes. Il périt au moins six cents Corses dans ce combat, dont l'issue fut l'anéantissement du parti de Paoli et la prompte soumission de l'île à ses nouveaux maîtres, qui, vingt ans après, l'associèrent au bénéfice de leurs lois nouvelles, mais dont elle ne devait être pour toujours la sœur d'adoption qu'après avoir subi quelque temps la protection anglaise, recherchée par elle durant nos plus violens orages politiques. — P. DE CHAMROBERT.

LITTÉRATURE.

1765. Mort de Panard, chansonnier.

On dirait que la condition première à remplir, pour mériter un diplôme de chansonnier, est de savoir boire beaucoup : voyez tous ces messieurs ; ils chantent et vident les *flacons* avec une facilité merveilleuse ; ils méprisent tout faiseur de couplets qui ne sait pas aligner sur son papier *la treille et la bouteille, le tonnerre et le madère, et le Bourgogne avec la rouge trogne*.

Il paraît que la thèse bachique de Panard avait été soutenue admirablement, et qu'il prit ses grades avec un grand éclat pour être reçu *in docto corpore* des amateurs du *jus de serment* ; car il passe pour le prince de la chanson. Sa mort même justifia sa réputation ; car il périt d'apoplexie, et l'apoplexie est pour un brave buveur ce qu'est un boulet de canon pour le noble guerrier : tout cela s'appelle mourir au champ d'honneur.

Marmontel a appelé Panard le *La Fontaine du vaudeville*, et, pour appuyer cette flatteuse comparaison, sinon sur le degré du talent, au moins sur le rapport des caractères, il dit de Panard : « Le soin » de se nourrir, de se loger, de se vêtir, ne le regardait point : » c'était l'affaire de ses amis. Jamais l'extérieur n'annonça moins » de délicatesse ; il en avait pourtant dans la pensée et dans l'expression. Plus d'une fois, à table, et, comme on dit, entre deux » vins, j'avais vu sortir de cette masse lourde et de cette épaisse » enveloppe des couplets *impromptu* pleins de facilité, de finesse et » de grâce. Lorsque j'étais rédacteur du *Mercure*, j'allais quelque- » fois lui demander de ses jolis vers, et il me disait : *Fouillez, » fouillez dans ma boîte à perruque* : j'y trouvais des griffonnages tachés de vin, et Panard appelait cela le *cachet du génie*. Il ne parlait » du vin qu'avec tendresse, et souvent, en regardant son verre, » les larmes lui venaient aux yeux. Il eut un moment de déses-

» poir, parce que son ami Gallet, qui, comme lui, détestait l'eau, » avait été enterré sous une gouttière. »

Panard fit représenter une comédie intitulée *les Acteurs déplacés*, cinq autres pièces sur le Théâtre-Italien, et treize opéras comiques sur le théâtre de la Foire. Tous ces ouvrages sont oubliés, et méritent, à peu près, de l'être. Pour ses chansons, il en est bien autrement, et, sans parler des autres, celle qui a pour refrain : *Cahin caha*, est le chef-d'œuvre du genre. Désaugiers était, du moins, de cet avis, et nous pensons qu'un tel juge n'est pas récusable.

On ne sait pas bien l'année de la naissance de Panard. On croit qu'il a vécu de soixante-onze à soixante-quinze ans.

E. DE PLANARD.

SCIENCES.

1611. Découverte des taches du soleil.

Jean Fabricius, né dans l'Oostfrise, ayant fait un voyage en Hollande, y apprit à construire des télescopes par réfraction. L'invention de cet instrument abrégé, pour ainsi dire, la distance de la terre au ciel : bientôt on découvrit dans la lune, dans Jupiter et dans Saturne des phénomènes curieux. Fabricius porta ses regards sur le soleil, et ne tarda pas à y apercevoir des taches; dans un livre, dont l'épître dédicatoire est du 13 juin 1611, il donne le détail de ses observations. C'était pour la première fois que, dans un ouvrage imprimé, il était question des taches du soleil. Ainsi Fabricius avait devancé Galilée : mais sur un simple oui dire, sur un rapport fugitif, ce dernier eut la gloire de renouveler à la fois l'invention et la découverte, qui ouvrirent à son génie un monde tout entier. (*Voy.* 9 JANVIER 1642, *Mort de Galilée.*)

1762. Mort de madame Erxleben, médecin.

Dorothee-Chrétienne Erxleben, dont le nom de famille était Léporin, naquit à Quedlinbourg, en 1715, d'un père connu par quelques ouvrages et qui exerçait la profession de médecin. Pendant son enfance, qu'une constitution faible et délicate rendit pénible, elle suivit avec assiduité les leçons qu'on donnait à son frère, et apprit la langue latine avec beaucoup de facilité. Son père, surpris des dispositions étonnantes qu'elle montrait, et de son goût décidé pour les études les plus abstraites, résolut de lui faire apprendre la médecine. Elle y fit de rapides progrès, et le

roi de Prusse, à qui on parla d'elle comme d'une femme extraordinaire, la recommanda à l'université de Halle, pour qu'elle y fût soumise aux épreuves du doctorat, lorsqu'elle se présenterait. Cependant Dorothee ne profita pas sur-le-champ de cette faveur. Son mariage avec un ministre de l'Evangile, qui eut lieu quelque temps après, la détourna de ses premiers projets. Peut-être même les embarras et les soins du ménage les lui auraient-ils fait abandonner entièrement, si la nécessité de repousser des insultes publiques qu'elle eut à essuyer, ne l'avait pas enfin décidée à faire usage du rescrit du roi. Elle se rendit donc à Halle, où le grade de docteur lui fut conféré solennellement, exemple jusqu'alors inouï en Allemagne, et dont on n'avait eu d'exemple qu'en Italie. Libre alors d'exercer l'art de guérir, Dorothee y consacra tous les momens dont ses devoirs d'épouse et de mère lui permirent de disposer. Elle a laissé quelques ouvrages peu remarquables, et deux fils, l'un jurisconsulte estimé, l'autre naturaliste d'un grand mérite. — JOURDAN.

1815. *Premier essai de la méthode d'enseignement mutuel en France.*

Avant de discuter s'il est bon que les peuples s'éclairent, on aurait dû chercher à savoir s'il est possible qu'ils ne s'éclairent pas. En tranchant cette question par la négative, l'expérience la plus vulgaire eût dispensé d'examiner l'autre. Alors il eût été sage aux gouvernemens de s'enquérir, si, quand l'éducation des peuples se fait malgré eux, elle ne se fait pas contre eux. L'expérience aurait encore pu leur répondre. Instruits par cette voix, ils se seraient empressés d'accueillir la méthode la plus facile, la plus rapide et la moins coûteuse de répandre l'enseignement élémentaire parmi les classes pauvres. Cette méthode, dont l'idée, conçue en France, s'en expatria pendant la révolution, et sous l'empire, nous fut rapportée d'Angleterre par M. Alexandre Delaborde, le digne rival des Dupont de Nemours, et des La Rochefoucault. Le premier essai d'une transplantation, qui la rendait au sol natal, fut tenté sous le ciel orageux des Cent jours. Comme le mouvement de la terre, comme la circulation du sang, comme la vaccine, l'enseignement mutuel devait exciter des haines, provoquer des sarcasmes, et surtout causer des terreurs : comme toutes ces grandes découvertes, l'enseignement mutuel en triomphera. Un jour, on aura peine à concevoir qu'un moyen plus prompt de développer l'intelligence ait été considéré comme un objet d'épouvante et d'horreur, et que des

imposteurs ou des dupes aient représenté le salut d'une monarchie comme attaché à sa proscription.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1550. *Mort de Gambara (Véronique).*

Issue de l'illustre famille des Gambara, Véronique lui rendit encore plus d'éclat qu'elle n'en avait reçu par son érudition et ses talens poétiques. Elle naquit le 30 novembre 1485, à Prat, Alboino, dans le district de Brescia. Le grec et le latin, les ouvrages des SS. Pères, devinrent l'objet de ses premières études. Dès l'enfance, elle composait des sonnets agréables, dont l'un fut adressé au Bembo, et commença cette liaison littéraire qui dura autant que la vie du restaurateur de la poésie italienne. Vers la fin de 1508, Véronique épousa Gibert X, seigneur de Correggio. Parmi les sonnets qu'elle a laissés, on en compte six, dont les yeux de cet époux ont fourni le texte. Au bout de dix ans d'hymen, Correggio mourut, et sa veuve, jeune encore, jura sur sa tombe un veuvage éternel. Elle fit tendre en noir ses appartemens, garda non-seulement les robes et les voiles de deuil, mais voulut que sa voiture noire fût traînée par des chevaux de même couleur. Tels furent les insignes du reste de sa vie. Quant à ses plaisirs, l'éducation de ses deux fils et les réunions littéraires, dont sa maison était le point central, en firent tous les frais. A son retour de Bologne en Allemagne, Charles-Quint honora de sa visite le *casino* de Correggio, où Véronique acheva ses jours, paisible et retirée. Sa taille était haute et forte, sa figure dépourvue d'agrémens ; mais son esprit rachetait tous les défauts de son corps. — X.

RELIGION.

14 JUIN 1147. *Départ de Louis le Jeune, roi de France, pour la seconde croisade.*

L'éloquence de saint Bernard avait triomphé de la prudence de Suger, et déterminé Louis le Jeune à l'un de ces pèlerinages armés, que l'on nommait *croisades*. C'était une pénitence que l'abbé de Clairvaux imposait au roi, pour avoir saccagé la ville de Vitry en Perthois, qui faisait partie des Etats de Thibaut, comte de Champagne. Le prétexte allégué fut la prise d'Edesse par Nour-Eddyn, qui menaçait d'enlever toutes les conquêtes dues à la va-

leur des premiers croisés. Le jour de Pâques de l'année 1146, Louis reçut la croix à Vézelay des mains de saint Bernard lui-même ; et quelques mois après, il quitta son royaume, suivi de quatre-vingt mille soldats, tandis que, de son côté, l'empereur Conrad emmenait une nombreuse armée. Que produisit un appareil si formidable ? peu de gloire, des revers sanglans, une affreuse destruction causée par le changement de ciel et de climat. Louis le Jeune ne ramena en France que quelques courtisans et sa femme, dont les galanteries étaient devenues la fable de toute l'Europe ; le scandale même avait été poussé si loin, que Louis ne put se dispenser de recourir au divorce (voy. 18 MARS 1152). La France y perdit la Guyenne, que reprit l'infidèle Éléonore. Ainsi la pénitence infligée au monarque ne s'arrêta pas à sa personne, et retomba sur tous ses sujets. (Voy. 18 SEPTEMBRE 1180, *Mort de Louis VII, dit le Jeune.*)

POLITIQUE.

1636. *Mort du maréchal de Toiras (Jean du Caylar de Saint-Bonnet).*

Né dans les Cévennes, le 1^{er} mars 1585, d'abord page du prince de Condé, ensuite lieutenant de la Vénérerie, et capitaine de la volière du roi, Toiras plut à Louis XIII par son extrême adresse à prendre les oiseaux, et jusqu'à l'âge de trente-cinq ans il n'ambitionna pas d'autre gloire. Alors se développa en lui la passion de la guerre, passion que des actions héroïques justifèrent presque aussitôt. Comme capitaine aux gardes, il se distingua aux sièges de Saint-Jean-d'Angely, de Montauban et de Montpellier ; comme maréchal-de-camp, il concourut avec Saint-Luc et La Rochefoucault à chasser de l'île de Ré le duc de Soubise. Mais, en 1627, la défense de cette même île contre les Anglais commandés par Buckingham, et, en 1630, celle de Casal contre les forces de l'Autriche et de l'Espagne, commandées par Spinola, tels sont les deux titres qui placent Toiras au niveau des plus grands hommes de guerre. Les ressources qu'il sut se créer dans la plus pénible des situations, n'attestent pas plus de valeur que de constance, de probité, de génie. Repoussant les attaques, faisant des sorties, prévenant ou réparant les suites de la malveillance et de la trahison, il suppléait encore par son crédit, par des sacrifices personnels, à l'épuisement des caisses publiques. Frappé d'admiration pour tant de mérite et d'énergie, Spinola disait, avec une sorte de justice superbe : « Qu'on me donne cinquante mille hommes

» aussi vaillans et aussi bien disciplinés , et je ferai la conquête
» de l'Europe entière. »

Pour récompense, Toiras obtint le bâton de maréchal, le commandement en chef de l'armée française au-delà des Alpes, et le titre d'ambassadeur extraordinaire, conjointement avec Servien, dans les négociations relatives à un traité de paix entre le duc de Savoie et le duc de Mantoue. En cette qualité, Toiras signa les trois actes qui terminèrent la guerre d'Italie, et dont l'un donna Pignerol à la France. D'autres missions diplomatiques, plus ou moins heureuses, accrurent son importance, et en même temps la jalousie de Richelieu, que divers symptômes avaient déjà trahie. Jusque là néanmoins l'ombrageux cardinal n'avait pu que mettre obstacle à l'élévation du guerrier-diplomate : une occasion de le perdre se présenta, et il la saisit avec un art perfide. Deux frères du maréchal se trouvèrent mêlés à la révolte de Gaston et de Montmorency : loin de favoriser leurs desseins, Toiras les avait dénoncés au ministre. Ce dernier, sous divers prétextes, essaya de le rappeler en France : il lui offrait des dignités, mais l'autre devina ce que cachaient ses offres, et resta en Italie.

Richelieu, se voyant pénétré, ne garda plus de mesure : il retira au maréchal ses traitemens, ses gouvernemens, ses pensions. Réduit à une pauvreté noble, Toiras refusa les propositions que lui firent les puissances étrangères. Quand la guerre se ralluma, Louis XIII l'autorisa à servir son allié, le duc de Savoie, en qualité de lieutenant-général. Il venait d'entrer dans le Milanais, et présidait à l'attaque de Fontanelle, lorsqu'un coup de feu l'étendit sans vie. Les soldats trempèrent leurs mouchoirs dans le sang de sa plaie, disant qu'il serait pour eux un gage certain de victoire.

Toiras ne savait pas contenir le ressentiment d'une injustice. Un jour qu'il sollicitait auprès du garde des sceaux quelques récompenses pour ses compagnons d'armes : « Vous parlez bien haut, lui dit Marillac, cinq cents gentilshommes en auraient fait autant que vous, s'ils avaient été à votre place. — La France serait bien malheureuse, répondit le maréchal, si elle n'avait pas plus de cinq cents hommes capables de servir aussi bien que moi : mais il y a plus de quatre mille Français en état de tenir les sceaux aussi bien que vous ; s'ensuit-il de là que vous ne deviez pas récompenser ceux dont vous connaissez le mérite ? » La veille d'une bataille, un officier lui ayant demandé la permission d'aller voir son père, Toiras la lui accorda, en disant gaiement : « Tes père » et mère honoreras, afin que tu vives longuement. » — X.

1645. *Bataille de Naseby.*

C'est à Naseby, dit Hume, qu'avec des forces à peu près égales, s'engagea cette action décisive et vaillamment disputée entre le roi d'Angleterre et le parlement. Le corps de l'armée royaliste était commandé par Charles I^{er} lui-même; l'aile droite, par le prince Robert; la gauche, par le chevalier Marmaduke Langdale. Fairfax, ayant Skippon sous ses ordres, fit face au centre de l'armée royaliste : Cromwell prit le commandement de l'aile droite; Ireton, son gendre, celui de l'aile gauche. Après quelques incertitudes, le succès demeura tout entier à l'armée du parlement. Les parlementaires perdirent mille hommes, et les royalistes seulement huit cents; mais Fairfax fit prisonniers cinq cents officiers et quatre mille soldats; il enleva l'artillerie et les munitions du roi, et dissipa toute son infanterie. Ainsi peu de victoires ont été plus complètes. Après la bataille, Charles se retira, sans autres troupes que le corps de cavalerie du prince Robert, dont l'imprudent conseil l'avait perdu dans cette journée. Il fit demander aux communes la paix qu'elles étaient bien loin de songer à lui accorder. La cassette du prince s'était trouvée sur le champ de bataille, et Cromwell en avait extrait quelques lettres adressées à la reine, son épouse. Quoique pleines d'un sentiment honorable, toujours exprimé avec délicatesse, la chambre en fit lecture, au milieu des railleries et de l'indignation, que ne justifiaient nullement leurs termes, mais qu'explique l'esprit de parti. Depuis la bataille de Naseby, Charles marcha, d'infortune en infortune, au dernier terme de sa vie et de ses malheurs, (*Voy.* 30 JANVIER 1649.)

1658. *Bataille des Dunes.*

La France et l'Angleterre, gouvernées, l'une par Mazarin, l'autre par Cromwell, avaient conclu, en 1658, une ligue contre l'Espagne. Il s'agissait d'enlever Dunkerque à cette dernière puissance. Les Français devaient l'assiéger, les Anglais bloquer son port : Turenne était chargé du siège. L'infant d'Autriche et le prince de Condé, qui portait alors l'écharpe espagnole, se présentent pour secourir la ville, protégée au nord et au midi par les collines de sables, auxquelles on donne le nom de *Dunes*. De part et d'autre, les dispositions sont prises : le terrain occupé par don Juan, entrecoupé de canaux, de marais, parsemé de monticules, était si défavorable, que le prince de Condé ne put s'empêcher de deman-

der au jeune duc de Glocester, *s'il n'avait jamais vu perdre une bataille?*—Non, répondit le duc.—*Eh bien*, reprit Condé, *vous l'allez voir*. L'événement confirma la prédiction : Turenne remporta la victoire la plus complète, et Dunkerque se rendit quelques jours après. Mazarin, ébloui de cette gloire, conçut l'idée de se l'attribuer, et fit prier Turenne de déclarer que c'était sur les plans et d'après les instructions du cardinal, qu'il avait triomphé, lui laissant entrevoir la plus belle fortune, en récompense de cette docilité; mais le grand homme repoussa si franchement les insinuations de l'homme habile, que ce dernier n'osa plus y revenir. C'est le soir de la bataille des Dunes, que Turenne écrivait à sa femme : *Les ennemis sont venus à nous ; ils ont été battus : Dieu en soit loué ! J'ai un peu fatigué toute la journée ; je vous souhaite le bonsoir ; je vais me coucher*. La bataille des Dunes hâta le traité des Pyrénées. (Voy. 7 NOVEMBRE 1659.)

1800. Bataille de Marengo.

Pendant les six jours que le premier consul crut devoir passer à Milan (voy. 2 JUIN 1800), l'avant-garde avait achevé la conquête de la Lombardie, et Murat était entré dans Plaisance. Une dépêche interceptée dans cette ville fournit une nouvelle preuve de l'opiniâtre aveuglement du ministère autrichien. Dans cette pièce où l'existence de l'armée de réserve était encore traitée de fable, et où l'on annonçait que des mouvemens excités à Paris avaient forcé le consul à retourner dans cette capitale, le cabinet de Vienne ordonnait au général Mélas de pousser avec vigueur ses opérations en Provence, ne fût-ce que pour rappeler en France, par une forte diversion, l'armée du Rhin qui avait pénétré jusqu'au cœur de l'Allemagne.

Mélas, ayant abandonné Turin, paraissait se porter sur Alexandrie pour opérer sur la rive droite du Pô. Bonaparte fait garder la rive gauche par la division du général La Poype, depuis Pavie jusqu'à Crescentino, et, passant tout-à-coup sur la droite, il ordonne au reste de l'armée de se réunir à la Stradella. Son but, en occupant ce point, dont Mélas songeait aussi à s'assurer, était de couper les communications de ce général avec Mantoue, et de le forcer à recevoir, dans cette position, une bataille qui l'aurait acculé aux Alpes et devait débloquer Gênes.

Au moment où il se croyait près d'atteindre ce résultat préparé par tant d'efforts, garanti par tant de succès, il apprend que Gênes s'est rendue, et que les troupes qui la bloquaient revenaient en

toute hâte rejoindre Mélas sous Alexandrie. Les conditions faites à Masséna, qui, comme on sait, commandait dans Gènes, avaient été plus honorables pour lui qu'avantageuses pour l'armée de réserve. Ses troupes sortaient libres avec armes et bagages ; mais séparées de leur général, qui se rendait par mer à Antibes, elles rétrogradaient vers Suchet, sur le Var.

Ce contretemps toutefois ne changea rien aux résolutions du premier consul. Ne pouvant plus compter sur la diversion qu'il avait été fondé à espérer jusqu'alors, et affaibli par la nécessité de laisser derrière lui des corps pour garder les places, il ne s'en disposa pas moins à faire tête à toute l'armée de Mélas.

Cependant les Autrichiens s'avançaient. Le 8 juin, leur avant-garde attaque le général Lannes qui avait traversé le Pô avec une partie de l'armée française. Lannes la repousse jusque sous le canon de l'armée dont elle avait été détachée, et devant laquelle il s'établit et passe la nuit. Forte de dix-huit mille hommes, cette armée, qui occupait Casteggio et Montebello, était celle qui avait bloqué Gènes. Elle se portait sur la Stradella, sous le commandement du général Ott. A la pointe du jour, elle attaque les Français, qui, n'étant qu'au nombre de huit mille, se tenaient sur la défensive, attendant la division du général Victor qui avait passé le fleuve, mais se trouvait encore à trois lieues du champ de bataille. L'action fut terrible. On se battit de part et d'autre avec la plus grande intrépidité. La victoire avait été incertaine pendant toute la matinée, à midi elle fut décidée par l'arrivée de Victor. Trois mille hommes tués, six mille prisonniers constatèrent le gain de cette bataille ; Lannes y conquist le titre de duc de Montebello. (*Voy.* 31 MAI 1809.) Elle assura aux Français la possession de la Stradella, où l'armée resta réunie jusqu'au 12 juin.

Toute l'armée autrichienne se rassemblait cependant autour d'Alexandrie. Ayant derrière lui Suchet, qui, repassant le Var, poursuivait ceux qui l'avaient poursuivi, et devant lui l'armée victorieuse à Montebello, Mélas semblait incertain du parti qu'il prendrait. Surpris de l'inaction de ce général et craignant qu'il ne fit ce que lui-même eût fait en pareille situation, et qu'il ne marchât contre l'armée du Var pour l'écraser et revenir ensuite sur l'armée de réserve, le premier consul se décida à quitter la Stradella et à s'avancer vers la Scrivia pour observer de plus près les mouvemens de l'ennemi. Le 13, il arriva à San-Juliano, village situé au milieu de la vaste plaine de Marengo. N'ayant obtenu là aucun renseignement sur la position de l'armée autrichienne, il en conclut qu'elle lui échappait et se dirigeait sur Gènes. Il or-

donna en conséquence au général Desaix, qui, tout récemment arrivé d'Égypte, avait rejoint l'armée depuis deux jours, d'aller s'établir en toute hâte avec deux divisions sur la chaussée qui conduit d'Alexandrie à Novi; et à la division Victor de marcher sur Marengo et de faire éclairer par ses coureurs les rives de la Bormida, petite rivière qui coule entre Alexandrie et Marengo, et sur laquelle il y avait un pont fortifié. Trois ou quatre mille Autrichiens occupaient Marengo. Victor les chasse de ce poste et s'y établit; mais la nuit l'empêche de pousser jusqu'à la rivière et de détruire le pont. Les coureurs, de retour, affirmèrent que l'ennemi n'avait fait aucun préparatif pour passer la Bormida, et qu'une simple garnison gardait Alexandrie. Point de nouvelles d'ailleurs de Mélas.

Son armée, qu'il avait achevé de réunir dans cette journée, passait cependant le Tanaro, et prenait position devant Alexandrie, où elle bivouaqua. Elle était forte de quarante mille hommes, dont six à sept mille de cavalerie, et munie d'une artillerie nombreuse. Dans l'intention où il était de livrer bataille pour sortir de la position critique où il se trouvait, et se faire jour à travers la ligne française, rien ne pouvait mieux le servir que le parti adopté par le premier consul. En éloignant le corps de Desaix, celui-ci avait réduit l'armée française à dix-neuf mille hommes, parmi lesquels on ne comptait que deux mille cinq cents hommes de cavalerie. Mélas se hâta de profiter de cet immense avantage. Le 14, à cinq heures du matin, l'armée autrichienne passe la Bormida et le Tanaro sur des ponts jetés pendant la nuit.

Telle était alors la position de l'armée française : le corps du général Victor, dont une division occupait Marengo, était rangé à droite et à gauche de ce village, que le général Gardanne couvrait avec quelques troupes; en seconde ligne, à six cents toises de Marengo, en avant de San-Juliano, et sur l'ancienne route de Tortone, était le corps du général Lannes; la garde des consuls était placée en réserve à cinq cents toises du général Lannes; une brigade de cavalerie, commandée par le jeune Kellermann, formait la gauche et soutenait le général Victor; une seconde brigade de la même arme, commandée par le général Champeaux, formait la droite et soutenait l'infanterie du général Lannes; enfin le général Rigaud, avec un régiment de hussards et un régiment de chasseurs placé à l'extrême droite, couvrait le chemin de Salé, point important en cas de retraite.

Le premier consul, jugeant, à la canonnade, qu'il avait affaire à toute l'armée autrichienne, expédia dès le matin au général De-

saix, dont le corps était déjà à une demi-marche du champ de bataille, l'ordre de rétrograder sur San-Juliano.

Après avoir dispersé les troupes qui occupaient les postes avancés, à huit heures du matin, Mélas attaque Marengo, dont il voulait se faire un point d'appui. Ce village devint le centre d'un combat de quelques heures, pendant lesquelles il fut pris et repris plusieurs fois ; il resta définitivement aux Autrichiens. Le général Victor, contraint à reculer, forme en arrière de Marengo une nouvelle ligne de bataille à la droite de laquelle se place le corps du général Lannes. Les troupes qui s'étaient emparées de Marengo, se déployant alors sur leur gauche, manœuvrent de manière à déborder la droite des Français, et à la prendre en flanc. Cette attaque l'avait ébranlée ; mais Lannes les repousse à leur tour, avec l'aide du général Champeaux, qui est blessé mortellement, en chargeant à la tête de ses dragons. La fortune revint toutefois aux ennemis. Vers midi, le centre et l'aile gauche de Victor, écrasés par des forces supérieures, sont mis en déroute complète. Il court alors se réfugier derrière la réserve à San-Juliano. Lannes, dont le flanc gauche se trouve à découvert par ce mouvement, est lui-même obligé de le suivre. Il y cède, mais avec ordre et sans se laisser entamer. La cavalerie autrichienne, qui jusqu'alors n'avait pas donné, s'ébranle pour tourner notre droite. Cette manœuvre tendait à prendre à dos notre première ligne ; elle eût été décisive en faveur de l'ennemi. Il croyait l'exécuter sans difficulté ; il se trompait. Neuf cents grenadiers de la garde consulaire, envoyés par Bonaparte à trois cents pas de la droite, s'y établissent en bataillon carré. Quoique dénués d'artillerie, ils opposent un front inébranlable à la cavalerie autrichienne. C'était, dit Berthier, *une redoute de granit* contre laquelle tous les efforts vinrent se briser. Cependant l'avant-garde de Desaix était arrivée. Le général Monier, qui la commandait, se place aussitôt à la droite du général Lannes, que l'ennemi avait presque débordé, mais qui ne s'était retiré qu'après avoir jeté une brigade, commandée par Carra-Saint-Cyr, dans Castel-Cériolo, village placé à droite de Marengo, et que les Autrichiens s'efforcèrent en vain de reprendre. Il était cinq heures du soir.

Mélas, qui voyait reculer les Français, se tenait depuis midi pour assuré de la victoire. Ne pensant plus qu'à en profiter en leur coupant la route de Tortone, par laquelle il croyait qu'ils feraient leur retraite, que Bonaparte s'était ménagé les moyens d'opérer par la route de Salé, il avait donné ordre de tourner leur gauche ; et, chargeant le général Zach, chef de son état-major,

d'exécuter cette opération avec six mille grenadiers, il était allé prendre quelque repos à Alexandrie. Exécutant les ordres de son chef avec plus de zèle que de prudence, le général Zach dépasse la ligne autrichienne de manière à n'en pouvoir plus être soutenu. C'est alors que le corps de Desaix parut à la hauteur de San-Juliano. Bonaparte arrête aussitôt le mouvement de retraite. Il prend une nouvelle ligne, qui s'étend de San-Juliano à Castel-Cériolo ; et la prudence faisant tout-à-coup place à l'audace, « C'est » avoir fait trop de pas en arrière ! s'écrie-t-il, le moment est venu » de marcher en avant. Souvenez-vous que j'ai l'habitude de cou- » cher sur le champ de bataille. » Puis il commande à Desaix de se précipiter avec ses divisions sur la colonne du général Zach, et à la réserve d'appuyer cette attaque. C'était risquer le tout pour le tout. Un général, qu'il honorait alors de sa confiance, lui observant qu'il serait peut-être prudent de garder la réserve pour assurer la retraite en cas de nécessité : « Point de retraite, lui ré- » pondit-il ; aujourd'hui tout se décidera ici. » Desaix court à l'ennemi. Au moment où il ordonne la charge, atteint au cœur par une balle, il tombe en exhalant avec son dernier soupir un dernier vœu pour la patrie. Ce malheur, loin d'abattre le courage des soldats, ne fait qu'irriter leur fureur ; ils n'en marchent à l'ennemi qu'avec plus d'impétuosité : on les croirait tous animés de l'âme du héros qu'ils courent venger. Le général Boudot, qui hérite du commandement de Desaix, achève ce que ce grand homme avait commencé. Secondé par le jeune Kellermann, qui charge la colonne avec huit cents chevaux, il l'enfonce, la disperse, prend le général Zach, tout son état-major et cinq mille grenadiers. Tout le reste gisait sur le champ de bataille.

Tout en un moment avait changé de face. Partout l'armée française avait repris l'offensive. Le général Lannes marchait en avant au pas de charge ; Victor rentrait dans Marengo. Carra-Saint-Cyr avait toujours occupé Castel-Cériolo ; position rapprochée de la Bormida ; les Autrichiens, craignant qu'il ne se portât sur cette rivière pour occuper les ponts et leur fermer le passage, se dirigèrent vers elle en désordre, se hâtant d'y arriver avant les Français. Partageant la terreur commune, la cavalerie se met en retraite au galop, rompant les rangs de sa propre infanterie. La confusion s'accrut encore à l'entrée du pont, trop étroit pour recevoir ensemble tant de fuyards. Quatre mille cinq cents morts, huit mille blessés, sept mille prisonniers, douze drapeaux, trente pièces de canon, telle est à peu près la perte des Autrichiens dans cette bataille qui dura douze heures. Deux mille morts ; trois mille

blessés, sept cents prisonniers, telle fut la perte des Français; perte peu considérable, vu la situation de l'armée consulaire, qui, exposée, dans une plaine immense, aux attaques d'une armée deux fois plus forte qu'elle, et au choc d'une cavalerie nombreuse, eut à supporter, pendant toute la journée, le feu d'une artillerie formidable.

Mélas crut pendant cinq heures la bataille gagnée. En effet, pendant cinq heures les Français se replièrent devant lui, et semblaient en retraite, s'ils n'étaient pas en déroute. Quant à Bonaparte, il ne crut jamais la bataille perdue, parce qu'il n'avait cédé du terrain que dans l'intention de gagner du temps et de laisser arriver l'occasion décisive, qu'il avait l'habitude d'attendre et dont il savait si habilement profiter. Cette occasion, dans la journée de Marengo, fut produite par le concours de deux circonstances, la faute du général Zach et l'arrivée du général Desaix.

C'est ici la place d'une anecdote que nous tenons de M. Carrion de Nisas, homme de cœur et d'esprit, homme également recommandable comme militaire, comme littérateur et comme citoyen.

« La bataille gagnée, Bonaparte était entré dans une bicoque. Là, » seul, il se promenait à grands pas, absorbé dans une rêverie » profonde; un de ses aides-de-camp, Gerrare Lacuée, se présente » pour lui faire un rapport. Le Consul, sans trop l'écouter, lui ré- » cite ces vers de la *Mort de César* :

« J'ai servi, commandé, vaincu quarante années;
 » Du monde, entre mes mains, j'ai vu les destinées,
 » Et j'ai toujours connu qu'en tout événement
 » Le destin de l'État dépendait d'un moment. »

Ce moment lui livra l'empire.

Le découragement des Autrichiens, après la bataille de Marengo, fut proportionné à l'espérance qu'ils avaient eue de la gagner. Campés sous Alexandrie, un seul ruisseau les séparait du plus entreprenant des vainqueurs. Mélas ne se dissimulait pas le danger de sa position. Derrière lui les Alpes et les frontières de France, devant lui et sur ses flancs les Français; toute retraite lui était fermée. Engager dans cette position une nouvelle bataille contre un ennemi dont la confiance avait dû croître avec ses succès, c'était compromettre ses dernières ressources; il crut, en les sauvant, mieux servir les intérêts de son souverain.

Impatient de suivre ses avantages, Bonaparte avait fait, le soir même de la bataille, ses dispositions pour enlever les ouvrages qui

défendaient le pont, et pour passer la rivière de vive force. Le 15 juin, à la pointe du jour, la fusillade était déjà engagée aux avant-postes; un parlementaire autrichien s'y présente. Berthier, à qui il est conduit, se rend aussitôt lui-même à Alexandrie, d'où il rapporte, au bout de quelques heures, la convention qu'il a stipulée avec le général Mélas en vertu des pleins pouvoirs dont il est muni; cette convention dégageait l'armée autrichienne et lui ouvrait la route de Mantoue; mais elle livrait aux Français le Piémont, la Lombardie, la Ligurie, et Bonaparte recouvrait ainsi, d'un trait de plume, trois États, dont la conquête et la perte avaient coûté, pendant les quatre années antérieures, tant d'efforts et tant de sang aux trois puissances à qui les vicissitudes de la guerre les avaient successivement données. — A. V. ARNAULT.

1800. *Mort de Desaix.*

Louis-Charles-Antoine Desaix de Vieuxpont naquit, en 1768, à Saint-Hilaire-d'Ayat, en Auvergne, d'une famille noble. Destiné à l'état militaire, il entra, dès l'âge de quinze ans, en qualité de sous-lieutenant, dans le régiment de Bretagne; il paraît néanmoins avoir quitté un moment le service pour entrer dans l'administration. En 1791, il était commissaire des guerres, quand le général Victor de Broglie le choisit pour son aide-de-camp. La guerre le mit bientôt à même de faire connaître les talens qui le portèrent si rapidement aux premiers grades de l'armée. Ce n'est pas seulement par sa bravoure qu'il se fit remarquer, dès 1793, à l'affaire de Lauterbourg, où, quoique blessé, il ne voulut pas quitter le champ de bataille sans avoir rallié les troupes républicaines chassées des lignes de Wissembourg; là il était déjà général de brigade. Nommé général de division, par suite de cette affaire, de l'armée de Pichegru, où il était employé en cette qualité, il passa, en 1796, dans celle de Moreau, aux succès duquel il contribua lors de sa marche triomphante en Souabe, et qu'il seconda puissamment aussi dans cette retraite victorieuse qu'il fit du Danube au Rhin. Il avait pris Offenbourg sur le prince de Condé; il défendit le pont et le fort de Kehl contre le prince Charles. Profitant de la suspension d'armes qui eut lieu par suite de la convention de Léoben, en 1797, il se rendit en Italie pour visiter cette terre que tant de batailles venaient d'illustrer. Là, commença entre lui et le général Bonaparte une liaison que l'estime avait préparée. Desaix, l'un des hommes qui admirait le plus Bonaparte, est un des hommes que Bonaparte ait le plus désiré s'attacher. Il l'emmena en Égypte. Les

rapports établis entre eux par cette expédition ne firent que fortifier leur affection réciproque. Desaix recueillit plus d'un genre de gloire. Après avoir conquis la Haute-Egypte sur Mourad-Bey à la bataille de Seydiman, il s'attacha par sa modération le pays qu'il avait soumis par son courage. Le souvenir de ses vertus subsista long-temps dans ces contrées, où on l'appelait *le sultan juste*. En 1800, en vertu du traité d'El-Arich, Desaix revenait en France. Arrêté à Livourne par l'escadre du lord Keith, il fut traité en prisonnier de guerre par cet amiral, quoiqu'il fût accompagné par un officier anglais que Sidney-Smith lui avait donné pour faire respecter la foi jurée. « J'ai traité, dit-il à l'amiral, qui aggravait encore par l'ironie l'injustice de son procédé, j'ai traité avec les Mamelucks, les Turcs, les Arabes du Grand-Désert, les Ethiopiens, les noirs du Darfour, ils respectaient la parole qu'ils avaient donnée, et n'insultaient pas aux hommes dans le malheur. Au reste, faites de moi ce que vous voudrez ; je ne vous demande que de la paille pour mes blessés. » Rendu à la liberté au moment où Bonaparte, devenu premier consul, descendait en Italie par le Saint-Bernard, il vint en toute hâte rejoindre son ancien général. Arrivé la veille de la bataille de Marengo, il commanda pendant cette journée un corps formé de deux divisions. La nuit qui la précéda, il avait été détaché pour aller prendre position entre Novi et Alexandrie ; mais le matin, présument, au bruit de la canonade, que Bonaparte était aux prises avec les Autrichiens sous Alexandrie, il revenait spontanément sur ses pas, quand il rencontra l'aide-de-camp chargé par le général en chef de lui prescrire ce mouvement. Son arrivée sur le champ de bataille décida la victoire ; mais il y trouva la mort. Atteint d'une balle au moment où il chargeait les grenadiers du général Zach, il périt en sauvant l'armée. Il semblait avoir eu le pressentiment de son sort. « Voilà long-temps que je ne me suis battu en Europe, » avait-il dit à ses aides-de-camp, les boulets ne me connaissent plus ; il nous arrivera quelque chose. » Son corps embaumé fut déposé dans un monument élevé sur la cime du Saint-Bernard, par ordre du premier consul, qui décréta de plus qu'une statue lui serait érigée sur une des places de Paris. — A.-V. ARNAULT.

1800. *Assassinat de Kléber.*

Jean-Baptiste Kléber naquit à Strasbourg en 1745. Son père, qui était terrassier, l'éleva pour être architecte. Pendant qu'il étu-

diait à Paris, sous la direction de Chalgrin, le hasard le lia d'amitié avec deux gentilshommes bavaïois, pour lesquels il avait pris parti dans une querelle que ceux-ci n'avaient pas provoquée. Pressé par eux de le suivre à Munich, il entra par leur protection à l'école militaire de cette ville. Ses dispositions guerrières, jointes aux avantages physiques qu'il possédait, l'avaient déjà fait remarquer de ses chefs, quand le général Kaunitz, qui en fut frappé comme eux, l'invita à passer en Autriche, et lui donna une sous-lieutenance dans son régiment. L'Autriche était alors en guerre avec la Porte ottomane. Ainsi Kléber fit ses premières armes contre les Turcs, sur lesquels il devait aussi remporter sa dernière victoire. Mais c'est en vain qu'il se distingua. En Allemagne comme alors en France, l'avancement militaire était moins accordé aux droits du service qu'à ceux de la naissance. Las de l'attendre, au bout de sept ans, Kléber donna sa démission en 1783, et revint en France, où il reprit son premier état. Il exerçait depuis six ans les fonctions d'inspecteur des monumens publics à Belfort, quand les événemens le rappelèrent dans sa véritable carrière. Dans une rixe qui s'était élevée entre la municipalité de Belfort et les officiers du régiment *royal Louis*, il avait déjà manifesté ses sentimens politiques en défendant la cause des citoyens : on ne fut pas surpris de la chaleur avec laquelle il embrassa cette même cause, lorsque la révolution éclata. Dès que la France appela ses enfans à la défense de son territoire, il se souvint qu'il était né soldat. Entré comme volontaire dans le bataillon du Haut-Rhin, il fut bientôt distingué de ses chefs. Nommé major par Vimpffen, et, peu de temps après, adjudant-général par Custine, il entra avec ce dernier dans Mayence en 1792. Les Prussiens ayant repris cette place en 1793, et le gouvernement faisant à Custine un crime de ce malheur, Kléber montra que le courage civil ne lui était pas moins propre que le courage militaire, en répondant, comme témoin à décharge, dans le procès intenté à ce général, procès où on voulait le faire intervenir comme accusateur. Ce courage ne nuisit pourtant pas cette fois à son avancement. Envoyé comme général de brigade dans la Vendée, à la tête d'une des colonnes qui avaient défendu Mayence, il y commanda l'avant-garde. Parmi les exploits qui le signalèrent dans cette guerre de Français à Français, on cite sa manœuvre après la bataille de Torfou, manœuvre par laquelle il parvint à soustraire ses quatre mille hommes à la fureur de vingt mille Vendéens dont ils étaient entourés. Il contribua puissamment ensuite à la victoire de Cholet. Cela n'empêcha pas toutefois qu'il ne fût destitué après des revers que l'armée répu-

hlicaine essuya au-delà de la Loire. Il fut remplacé par Marceau. Mais, malgré les dissentimens qui avaient existé entre eux, ce général ne voulant agir que par ses conseils, il ne cessa pas de commander, et, poussant les Vendéens entre la Loire et la Vilaine, il détruisit leur armée à Savenay. Entré dans Nantes à la tête des troupes républicaines, il y fut reçu comme un libérateur par le peuple, et la ville lui présenta une couronne de laurier. « Ce » n'est pas aux généraux, c'est aux soldats qu'elle est due, dit un commissaire de la Convention qui se trouvait là. — Nous avons tous » vaincu ; je la prends pour la suspendre aux drapeaux, » répliqua fièrement Kléber. Il eût pacifié les contrées qu'il avait soumises, si on eût voulu lui en confier le gouvernement ; mais la modération qu'il professait s'accordait mal avec le système du Comité de salut public. Elle le fit même regarder comme un homme suspect : tout ennemi de la tyrannie populaire était réputé alors ennemi de la liberté. Kléber fut mis quelque temps à l'écart ; mais la supériorité de ses talens le fit bientôt employer de nouveau. Général de division, il commandait la gauche de l'armée française à la bataille de Fleurus. Après la victoire, poursuivant l'ennemi avec trois divisions, il prit Mons, força le camp retranché du mont Panicel, et entra dans Maëstricht après vingt-huit jours de tranchée ouverte et quarante-huit de bombardement. Chargé ensuite du commandement de l'aile gauche de l'armée de Jourdan, il dirigea, en 1795, le passage du Rhin à Dusseldorf, et ne montra pas moins d'habileté à diriger sa retraite de la même armée, quand, après s'être avancée jusqu'au Mein, elle fut obligée de rétrograder par les manœuvres de Clairfayt. En 1796, Kléber ne rendit pas des services moins importants au général Jourdan. Après avoir forcé le passage de la Sieg, il mit en déroute l'armée du prince de Wurtemberg à Altenkirchen. Arrêté ensuite par l'armée entière du prince Charles, c'est par un prodige d'habileté plus surprenant encore qu'il parvint à se placer sur la hauteur d'Ukrad, et à manœuvrer de façon à ce que vingt mille hommes n'aient pas été entamés par soixante mille. Après avoir battu le général Kray à Kaldieck, et le prince de Wartensleben à Friedberg, chargé ensuite par *interim* du commandement de l'armée de Sambre et Meuse, il opéra sa réunion avec celle de Rhin et Moselle. Il venait de s'emparer de Francfort, lorsqu'une intrigue des ennemis qu'il s'était faits par sa franchise lui fit retirer de nouveau le commandement, qui fut donné au général Hoche. Dégoûté par tant d'injustices, Kléber, dans une maison de campagne qu'il avait acquise aux environs de Paris, s'occupait d'écrire ses premières campagnes, quand le gé-

néral Bonaparte, qui voulait appuyer sur le plus de supériorités possibles le succès de l'expédition d'Égypte, le fit nommer, en 1798, au commandement d'une des divisions de l'armée d'Orient. Blessé à l'escalade d'Alexandrie, Kléber, institué gouverneur de la Basse-Égypte, n'assista pas à la bataille des Pyramides ; mais, en 1799, chargé du commandement de l'avant-garde dans l'expédition de Syrie, il prit part aux actions les plus brillantes de cette laborieuse campagne, s'empara d'El-Arich, de Gazah, de Jaffa, gagna, concurremment avec Bonaparte, la bataille du mont Thabor ; et, lors de l'évacuation de la Syrie, commandant l'arrière-garde, il protégea la marche de l'armée comme il l'avait protégée lors de l'invasion. De retour en Égypte, il se signala entre les plus braves dans le combat qui anéantit à Aboukir l'armée que Sélim avait envoyée pour la reconquérir. Quand le général Bonaparte revint en France, non pas dans l'intention d'abandonner sa conquête, mais dans l'intention de se procurer les moyens de la conserver, il en donna le commandement à Kléber. D'éclatans exploits justifiaient cette confiance, dont celui-ci avait paru d'abord éfrayé. Quand il aurait eu de l'argent pour payer les troupes et des munitions pour suffire à leurs besoins, pouvait-il, avec une armée réduite à quinze mille hommes par la guerre et par la maladie, faire tête aux révoltes intérieures et à l'armée formidable qui se réunissait en Syrie ? Il y réussit par un prodige, quand la nécessité lui eut révélé la mesure de son courage et de son génie. Le grand-visir, avec quatre-vingt mille hommes et soixante pièces de canon, s'avancait par l'isthme. Déjà son avant-garde était entrée dans le fort d'El-Arich, qui en est la clef. Ne songeant qu'à sauver l'armée, et négociant avec un ennemi qu'il ne croyait pas pouvoir vaincre, Kléber stipula, le 24 janvier 1799, avec les Turcs, par la médiation du commodore Sidney-Smith, un traité par lequel ceux-ci, en compensation de la restitution de l'Égypte, s'engageaient à rendre la liberté à tous les prisonniers français, et à ramener l'armée française, avec armes et bagages, en France. En vertu de ce traité, il avait déjà livré Damiette, Salahiéh, Catieh et Belbeis aux Osmanlis, et se disposait à leur livrer le Caire, quand il reçoit une lettre, par laquelle l'amiral Keith lui déclarait que le gouvernement anglais rejetait toute capitulation par laquelle l'armée française ne serait pas déclarée prisonnière. « On » ne répond à une telle insulte que par des victoires. Aux armes, » soldats ! » s'écria Kléber en leur donnant communication de cette insolente démarche ; et, concentrant ses forces, il marche, le 20 mars, à la rencontre des Turcs, qui étaient rangés en bataille

à Matariéh, sur les ruines d'Héliopolis, les défait, s'empare de leur camp, rejette dans le désert le grand-visir, qui ne ramène en Syrie que cinq cents hommes ; et, chargé d'un butin immense, revient au Caire, qu'il lui faut reconquérir. Soldée, grâce à cette victoire, l'armée s'était accoutumée à regarder l'Égypte comme sa véritable patrie, et la population s'était rattachée de bonne foi à un gouvernement dont la solidité lui paraissait inébranlable. Kléber lui-même affectionnait une colonie dont il était en droit de se croire fondateur. La possession de l'Égypte, garantie par la capacité d'un pareil gouverneur, paraissait enfin plus assurée que jamais à la France, quand il fut assassiné, le 14 juin, par un Musulman nommé Soleyman. Ce jeune fanatique, venu d'Alep tout exprès pour engager avec Kléber le *combat sacré*, et qui regardait l'extermination d'un infidèle comme l'acte le plus propre à lui ouvrir le ciel, attendait, depuis le 5 mai, l'occasion de frapper sa victime : il saisit le moment où le général se promenait sur la terrasse de son palais, avec l'architecte Protain, pour lui porter plusieurs coups de poignard. Kléber expira au moment même où Desaix expirait sur le champ de bataille de Marengo. Bonaparte, qui l'estimait, le regretta. « Si Kléber n'eût pas été assassiné, dit-il à Sainte-Hélène, l'armée anglaise eût été détruite, et l'Égypte eût été conservée à la France. » Présumer autant d'un homme à qui il avait laissé si peu de moyens, c'était en faire un grand éloge. Le corps de Kléber, que l'armée avait emporté avec elle lorsqu'elle évacua l'Égypte, fut d'abord déposé au château d'If : il repose aujourd'hui à Strasbourg, dans un monument que lui a fait élever Louis XVIII, qui a cru digne d'un roi de France d'acquitter une dette de la France, quelle que fût l'époque à laquelle elle avait été contractée, et la qualité du créancier. Kléber était essentiellement républicain. — A.-V. ARNAULT.

1807. Bataille de Friedland.

Les hostilités, suspendues depuis le 7 mars, avaient été reprises le 5 juin ; mais le sort des armes ne favorisait pas les Russes. Repoussés sur tous les points qu'ils attaquèrent, ils avaient été battus à Spanden par le maréchal Bernadotte, à Lomitten par le maréchal Soult, à Alfkirken, à Gulstadt et à Wolsdorff par le maréchal Ney. Se retirant sous Heilsberg, en vain avaient-ils espéré se maintenir à l'abri des retranchemens qui protégeaient cette position déjà forte par elle-même. Après une bataille que la nuit avait interrompue et que Napoléon s'app préparait à recom-

mencer le lendemain, le 11 juin, mettant l'Alle entre les Français et lui, Benigsen avait abandonné, avec le champ de bataille couvert de ses blessés, la ville et les magasins qui s'y trouvaient.

L'armée française ne fit que traverser Heilsberg. Impatient de ressaisir sa proie, mais ignorant la direction qu'elle avait suivie dans sa fuite, Napoléon, dès le 12, avait envoyé sa cavalerie à la poursuite des Russes sur la rive droite de l'Alle, pendant que les maréchaux Soult, Mortier, Ney, Davoust et Lannes, à la tête de leurs corps, couraient dans des directions diverses leur fermer la retraite sur Königsberg. Le lendemain même de l'évacuation d'Heilsberg, le maréchal Lannes et le maréchal Mortier, qui avaient suivi le cours de l'Alle dans la direction de Friedland, y retrouvèrent le général Benigsen, dont ils n'étaient séparés que par cette rivière.

Friedland est située sur la rive gauche de l'Alle, au centre d'un arc qu'elle dessine sur ce point. Un régiment français était entré, le 13, dans cette place; mais il en avait été chassé aussitôt par un détachement de cavalerie russe qui lui était supérieur en nombre.

Le corps de Benigsen avait le même avantage sur celui des deux maréchaux. Ce général imagina qu'il viendrait aussi facilement à bout des quinze mille Français qui osaient barrer à toute l'armée la route de Königsberg. Le 14, dès trois heures du matin, il débouche donc par le pont de Friedland, et fond avec impétuosité sur la troupe du maréchal Lannes, laquelle se composait des divisions Oudinot et Verdier, que soutenaient les dragons de Grouchy et les cuirassiers de Nansouty; il ne put toutefois parvenir à les rompre. Malgré l'infériorité de ses forces, non-seulement le maréchal Lannes contint les Russes, mais sa cavalerie leur enleva quatre pièces de canon.

Le signal du combat avait été entendu d'Eylau, où Napoléon avait établi le quartier-général. « Marchons, dit l'Empereur. La fortune est aujourd'hui pour moi. *C'est l'anniversaire de Ma-rengo!* » et il se dirige sur le canon à marche forcée, avec la garde à pied, la garde à cheval, le corps d'armée du maréchal Ney et celui de Bernadotte, qu'en son absence commandait le général Victor.

Arrivé à cinq heures sur le champ de bataille, Napoléon prend son ordre de bataille, place le maréchal Ney à la droite, le maréchal Lannes au centre, le maréchal Mortier à la gauche, et le général Victor, avec le corps de Bernadotte et la garde impériale, à la réserve. Les dragons de Grouchy soutenaient la gauche, ceux

de Latour-Maubourg la droite; les cuirassiers saxons et la division du général La Houssaye étaient en réserve derrière le centre.

Napoléon, dont les forces dépassaient alors en nombre celles que les Russes avaient portées en deçà de la rivière, craignait qu'ils ne la repassassent; mais voyant qu'au contraire Benigsen appelait de la rive droite le reste de ses troupes sur la rive gauche, il se détermina à l'attaquer.

Les Russes se déployèrent entre l'armée française et l'Alle, sur une ligne de près de deux lieues; leur gauche, qui s'appuyait à la rivière, couvrait la ville de Friedland, qu'elle dépassait, et leur droite, qui s'y appuyait aussi, s'étendait jusque par-delà Gourischdorff; en cas de revers, ils n'avaient de retraite ouverte que par Friedland.

Résolu de la leur couper, c'est sur Friedland que Napoléon dirigea sa première attaque. A cinq heures et demie, vingt pièces de canon donnent le signal du combat. Aussitôt le corps du maréchal Ney se met en mouvement. La division Marchand s'avance l'arme au bras, prenant le clocher de la ville pour point de direction; elle était soutenue à gauche par la division du général Bisson.

L'ennemi, s'apercevant alors que la droite du maréchal Ney ne s'appuyait plus aux bois près desquels elle avait d'abord pris position, la fait déborder par une cavalerie nombreuse que précédait une nuée de Cosaques. Le maréchal n'eût pas résisté sans peine à leur choc; mais les dragons de Latour-Maubourg, chargeant au galop la cavalerie ennemie, la forcèrent à reculer.

Ney, poursuivant sa marche et renversant tout ce qui se présentait devant lui, arrive au ravin qui entoure la ville de Friedland. La garde impériale russe y était embusquée: elle en sort, se précipite sur la gauche du maréchal, qui en est ébranlée; peut-être allait-elle reculer, quand le général Dupont, qui faisait partie du corps de Bernadotte, prenant ordre, non de ses chefs, mais du danger de ses camarades, du danger de l'armée, change de son propre mouvement sa ligne de direction, marche à la garde impériale russe, la culbute, et, de concert avec Ney qu'il a dégagé, en fait un horrible carnage. Une batterie de trente pièces de canon, établie par le général Sénarmont à quatre cents pas de la réserve, écrasait cependant l'ennemi. C'est en vain que Benigsen essaya de détourner le maréchal Ney de sa direction; c'est en vain qu'il tira de ses réserves et de son centre de nouvelles troupes pour couvrir Friedland, Ney y pénétra sur des monceaux de morts. Dès ce moment le gain de la

bataille est décidé. Les Russes, malgré leur bravoure, sont repoussés partout. Au centre, leurs efforts se brisent contre les divisions du maréchal Lannes ; à gauche, ils se brisent contre les divisions du maréchal Mortier et contre les fusiliers du général Savary.

L'artillerie française fit surtout un ravage affreux dans les rangs des Russes. Agglomérés en avant de Friedland, ils y avaient formé pendant quelques momens une espèce de redoute vivante : cette masse fut démolie à coups de canon. Alors la déroute devient affreuse : cavalier, fantassin, c'est à qui mettra au plus tôt l'Alle entre les vainqueurs et soi. A défaut de pont, les uns essayaient de la passer à gué, les autres la passaient à la nage sous le feu même des Français ; presque tous trouvèrent la mort dans cette rivière à travers laquelle ils allaient chercher leur salut. La majeure partie de l'aile droite des Russes, commandée par le général Korsakoff, y fut engloutie avec ses bagages et son artillerie.

A onze heures du soir, les Français seuls occupaient le champ de bataille. Les Russes y laissèrent plus de quinze mille morts, quatre-vingts pièces de canon, quantité de drapeaux, un grand nombre de blessés et plusieurs milliers de prisonniers. Vingt-deux de leurs généraux furent pris ou tués. La perte des Français s'élevait à peine à cinq mille hommes, qui, pour la plupart, n'étaient que blessés.

Cette victoire, non moins importante par ses conséquences que celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna, est comme elles le résultat des combinaisons les plus puissantes et de l'exécution la plus hardie. Napoléon avait pris des dispositions si heureuses, qu'il vainquit sans presque recourir à sa réserve. — A.-V. ARNAULT.

1809. *Bataille de Raab.*

L'insurrection générale de l'Espagne avait contraint Napoléon, qui déjà faisait occuper par ses armées tout le nord de l'Allemagne, d'envoyer au-delà des Pyrénées la majeure partie de ses forces disponibles. L'Autriche crut l'occasion favorable pour réparer le dommage que lui avait fait la journée d'Austerlitz, s'agrandir en Allemagne aux dépens des alliés de la France, et se ressaisir, en vengeance ses défaites, des vastes possessions qu'elle avait perdues au-delà des Alpes. Elle avait fait avec beaucoup d'habileté d'immenses préparatifs. Sous prétexte de se mettre en mesure de repousser les agressions des Turcs, elle avait, pendant le cours de 1808, levé des troupes nombreuses, armé ses milices natio-

nales, réparé ses places fortes et formé d'immenses magasins. Ainsi, au commencement de 1809, l'empereur François II avait sous les armes cinq cent mille hommes, auxquels Napoléon en pouvait à peine opposer deux cent mille. Jetant tout-à-coup le masque, le cabinet de Vienne publie le 6 avril, par l'organe du prince Charles, une proclamation qui fait connaître le but véritable de ses préparatifs, et le 10, cent quatre-vingt mille hommes entrent en Bavière.

Suppléant, par le génie avec lequel il les fait mouvoir, à l'infériorité numérique de ses troupes, Napoléon, parti de Paris après que l'armée autrichienne s'est mise en marche, arrive presque aussitôt qu'elle entre le Danube et l'Iser, où les divers corps de son armée opèrent leur jonction ; il la bat à Tann, à Abensberg, à Landshut, à Eckmühl, à Ratisbonne, et poussant sa marche jusque dans le centre de l'Autriche, dont la capitale tombe pour la seconde fois en son pouvoir ; lui livre une nouvelle bataille à Essling, bataille indécise (*voy.* 21 et 22 MAI), à la suite de laquelle son armée se retire dans l'île de Lobau.

Cependant le jour même où l'archiduc Charles ouvrait ses opérations en Bavière, l'archiduc Jean, son frère, entrait dans le Frioul à la tête de soixante mille hommes. Le prince Eugène n'était pas en état de résister à des troupes aussi nombreuses. Les siennes, disséminées sur toute la superficie du royaume d'Italie, depuis Udine jusqu'à Milan, ne pouvaient se réunir assez promptement sur la ligne attaquée pour arrêter l'invasion. Force lui fut donc de se retirer de position en position sur l'Adige. Pendant cette retraite, qui ne fut pas sans gloire pour les Français, même dans la journée de Sacile, les divisions arrivaient de tous les côtés et se concentraient autour de Vérone. Le 28 avril, les affaires changèrent tout-à-coup de face. Le prince, au moment où il se croyait menacé sur toute la ligne, apprend que l'archiduc s'est retiré pendant la nuit et rétrograde sur Vicence : l'archiduc en cela obéissait au conseil aulique, qui appelait l'armée d'Italie au secours de l'armée d'Allemagne. Poursuivant ceux qui l'avaient poursuivi, Eugène, dès lors, s'attache aux pas de l'archiduc, harcelant la queue de ses colonnes et lui faisant quantité de prisonniers. Les Autrichiens s'arrêtant le 16 mai sur la Piave, et lui présentant la bataille, il remporte sur eux une victoire qui leur coûte dix mille hommes, et les poussant désormais plutôt qu'il ne les suit, après les avoir battus de nouveau à Tarvis, à San-Michiele, il opère le 31 mai, au-delà du Sommering, sa jonction avec la grande armée.

C'est là qu'il reçut de Napoléon l'ordre de continuer à poursui-

vre en Hongrie l'armée du prince Jean, et d'empêcher sa réunion à celle du prince Charles. Il le suivit donc avec une activité nouvelle, impatient de le combattre.

L'archiduc Jean, dont l'armée s'était grossie de l'armée d'insurrection que son frère l'archiduc Joseph avait organisée en Hongrie, avait de son côté l'ordre de risquer de nouveau les chances d'une bataille contre Eugène. Il ne ramenait que vingt mille hommes d'Italie; mais joints à quinze mille hommes que lui fournissait l'insurrection, à dix mille qu'il avait tirés des places fortes, et aux débris des colonnes échappées du Tyrol et de la Carinthie, ils lui composaient une armée de plus de cinquante mille hommes.

Eugène n'avait guère que trente-six mille hommes; mais son armée, tout homogène, était commandée par Macdonald, Grenier, Baraguey-d'Hylliers, Grouchy, auxquels venaient de se réunir Colbert et Montbrun.

Le centre de l'armée autrichienne occupait sur les hauteurs qui couvrent la ville de Raab une forte position défendue par une artillerie formidable. Arrivé le 13 en présence de l'ennemi, le prince Eugène emploie cette journée à faire ses dispositions, et fixe l'attaque pour le lendemain. A pareil jour avaient été livrées les batailles de Marengo et de Friedland. Jamais anniversaire ne fut mieux célébré. Malgré les avantages que le terrain lui donnait, et l'appui que lui prêtait l'artillerie de la place, la fermeté autrichienne ne put résister à l'impétuosité française. L'affaire, qui avait commencé à onze heures du matin, était décidée dès quatre heures du soir. On poursuivit les fuyards jusqu'à la nuit. Les Autrichiens perdirent à Raab sept mille hommes, les Français deux mille. La prise de cette ville, qui, le 24 juin, ouvrit ses portes aux vainqueurs, fut la conséquence immédiate de cette victoire, à la suite de laquelle l'armée d'Italie vint se réunir à la grande armée dans l'île de Lobau. Pendant les deux mois qu'elle avait employés à venir des bords de l'Adige aux bords du Danube, elle avait livré trois batailles rangées et plusieurs combats; elle avait traversé, en présence de l'ennemi, plusieurs rivières, et lui avait pris trente-sept mille hommes, cent quatre-vingt-dix-huit bouches à feu, quarante-cinq mille fusils et douze drapeaux. Cette campagne a porté Eugène au premier rang des militaires de cette époque si féconde en grands capitaines. — A.-V. ARNAULT.

1824. *Arrivée de don Miguel en France.*

Les derniers mois de l'année où l'infant don Miguel avait ren-

versé la constitution jurée par son père , en le forçant lui-même à redevenir monarque absolu (*voy.* 31 MAI 1823), s'achevèrent dans les luttes des factions et dans les discordes intestines. Jean VI avait cru devoir promettre à son peuple un nouveau pacte d'alliance ; mais quand il voulut s'en occuper, les absolutistes lui signifèrent qu'ils ne souffriraient pas d'autre charte que celle qui datait de l'origine de la monarchie. La soumission du roi ne put satisfaire le parti de l'infant et de la reine. Il était clair que don Miguel aspirait à s'emparer du trône, et que s'il avait échoué dans sa première tentative, il en risquerait bientôt une seconde.

Le prélude de ce grand coup d'état fut un meurtre. Le grand-écuyer du roi, le marquis de Loulé, périt victime de l'attachement qu'il portait à son maître et à la constitution. Le 1^{er} mars 1824, on le trouva étendu sans vie, dans un bâtiment ruiné du palais de Salvatierra, où le roi était venu passer le carnaval avec ses deux filles. Imputer ce crime à don Miguel, ce n'est que répéter les aveux faits par lui-même deux mois plus tard.

L'enquête ordonnée au sujet de cet assassinat n'était pas encore terminée, lorsque la journée du 30 avril vit éclore un autre attentat. L'infant, abusant de son titre de généralissime, appela les soldats aux armes, et leur adressa une proclamation conçue dans les termes les plus violents. Il allait, disait-il, achever l'ouvrage commencé l'année précédente, et *exterminer la secte empestée des Francs-maçons*. Il s'exprimait de même dans une lettre adressée à son père, le priant d'approuver *sa noble et royale démarche*. Le même jour, par son ordre, on arrêta tous les ministres du roi, quelques chefs militaires, le directeur des douanes et l'intendant de police chargé de l'enquête relative à l'assassinat du marquis de Loulé.

C'en était fait de l'autorité royale, et peut-être du roi lui-même, captif dans son palais de Bemposta, dont on avait interdit l'accès au corps diplomatique, s'il ne se fût trouvé là un Français, un homme doué du courage de l'esprit et du cœur. M. Hyde de Neuville, ambassadeur à la cour de Portugal, se rendit au palais, que déjà environnaient les troupes, et, comme on refusait de l'introduire, sans un ordre de l'infant, il déclara que l'Europe ne connaissait que le roi. « Vous qui osez méconnaître votre légitime » souverain, ajouta-t-il, le seul chef de qui vous avez à recevoir » des ordres, songez bien à ce que vous faites : *On pardonne aux » fils de roi qui s'égarent, mais on pend leurs complices.* » Cette fermeté déconcerta les rebelles : le corps diplomatique parvint jusqu'au roi, qui, se sentant appuyé, reprit quelque énergie. Bientôt

l'infant se présenta et alléguait une prétendue nécessité de prendre des mesures pour déjouer un complot tramé contre la vie du roi et de la reine. Le roi répondit qu'il n'y avait de complot que celui qui le retenait captif dans son palais. Sur la demande des ambassadeurs, sur les remontrances adressées par M. Hyde de Neuville, au nom du corps diplomatique et à la prière du roi, à l'infant don Miguel, les troupes rentrèrent dans leurs quartiers ; quelques-unes des personnes arrêtées recouvrèrent leur liberté. Mais en même temps le roi eut la faiblesse d'ordonner des procédures sommaires contre les auteurs du complot, et de relever l'infant de l'excès de juridiction qu'il avait exercée sans l'autorité royale.

Don Miguel n'en persista pas moins dans l'usage du pouvoir arbitraire. Les arrestations se multipliaient : on parlait de changer le ministère, et de nommer l'infant régent du royaume. L'ambassadeur français avait déclaré qu'il ne reconnaîtrait pas des ministres nommés sous l'influence des baïonnettes. A son exemple, tous les autres ambassadeurs avaient protesté contre les actes du 30 avril ; par ses soins et par ceux de sir Ed. Thornton, tout fut préparé à bord du *Windsor Castle*, vaisseau de ligne anglais mouillé dans le Tage, pour délivrer le roi des mains des factieux. Le 9 mai, Jean VI parvint à se soustraire à leur surveillance. Sous prétexte d'aller à son palais de Caxias, il se rendit avec les deux princesses, ses filles, à bord du *Windsor Castle*, où tout le corps diplomatique se rassembla. Aussitôt le monarque rendit un décret, par lequel il retirait le commandement de l'armée à don Miguel, qui reçut l'ordre de paraître devant son père. L'infant obéit, et avoua qu'il avait été séduit et trompé. Son père lui pardonna de nouveau, et, sur sa demande, lui permit de voyager en Europe. Le 12 mai, don Miguel s'embarqua sur une frégate portugaise, qui fit voile pour Brest, où il débarqua le 14 juin suivant.

Tel est l'aperçu rapide des hauts faits, qui annonçaient don Miguel à la France. Deux fois en deux ans, il avait tenté de détrôner son père, sans y réussir jamais. De Paris il se rendit à Vienne ; et quand la volonté généreuse de son frère le rappela en Portugal, on put voir que les études, faites par lui sur la terre classique du despotisme, avaient profité à son incurable monomanie d'usurpation. (*Voy.* 23 JUIN 1828.) — E. M.

LITTÉRATURE.

1674. *Mort de Gomberville (Marin le Roi), écrivain français.*

Cet écrivain, exemple d'une grande renommée rapidement déchue, naquit en 1650 à Paris ou peut-être à Étampes, où, suivant un biographe moderne, sa famille subsiste encore aujourd'hui. Il débuta, dès l'âge de quatorze ans, dans la carrière littéraire, par un volume de poésies, composé de cent dix quatrains, dont, à défaut de talent, le sujet a droit d'étonner de la part d'un auteur si jeune. C'est le contraste des agitations de l'adolescence avec le bonheur de la vieillesse.

Plus tard, il acquit, sans la mériter, une grande réputation par des romans, qui contenaient, comme l'indique le titre de l'un d'eux, « sous des temps, des provinces et des noms supposés, plusieurs » rares et véritables histoires du temps; » c'étaient la Caritie, la Poléxandre, avec une continuation non finie; la jeune Acidiane, et enfin la Cythérée. Voici le jugement porté par un critique éclairé sur la Poléxandre, le plus célèbre de ces ouvrages, presque inconnus à la génération actuelle. « Ce roman est le plus intrigué que nous » ayons en notre langue; mais les intrigues en sont si abondantes, » si liées les unes aux autres, qu'il est très-difficile de suivre ce » fil tortueux. L'auteur, profitant de toute la liberté accordée à la » fiction, semble avoir pris plaisir à affecter de l'inconstance dans » les différentes éditions; car la conduite du roman, les épisodes, » et surtout le dénouement, offrent une variété constante d'une édition à l'autre. L'ouvrage est cependant estimable par l'invention » et la texture. Comme l'auteur n'aimait pas à se servir du mot » *car*, il se vanta un jour de ne l'avoir jamais employé dans cet immense roman. On eut la patience de l'y chercher, et on le trouva » en trois endroits. » C'est à cette puérile répugnance pour un des monosyllabes les plus nécessaires, que Voiture opposa l'élégant badinage de la lettre qui commence ainsi : « Mademoiselle, *car* étant » d'une grande considération, etc.; » et que La Bruyère faisait allusion dans cette phrase : « Quelle persécution le *car* n'a-t-il pas » essuyée, et s'il n'eût trouvé de la protection parmi les gens polis, » n'était-il pas banni honteusement d'une langue, à qui il a rendu » de si grands services, sans qu'on sût quel mot lui substituer ? »

La vogue des romans de Gomberville lui valut l'honneur d'être désigné, par le cardinal de Richelieu, comme un des premiers membres de l'Académie, que venait de former ce ministre-poète. Il s'y distingua par la chaleur avec laquelle il défendit les odes de

Malherbe contre les critiques de ses confrères. Il avait aux environs de Port-Royal une terre, où il passait une partie de l'année, et l'influence de ce voisinage pieux le fit renoncer aux fictions, qui, suivant les jansénistes, étaient un poison pour les âmes. Il s'attacha quelque temps au projet d'écrire l'histoire des Valois; mais il n'en composa que des fragmens. Il avait, dit-on, voulu faire sa propre épitaphe, dans une pièce de vers qui se termine ainsi :

Ma naissance fut fort obscure,
Et ma mort l'est encore plus.

Jeté, en effet, au milieu des merveilles d'éloquence et de poésie qu'on voyait éclore avec profusion, à la suite des guerres civiles de la Fronde, il eut la douleur de survivre à sa renommée, et de se convaincre qu'il n'y aurait point pour lui de postérité. — N. P.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1631. Mort du père Garasse (François.)

Le nom de ce Jésuite est un de ceux que Voltaire a pour ainsi dire *adjectivés* dans le sens de l'indignation et du mépris. Garasse est devenu sous sa plume l'équivalent de *menteur, calomniateur, insolent*. C'est qu'en effet il y avait de tout cela dans le personnage marqué d'une illustration si fatale. Né à Angoulême, en 1585, il entra chez les Jésuites à l'âge de quinze ans, et y fit des vœux en 1618. Fougueux, satirique et bouffon dans ses prédications, dans ses écrits, il ne manquait ni d'auditeurs, ni de lecteurs. C'est surtout contre le poète Théophile, et contre le célèbre Étienne Pasquier, que Garasse se déchainait sans raison et sans mesure. Ce dernier répétant sans cesse « qu'il voulait être tondu, s'il avan- » çait rien de faux : — *Oui*, lui répliquait le Jésuite, *vous serez tondu, » et c'est moi qui serai votre barbier.* » Il l'appelait encore : *sot par nature, sot par bécarré, sot à la plus haute gamme, sot à double semelle, sot à double teinture, sot en cramoisi, sot en toutes sortes de sottises.* Quant à Théophile, il le comparait à un veau, parce que Viaud était son nom de famille. *Mais d'un veau*, ajoutait-il, *la chair est bonne à rôtir et à bouillir, et la tienne n'est bonne qu'à brûler.* Voilà l'homme que l'historien de son institut représente comme un modèle de douceur, de modération, d'amabilité ! Néanmoins il est vrai de dire que, malgré ses défauts odieux, le père Garasse possédait des qualités réelles, une piété vive et une ardente charité. Retiré, ou, selon d'autres, relégué à Poitiers, il

sollicita la permission d'aller dans un hôpital soigner et consoler des malades, atteints d'un souffle contagieux, et périt victime de son zèle. — X.

MOEURS ET COUTUMES.

1626. *Impunité d'un baron, faux monnoyeur.*

Long-temps les rois de France avaient donné l'exemple d'altérer la monnaie : au dix-septième siècle, plusieurs nobles se permirent d'en fabriquer de fausse. Le baron de Beauveau était détenu au Châtelet, sous le poids d'une accusation de ce genre. Son procès se continuait, lorsque de Vitry, capitaine des gardes du roi, et l'exempt Maleville, accompagnés d'un grand nombre de gens armés et munis de pétards, se présentent pendant la nuit au Châtelet; ils battent et mettent en fuite les archers, brisent les portes de la prison, en tirent le baron de Beauveau, se rendent dans la maison du lieutenant de robe courte, l'insultent, et y commettent plusieurs violences. Le Parlement, informé de ces excès, ordonna que les auteurs et complices de l'expédition nocturne fussent arrêtés et conduits à la Conciergerie. Mais on se moqua de son ordonnance : le délit fut approuvé par la cour et par le roi lui-même. Les mauvaises raisons alléguées par le garde des sceaux en faveur des coupables furent consignées dans les registres mêmes du Parlement. Cet exemple, auquel on pourrait en joindre une foule d'autres, prouve, comme l'observe M. Dulaure, que la justice était alors à Paris sans force, contrariée dans son action par la féodalité, et qu'il n'y avait sûreté dans cette ville ni pour les personnes, ni pour les propriétés.

POLITIQUE.

15 JUIN 1458. *Procès du duc d'Alençon.*

Fils et petit-fils de deux princes, dont l'un périt à la journée de Crécy, l'autre à celle d'Azincourt, Jean II, duc d'Alençon, surnommé le Beau, avait lui-même combattu vaillamment pour la France. Né en 1409, il avait été fait prisonnier à la bataille de Verneuil, en 1424; captif pendant quatre années, il ne recouvra la liberté qu'en payant aux Anglais une rançon de trois cent mille écus d'or; et cependant on l'accusa un jour d'avoir traité avec ces mêmes Anglais, et de s'être engagé à leur ouvrir les portes du royaume. « Peut-être, dit Mézeray, comme quelques-uns l'ont cru, c'était qu'il portait avec trop de chaleur le parti

» du dauphin (depuis Louis XI), qui était son filleul. Ce qui
» donna occasion au roi (Charles VII), fort jaloux et susceptible
» de mauvaises impressions contre les grands, de perdre le duc. »
Venu à Paris pour voir le monarque, il fut arrêté par le comte de
Dunois, le jour de la Fête-Dieu. D'abord, il repoussa vivement
les faits qui lui étaient reprochés : il en argua de faux toutes les
preuves. Mézerai lui prête un discours assez éloquent, dans le
quel se trouvent des argumens spécieux. « Mais enfin, ajoute
» l'historien, ou par la force de sa conscience, qui ne pou-
» vait plus retenir ses crimes, ou par l'avis qu'il eut que l'inten-
» tion du roi était de le rendre coupable, et qu'il n'y avait pas
» d'autre moyen de fléchir sa colère que de s'humilier, il changea
» tout d'un coup de dessein, et en avoua beaucoup plus qu'on ne
» lui en demandait. Sur cette confession, les pairs le déclarèrent
» criminel de lèse-majesté et déchu de l'honneur de pair de France;
» et ils le condamnèrent à la mort, et ses biens furent confisqués;
» mais l'exécution en fut remise à la volonté du roi, lequel commua
» la peine de mort en une prison perpétuelle, le fit emmener à
» Loches, où il demeura enfermé jusqu'au règne de Louis XI.
» Quant à ses terres, il les saisit toutes, hormis le comté du
» Perche, qu'il laissa à ses enfans pour la considération du duc de
» Bretagne, oncle du duc d'Alençon. » Sous le règne de Louis XI,
ce dernier ayant eu des intelligences avec Charles le Téméraire,
fut condamné, par un second arrêt, rendu en 1474, à la peine de
mort, commuée encore en prison indéfinie, au Louvre, où il
resta dix-sept mois. Le roi lui rendit la liberté en 1475, et il
mourut l'année suivante. Son premier procès avait offert le pre-
mier exemple d'un prince du sang condamné à mort par le roi
siégeant dans sa cour des pairs ; il y avait eu sur cette forme de
procédure, ainsi que sur plusieurs autres, délibération préalable
du Parlement, à la requête de Charles VII. Le fils du duc d'Alen-
çon, encore plus malheureux que son père, éprouva, de la part
de Louis XI, les persécutions les plus cruelles, relativement à sa
personne, à ses titres et à ses biens. Arrêté et renfermé à Chinon,
dans une cage de fer, où il ne recevait à manger qu'à travers des
barreaux, il subit pendant trois ans ce traitement barbare. Jugé
enfin par le Parlement, il ne fut déclaré coupable que de désobéissance,
et recommandé à la clémence du roi. Néanmoins, il
n'obtint que de Charles VIII la restitution de ses titres et de ses
domaines ; il mourut le 1^{er} novembre 1492.—A. S.

1467. *Mort de Philippe le Bon, duc de Bourgogne.*

Fils de Jean sans Peur et de Marguerite de Bavière, Philippe le Bon naquit à Dijon en 1396 ; il avait vingt-trois ans , lorsque son père tomba sur le pont de Montereau, victime d'une odieuse perfidie (*Voy.* 10 SEPTEMBRE 1419.) Le désir de la vengeance devait le jeter dans le parti de l'Angleterre. Bientôt une alliance est jurée entre Henri V et lui. Le roi et le duc réunissent leurs troupes , et Paris les voit entrer le même jour l'un et l'autre. Après la mort de Henri V, Philippe refuse la régence, qui est déférée au duc de Bedford ; mais le mariage de ce dernier avec Anne de Bourgogne resserre encore les deux maisons.

Néanmoins, un élément de discorde ne tarda pas à se développer, et à rompre cette ligue fatale à la France. (*Voy.* 8 OCTOBRE 1436, *Mort de Jacqueline de Bavière.*) A compter de la délivrance d'Orléans (*voy.* 8 MAI 1429), le duc de Bourgogne ne témoigna plus que de la froideur au duc de Bedford. Jeanne d'Arc fut prise par ses troupes, et il refusa de la livrer ; mais Jean de Luxembourg la vendit. Enfin, le 21 septembre 1435, fut signé ce traité célèbre, par lequel Charles VII, désavouant le meurtrier de Jean sans Peur, s'engageait à punir les coupables, et promettait une amnistie générale à tous ceux qui avaient porté les armes contre la France. Dans le même acte, Philippe, s'intitulant *duc par la grâce de Dieu*, reconnaissait le roi pour son *souverain seigneur*, à condition que ses sujets resteraient indépendans de la couronne pendant sa vie ; qu'on lui cèderait Mâcon, Bar-sur-Seine, et quelques autres seigneuries ; en outre, qu'on lui paierait 50,000 écus d'or, et que la souveraineté de la Picardie, bien que déclarée rachetable, lui demeurerait à jamais engagée. A la nouvelle de ce traité, Bedford meurt de chagrin. Philippe offre sa médiation à Henri VI ; mais ses ambassadeurs ayant été outragés à Londres, à ces offres toutes pacifiques, il substitue des lettres de défi, que, l'année suivante, il essaie vainement de soutenir par le siège de Calais.

Depuis vingt-cinq ans, le duc d'Orléans, fils de celui qu'avait fait assassiner Jean sans Peur, et père de Louis XII, était captif en Angleterre ; Philippe paya sa rançon, et lui rendit la liberté, sous la seule promesse d'oublier les anciens débats de leurs familles. L'union des deux princes devint même si étroite, que pour forcer Charles VII à recevoir dans son conseil le duc d'Orléans, le duc de Bourgogne menaça le roi de ses armes. La ré-

volte des Gantois lui offrit une occasion plus sérieuse de les employer. La Belgique servit de théâtre à une guerre d'extermination, et Philippe, dit un historien, pleura sa victoire. A cette époque, Constantinople venait de tomber sous l'effort de Mahomet II. (*Voy.* 29 MAI 1453.) Dans un festin splendide, Philippe jura sur un faisan que, *si le roi de France voulait tenir ses pays en paix, il irait combattre le grand-turc, corps contre corps, ou puissance contre puissance.* Ce serment, répété par toute la cour, ne produisit qu'un voyage inutile en Allemagne, dans lequel le duc ne put même pas voir l'empereur.

La vieillesse de Charles VII et celle de Philippe furent attristées par la séditeuse indocilité de leurs fils. Lorsque Louis XI, encore dauphin, s'enfuit à la cour de Bourgogne, le duc, dont il n'avait pas attendu l'aveu, s'agenouilla, et lui dit : « Monseigneur, » mes soldats et mes finances sont à votre service, sauf contre » monseigneur le roi, votre père ; mais de réformer son conseil, » ce ne convient ni à vous, ni à moi ; je le tiens si sage et si prudent, qu'il saura bien réformer ceux de son dit conseil, sans » qu'il soit besoin qu'autrui s'en doive mêler. » Malgré cette prudente réserve, le roi de France improuva la conduite de Philippe, et jusqu'à sa mort, la guerre fut toujours sur le point d'éclater entre le souverain et le vassal. Quant à l'héritier de Bourgogne, alors appelé comte de Charolais, et depuis Charles le Téméraire, sans cesse il troublait la cour par ses ressentimens et ses fougueuses saillies ; sans cesse il excitait son père aux partis les plus violens. Par lui fut entreprise et conduite la guerre du *bien public*, que termina le traité de Conflans. (*Voy.* 5 OCTOBRE 1465.) Ce traité à peine signé, Louis XI souleva les Liégeois contre le duc ; le comte de Charolais, envoyé pour les soumettre, se présenta devant la ville de Dinant. Les habitans, qui l'avaient pendu en effigie, promenèrent sur leurs remparts une image de son père, représenté au milieu d'un fossé bourbeux, et ils criaient aux assaillans : *Voilà le siège du grand crapeau, votre duc.* Un châtiment terrible punit cette insolence. La ville, prise d'assaut, fut livrée au pillage et aux flammes ; tous les habitans périrent par le glaive. Philippe, malade et infirme, s'était fait porter en litière pour jouir du spectacle de sa vengeance : il ne survécut pas longtemps à ce déplorable succès.

Prince libéral, brave, populaire, ami des arts et protecteur de l'industrie, Philippe mérita son surnom de *le Bon*, que semble pourtant démentir la dernière scène de sa vie. « Ses subjects, dit » Comines, avoient grandes richesses, à cause de la longue paix.

» qu'ils avoient eue, et pour la bonté du prince sous qui ils vivoient, lequel peu tailloit ses sujets; et me semble que ces terres se pouvoient mieux dire terres de promission que nulles autres seigneuries qui fussent sur la terre. » Malgré son goût pour le faste et les plaisirs, on trouva dans ses coffres quatre cent mille écus d'or et soixante-douze mille marcs d'argent, sans compter plus de deux millions d'objets précieux. Philippe le Hardi, son aïeul, était mort insolvable (voy. 27 AVRIL 1404), et ce trésor ne servit qu'aux extravagances et à la perte de son fils. (Voy. 5 JANVIER 1477, mort de Charles le Téméraire.)

Philippe le Bon s'était marié trois fois. En prenant sa troisième épouse, Isabelle de Portugal, il institua l'ordre de la *Toison d'or*. De graves historiens supposent à cette fondation une origine toute galante, et qui rappellerait celle de l'ordre de la *Jarrettière* : à les en croire, le duc aurait voulu réhabiliter, ennoblir la couleur des cheveux d'une dame qu'il aimait : et cependant à la même époque Philippe adoptait, en l'honneur d'Isabelle, la devise conjugale : *Autre n'aurai*. Le fait ne détruit-il pas la conjecture ? et ne faut-il pas croire plutôt que, par l'emblème de la *Toison d'or*, le duc cherchait à relever le commerce des laines, source de l'opulence de Bruges et des Pays-Bas ?

« C'est du règne de Philippe le Bon que le comté de Bourgogne commença d'être nommé la *Franche-Comté*, non que cette province ne fût déjà libre, franche et non imposable, mais parce que les circonstances de l'institution de l'ordre de la *Toison d'or* et de la création des hérauts d'armes, sous le nom des différens pays qui composaient les Etats du duc, déterminèrent à caractériser le héraut d'armes du comté de Bourgogne par un nom assorti à la liberté naturelle et aux immunités dont il jouissait (1). » — E. M.

1821. *Massacres et incendie à Smyrne.*

Le premier exploit de la flotte grecque contre l'escadre turque eut pour résultat la destruction d'un vaisseau de soixante-quatorze, et l'éloignement total de l'escadre. Enhardis par ce succès, les insulaires tentèrent d'exécuter le projet qui servit de prétexte au massacre des habitans de Smyrne et de Cydonie. Le conseil de l'union, pensant qu'il fallait assurer aux chrétiens d'Asie mineure un refuge, aussi bien que des points d'appui contre leurs oppres-

(1) *Art de vérifier les dates.*

seurs, avait fait proposer aux habitans de Smyrne et d'Aiwali un plan de soulèvement d'une exécution facile. La flotte devait débarquer, dans les deux villes, des forces qui se joindraient à la population pour en chasser les Turcs. Immédiatement on se fortifierait comme à Samos et à Psara, de manière à rendre un double siège indispensable. Ce plan fut dénoncé aux Turcs, avant même que les chrétiens de Smyrne et de Cydonie eussent promis leur participation. Aussitôt des hordes de Musulmans asiatiques y accoururent. La flotte grecque, se trouvant dans le voisinage de la seconde ville, n'hésita point à débarquer pour sauver, s'il était possible, la population. « En effet, le 15 juin, à neuf heures » du matin, le canal parut tout couvert de barques armées de canons. Les Turcs, embusqués dans les maisons voisines des quais, voulurent en vain s'opposer au débarquement ; les Grecs, protégés par leur artillerie, les en délogèrent. Une action plus terrible s'engagea au milieu de la ville ; on se battit corps à corps à coups de baïonnette et de poignard avec une rage féroce : enfin, le nombre l'emporta, et les Turcs se retirèrent après avoir mis le feu à la ville. Quelques heures après, cette cité, qu'on pouvait regarder comme une ancienne colonie grecque, cette Cydonie, célèbre par son collège et par le privilège, remarquable sur une terre vouée au despotisme, d'être gouvernée par des magistrats élus dans son sein, et qui comptait plus de trente-six mille habitans, était réduite en cendres. Tous ceux qui ne purent trouver asile sur la flotte grecque furent massacrés ou vendus comme esclaves. Dans la nuit même, les Turcs, revenus avec de nouvelles forces pour piller ce qui avait échappé à l'incendie ou à l'avidité des Grecs, furent taillés en pièces. Les malheureux habitans, qui venaient de perdre une patrie, furent transportés à Psara, et ensuite répartis, d'après un décret du sénat d'Hydra, dans les autres îles (1). » — A. S.

LITTÉRATURE.

1735. *Mort de Vertot (René-Aubert, abbé de), historien français.*

A l'époque où l'on écrivait l'histoire dans le système des anciens, à peu près comme on écrit un ouvrage de théâtre, l'abbé de Vertot se fit un grand nom par quelques compositions brillantes. Visant à l'effet, s'inquiétant peu de l'exactitude, il sut exploiter avec talent les défauts d'une méthode, qui passait alors pour n'en point

(1) LESUR, *Annuaire*.

avoir. Ses torts, comme historien, doivent donc être mis sur le compte de son siècle, ses qualités sur celui de son esprit.

Né au château de Benetot, dans le pays de Caux, le 25 novembre 1655; entraîné d'abord par une ardente piété vers l'existence monastique, le jeune Vertot passa du collège des Jésuites au séminaire, et du séminaire à un couvent de Capucins. Mais la robe de bure frottant sur ses jambes nues, dont l'une avait subi naguère une opération, mit en péril la vie du néophyte : les instances de toute une famille, jointes aux consultations des médecins, le déterminèrent à choisir une règle moins austère, et il entra chez les Prémontrés, dont l'abbé de Colbert le nomma bientôt prieur. Cette nomination blessait les règles du droit canonique, et bien que ratifiée par le pape, le titulaire s'en démit ; sollicitant comme indemnité une simple cure, il obtint celle de Croissy-la-Garenne, près de Marly. Pour en finir avec ce qu'on appela dans le temps *les Révolutions de l'abbé de Vertot*, disons qu'après avoir possédé une seconde cure dans le pays de Caux, il l'échangea contre une troisième, située aux portes de Rouen. En 1701, nommé membre associé de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, il n'y vint siéger qu'en 1703, et, en 1705, il fut nommé académicien pensionnaire. Après la publication de son dernier ouvrage, le duc d'Orléans, fils du Régent, le nomma secrétaire-interprète, puis secrétaire des commandemens de la princesse de Bade, qu'il venait d'épouser. L'abbé de Vertot eut un revenu considérable, un logement au Palais-Royal, où il mourut. La dernière partie de sa vie n'aurait connu que le bonheur, sans les infirmités cruelles qui vinrent l'accabler.

C'est en 1689 que parut l'*Histoire de la conjuration de Portugal*, suivie, sept ans après, de l'*Histoire des révolutions de Suède*. L'*Histoire des révolutions de la république romaine* leur succéda ; enfin, l'*Histoire de l'ordre de Malte* ferma la carrière. D'universels applaudissemens saluèrent chacune de ces œuvres, qui se ressemblent beaucoup plus que la différence des matières n'aurait dû le permettre. Partout même coloris, mêmes formes, même ordonnance : un esprit vif et indépendant, mais peu de recherches ; de l'intérêt, mais nulle vérité au-delà d'un cercle vulgaire. Toute la méthode de l'abbé de Vertot se trouve résumée dans cette réponse à ceux qui lui offraient des documens curieux sur le siège de Rhodes : *Mon siège est fait. C'est tout au plus ce qu'un romancier aurait pu dire : de nos jours même il ne le dirait pas.* — E. M.

1814. *Mort de Palissot, littérateur français.*

Charles Palissot de Montenoy naquit à Nanci le 3 janvier 1730. Son père, avocat estimé, était conseiller du duc de Lorraine. Palissot fit des études brillantes. Ses succès précoces lui obtinrent une mention dans *la bibliothèque de Lorraine*, où dom Calmet le classe parmi les enfans célèbres. L'éducation qu'il avait reçue le rendait propre à plus d'une profession ; mais son père, qui lui avait fait même étudier la théologie, désirait qu'il embrassât l'état ecclésiastique, ne fût-ce que pour avoir un bénéfice. Par déférence pour lui, Palissot, au sortir de ses études, entra dans l'Oratoire. Mais il n'y resta qu'un moment : un goût dominant l'entraînait à travailler pour le théâtre. A dix-huit ans, il lut aux comédiens français une tragédie, qu'ils ne reçurent pas, mais qui lui valut ses entrées. Un an après, il leur en présenta une seconde. Celle-là fut jouée trois fois : c'est *Ninus II*. Cette pièce, écrite avec pureté, mérite des éloges, mais elle n'annonçait pas un poète tragique. On reconnut dans *les Tuteurs*, autre pièce qu'il fit représenter en 1754, qu'il avait de l'aptitude pour la comédie. Dès lors il s'y livra tout entier, et s'y fit une assez brillante réputation. *Le Cercle*, *les Philosophes*, *le Satirique*, *les Courtisanes*, *les Nouveaux Ménéchmes*, *le Barbier de Bagdad*, joints aux ouvrages que nous avons nommés ci-dessus, voilà son Répertoire. L'esprit qui domine dans ces diverses compositions n'est pas toutefois celui de la vraie comédie. Plus caustique que plaisant, c'est avec Aristophane surtout que Palissot a de l'analogie. Très-différent de Molière, qui saisit le ridicule dans la nature, ce n'est pas par la naïveté de ses peintures, mais par la malignité de ses caricatures, qu'il s'efforce d'amuser ; et, s'il lui ressembla une fois, ce n'est que par la texture d'une de ses pièces, qu'il a trop évidemment calquée sur un des chefs-d'œuvre de ce grand homme. Aussi, malgré le mérite qu'on ne peut méconnaître en elle, c'est de la comédie *des Philosophes* qu'il s'agit, le succès de cette pièce s'est-il affaibli à mesure que vieillissaient les circonstances qui l'ont fait naître, et a-t-elle fini par disparaître absolument du théâtre. (Voy. 2 MAR 1760.)

Dans cette pièce, Palissot traduisait en ridicule les principaux philosophes de l'époque. La virulence de l'attaque amena des répliques non moins virulentes ; de là des ressentimens qui se prolongèrent au-delà même de la vie de cet auteur, et lui attirèrent plus d'un chagrin dans ses vieux jours. Que de fois n'a-t-il pas eu à lutter contre les obstacles que les ennemis qu'il s'était faits lui

suscitèrent au théâtre ! Que de fois s'est-il vu repousser par eux de l'institut, où l'appelaient en vain des hommes impartiaux ! Que de fois, enfin, n'a-t-il pas été obligé de désavouer les sarcasmes qu'il avait lancés contre J.-J. Rousseau, dont les partisans furent moins indulgens que ne l'avait été leur maître !

Loin de chercher à diminuer le nombre de ses ennemis, Palissot faisait tout pour l'augmenter. Après avoir attaqué les philosophes, il attaqua les poètes, non pas dans une satire en cinq actes, mais dans une satire en dix chants. Sa *Dunciade* souleva contre lui presque toute la littérature.

Ne cessant pas néanmoins de travailler pour le théâtre, il avait fait le *Satirique*. Comme cette comédie, composée en secret, n'avait pas été présentée aux comédiens sous le nom de Palissot, on la crut dirigée contre lui. Cette erreur donna lieu à un fait assez piquant. Pour accréditer ce bruit, qui assurait à sa pièce l'appui de ses plus violens ennemis, Palissot imagina de s'opposer à sa représentation, et adressa au lieutenant de police une requête, à laquelle il espérait que ce magistrat n'aurait pas d'égard. Il en arriva tout autrement ; Palissot eut plus de crédit qu'il ne le voulait : M. de Sartine défendit la pièce, qui ne fut jouée que longtemps après. La représentation de ses *Courtisanes* éprouva aussi de grandes difficultés ; mais celles-là vinrent des comédiens même, qui crurent devoir se scandaliser de l'inconvenance du sujet.

Palissot a publié plusieurs ouvrages en prose, tels que l'*Histoire des premiers siècles de Rome* ; les *Petites lettres sur de grands philosophes*, et les *Mémoires sur la littérature*. Ce dernier ouvrage est une série de notices sur nos écrivains les plus remarquables : recommandable par les principes que l'auteur y professe, il serait sans reproche, si Palissot avait pu être impartial et peser au même poids ses amis et ses ennemis.

Cet homme si hargneux dans ses relations littéraires, était, au reste, du commerce le plus facile dans ses relations familières. Il fut ami chaud et constant. Indulgent envers la jeunesse, il ne lui épargnait ni les conseils ni les encouragemens. Chénier, qu'il connut dès son enfance, n'eut pas de plus zélé partisan.

Palissot poussa jusqu'en 1814 sa longue carrière, qu'il finit, comme Voltaire, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Ce dernier est le seul philosophe envers lequel il ait usé de ménagemens, comme il est lui-même le seul ennemi des philosophes que Voltaire ait un peu ménagé. Ils se craignaient l'un l'autre. Palissot a publié une édition des œuvres du patriarche de Ferney, édition tronquée qui a eu peu de succès ; il en a extrait les notes et les commentaires,

dont il les avait enrichies, et les a insérées dans ses propres œuvres, sous le titre du *Génie de Voltaire*. La critique s'y mêle souvent aux éloges qu'il donne au poète philosophe, pour qui il affecte une grande admiration ; mais cette critique n'est pas toujours assez juste, pour qu'on en induise qu'il ne conservait pas quelque rancune des reproches, que Voltaire ne lui avait pas épargnés, au sujet de la comédie des *Philosophes*. — A. V. ARNAULT.

SCIENCES.

1797. *Mort de Tissot, médecin.*

Tissot, né à Lausanne en 1728, étudia la médecine et prit le titre de docteur à Montpellier. De retour dans sa patrie, il y acquit rapidement une pratique fort étendue et une réputation européenne. Satisfait de la considération et de l'aisance qui l'environnaient, il avait refusé plusieurs places honorables, lorsqu'enfin il céda aux sollicitations de l'empereur Joseph II, et accepta une chaire de médecine clinique à l'université de Pavie. Son caractère modeste, timide et même méticuleux, lui suscita des dépréciateurs, et le montra sous un jour peu favorable aux élèves, qui ne furent éclairés sur son vrai mérite qu'après lui avoir vu déployer les talens d'un grand praticien dans une épidémie meurtrière. Après trois ans de professorat, il abandonna le service de l'Autriche, et revint à Lausanne, qu'il ne quitta plus jusqu'à la fin de ses jours. A la fois savant et praticien, il a laissé quelques ouvrages capitaux, monumens précieux de son talent pour l'observation. Parmi ces écrits, le plus connu, quoique ce soit précisément celui qui mérite le moins de l'être, n'a pas rempli les vues philanthropiques de l'auteur, et a même fait peut-être plus de mal que de bien. Quant à l'*Avis au peuple*, qui a surtout contribué à répandre le nom de Tissot dans le monde entier, qu'on a traduit dans toutes les langues, et dont les éditions ont été multipliées à l'infini, ce qu'on peut en dire de plus favorable, c'est que, pour employer les expressions de notre illustre Desgenettes, puisque tout le monde se mêle de médecine, soit par nécessité, soit par goût ou par pure bienfaisance, ceux qui font les moins mauvais livres de médecine populaire ont des droits à la reconnaissance de la société. Du reste, il ne faut pas perdre de vue que cet ouvrage était destiné à la Suisse, pays où l'on comptait peu de médecins, mais où il y avait beaucoup d'empiriques, contre lesquels il importait partout de prémunir la crédulité publique. — JOURDAN.

ARTS.

1785. *Mort de Pilatre de Rozier* (1).

Pilatre doit sa célébrité, plutôt à sa fin malheureuse et prématurée, qu'aux talens qui le distinguèrent pendant sa vie ; mais tout ce qui se rattachait à l'admirable découverte de Montgolfier intéressait tellement, que cette première victime de l'art aérostatique devait être immortalisée.

Jean-François Pilatre de Rozier naquit à Metz, le 30 mars 1756 ; d'abord élève en chirurgie, il passa de l'hôpital de Metz chez un apothicaire, où il apprit les premiers élémens de la chimie, un peu de botanique et de minéralogie. Au bout de quelques années, il vint à Paris, entra comme manipulateur dans une pharmacie, suivit des cours publics, cultiva la chimie, les mathématiques, la physique, l'histoire naturelle, et ouvrit lui-même un petit cours de physique. Pilatre n'était pas un savant remarquable par la profondeur de ses connaissances, mais il savait beaucoup de choses, et se faisait une grande réputation parmi les gens du monde. Nommé professeur de chimie à Reims, il ne conserva pas long-temps cette place ; il revint à Paris, où il établit, en 1781, un musée qui avait le double avantage d'offrir aux savans des laboratoires propres à essayer leurs découvertes, et d'enseigner aux étudiants en pharmacie l'usage des machines et leur application. Bientôt cet établissement devint un centre de réunion et d'instruction ; on y trouvait tous les journaux, et l'on y faisait des cours sur les sciences et sur la littérature. Pendant plusieurs années, Pilatre de Rozier y professa la physique.

Lorsque la découverte des ballons vint étonner l'Europe, Pilatre de Rozier fut un de ses admirateurs les plus passionnés. (*Voy.* 25 AOUT 1783.) Il conçut aussitôt le projet de voyager dans les airs, à l'aide de la nouvelle machine. Le 21 octobre, il fit sa première ascension. Ce voyage réussit, mais il ne parut pas assez brillant à Pilatre ; deux autres ascensions lui succédèrent bientôt. Encouragé par ses succès, le jeune aéronaute conçoit le projet d'aller en Angleterre, en traversant les airs ; une somme de 40,000 fr. est mise à sa disposition, par le gouvernement, pour construire un aérostat : malheureusement il le composa de deux ballons, l'un enflé par le feu, l'autre par le gaz

(1) Le nom de Pilatre de Rozier a été imprimé de plusieurs manières ; nous adoptons ici l'orthographe de la *Biographie universelle*.

hydrogène. Le 15 juin 1785, les habitans de Boulogne attendaient avec avidité le spectacle que Pilatre allait leur offrir : il monte dans la nacelle, accompagné de Romain, physicien, qui l'avait aidé dans la construction de l'aérostat. A sept heures et quelques minutes du matin, il donne lui-même le signal du départ ; mais le premier ballon, parvenu à une hauteur de deux à trois cents toises, s'enflamme et communique le feu à l'autre. En moins d'une demi-heure, les deux infortunés voyageurs sont précipités à terre ; Pilatre tombe sans vie, et son compagnon expire au bout de quelques minutes. Ainsi périt, à vingt-huit ans, un homme qui, par son amour pour les sciences, promettait à la France une illustration de plus. — AL. C.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1750. *Mort de madame de Staal (baronne de).*

L'existence de cette femme, plus connue sous le nom de mademoiselle Delaunay, doit toute son importance au charme, dont elle en a semé le récit dans des mémoires pleins d'esprit et de naturel. « Il m'est arrivé, dit-elle dès la première page, tout le » contraire de ce qu'on voit dans les romans, où l'héroïne, élevée » comme une simple bergère, se trouve une illustre princesse. J'ai » été traitée dans mon enfance en personne de distinction, et par » la suite, je découvris que je n'étais rien... Mon âme n'ayant pas » d'abord pris le pli que pouvait lui donner la mauvaise fortune, » a toujours résisté à l'abaissement et à la sujétion où je me suis » trouvée. C'est là l'origine des malheurs de ma vie. »

Ces malheurs se préparèrent à l'abbaye de Saint-Sauveur, en Normandie, au milieu de bonnes religieuses qui, dans leur imprudente idolâtrie, ne songeaient qu'au bonheur présent de leur élève : ils s'accomplirent chez la duchesse du Maine, au service de laquelle mademoiselle Delaunay passa presque tous ses jours. L'estime de plusieurs hommes distingués, l'amour de quelques-uns, les hommages qu'obtient partout la double supériorité de l'intelligence et du savoir, auraient pu adoucir la rigueur de sa condition, si la froideur d'une maîtresse altière, l'ennui d'une longue détention, le mécompte de quelques penchans n'en eussent trop cruellement renouvelé l'amertume.

C'est un tableau tracé par madame de Staal avec des couleurs vivantes, que celui de son enfance, studieuse jusqu'au prodige, de sa sortie du couvent, des premières émotions de son cœur, et enfin de son introduction chez la duchesse du Maine, où, d'abord iné-

connue, et reléguée au dernier rang, un hasard l'élève rapidement à la faveur, servitude souvent plus pesante que toutes les autres. Les confidences dont la duchesse l'honorait n'eurent pour elle d'autre résultat que de la conduire à la Bastille, lorsque le complot de Cellamare eut été découvert. (Voy. 2 DÉCEMBRE 1718.) Elle s'y honora par sa conduite ferme et courageuse. Refusant toujours de répondre aux interrogations, un jour le ministre Leblanc lui représenta qu'elle s'exposait à rester à la Bastille toute sa vie. « Eh bien, monsieur, lui dit mademoiselle Delaunay, c'est un état blissement pour une fille comme moi, qui n'a pas de bien. »

Sous les verroux de la Bastille, naquit cette passion bizarre, entre un prisonnier et une prisonnière qui ne se connaissaient pas, et qui bientôt se rapprochèrent par la complaisance d'un gardien, amoureux lui-même, et ne croyant pas favoriser un rival. Malheureusement le prisonnier reprit à la fois la liberté de sa personne et celle de son cœur : l'infidélité du chevalier de Mesnil fit regretter à mademoiselle Delaunay le séjour de la Bastille. « Ma vie, dit-elle, y était douce et tranquille : j'y trouvais même plus de liberté qu'à la cour de la duchesse du Maine. Il est vrai qu'en prison on ne fait pas sa volonté ; mais aussi on n'y fait pas celle d'autrui : c'est au moins la moitié de gagné. »

Vivement accueillie par un monde qui la revoyait avec plaisir, c'est à peine si mademoiselle Delaunay trouva quelques égards de plus auprès de la duchesse du Maine : une *fenêtre* et une *cheminée* dans sa chambre, voilà quelle fut la récompense de deux ans de prison. Lorsqu'on parla d'un mariage entre elle et le savant Dacier, la duchesse s'y opposa par égoïsme, et par égoïsme encore elle la maria quelque temps après avec le baron de Staal, officier retiré, auquel on donna une compagnie dans le corps suisse, dont le duc du Maine était colonel général. Cet hymen avait pour la duchesse l'avantage de ne pas la priver d'un service, auquel la nouvelle épouse se vit souvent forcée de sacrifier ses autres devoirs.

Ainsi finit une femme, qui, parmi ses adorateurs, avait compté Vertot et Chaulieu, dont Malézieu avait proclamé le mérite, dont Valincourt, l'abbé de Saint-Pierre et Fontenelle recherchaient l'entretien. En prenant la plume pour écrire ses Mémoires, elle avait promis de ne se peindre qu'en buste : elle tint parole, ou du moins, quand elle y manqua, elle eut toujours soin de s'envelopper de gaze. — E. M.

POLITIQUE.

16 JUIN 956. *Mort de Hugues le Grand, comte de Paris.*

Hug ou Hugues, surnommé le Grand, soit à cause de sa haute taille, soit à cause de ses vastes domaines, était le petit-fils du célèbre Robert le Fort, comte d'Anjou, et le fils de Robert, comte de Paris, qui disputa la couronne de France au faible Charles le Simple, et la porta pendant un an. Hugues le Grand donna le jour à Hugues Capet, fondateur de la troisième race. Fils de roi, père de roi, oncle, neveu, beau-frère de rois, sans en porter jamais le titre, il en exerça l'autorité. Il fut l'homme le plus puissant entre la Seine et la Loire, et le représentant de l'opinion nationale dans ce mouvement, qui tendait à détruire l'influence germanique, en renvoyant au-delà du Rhin la postérité de Charlemagne.

Après la mort de son père, tué à la bataille de Soissons, Hugues refusa les offres du parti qui voulait l'élever au trône, et y plaça Raoul, duc de Bourgogne; ensuite il l'aïda à s'y maintenir. Quand Raoul eut cessé de vivre, et que Louis d'Outremer eut reconquis l'héritage paternel, Hugues joua contre ce dernier le même rôle qu'Eudes, Robert et Raoul avaient joué contre Charles le Simple. (*Voy.* 3 JANVIER 898, *Mort d'Eudes, roi de France.*) Son premier soin fut d'enlever à la faction opposée l'appui du duc de Normandie; il y réussit. « Les forces du roi Lod-wig (Louis) et du parti frank se » brisèrent, en 945, contre le petit duché de Normandie. Le roi, » vaincu en bataille rangée, fut pris avec seize de ses comtes; et » enfermé dans la tour de Rouen, d'où il ne sortit que pour » être livré aux chefs du parti national, qui l'emprisonnèrent à » Laon.

» Pour rendre plus durable la nouvelle alliance de ce parti avec » les Normands, Hugues le Grand promit de donner sa fille en » mariage au duc Rik-hard (Richard). Mais cette confédération » des deux provinces gauloises les plus voisines de la Germanie » attira contre elles une coalition des puissances teutoniques, dont » les principales étaient alors le roi Othe (Othon), et le comte » de Flandre..... Lod-wig fut remis en liberté, et les coalisés » s'avancèrent jusque sous les murs de Rouen; mais cette campa- » gne brillante n'eut aucun résultat décisif. La Normandie resta » indépendante, et le roi délivré n'eut pas plus d'amis qu'aupa- » ravant. Au contraire, on lui imputa les malheurs de l'invasion;

» et, menacé bientôt d'être une seconde fois détrôné, il retourna
 » au-delà du Rhin pour implorer de nouveaux secours (1). »

La mort de Louis d'Outremer (voy. 10 SEPTEMBRE 954) sembla encore ouvrir à Hugues le Grand les voies du trône; mais avec une prudence admirable, il se contenta de les préparer à l'aîné de ses trois fils. Tour à tour la terreur et l'appui de Lothaire II, il ajouta la Bourgogne et l'Aquitaine à son duché de France; il mourut, et la dynastie carlovingienne s'éteignit par degrés, sous les règnes de Lothaire II et de Louis V. (Voy. 2 MARS 986 et 21 MAI 987.) Hugues Capet vint à propos recueillir ce que son père avait semé pour lui. (Voy. 24 OCTOBRE 996.) — A. S.

1654. *Abdication de Christine, reine de Suède.*

Voici comment Voltaire juge cet acte, dont on ignore encore les vrais motifs: « Christine, ayant régné aussi glorieusement que
 » son père avait combattu, et ayant présidé aux traités de West-
 » phalie, qui pacifièrent l'Allemagne, étonna l'Europe par l'abdi-
 » cation de sa couronne à l'âge de vingt-sept ans. Puffendorf
 » dit qu'elle fut obligée de se démettre; mais en même temps, il
 » avoue que, lorsque cette reine communiqua pour la première
 » fois sa résolution au sénat, en 1651, des sénateurs en larmes la
 » conjurèrent de ne pas abandonner le royaume; qu'elle n'en fut
 » pas moins ferme dans le mépris du trône; et qu'enfin, ayant
 » assemblé les Etats, elle quitta la Suède, malgré les prières de
 » tous ses sujets. Elle n'avait jamais paru incapable de porter le
 » poids de la couronne; mais elle aimait les beaux-arts. Si elle
 » avait été reine en Italie, où elle se retira, elle n'eût point abdicqué.
 » C'est le plus grand exemple de la supériorité réelle des arts, de
 » la politique et de la société perfectionnée, sur la grandeur, qui
 » n'est que grandeur. » (Voy. 19 AVRIL 1689, *Mort de Christine, reine de Suède.*)

1807. *Prise de Königsberg.*

Le 12 juin, après la bataille d'Heilsberg, la cavalerie du grand-duc de Berg et les corps du maréchal Soult et du maréchal Davoust avaient été envoyés par Napoléon vers Königsberg, pour en fermer l'accès aux Russes. Murat, dès le 13, était arrivé sous cette place; le 14, il fit mettre bas les armes à quatre mille Russes qui, séparés de leur armée par suite des mouvemens qui précédèrent

(1) *Lettres sur l'histoire de France*, par AUGUSTIN THIERRY.

la bataille de Friedland, venaient s'y réfugier. Dans la soirée du même jour, le maréchal Soult s'empara des faubourgs qui sont sur la gauche de la Prégel. Mais le corps du maréchal Davoust ayant reçu ordre de se rapprocher de l'armée qui marchait sur Friedland, il crut devoir se borner, pendant les journées du 14, du 15 et du 16, à garder ses positions, attendant des forces suffisantes pour attaquer de nouveau. Il ne pouvait pas attendre longtemps. Aussitôt après la victoire de Friedland, l'armée française se dirigea sur Königsberg. A cette nouvelle, les Prussiens se hâtèrent d'en sortir; ils y abandonnèrent vingt mille blessés. Les Français trouvèrent en outre des approvisionnemens immenses en vivres et en armes, soit dans les magasins que le gouvernement prussien avait formés dans cette capitale, soit sur deux cents gros bâtimens chargés de munitions de toute espèce, que le gouvernement anglais venait d'envoyer aux alliés. — A.-V. ARNAULT.

1815. Bataille de Ligny ou de Fleurus.

La bataille de Ligny ouvrit, par un succès brillant, cette campagne si courte, que devait terminer le plus grand des revers. Les détails de cette affaire, ainsi que de celle des Quatre-Bras, livrée le même jour, entreront, comme préambule, dans le récit des opérations militaires, qui viennent aboutir à Waterloo. (*Voy.* 18 JUIN 1815.)

LITTÉRATURE.

1777. Mort de Gresset, écrivain français.

Gresset naquit à Amiens, en 1709. Son père était conseiller du roi. Ce fut chez les Jésuites de cette ville qu'il fit ses premières études, et il vint achever son éducation à Paris, au collège de Louis-le-Grand. On l'envoya, successivement ensuite, professer les humanités à Moulins, à Tours et à Rouen.

Il composa *Vert-Vert* à l'âge de vingt-quatre ans. La supérieure générale de la *Visitation* prit au sérieux cet ingénieux et charmant badinage; elle porta plainte, et Gresset fut envoyé à La Flèche pour avoir chanté *les nonettes sucrées*.

A vingt-six ans, il quitta les Jésuites et leurs écoles. Il entra dans le monde, où il fut accueilli avec l'empressement et les distinctions que méritaient son talent et son éducation. Ses succès le firent rechercher par le grand Frédéric, dont les offres brillantes ne purent le déterminer à quitter Paris pour Berlin. Cependant, fatigué

du tourbillon du grand monde, ses souvenirs se reportaient sans cesse vers son pays natal, et il y retourna pour y fonder une académie, dont il fut nommé président perpétuel, en 1750; mais il refusa cette distinction. Il était, d'ailleurs, de l'Académie française, et faisait des voyages à Paris pour assister aux séances de ce corps; il en était directeur à l'époque de la réception de d'Alembert, qui remplaçait M. de Surian, évêque de Vence. Gresset, en répondant au récipiendaire, s'éleva avec noblesse et courage contre les évêques qui manquaient aux devoirs de la résidence. On se plaignit de son discours, et lorsque Gresset alla à Versailles, selon l'usage, l'offrir au roi, Louis XV, trompé sans doute par la cabale, tourna le dos au directeur de l'Académie. Désespéré qu'on pût le regarder comme un homme hostile, Gresset retourna à Amiens pour y chercher des consolations auprès de l'évêque, M. de La Motte, qui était son ami. Ce prélat profita du moment pour engager Gresset à renoncer au théâtre; ce ne fut pourtant qu'en 1759 qu'il jeta au feu des comédies et d'autres poésies qu'il avait en porte-feuille, et que, par une lettre insérée dans les journaux du temps, il fit abjuration publique du culte de Thalie. Voltaire et Piron, d'accord une fois dans leur vie, lancèrent, contre cet apostat littéraire, des sarcasmes et même des injures grossières; car Voltaire écrivit dans sa correspondance: « Et ce polisson de » Gresset, qu'en dirons-nous? quel fat orgueilleux! quel plat fat-natique! »

Piron, auteur de la *Métromanie*, et jaloux de l'auteur du *Méchant*, fit circuler l'épigramme suivante :

- « Gresset pleure sur ses ouvrages
- » En pénitent des plus touchés.
- » Apprenez à devenir sages,
- » Petits écrivains débauchés.
- » Pour nous, qu'il a si bien prêchés,
- » Prions tous que dans l'autre vie
- » Dieu veuille oublier ses péchés
- » Comme en ce monde on les oublie. »

Quoi qu'en dise Piron, les péchés de Gresset ne sont point oubliés, et ne le seront jamais, tant que les Français aimeront à lire les ouvrages spirituels et gracieux. *Vert-Vert* est un petit chef-d'œuvre de style et d'aimable plaisanterie. Les mêmes qualités se trouvent dans le *Lutrin vivant*, le *Carême imprévu* et la *Chartreuse*.

Comme auteur dramatique, Gresset nous semble avoir été placé trop haut par certaines opinions.

Sa tragédie d'*Edouard III* est bien médiocre : son drame de

Sydney renferme quelques scènes intéressantes, mais en général il est froid, et manque de cette invention, de ces ressorts qui sont nécessaires au théâtre. Quant au *Méchant*, est-ce de bonne foi qu'on peut le placer immédiatement après les chefs-d'œuvre de Molière, et à côté du *Joueur*, de *Turcaret* et de la *Métromanie* ? Le *Méchant* mérite sans doute des éloges sans restriction, sous le rapport de la pureté, de la facilité, de l'esprit et de l'élégance de sa versification. Mais n'est-ce point là l'unique mérite de cette comédie ? Et, comme le dit Voltaire, ne faut-il pas bien d'autres choses pour consommer cette œuvre du démon ? choses, que le seigneur de Ferney lui-même n'a jamais pu rassembler. La lecture du *Méchant* plaît aux gens de goût ; à la représentation, cet ouvrage a toujours paru et paraîtra toujours froid.

Gresset, outre les travaux principaux que nous venons d'indiquer, est encore auteur de beaucoup d'autres poésies. Il a publié *les Ombres*, une charmante épître à sa sœur, une autre au père *Bougeant*. Il s'essaya à traduire *les Eglogues de Virgile* et à imiter *les Bucoliques*. Ses regrets et sa reconnaissance pour ses maîtres sont consignés dans la pièce de vers intitulée : *Adieux aux Jésuites*, pièce dont les idées ne seraient pas de circonstance aujourd'hui.

Il livra aux flammes, dit-on, trois comédies inédites : *l'Esprit à la Mode*, *le Secret de la Comédie*, et *le Monde tel qu'il est*. En 1810, on publia à Paris un poème en dix chants, composé par lui vers 1760, et intitulé : *le Parrain Magnifique*. On y trouve une faconde assez brillante et quelques vers dignes de l'auteur du *Méchant* ; du reste, peu de verve et d'imagination.

Nous devons vivement regretter deux nouveaux chant sa joutés, par Gresset, à *Vert-Vert*, et dont ses vieux amis récitaient, de mémoire, plusieurs passages il y a peu de temps.

Gresset fut appelé à Paris en 1774 pour répondre au discours de réception de M. Suard à l'Académie française.

La réunion du véritable talent à la piété, et au respect pour les mœurs, valut à Gresset, de la part du vertueux Louis XVI, un accueil qui devait le consoler de la rigueur de Louis XV. Il reçut des lettres de noblesse, le cordon de l'ordre de Saint-Michel, et *Monsieur*, depuis Louis XVIII, le nomma historiographe de l'ordre de Saint-Lazare.

Il mourut au milieu de ses concitoyens, dont il était estimé et chéri, à l'âge de soixante-huit ans. — E. DE PLANARD.

THÉÂTRE.

1637. *Commission nommée par l'Académie française pour l'examen du Cid, tragédie de Pierre Corneille.*

Le *Cid* fut le premier chef-d'œuvre, et annonça le premier grand poète, dont la scène française pût s'enorgueillir. Son apparition, dont on ignore le jour, date de l'année 1636 : tous les monumens de notre histoire littéraire en attestent l'immense succès. Représenté trois fois au Louvre, deux fois à l'hôtel Richelieu, la cour ne l'accueillit pas avec moins d'enthousiasme que la ville. L'auteur reçut les félicitations du roi et de la reine : des lettres de noblesse furent accordées à son père, distinction justifiée par les services personnels de ce dernier, mais à laquelle la gloire du fils n'était pas étrangère. On traduisit la pièce en allemand, en anglais, en flamand, en italien, et même en espagnol. Enfin, Pélisson nous apprend que, dans plusieurs provinces, il était passé en proverbe de dire : *Cela est beau comme le Cid* !

Qu'on se représente l'étonnement, la colère de ce peuple d'auteurs, dont tous se croyaient les rivaux, quelques-uns les maîtres de Corneille ! Qu'on se représente surtout le dépit secret de ce cardinal, poète lui-même, et dont l'ambition tendait à dominer la littérature, comme il dominait la politique ! « Lorsque *le Cid* » parut, dit Fontenelle, il en fut aussi alarmé que s'il avait vu les » Espagnols devant Paris. Il souleva les auteurs contre cet ouvrage, ce qui ne dût pas être fort difficile, et se mit à leur tête. » M. de Scudéry publia ses observations sur *le Cid*, adressées à » l'Académie française, qu'il en fit juge, et que le cardinal, son » fondateur, sollicitait puissamment contre la pièce accusée ; mais » afin que l'Académie pût juger, ses statuts voulaient que l'autre » partie, c'est-à-dire M. Corneille, y consentit. On tira de lui une » espèce de consentement, qu'il ne donna qu'à la crainte de déplaire au cardinal, et qu'il donna pourtant avec assez de fierté. »

Ce consentement obtenu, l'Académie, qui n'avait montré aucun empressement à se porter arbitre dans la querelle, nomma trois commissaires, Bourzeys, Chapelain et Desmarets, pour examiner le corps de l'ouvrage ; quant au style, il fut convenu qu'il serait jugé par la compagnie réunie. « Plusieurs projets de travail furent » successivement soumis au cardinal, qui trouva tour à tour » qu'il fallait y ajouter, puis en retrancher *quelques poignées de fleurs*. Cérisy s'était, après plusieurs changemens dans la commission, trouvé chargé de la rédaction : elle n'eut pas encore le

» bonheur de plaire à Richelieu..... : ce ne fut qu'après deux nouveaux projets, et sur un travail entièrement refondu par Chapelain, que l'on obtint enfin l'approbation de Richelieu. Elle n'était point irréfléchie, car de nombreuses annotations marginales sur le premier manuscrit, qui lui fut soumis, témoignaient du scrupule avec lequel il l'avait lu. On remarquait surtout qu'en marge du passage qui est demeuré, où il est dit que les contestations littéraires, telles que celles dont le *Pastor fido* et la *Jérusalem* ont été l'occasion, n'ont pas peu servi à perfectionner la langue et le goût, il avait écrit : *L'applaudissement et le blâme du Cid n'est qu'entre les doctes et les ignorans, au lieu que les contestations sur les autres deux pièces ont été entre les gens d'esprit*. Cette apostille prouve quelles dispositions il apportait dans cet examen, et nous porte à croire que s'il exigea tant de révisions du jugement commandé, ce ne fut jamais parce qu'il crut devoir y reprendre trop de sévérité. Enfin, après cinq mois d'élaboration, pendant lesquels ce ministre, qui dirigeait la France et dominait l'Europe, sembla n'avoir aucune autre affaire qui l'occupât, les *Sentimens de l'Académie française* furent livrés à l'impression ⁽¹⁾. »

Ces *Sentimens*, dont Scudéry témoigna plus de joie qu'il ne devait en ressentir, et dont Corneille ne parut pas plus satisfait qu'il ne devait l'être, portent l'empreinte du temps. Souvent l'Académie attaque et défend ce qu'il ne fallait ni attaquer, ni défendre. En condamnant le sujet du *Cid* comme *n'étant pas bon*, elle ne fit preuve ni de goût, ni de justesse ; mais elle fit preuve d'indépendance en consignant à la fin de son travail la déclaration suivante : « La véhémence des passions, la force et la délicatesse des pensées, et cet agrément inexplicable qui se mêle à tous les défauts du *Cid*, lui ont acquis un rang considérable entre les poèmes français de ce genre. Si son auteur ne doit pas toute sa réputation à son mérite, il ne la doit pas toute à son bonheur ; et la nature lui a été assez libérale pour excuser la fortune, si elle lui a été prodigue. »

Ce qu'il y eut de plus remarquable dans un débat né à propos d'une pièce qu'on peut considérer comme l'apologie du duel, débat qui blessa tant d'amours propres, souleva tant de haines, et où de part et d'autre on ne ménagea pas les injures, c'est qu'il n'y eut pas une épée tirée. Corneille s'était contenté de répondre aux

(1) *Histoire de la vie et des ouvrages de Pierre Corneille*, par JULES TASCHEREAU.

bravades de Scudéry : *Je ne suis point homme d'éclaircissement ; vous êtes en sûreté de ce côté-là* ⁽¹⁾. Et cette réponse, au moins étrange pour l'homme et pour l'époque, ne manqua pas d'être relevée comme un signe de lâcheté. « Certes, dit Mairet dans une des » nombreuses brochures qui parurent alors, il est bien difficile » qu'il pût rendre ses acteurs plus vaillans, puisque lui-même n'a » pas sitôt la permission de prendre une épée, qu'il se déclare, par » lettre, indigne de la porter, et qu'à peine a-t-il reçu celles de » noblesse, qu'il fait une action assez infâme pour l'en dégrader. » Claveret dit encore à Corneille que ses lettres de noblesse étaient assez fraîches pour qu'il prît garde de les effacer. Néanmoins le flegme du poète ne se démentit pas. Il y a plus : après la publication des *Sentimens de l'Académie*, il forma le projet d'y répondre : mais les libéralités de Richelieu lui en firent passer l'envie ; car, par une bizarrerie que Fontenelle a signalée, *le cardinal récompensait, comme ministre, ce même mérite dont il était jaloux, comme poète.*

MOEURS ET COUTUMES.

1599. Arrêt du Parlement contre les duels.

L'impunité des duels en avait tellement multiplié l'abus, que Henri IV, effrayé de leurs ravages, demanda à Sully un Mémoire sur leur origine. Ce ministre lui en présenta un, qui se trouve dans ses *Économies royales*. Le journal de L'Estoile porte qu'en mars 1607 on donna avis au roi que, depuis son avènement, on comptait quatre mille gentilshommes tués en combat singulier. Avant cette époque, le Parlement avait rendu, le 16 juin 1599, un arrêt qui défendait le duel, *sous peine de crime de lèse-majesté, confiscation de corps et de biens, tant contre les vivans que contre les morts*. Un édit du roi, daté d'avril 1602, renouvela ces défenses et régla les formes de la procédure contre les duellistes. L'arrêt et l'édit produisirent peu d'effet ; mais un nouvel édit du mois de juin 1609, plus menaçant encore, emportant contre les délinquans des peines plus sévères, contint pour un temps les suites de cette habitude féodale, qui, bientôt après la mort du roi, reprit son cours avec plus de fureur que jamais.

(1) Lettre apologétique.

RELIGION.

17 JUIN 910. *Assassinat de Foulques, archevêque de Reims.*

Ce prêtre ambitieux, qui comptait dans sa famille deux empereurs d'Occident, après avoir passé par les grades de chanoine et d'abbé, parut à la cour de Charles le Chauve, où il exerça divers emplois importants. Elu pour remplacer Hincmar, archevêque de Reims, en 883, il fit déposer dans sa cathédrale les reliques de plusieurs saints, pour les soustraire à la fureur des Normands qui dévastaient la France, et n'épargnaient pas les églises. Il fortifia sa métropole, l'enferma d'un nouveau mur, et il employa les débris de l'ancien à réparer la cathédrale. Il ne négligea pas les intérêts temporels du clergé, et, à l'aide du crédit dont il jouissait auprès des grands, il fit augmenter la dotation de son église.

On le vit se jeter avec violence dans les factions qui déchirèrent le pays après la mort de Carloman. Ce fut par ses conseils qu'au préjudice de Charles le Simple, fils de Louis le Bègue, et âgé de sept ans, la royauté fut offerte à l'empereur Charles le Gros. Il s'opposa constamment à la tentative d'Eudes, fils de Robert le Fort, pour s'emparer du trône à la mort de l'empereur, et il fit, dans un concile tenu à Reims en 893, proclamer le jeune prince, qu'il avait fait frustrer auparavant de l'héritage paternel. Charles le Simple, dans sa reconnaissance, le décora des titres de chancelier du royaume, et d'abbé de Saint-Martin de Tours; plus tard, Foulques obtint l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras. Craignant le ressentiment du comte Baudouin, qu'il avait irrité, il échangea avec le comte Aetmar cette dernière abbaye contre celle de Saint-Médard de Soissons. Ces trois scandales donnent une idée de la cupidité des prêtres à cette époque d'ignorance.

Par cette précaution, Foulques n'échappa pas à la vengeance du comte Baudouin, dont il avait osé céder une propriété, celle du château d'Arras, qu'il lui avait enlevée. Le comte fit assassiner l'archevêque par Vincmar, un des officiers de la cour. Foulques avait exercé l'épiscopat pendant dix-sept ans.

On doit lui savoir gré de ses efforts pour relever les études ecclésiastiques, les seules auxquelles, malgré la superstition qui en est inséparable, fût alors confié le précieux dépôt des sciences. Il rétablit l'école des chanoines et celle des jeunes clercs, et fit venir de Saint-Germain d'Auxerre et de Saint-Amand deux savans religieux pour les placer à la tête de ces écoles. Il assistait lui-même aux leçons qu'on y donnait. Il laissa des lettres, qui seraient

précieuses pour l'histoire du temps, mais dont il ne reste que des extraits conservés par Flodoard. Elles sont adressées aux rois, aux papes et aux empereurs.

L'Eglise essaya de mettre Foulques au rang des saints, et d'ériger l'assassinat dont il avait été la victime en un généreux martyre, souffert pour les intérêts de la religion ; il ne fut en effet martyr que de son avarice et de son iniquité. Hardi censeur des grandeurs déchues, il menaça des censures ecclésiastiques l'impératrice Richilde, veuve de ce Charles le Chauve, auquel il devait son élévation. — N. P.

POLITIQUE.

1696. *Mort de Sobieski, roi de Pologne.*

Si l'on met au premier rang les hautes facultés militaires, les faits d'armes incroyables, l'audace qui étonne l'ennemi, l'habileté qui le trompe et le surprend ; si l'on s'arrête à cet éclat qui éblouit, à ce bruit de gloire qui retentit de bouche en bouche et de siècle en siècle, où trouver un plus grand homme que Jean Sobieski, roi de Pologne ? Mais si, moins accessible à l'enthousiasme, on veut trouver avant tout dans un monarque la sage politique, les grandes vues administratives, le dévouement sans bornes aux intérêts du peuple, le respect pour ses institutions ; si l'on regarde la libéralité, la bonne foi comme les premières vertus royales, combien de rois l'ont emporté sur le monarque polonais ? Intépide sur le champ de bataille, on le voit dans son palais dominé par une femme et un Jésuite. Toujours emprisonné dans un étroit égoïsme, il substitue à la politique nationale une politique de famille ; il sacrifie l'intérêt réel du pays à celui de son orgueil personnel ; il est lui-même le but unique de tous ses travaux : immobiliser le trône dans sa famille est sa constante pensée : ses talents militaires sont presque toujours consacrés aux plans de son orgueil, et sa gloire inutile est pour sa patrie un lourd et funeste fardeau.

Jean Sobieski, né en 1629, sous le règne de Sigismond III, à l'époque où Louis XIII gouvernait en France, Charles I^{er} en Angleterre, et Gustave-Adolphe en Suède, d'une famille originaire de Russie, fut sujet long-temps avant d'être roi, et plus d'une fois même ce sujet fut un rebelle. Mais, doué d'une grande valeur, et nécessaire dans un État livré à la fois aux factions intérieures et à la guerre étrangère, il échappa aux conséquences de la rébellion. Sa vie commença par des voyages ; il visita particulière-

ment la France, et l'on dit même qu'il servit quelque temps comme mousquetaire sous Louis XIV. Rappelé dans sa patrie, qui avait besoin de son bras, il débuta avec succès dans la carrière des armes. Mais déjà l'ambition personnelle éclatait dans toutes ses démarches. Jean-Casimir occupait alors le trône. Le grand-maréchal de la couronne, Lubomirski, avait adressé au roi de sages remontrances; Sobieski, qui convoitait ses dignités, lui supposa des motifs coupables, et le calomnia dans l'esprit du prince. Accusé de crimes supposés, Lubomirski se condamna d'abord à un exil volontaire. Mais n'ayant pas assez de vertus pour repousser les conseils d'un juste ressentiment, il vint ensuite à main armée tirer vengeance de son affront : Sobieski fut chargé de combattre l'homme dont il avait recueilli l'héritage.

De grands faits d'armes effacèrent cette première tache. Les Tartares, au nombre de plus de cent mille, menaçaient la république, qui n'avait que douze mille soldats. Sobieski enlève la récolte de ses propres terres, sacrifie tout l'argent qu'il possède, contracte d'énormes emprunts, lève huit mille hommes, marche à l'ennemi, l'écrase, et étonne l'Europe entière. Condé avoua qu'il avait trouvé son maître.

Cependant le faible Jean-Casimir avait abdiqué : deux factions se disputaient l'élection de son successeur : celle de la haute noblesse et celle des simples nonces. Sobieski appartenait à la première. Elle fut vaincue. On alla chercher dans l'obscurité un simple gentilhomme, Michel Koributh, qui, surpris d'un honneur inattendu, versa des larmes en l'acceptant. Sobieski aurait dû se soumettre; il conspira la perte du nouveau roi. Accusé et condamné à mort, sa tête était mise à prix, lorsqu'une invasion subite des Tartares le transporta du pied de l'échafaud à la tête de l'armée. Dans ce moment le faible Michel, rempli d'effroi, signait un ignominieux traité; il livrait aux Turcs l'Ukraine, la Podolie, Kaminiec, et s'obligeait à payer chaque année vingt-deux mille ducats; Sobieski se présente à la diète, et s'oppose à ce que ce traité soit ratifié. « Mais les Turcs ! s'écrie un sénateur. — Les » Turcs ! interrompt Sobieski ; n'avons-nous pas des armes et du » courage ? et quand il faudrait succomber, ne vaut-il pas mieux » mourir avec gloire que de vivre dans l'ignominie ? » Ces paroles sont accueillies avec enthousiasme. On marche à l'ennemi, on remporte une victoire complète. Koributh était mort la veille de la bataille.

La route au trône était ouverte. Sobieski, n'osant se proposer lui-même, unit dans ses intérêts le palatin de Russie, Jablonowski,

et celui-ci conseilla de donner le sceptre à l'homme qui avait le mieux su le défendre. Cette élection, néanmoins, n'obtint pas d'abord des suffrages unanimes. Les Lithuaniens disaient que Sobieski avait épousé la fille d'un simple officier français (le marquis d'Arquien, capitaine des gardes du duc d'Orléans), et que les Polonais ne pouvaient admettre une reine d'une si médiocre extraction. Nonobstant cette observation, Sobieski fut proclamé roi, et prit le nom de Jean III.

Il commença par tenter de reconquérir l'Ukraine, restée en la possession des Turcs, et échoua. Mais il répara cet échec par une victoire complète remportée sur le visir Kara-Mustapha. Un traité de paix dispensa la Pologne de l'impôt accordé par le roi Michel, et elle recouvra quelques parties de l'Ukraine.

Ce début était honorable; Sobieski le ternit par une grande faute politique. Il adorait cette Française qu'il avait épousée; elle s'empara de son esprit, le brouilla avec Louis XIV, qui avait refusé quelques distinctions au marquis d'Arquien, et l'entraîna vers une puissance rivale de la France; Sobieski conclut avec l'empereur Léopold un traité d'alliance offensive et défensive, qui devait être à la fois pour lui une source de gloire inutile et de désastres trop réels.

La Porte armait: quelque temps on douta de ses intentions; mais bientôt on apprit qu'elle menaçait l'Autriche. La terreur fut grande dans tout l'Empire. Le pape Innocent XI crut la chrétienté tout entière menacée par l'islamisme. On s'adresse à Sobieski, livré depuis six ans aux douceurs d'une paix glorieuse. L'intérêt de la Pologne était qu'il refusât. Kaminiec, seul boulevard de la république contre les Turcs, était toujours en leur pouvoir, et c'était de ce côté qu'il fallait tourner ses armes. Mais comment Sobieski eût-il renoncé à l'espoir de conquérir une gloire européenne? Il promit son assistance à Léopold. Un incident, toutefois, faillit rompre cet accord. Léopold, monarque vain et médiocre, remplaçait les vertus royales par un entêtement et un orgueil ridicules. Il refusait de donner à Sobieski le titre de *majesté*. Le roi de Pologne fit de ce titre la première condition de tout traité. Il fallut bien s'humilier.

Cependant l'Autriche était menacée de périr. Kara-Mustapha, assisté de Tékéli, à la tête des Hongrois révoltés, assiégeait Vienne. Léopold fuit lâchement sa capitale. La reine, enceinte de plusieurs mois, l'accompagne dans sa fuite, et la famille impériale couche dans un bois, sur un peu de paille. Sobieski accourt, à marches forcées, à la tête de vingt mille hommes. La cavalerie

était superbe, mais l'infanterie était mal vêtue. On conseilla au roi de la faire défiler pendant la nuit. « Non, répondit-il ; c'est » une troupe invincible qui a fait serment de ne jamais porter » que les habits de l'ennemi. Dans la dernière guerre ils étaient » tous vêtus à la turque. »

Le 7 septembre, le duc de Lorraine avec trente mille hommes, et l'électeur de Bavière avec quatorze mille, viennent rejoindre Sobieski. Dix mille Saxons, et quelques autres troupes des cercles impériaux, élèvent le total de l'armée à soixante-quinze mille hommes. Le 11, Sobieski paraît à la vue des assiégés. Kara-Mustapha n'avait pris que de fausses dispositions. « Cet homme est » mal campé, dit Sobieski ; nous le battons ; mais il n'y aura point » d'honneur à acquérir : c'est un ignorant. » Le 12, il livra bataille. Lorsque le visir reconnut Sobieski : « Le roi de Pologne est là ! » s'écria-t-il avec effroi ; et cet effroi parcourut aussitôt les rangs de l'armée ottomane. Elle combattit faiblement, et fut complètement défaite. Le visir prit la fuite l'un des premiers, laissant un immense butin au pouvoir de l'ennemi. La chrétienté était sauvée. Sobieski écrivit ces trois mots à Léopold : *Veni, vidi, vici.*

Sobieski fit le lendemain son entrée dans Vienne, au milieu d'une foule enivrée. On le reçut comme un dieu libérateur. Arrivé à la cathédrale, il entonna le premier le *Te Deum* ; et le prédicateur commença son discours par ces mots : *Fuit homo missus à Deo cui nomen erat Joannes.* Léopold seul était mécontent. Accablé de la gloire de son rival, il suspendit sa marche pour n'être pas témoin de son triomphe. Il fallait cependant avoir une entrevue. « Comment le recevrai-je ? demanda Léopold au duc de Lorraine. — A bras ouverts, puisqu'il a sauvé l'Empire, » répondit ce héros qui savait honorer un rival. Ce n'était pas le compte de l'empereur. Il ne vit Sobieski qu'en pleine campagne, et ne lui parla que des services rendus aux Polonais par les empereurs : à peine balbutia-t-il le mot de reconnaissance. « Mon frère, lui dit » Sobieski avec un sourire épigrammatique, je suis bien aise de » vous avoir rendu ce petit service. »

L'ingratitude de Léopold fut imitée par Rome. Innocent XI, pape autrichien, institua une fête, où l'on voyait sur un drapeau la figure de l'empereur et la sienne ; « mais, dit Coyer, tout le » monde parlait de celle qu'on n'y voyait pas. »

Après quelques autres combats, Sobieski reprit le chemin de la Pologne. Il trouva le peuple mécontent ; toutes les diétines le sommèrent de se rendre devant Kaminiec pour reconquérir cette place. Sobieski déféra au vœu public ; mais le vainqueur de trois

cent mille Turcs échoua devant un simple sérasquier, qui ne commandait qu'à des hordes de Tartares.

Sobieski, mécontent de Léopold, qui, malgré des promesses formelles, ne l'avait pas soutenu dans cette dernière expédition, essaya jusqu'à quatre fois inutilement de reprendre Kaminiec. A part ces efforts vainement tentés pour la cause nationale, toute sa conduite fut intéressée. Il avait conçu le projet d'assurer à ses enfans la succession du trône ; sa femme l'encourageait dans cette idée ambitieuse, et il était en outre poussé par un Jésuite, savoyard de naissance, autrichien d'inclination, qui lui inspira l'amour des conversions religieuses, et l'empoisonna des plus funestes conseils. Le déloyal Léopold, qui l'avait déjà trompé tant de fois, lui proposa de l'aider à usurper la Moldavie et la Valachie, pour en mettre la souveraineté dans sa maison, et Sobieski accepta cette offre, malgré le vœu et l'intérêt de la Pologne. Il marche en Moldavie ; l'empereur l'abandonne, et, après plusieurs échecs, il fallut battre en retraite. Sans alliés, et environné d'ennemis, Sobieski se vit contraint de signer le funeste traité de Moscow, par lequel il cédait à la Russie plusieurs de ses plus belles provinces. Tel fut le terme de tant de victoires et le fruit de tant de sang inutilement versé.

On dit que le monarque répandit des larmes en signant ce traité : à qui devait-il en attribuer les causes ? C'était son ambition, ses vues personnelles qui l'avaient précipité dans cet abîme. Il se trouva déchu de sa renommée aux yeux de l'Europe, et entouré d'une nation mécontente. Le Jésuite Vota et sa femme le dominaient toujours. Par leurs conseils, il forma le projet coupable de convertir une partie de ses sujets, qui suivaient la religion grecque ; il reçut et admit des capucins en Pologne. Un gentilhomme lithuanien, nommé Lizinski, accusé d'avoir jeté du ridicule sur quelques superstitions populaires, fut livré à des bourreaux et périt par le supplice du feu. De telles persécutions n'étaient pas propres à rappeler l'affection du peuple, qui peu à peu s'était éloigné du roi.

Tant que Sobieski avait été puissant, tant que sa gloire avait imposé à la nation, les factions, qui depuis Jean-Casimir tourmentaient cette malheureuse république, avaient paru condamnées au silence. Elles se réveillèrent avec une énergie effroyable vers la fin de son règne, et troublèrent ses derniers jours. Plusieurs diètes furent aussitôt rompues que commencées. Atteint d'une maladie lente, mais incurable, désespérant de parvenir à léguer sa couronne à ses enfans, frappé des malheurs qui, après lui, vien-

draient fondre sur sa patrie, il passa une vieillesse douloureuse. Son unique soin fut de réunir de grandes richesses, pour assurer à ses enfans une fortune considérable, puisqu'il ne pouvait leur promettre la couronne. Ces calculs intéressés l'exposèrent au reproche fondé d'avarice. Le mal qui le minait faisait cependant de funestes progrès : c'était une hydropisie. La reine, voyant sa fin approcher, désirait qu'il fit un testament : « A quoi remédierais-je ! » répondit le vieux roi ; ne voyez-vous pas que tous les cœurs sont corrompus, et qu'un esprit de vertige s'est emparé des Polonais ? Dois-je me flatter de ramener l'ordre par un testament ? Malheureux rois ! vivans, on n'écoute pas nos ordres ; les écouterait-on davantage, quand nous ne serons plus ? »

Le 17 juin 1696, au retour d'une promenade dans ses jardins de Villanow, il fut frappé d'une apoplexie foudroyante, et resta sans mouvement. On parvint à le rappeler pour un instant à la vie ; il ouvrit les yeux, et, comme s'il eût regretté ce retour à l'existence, il dit : *Stava bene*, « J'étais bien. » Sobieski expira le jour anniversaire de son élection. Il avait soixante-six ans ; son règne avait été de vingt-trois ans. Charles XII, avec lequel il avait quelques rapports, s'écria en apprenant cette nouvelle : « Un si grand roi ne devait pas mourir. » Mais les Polonais, qui préféraient à tout leur orageuse liberté, le regrettèrent peu, et leur inquiétude démocratique les aveugla sur les hautes qualités d'un roi auquel l'histoire ne peut contester le mérite d'avoir retardé pendant vingt ans la ruine de la république.

Sobieski, comme tous les princes fameux, aimait les lettres et les arts. Il leur accordait d'honorables encouragemens, il les cultivait lui-même. Il lisait, toujours un crayon à la main, et toutes ses remarques étaient autant de traits de génie et de réflexions lumineuses.

« Sobieski, dit un écrivain moderne, fut un grand général et non pas un grand roi ; il ne dota son pays que de drapeaux enlevés à l'ennemi, et de trophées de guerre ; il ne vit pas ses maux, et ne les ayant pas vus, s'étourdit sur leurs conséquences. Habile à défendre la Pologne de l'invasion ottomane, il ne sut pas la protéger contre le retour des désordres intérieurs, et ne le tenta même point. Brave et hasardeux, comme ces nobles qui l'avaient fait roi ; comme eux aimable et galant, l'ornement d'une cour et l'objet de l'admiration d'une armée, il n'eut qu'une médiocre capacité politique, et son regard court et inattentif ne se plongea pas dans l'avenir..... Lui aussi mit la main à la ruine de la Pologne, et lorsqu'il pouvait la rendre à l'existence, ne sut

» que prolonger et ennoblir son agonie (1). » — LÉON THIESSÉ.

1722. *Mort du duc de Marlborough (Jean-Churchill).*

Ce grand général, qui fit de ses talens un usage si funeste à la France, sortait d'une origine française, et avait appris l'art de la guerre sous Condé et sous Turenne. Ce dernier ne l'appelait que le *bel Anglais*, et en effet le charme de sa figure ne fut pas inutile à sa fortune. Né le 24 juin 1650, à Ash, dans le Devonshire, le jeune Churchill plut à la duchesse de Cléveland, maîtresse de Charles II : déjà l'amour, que le duc d'York portait à sa sœur (2), l'avait introduit à la cour : son esprit et son adresse achevèrent de le lancer dans le chemin de la faveur. La lecture de Végèce lui avait révélé sa vocation militaire : du reste, si l'on en croit lord Chesterfield, « il était remarquablement ignorant, n'ayant jamais su bien écrire, ni même lire correctement en anglais. »

Placé d'abord comme page auprès du duc d'York, il alla faire ses premières armes à Tanger, contre les Maures ; ensuite il passa cinq ans au service de la France (1672-1677) ; de retour dans sa patrie, il retrouva la protection de son premier maître, qui lui fit obtenir un régiment. Vers 1680, il épousa Sarah-Jennings, favorite de la princesse Anne, et dont plus tard l'influence contribua puissamment à son élévation. (*Voy.* 29 OCTOBRE 1744, *Mort de la duchesse de Marlborough.*) Charles II le créa baron et le nomma colonel. L'avènement du duc d'York, sous le nom de Jacques II, lui valut de nouvelles promotions, parmi lesquelles on distingue celles de grand-maître du bourg de Saint-Alban et de pair d'Angleterre. Malgré les liens que de telles récompenses semblaient établir entre le souverain et le sujet, Churchill fut des premiers à désertir le parti de Jacques II, lorsque la nation l'abandonna elle-même. Le motif ou le prétexte dont Churchill couvrit sa défection fut l'attachement qu'il portait aux croyances et aux lois de son pays. Secondé par sa femme, il entraîna la princesse Anne et le prince de Danemark, son époux, dans le parti du prince d'Orange, et ce coup ne fut pas le moins sensible à l'âme du malheureux roi.

Une fois maître du trône, Guillaume III créa Churchill comte de Marlborough, le chargea d'achever la réduction de l'Irlande,

(1) *Des causes de la décadence de la Pologne*, par ALPHONSE D'HERBELOT. (Extrait de la *Revue encyclopédique*.)

(2) Le duc d'York eut de miss Arabella Churchill un fils, qui fut depuis le maréchal de Berwick. (*Voy.* 12 JUIN 1734.)

après la bataille de La Boyne, et le paya du succès qu'il obtint par le commandement des troupes anglaises en Flandre (1691). L'année suivante, une disgrâce le frappa au moment où il touchait le sol britannique. Dépouillé de ses emplois, il se vit enfermé à la Tour de Londres avec d'autres seigneurs. Les contemporains s'épuisèrent en conjectures pour pénétrer la cause de ce singulier traitement. Quelques-uns l'attribuèrent à des intrigues qui avaient pour but de faire obtenir à la princesse Anne une pension plus digne de son rang. Il paraît aujourd'hui certain que Marlborough entretenait une correspondance secrète avec le roi Jacques II, et s'était engagé à lui livrer l'armée. Après une longue procédure, il fut mis en liberté, mais demeura dans une sorte d'exil pendant trois ans et demi. La paix de Ryswick ayant consolidé l'autorité de Guillaume, Marlborough recouvra la confiance du monarque, qui le chargea de l'éducation de son neveu, le nomma trois fois l'un des neuf lords justiciers pour l'administration des affaires, pendant ses voyages à La Haie, et enfin plénipotentiaire en Hollande.

Sa faveur s'accrut encore sous la reine Anne, qui le fit duc, chevalier de la Jarretière, grand-maître de l'artillerie, et capitaine général de toutes les forces britanniques. « Le ministère et les » conseils, dit Rapin-Thoyras, furent remplis de ses parens, de » ses amis, de ses protégés ; il disposa de presque toutes les charges militaires. Son épouse le seconda parfaitement ; elle domine » nait dans l'intérieur du palais comme lui dans les conseils et » dans les bureaux. » Marlborough justifia sa haute fortune par cette suite de victoires qui ébranlèrent si fortement la monarchie de Louis XIV. Les dix campagnes qu'il dirigea furent toutes marquées par de grands succès. Dans la première (1702), il prit Venloo, Ruremonde et Liège. L'année suivante, il s'empara de tout le pays situé entre le Rhin et la Meuse. En 1704, il prit Donawert, passa le Danube, et gagna la fameuse bataille de Blenheim ou d'Hochstedt (voy. 13 AOUT), qui fit perdre cent lieues de pays aux Français. Cette victoire fut suivie de celles de Ramillies et de Malplaquet. (Voy. 23 MAI 1706 et 11 SEPTEMBRE 1709.)

Ebloui de sa gloire, Marlborough commit des fautes que ses services mêmes ne pouvaient excuser. Tranchant du despote avec sa souveraine, il voulait la soumettre à un joug que rien ne pût briser. C'était l'époque où la fille de Jacques II méditait une contre-révolution au profit de son frère : les Tories avaient succédé aux Whigs dans l'exercice du pouvoir : lady Marlborough

était remplacée par lady Masham. Au mois de mai 1711, Marlborough fut accusé de péculat dans l'administration des deniers de l'armée; la reine saisit cette occasion, et le destitua de ses emplois, le 1^{er} janvier 1712, « afin, disait-elle aux Communes, que » son affaire pût être soumise à un jury impartial. » Aux humiliations qu'essuyait Marlborough se joignit le chagrin de voir le fruit de tous ses travaux anéanti par les succès de Villars et par le traité d'Utrecht. (*Voy.* 11 AVRIL 1713.) Le procureur général, d'après l'ordre de la reine, commença une procédure qui n'eut pas de suite. Marlborough chercha le repos dans une petite maison de campagne de Saint-Alban. Les entrepreneurs de Blenheim l'y poursuivirent. Alors la reine refusait d'acquitter les dépenses de ce château, que lui avait voté la reconnaissance nationale. Le favori, disgracié, passa sur le continent, visita la Hollande, les Pays-Bas, l'Allemagne, et ne reparut en Angleterre que le jour même où la reine mourut. (*Voy.* 12 AOÛT 1714.)

La pompe de son entrée à Londres scandalisa tous les partisans de l'ancienne cour. George I^{er}, qui devait la couronne aux efforts des Whigs, dont Marlborough était considéré comme le chef, l'accueillit fort bien, et l'un des premiers actes de son règne fut de le rétablir dans toutes ses dignités. Marlborough ne devait pas en jouir long-temps. Frappé d'une apoplexie foudroyante, le 8 juin 1716, il se survécut à lui-même pendant six ans, changeant continuellement de place pour échapper à l'ennui. Il mourut à sa terre de Windsor-Lodge, laissant une fortune de plus de quinze cent mille livres tournois de revenu. Un historien moderne a dit de lui : « Aussi habile politique que grand capitaine, aussi actif » dans les négociations qu'infatigable dans les campagnes, populaire avec ses soldats, compatissant avec les vaincus, doué d'un » courage tranquille et d'une sérénité d'âme à l'épreuve des plus » grands périls, Marlborough joignait à tous ces talens des manières, un abord et un accueil pleins de grâce et de facilité. Mais » son avarice, ses concussions et son ingratitude ternirent ses » grandes qualités. — X.

1734. *Mort du maréchal de Villars (Louis-Hector, duc de).*

Le père de Louis-Hector de Villars avait été l'un des plus beaux hommes de son temps : doué d'une adresse et d'une bravoure également rares, il servit de second au duc de Nemours dans le combat où ce dernier fut tué, tandis que lui-même obtenait l'avantage sur son adversaire. Il avait été employé comme diplomate

et comme guerrier. Un jour il se plaignait devant son fils de ce que son sort ne répondait pas à ses espérances. « Pour moi, s'écria le jeune homme, je suis sûr, si je vis, de faire une grande fortune. Je chercherai tellement les occasions de me distinguer, qu'il faudra bien que l'on fasse attention à moi. » Il était impossible de justifier mieux et plus tôt de telles paroles.

Né à Moulins en 1653, après avoir étudié quelque temps au collège de Juilly, il entra aux pages de la grande écurie. Attaché ensuite comme aide-de-camp au maréchal de Bellefond, son cousin, il se vit tout-à-coup sans emploi par la disgrâce du maréchal. Ce fut en qualité de volontaire qu'il fit la campagne de 1672, et qu'il assista au passage du Rhin. (*Voy.* 12 JUIN.) En 1673, au siège de Maëstricht, il s'élança dans la tranchée avec les grenadiers, quoiqu'il fût alors cornette de cheval-légers. Louis XIV, témoin du danger qu'il avait couru, et croyant devoir modérer une ardeur si fongueuse, lui rappela d'un ton sévère qu'il avait défendu aux volontaires, et surtout aux officiers de cavalerie, d'aller aux attaques sans permission. « J'ai cru, Sire, répondit Villars sans se troubler, que Votre Majesté me pardonnerait d'apprendre le métier de l'infanterie, surtout quand la cavalerie n'a rien à faire. » Au même siège, quelques gendarmes repoussaient les ennemis avec une étonnante intrépidité. « Qui donc commande ces gendarmes ? » demanda le roi. On lui répondit que c'était Villars. « Il semble, ajouta-t-il, que dès qu'on tire en quelque endroit, ce petit garçon sorte de terre pour s'y trouver. »

Villars avait reçu de la nature le coup d'œil stratégique. Il l'avait prouvé déjà en plusieurs circonstances. Quelques momens avant d'engager la sanglante bataille de Senef, le prince de Condé remarquant du mouvement dans les troupes ennemies, les officiers de son état-major prétendirent qu'elles se disposaient à une retraite générale. « Non, s'écria Villars, elles veulent seulement faire un changement de front. — Jeune homme, lui dit Condé, qui vous en a tant appris ? » se retournant vers ses officiers : « Il voit clair, » dit-il, et aussitôt il ordonna l'attaque. Dès la première charge, Villars fut blessé ; le titre de colonel, obtenu à vingt et un ans, le paya de son héroïsme. Dans les campagnes suivantes, il ne se montra pas avec moins d'éclat. En 1678, le maréchal de Créquy, l'ayant vu monter le premier sur la brèche du fort de Kehl, lui dit publiquement : « Jeune homme, si Dieu te laisse vivre, tu auras ma place plutôt que personne. »

La paix de Nimègue (*voy.* 10 AOÛT 1678) rendit à Villars un repos dont il profita pour se jeter dans des intrigues galantes

rappelé à son régiment, il se croyait en disgrâce, lorsqu'on lui confia l'ambassade de Vienne. Cette mission, bien que dénuée de résultat, lui fit beaucoup d'honneur. Après la paix de Ryswick (voy. 20 SEPTEMBRE 1697), une mission semblable le ramena en Autriche; il s'y trouva au moment où Louis XIV, en acceptant le testament de Charles II, rallumait la guerre dans toute l'Europe. Dans cette circonstance difficile, Villars déploya du caractère et du talent; on ne lui en tint pas compte à Versailles. « Sans moi, » mandait-il à Chamillard, l'Autriche s'emparait de l'Italie. Mais » quel gré m'en sait-on? Je trouvai à mon retour que j'avais » battu les buissons, et que c'étaient mes camarades qui avaient » pris les oiseaux. »

Enfin commença cette campagne de douze années, dans laquelle le grand roi devait expier toutes ses prospérités, et dont Villars eut le bonheur de finir les désastres. Alors il commanda en chef pour la première fois. Envoyé d'abord en Italie, il y signala son arrivée par la défaite d'un corps de troupes, qui voulait l'enlever. De là il passa en Allemagne, où il remporta deux victoires, d'autant plus précieuses, que l'honneur des armes françaises commençait à être compromis, l'une à Fridelingue, l'autre à Hochstedt, dans ce même lieu où, un an après, les Français essayèrent un revers si cruel. L'électeur de Bavière se plaignant du ton altier de Villars, Louis XIV l'envoya, en 1704, combattre les protestans réfugiés dans les Cévennes. Mais bientôt sa présence devint indispensable en Allemagne pour résister à Marlborough victorieux. Chargé du commandement des troupes sur la Moselle, il déconcerta tous les projets des ennemis. Après les avoir obligés à lever le blocus du Fort-Louis, en 1707, il les battit à Stollhoffen, et leur prit cent soixante-six pièces de canon. Ensuite il traversa les gorges des montagnes et tira de l'Empire des taxes pour plus de dix-huit millions. En 1708, le Dauphiné fut le théâtre de ses exploits : il y fit échouer tous les plans du duc de Savoie. Après la campagne, Louis XIV lui dit : « Vous m'aviez » promis de défendre Lyon et le Dauphiné; vous êtes homme de » parole, et je vous en sais bon gré. — Sire, répondit le maréchal, » j'aurais pu mieux faire, si j'avais été plus fort. »

Rappelé en Flandre, Villars livra cette bataille de Malplaquet (voy. 11 SEPTEMBRE 1709), que, s'il faut l'en croire, un coup de feu qu'il reçut l'empêcha de gagner. Sa blessure était assez dangereuse pour qu'on lui administrât le viatique; et comme on proposait de faire cette cérémonie en secret: « Non, dit le maréchal, puisque l'armée n'a pas pu voir mourir Villars en brave,

» il est bon qu'elle le voie mourir en chrétien. » On assure qu'avant de se rendre en poste où l'appelaient le choix du roi, et plus encore le besoin de la patrie, la belle maréchale, dont il était si jaloux, avait essayé de l'en détourner. Mais Villars rejeta ses conseils timides. « Si j'ai, dit-il, le malheur d'être battu, j'aurai cela » de commun avec les généraux qui ont commandé en Flandre » avant moi : si je reviens vainqueur, ce sera une gloire que je » ne partagerai avec personne. » La mémorable journée de Denain lui procura cette gloire et sauva la France. (*Voy.* 24 JUILLET 1712.) D'autres victoires encore amenèrent les deux traités d'Utrecht et de Radstadt. (*Voy.* 11 AVRIL 1713 et 5 MARS 1714.) Villars fut le négociateur du dernier. Aussi Voltaire a dit dans la *Henriade* :

Regardez dans Denain l'audacieux Villars,
Disputant le tonnerre à l'aigle des Césars,
Arbitre de la paix, que la victoire amène,
Digne appui de son roi, digne rival d'Eugène.

Après la mort de Louis XIV, le vainqueur de Denain conserva d'abord son crédit à la cour, qui ne pouvait se passer de lui ; en 1715, il fut fait président du conseil de guerre, et, en 1718, admis au conseil de régence. Au milieu des intrigues qui agiterent cette époque, il voulut rester neutre, et perdit en faveur ce qu'il gagna en considération. Mais lorsque le système de Law eut bouleversé la France, il contribua par des remontrances énergiques au renvoi de son auteur. Sous le ministère du duc de Bourbon, il entra dans tous les conseils. Maréchal de France, duc et pair, gouverneur de Provence, grand d'Espagne, chevalier de la Toison d'Or, académicien, il réunissait tous les titres qui peuvent satisfaire l'ambition et irriter l'envie. Il eut part aux négociations qui s'établirent entre la cour de France et la cour d'Espagne, et que nécessitaient les défiances causées par les liaisons de celle-ci avec la maison d'Autriche. Tous ces mouvements ayant abouti au traité conclu entre l'Empire, l'Angleterre et l'Espagne (1731), et la France se trouvant abandonnée de tous ses alliés, le roi lui-même désigna Villars pour l'envoyer en Italie, avec le titre de maréchal-général de France, titre que personne n'avait porté depuis Turenne.

A quatre-vingt-un ans, Villars partit pour le Milanais ; il arriva au camp de Pizzighitone le 11 novembre 1733, et se rendit maître de cette place par capitulation, après douze jours de tranchée ouverte. Un officier général lui représentant pendant ce

siège qu'il s'exposait trop : « Vous auriez raison , si j'étais à votre » âge, répond le maréchal ; mais à l'âge où je suis, j'ai si peu de » jours à vivre, que je ne dois pas les ménager, ni négliger les occasions qui pourraient me procurer une mort glorieuse. » Cette mort, qu'il cherchait sur le champ de bataille, l'atteignit l'année suivante, à Turin. En apprenant celle de Berwick, qu'un boulet de canon avait frappé, il s'écria qu'il avait toujours été plus heureux que lui. Tout en avouant que le mot est bien dans le caractère de Villars, Duclos le croit supposé, par la raison qu'il n'a pu apprendre, à Turin, le 17 juin, la mort de Berwick, tué le 12 à Philisbourg. M. Lacretelle a comparé ainsi les deux guerriers : « Villars et Berwick étaient les deux plus illustres débris du siècle de Louis XIV. » L'un avait peut-être à l'excès la modestie qui manquait à l'autre. En paraissant dédaigner l'art du courtisan, tous deux l'employaient quelquefois ; mais ils ne surent point s'élever au rôle politique auquel ils semblaient appelés. Berwick connaissait avec plus d'exactitude toutes les parties de l'art militaire ; Villars avait plus de vivacité dans ses conceptions, et plus de cette fougue qui entraîne une armée. Le fils naturel de Jacques II fut fidèle à sa patrie adoptive, et peut-être le fut-il d'une manière trop rigide, puisque sous la régence, il combattit en Espagne contre son bienfaiteur, contre son fils et son frère. Villars aimait sa patrie, comme un vieux Français, et pouvait même lui pardonner un peu d'ingratitude. »

Dans sa longue et brillante carrière, Villars n'avait pas manqué d'ennemis, ainsi que l'atteste son mot célèbre à Louis XIV. Il les dut en grande partie à son excessive jactance. Voltaire l'a peint d'un trait dans ce vers :

L'heureux Villars, fanfaron plein de cœur.

La marquise de Villars, sa mère, lui avait dit : « Vantez-vous au roi tant que vous voudrez ; mais dans le monde ne parlez jamais de vous. » Il ne suivit nullement ce précepte : Saint-Simon, organe de toutes les haines dont il était l'objet, l'en a puni durement dans ses Mémoires. Il existe aussi des Mémoires de Villars : le premier volume seulement doit être considéré comme l'ouvrage du maréchal, qui a laissé un nombre immense de lettres, dans lesquelles il traite, sans effort et quelquefois même sur le ton de la plaisanterie, les questions les plus difficiles. — X.

1778. *Combat naval de la Belle-Poule.*

Le combat de Lexington avait commencé la lutte entre l'Amérique et l'Angleterre (voy. 19 AVRIL 1775) : le combat naval du 17 juin 1778 l'engagea entre l'Angleterre et la France, comme auxiliaire de l'Amérique. Un officier, nommé Laclocheterie, qui commandait la *Belle-Poule*, frégate de vingt-six canons, et un lougre, s'aperçut, le 17 juin, qu'il était près de tomber dans une escadre anglaise. Il sut l'éviter ; mais une frégate ennemie, l'*Aréthuse*, vint à sa poursuite. Il osa l'attendre, refusa la visite qui lui était demandée, et après avoir soutenu pendant deux heures un choc meurtrier, mit en fuite l'*Aréthuse*, esquiva l'escadre anglaise, et vint débarquer à quelques lieues de Brest. « Ce brave officier » avait eu cinquante-sept hommes de blessés et quarante de tués » sur son bord. Le roi le nomma capitaine de vaisseau. Son nom » et le récit de ce combat retentirent dans toute la France. Les » Anglais avaient attaqué les premiers ; la conscience de Louis XVI » fut tranquille. On parut se préparer à une descente en Angleterre, » non dans l'espoir de subjuguier les Anglais, mais dans celui de » les humilier (1). » (Voy. 27 JUILLET 1778, *Combat d'Ouessant*.)

1789. *Les députés du tiers-état se constituent en Assemblée nationale* (2).

Le tiers, alléguant que la France est notre mère commune, avait, aux États-Généraux de 1614, réclamé la modeste faveur d'être traité en cadet de la grande famille. A ce discours, qui lui paraissait le comble de l'insolence, la noblesse s'était demandé si elle était tellement rabaisée, qu'elle fût avec le vulgaire en la plus étroite société qui soit parmi les hommes, c'est-à-dire en famille. Peut-être à la fin du dix-huitième siècle les classes privilégiées se trouvaient-elles mieux disposées à céder au tiers l'humble prérogative qu'il sollicitait, comme une grâce, cent soixante-quinze ans plus tôt. Mais le tiers avait grandi ; de son côté se trouvait maintenant la véritable considération sociale, celle qui repose sur les lumières, les talens et l'industrie ; l'abbé Sieyès avait démontré, sans contradiction possible, que le tiers était tout, bien que jusqu'alors il n'eût été rien dans l'ordre politique ; enfin le temps était venu d'abolir toute distinction arbitraire et de ne plus compter en France que

(1) LACRETELLE, *Histoire du dix-huitième siècle*.(2) Voy. 5 MAI 1789, *Ouverture des États-Généraux en France*.

des Français. Cependant la cour, loin de comprendre que son intérêt bien entendu lui commandait de courir au-devant de sacrifices inévitables, n'aurait voulu trouver dans la convocation des Etats-Généraux de 1789, qu'un moyen de combler le vide du trésor; car les réformes auxquelles elle se résignait ne répondaient nullement aux exigences les plus raisonnables de l'opinion. La nation, au contraire, consentait à payer les folles dilapidations de ses rois absolus, et se préparait en même temps à reconquérir ses droits les plus sacrés : ainsi la nation était généreuse, quand la cour n'était pas encore juste. C'est précisément par ce défaut de justice, qu'à l'approche d'une révolution qui s'annonçait au nom de la liberté et de l'égalité, le gouvernement, la noblesse et le haut clergé se ligüèrent d'instinct pour empêcher l'Assemblée d'agir ou pour invalider ses actes. Les deux ordres privilégiés commencèrent par se refuser opiniâtrément à la vérification des pouvoirs en commun. Ce n'est pas tout : on s'est étudié de mille manières à humilier les représentans de vingt-cinq millions d'hommes, ou plutôt de la nation, moins les quelques cent mille individus de la noblesse et du clergé ; partout les membres de ces deux ordres ont le pas sur les députés du tiers ; toujours les formes qu'on emploie vis-à-vis de ceux-ci sont insultantes, et sans la fermeté de leur président-on eût exigé qu'ils ne parlassent au roi qu'à genoux. Déjà la maladresse du gouvernement, les prétentions surannées et l'entêtement de la noblesse, ont rempli tous les cœurs de germes d'aigreur et d'aversion qui se développeront avec le temps et de nouveaux outrages.

Quoique le débat soulevé à propos de la vérification des pouvoirs ne fût qu'une affaire d'avant-postes, tous les partis sentaient que de sa solution devait résulter un précédent décisif sur une question d'une bien plus haute importance, celle du vote par tête ou par ordre, dont dépendait l'accomplissement de notre régénération politique. On conçoit dès lors que l'aristocratie ait disputé avec tant d'opiniâtreté cette première victoire, et tenté, dans la prévoyance d'une défaite, d'entraver par des difficultés de détail sans cesse renaissantes la marche des Etats-Généraux. Mais enfin, après cinq semaines écoulées en de vaines tentatives de conciliation, et pendant lesquelles tout ce que les deux premiers ordres ont cru devoir accorder aux besoins du siècle, c'est de renoncer à leurs privilèges pécuniaires, les députés des communes, appuyés, applaudis chaque jour par l'opinion publique, ont jugé qu'ils ne pouvaient pas, sans trahir leur mandat, se résigner plus long-temps à une inaction qui semblait ne pas avoir de terme. Le 10 juin,

sur la motion de Sieyes, une dernière invitation est adressée aux deux ordres dissidens de venir dans la salle des Etats pour assister, concourir et se soumettre à la vérification commune, qui aura lieu tant en leur absence qu'en leur présence. Dans la séance du 15, s'entama la grande question de savoir de quelle manière et sous quelle forme l'Assemblée devait se constituer. Cette question reçut le 17 une solution bien imprévue des courtisans, mais juste et conforme en tout aux droits de la nation et de la raison.

Parmi les différentes dénominations présentées au choix de l'Assemblée, on distingua celle de Mirabeau, qui proposa à ses collègues de se déclarer les *représentans du peuple français*. Cette expression, *le peuple français*, qui maintenant a pour nous un sens si grand et si beau, excita des murmures, tant on avait depuis long-temps avili tout ce qui restait en dehors de la caste aristocratique. Mirabeau justifia les termes dont il s'était servi avec une éloquence qui, si elle ne fit pas triompher sa motion, réhabilita tout d'un coup le nom de *peuple*, et lui assigna son véritable rang dans la langue de la liberté. « Si ce nom n'était pas le nôtre, dit-il, » il faudrait le choisir entre tous, l'envisager comme la plus précieuse occasion de servir ce peuple qui existe, ce peuple qui est tout, ce peuple que nous représentons, dont nous défendons les droits, de qui nous avons reçu les nôtres, et auquel on semble rougir que nous empruntons notre dénomination et nos titres. » Au milieu du conflit de plus en plus animé des diverses motions, un député obscur, nommé Legrand, proposa de se constituer en *Assemblée nationale*. S'emparant de cette idée à laquelle, après deux jours de discussions difficiles, se rallia soudainement la majorité des représentans, Sieyes démontra, par une exposition méthodique de principes et de conséquences étroitement liés ensemble, que « la dénomination d'*Assemblée nationale* était la seule qui convint à l'assemblée dans l'état actuel des choses, soit parce que les membres qui la composaient étaient les seuls représentans légitimement et publiquement connus et vérifiés, soit parce qu'ils étaient envoyés par la presque totalité de la nation, soit enfin parce que la représentation étant une et indivisible, aucun des députés, dans quelque ordre ou classe qu'il fût choisi, n'avait le droit d'exercer ses fonctions séparément de cette assemblée, » Quatre cent quatre-vingt-onze voix sur cinq cent quatre-vingt-une adoptèrent la motion de Sieyes. Dès ce moment les députés du tiers, de la noblesse, du clergé, ont disparu ; il n'existe plus qu'une Assemblée nationale. On s'occupa sans désespérer de la nomination des officiers de l'Assemblée. Le vertueux Bailly fut

continué dans les honneurs de la présidence. Alors, tous les députés étant debout, la main droite levée, dans un silence profond et religieux, Bailly prononça le serment : « Vous jurez et promettez de remplir avec fidélité les fonctions dont vous êtes chargés ; » et tous répondirent avec enthousiasme, aux applaudissemens unanimes des tribunes : « Nous le jurons et le promettons. »

Après avoir ainsi déjoué la politique tortueuse du gouvernement et des privilégiés qui voulaient empêcher l'Assemblée de se constituer, il fallait qu'elle se mît à l'abri des mesures violentes que le ressentiment pourrait leur suggérer pour briser un instrument rebelle. Le moyen le plus sûr d'atteindre ce but était de rattacher son existence au rétablissement de l'ordre dans les finances ; c'est ce qu'elle fit en déclarant l'illégalité des impôts, jusqu'alors levés dans le royaume sans le consentement de la nation, et en votant la perception provisoire de ces impôts jusqu'au jour seulement de la première séparation de l'Assemblée, de quelque cause qu'elle pût provenir. Passé ce jour, toute levée d'impôts et de contributions de toute nature qui n'auraient pas été nommément, formellement et librement accordés par l'Assemblée devait cesser dans toute la France. Quelque hardi que dût paraître alors cet acte de souveraineté, il n'excédait cependant pas la limite des droits de l'Assemblée. La consolidation de la dette publique et le soulagement de la misère du peuple appelèrent ensuite son attention, et quatre fois dans un seul jour elle renouvela ses titres à l'éternelle reconnaissance de la nation. Il est hors de doute, en effet, que sans cette fermeté, sans cette sagesse de ses mandataires, la France n'aurait rien obtenu qui répondît à ses besoins les plus impérieux ; et lorsque, dans un sens accusateur, on a dit de la séance du 17 juin 1789 qu'elle était la révolution elle-même, on a fait, selon nous, le plus grand éloge des arrêtés qui signalèrent cette glorieuse journée. — ULYSSE TENCÉ.

1795. *Jugement des prétendus auteurs de l'insurrection du 1^{er} prairial* (1).

Les députés arrêtés dans la journée du 1^{er} prairial furent d'abord conduits en Bretagne, puis ramenés à Paris pour être jugés par une commission militaire. « Malgré les recherches les plus soigneuses, on n'avait découvert aucun fait qui prouvât leur

(1) Voy. 20 MAI 1795.

« connivence secrète avec les révoltés. Il était difficile en effet
 « qu'on en découvrit, car ils ignoraient le mouvement; ils ne se
 « connaissaient même pas les uns les autres : Bourbotte seul con-
 « naissait Goujon, pour l'avoir rencontré dans une mission aux
 « armées. Il était prouvé seulement que, l'insurrection accomplie,
 « ils avaient voulu faire légaliser quelques-uns des vœux du peu-
 « ple. Ils furent néanmoins condamnés; car une commission mi-
 « litaire, à laquelle un gouvernement envoie des accusés impor-
 « tans, ne sait jamais les lui renvoyer absous. Il n'y eut d'acquitté
 « que Forestier; on l'avait joint aux condamnés, sans qu'il y eût
 « une seule motion de lui pendant la fameuse séance. Peyssard,
 « qui avait seulement poussé un cri pendant le combat, fut con-
 « damné à la déportation; Romme, Goujon, Duquesnoi, Bour-
 « botte, Soubrany, furent condamnés à la mort. » Ils avaient
 juré de ne pas la recevoir de la main du bourreau : un couteau
 leur restait pour seule arme : en descendant l'escalier, Romme se
 frappa le premier; Goujon, Duquesnoi l'imitèrent d'une main
 ferme; Duroi, Bourbotte et Soubrany, d'une main moins assurée.
 Ces trois derniers furent traînés tout sanglans sur l'échafaud.
 « Il y avait peu de monde à cette exécution : le temps du fana-
 « tisme politique était passé; on ne tuait plus avec cette fureur
 « qui autrefois rendait insensible. Tous les cœurs furent soulevés
 « en apprenant les détails de ce supplice, et les thermidoriens en
 « recueillirent une honte méritée. Ainsi, dans cette longue suc-
 « cession d'idées contraires, toutes eurent leurs victimes. Les
 « idées même de clémence, d'humanité, de réconciliation eurent
 « leurs holocaustes; car, dans les révolutions, aucune ne peut
 « rester pure de sang humain (1). »

1826. *Dissolution du corps des Janissaires.*

Rien de plus fréquent dans l'histoire ottomane que les exem-
 ples de la turbulence et de l'indocilité de cette milice, instituée
 par Amurath I^{er}, vers 1365, pour servir d'appui au trône des Os-
 manlis; long-temps avant que ses exploits, sous Soliman le Ma-
 gnifique et sous Sélim II, eussent porté à son apogée la puissance
 des sultans, elle avait signalé son arrogante insubordination dans
 plusieurs révoltes à peine comprimées par la main ferme d'Amu-
 rath II, père de Mahomet le Grand. On conçoit quelle dut être
 l'audace de ces redoutables prétoriens sous l'inerte domination

(1) THIERS, *Histoire de la révolution française.*

des successeurs dégénérés de ces monarques, alors que s'écroulait dans une effrayante progression le trône qui leur avait dû naguère une partie de sa splendeur. Aussi, entre les treize souverains qui ceignirent l'aigrette impériale depuis le trop court règne d'Achmet I^{er} jusqu'à l'empereur actuel Mahmoud II, neuf furent-ils détrônés par les Janissaires révoltés (1). Mais la leçon de tant de catastrophes ne pouvait demeurer toujours stérile, et le temps arrivait où les périls de l'Etat façonneraient enfin un prince à cette mâle vigueur, qui seule est capable d'en retarder la chute, vigueur que déploie maintenant le sultan Mahmoud sur son trône chancelant.

Instruit par l'exemple de l'infortuné Sélim III, son frère, ce prince n'employa pas moins de dix-huit années pour préparer, dans le plus grand secret, les moyens de réformer ou de dissoudre entièrement le corps des Janissaires, dont il regardait, avec raison, l'existence comme un obstacle à toute amélioration dans le système de gouvernement de la Porte, de même qu'à sa défense contre l'agression étrangère.

Ce ne fut que dans les premiers jours du mois de mai 1826 qu'une démarche solennelle du divan dénota ses secrètes intentions par rapport à la réforme des Janissaires. On fit jurer aux *ustas* et autres officiers de cette milice d'adopter une réforme qui, à la différence près des noms, n'était autre chose que le *nizam djedid* de Sélim III. Par crainte ou par surprise, chaque officier signa l'engagement demandé, sans la moindre apparence d'hésitation. La majorité des soldats sembla se ranger, sans plus de difficultés, aux volontés du sultan. Cependant Mahmoud était loin de s'abuser sur de si mensongères apparences; et tandis qu'il ne paraissait occupé qu'à presser l'exécution des engagements imposés aux Janissaires, il se préparait à faire face aux séditions qui ne pouvaient manquer d'éclater bientôt parmi ceux d'entre eux qui s'étaient montrés le plus empressés d'entrer dans la milice régulière. De longue main, il avait réglé les plus importantes de ses dispositions de sûreté, au nombre desquelles on peut compter l'augmentation graduellement ménagée du corps des artilleurs qui, depuis sa formation sous Sélim, était resté constamment soumis à une bonne discipline, et se composait alors, dans la seule capitale,

(1) Mustapha I^{er}, déposé pour la deuxième fois en 1623, après avoir été substitué à Oulman II; Ibrahim, détrôné et mis à mort en 1649; Mahomet IV, déposé en 1687; Soliman II en 1691, Mustapha II en 1703, Achmet III en 1730; enfin, Sélim III et Mustapha IV. (Voy. 29 mai 1807.)

d'environ quatorze mille hommes, dont la fidélité n'était pas plus suspecte que la bravoure. Il avait été enjoint de plus à divers pachas des provinces voisines de se porter sur Constantinople avec leurs troupes ; et enfin, l'on était assuré du parfait accord des principales autorités, pour frapper le grand coup avec autant de célérité qu'on avait mis de circonspection à en combiner le plan.

Le nouveau règlement fut mis en vigueur aussitôt que promulgué, et les exercices commencèrent, sous le commandement d'officiers appelés de l'Égypte et des individus qui avaient servi autrefois dans le *nizam djedid*. Alors se trahit la secrète répugnance des Janissaires et se manifestèrent de premiers symptômes de fermentation. Les plus ardents s'agitent, et en peu de temps l'irritation gagne toutes les têtes. Ce fut dans la soirée du 14 juin qu'on vit se rassembler les premiers groupes de mécontents ; et dès le lendemain, l'insurrection était devenue une pleine révolte. Voici en quels termes un journal étranger, l'*Observateur autrichien*, rapporte cet événement : « Vers minuit, un gros de mutins va » investir tumultueusement la demeure de l'aga capussi, leur général en chef, avec l'intention de le massacrer. Mais celui-ci » leur échappe et court au palais de la Porte, chez le grand-visir. » Furieux d'avoir manqué ainsi leur premier coup, les rebelles » assouvissent leur rage sur les objets qu'ils rencontrent dans la » maison de l'aga, et font essuyer d'horribles traitemens à sa famille. Ils se dirigent ensuite vers l'habitation du nedschib effendi, l'agent de Mohammed-Ali-Pacha en Morée, d'où il est » revenu en hâte, et qui passe pour un des plus ardents fauteurs » du nouvel ordre de choses : ne le trouvant pas non plus, ils » pillent et dévastent sa maison, au milieu des scènes les plus » cruelles. »

Cependant la troupe la plus nombreuse s'était mise en marche contre le palais de la Porte pour surprendre aussi le grand-visir. Celui-ci, averti par l'aga, s'était déjà éloigné du palais avec sa famille, et, retiré à Jali-Koschk, pavillon attenant au sérail, où les autres grands fonctionnaires de l'Etat ne tardèrent pas à le joindre. Pendant ce temps, les révoltés s'occupaient à piller le palais de la Porte, ou se dispersaient dans les cabarets, et s'abandonnaient aux excès les plus grossiers.

A la pointe du jour, les Janissaires qui se trouvaient dans les casernes se réunirent sur la place de l'Atneidan, qui en forme le centre, et y déposèrent leurs marmites renversées, comme c'était l'ancien usage en pareil cas. Ils firent aussi publier par des crieurs,

dans les quartiers environnans, que tout Janissaire eût à se rendre au lieu de la réunion commune.

De son côté le gouvernement ne demeurait pas inactif. A la première nouvelle de l'explosion séditieuse, le sultan Mahmoud avait quitté son palais d'été de Beschiktasel, sur la rive européenne du Bosphore, pour venir au sérail. Déjà les ministres et les chefs des départemens, ainsi que le muphti et les principaux ulémas, s'étaient réunis au grand-visir à Jali-Koschk. On ne tarda pas à voir arriver aussi, avec des corps considérables de troupes, l'aga Hussein-Pacha, commandant du camp d'observation sur la côte d'Europe, et Méhémed-Pacha, commandant du camp d'Asie. A ces forces se réunirent plusieurs bataillons de canonniers et de bombardiers avec leurs batteries : le sultan en prit le commandement en personne, et les dirigea vers l'Hippodrome ou Atmeidan. L'étendard de Mahomet fut arboré devant la mosquée du sultan Achmet, et l'on fit publier par des crieurs, dans tous les quartiers de la ville et des faubourgs, un appel à tout bon Musulman de se ranger en armes sous le drapeau du Prophète. De nombreux groupes armés accoururent de toutes parts à l'Atmeidan. Encouragés par l'intrépidité du grand-seigneur et l'ardeur guerrière de Hussein-Pacha, ils jurèrent tous de défendre le sultan et le trône jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

Le même appel avait été adressé aux mutins : trois fois ils furent sommés de revenir sous l'étendard du Prophète. Mais ils bravèrent orgueilleusement toute sommation, mettant pour condition à leur obéissance que le nouveau règlement fût aboli, et que l'on fit rouler devant eux la tête du grand-visir, de Hussein-Pacha, de l'aga des Janissaires et du nedschib-effendi. Cette réponse insolente devint le signal de l'explosion de la fureur de Mahmoud, qui lança aussitôt ses troupes contre les rebelles, préalablement mis hors la loi par un fetwa du muphti. Aussi lâches qu'ils s'étaient montrés arrogans, ceux-ci, au premier choc, se replièrent sur leurs casernes et s'y enfermèrent : mais quelques décharges de mitraille en firent bientôt sauter les portes, et alors commença un effroyable carnage.... En peu d'heures, l'issue de la journée et le sort des Janissaires furent décidés. Ceux que le fer et le plomb avaient épargnés périrent dans l'incendie des casernes qui éclaira cette scène hideuse, prolongée encore par l'exécution des coupables qui purent être saisis vivans. On a évalué à sept mille le nombre des individus auxquels cette révolution coûta la vie, et à seize mille celui des personnes condamnées à l'exil par le tribunal qui s'était immédiatement formé sur le lieu même, sous

la présidence du grand - visir Hussein - Pacha et du muphti.

Le 17 juin, tandis que ce tribunal continuait ses séances, parut l'ordonnance de dissolution du corps des Janissaires : leur nom y était proclamé infâme, et voué à l'exécration.

P. DE CHAMROBERT.

LITTÉRATURE.

1719. *Mort d'Addison (Joseph), littérateur anglais.*

Si Addison n'a pas atteint la plus haute des gloires littéraires, il en est une qu'on ne peut lui contester, et qui n'est pas la plus vulgaire, celle d'avoir créé le genre pour lequel il était propre. En fondant *le Spectateur*, il donna le premier l'exemple, si souvent imité depuis, de ces publications périodiques consacrées à la peinture des mœurs et au développement des principes d'une morale usuelle. Sans doute il y avait là plus de mérite encore qu'à écrire une tragédie régulière, à l'instar de Corneille et de Racine, dans la patrie de Shakspeare.

Né le 1^{er} mai 1672, à Miston, dans le Wiltshire, le jeune Addison manifesta de bonne heure sa vocation par des poésies latines, qui lui valurent les suffrages de ses maîtres. A vingt-deux ans, il s'essaya dans sa propre langue, et traduisit une grande partie du quatrième livre de l'*Énéide*. Jusqu'alors il s'était destiné à l'état ecclésiastique ; mais sa célébrité naissante lui assura des protecteurs, entre lesquels se distingue lord Halifax (voy. 30 MAI 1715), et lui ouvrit une autre carrière. Guillaume III, auquel il avait adressé un poème, lui ayant accordé une pension de trois cents livres, il en profita pour visiter la France et l'Italie. Pendant son voyage, la disgrâce atteignit ses protecteurs, et sa pension fut supprimée. Quelque temps après son retour, par l'entremise de lord Halifax, le ministre Godolphin le chargea de célébrer la victoire de *Blenheim* ou d'*Hochstedt* : la place de commissaire des appels le paya de ce travail, où, malgré des beautés réelles, l'enthousiasme du citoyen l'emportait sur l'inspiration du poète. En 1705, il suivit lord Halifax en Hanovre, et, l'année suivante, il fut fait sous-secrétaire d'Etat. Quand l'Opéra-Italien s'établit à Londres, Addison tenta de plier la langue anglaise à la musique, et il composa le drame de *Rosamonde*, qui n'eut aucun succès. Le marquis de Warton ayant été nommé vice-roi d'Irlande, il le suivit en qualité de secrétaire du gouvernement : dans le même temps, il obtenait la place de garde des archives de la Tour de Birmingham, sinécure, dont le traitement s'élevait à trois cents livres sterling par année.

Tandis qu'Addison était en Irlande, Steele, son ami d'enfance, écrivait les premiers numéros du *Tatler* (le Babillard) : quoique, en le publiant, il eût gardé l'anonyme, Addison ne pouvait le méconnaître, et s'associa bientôt à son entreprise. Au bout de quelques mois, le *Tatler*, changeant de titre et prenant un essor plus vaste, devint le *Spectator*, dont la vogue s'étendit rapidement de Londres dans toute l'Angleterre, et de l'Angleterre dans toute l'Europe. En 1713, Addison fit jouer sa tragédie de *Caton* avec un succès extraordinaire. A un mérite de tous les temps s'y joignait un intérêt de circonstance : alors s'agitait violemment la querelle des *Whigs* et des *Torys*, et l'auteur, sous des noms romains, plaidait fortement la cause de la première faction contre la seconde. Trente-cinq représentations consécutives n'épuisèrent pas la curiosité publique. Mais quand plus tard on voulut reprendre la pièce, on s'aperçut qu'une versification élégante ne tient pas lieu de vie dramatique. « Dans cette tragédie d'un patriote et d'un philosophe, a dit Voltaire, le rôle de Caton me paraît surtout un des plus beaux personnages qui soient sur aucun théâtre. Il est bien triste que quelque chose de si beau ne soit pas une belle tragédie ; des scènes décousues, qui laissent souvent le théâtre vide ; des *à parte* trop longs et sans art ; des amours froids et insipides ; une conspiration inutile à la pièce ; un certain Sempronius, déguisé et tué sur le théâtre, tout cela fait de la fameuse tragédie de *Caton* une pièce que nos comédiens n'oseraient jamais jouer, quand même nous penserions à la romaine ou à l'anglaise. La barbarie et l'irrégularité du théâtre de Londres ont percé jusque dans la sagesse d'Addison. Il me semble que je vois le czar Pierre, qui, en réformant les Russes, tenait encore quelque chose de son éducation et des mœurs de son pays. » Pour achever l'énumération des titres littéraires d'Addison, il suffit d'indiquer une comédie du *Tambour*, imitée par Destouches ; la relation de son *Voyage en Italie*, un *Dialogue sur les médailles*, et l'ébauche d'une *Défense de la religion chrétienne*.

Les lettres n'enlevèrent jamais Addison à la politique. L'avènement de George I^{er} le porta d'emplois en emplois jusqu'au ministère : en 1716, il avait épousé la comtesse douairière de Warwick, et ce mariage malheureux ne servit qu'à hâter sa fortune : l'année suivante, il fut nommé secrétaire d'Etat. La tribune lui réservait un écueil, contre lequel il vint échouer à la risée générale. S'étant levé un jour pour parler sur une question importante, et s'adressant, suivant l'usage, au *speaker* (président), il dit : *Monsieur, je conçois.....* ; puis, voyant tous les yeux fixés sur lui, et perdant le

fil de ses idées, répéta deux fois encore les mêmes mots, sans pouvoir achever sa phrase. Alors un Tory, prenant la parole, dit d'un ton fort grave : « Monsieur, les trois avortemens dont » nous venons d'être témoins, de la part d'un auteur connu par » sa fécondité, prouvent évidemment la faiblesse de la cause qu'il » voulait défendre. » On dit que dans les détails de l'administration, Addison n'était pas beaucoup mieux placé qu'à la tribune, et qu'une minutieuse correction de style, une continuelle recherche d'élégance lui faisaient perdre un temps précieux.

Cet écrivain, qui savait si bien défendre le mérite des morts, ainsi qu'il le prouva dans *le Spectateur*, en vengeant Milton de l'oubli de son siècle, passait pour jaloux du mérite des vivans. Pope, qui s'était brouillé avec lui, le représente, dans l'Épître au docteur Arbuthnot, comme timide, cauteleux, enveloppant ses critiques dans de perfides éloges,

Alike reserved to blame or to commend,
A timorons foe, and a suspicious friend.

Lord Chesterfield disait de lui : *Je n'ai jamais vu un homme plus modeste et plus gauche*. Mourant à l'âge de quarante-huit ans, il fit venir le fils de la comtesse de Warwick, jeune homme de mœurs déréglées, et lui dit avec tendresse : « J'ai désiré que vous assis- » tassiez à mes derniers momens, afin que vous vissiez avec quel » calme meurt un chrétien. » — E. M.

1762. Mort de Crébillon.

Prosper-Jolyot de Crébillon, né le 1^{er} février 1674, eut la même patrie que Bossuet et les mêmes instituteurs que Voltaire. Il naquit à Dijon et fut instruit par les jésuites. Ces bons pères, qui étudiaient à leur profit le caractère de leurs élèves, et tenaient registre de leurs défauts et de leurs qualités, avaient attaché cette note au nom de Crébillon. *Puer ingeniosus, sed insignis nebulo : bon écolier, mais mauvais sujet*. On tient cette anecdote de Crébillon lui-même. Il se plaisait à la raconter. Issu d'une famille anoblie par les armes, qu'elle avait quittées pour la robe, à laquelle son père le destinait, il fut placé chez un procureur à Paris pour y étudier les élémens de la pratique ou de la chicane. Il n'y faisait que des vers. Démêlant sa véritable aptitude à la passion qu'il montrait pour le spectacle, son patron, loin de la contrarier, l'engagea à s'y livrer et même à travailler pour la scène. Le jeune homme, non sans peine, car il n'était rien moins que présomptueux, sui-

vit ce conseil, et composa, sur *la mort des enfans de Brutus*, une tragédie qu'il lut, ou plutôt qu'il récita aux comédiens, car il n'écrivait ses pièces que lorsqu'elles étaient reçues. Celle-là ayant été refusée, il l'oublia, résolu à se retirer d'une carrière qu'il ne se croyait pas la force de parcourir. A l'instigation de son procureur, qui jugeait de lui mieux que lui-même, il reprit cependant courage au bout de quelque temps, et composa *Idoménée*, qui fut reçu et joué (1705). Cette tragédie, malgré ses défauts, n'était pas d'un homme ordinaire. Le public, en encourageant Crébillon, justifia le procureur, et Crébillon justifia le public en donnant *Atrée* et *Thieste* (1707). De l'une à l'autre pièce, l'intervalle est grand; quoique le style d'*Atrée* ne soit pas irréprochable, quoique l'action y languisse assez souvent, quoique l'atrocité du principal personnage y répande une monotonie fatigante, et que la terreur y dégénère en horreur, des scènes bien faites, des pensées fortes, un dialogue animé par des traits énergiques, et le personnage intéressant de Plisthènes, assurèrent à cette pièce un éclatant succès. Le procureur, malgré la maladie mortelle dont il était atteint, s'était fait porter au théâtre. Embrassant avec transport son pupille, qui, après la représentation, doutait encore de son succès, « Je meurs content, lui dit-il, je vous » ai fait poète; et je laisse un homme à la nation. » Le praticien se trompait ici sous un rapport: c'est la nature qui avait fait de Crébillon un poète; quant au reste, il avait absolument raison. *Électre* suivit de près *Atrée* (1709). Malgré la double intrigue amoureuse qui gâte la simplicité et la sévérité originaire de ce sujet, grâce à l'énergie du caractère d'*Electre* et à la noblesse de celui d'*Oreste*, cette pièce fut accueillie avec transport, et fit placer Crébillon à une hauteur où aucun poète tragique ne s'était élevé depuis la mort de Racine. La tragédie de *Rhadamiste* l'y consolida (1711). On a reproché, avec raison, à *Rhadamiste* la froideur et l'obscurité de son exposition, et plusieurs vices inhérens à la complication de son plan; mais les situations vraiment tragiques qui en résultent, l'énergie sauvage de Pharasmane, le caractère sombre et fier de son fils, la noble vertu de Zénobie, la sensibilité d'Arsame, l'apprêt souvent pittoresque du style, font de cet ouvrage, qui est sans contredit le plus beau de Crébillon, un des plus beaux qui soient à la scène. C'est pourtant à l'occasion de *Rhadamiste* que Despréaux disait: *J'ai trop vécu. A quels Visigoths je laisse en proie la scène française! les Boyer et les Pradon, que nous avons tant baffoués, étaient des aigles auprès de ceux-ci.* Il est vrai que Despréaux était mourant, et qu'il n'avait entendu

que l'exposition de cette tragédie quand il en jugea ainsi. Qu'eût-il dit s'il eût entendu *Xercès* (1714) et *Sémiramis* (1717)? Le peu de succès de ces derniers ouvrages découragea probablement Crébillon. Ce n'est que neuf ans après le dernier qu'il donna son *Pyrrhus*. Cette pièce, plus héroïque que tragique, fut néanmoins favorablement accueillie. Revenant au genre vers lequel son génie l'entraînait et dont il ne s'était écarté que par déférence pour les critiques, Crébillon songeait à mettre sur la scène le personnage de *Cromwell*. Déjà il en avait esquissé quelques traits, quand, sur le bruit qui s'en répandit, l'autorité lui défendit de continuer ce travail. Il est à remarquer que c'est la première fois qu'elle sembla faire attention à lui.

Malgré les bénéfices que ses succès avaient procurés aux comédiens, cet auteur était dans un état voisin de la misère; et, trop fier pour solliciter les secours qu'on aurait dû lui offrir, il s'était à peu près retiré du monde, lorsque enfin l'Académie française se souvint qu'il existait et l'élut à la place de M. de Lafaye, en 1731. Ce fut toutefois moins par bienveillance pour lui que par malveillance contre Voltaire qu'on rendit à Crébillon cette justice tardive. Célèbre depuis treize ans, Voltaire fatiguait déjà l'envie par la variété de ses aptitudes, par la multiplicité de ses succès. On exagéra les droits de l'auteur de *Rhadamiste* pour en écarter l'auteur d'*OEdipe*, de *Marianne*, de *Brutus*, de *Zaïre*, de la *Henriade*, et de l'*Histoire de Charles XII*, qui fut déclaré n'avoir rien d'académique.

C'est à cette occasion que la cabale anti-voltairienne partagea le domaine tragique en trois départemens, qui furent assignés en apanage, le premier au *grand* Corneille, le second au *tendre* Racine, le troisième au *tragique* Crébillon, si bien qu'il ne restait rien pour un quatrième.

L'intention d'humilier Voltaire fut encore profitable sous d'autres rapports à Crébillon. La cour, qui jusqu'alors avait dédaigné ce vieux poète, se mit à le rechercher: on lui donna une pension, une place à la bibliothèque, et il fut fait censeur royal. C'est en cette qualité que, chargé d'examiner le *Mahomet* de Voltaire, il refusa de l'approuver. Benoît XIV avait été moins scrupuleux. Il avouait avoir lu avec le plus grand plaisir *con sommo piacere, questa bellissima tragedia*, et il en accepta la dédicace. Cependant Voltaire multipliait, dans une proportion prodigieuse, ses titres de génie: *Alzire*, *Mérope*, la *Mort de César* et *Mahomet* l'avaient porté au faite de la gloire. Plus il s'élevait, plus Crébillon était menacé de déchoir. Les ennemis de Voltaire, à la tête desquels

s'était mise madame de Pompadour, crurent qu'un seul ouvrage nouveau de Crébillon contre-balancerait tant de chefs-d'œuvre, et le pressèrent de terminer son *Catilina*. Cet ouvrage était attendu depuis vingt ans. *Quo usque tandem abutere patientia nostra Catilina? Jusques à quand abuserez-vous de notre patience, Catilina?* répétait-on depuis vingt ans à Crébillon. Crébillon céda enfin aux instances de la cour et de la ville. *Catilina* fini fut livré au théâtre. On n'avait rien négligé pour en assurer le succès. Le roi avait fait les frais des habits, qui étaient magnifiques; l'assemblée la plus brillante avait assisté à la représentation, et les applaudissemens avaient été prodigués à cette pièce; mais en vain. Le temps fit tomber bientôt cet enthousiasme factice, et après vingt représentations, *Catilina* disparut pour toujours de la scène où restera *Rhadamiste* tant qu'il y aura un Théâtre-Français. Voltaire se vengea de *Catilina* en faisant *Rome sauvée*.

Crébillon, qui avait fini cet ouvrage à soixante et seize ans, crut pouvoir en faire un autre à quatre-vingts ans. Il composa le *Triumvirat*, en réparation, disait-il, du rôle peu héroïque qu'il avait fait jouer à Cicéron dans *Catilina*. Cette réparation constata une faute, mais ne la répara pas. Le *Triumvirat* fut écouté dans le silence, mais c'est seulement en s'abstenant de l'applaudir que le public manifesta son opinion sur cette dernière production d'une verve épuisée. Crébillon, qui avait fait entrer dans le *Triumvirat* plusieurs fragmens de son *Cromwell*, fut obligé par ordre du gouvernement de les adoucir. Ce poète survécut huit ans encore à cet ouvrage.

On lui rendit après sa mort des honneurs particuliers. Ses obsèques furent magnifiques. Les personnages les plus distingués par leur rang et leur fortune se firent un devoir d'y assister avec les gens de lettres et les artistes, et Louis XV ordonna qu'il lui serait élevé dans l'église de Saint-Gervais, où il avait été inhumé, un monument dont l'exécution fut confiée au ciseau de Lemoine, qui ne l'a pas achevé.

Poète et non pas littérateur, Crébillon n'a publié que des tragédies. Il se plaisait cependant à composer des romans, mais sans les jeter sur le papier, et pour lui seul. C'était son amusement favori. Quelqu'un un jour entrant brusquement dans sa chambre, *Ne me troublez pas*, lui dit-il, *je suis dans une situation intéressante : je vais faire pendre un ministre fripon, et chasser un ministre imbécile*. Il aimait par-dessus tout les romans de la Calprenède.

Modeste au milieu de ses succès, Crébillon ne lutta jamais contre l'opinion publique. Après la première représentation de *Xercès*, il en redemanda les rôles aux comédiens, et, les jetant au feu,

Je me suis trompé, leur dit-il, *le public m'a éclairé*. Il cédait même facilement aux critiques des particuliers. Une tragédie qu'il avait débitée à des gens de lettres n'ayant pas obtenu leur suffrage, *Il n'en sera plus question*, dit-il ; et dès ce moment il la raya de sa mémoire.

Il abhorrait la satire, ou plutôt il la méprisait. Un jeune homme lui en ayant fait entendre une de sa composition : *Jugez*, lui dit-il, *combien ce genre est facile, puisqu'à votre âge vous y réussissez*. Aussi, quand il fut reçu à l'Académie, à laquelle il adressa un remerciement en vers, applaudit-on avec transport le vers suivant :

Aucun fiel n'a jamais empoisonné ma plume.

Ennemi de l'intrigue, il se fâchait qu'on voulût employer ce moyen pour faire réussir ses ouvrages. *Je ne veux pas qu'il y ait personne dans le parterre qui se croie obligé de m'applaudir*, disait-il à des gens qui lui demandaient des billets ; et il ne les leur donna qu'avec la certitude qu'ils le siffleraient, s'il y avait lieu.

On cite de lui plusieurs mots fort spirituels. Un médecin qui le soignait dans une maladie grave, lui demandant les deux seuls actes qu'il eût fait alors de *Catilina*, il lui répondit par ce vers de *Rhadamiste* :

Ah ! doit-on hériter de ceux qu'on assassine ?

On avait affecté d'attribuer ses tragédies à un chartreux ; il ne l'ignorait pas. Un jeune homme qu'il avait admis à une lecture de son *Catilina*, lui en répétant une scène mot pour mot : *Monsieur*, lui dit-il gaîment, *ne seriez-vous pas le chartreux qui a fait mes pièces ?*

Simple dans ses mœurs jusqu'à la bonhomie, il se complaisait surtout au milieu des animaux dont il remplissait ses appartemens. *Je les aime d'autant plus*, disait-il, *que je connais mieux les hommes*.

Energique mais incorrect dans son style, tragique mais romanesque dans ses compositions, à de grandes qualités Crébillon unit de grands défauts. Aussi a-t-il été placé trop haut par ses admirateurs et trop bas par ses détracteurs. Il n'est au niveau ni de Corneille, ni de Racine, puisqu'il n'est pas au niveau de Voltaire. Mais peut-on lui contester la première place après eux ?

A. V. ARNAULT.

SCIENCES.

1707. *Mort de Baglivi, médecin.*

Georges Baglivi, de Raguse, où il vint au monde en 1699, étudia la médecine à Salerne, Naples et Bologne. Dès son début dans cette science, il reconnut que le domaine en était envahi de tous côtés par les hypothèses, et résolut de remettre en honneur la doctrine des anciens, qui reposait sur l'observation attentive de la nature. Ce fut dans ce dessein qu'il parcourut les hôpitaux de l'Italie, et médita les écrits de tous ceux qui, s'aidant de l'analyse et de l'expérience, avaient essayé de ramener les actions des divers organes de l'économie vivante à un petit nombre de lois générales. Après avoir achevé son voyage, il s'établit à Rome, où le pape Clément XI lui confia d'abord la chaire de médecine théorique, puis celle de chirurgie et d'anatomie au collège de la Sapience. Bientôt sa réputation lui attira des disciples nombreux, qui trouvaient en lui la réunion rare d'un jugement sain, d'une élocution facile, et d'un esprit rempli, non-seulement de faits puisés dans une pratique très-répandue, mais encore de connaissances variées en littérature, en physique et en histoire naturelle. Il mourut avant que ses talens fussent parvenus à la maturité.

Peu de médecins ont mieux senti et plus vivement préconisé la méthode de l'observation directe que Baglivi. Il en développait les avantages avec l'enthousiasme qu'une profonde conviction fait toujours naître dans une imagination vive. « J'ai exploré toutes » les routes, disait-il à ses élèves, et je n'en ai trouvé qu'une seule » qui puisse mener à une méthode sûre dans le traitement des » maladies. C'est la doctrine de Cos, que ma propre expérience » m'a accoutumé à regarder pour ainsi dire comme un oracle. » Aussi ai-je abandonné tous les livres pour ne lire que ceux » d'Hippocrate. Le médecin qui aura gardé dans sa mémoire tous » les préceptes qu'ils contiennent, qui aura saisi les rapports sous » lesquels ils sont liés, et qui en saura faire l'application au lit du » malade, se trompera rarement dans l'exercice de sa profession. » Le mépris pour les médecins de l'antiquité, l'adoption aveugle d'opinions erronées et de préjugés populaires ou scientifiques, l'abus des comparaisons mal choisies et des inductions, l'habitude d'établir l'analogie sur de faux rapports, les lectures faites sans choix et sans discernement, enfin l'interprétation mal entendue des auteurs, et la manie de créer des systèmes, telles sont les principales causes auxquelles il attribuait les obstacles qui ont retardé

les progrès de la méthode d'observation, et dans la longue exposition desquelles il censure sans ménagement les médecins assez peu courageux pour ne pas oser penser par eux-mêmes, dont il montre l'apathie excitant la témérité et favorisant des succès des artisans de vaines théories. Cependant il ne sut pas éviter le défaut qu'il blâmait avec tant de chaleur; il admit dans la dure-mère une force systaltique, source des mouvemens de toutes les membranes du corps, et soutint cette hypothèse gratuite avec une aigreur, dont on peut donner pour excuse la sensibilité mélancolique qu'il avait reçue de la nature, et qui fait que si l'on n'oublie pas les bienfaits, on a besoin de quelque effort sur soi-même pour oublier les injurés.

Baglivi n'a pas donné un système complet de pathologie. Il s'est contenté de documens généraux sur la pratique de la médecine, auxquels il a joint l'étiologie de quelques maladies et un assez grand nombre d'observations particulières. « Dans ses écrits, notamment » dans ceux qui ont rapport à la médecine pratique, dit un de ses » biographes, une certaine originalité se mêle à des conceptions » élevées, à un sens profond, à une touche mâle, à des combinai- » sons d'idées qui décèlent un homme de génie. Si l'on veut appré- » cier l'influence de ses ouvrages sur le dix-huitième siècle, on re- » connaîtra qu'ils ont accrédité l'esprit d'observation et rétabli la » médecine hippocratique; qu'ils ont affranchi la science des théo- » ries galéniques fondées exclusivement sur la bile, sur l'alcales- » cence et les autres altérations des humeurs; qu'ils ont concouru » à amener une classification méthodique des maladies; qu'ils ont » ouvert les routes qui ont conduit aux grandes découvertes phy- » siologiques, et préludé aux expériences de Haller sur l'irritabi- » lité; qu'ils ont donné l'exemple de l'alliance de la physiologie » avec la médecine pratique. Ce dernier trait est un des plus ca- » ractéristiques. C'est sous ce rapport que Baglivi a surpassé Sy- » denham, qui eut pour l'observation autant de goût, qui avait » émis les mêmes vœux et les mêmes aperçus sur la nécessité et » la possibilité de classer les maladies, et qui eut plus de sagacité » dans la pratique de la médecine, parce qu'étant né avant Baglivi, » et lui ayant survécu de plusieurs années, il put excrcer plus » long-temps. » — JOURDAN.

RELIGION.

18 JUIN 1827. *Concordat entre le saint Siège et le royaume des Pays-Bas.*

Une question importante à la tranquillité du royaume des Pays-Bas se traitait depuis long-temps avec le saint Siège : le concordat, signé à Rome le 18 juin 1827, la résolut à la satisfaction des deux parties. Le premier article de cet acte porte que le concordat de 1801, conclu entre le souverain pontife, Pie VII, et le gouvernement français, est encore en vigueur dans les provinces méridionales; le second, que chaque diocèse aura son chapitre et son séminaire; le troisième règle le mode de nomination des évêques. A cet effet, les chapitres des églises vacantes devront soumettre au roi une liste des candidats qu'ils auront jugés dignes et capables de gouverner l'Eglise archiépiscopale et épiscopale. S'il s'en trouvait qui ne fussent pas également agréables au roi, leurs noms seraient rayés de la liste; d'un autre côté, si l'élection n'avait pas été canoniquement conduite, ou si le saint Père n'avait pas reconnu le candidat, doué des qualités exigées par les canons, le souverain pontife concédera au chapitre le droit de procéder à une nouvelle élection. Le saint Père, en ratifiant cette convention, fit publier des lettres apostoliques, qui établissaient le nombre et la circonscription des diocèses fixés à huit pour tout le royaume des Pays-Bas. Tel fut en somme ce concordat, dont un assentiment unanime, et même dans quelques villes des réjouissances publiques, accueillirent la promulgation. Toutefois, bien qu'il parût devoir concilier toutes les opinions, quelques divisions ne tardèrent pas à se manifester encore.

POLITIQUE.

656. *Assassinat d'Othman, troisième khalyfe.*

Othman, fils d'Assan, sortait, comme Mahomet, de la tribu de Coraïsch : l'exemple d'Aly et d'Abou-Bekr détermina sa conversion à la foi musulmane. A son retour d'Abyssinie, où l'avaient jeté les persécutions de sa propre tribu, il devint secrétaire du Prophète, et épousa deux de ses filles, qui moururent sans lui laisser d'enfans. Il avait précédé Mahomet à Médine : huit ans après, lorsque ce dernier entreprit de faire la guerre aux Grecs, Othman lui fournit un secours de trois cents chameaux, de mille dinars

d'or; en outre il leva trois régimens, et les entretint, à ses frais, d'armes, de munitions et de vivres. « Ce qu'Othman fait aujourd'hui, dit Mahomet, ne lui fera point de tort un jour. » En effet, Omar avait désigné six commissaires pour choisir son successeur : Othman était de ce nombre, et ses collègues lui déférèrent le khalyfat, dont il prit possession l'an 23 de l'hégire (644 de Jésus-Christ).

La soumission du Khorasân, de la Perse, de l'île de Cypre, marquèrent le règne du successeur d'Abou-Bekr et d'Omar : mais de grandes fautes, dues à sa faiblesse, des mesures impolitiques, dictées par un égoïsme de famille, par son faste et par son orgueil, excitèrent des mécontentemens. On lui reprochait, en officiant dans la Mosquée, d'occuper la même place que le Prophète, tandis qu'Abou-Bekr et Omar se plaçaient deux degrés plus bas. Enfin, la perte de l'anneau de Mahomet fortifia tous ces griefs par un triste présage. Othman se vit réduit à des apologies publiques, à des protestations de repentir, et à des concessions qui ne servirent qu'à enhârdir les séditeux. L'Egypte et plusieurs villes envoyèrent à Médine des députés chargés de le déposer. La veuve du Prophète, Aichah, conspirait contre lui, et Merwan, son secrétaire, abusait de son nom pour expédier des ordres supposés, dont la haine retombait sur le khalyfe,

L'un de ces ordres enjoignait au gouverneur d'Egypte, Abdallah, de faire périr Mohammed, fils d'Abou-Bekr. Celui-ci accourt sur-le-champ, et assiège Othman dans sa demeure. Défendu d'abord par les deux fils d'Aly, qui bientôt l'abandonnent, le khalyfe attend la mort, tenant le *Coran* sur son sein : Mohammed le saisit par la barbe, et lui plonge son épée dans le corps : d'autres assassins l'achèvent. Othman était âgé de quatre-vingt-deux ans, et il en avait régné douze. Sa fin tragique donna le signal des guerres qui ensanglantèrent l'empire musulman, et devint la principale cause du schisme. (*Voy.* 4 NOVEMBRE 656, *Bataille de Karybah* ou *Élévation d'Aly.*) — X.

1799 (30 prairial an VII). *Révolution dans le Directoire.*

Le coup d'Etat frappé le 18 fructidor par le Directoire avait marqué l'apogée de sa puissance, tout en détruisant son caractère de constitutionnalité. (*Voy.* 4 SEPTEMBRE 1797.) Pendant quelque temps, il n'eut à redouter aucune opposition intérieure, et, par les traités de Campo-Formio, de Rastadt, il avait imposé la paix au continent. Les élections de floréal an VI (mai 1798) ne lui furent

point favorables : il les annula, en grande partie, comme anarchiques. Le 22 floréal, il frappa le parti des républicains exclusifs, comme, le 18 fructidor, il avait frappé celui des royalistes. Cependant les hostilités avaient recommencé en Italie et sur le Rhin : Schérer, Moreau lui-même essuyaient des défaites où Bonaparte, alors en Egypte, n'avait trouvé que des victoires.

« Ce fut au milieu de ces désastres militaires et du mécontentement général, que se firent les élections de floréal an VII (mai » 1799) : elles furent républicaines, comme celles de l'année précédente. Le Directoire ne se trouva plus assez fort contre les » malheurs publics et les rancunes des partis. La sortie légale de » Rewbell, que remplaça Sieyes, lui fit perdre le seul homme qui » pût faire tête à l'orage : elle introduisit dans son sein l'antagoniste le plus déclaré de ce gouvernement compromis et usé. Les » modérés et les républicains se réunirent pour demander compte » aux directeurs de la situation intérieure et extérieure de la ré- » publique. Les conseils se mirent en permanence. Barras abandonna ses collègues. Le déchainement des conseils se dirigea » uniquement contre Treilhard, Merlin et La Réveillère, derniers » soutiens de l'ancien Directoire. Ils destituèrent Treilhard, parce » qu'il n'y avait pas eu, ainsi que l'exigeait la Constitution, une » année d'intervalle entre ses fonctions législatives et directo- » riales. L'ex-ministre de la justice, Gohier, fut aussitôt mis à sa » place (1). »

Alors les orateurs des conseils attaquèrent vivement Merlin et La Réveillère, qui recoururent d'abord aux apologies, aux transactions, mais qui, livrés à leurs propres forces par la sortie de Rewbell, la destitution de Treilhard et l'abandon de Barras, finirent par capituler et se démettre de l'autorité directoriale. « Cette » victoire, ajoute l'historien déjà cité, que remportèrent les républicains et les modérés réunis, tourna au profit des uns et des » autres. Les premiers introduisirent le général Moulins dans le » Directoire ; les seconds y firent entrer Roger-Ducos. La journée » du 30 prairial, qui désorganisa l'ancien gouvernement de l'an III, » fut, de la part des conseils, la revanche du 18 fructidor et du » 22 floréal contre le Directoire. A cette époque, les deux grands » pouvoirs de l'Etat avaient violé, chacun à son tour, la Constitution : le Directoire, en décimant la législature ; la législature, » en expulsant le Directoire. Cette forme de gouvernement, dont » tous les partis avaient à se plaindre, ne pouvait avoir une exis-

(1) MIGNET, *Révolution française*.

» tence prolongée. » (*Voy.* 9 NOVEMBRE 1799 (18 brumaire an VII.)

1815. Bataille de Waterloo.

Cette bataille, qui décida sans retour du sort de Napoléon, avait été précédée par d'autres engagemens que l'histoire ne doit point passer sous silence. Racontons-les avant d'en venir à celui qui, le 18 juin, termina une campagne ouverte le 14, campagne de quatre jours plus féconde en événemens et en résultats que tant de guerres de plusieurs années.

Napoléon partit de Paris le 12 pour aller prendre le commandement de l'armée qui s'assemblait en Flandre; elle se composait de cent mille hommes, dont seize mille de cavalerie, et de la garde impériale, forte de quatorze mille fantassins et de quatre mille cinq cents cavaliers. La coalition n'avait pour le moment sur le théâtre de la guerre, c'est-à-dire en Belgique, que deux armées : l'une de cent et quelques mille hommes anglais et belges, commandée par le duc de Wellington, couvrait Bruxelles; l'autre de cent vingt-deux mille hommes, saxons et prussiens, commandée par Blücher, était répandue de Liège à Namur, où il avait son quartier-général.

Ni l'une ni l'autre ne se croyait sur le point d'être attaquée. Wellington attendait, pour ouvrir ses opérations, l'arrivée des troupes russes, autrichiennes et bavauroises, qui venaient se réunir aux siennes de tous les points de l'Allemagne. Ainsi que celle de Blücher, son armée était dans ses cantonnemens. Déjà pourtant Napoléon passait la Sambre, et, concentrant ses forces, il manœuvrait de manière à séparer les forces ennemies en deux parties, qu'il combattrait l'une après l'autre. Le 14, le général Bourmont et les colonels Clouet et Villoutrais passent aux Prussiens et vont leur livrer le secret de sa marche. Le 15, il ne les en a pas moins chassés de Charleroi. Chargeant le maréchal Ney d'aller occuper avec quarante mille hommes les Quatre-Bras, point où le chemin de Namur coupe celui de Bruxelles, le 16, il marche à Blücher.

Bataille de Ligny.

L'armée prussienne s'était réunie vers Fleurus, le centre au village de Ligny, et s'étendant de droite à gauche de Saint-Amand, où rien ne la couvrait, à Sombref, où elle s'appuyait à la chaussée de Namur. Par le mouvement qu'il avait ordre de faire, Ney, en s'emparant de cette chaussée, tournait l'armée de Blü-

cher. L'empereur lui fit dire de tomber avec vigueur sur le derrière des Prussiens, tandis que lui-même il les attaquerait en face. Cette combinaison devait amener leur ruine totale ; mais Ney ne s'était pas porté aux Quatre-Bras. Quatre-vingt-dix mille Prussiens n'en furent pas moins battus à Ligny par soixante mille Français. Blücher y perdit vingt-cinq mille hommes. Renversé de son cheval dans une charge de cavalerie, il eût été pris lui-même, si la nuit eût permis aux cuirassiers français de le reconnaître. Comme il ne portait aucun indice de son grade, ne voyant en lui qu'un homme sans importance, ils dédaignèrent de le ramasser, et passèrent outre.

Combat des Quatre-Bras.

La position des Quatre-Bras coupait la communication de l'armée anglaise avec l'armée prussienne. Par cette considération aussi, Wellington n'avait pas dû négliger de s'en assurer. Lorsque Ney, d'après de nouveaux ordres, s'y porta vers deux heures, il la trouva donc occupée. Le prince d'Orange s'y était rendu avec huit à neuf mille hommes pour soutenir le prince Bernard de Weimar qui la gardait avec une seule brigade, et il y avait été rejoint par des renforts dont l'arrivée successive porta ses forces au-delà de vingt mille hommes. En arrivant aux Quatre-Bras avant ces corps, quoiqu'il ait cru n'y devoir mener que quatorze mille hommes, le maréchal les eût infailliblement écrasés les uns après les autres. Ce n'est pas sans peine, au contraire, qu'appuyé par une artillerie plus forte que la leur, il résista à leurs efforts unis. S'il ne recula pas devant eux, il ne les fit pas reculer. La nuit venue, les deux armées s'établirent à deux portées de canon l'une de l'autre ; l'une après avoir perdu neuf mille hommes, et l'autre quatre mille, dans un combat où les Français n'eurent d'autre avantage que celui de tuer plus de monde qu'on ne leur en tua.

Le duc de Wellington, qui s'était rendu aux Quatre-Bras, instruit pendant la nuit des résultats de la bataille de Ligny, se retira le 17 dans la direction de Bruxelles. Napoléon, voulant profiter de la circonstance pour l'attaquer isolément, détacha de son armée un corps de dix-huit mille hommes avec lequel le maréchal Grouchy fut chargé de se porter sur Wavres et de poursuivre Blücher, tout en maintenant ses communications avec l'armée impériale ; et Napoléon, avec soixante et dix mille hommes, marcha droit à l'armée anglo-belge. D'après son plan, les deux divisions de l'armée française devaient arriver en même temps à Bruxelles,

l'une par la route de Génape, l'autre par celle de Wavres.

Pendant toute la journée du 17, malgré la pluie qui tombait par torrens, Napoléon suivit l'arrière-garde de Wellington, qui se retirait à travers les terres détrempées sur la forêt de Soignes ; arrêté vers le soir par le feu d'une batterie considérable, et concluant de là que cette arrière-garde, dont les brouillards ne lui permettaient pas d'estimer la force, recevait des renforts, il prit position à Planchenoit. Résolu à livrer bataille le lendemain, il écrivit à Grouchy, qu'il croyait à Wavres, de manœuvrer de manière à déborder la gauche de l'armée anglaise, en venant se réunir à la droite de l'armée française.

Bataille de Waterloo.

Le champ qu'allait illustrer à jamais la bataille d'où dépendait le sort de l'Europe, partagé en parties à peu près égales par la route de Bruxelles à Génape, s'étend, de l'est à l'ouest, du village d'Hoain, qui est assis sur la route de Wavres, à celui de Braine-l'Alleu, et du nord au midi, de Planchenoit à la ferme de Mont-Saint-Jean. Les Anglais, rangés en avant de cette ferme, avaient leur centre derrière une autre ferme dite la Haie-Sainte, et les Français avaient le leur à la ferme dite la Belle-Alliance. L'une et l'autre armées étaient, pour se servir de l'expression consacrée, à cheval sur la route qui conduit à Bruxelles à travers la forêt de Soignes, où s'appuyait l'ennemi.

Le 18 au matin, reconnaissant qu'il avait en tête toute l'armée de Wellington, Napoléon, qui avait craint qu'elle ne se retirât pendant la nuit, s'écria : *Je le tiens* ; il fit ses dispositions pour attaquer le centre anglais, et le pousser sur le débouché de la forêt, pendant que la droite de l'armée française déborderait leur gauche, et se placerait entre elle et le chemin de Wavres, par où les Prussiens pouvaient arriver. Il coupait ainsi toute retraite à la gauche de l'ennemi et ne laissait de libre à leur droite que le chemin de la mer à laquelle il serait facile de l'acculer. Depuis dix heures et demie l'action était engagée. Digne lieutenant de Napoléon ; Jérôme Bonaparte avait chassé l'ennemi du bois de Goumond. Ney se disposait à attaquer leur centre, quand on aperçut au loin, dans la direction de Wavres, un corps de cinq à six mille hommes : Ils formaient l'avant-garde d'un corps prussien, celui du général Bulow, qui n'avait pas donné à Ligny. Persuadé que Grouchy les suivait de près et ne tarderait pas à les rejoindre, Napoléon envoya d'abord le général Domont avec deux corps de cavalerie,

pour éclairer sa droite. Puis, apprenant que ce corps se grossissait par l'arrivée successive de plusieurs détachemens, il fit soutenir cette cavalerie par deux divisions d'infanterie de la jeune garde, commandées par le comte Lobau. Ce général avait ordre de se placer de manière à contenir, s'il le fallait, trente mille hommes avec dix mille, et d'aller aux Prussiens dès qu'il entendrait le canon de Grouchy.

Tranquillisé de ce côté, l'empereur fit dire au maréchal Ney de commencer l'attaque et de marcher sur la Haie-Sainte; quatre-vingts pièces de canon l'appuyaient; l'effet en fut terrible. Le comte d'Erlon parvint sur la hauteur, et s'y établit, malgré la vigoureuse opposition de la cavalerie anglaise, qui fut forcée de céder au choc de la nôtre. Après trois heures de combat, maîtres enfin de la Haie-Sainte, les Français se dirigèrent sur Mont-Saint-Jean, vers le principal débouché de la forêt de Soignes. Le désordre se mit alors dans le centre des Anglais. Les bagages, les charrois, les blessés se précipitaient sur la route de Bruxelles. La victoire semblait assurée, quand le général Domont fit dire à l'empereur que le corps de Bulow débouchait tout entier sur la droite de l'armée, et qu'on n'avait aucune nouvelle de Grouchy, sinon que ce maréchal, au lieu de se porter sur Wavres, avait pris la veille position à Gembloux, et qu'aujourd'hui il y était encore après neuf heures du matin.

Le comte Lobau attaque néanmoins; et tandis qu'une division de la jeune garde soutient la cavalerie du général Domont, une autre division se porte sur l'extrême gauche de l'armée anglaise pour couper ses communications avec les Prussiens.

Ney, qui cependant occupait la Haie-Sainte, devait y rester sur la défensive tant que la manœuvre qui se faisait contre les Prussiens ne serait pas terminée. Assailli par les Anglais, il les repousse; mais ne sachant pas se contenir, il arrive sur le plateau qui est en avant de Mont-Saint-Jean. « Voilà, dit Napoléon, un mouvement prématuré qui peut avoir des résultats funestes. » Il fait toutefois soutenir Ney par la cavalerie de Kellermann; et malgré le feu violent auquel ils sont exposés, les Français conservent leur position. Sur ces entrefaites, une forte canonnade se fait entendre au loin sur la droite. Napoléon ne doute pas qu'elle n'annonce l'arrivée de Grouchy: elle annonçait celle de Blücher. Echappant à la surveillance de Grouchy, Blücher débouchait par la route de Wavres. Tout change. Les corps qui tenaient Bulow en respect reculent; l'armée anglaise reprend confiance. Napoléon oppose en vain à ce surcroît de forces toutes les ressources

de sa tactique : ses bataillons surpris et arrêtés tombent devant des obstacles rassemblés en partie par le hasard, et dont les plis du terrain leur ont dérobé la connaissance. Privé de sa réserve qui a été entraînée dans le mouvement intempestif du maréchal, il ne peut arrêter les progrès de l'ennemi. Des rangs anglais, le désordre a passé dans les nôtres : la perfidie achève ce que l'imprudence a commencé. L'infâme *saue qui peut* se fait entendre pour la première fois depuis vingt-cinq ans dans les bataillons français. Les grenadiers de la garde désobéissent presque seuls à ce signal. Sommés de se rendre, ils tombent glorieusement sous le plomb de l'ennemi, non pas avec le général Cambronne, mais avec le général Michel qui a répondu : *La garde meurt et elle ne se rend pas.*

La nuit était venue : perdant tout espoir de rétablir les affaires, l'empereur donna le signal de la retraite au petit nombre de corps qui n'étaient pas en déroute.

Dix-neuf mille Français restèrent sur le champ de bataille ; sept mille furent pris ; mais la perte des alliés fut bien plus considérable encore. De leur aveu, plus de trente mille des leurs furent mis hors de combat.

La bataille dura plus de huit heures. Défavorable aux Anglais pendant presque toute la journée, à l'arrivée de Blücher la chance tourna définitivement à leur avantage par l'effet de l'obstination de leur général. Cette obstination est due surtout à la position difficile où il s'était placé. Il n'avait qu'une route pour opérer sa retraite à travers la forêt, à laquelle il était acculé, et il ne pouvait s'y jeter sans abandonner ses ailes et s'engager entre la colonne française et les bagages dont cette route était encombrée.

Son succès fut la conséquence d'une faute qui devait le perdre ; ce fut aussi la conséquence de l'inaction du maréchal Grouchy. Les officiers qui lui portaient l'ordre de venir se joindre à l'armée impériale n'étant pas arrivés jusqu'à lui, il se borna à combattre les Saxons qui l'amusaient sous Wavres, pendant que Blücher, dont ils masquaient le mouvement, se portait sur Waterloo.

Les Anglais donnent à cette bataille le nom de Waterloo, nom du village où ils avaient leur quartier-général, et les Français le nom de Mont-Saint-Jean, nom du monticule au pied duquel on combattait ; les Prussiens l'appellent bataille de la Belle-Alliance, parce que c'est à cette ferme que leur général rejoignit le général anglais. — A. V. ARNAULT.

SCIENCES.

1772. *Mort de Van Swieten, médecin.*

Né à Leyde en 1700, Gérard Van Swieten étudia la médecine sous Boerhaave, dont il sut gagner l'amitié, et pour lequel il eut une vénération qui dura autant que sa vie. Avec le temps il devint professeur, et vit les élèves se presser autour de sa chaire; mais la religion catholique à laquelle il était voué le fit destituer; ce fut néanmoins cette source de persécutions qui devint ensuite la cause de son élévation. Marie-Thérèse le choisit pour son premier médecin, en 1745, et mit en lui toute sa confiance. Il profita de son crédit pour fonder l'école de médecine clinique de Vienne, qui a joui de tant de splendeur, et qui a servi de modèle à celle de Paris. « Reli-
 » gieux, probe, exact à remplir ses devoirs, dit son biographe, il
 » n'exigeait pas moins de toutes les personnes placées sous sa dé-
 » pendance. Quelquefois emporté, il reconnut plus d'une fois ses
 » torts. Ennemi du mensonge, il le détestait au point de rompre
 » pour toujours avec l'ami le plus intime qui aurait cherché à lui
 » en imposer. Il fut du petit nombre des archiatres qui ont bien
 » mérité de leurs confrères, de la médecine et de l'humanité. Il
 » ne lui manqua que la tolérance; mais il avait préféré sa con-
 » science à la fortune et aux honneurs : de quels intolérans, de
 » quels tolérans même de nos jours pourrait-on en dire autant?
 » Marie-Thérèse alla le voir plusieurs fois dans sa dernière ma-
 » ladie, le pleura et lui fit ériger une statue. En fondant la plus
 » célèbre école clinique de l'Europe, il mérita l'honneur que
 » lui fit cette princesse, qui a pris place parmi les grands hommes.
 » Il n'a pas fondé de secte, mais il a déposé, dans son Commen-
 » taire sur Boerhaave, les trésors d'une vaste érudition en mé-
 » decine pratique, la plus rare de toutes. Il y a consigné une foule
 » de remarques judicieuses, qui le lavent bien du reproche de sté-
 » rilité qu'on lui a fait trop légèrement. Ne pensant pas qu'on pût
 » faire mieux que son maître, il se borna au rôle modeste de com-
 » mentateur. Sans doute il fit moins que de Haen et Stoll, mais il
 » a fait assez pour qu'on le place non loin de ces illustres prati-
 » ciens. Au lieu d'introduire des erreurs nouvelles dans la science,
 » à la faveur de quelques vérités, il perfectionna l'enseignement,
 » le rendit pratique, et en cela rendit un service immense, dont
 » la postérité ne saurait trop le louer. » — JOURDAN.

RELIGION.

19 JUIN 325. *Premier concile général de Nicée.*

A compter du moment où Constantin plaça le christianisme sur le trône, l'association chrétienne prit un nouveau caractère et de nouveaux développemens. L'Eglise, en s'attachant à l'Empire, emprunta quelque chose de son unité. Ses événemens, ses dogmes devinrent l'objet d'un intérêt public. Les hérésies excitèrent une fermentation plus vive. Alors aussi les assemblées des pasteurs, appelées *synodes* suivant l'étymologie grecque, *conciles* suivant la latine, revêtirent une forme plus importante et plus officielle. Leurs décrets, sanctionnés par le chef de l'Empire, allèrent grossir le recueil de ses lois. Déjà un premier concile, tenu dans la ville d'Arles, avait condamné les *Donatistes*. Mais la première hérésie, dont la gravité parut digne d'appeler les forces de l'Eglise réunie, fut celle d'Arius, philosophe de l'école néo-platonicienne, et prêtre d'Alexandrie.

C'était un homme qui réunissait les avantages du corps aux dons de l'esprit; qui, sous des mœurs austères et des manières affables, cachait une ardente ambition. Prétendant au siège d'Alexandrie, il conquiert successivement l'estime des patriarches, Pierre et Achillas. Après la mort du dernier, piqué de voir qu'Alexandre lui avait été préféré, un jour que le nouveau patriarche professait en présence de son clergé le dogme de l'unité de substance entre les trois personnes divines, Arius le taxa hautement d'erreur, et soutint que le Fils de Dieu était une pure créature. Avant lui, Ebion, Artémas et Théodote avaient bien nié la divinité de Jésus-Christ; mais il alla plus loin et osa dire que le Fils de Dieu était tiré du néant et sujet au péché. Loin de se borner à répandre cette doctrine dans des assemblées particulières, Arius la prêcha dans l'Eglise, la répandit dans les campagnes. Suivant la méthode déjà employée par d'autres hérésiarques, il popularisa ses opinions dans des chansons et des cantiques burlesques, dont le plus fameux, connu sous le nom de *Thalie*, était sur la mesure et sur l'air des chansons composées jadis par Sotade pour des festins et des danses profanes. Ainsi naquirent ces interminables et sanglantes querelles sur la co-éternité, et sur la consubstantialité du verbe.

Ce fut alors que Constantin convoqua la fameuse assemblée de Nicée, qu'il présida lui-même, et où se trouvèrent trois cent dix-huit évêques de toutes les parties de l'Empire. Cette assemblée

reçut la première le titre de concile œcuménique, c'est-à-dire universel. Arius y parut ; il y exposa sa doctrine, et n'ayant voulu reconnaître aucune des formules qu'on lui présenta, ni se soumettre à l'autorité des Pères, il fut condamné, anathématisé, et exilé en Illyrie. Ensuite, le concile dressa le Symbole, qu'on a depuis attribué aux apôtres. Il rendit plusieurs réglemens, parmi lesquels on remarque celui qui fixe une pâque uniforme pour toute la chrétienté.

Cependant, au bout de trois ans, Constantin, trompé par les manœuvres d'Eusèbe, évêque du parti d'Arius, rappela ce dernier et le réintégra dans la communion de l'Eglise. Alexandre était mort ; mais son successeur, Athanase, ne se montra pas moins ferme pour la défense de la foi de Nicée. Il refusa de recevoir Arius à Alexandrie, et il fut déposé. (*Voy.* 18 JANVIER 373, *Mort de saint Athanase.*) Arius, qui s'avancait en triomphateur, mourut d'une colique violente au milieu même de son succès. Les Orthodoxes attribuèrent sa mort à la vengeance du ciel, et les hérésiarques au poison. Sa doctrine, après avoir passé des Grecs aux Vandales, aux Goths, aux Bourguignons et aux Francs, ressuscita en Allemagne, en Pologne, en Hollande, en Angleterre, avec les systèmes religieux des réformateurs modernes. — X.

1027. *Mort de saint Romuald.*

De tous les monastères fondés par saint Romuald, le plus célèbre est celui de Camaldoli, près d'Arezzo, qui donna son nom à l'ordre des Camaldules, et dont l'érection est fixée à l'an 1009. Une circonstance singulière avait déterminé la vocation de ce pieux solitaire. Témoin d'un combat singulier, dans lequel Sergius, son père, fut le vainqueur, il s'enfuit d'horreur dans le monastère de Classe, où il passa quarante jours à prier et à pleurer. Plus tard, quand, après un long temps d'épreuve, il eut embrassé la vie monastique, son exemple influa sur Sergius, qui renonça aux désordres de la vie mondaine pour les austérités du cloître. Néanmoins, après l'avoir habité quelque temps, il fut tenté d'en sortir ; mais Romuald accourut de Catalogne en Italie, et obtint de son père qu'il resterait fidèle à sa nouvelle profession. Romuald, né à Ravenne, vers l'an 956, descendait de l'illustre famille des Onesti : il mourut à Val de Castro, dans la marche d'Ancône.

POLITIQUE.

1215. *Concession de la grande Charte en Angleterre.*

Le premier débat qui s'élève entre le pouvoir et la liberté a toujours pour objet la reconnaissance des droits. C'est qu'en effet les libertés individuelles ne sont rien tant qu'elles ne se sont pas fait reconnaître comme droits publics, comme la loi du pays. Alors seulement il y a société entre ceux qui les possèdent et ceux qu'elles ont à redouter. Il faut qu'ils se soient unis dans une adhésion commune à certains principes, à certains devoirs réciproques. Il se peut que, des deux côtés, cette adhésion soit tacite et ne se trouve écrite nulle part ; mais il est indispensable qu'elle soit réelle ; sans quoi il n'y a que la servitude ou la guerre. C'est en ce sens qu'on peut dire que la société se fonde sur un contrat.

Dès que la situation des barons anglais fut claire et déterminée, dès qu'ils formèrent une aristocratie séparée de la royauté et capable de lui résister, cette aristocratie poursuivit avec ardeur, au nom et dans l'intérêt de tous ses membres, la reconnaissance des droits communs à tous. Il fallait bien qu'elle les fit reconnaître, car les rois, à force de les violer, en étaient venus à les nier. Dès lors la société était rompue ; elle ne pouvait se rétablir que par l'assentiment de la royauté à ces droits qu'elle refusait de respecter et d'écrire, et que pourtant elle n'était pas en état d'étouffer.

La concession des Chartes fut le résultat de cette lutte. Avant les Chartes, les barons anglais avaient des libertés. Avec les Chartes seulement, l'Angleterre eut un commencement de droit public.

La lutte éclata avec le règne du roi Jean. Alors seulement les barons se trouvèrent ; d'une part séparés du roi, de l'autre ralliés en une corporation vraiment aristocratique. Ils n'avaient pas laissé pourtant, durant les cent trente années qui s'étaient écoulées depuis la conquête, de réclamer de temps en temps leurs droits, et plus d'une Charte les avait consacrés.

La première fut celle de Guillaume le Conquérant. Les relations de Guillaume avec ses barons et chevaliers normands étaient déjà réglées en Normandie ; rien n'y fut changé par la conquête, et les vainqueurs s'occupèrent bien plus de s'affermir ensemble que d'écrire leurs devoirs et leurs droits. Mais Guillaume devenait le roi d'un nouveau peuple, le suzerain de vassaux saxons ; il y avait là des rapports à déterminer, des lois à recueillir. Ce fut, à ce qu'il paraît, en 1071, dans un grand conseil national, qu'eut lieu

ce travail. Il n'en reste guère de monument certain qu'une Charte intitulée : *Charta regis de quibusdam statutis per totam Angliam firmiter observandis*; car l'authenticité de la collection de lois attribuée à Guillaume est au moins douteuse. Trois articles seulement de cette Charte sont d'un intérêt général. Aucun débat vraiment politique ne s'était encore élevé; aucune lutte n'avait eu lieu entre le roi et ses vassaux. La Charte de Guillaume est une déclaration assez vague des principes essentiels du régime féodal plutôt que la réforme d'abus publics et la reconnaissance de droits contestés. Elle promet aux Saxons la jouissance des lois d'Edouard le Confesseur.

Henri I^{er}, en montant sur le trône, était dans une situation moins simple et moins sûre. Il l'avait usurpé sur son frère aîné Robert; celui-ci demeurait duc de Normandie, et la séparation des deux pays déplaisait fort à la plupart des barons normands, dont les possessions se trouvaient ainsi divisées. Durant les règnes de Guillaume le Conquérant et de Guillaume le Roux, les abus du pouvoir royal s'étaient fait sentir; les droits des barons avaient été souvent violés. En 1101, Robert tenta une invasion en Angleterre; il y avait un parti; le péril était grand; Henri convoqua à Londres une assemblée nationale : « Amis et fidèles sujets, étrangers et natifs, » leur dit-il, vous savez tous très-bien que mon frère Robert a » été, d'après la voix de Dieu, élu roi de Jérusalem qu'il aurait pu » gouverner heureusement, et comment il a refusé cet empire; » à raison de quoi il mérite justement les reproches et la colère » de Dieu. Vous avez connu aussi, dans beaucoup d'occasions, sa » brutalité et son orgueil. Comme c'est un homme qui se plaît dans » la guerre et le carnage, il ne peut supporter la paix; je sais qu'il » vous regarde comme une bande de compagnons méprisables; » il vous appelle un troupeau de gloutons et d'ivrognes qu'il » espère bien fouler aux pieds. Moi, qui suis vraiment un roi » doux, modeste et pacifique, je vous conserverai et soignerai précieusement vos anciennes libertés que j'ai déjà juré de maintenir; j'écouterai avec patience vos sages conseils, et vous gouvernerai justement, selon l'exemple des meilleurs princes. Si » vous le désirez, je confirmerai cette promesse par une Charte » écrite; et toutes ces lois que le saint roi Edouard, par l'inspiration de Dieu, a si sagement rendues, je jurerai de nouveau de » les observer inviolablement. Si vous, mes frères, vous attachez » fidèlement à moi, nous repousserons aisément les plus violents » efforts que puisse faire, contre moi et ces royaumes, notre plus » cruel ennemi. Que je sois seulement soutenu par la valeur et

» la force de la nation anglaise, toutes les menaces des Normands
» ne me paraîtront plus formidables. »

Une Charte fut le résultat de ce discours. C'est la plus complète et la plus précise de toutes celles qui ont précédé la grande Charte. Elle énumère les abus des règnes précédens, les extensions illégitimes des droits du roi sur ses vassaux, et en promet le redressement. Mais presque toutes ses dispositions se renferment dans les relations féodales; le renouvellement des lois d'Edouard le Confesseur, le pardon des meurtres anciennement commis, et la promesse de ne plus étendre les forêts de la couronne, sont les seules qui se rapportent à la population en général.

Etienne usurpa le trône comme Henri, et donna aussi deux Chartes, l'une aux barons, l'autre au clergé. Elles sont courtes et se bornent à renouveler des promesses déjà aussi usitées qu'inefficaces.

Enfin Henri II les renouvela encore par une cinquième Charte, aussi fort courte et qui n'eut pas plus de vertu.

On aurait tort de s'étonner que tant de Chartes fussent vaines; leur concession était, pour le trône, une habileté plutôt qu'une nécessité. Accordées, soit à l'ouverture d'un nouveau règne, soit au milieu de quelque péril passager, elles étaient l'œuvre presque spontanée d'un pouvoir empressé de se concilier momentanément la faveur publique, et non la conquête des sujets eux-mêmes. Or la liberté veut être conquise; ceux-là seuls la gardent qui, en la prenant, ont prouvé leur force et imposé les traités qui en deviennent la sanction. Les barons normands, sous leurs premiers rois, n'étaient pas encore en mesure d'entreprendre une telle lutte, et peut-être n'en éprouvaient-ils pas le besoin. Souvent associés au gouvernement central, le trône était leur unique point de ralliement; et quand ils ne se réunissaient pas auprès du roi, ils essayaient de sa part des vexations fréquentes mais individuelles, et qui, blessant, dans quelques-uns seulement, les droits de tous, ne leur faisaient pas sentir l'urgence d'une coalition. Sous Henri II, ces deux circonstances changèrent; d'une part, les *curiæ de more* devinrent plus rares, et les barons plus étrangers au gouvernement; de l'autre, le pouvoir royal s'exerça par des mesures plus générales et qui prétendaient à plus de régularité.

L'étendue des possessions de Henri sur le continent l'entraînait dans des guerres longues, ruineuses, où les barons anglais n'étaient pas toujours disposés à le suivre, et pour lesquelles le service militaire qu'ils lui devaient, en vertu de leurs fiefs, ne lui suffisait point. Il leva, pour les soutenir, des corps nombreux de merce-

naires, de Brabançons surtout ; et pour payer les Brabançons il fallut des impôts. L'*escuage*, qui n'avait guère été jusque là que la conversion du service militaire en une somme d'argent librement débattue et payée par le vassal qui ne voulait pas servir, devint une contribution générale que le roi imposa seul à tous ses vassaux. Les barons se sentirent dès lors sous le poids d'une oppression commune, exercée par un pouvoir autour duquel ils ne se ralliaient plus que rarement. De là la nécessité de se défendre en commun et de se rallier entre eux. L'habile fermeté de Henri II en retarda les effets. Les grands princes savent manier la tyrannie qu'ils inventent, et le prix en sera payé par leurs faibles successeurs, qui prétendront la retenir sans que rien en dédommage leurs sujets. D'ailleurs les hommes essaient toujours de supporter le mal avant d'affronter le péril pour s'y soustraire. Le règne de Richard Cœur-de-Lion ne vit encore éclater, de la part des barons, aucune résistance générale et combinée. Beaucoup l'accompagnèrent à la croisade. Ceux qui étaient restés en Angleterre prirent part aux factions dont le pays fut agité en son absence, mais sans qu'aucun résultat vraiment politique marquât dès lors leur intervention dans le gouvernement ou leur opposition. Enfin, Richard était un de ces hommes qui se rencontrent presque à toutes les grandes époques, et qui représentent si bien l'esprit de leur temps, s'associent si vivement et avec tant d'éclat à ses passions et à ses goûts, que, malgré leurs vices et le mal qu'ils font, le peuple les admire et les suit. Le premier entre les rois normands, à l'exception de Guillaume le Roux, il n'avait donné à son avènement aucune Charte ; peu de souverains commirent plus d'exactions, plus de violences, et nul ne fut plus populaire : on le vit bien à l'empressement de tous, clergé, vassaux, simples sujets, quand il fallut payer sa rançon.

A Richard succéda un de ces princes insolens et lâches, qui semblent nés pour tenter follement les derniers excès du despotisme et subir honteusement les victoires de la liberté.

A peine Jean-sans-Terre est-il monté sur le trône, que la coalition des barons se déclare, dans une assemblée tenue à Oxford, par le refus presque unanime de le suivre à la guerre en France, s'il ne promet de leur rendre leurs privilèges et de respecter leurs droits.

Malgré ce refus, Jean s'engage dans la guerre. Il n'y rencontre que des revers. A la honte des revers, il ajoute celle des crimes ; il égorge de sa main, au milieu de la nuit, son neveu Arthur. Odieux et battu, il persiste à agir en despote. Des spadassins sol-

dés marchent partout à sa suite, et il les charge de décider, par de prétendus combats judiciaires, les procès de la couronne avec quelques-uns de ses vassaux. Les exactions se multiplient ; un nouvel escuage est imposé ; les barons refusent de nouveau de suivre le roi sur le continent ; leur coalition ne s'arme point encore ; mais elle prend chaque jour plus de consistance, et se sépare plus complètement du roi.

Comme s'il n'avait pas assez d'ennemis, Jean provoque bientôt une autre coalition non moins redoutable ; il se brouille avec le clergé. Le pape Innocent III l'excommunie, met son royaume en interdit, et délie ses sujets du serment de fidélité. Philippe-Auguste se dispose à envahir l'Angleterre. Les barons anglais demeurent indifférens et immobiles : les périls du roi ne sont pas les leurs. Jean rachète sa couronne en la déposant aux pieds du pape, dont il se déclare le vassal. Le clergé triomphe ; les barons s'indignent. Mais Jean n'a pas gagné le clergé en s'humiliant devant lui ; les barons ne font rien pour défendre l'honneur du trône dont ils méprisent le possesseur.

Redevenu roi, Jean recommence à vexer, à outrager les barons et le clergé. Les deux corps s'unissent pour se défendre ; la résistance devient une nécessité commune pour toute l'aristocratie du pays.

En août 1213, les barons et le haut clergé se trouvent rassemblés à Londres, où le roi les a convoqués pour obtenir d'eux quelques secours. L'archevêque de Cantorbéry, Etienne Langton, engage les barons à se réunir secrètement. Le 25 août, il produit, au milieu de cette réunion, la Charte de Henri 1^{er}, qu'il vient, dit-il, de retrouver. La lecture en est entendue avec acclamations. Les barons se donnent un rendez-vous où ils prendront des mesures pour contraindre le roi à renouveler cette garantie de leurs droits.

Le 20 novembre 1214, ils se réunissent en effet à Saint-Edmundsbury ; et, toujours présidés par Etienne Langton, viennent, l'un après l'autre, prêter sur l'autel le serment de faire remettre la Charte de Henri 1^{er} en vigueur.

Le 6 janvier 1215, les confédérés se rendent en armes à Londres, et requièrent du roi le renouvellement de cette Charte, ainsi que des lois d'Edouard le Confesseur. Jean ne savait rien de la coalition, n'avait rien prévu. Il demande du temps ; on lui accorde jusqu'à Pâques.

Jean essaie de mettre à profit ce délai. Il accorde au clergé une Charte particulière, qui garantit la liberté des élections ecclésiastiques, et envoie à Rome Guillaume de Maucclere pour réclamer

l'appui du pape contre les barons. Sans attendre la réponse du pape, il prend la croix le 2 février, et fait vœu de partir pour la Palestine, espérant couvrir le despotisme du privilège des croisés.

Ni les barons, ni le clergé anglais ne se laissent intimider. Ils envoient aussi à Rome l'un des plus animés d'entre eux, Eustache de Vesci, dont Jean avait voulu outrager la femme, pour soutenir la légitimité de leur entreprise ; et, sans attendre son retour, dès que le délai convenu est expiré, le 19 avril 1215, ils se réunissent à Stamford, dans le comté de Lincoln, suivis de plus de deux mille chevaliers.

Le roi leur fait demander quelles sont leurs prétentions. Ils réclament la Charte de Henri 1^{er}, et envoient au roi des articles qui l'étendent en l'expliquant. « Pourquoi les barons ne me demandent-ils pas aussi mon royaume ? s'écrie Jean avec fureur ; je ne leur accorderai jamais des libertés qui me réduiraient en esclavage. » Toute négociation cesse aussitôt.

Le 5 mai suivant, les barons, réunis à Wallingford avec leurs troupes, renoncent solennellement à leur serment d'allégeance. Robert-Fitz-Walter est nommé maréchal de l'armée de Dieu et de la sainte Eglise. La guerre est déclarée.

Arrivent des lettres du pape au roi, au clergé, aux barons ; elles sont sans effet.

Le 24 mai, les barons prennent possession de Londres, de l'aveu des bourgeois. Jean se retire à Odiham, dans le comté de Surrey ; il s'y trouve seul avec sept chevaliers.

Seul et fugitif, il essaie encore de négocier ; il offre la médiation du pape ; elle est repoussée ; il faut que le despotisme s'avoue vaincu ; la proclamation publique de sa défaite est indispensable à la victoire de la liberté.

Le 15 juin, une conférence s'ouvre, entre Windsor et Staines, dans la plaine dite Runningmead. Le roi signe les articles préliminaires proposés par les barons. Enfin, le 19 juin 1215, la grande Charte est concédée.

C'est la première, on le voit bien, qui ait été une conquête vraiment nationale. Le même caractère est empreint dans ses dispositions.

On peut les ranger sous trois chefs : 1^o les droits et les intérêts du clergé ; 2^o ceux des possesseurs de fiefs, vassaux immédiats ou médiats du roi ; 3^o ceux de toute la nation.

Quant au clergé, la grande Charte se borne à confirmer en général ses immunités et ses franchises ; elles étaient bien connues, et Jean les avait récemment sanctionnées dans la Charte par la-

quelle il avait tenté de détacher les ecclésiastiques de la coalition des barons.

Les droits des possesseurs de fiefs laïques étaient plus divers et plus contestés. La grande Charte les énumère avec soin, et les confirme ou les étend successivement.

Elle détermine avec précision ce qu'il y avait d'obscur et d'ambigu dans les lois féodales ; fixe le taux, jusque là arbitraire, du *relief* que devait tout héritier d'un fief, au moment de l'entrée en possession ; prend des précautions pour assurer le sort des veuves et des enfans des vassaux du roi, et pour le mariage de ses pupilles féodaux ; restreint les droits du roi sur les terres de ses tenanciers ; modère, selon les délits, les amendes qui leur peuvent être imposées ; assigne un terme au séquestre des terres pour cause de félonie ; pourvoit enfin au redressement de tous les abus qui se glissaient dans les relations féodales, au détriment du vassal.

Le droit d'imposer un escuage, ou quelque aide extraordinaire, est formellement réservé au grand conseil national ; les cas et le mode de sa convocation sont soigneusement déterminés.

Toutes les libertés des vassaux du roi sont déclarées communes aux vassaux des seigneurs.

Celles de la nation, des hommes libres en général, sont l'objet des dispositions suivantes :

« Que la cour des plaids communs ne suive pas la cour du roi dans ses déplacements, mais se tienne en un lieu fixe.

» Nous, ou, si nous sommes absent du royaume, notre grand-justicier, enverrons quatre fois l'an, dans chaque comté, deux juges qui, avec quatre chevaliers choisis par la cour de chaque comté, tiendront les assises le jour et dans le lieu où se réunira la cour du comté.

» Aucun homme libre ne sera arrêté, ni emprisonné, ni déposé, ni mis hors la loi, ni exilé, ni atteint en aucune façon ; nous ne mettrons point et ne ferons point mettre la main sur lui, si ce n'est en vertu d'un jugement légal, par ses pairs et selon la loi du pays.

» Nous ne vendrons, ne refuserons et ne retarderons pour personne le droit de la justice.

» Que tous les marchands aient la pleine et sûre liberté de venir en Angleterre, d'en sortir, d'y rester et d'y voyager par terre et par eau, pour vendre et acheter sans aucune maltôte, selon les anciennes et droites coutumes, » sauf le cas de guerre avec le pays auquel ils appartiennent, auquel cas on recherchera com-

ment les marchands anglais sont traités dans ce pays, et on agira d'après le principe de la réciprocité.

Le roi promet en outre de ne nommer que des juges capables et intègres, de leur défendre de condamner qui que ce soit avant d'avoir entendu les témoins; de réintégrer tout homme dépossédé sans jugement légal; de réparer les injustices commises sous Henri II et Richard I^{er}; de restreindre les corvées pour les travaux des ponts, et d'interdire les vexations de tout genre exercées sur les bourgeois, les marchands et les vilains.

Il s'engage à renvoyer immédiatement du royaume tous les soldats étrangers et mercenaires, qui y sont venus avec armes et chevaux, au grand dommage de tous les sujets.

Enfin, il accorde et garantit à la ville de Londres, ainsi qu'à toutes les autres cités, bourgs, villes et ports, la jouissance de leurs anciennes coutumes et libertés.

Qui peut méconnaître, dans ce traité solennel, ce qu'à la même époque on chercherait vainement ailleurs, une aristocratie et une nation? L'aristocratie stipule en corps, et ne stipule point pour elle seule; elle fait reconnaître ses droits et aussi ceux de tous les habitants du pays; les barons traitent en leur nom et pour leur compte, au nom et pour le compte des chevaliers, des bourgeois, des cultivateurs, même des marchands étrangers. Il est clair que la hiérarchie féodale s'est convertie en une corporation vraiment aristocratique, que cette corporation se sent obligée de prendre en main la cause nationale, d'agir dans un intérêt public.

Aux droits reconnus il faut des garanties, des garanties efficaces, puissantes. On lit à la fin de la grande Charte :

« Ayant accordé, pour la réforme de notre royaume et pour
» apaiser la discorde qui s'est élevée entre nous et nos barons,
» toutes les choses susdites, et voulant qu'ils en jouissent sûre-
» ment et à toujours, nous leur avons concédé la garantie suivante,
» savoir :

» Les barons éliront à leur gré vingt-cinq barons du royaume
» qui emploieront toutes leurs forces à faire observer et mainte-
» nir la paix et les libertés que nous leur avons accordées et con-
» firmées par cette Charte,

» Si nous ou notre grand-justicier, ou nos baillis, ou quelqu'un
» de nos ministres et serviteurs, venons à y manquer ou à en io-
» ler quelque article, et que la violation soit révélée à quatre des
» vingt-cinq barons susdits, ces quatre barons viendront à nous,
» ou, en notre absence, à notre grand-justicier, nous dénonceront
» cet excès, et nous requerront de le faire cesser sans retard; et

» si nous ou notre grand-justicier ne réformons pas ledit excès
» dans l'espace de quarante jours après en avoir été informés, les
» quatre barons rapporteront l'affaire au reste des vingt-cinq barons ; et alors ceux-ci, avec la communauté de toute la terre, nous molesteront et poursuivront de toute façon à eux possible, savoir par la prise de nos châteaux, terres, possessions et autrement, jusqu'à ce que l'abus ait été réformé à leur gré, sauf toutefois la sûreté de notre personne, de celle de la reine et de nos enfans ; et quand l'abus aura été réformé, ils nous serviront comme auparavant.

» Que tout homme de cette terre qui le voudra jure que, pour faire exécuter les choses susdites, il obéira aux ordres des vingt-cinq barons susdits, et nous molestera au besoin de tout son pouvoir. Nous donnons à chacun la permission de le jurer librement, et n'en empêcherons jamais personne. Et quant aux hommes de cette terre qui ne voudraient pas d'eux-mêmes prêter ledit serment, nous le leur ferons prêter par nos propres ordres.

» Si quelqu'un des vingt-cinq barons meurt ou quitte le pays, ou est empêché, d'une façon quelconque, de concourir à l'exécution des choses susdites, les barons restans en éliront à leur gré un autre qui jurera d'agir comme eux. •

» Dans toutes les choses remises auxdits vingt-cinq barons, s'ils sont tous présens, mais non pas tous d'accord entre eux, ou si quelques-uns sont absens, ce qu'aura décidé la majorité des présens sera tenu pour bon et valable, comme si les vingt-cinq barons en avaient été d'accord ; et lesdits barons jureront d'observer et de faire observer de tout leur pouvoir toutes les choses susdites ; et nous ne réclamerons rien de personne, soit par nous-mêmes, soit par autrui, qui puisse restreindre ou révoquer aucune de ces concessions et libertés ; et si quelque chose de semblable était obtenu, ce serait nul de plein droit, et nous n'en ferions aucun usage. »

Ces dispositions furent exécutées ; les vingt-cinq barons furent choisis, et les *writs* du roi pour enjoindre à tous les hommes libres du royaume de leur prêter le serment convenu, existent encore sur les registres de la Tour de Londres.

La consécration de la guerre civile, tel fut donc le premier essai de garantie. Au commencement du treizième siècle, l'esprit grossier et hardi des barons anglais ne savait pas mieux. Jamais le recours à la force, ce dernier moyen qu'on appelle le droit d'insurrection, n'a été plus naïvement proclamé ni invoqué plus im-

médiatement. Il y a loin de là à des garanties vraiment politiques; et une société qui n'aurait point d'autres institutions flotterait éternellement entre la tyrannie et la guerre. Cependant, il faut le dire, c'est un grand honneur aux barons anglais d'avoir ainsi fondé en principe, au début de leur lutte pour la liberté et dans sa forme la plus simple comme la plus rude, le droit de résistance, droit primitif et définitif, dont toutes les institutions libres, les plus hautes comme les moindres, les plus savantes comme les plus grossières, ne sont, au fait, que des conséquences et des métamorphoses. L'énergie dont la constitution anglaise a donné tant de preuves, a peut-être été due, en partie du moins, au lait robuste dont elle fut nourrie dans son berceau. — Guizot.

1541. *Mort de Pizarre (François), général espagnol.*

Cet aventurier, qui devait donner à l'Espagne un si vaste territoire, ne savait pas même lire. Fils naturel d'un gentilhomme de l'Estramadure, où il était né en 1475, il eut pour première éducation le soin de garder les pourceaux dans la maison de son père, et ce servile emploi eût peut-être enseveli toute sa vie, sans un accident heureux qui chassa d'une étable le futur conquérant du Pérou. Ayant égaré un des pourceaux confiés à ses soins, le jeune Pizarre, par crainte du châtimement, disparut et s'embarqua pour l'Amérique. Après avoir servi avec distinction sous Nugnès de Balboa, qui pénétra le premier dans la mer du Sud, il s'associa, pour la découverte du Pérou, avec Diégo d'Almagro. (*Voy.* 6 AVRIL 1538.) Leur unique vaisseau partit de Panama le 14 septembre 1524, et ils parcoururent les côtes du pays qui était l'objet de leur ambition.

L'expédition fut traversée par divers obstacles, qui ne rebutèrent pas l'opiniâtre persévérance de Pizarre. Quoique rappelé par son gouvernement, et abandonné de ses compagnons, il resta dans une île déserte avec treize soldats plutôt que de renoncer à ses projets. Tiré de cet affreux séjour par un vaisseau qui était venu l'y prendre, il retourna au Pérou, y aborda, recueillit beaucoup d'or, et ne reparut à Panama que pour exciter la cupidité de ses compatriotes par la vue de ces richesses. Comme le gouverneur refusait de lui fournir les moyens de poursuivre sa conquête, il partit pour l'Europe, et y obtint de Charles-Quint le titre de gouverneur des contrées qu'il avait déjà découvertes et de celles qu'il découvrirait encore.

En 1531, il voguait à la tête de trois vaisseaux équipés par ses

soins vers ce rivage qu'il n'avait presque fait qu'entrevoir. Le Pérou était en proie à une guerre civile. Deux frères, Huascar et Atahualpa, combattaient pour la possession du trône des Incas. Le premier eut recours à des étrangers, dont la renommée exagérait la puissance. Avec cent quarante-quatre fantassins et trente-six cavaliers, Pizarre n'hésita pas à s'avancer au centre d'un pays inconnu. Il vit bientôt arriver des ambassadeurs d'Atahualpa, qui lui apprirent la défaite de son allié. Passant du côté de la victoire, il se rendit auprès de l'Inca triomphant, comme ambassadeur du roi d'Espagne. Mais le jour de l'entrevue, le 16 novembre 1532, il s'empara à force ouverte de la personne de ce prince, dont il avait massacré les gardes par une odieuse trahison.

Après ce hardi coup de main, il ne trouva plus de résistance. Les armes, les coursiers des Européens, et l'audace impétueuse du chef avaient frappé les Péruviens de terreur. Pizarre eut la cruauté de faire condamner à mort son prisonnier, en l'accusant d'un projet de révolte qui n'eût été du reste qu'une légitime défense. En 1535, il jeta les fondemens de la ville de Lima. Il essuya plusieurs attaques des indigènes, qu'il opprimait, et les repoussa par sa vigilante énergie. Mais la jalousie de ses compatriotes lui suscita des dangers plus redoutables, et auxquels il finit par succomber.

Almagro avait entrepris la conquête du Chili. A son retour au Pérou, il déclara la guerre à son ancien compagnon de fortune. Pizarre resta vainqueur, et versa le sang de son ennemi. Vainement il s'assura la faveur de Charles-Quint, en lui envoyant une partie des trésors qui étaient le fruit de sa conquête; le parti vaincu ne lui pardonna point. Il eut l'imprudence d'irriter encore ce ressentiment par des injustices. Il prodiguait à ses favoris les riches domaines et les esclaves, tandis que ceux qui avaient porté les armes pour Almagro se virent exclus des avantages d'une conquête commune. Le désespoir les poussa à la vengeance; ils forcèrent en plein jour le palais de Pizarre à Lima, et le tuèrent à coups d'épée. Pizarre avait été créé marquis de las Charcas, et décoré de l'ordre de Saint-Jacques.

Voici le portrait que trace un biographe de cet aventurier, qui, de l'emploi le plus bas, s'éleva par ses talens à la puissance d'un monarque. « Sobre, infatigable, courageux, il fut conquérant et ne » fut point devastateur, s'occupant, au contraire, sans relâche de » bâtir des villes, de fonder des colonies, d'introduire au Pérou » l'industrie et les manufactures d'Europe, ne montrant point » cette ardente cupidité qui dévorait ses compatriotes, il ne se

« servit des richesses qu'il eut dans ses mains que comme d'in-
 « strumens utiles à ses desseins et à son ambition ; et on le trouva
 « pauvre après sa mort. » Deux passions, celles du jeu et des fem-
 mes, faisaient diversion dans l'esprit de Pizarre à la préoccupa-
 tion des grands travaux sur lesquels repose sa renommée. Parmi
 ses maîtresses, on cite dona Angéline, sœur d'Atahualpa, cet Inca
 qu'il avait immolé. Elle lui donna un fils. Un des frères de Pi-
 zarre, compagnon de ses exploits, héritier de ses projets ambi-
 tieux, se révolta contre l'autorité de Charles-Quint, fut défait,
 pris et condamné à mort comme rebelle. Un autre fut tué au siège
 de Curco, et le dernier fut plongé dans un cachot de Madrid pen-
 dant vingt-trois ans. — N. P.

1790. *Suppression de la noblesse héréditaire et des titres honorifiques
 en France.*

L'Assemblée constituante, dans sa séance du 19 juin 1790, com-
 pléta l'œuvre qu'elle avait commencée dans celle du 4 août 1789.
 (Voy. cette date.) Dans l'une, elle avait aboli le régime féodal,
 détruit les privilèges, établi l'égalité des impôts ; dans l'autre, elle
 supprima la noblesse héréditaire et toutes les qualifications qui en
 dérivent. Cette proposition, faite par un membre obscur, fut aussitôt
 appuyée par MM. Charles de Lameth, de La Fayette, de Noailles,
 Mathieu de Montmorency, et chacun d'eux se fit gloire d'en ampli-
 fier le sens et l'étendue. Voici un fragment du décret qui fut rendu,
 malgré l'opposition de l'abbé Maury, et de quelques nobles, moins
 éloquens, dont les moyens oratoires se bornèrent à menacer le pré-
 sident de toute la violence du geste. « L'Assemblée nationale décrète
 » que la noblesse héréditaire est pour toujours abolie en France ;
 » qu'en conséquence les titres de *marquis, chevalier, écuyer, comte,*
 » *vicomte, messire, prince, baron, vidame, noble, duc,* et tous autres
 » titres semblables, ne seront pris par qui que ce soit, ni donnés
 » à personne ; qu'aucun citoyen français ne pourra prendre que
 » le vrai nom de sa famille ; qu'il ne pourra non plus porter, ni
 » faire porter de livrée, ni avoir d'armoiries ; que l'encens ne sera
 » brûlé dans les temples que pour honorer la Divinité, et ne sera
 » offert à qui que ce soit ; que les titres de *monseigneur et messei-*
 » *gneurs* ne seront donnés ni à aucun corps, ni à aucun individu,
 » ainsi que les titres d'*excellence, d'éminence, de grandeur, etc.* » La
 suppression des mots fut plus sensible à l'aristocratie que ne l'a-
 vait été celle des choses : la séance du 19 juin détermina plus que
 toute autre son émigration et ses attaques. Dans le nombre des

propositions, Lepelletier de Saint-Fargeau avait fait celle de renoncer aux noms de terres, que plusieurs familles portaient depuis des siècles, pour reprendre les anciens noms patronimiques. Ainsi les Montmorency se seraient appelés Bouchard, La Fayette Mothié ; Mirabeau Riquetti. Le lendemain du jour où le décret fut porté, les journalistes imprimèrent, dans le compte des séances, *Riquetti l'aîné*, au lieu du comte de Mirabeau. Celui-ci s'approcha, furieux, des écrivains présents à l'Assemblée, et leur dit : *Avec votre Riquetti, vous avez désorienté l'Europe pendant trois jours.* « Ce » mot, dit madame de Staël, encouragea chacun à reprendre le » nom de son père : il eût été bien difficile de l'empêcher sans une » inquisition bien contraire aux principes de l'Assemblée ; car on » ne doit pas cesser de rappeler qu'elle ne s'est jamais servie des » moyens du despotisme pour établir la liberté. » Dix-huit ans après l'abolition de l'ancienne noblesse, Bonaparte en créait une nouvelle (*voy.* 1^{er} MARS 1808), et, six ans plus tard, la Charte les consacrait toutes les deux, chez ce même peuple qui avait déclaré n'en plus vouloir aucune.

1799. *Bataille de la Trébia.*

Sur le même terrain où, l'an 534 de Rome, Annibal avait battu le consul Sempronius, et tué vingt-six mille Romains, le général Macdonald soutint pendant trois jours, contre le feld-maréchal Souvarow, une lutte sanglante, qu'une faute du général Moreau rendit inutile. Appelé de Naples au secours de l'armée d'Italie, qui n'essuyait plus que des revers (*voy.* 5 et 27 AVRIL 1799), Macdonald, après une longue et difficile retraite, avait repoussé les Autrichiens, le 12 juin, à Modène, et était entré le 15 à Plaisance. Toutes ses manœuvres tendaient à faciliter sa jonction avec le général Moreau, qui, à la tête de vingt-cinq mille hommes, devait venir de Gênes et se réunir à l'armée de Naples entre Parme et Plaisance. Le 17 juin, Macdonald porta son armée, forte de trente mille hommes, en avant de Plaisance, sur la rive droite de la Trébia, torrent partout guéable et dont le lit a un mille de largeur. Au premier bruit de cette marche, Souvarow abandonne au général Kaim le siège de Turin, réunit quarante mille hommes, et se présente sur la rive gauche de la Trébia. Un combat meurtrier s'engage dès la soirée du 17 juin, et n'est terminé que par la nuit. Le lendemain la bataille recommence ; un choc furieux s'engage sur toute la ligne, et la nuit sépare encore les deux armées, qui restent en présence sur les deux rives du torrent. Macdonald,

pensant que s'il quittait sa position, et que Moreau vînt à déboucher ensuite, il exposait ce général à être écrasé par Souvarow victorieux, se résolut à livrer une troisième bataille. Le 19 juin, les colonnes françaises passèrent la Trébia sous la mitraille, attaquèrent avec impétuosité l'infanterie russe, la mirent en déroute, et enlevèrent les premières batteries. Cependant les Russes s'étant ralliés, leur cavalerie chargea la nôtre et la culbuta. Souvarow, profitant habilement de ses avantages, attaqua le centre de l'armée française, et la sépara de l'aile gauche. La légion polonaise du général Dombrowski, se voyant enveloppée, se forma en carré et se défendit avec la fureur du désespoir. Le carnage fut horrible; les morts et les blessés jonchèrent la plaine et le lit de la Trébia: les Français furent obligés de revenir à la position sur laquelle ils avaient combattu la veille. Macdonald eût peut-être tenté une quatrième bataille; mais il avait perdu dix mille hommes: plusieurs généraux avaient été tués ou blessés: lui-même, souffrant de la blessure qu'il avait reçue à Modène, était obligé de se faire transporter. Enfin, ses munitions étant épuisées, il se décida à opérer sa retraite, et l'effectua en bon ordre pendant la nuit. Cependant, au lieu de s'approcher de Plaisance, le général Moreau, qui craignait ainsi de compromettre le salut de Gênes, et de perdre ses communications avec la France, s'était contenté d'envoyer le général Lapoype avec un détachement, et s'avancait sur Tortone: Souvarow retourna en hâte vers le Piémont pour s'opposer à ses progrès.

1800. *Bataille de Hochstedt.*

Le champ de bataille de Hochstedt était déjà célèbre par la victoire que remporta Villars sur les Impériaux en 1703, et par celle de Marlborough sur les maréchaux de Tallard et de Marsin, gagnée l'année suivante. Près d'un siècle plus tard, le général Moreau effaça ce dernier revers par un succès éclatant. Depuis le commencement du mois de juin, il voulait contraindre le général Kray à quitter la position retranchée qu'il occupait devant Ulm: il jugea que le passage du Danube au-dessous de cette place pouvait seul amener ce résultat. Après l'avoir effectué sans bateaux, sans équipages de ponts, il attaqua l'armée autrichienne. Le combat fut sanglant, opiniâtre, et se prolongea bien avant dans la nuit: plusieurs fois les généraux Moreau et Lecourbe chargèrent eux-mêmes l'ennemi, qui perdit cinq mille hommes, cinq drapeaux et vingt pièces de canon. Le lendemain, les magasins établis à Donawert tombèrent au pouvoir des Français, et le général

Kray abandonna son camp retranché pour aller couvrir la Bavière.

1822. *Incendie de la flotte ottomane.*

Après les succès de l'expédition, dont les massacres de l'île de Chio furent les trophées (*voy.* 12 AVRIL 1822), le Capitan-Pacha méditait un débarquement à Ipsara, à Tyne, ou à Samos. Mais un conseil, tenu dans la première de ces îles, résolut d'incendier la flotte ottomane, et plus de deux cents braves s'offrirent pour tenter cette périlleuse entreprise. On en choisit quarante-huit, qui reçurent la bénédiction avant de s'embarquer. Deux fois ils passèrent au travers de la flotte ennemie sans être reconnus ; mais ils essayèrent vainement d'accrocher leurs brûlots. Enfin, dans la nuit du 18 au 19 juin, comme la flotte occupait le mouillage devant Chio, ayant en tête de la ligne le vaisseau du Capitan-Pacha, à peu près à une lieue du rivage, deux brûlots grecs parviennent à pénétrer dans le canal. L'un d'eux atteint la proue du vaisseau amiral et s'y accroche ; l'autre se dirige sur le *Capitana-Bey*, qui portait le trésor ; il l'atteint aussi, mais non avec le même bonheur. Les Grecs qui conduisaient le premier brûlot ne perdent pas de temps, y mettent le feu, et s'élancent dans le *Scampavia*, que remorquait le brûlot ; à l'instant même le feu s'échappe de tous les sabords, file sur tous les cordages ; le vaisseau amiral paraît enveloppé d'un immense tourbillon de flamme et de fumée, et les Grecs se sauvent à toutes voiles, en poussant des cris de victoire. Le second brûlot n'avait pas eu le même succès : il avait bien mis le feu au *Capitana-Bey*, mais on parvint à l'éteindre ; et, n'ayant pu rester accroché à la proue, le vent le poussa sur le rivage, où il échoua, et finit par se consumer, sans avoir causé d'autre dommage que des alarmes. Cependant le vaisseau amiral offrait alors un horrible spectacle. Portant de grandes richesses, et deux mille deux cent quatre-vingt-six personnes, il éclairait et menaçait toute la flotte de son incendie. Le Capitan-Pacha, ne voulant point survivre à son malheur, s'opiniâtrait à ne point quitter son bord : on l'en arrache, on le jette dans une chaloupe, qui sombre, écrasée par la chute d'un mât : lui-même a la tête fendue d'un éclat de bois, et on l'amène tout sanglant sur le rivage de Chio, où il meurt en expiation des horreurs qu'il y avait ordonnées ou permises. Bientôt le magnifique vaisseau, brûlé jusqu'aux poudres, saute en l'air avec un épouvantable fracas : il n'en était pas sorti deux cents personnes ; tout le reste de l'équipage fut englouti par les flots. Les Turcs, qui contemplaient du

rivage ce grand désastre, restèrent d'abord immobiles de stupeur : mais à la vue des restes du Capitan, que le pacha de Ghio fit porter dans la citadelle, ils se ranimèrent pour la vengeance, et leur rage s'exerça sur les villages du Mastic, épargnés jusqu'alors : ce fut le dernier jour de la malheureuse île, qui n'exhalait que des accens de douleur, tandis qu'Ipsara retentissait de ceux de la joie.

SCIENCES.

1715. *Mort de Lemery, chimiste.*

Nicolas Lemery vint au monde à Rouen, en 1645; ses parens le placèrent chez un apothicaire de cette ville, pour lui faire apprendre la pharmacie; mais comme il ne trouvait pas des connaissances assez étendues dans son maître, il le quitta et vint se mettre en pension à Paris, chez Glazer. Ce chimiste, professeur au Jardin du Roi, était un homme fort habile pour le temps, mais encore imbu des chimères de l'alchimie, de sorte que Lemery, qu'animait un ardent amour pour la vérité, ne tarda pas à se dégoûter de son obscurité, et se mit à voyager. De retour à Paris, il fut accueilli avec empressement par plusieurs savans qui avaient formé des sociétés particulières, afin de travailler en commun aux sciences physiques, se fit recevoir apothicaire, et donna des cours publics de chimie, qui attirèrent un nombreux auditoire. Cette réputation était méritée, car Lemery avait su rendre clair et précis le langage jusqu'alors inintelligible de la chimie, qu'il semble même créer de nouveau en substituant aux anciennes explications, purement hypothétiques, des théories fondées sur l'observation attentive et exacte des phénomènes. Cependant les troubles religieux qui s'élevèrent en 1681 l'arrêtèrent au milieu de sa carrière. Le calvinisme, qu'il professait à l'exemple de son père, lui attira des persécutions, et lui fit même retirer le diplôme de pharmacien. L'électeur de Brandebourg, juste appréciateur de son mérite, lui fit offrir à Berlin une chaire de chimie, instituée exprès pour lui; mais Lemery refusa, dans l'espoir que sa gloire et ses travaux lui mériteraient quelque tolérance. Voyant enfin son attente trompée, il prit le parti de passer en Angleterre. Charles II l'accueillit avec distinction et lui témoigna une estime particulière. Lorsque les temps parurent plus calmes, il repassa en France, et vint exercer la médecine à Paris. Mais la révocation de l'édit de Nantes détruisit une seconde fois l'édifice de son bonheur. Privé de son état, dépouillé de sa fortune, et obligé de se

cacher, il n'avait d'autre ressource que de s'expatrier, ou de renoncer à sa croyance religieuse. Ses amis et ses élèves le décidèrent à prendre ce dernier parti. Libre alors de reprendre l'exercice de la médecine et le professorat, il voulut y joindre encore le commerce de la pharmacie. Cette résolution, pour laquelle il avait besoin de lettres patentes du roi, qui lui furent accordées, souleva contre lui la faculté de médecine et la corporation des apothicaires, qui auraient pu le réduire à l'indigence par un procès long et dispendieux, mais qui se désistèrent de leur opposition, lorsqu'ils s'aperçurent du tort qu'ils se feraient à eux-mêmes en affligeant et persécutant un homme si célèbre. Lemery entra, en 1699, à l'Académie des sciences, où ses deux fils devinrent ses collègues. L'inflammation spontanée d'un mélange humecté de soufre et de limaille de fer, et le dégagement d'un gaz inflammable lorsqu'on fait dissoudre du fer dans de l'acide sulfurique, lui servirent pour établir une nouvelle théorie des volcans, qui parut plausible à ses contemporains, et qu'on ne peut s'empêcher de trouver ingénieuse, aujourd'hui même que les progrès des sciences physiques ne permettent plus de l'admettre. Son traité de chimie fut pendant long-temps le code et le guide des pharmaciens et des chimistes. — JOURDAN.

POLITIQUE.

20 JUIN 840. *Mort de Louis le Débonnaire, empereur et roi de France.*

Fils de Charlemagne et d'Hildegarde, sa seconde femme, Louis, surnommé *le Débonnaire*, naquit à Casseneuil dans l'Agénois, en 778. A l'âge de trois ans, il fut fait roi d'Aquitaine par son père et envoyé dans cette contrée, dont il adopta le costume, la langue et les mœurs. La nature l'avait doué de précieux avantages, auxquels l'éducation joignit les siens ; mais l'extrême faiblesse de son caractère rendit tout stérile. Dans tout le cours de son gouvernement, il ne montra qu'impuissance, et Charlemagne fut plusieurs fois obligé de rétablir les finances d'Aquitaine, qu'avaient entamées des favoris. A la mort du grand homme (*voy.* 28 JANVIER 814), le sceptre impérial retomba de tout son poids dans des mains incapables de le porter. Laissons parler Montesquieu qui, dans l'*Esprit des Loix*, a esquissé en traits de génie le règne de Louis le Débonnaire.

« Un prince, jouet de ses passions et dupe de ses vertus même ;
 » un prince, qui ne connut jamais sa force ni sa faiblesse ; qui ne

» sut se concilier ni la crainte, ni l'amour; qui, avec peu de vices
» dans le cœur, avait toute sorte de défauts dans l'esprit, prit en
» main les rênes de l'empire que Charlemagne avait tenues.

» Dans le temps que l'univers est en larmes pour la mort de
» son père; dans cet instant d'étonnement, où tout le monde de-
» mande Charles et ne le trouve plus; dans le temps qu'il hâte
» ses pas pour aller remplir sa place, il envoie devant lui des gens
» affidés pour arrêter ceux qui avaient contribué au désordre de
» la conduite de ses sœurs; cela causa de sanglantes tragédies.
» C'étaient des imprudences bien précipitées. Il commença à ven-
» ger les crimes domestiques, avant d'être arrivé au palais, et à ré-
» volter les esprits, avant d'être le maître.

» Il fit crever les yeux à Bernard, roi d'Italie, son neveu, qui
» était venu implorer sa clémence, et qui mourut quelques jours
» après; cela multiplia ses ennemis. La crainte qu'il en eut le dé-
» termina à faire tondre ses frères; cela en augmenta encore le
» nombre. Ces deux derniers articles lui furent bien reprochés;
» on ne manqua pas de dire qu'il avait violé son serment et les
» promesses solennelles qu'il avait faites à son père le jour de son
» couronnement.

» Après la mort de l'impératrice Hirmengarde, dont il eut trois
» enfans, il épousa Judith; il en eut un fils; et bientôt mêlant les
» complaisances d'un vieux mari avec toutes les faiblesses d'un
» vieux roi, il mit un désordre dans sa famille, qui entraîna la
» chute de la monarchie.

» Il changea sans cesse les partages qu'il avait faits à ses enfans.
» Cependant ces partages avaient été confirmés tour à tour par
» ses sermens, ceux de ses enfans et ceux des seigneurs. C'était
» vouloir tenter la fidélité de ses sujets; c'était chercher à mettre
» de la confusion, des scrupules et des équivoques dans l'obéis-
» sance; c'était confondre les droits divers des princes, dans un
» temps surtout où les forteresses étant rares, le premier rempart
» de l'autorité était la foi promise et la foi reçue.

» Les enfans de l'empereur, pour maintenir leurs partages, sol-
» licitèrent le clergé, et lui donnèrent des droits inouis jusqu'alors.
» Ces droits étaient spécieux: on faisait entrer le clergé en ga-
» rantie d'une chose qu'on aurait voulu qu'il autorisât. Agobard
» représenta à Louis le Débonnaire qu'il avait envoyé Lothaire à
» Rome pour le faire déclarer empereur; qu'il avait fait des par-
» tages à ses enfans, après avoir consulté le Ciel par trois jours de
» jeûnes et de prières. Que pouvait faire un prince superstitieux,
» attaqué d'ailleurs par la superstition même? On sent quel échec

» l'autorité souveraine reçut deux fois par la prison de ce prince
» et sa pénitence publique. On avait voulu dégrader le roi; on dégradâ la royauté.

» On a d'abord de la peine à comprendre comment un prince,
» qui avait plusieurs bonnes qualités, qui ne manquait pas de
» lumières, qui aimait naturellement le bien, et pour tout dire
» enfin, le fils de Charlemagne, put avoir des ennemis si nombreux, si violens, si irréconciliables, si ardens à l'offenser, si insolens dans son humiliation, si déterminés à le perdre : et ils l'auraient perdu deux fois sans retour, si ses enfans, dans le fond plus honnêtes gens qu'eux, eussent pu suivre un projet et convenir de quelque chose. »

Montesquieu dit ensuite que la force mise dans la nation par Charlemagne subsistait encore assez sous son fils, pour que l'Etat pût se maintenir dans sa grandeur extérieure. Puis il ajoute que Louis le Débonnaire, au lieu de se servir, soit de la noblesse contre le clergé, soit du clergé contre la noblesse, détacha de lui ces deux corps; mais que ce qui affaiblit surtout la monarchie, c'est que ce prince en dissipa les domaines : « Il fit dans tout l'empire ce que j'ai dit qu'il fit dans l'Aquitaine, chose que Charlemagne répara, et que personne ne répara plus. L'Etat fut mis dans cet épuisement, où Charles Martel le trouva lorsqu'il parvint à la mairie, et l'on était dans ces circonstances qu'il n'était plus question d'un coup d'autorité pour le rétablir. » A tant de critiques, le profond publiciste oppose un éloge : « Charlemagne, dit-il, pour dompter les Saxons, leur ôta l'ingénuité et la propriété des biens. Louis le Débonnaire les affranchit : il ne fit rien de mieux dans tout son règne. Le temps et la servitude avaient adouci leurs mœurs; ils lui furent toujours fidèles. »

Louis le Débonnaire avait eu de sa première femme six enfans, dont trois fils, Lothaire I^{er}, empereur et roi d'Italie, Pépin, roi d'Aquitaine, et Louis, roi de Bavière. Il n'eut de la seconde qu'un seul fils, Charles le Chauve, et le dernier acte de son autorité fut de le déclarer roi de toute la France méridionale et occidentale, à peu près telle qu'elle se comporte aujourd'hui. (Voy. 6 OCTOBRE 877.) Louis le Débonnaire mourut à l'âge de soixante-deux ans, dans une île du Rhin, au-dessus de Mayence. Depuis un mois il ne prenait plus d'autre nourriture que le pain et le vin de l'Eucharistie. Louis de Bavière, qui, de concert avec Pépin, avait délivré son père de la prison où Lothaire le tenait renfermé, qui l'avait replacé sur le trône, venait de se révolter contre lui : « Je lui pardonne, dit son père, mais qu'il sache que c'est par lui que je

» meurs. » Quelques historiens représentent ce prince comme savant en astronomie, ce qui ne l'empêchait pas de considérer avec terreur les comètes et les éclipses. Il fit sur le costume des ecclésiastiques et des guerriers des réglemens, qui forment le premier code de nos lois somptuaires. — X.

1399. *Mort de Barkok, sultan d'Égypte.*

Premier sultan des Mameloucks circassiens ou borgistes, Barkok s'éleva par degrés de l'esclavage aux premières dignités de cet empire, que déchirait alors une affreuse anarchie. Investi de la régence, il détrôna son pupille Hadjy, pour s'asseoir à sa place (26 novembre 1382). Cette conduite lui suscita de nombreux ennemis, qui tous étaient des rivaux, et le khalyfe lui-même s'unit avec eux. Une guerre opiniâtre s'engagea : Barkok essuya des revers, et Hadjy fut tiré de sa prison par Ilbogha. Chaque rue du Caire était devenue un champ de bataille que chaque jour ensanglantait. Enfin Barkok, soutenu d'un parti considérable, rentra triomphant dans cette ville et reconquit le trône (28 janvier 1390), sur lequel il mourut, au bout d'un règne de dix-neuf ans, divisé en deux périodes. Sa mort fut regardée comme une calamité publique ; il était également cher au peuple et aux soldats ; il avait rétabli l'ordre, aboli un grand nombre d'impôts, et laissait un trésor riche en or et en objets précieux. Il eut Faradji, son fils, pour successeur. (*Voy.* 14 JANVIER 1421, *Mort de Mahmoudy*, et 7 JUIN 1438, *Mort de Barsebaï, sultan d'Égypte.*)

1747. *Assassinat de Nadir-Chah (Thamas-Kouly Khan), roi de Perse* (1).

Depuis le règne d'Ismael-Sophi (2), et pendant plus d'un siècle, la Perse, livrée à des troubles civils, s'était bien affaiblie. Abbas le Grand rendit à cet Etat sa force et sa puissance (*voy.* 28 JANVIER 1628) ; mais à sa mort, et jusqu'au règne de Houssein (1720), elle eut à soutenir une guerre contre des ennemis extérieurs, et son propre sol fut fréquemment ensanglanté par des divisions intestines et de funestes bouleversemens. La Perse, sous ce monarque pusillanime, devint le théâtre d'une révolution complète ; Ispahan

(1) 11 djoumadi, 1160 de l'hégire.

(2) Vers 1500, Ismael-Sophi, chef d'une secte religieuse, commença une nouvelle suite de souverains mahométans, sous le nom de *sophis* ou *chahs*. Houssein fut le dernier de cette race, qui avait régné 235 ans.

fut prise, et le chah Houssein, dépouillé de sa couronne par Mir-Mahmoud, chef de la tribu afgane de Gadjeh. Nadir-Chah l'enleva à cet usurpateur pour la rendre à Thamasp, fils de Houssein, et osa plus tard la placer sur sa propre tête.

La vie de ce farouche conquérant n'est qu'une série de sanglantes conquêtes, de crimes et de férociétés. Un usurpateur détrôné, un prince mis sur le trône, et déposé peu après, des villes pillées et saccagées, des contrées dévastées et ravagées par le feu, le massacre presque général des habitans d'une partie de l'Asie, voilà le tableau qu'offrent les quinze années de la domination de ce despote.

Nadir-Chah, appartenait à la tribu des Afgans et était né de parens obscurs. Sa jeunesse décela une grande fermeté de caractère, beaucoup d'activité d'esprit, des passions ardentes et une grande dureté de cœur. Il préluda par le vol et le brigandage aux actes de férocité et aux grands forfaits qui devaient remplir sa vie. Passionné pour l'indépendance et pour la guerre, où il avait donné des preuves de bravoure, il rassembla sous ses ordres une bande de pillards qui lui étaient entièrement dévoués. Pour se procurer l'or et l'argent dont il avait besoin, Nadir eut recours aux moyens les plus odieux, et parvint à se créer une armée de plusieurs milliers de soldats. C'est dans cette position qu'il offrit ses services à Thamasp, fils d'Houssein, détrôné par Mir-Mahmoud. Thamasp, après la catastrophe de son père, avait pris le titre de roi à Carzbin. Voyant que la fortune semblait l'abandonner, il accepta avec joie l'offre de Nadir, qui le délivra de ses compétiteurs, et le rendit tranquille possesseur du trône. Mais sous le voile d'un entier dévouement, et quoiqu'il parût s'honorer du titre de kouli (esclave), qu'il ajouta à son nom, Nadir cachait l'ambitieux projet, qu'il réalisa plus tard, de monter sur le trône de Perse. Nous ne retracerons pas ici les événemens qui ont précédé et amené son élévation ; cette partie de sa vie se trouve déjà racontée (voy. 20 MARS 1736) avec des détails circonstanciés ; on y suit les rapides progrès de cette puissance colossale ; on y indique les voies que pratiqua Nadir pour arriver à une si haute fortune.

Quoique parvenu de la condition la plus humble au pouvoir souverain, Nadir se sentit plus que jamais dévoré de l'ardeur des conquêtes, et ne connut plus de bornes à son ambition. Après avoir réuni à la Perse plusieurs provinces enlevées aux rois ses prédécesseurs, il regarda l'Inde comme une proie facile et glorieuse pour ses armes. Dès lors toutes ses vues se portèrent vers

l'Orient, et il prépara tout pour subjuguier ces belles contrées. Le besoin d'argent le rendit cruel, et il déploya, pour s'en procurer, l'appareil le plus tyrannique. *Il me faut telle somme*, disait-il ; *c'est tant de têtes à couper*. Conduisant une armée de vingt-cinq mille hommes avides de sang et de pillage, Nadir s'avança jusqu'aux frontières de la Perse.

La cour de Delhi, capitale du Mogol, était alors en proie aux dissensions et aux cabales. Nadir, profitant habilement de cet état de choses, parvint, par son or, à se former dans cette cour corrompue des intelligences coupables, et à y semer de nouveaux germes de discorde. Il fut parfaitement secondé par Nisan-Moulouk, qui était à la tête du gouvernement de l'indolent empereur Mohammed. Nisan, envié et calomnié par des ennemis puissans, conçut, pour s'en venger, l'infâme projet d'attirer les plus grands malheurs sur sa patrie, en servant les vues de Nadir, qui déjà méditait la conquête de l'Indostan. Ainsi des intrigues de cour et une lâche trahison, secondèrent puissamment l'invasion de ce conquérant, et facilitèrent sa marche dans le cœur du pays. L'infatigable Nadir s'avance rapidement sur Candahar, qu'il prend après un long siège, et dont il tire la plus terrible vengeance en faisant passer au fil de l'épée une grande partie des Afgans qui l'habitaient. Après les avoir remplacés par une nouvelle population, chargé des dépouilles de cette ville, il continue sa marche et répand la terreur sur son passage.

Prétextant de graves sujets de mécontentement contre l'empereur mogol, Nadir se porte sur Kaboul, une des clefs de l'Indostan, dont il s'empare de vive force ; soumet tout le royaume ; traverse le Sind et toutes les rivières qui y affluent ; se rend maître, sans coup férir, de l'opulente ville de Lahor, et arrive enfin aux monts qui séparent ces provinces de l'empire mogol. Plus heureux qu'Alexandre le Grand, il franchit ces monts qui avaient été le terme de l'expédition du conquérant macédonien, et pénètre sans résistance dans ces riches contrées sans défense, grâce à la perfidie de Nisan, qui avait aplani tous les obstacles. Partout Nadir trouve d'immenses richesses, qu'une population effrayée s'empresse encore de grossir de ce qu'elle a de plus précieux, pour conserver sa vie. Presque toutes les villes tombent devant le monarque persan ; celles qui tentent la plus légère résistance sont pillées et saccagées. Au bruit de son approche, la consternation et l'effroi se répandent dans l'empire. Mohammed semble sortir de sa léthargie ; des préparatifs de défense sont faits pour repousser l'invasion de Nadir. A une armée ardente et victorieuse, on oppose

une armée peu aguerrie, et paralysée par la trahison. Ces troupes sans discipline, sans expérience, sont facilement mises en déroute dans les plaines de Karnal, non loin de Delhi, que rien ne peut plus couvrir contre les attaques de Nadir. Ce conquérant, avant d'entrer dans cette capitale de l'Indostan, fait venir dans sa tente le faible empereur, qui écoute avec soumission ses reproches, et à qui il signifie en maître qu'il occupera pendant trois jours la ville de Delhi, pour faire rafraîchir son armée. Il y entre le lendemain en vainqueur, traînant à sa suite le monarque déchu. Cependant Nadir, maître de sa personne, n'abuse point de la position humiliante de Mohammed; il le traite même avec beaucoup de déférence, lui rend la liberté, et le laisse maître de la plus grande partie de ses Etats. Les traîtres voyaient avec dépit cette apparente tranquillité; des intrigues sourdes causèrent d'abord de la fermentation, et ne tardèrent point à troubler les sages précautions qu'on avait prises. Un grand tumulte, concerté secrètement, et suivi d'un soulèvement général, a lieu dans la ville; la vie de Nadir est menacée; il est attaqué jusque dans une mosquée. La plus violente fureur le transporte; sa vengeance tombe sur cette riche et puissante cité, qu'il livre au pillage et à un massacre général. Après trois heures de carnage, cent vingt mille cadavres jonchent les rues et les alentours de la capitale. D'immenses trésors furent pour Nadir le prix de cette épouvantable journée. Il enleva les armes et toute l'artillerie; les diamans, les bijoux, les objets les plus précieux, amassés par le pillage et la dévastation de plusieurs siècles, devinrent en un jour la proie d'un brigand heureux.

Un peu moins de deux mois après son entrée dans Delhi, Nadir, rassasié de sang et d'or, se décida à quitter cette ville (le 16 mai 1739) (7 safar 1152). Avant de se séparer de Mohammed, qu'il voulut mettre en garde contre les traîtres qui l'entouraient, et après avoir fait signer en sa faveur la cession de plusieurs provinces, il partit chargé des dépouilles de l'Inde et de l'exécration des Indous. Cette irruption, la plus désastreuse que raconte l'histoire moderne, coûta à l'Indostan plus de six cent mille hommes, et près de cinq milliards. Sept cents éléphants, quatre mille chameaux chargés d'or et de pierreries, le célèbre trône des empereurs du Mogol, dit des deux Paons, orné de deux de ces oiseaux en or massif, dont le bec et la queue étaient enrichis de diamans et de pierres précieuses de toute grandeur, faisaient partie de ces richesses qui, au retour de Nadir en Perse, furent englouties en partie dans les eaux grossières des fleuves qu'il eut à traverser. L'acte

de cession, arraché à la faiblesse de Mohammed, curieux monument de servilité et d'infortune, est ainsi conçu :

« Comme les ministres de Sa haute Majesté, le roi des rois de
 » la terre, prince des princes du siècles, ombre de Dieu, rem-
 » part de la religion, pompeux comme Alexandre, sultan misé-
 » ricordieux, empereur auguste, Nadir-Chah dont Dieu perpétue
 » le règne, avaient envoyé à ma cour pour traiter certaines affaires
 » que mon intention était de concilier, mes ministres tardant trop
 » à répondre aux lettres de Sa Majesté, ont occasioné entre nous
 » une telle mésintelligence que son armée étant entrée dans l'In-
 » dostan, a rencontré la mienne aux plaines de Karnal, où après
 » une bataille royale, la Providence a fait lever la victoire à l'o-
 » rient de son immuable fortune; mais comme Sa haute Majesté
 » est la source de sa bonté ainsi que de sa vaillance, me con-
 » fiant en son honneur et en sa protection, j'ai eu la satisfaction
 » d'une entrevue qui m'a fait jouir du plaisir de sa compagnie
 » délicieuse comme le Paradis. Ensuite nous sommes venus en-
 » semble à Delhi, où je lui ai étalé le spectacle et fait présent de
 » tous les trésors, joyaux et autres effets précieux des empereurs
 » mogols. Sa Majesté a daigné, par *complaisance*, en accepter une
 » partie, et par l'abondance de sa grandeur d'âme et de son hu-
 » manité, il lui a plu de me rendre la couronne perlée de l'In-
 » dostan. En considération de cette faveur qu'un père ne fait pas
 » à son fils, ni le frère au frère, je lui cède tout le pays à l'ouest
 » de la rivière Attok et Nalasancra, branche du Sind (ici se trouve
 » l'énumération de tous les territoires cédés), jusqu'à son embou-
 » chure à la mer. J'ai annexé tous ces pays au territoire de ce
 » puissant souverain, afin qu'à l'avenir ses agens soient chargés
 » du commandement de ces places qui seront évacuées par mes
 » serviteurs comme retranchées de mes domaines. Daté à Delhi
 » le quatrième jour de moharram, l'an de l'hégire 1152 (2 avril
 » 1739). »

Enflé de son prodigieux succès, dont le bruit parvint en Europe et fit placer Nadir au-dessus même de l'ancien conquérant de l'Inde, il se dirige sur le Khorasân ; mais son armée est constamment arrêtée dans sa marche par les irruptions des Afgans. Dévorée d'ailleurs par l'excessive chaleur du climat et ayant eu à surmonter des difficultés de tout genre, elle revient sur ses pas, et Nadir revoit Candahar deux ans après l'avoir quittée. Il traverse le Karisme, le Mazendéran et arrive à Ispahan. Mais les désastres de son armée avaient encore augmenté sa cruauté et son injustice. Il dépouille ses soldats du butin qu'ils emportaient, et, jadis leur

idole, il devient pour eux un objet d'exécration. Furieux d'avoir échoué contre les Ottomans dont il avait voulu ébranler la croyance, il se réserve d'en tirer vengeance plus tard. Il se constitue alors le bourreau de ses sujets, et, à la tête d'une armée, il parcourt ses vastes Etats, suivi de la terreur et de la mort. Ce qui porta la haine de ses peuples au plus haut degré, c'est l'imprudence qu'il eut de tourmenter les consciences, prétendant par la confusion des deux sectes qui partageaient les Mahométans rétablir l'ensemble et ramener l'unité dans leur croyance religieuse.

Cependant Nadir commençait à se défier de tout ce qui l'entourait, et s'était retiré à Meched, devenue le siège de son empire. La Perse, sortant de sa stupeur, sembla vouloir se soustraire au joug de son tyran. Plusieurs soulèvemens eurent lieu spontanément sur différens points. Nadir se disposait déjà à marcher contre les Kourdes révoltés, mais il conçoit l'inférieur projet d'envelopper dans un massacre général les grands du royaume et les principaux Persans. Cet épouvantable complot ne fut découvert que quelques heures avant l'exécution. Alors plusieurs généraux, à la tête desquels étaient Saleh-Khan, intendant du palais, et Mohammed, son parent, se concertent, et la mort du tyran est résolue. Ils se rendent secrètement au camp de Nadir; cinq conjurés pénètrent la nuit dans sa tente, et reconnaissent l'empereur au magnifique diamant, qui brille sur son front. Réveillé au bruit de leurs pas, Nadir a déjà deviné son sort; il recourt aux armes, blesse et terrasse deux de ses assassins; mais il reçoit sur la tête un coup violent, et, s'étant embarrassé dans les cordes de sa tente, il tombe et essaie de fléchir ses bourreaux. *Point de grâce, lui dit Saleh; tu n'en as jamais fait à personne; tu n'en mérites aucune;* et à l'instant il lui tranche la tête, qui devient bientôt le jouet de la soldatesque. *Les soldats, dit son biographe Mehdi, firent une balle de cette tête que peu d'instans auparavant l'univers avait peine à contenir.*

A cette nouvelle les Tartares attaquent les Persans avec furie. Une anarchie sanglante, enfin une guerre civile suivent cet événement qui débarrassait la Perse de son cruel tyran, et ce malheureux royaume est livré à tous les genres de calamités.

Nadir-Chah fut un des hommes les plus extraordinaires des temps modernes. Ses grands exploits qui précédèrent son invasion dans l'Indostan, lui méritent un rang glorieux parmi les héros; mais son avarice, sa cupidité, ses injustices, ses cruautés, surtout après son retour dans ses Etats, ont bien terni ses dernières années. Il mourut, dit Voltaire, chargé de gloire et de crimes.

Depuis près d'un siècle des révolutions successives ont ravagé la

Perse. Une foule de tyrans ambitieux, tantôt usurpateurs, tantôt détrônés et massacrés, ont inondé de sang cette belle contrée. Enfin, après avoir subi les plus désastreuses épreuves, elle est aujourd'hui gouvernée par un prince ami des arts, qu'il cultive lui-même, et protecteur des sciences, des lettres et de l'industrie.

L. THORY.

1789. *Serment du Jeu de Paume.*

La conduite prudente et ferme des Communes depuis l'ouverture des Etats-Généraux avait inspiré à la noblesse et au clergé de sérieuses alarmes, que les arrêtés énergiques du 17 portèrent jusqu'à l'épouvante. L'aristocratie nobiliaire et sacerdotale jugea d'autant plus urgent d'opposer des mesures vigoureuses à l'audace du tiers-état, que, le 19, une majorité presque toute composée de curés s'était prononcée dans la chambre du clergé pour la vérification des pouvoirs en commun, et que la réunion devait s'opérer le lendemain. Il fallait à tout prix empêcher cette réunion si importante. Les coryphées de la noblesse, auxquels se joignirent la reine et le comte d'Artois, implorèrent de Louis XVI l'appui du pouvoir absolu contre ce qu'ils appelaient les usurpations du tiers-état. Ils obtinrent du faible monarque un ordre de suspendre les séances, sous prétexte de préparatifs à faire dans les salles d'assemblée des États, pour la séance royale, qui devait avoir lieu le 22. Mais les projets des incorrigibles ennemis de la liberté seront déçus, et la cour, encore une fois, n'aura réussi qu'à se préparer une de ces défaites qui tournent le plus à la confusion et au détriment du vaincu, parce qu'elles proviennent uniquement de son imprévoyance et de ses fautes.

Le samedi 20 juin, dès six heures du matin, une proclamation du roi, publiée par des hérauts d'armes et affichée dans les rues, annonce la suspension des séances. Un détachement de gardes-françaises occupe la salle du tiers-état. Bailly, que rien ne dispensait de se rendre à son poste, est arrêté à la porte par une sentinelle. Il fait demander l'officier de garde, dont il obtient la permission d'entrer avec les secrétaires, et proteste contre l'empêchement mis à l'ouverture de la séance. Ce premier devoir accompli avec dignité, il vint rejoindre la foule des députés, dans l'avenue de Versailles. Tous étaient d'avis de se réunir à l'instant même, et d'entamer une délibération impérieusement réclamée par la gravité des circonstances. On s'occupait du choix d'un local convenable : les uns proposaient d'aller tenir la séance sous les

fenêtres du roi à Marly ; d'autres voulaient qu'on s'assemblât sur la place d'armes. Le député Guillotin ⁽¹⁾ indiqua un jeu de paume, rue Saint-François, et tous les représentans, Bailly à leur tête, se dirigèrent vers ce lieu.

Ici, rien n'est digne de la majesté des mandataires de la France ; des murs sombres et dépouillés, pas un siège, quelques bancs et une table pour écrire ; mais dans cette disette de décorations, au milieu de ce dénûment complet, la scène qui va s'ouvrir doit emprunter un caractère solennel et religieux, et je ne sais quelle grandeur antique dont tous les cœurs généreux se sentent profondément touchés ⁽²⁾. Bailly, à qui l'on avait offert un fauteuil, refusa d'être mieux partagé que ses collègues. Bientôt les soldats chargés de faire le service à la salle ordinaire des séances vinrent relever les députés qui s'étaient mis en faction à la porte pour empêcher les étrangers de s'introduire dans l'Assemblée. Les galeries étaient encombrées de spectateurs, le peuple entourait le jeu de paume, et remplissait toutes les rues environnantes à une grande distance. Les députés arrivèrent successivement et se félicitèrent de se trouver réunis malgré les projets de la cour ; enfin le silence s'établit, et Bailly prit la parole.

Il commença par communiquer à l'Assemblée deux lettres qu'il avait reçues le matin même du marquis de Brézé, pour lui donner connaissance de la suspension des séances. Ce procédé du grand-maître des cérémonies déplut généralement, et la conduite du président et des secrétaires obtint une approbation unanime. Irrités des entraves qu'on avait mises à leur réunion, et surtout émus de la probabilité d'une dissolution prochaine, les députés n'avaient qu'une seule pensée, et cherchaient tous les moyens de conjurer le danger s'il venait à se déclarer. Plusieurs membres demandaient que l'Assemblée transportât sa séance à Paris, et partît sur-le-champ à pied et en corps : déjà l'un d'eux en écrivait la motion. Tout était perdu, dit Bailly dans ses Mémoires, si l'on eût pris ce violent parti. Un conseil plus sage prévalut. Mounier représenta combien il était étrange que la salle des États-

(1) C'est ce même Guillotin, médecin distingué et homme de bien, dont une méprise cruelle a rattaché le nom à un instrument de décapitation, qu'il avait par raison et par humanité proposé de substituer aux autres supplices, mais qui n'était nullement de son invention.

(2) Le peintre David avait reçu la mission de traduire sur la toile cette grande et sublime page de l'histoire de la liberté française ; malheureusement le tableau n'a point été achevé ; le trait seul existe, et a du moins permis à la gravure de multiplier la représentation du serment du Jeu de Paume.

Généraux fût occupée par des hommes armés ; que l'on ne se fût pas empressé d'offrir un local décent à l'Assemblée nationale ; qu'il était inconvenant que le président ne fût averti que par des lettres du marquis de Brézé, et les représentans de la nation par des placards, de la fermeture de leur salle et de la suspension de leurs séances ; qu'enfin il était honteux qu'ils fussent obligés de se réunir dans un jeu de paume pour ne pas interrompre leurs importants travaux. L'orateur ajouta que, blessés dans leurs droits et dans leur dignité, avertis de la toute-puissance de l'intrigue, qui cherchait à pousser le roi à des mesures désastreuses, les représentans de la nation devaient se lier au salut public et aux intérêts de la patrie par un *serment solennel*. L'Assemblée accueillit la proposition avec transport, et prit l'arrêté suivant, monument immortel de sa sagesse :

« L'Assemblée nationale, considérant qu'appelée à fixer la Constitution du royaume, opérer la régénération de l'ordre public et maintenir les vrais principes de la monarchie, rien ne peut empêcher qu'elle ne continue ses délibérations, dans quelque lieu qu'elle soit forcée de s'établir, et qu'enfin partout où ses membres sont réunis, là est l'Assemblée nationale ;

» Arrête que tous les membres de cette assemblée prêteront à l'instant serment solennel de ne jamais se séparer, et de se rassembler partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la Constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondemens solides ; et que ledit serment étant prêté, tous les membres, et chacun d'eux en particulier, confirmeront par leurs signatures cette résolution inébranlable. »

Bailly, comme président, réclama l'honneur de prêter le serment avant tous les autres, et, montant debout sur la table, d'une voix haute et intelligible, qui fut entendue de tout le peuple rassemblé autour de la salle, il dit : « Nous jurons de ne jamais nous séparer de l'Assemblée nationale, et de nous réunir partout où les circonstances l'exigeront, jusqu'à ce que la Constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondemens solides. » Aussitôt des cris universels et long-temps répétés de *Vive la nation, vive le Roi, vive l'Assemblée nationale !* éclatèrent de toutes parts. Lorsque tous les députés eurent prêté le serment entre les mains de Bailly, on fit l'appel des bailliages, sénéchaussées, provinces et villes, et chacun des membres présens s'approcha et signa la déclaration, à laquelle on venait d'adhérer en masse. Un seul, Martin d'Auch, ajoute à sa signature le mot *opposant*. A l'instant, sur la dénonciation du fait par Camus, un grand tumulte

s'élève dans l'Assemblée, qui s'indigne et s'attriste de cette défection isolée. Quelques membres voulaient que le mot et la signature fussent rayés ; mais les esprits se calmèrent, et l'Assemblée décida que, par respect pour la liberté des opinions, le mot *opposant* subsisterait, et que l'on mettrait en tête de l'arrêté qu'il avait été pris à l'unanimité des voix, moins une.

Cet épisode inattendu donna une nouvelle preuve de la modération de l'Assemblée, et rendit encore plus vif l'empressement de tous les députés, qui, admis ou non, demandèrent à joindre leur signature à celle de leurs collègues. Ce triomphe était grand et glorieux ; il remplit d'une joie pure ces pères de la patrie, qui, après s'être ajournés au lundi 22 pour la séance royale, se séparèrent avec le juste orgueil d'avoir développé, afin d'assurer l'exécution du plus grave de leurs devoirs, un courage et une sagesse, grâce auxquels ce jour, suivant les expressions de Bailly, est le second jour mémorable qui doit être inscrit dans les fastes de la nation. (*Voy.* 23 JUIN 1789.) — ULYSSE TENCÉ.

1792. *Première attaque du château des Tuileries.*

La chute du ministère girondin, formé au commencement de mars 1792, dissous le 13 juin suivant ; le refus du roi de sanctionner les deux décrets présentés par ce ministère, dont l'un prononçait l'exil contre les prêtres insermentés, et dont l'autre ordonnait la formation d'un camp de vingt mille hommes sous Paris ; les revers essuyés dans la guerre que le même ministère avait forcé le roi à déclarer (*voy.* 20 AVRIL 1792), amenèrent la journée connue sous le nom de journée du 20 juin, prélude triste et fatal de celles du 10 août et du 21 janvier. Le parti girondin, qui en fut l'auteur ou le complice, différait du parti constitutionnel, en ce que, tandis que ce dernier ne voulait défendre la révolution qu'avec la loi, l'autre employait sans scrupule tous les moyens, jusqu'au plus mauvais de tous, la force. Un an plus tard, il expiait bien cruellement cette grande faute politique (*Voy.* 31 MAI et 2 JUIN 1793.)

Les meneurs des faubourgs préparèrent le peuple plusieurs jours d'avance à un acte révolutionnaire semblable à celui qui avait échoué au Champ-de-Mars. (*Voy.* 17 JUILLET 1791.) Sous prétexte de célébrer par une fête civique l'anniversaire du serment du Jeu de Paume (*voy. l'article précédent*), et de planter un mai en l'honneur de la liberté, un rassemblement d'environ huit mille hommes partit le 20 juin du faubourg Saint-Antoine et se dirigea vers l'Assemblée.

Il était onze heures du matin ; le procureur-syndic, Røederer, vint dénoncer la marche des insurgés qui, pendant ce temps, arrivèrent aux portes de la salle. Leurs chefs demandèrent à présenter une pétition et à défilér devant l'Assemblée. Un violent débat s'engagea entre la droite, qui ne voulait pas recevoir des pétitionnaires armés, et la gauche, qui alléguait des précédens. Tout-à-coup les pétitionnaires s'élancent dans la salle : l'Assemblée se lève avec indignation, le président se couvre et les pétitionnaires se retirent. Alors l'Assemblée consent à les recevoir. On écoute la pétition, rédigée suivant le protocole de l'époque. Le président y répond, en promettant la vigilance des représentans du peuple, en recommandant l'obéissance aux lois, et accorde aux pétitionnaires la permission qu'ils réclament. Les portes s'ouvrent, et le cortège, qui s'était grossi de plus des deux tiers, traverse la salle. « D'énormes tables portant la déclaration des » droits précédaient la marche ; des femmes, des enfans dansaient » autour de ces tables, en portant des oliviers et des piques, » c'est-à-dire là paix ou la guerre, au choix de l'ennemi. Ils ré- » pétaient en cœur le fameux refrain *ça ira*. Venaient ensuite les » forts des halles, les ouvriers de toutes les classes, avec des pi- » ques, de mauvais fusils, des sabres et des fers tranchans, placés » au bout de gros bâtons. Santerre et le marquis de Saint-Hur- » gues, déjà signalé dans les journées des 5 et 6 octobre, marchaient » le sabre nu à leur tête. Des bataillons de la garde nationale sui- » vaient en bon ordre pour contenir le tumulte par leur présence. » Après, venaient encore des femmes, encore des hommes armés. » Des banderoles flottantes portaient ces mots : *La constitution ou la » mort !* Des culottes déchirées étaient élevées en l'air, aux cris de » *vivent les Sans-Culottes !* Enfin, un signe atroce vint ajouter à » la bizarrerie du spectacle. Au bout d'une pique était porté un » cœur de veau avec cette inscription : *Cœur d'aristocrate*. La dou- » leur et l'indignation éclatèrent à cette vue : sur le champ l'em- » blème affreux disparut, mais pour reparaitre bientôt encore aux » portes des Tuileries ⁽¹⁾. »

Cette scène dura trois heures : Santerre fit à l'Assemblée les remerciemens du peuple qui, en traversant le jardin des Tuileries, vint, par le quai et les guichets du Louvre, inonder la place du Carrousel, et se présenter à la porte royale. Comme on lui en refusait l'entrée et que des officiers municipaux l'engageaient à se retirer, on prétend que Santerre, sortant de l'Assemblée dans cet

(1) THIERS, *Histoire de la révolution française*.

instant, ranima sa fureur déjà calmée, et fit placer un canon devant la porte. Il était près de quatre heures : deux officiers municipaux levèrent tout-à-coup la consigne. Dès lors la garde nationale, la gendarmerie furent réduites à l'inaction. Le peuple se précipita dans la cour, dans le vestibule, et de là dans toutes les parties du château : à force de bras, une pièce de canon fut transportée jusqu'au premier étage ; toutes les portes cédèrent aux coups redoublés du sabre et de la hache.

Louis XVI venait d'éloigner de sa personne un grand nombre de ces amis dont la présence ne pouvait que le compromettre ; il était resté avec le maréchal de Mouchy, le chef de bataillon Aclouque, quelques serviteurs de sa maison et quelques officiers de la garde nationale. Ces derniers le supplient de se montrer au peuple, et, au moment où il donne l'ordre d'ouvrir, un panneau de la porte éclate et tombe à ses pieds. *Me voici !* dit-il, en se montrant à une foule hérissée de sabres et de piques. A son aspect, le flot populaire s'arrête ; plusieurs voix annoncent une pétition, et demandent qu'elle soit entendue. Ceux qui entourent le roi, l'engagent à passer dans une salle plus vaste, afin de pouvoir écouter cette lecture. On le place dans l'embrasure d'une fenêtre, on le fait monter sur une banquette. Des grenadiers de la garde nationale, des officiers de sa maison forment autour de lui une sorte de rempart. Au milieu du tumulte retentissent les cris : *A bas le veto ! point de prêtres ! point d'aristocrates ! le camp sous Paris !* Cependant Louis XVI garde une contenance noble et ferme ; à ceux qui lui demandent la sanction des décrets, il répond constamment : *Ce n'est ni la forme, ni le moment de l'obtenir de moi. Je ferai tout ce qu'exigera la constitution.* Les insurgés s'écrient : *Vive la nation !* — *Oui*, reprend Louis XVI, *vive la nation ! je suis son meilleur ami.* — *Eh bien, faites-le voir*, lui dit un de ces hommes, en lui présentant un bonnet rouge au bout d'une pique, et Louis XVI le met sur sa tête. Incommodé de la chaleur par l'effet de la saison et de la foule, un homme à moitié ivre lui offre un verre et une bouteille : depuis long-temps il craignait d'être empoisonné, et il n'hésite pas à boire, aux bruyans applaudissemens de la foule. Quand le maire de Paris, Pétion, qui prétendit n'avoir pu se rendre plus tôt où l'appelait son devoir, arriva auprès du monarque, il lui dit : *Ne craignez rien, vous êtes au milieu du peuple.* Louis prenant alors la main d'un grenadier, la posa sur son cœur en disant : *Voyez s'il bat plus vite qu'à l'ordinaire.* Dans le même temps, la reine, qui avait fait de vains efforts pour parvenir jusqu'à son époux, courait des dangers plus graves : car elle était l'objet d'une

haine plus prononcée. Des furieux la cherchaient dans le château : en apercevant madame Elisabeth, qui ne perdait pas de vue son frère, ils s'écrièrent : *Voilà l'Autrichienne!* et l'on sait comment cette sœur généreuse répondit à ceux qui crurent devoir les détromper. (*Voy.* 10 MAI 1794.)

Au bruit de l'irruption de la multitude dans les Tuileries, l'Assemblée, qui avait depuis peu levé sa séance, se réunit à la hâte, et envoya plusieurs députations auprès de Louis XVI. Vergniaud, Isnard, et quelques députés de la Gironde accoururent aussi pour protéger le roi. Enfin Pétion, montant sur une chaise, harangua le peuple, l'invita à se retirer sans tumulte et à ne pas souiller la journée: le peuple obéit; il avait eu pour mandat d'obtenir des décrets et des ministres : il sortit sans l'avoir excédé, ni rempli.

« La journée du 20 juin, dit M. Mignet, excita un soulèvement
 » de l'opinion constitutionnelle contre ses auteurs. La violation du
 » domicile royal, les outrages faits à Louis XVI, l'illégalité d'une
 » pétition présentée au milieu des violences de la multitude et de
 » l'appareil des armes, furent vivement reprochés au parti popu-
 » laire. Celui-ci se vit réduit un moment à la défensive : outre
 » qu'il était coupable d'une émeute, il avait essuyé un véritable
 » échec. Les constitutionnels reprirent le ton et la supériorité
 » d'un parti offensé et dominant; mais cela dura peu, car ils ne
 » furent pas secondés par la cour. La garde nationale offrit à
 » Louis XVI de se tenir réunie autour de sa personne. Le duc de
 » La Rochefoucauld-Liancourt, qui commandait à Rouen, voulut
 » l'emmener au milieu de ses troupes, qui lui étaient dévouées.
 » Lafayette lui proposa de le conduire à Compiègne, et de le met-
 » tre à la tête de son armée; mais Louis XVI refusa toutes ces
 » offres. Il pensa que les agitateurs seraient dégoûtés du mauvais
 » succès de leur dernière tentative; et comme il espérait sa déli-
 » vrance de la part des puissances confédérées, il ne voulut pas se
 » servir des constitutionnels, parce qu'il aurait fallu traiter avec
 » eux. » Ainsi l'aveuglement du roi le conduisait à l'échafaud; les
 » fautes des partis précipitaient la France dans l'anarchie. (*Voy.* 28
 » JUIN et 10 AOUT 1792.) — X.

1821. *Seconde proclamation du prince Alexandre Ypsilanti.*

Une première proclamation avait signalé l'entrée d'Alexandre Ypsilanti en Moldavie et le réveil de la liberté grecque (*Voy.* 7 MARS 1821). Le prince annonçait des projets bien vastes, mais il ne put les réaliser. Le désaveu de l'empereur de Russie jeta d'a-

bord sur sa démarche une couleur de mauvaise foi et d'imprudence. Bientôt la défection diminua son armée. Quelques nobles fanariotes, parmi lesquels se trouvaient les Suzzo, les Cantacuzène et les Ducas, lui disputèrent le commandement. Les boyards le trahirent; Théodore Vladimireski l'abandonna lâchement : il fut arrêté et mis à mort par les satellites d'Ypsilanti, comme coupable de haute trahison, et cet acte de rigueur acheva de rendre le prince odieux. Dévoré d'inquiétudes, Ypsilanti, soit pour y faire diversion, soit pour tromper cette brillante jeunesse, qui composait le bataillon sacré, vivait au milieu des concerts, des bals, des festins; et, ce qui est plus grave, il tolérait dans ses troupes l'insubordination et le pillage; il laissait détruire des ressources qui, bien employées, eussent pu mettre le camp de Tergowitz sur un pied de défense respectable.

Cependant l'armée ottomane, réunie sous le commandement du pacha Ibrâil, marchait vers Tergowitz. Ypsilanti, ne voyant autour de lui que des traîtres et des lâches, leva son camp et essaya de se retirer à Rimnick, au-delà de l'Oltau. Mais il était suivi de si près, que, le 19 juin, les Turcs se trouvèrent à portée de canon de la position qu'il occupait au monastère de Dragaschan, à quelques milles de Rimnick, et commencèrent l'attaque. Le premier corps en ligne était le bataillon sacré, qui traînait avec lui cinq petites pièces de canon, dont il put à peine se servir. Il repoussa d'abord avec intrépidité et à la baïonnette un corps d'infanterie. Au moment où la cavalerie turque fondait avec impétuosité sur ses flancs, un corps d'Arnauts et de Pandours, commandé par Basile Caravia, au lieu de le soutenir, se jeta brusquement sur les corps placés en arrière, et les entraîna dans sa honteuse déroute. Le bataillon sacré, réduit à ses propres forces, vendit chèrement sa vie. Plusieurs fois ces malheureux jeunes gens, qui n'étaient pas plus de quatre à cinq cents, repoussèrent des charges d'infanterie et de cavalerie; enfin ils succombèrent accablés par le nombre : c'était l'élite d'une noble et savante jeunesse, dont la cause et le dévouement méritaient un meilleur sort. Une vingtaine de ces braves, et le capitaine Ghiorgaki, avec quelques Albanais, échappèrent, couverts de blessures, à cette journée désastreuse, qui fut la dernière de l'armée hellénienne.

Le lendemain, 20 juin, Ypsilanti, qui ne s'était pas trouvé lui-même à l'action, arriva à Rimnick : c'est là que, déterminé à licencier son armée, il fulmina cette seconde proclamation, dont l'histoire a recueilli les termes :

« Soldats, dit-il, non, je ne souillerai plus ce nom honorable et sacré en l'appliquant à des gens tels que vous. Ramas de gens lâches et cruels, vos trahisons me forcent à vous quitter. Désormais tout lien est rompu entre vous et moi; mais je ressentirai profondément la honte d'avoir été votre chef. Vous avez foulé aux pieds vos sermens; vous avez trahi Dieu et la patrie. Vous m'avez trahi au moment où j'espérais vaincre ou mourir glorieusement avec vous. Nous sommes séparés pour toujours. Allez joindre les Turcs, seuls amis dignes de vos sentimens. Quittez les bois où vous vous êtes cachés, descendez des montagnes qui ont servi de retraite à votre lâcheté; hâtez-vous de vous réunir aux Turcs; baisez leurs mains, d'où découle encore le sang des chefs de votre Eglise, de vos patriarches, de vos évêques et de vos frères innocens qu'ils ont inhumainement égorgés. Oui, courez acheter l'esclavage au prix de votre sang et de l'honneur de vos femmes et de vos enfans. Mais, vous, ombres des vrais Helléniens du bataillon sacré, qui avez été trahis, et qui vous êtes sacrifiés pour la délivrance de la patrie, recevez par moi le remerciement de votre nation. Bientôt des monumens rendront vos noms immortels. Ceux des amis qui me sont restés fidèles jusqu'à la fin sont gravés au fond de mon cœur en traits de feu; leur mémoire sera partout la seule consolation de mon âme. J'abandonne au mépris des hommes, à la justice divine, et à la malédiction de notre nation, les traitres et parjures *Kaminari, Sawa, Constantinos Dukas, Basilius, Barla, Giorgio-mano*, qui ont déserté de l'armée, et qui ont été les premiers auteurs de sa dissolution; le fanariote *Gregorius-Sutzo*, l'infâme et pervers *Nicolaus-Scuffo*. Je raye aussi de la liste de mes compagnons d'armes *Basilius-Caravia*, à cause de son indiscipline et de sa conduite inconvenante.

» Rinnick, 20 juin 1821.

» Signé ALEXANDRE YPSILANTI. »

Un historien peu favorable au prince, M. Pouqueville, pense que cette pièce injurieuse ne doit pas lui être imputée. Il allègue pour raison qu'elle porte la rubrique de *Rinnick, le 20 juin*, tandis qu'Alexandre Ypsilanti se trouvait à Kosia, dès le 19; il se fonde encore sur la publication tardive et postérieure à la réclusion du prince à Mongatz. Là fut enfermé l'homme qui avait appelé des peuples à la liberté (*Voy. 1^{er} FÉVRIER 1828, Mort du prince Alexandre Ypsilanti*). Dès lors, la révolution comprimée en Valachie et

en Moldavie, changea de théâtre, et passa dans le Péloponèse.

E. M.

LITTÉRATURE

1824. Mort du cardinal de Bausset, évêque et pair de France.

Evêque et écrivain, M. de Bausset a consacré sa plume à écrire la vie de deux écrivains-évêques. Ses histoires de *Fénelon* et de *Bossuet* lui assignent un rang élevé dans la classe des biographes : la première parut en 1808 et 1809 ; la seconde en 1814. On attribue encore au même auteur quelques écrits d'une faible importance. Né à Pondichéry, le 14 décembre 1748, c'est le 18 juillet 1784, qu'il avait été sacré évêque d'Alais. En 1791, il se prononça contre la constitution civile du clergé ; peu de temps après il émigra. Sous le consulat, il rentra en France ; sous l'empire, il accepta deux places, celles de chanoine du chapitre impérial de Saint-Denis et de conseiller titulaire de l'Université. En 1815, le roi le nomma président du conseil royal de ce corps ; et quoique pendant les Cent jours il se fût tenu à l'abri de toute faveur, le retour du roi ne lui rendit pas le titre que son départ lui avait enlevé. Mais, le 17 août 1815, il fut admis à la chambre des pairs, et, au mois d'avril suivant, reçu à l'Académie.

THÉÂTRE.

1823. Mort de mademoiselle Mézerai, actrice française.

Molière, dans une délicieuse scène du *Bourgeois gentilhomme*, nous fait voir un amant en courroux, et qui, pour se fortifier dans sa colère, ordonne à son valet de lui rappeler tous les défauts de l'objet aimé. Le valet répond : *Voilà une belle mijaurée pour vous donner de l'amour ! Elle a les yeux petits, la bouche grande, sa taille, son esprit, etc.* ; et le maître répond à peu près : « Oui, elle » a les yeux petits, mais leur expression est ravissante ! sa bouche » est grande, mais quel sourire attrayant ! sa taille n'a rien de remarquable, mais qu'elle est gracieuse ! enfin, il y a un charme » inexprimable dans toute sa personne, qui donnerait de l'amour » au cœur le plus insensible ! ses défauts mêmes sont des qualités, » et elle plairait moins si elle était autrement. »

En retournant l'idée de Molière, on peut faire le portrait de mademoiselle Mézeray. Sa bouche était petite, ses yeux étaient grands et beaux, ses dents jolies, tous les traits de son visage ré-

guliers ; sa taille avait toutes les proportions voulues pour servir de modèle ; le bras, la main, le pied, tout était parfait ; et mademoiselle Mézeray ne possédait pas ce *je ne sais quoi* qui est tout simplement le secret de plaire. Nous ne parlons ici qu'en général. Le parterre, juge suprême, restait froid devant les charmes que nous venons de décrire. On disait d'elle : « C'est une très-jolie » poupée. » Cette actrice avait un défaut insupportable : celui qu'on appelle *la voix dans la tête* ; elle *chanta* et *minaudait* les paroles qu'elle prononçait. Du reste, de l'intelligence, de l'aisance, de la tenue et assez de chaleur.

Elle était née, à ce que l'on croit, en 1774 ou 1775. Elle est donc morte à l'âge d'environ quarante-sept ans, et avait encore l'air et la tournure jeunes quand elle quitta le théâtre. On assure qu'une habitude déplorable, celle des liqueurs fortes, hâta le moment de sa retraite, et, sans aucun doute, celui de sa mort. On dit encore qu'elle prit cette habitude pour s'étourdir sur les chagrins que lui causait le souvenir de ses folles dépenses pendant sa jeunesse, et la misère de son âge mur. Tant qu'elle fut dans l'éclat de la beauté, elle avait obtenu des succès en tout genre, et la plus grande dissipation avait englouti des sommes immenses qu'elle regrettait amèrement, en se trouvant réduite à la pension restreinte du Théâtre Français. Et cependant, à cette triste époque, elle avait si peu profité des leçons du passé, qu'un ancien ami, allant un jour la visiter, fut surpris, en entrant chez elle, de voir un air de fête dans son modeste appartement, une sorte d'illumination, quelques meubles élégans et nouvellement achetés, des caisses de fleurs rares et coûteuses. La maîtresse du logis le reçut et lui dit avec gaité : « Ah ! vous voilà, mon ami ! vous voyez, j'ai touché ce » matin le trimestre de ma pension ; je suis contente, j'ai orné et » embelli ma demeure ; vous allez souper avec moi. » Et une femme qui la servait ayant demandé de l'argent pour exécuter ses ordres, il ne se trouva que deux pièces de six liards au fond d'une tasse de porcelaine, qui servait de bourse à l'infortunée Mézeray.

Ses dernières années furent affreuses. Sa raison s'égara complètement. Avant qu'on la renfermât dans une de ces maisons destinées à recevoir les malheureux aliénés, elle avait donné de telles preuves de folie, qu'on l'avait rencontrée courant en chemise dans les rues de Paris, et, une fois, évanouie dans un des fossés bourbeux de l'École militaire, où il paraît qu'elle avait passé la nuit.

Sa démence, à ce qu'on assure, était une *fureur* qui, par cela

même que nous ne pouvons la qualifier ici, sera devinée de nos lecteurs.— E. DE PLANARD.

SCIENCES.

1761. *Mort de Bianchi, médecin.*

Jean-Baptiste Bianchi, l'un des premiers anatomistes et des plus célèbres médecins de son temps, naquit à Turin, en 1681, d'une famille originaire de cette ville. Dès son enfance, il fut livré aux soins d'un parent, homme de mérite, qui, remarquant en lui un goût décidé pour l'étude, ne négligea rien pour cultiver de si heureuses dispositions. Bianchi répondit avec zèle à cette tendre sollicitude, et il n'avait pas encore atteint sa quinzième année, lorsqu'il soutint publiquement des thèses sur les parties les plus difficiles de la philosophie. Quelque temps après, il embrassa l'étude de la médecine, et fit des progrès assez rapides pour mériter le grade de docteur à l'âge de dix-sept ans. Malgré sa jeunesse, l'éclat des talents dont il avait fait preuve frappa tellement les esprits qu'on crut pouvoir, par une grande et honorable, mais imprudente exception, lui confier la direction des hôpitaux de sa ville natale. Il remplit cette place éminente avec succès, parce que son amour pour la science et son ardente émulation suppléèrent jusqu'à un certain point à ce qui lui manquait du côté de l'âge et de l'expérience. Les succès qu'il obtint furent dus principalement à la rectitude de son jugement, qui lui fit sentir, dès ses premiers pas dans la carrière médicale, que l'anatomie pathologique est le guide indispensable des praticiens, le seul qui puisse l'éclairer réellement sur le siège et la cause immédiate des maladies. Plein de cette idée rationnelle, il ne laissa échapper aucune occasion de s'instruire par l'ouverture des cadavres, de sorte qu'on le regarde avec raison comme l'un de ceux à qui cette branche difficile de la médecine doit le plus, tant à raison des découvertes qu'il y a faites, que de l'impulsion qu'il a donnée en dirigeant l'attention des praticiens de ce côté.

« Bianchi, dit un de ses biographes, ne fut point un homme » ordinaire. Cette étonnante précocité de talents, qui, chez tant » d'autres individus, n'annonce bien souvent que la stérilité de » l'âge mûr, et qui ne fut en lui que le principe d'une réputation » qui s'accrut toujours, est une chose frappante ; mais cette précocité même, fruit d'une imagination vive et brillante, dut nécessairement exister aux dépens de la maturité du jugement ; et » le jeune et célèbre auteur ne put manquer de faire quelque tort

» au praticien.... Comme professeur, il a eu des droits incontestables à la reconnaissance de ses contemporains. Il semblait se multiplier pour professer, et on a compté jusqu'à treize cours publics qu'il faisait en même temps. Comme médecin praticien et rigoureux observateur, il laisse prise à la critique. Presque toujours, dans ses ouvrages, la partie spéculative l'emporte sur la partie pratique, encore même ne peut-on ajouter une confiance entière à cette dernière, parce qu'elle pêche sous le rapport de l'exactitude. Ce défaut fut le partage des médecins qui, comme Bianchi, accoutumés de bonne heure, et même avant l'âge, à dogmatiser, avant que l'expérience leur ait encore rien appris, conservent toute leur vie le penchant de leur jeunesse, et caressent avec complaisance les fruits de leur imagination, aux dépens même de la rigoureuse observation. » Son *Traité sur le foie* est sans contredit ce qu'il a fait de plus important. Il a fait jouer à cet organe et à la bile un rôle des plus étendus dans toutes les maladies, qu'il attribuait à l'influence de l'un ou à la présence de l'autre; prenant ainsi pour une cause à peu près générale et constante ce qui n'est le plus souvent qu'un simple résultat. De cette erreur grave sur la nature intime des maladies durent nécessairement en découler de non moins considérables à l'égard du traitement; aussi Bianchi se bornait-il à l'emploi des moyens réputés propres à agir d'une manière spéciale sur les systèmes bilieux et gastriques; d'où résultait une médecine en général plus nuisible qu'utile. — JOURDAN.

1794. Mort de Vicq d'Azyr, naturaliste.

Félix Vicq d'Azyr, né à Valogne en 1748, n'étudia la médecine que pour se conformer aux désirs de ses parens, car l'amour des lettres l'avait d'abord fait pencher vers la profession ecclésiastique dans laquelle il croyait trouver les loisirs nécessaires pour se livrer sans contrainte et sans obstacles à la passion qui le dominait. Un noble enthousiasme s'empara de lui à la vue de l'impulsion générale qui portait alors les esprits vers les sciences physiques; de sorte que, voyant dans l'accomplissement de ses devoirs mêmes une source intarissable de plaisirs et de jouissances, il cultiva simultanément et avec une égale ardeur la physique, la chimie, l'histoire naturelle et la médecine. Il n'était encore qu'élève quand il entreprit un cours public d'anatomie de l'homme et des animaux, que l'envie, irritée par le savoir et l'éloquence qu'il y déploya, fit bientôt supprimer, comme elle l'empêcha aussi d'ob-

tenir la suppléance de Petit dans la chaire que ce vertueux médecin occupait au Jardin des Plantes. Le mauvais état de sa santé l'ayant forcé d'aller respirer l'air natal, il entreprit des recherches sur les poissons, que le voisinage de la mer facilitait, et, quelque temps après, il fut chargé d'observer une épizootie qui ravageait le midi de la France. A son retour à Paris, il fut nommé secrétaire perpétuel d'une réunion d'hommes instruits, qu'il avait contribué beaucoup à établir. Cette réunion ne tarda pas à devenir la célèbre société royale de médecine, dont il fut l'ornement, et qui lui doit tout son lustre. L'Académie des sciences l'appela dans son sein à l'âge de vingt-cinq ans. Cinq années après, l'Académie française le choisit pour succéder à Buffon « Son penchant pour les lettres, a dit un de ses biographes, les émotions qu'il dut à l'amour, la mélancolie que le souvenir d'une épouse adorée qu'il perdit après dix-huit mois de mariage, lui inspira toute sa vie, l'étendue de son esprit et de ses connaissances, le disposèrent singulièrement à considérer la médecine dans ses rapports avec la morale et la philosophie. Tous ses écrits portent ce cachet, et ce n'est pas le seul trait de ressemblance qu'il ait eu avec Cabanis. Comme toutes les personnes éminemment sensibles, il aimait la gloire, ce tribut que la société, trop souvent ingrate, devrait toujours payer au génie pour prix de ses généreuses productions. Aux faveurs de la gloire, il réunit celles de la fortune, dont il usa noblement pour l'extension de ses travaux, et une activité infatigable, une sensibilité profonde. Il succomba, épuisé par la douleur, les inquiétudes et les regrets que lui causaient les sanglantes saturnales de la terreur, qui ne seront pas confondues avec la révolution par l'équitable postérité. »

Vicq d'Azyr eut le mérite assez rare de se faire un double nom comme écrivain et comme savant. Il a su ouvrir une nouvelle route dans la carrière de l'éloge, et se placer au premier rang dans ce genre difficile, dont Fontenelle, d'Alembert, Thomas et Condorcet semblaient avoir épuisé les ressources. Egal à Condorcet pour la profondeur des idées, il l'emporta sur lui par la grâce du style, et sut éviter l'afféterie de Fontenelle, l'emphase de Thomas, la sécheresse de d'Alembert. Une âme sensible et tendre vivifiait sa puissante pensée, et, tandis qu'il savait rendre simples et claires les vérités les plus abstraites, il s'identifiait en quelque sorte à ceux qu'il louait, et s'appliquait à faire connaître la passion qui avait été le mobile de leur direction morale et de leurs travaux.

Son esprit étendu et philosophique se plaisait surtout dans la

recherche des idées générales. Ses recherches sur le cerveau, qui mériteront toujours d'être consultées, ont provoqué toutes celles dont cet organe a été le sujet depuis le siècle dernier. Il s'est immortalisé par ses nombreuses découvertes en myologie, son anatomie des oiseaux et ses investigations curieuses sur les phénomènes de l'incubation. Chaque page de ses écrits abonde en aperçus du plus haut intérêt, exprimés avec tout le charme de l'éloquence, telle que le comportent les sciences, et prouve la haute importance qu'il attachait à l'étude comparative de l'organisation ; car il fut un des premiers, parmi les modernes, qui sentirent vivement que l'anatomie de l'homme ne suffisait point au physiologiste, que bientôt même elle ne suffirait plus au pathologiste. En un mot, tous ses travaux sont autant de titres brillants qui témoignent de sa supériorité dans chacune des branches de la médecine. Ils excusent ou plutôt justifient son ambition, qui d'ailleurs ne le porta qu'à de grandes choses, et dont les résultats furent utiles à la science. — JOURDAN.

POLITIQUE.

21 JUIN 1683. *Exécution de lord Russel.*

Ils laissent au monde entier de grands exemples, ils donnent aux droits de l'homme en société une héroïque consécration, les martyrs de cette *bonne vieille cause*, pour laquelle Sidney, en face de la hache fatale, se glorifiait de mourir ; ces témoins qui se font égorger pour les saintes lois de la patrie ; ces généreuses victimes de la tyrannie, dont l'échafaud est un autel et le supplice une apothéose. Ce n'est donc pas seulement tout Anglais qui portera toujours gravés dans son cœur les noms de Russel et de Sidney ⁽¹⁾ ; mais tout homme libre ou digne de l'être. C'est à toutes les nations, c'est à tous les siècles que doivent s'étendre l'admiration et l'enthousiasme qu'inspire le dévouement de ces deux glorieux confesseurs de la liberté.

Lord Russel naquit le 29 septembre 1639, de William Russel, cinquième comte de Bedford, plus tard créé duc par Guillaume III, qui voulut ainsi honorer dans le père la sublime vertu du fils. Ses cours achevés à l'université de Cambridge, le jeune Russel fit sur le continent un voyage durant lequel il entretenait avec sa famille et ses amis une correspondance qui donna l'idée la plus haute de son génie précoce. Il revint Londres en 1659, et continua par de nouvelles

(1) Paroles de Fox.

études à se mettre en état de bien mériter de sa patrie, si quelque jour elle faisait un appel à ses talens. Après le retour des Stuarts, il fut élu membre du parlement et parut à la cour de Charles II, où l'assiégèrent des goûts frivoles et des plaisirs licencieux, dont il ne sut pas toujours préserver l'austérité de ses mœurs et la gravité religieuse de son caractère. Toutefois, William Russel, engagé malgré lui dans une route de désordres et de vices brillans, revint bientôt sur ses pas et tourna toutes ses pensées vers les joies paisibles et pures du foyer domestique. Il épousa, en 1669, la veuve de lord Vaughan, femme d'un esprit noble et cultivé, douée des plus belles qualités du cœur, d'une force d'âme à l'épreuve des plus cruelles infortunes, en un mot, digne en tout de son second mari. Cette union procura à lord Russel des jours de bonheur, dont l'oppression de son pays vint trop tôt interrompre la durée. Il siégeait depuis douze ans à la Chambre des communes et n'avait pas encore pris une part active aux débats parlementaires ; mais quand Charles II, infidèle à ses promesses autant qu'oublieux des leçons du malheur, eut congédié des conseillers intègres et modérés, pour se livrer à ses maîtresses et aux émules de ses débauches ; quand le pouvoir fut tombé dans les mains de ce ministère odieux, connu sous le nom de *cabal* ; quand le danger le plus imminent menaça la liberté et la religion de l'Angleterre ; quand le monarque se fut vendu à la France, alors l'énergie naturelle de lord Russel se réveilla, et, dit un de ses biographes, elle ne devait plus s'endormir que sur l'échafaud.

La confiance et l'affection que sa candeur, son patriotisme et la noblesse de ses sentimens lui avaient généralement conciliées, le placèrent à la tête de l'opposition formidable qui se forma dans la Chambre des communes. Vainement Charles, par des prorogations réitérées du parlement, essaya-t-il de se soustraire à la vigilance des citoyens courageux que l'Angleterre avait commis à la garde de ses franchises ; le besoin continuel de subsides le remplaçait sans cesse en face des juges sévères de sa politique anti-nationale, de ses profusions, de ses honteux traités avec Louis XIV. Pendant toute la durée de ces débats orageux, soit qu'il s'agît de ramener Charles à des alliances conformes aux intérêts de ses sujets, de déjouer les complots papistes, de licencier des troupes dont l'existence était un péril pour la liberté, d'éloigner des ministres pervers, soit qu'il s'agît enfin de fermer l'accès du trône au duc d'York qui, par ses principes et sa bigoterie catholique, inspirait les craintes les plus sérieuses à tous les hommes prévoyans de l'avenir, la conduite de lord Russel fut celle d'un député porté peut-

être à trop de rigidité par les suggestions de Shaftesbury, mais fidèle surtout à son mandat, et d'une probité, d'un désintéressement reconnus de tous les partis. Il se montra l'un des plus ardens promoteurs du bill qui devait empêcher le duc d'York de succéder à son frère. Ce *bill d'exclusion*, adopté par la Chambre basse et rejeté par la Chambre des pairs, allait de nouveau recevoir l'assentiment des Communes rassemblées à Oxford, en 1681, lorsque tout-à-coup Charles vint prononcer la dissolution du dernier parlement qui fut convoqué sous son règne. Dès ce moment, Charles II gouverna en roi absolu; la constitution anglaise fut violée dans sa disposition fondamentale; la persécution commença contre les *whigs*; la fraude et la violence entachèrent l'élection des magistrats municipaux; on dépouilla les villes et les bourgs de leurs chartes et privilèges; enfin se développa avec une impudeur effrayante le plus détestable fléau des sociétés humaines, la corruption de la justice dans la personne des juges, des jurés et des témoins.

Cet intolérable état de choses amena lord Russel à penser qu'un gouvernement limité n'est qu'un vain nom, s'il n'appartient pas aux gouvernés de recourir à la force pour en maintenir les limitations; qu'autrement, il faut être à la merci du souverain; que le pouvoir des rois d'Angleterre est réglé par des lois, et que lorsque le monarque en passe les bornes, il est permis aux Anglais de se défendre contre ses usurpations. Le duc de Monmouth, le comte d'Essex, lord Howard, le colonel Algernon Sidney et John Hampden, petit-fils du célèbre parlementaire, partagèrent les opinions de lord Russel sur le droit de résistance à la tyrannie, et de concert avec lui, ils agitèrent le projet d'un soulèvement, pour refouler le roi dans les voies de la constitution. A côté de ce complot s'en tramait un autre bien plus terrible, dont les auteurs, citoyens obscurs pour la plupart, avaient conçu le dessein d'attenter à la vie de Charles et de son frère. Les conspirateurs devaient s'embusquer dans une ferme nommée *Rye-House*, que l'un d'eux possédait sur la route de Newmarket; arrêter, au moyen d'un chariot qu'on ferait verser, le carrosse du roi au moment où il reviendrait des courses de chevaux qui ont lieu chaque année dans cette ville, et le tuer à coups de carabine au travers des haies. Lord Russel et ses amis étaient entièrement étrangers au complot de *Rye-House*; mais la cour, quand une fois les uns et les autres furent découverts par la trahison, ne mit aucune différence entre ceux qui n'avaient songé qu'à exciter une insurrection, et ceux qui avaient intention d'assassiner le roi. Lord Russel fut arrêté l'un

des premiers. Il comparut devant un jury composé de citoyens, zélés royalistes, dit Hume, mais qui n'avaient point le caractère sans reproche que leur attribue cet historien, puisque, faute d'être francs tenanciers, ils usurpèrent le droit de prononcer sur la vie d'un homme (1).

On ne pouvait juger l'accusé qu'en vertu d'un vieux statut de la vingt-cinquième année du règne d'Edouard III, ou de celui qui, sous le règne actuel, avait été rendu sur les cas de haute trahison. Or, ce dernier portait bénéfice de prescription au bout de six mois, et par conséquent n'atteignait pas dans la cause présente des faits et des paroles qui remontaient au-delà de ce terme. Quant au statut d'Edouard, il exigeait pour la preuve du crime un acte public et deux témoignages qu'il était également impossible de produire contre lord Russel. Enfin, l'évidence des charges de la seule accusation qu'il fût permis de lui intenter, eût-elle été hors de contestation, il n'en serait encore résulté que le simple délit de non révélation de complot. Mais, quelque chose que lord Russel, à qui l'on avait refusé l'assistance d'un conseil, pût alléguer pour sa défense; quelle que fût l'illégalité des formes de la procédure, rien n'empêcha les zélés royalistes du jury de le déclarer, après une courte délibération, coupable de haute trahison. Il ne faut pas oublier d'ailleurs, comme un moyen de mieux comprendre cette grande iniquité, que Jefferies, qui avait encore sa fortune à faire, siégeait parmi les juges dans ce déplorable procès. Les nombreux amis de lord Russel s'épuisèrent en démarches les plus pressantes, en instances les plus vives, pour obtenir la grâce du condamné. Le comte de Bedford offrit à la duchesse de Portsmouth jusqu'à cent mille livres sterling, pour la vie de son fils. Cependant, malgré les larmes de lady Russel, malgré les services et la fidélité de son père, le comte de Southampton, et du comte de Bedford, Charles demeura inflexible et ne consentit qu'à remettre la partie la plus ignominieuse de la sentence, en la commuant en une simple décapitation. « Le lord Russel, dit-il alors » froidement, verra aujourd'hui que je possède la prérogative qu'il » a jugé à propos de me contester dans l'affaire du comte de Stafford. » Quel mépris ne mérite pas ce roi frivole, sans âme, sans grandeur, qui ne trouve dans l'exercice parcimonieux de son plus beau droit qu'une jouissance d'amour propre qui saisit l'instant où son adversaire est hors de combat pour lui porter un dernier

(1) BURNET, *Histoire de mon temps*. Cet ouvrage fait partie de l'intéressante collection des Mémoires sur la révolution d'Angleterre, dont la science historique est redevable au zèle habile et consciencieux de M. Guizot.

coup, l'instant où l'échafaud attend lord Russel, pour triompher avec un orgueil misérable de l'opposition du député des Communes !

Lord Russel devant ses juges avait gardé cette attitude pleine de décence et de noblesse, qui naît d'une conscience pure et plus encore de l'idée d'un grand sacrifice fait au devoir. Après sa condamnation, le soin de se préparer à la mort occupa tout entier le héros-citoyen ; et c'est maintenant qu'on peut se donner le spectacle le plus digne des regards du Ciel, suivant un auteur de l'antiquité : voici le courage et la vertu aux prises avec l'infortune (1).

Pendant la dernière semaine de sa vie, lord Russel désira passer seul toutes ses matinées. Les docteurs Burnet et Tillotson se rendirent souvent auprès de lui, et les mémoires du premier déclarent qu'il fut constamment dans une disposition toute chrétienne, sans aigreur ni ressentiment, sans vanité ni affectation. Presque toutes ses dernières paroles marquent un étonnant sang-froid ou une gaieté plus admirable encore. Parmi les shériffs qui vinrent lui signifier l'ordre de son supplice, se trouvait un membre de la Chambre des communes, nommé Rich, aujourd'hui du parti de la cour, quoiqu'il se fût autrefois prononcé avec chaleur pour le bill d'exclusion Lord Russel lut avec une grande indifférence l'ordre fatal, et lorsque les shériffs furent sortis, il avoua que, s'il avait osé plaisanter dans un moment aussi grave, il aurait dit à Rich : « Hé bien ! Rich, nous ne siégerons donc plus ensemble aux Communes, et nous n'y voterons plus l'exclusion d'un commun accord. » Il employa trois de ses matinées à rédiger avec le plus grand soin un exposé fidèle de ses vrais sentimens religieux et politiques ; il écrivit aussi une lettre au roi pour protester de son innocence de tout mauvais dessein contre sa personne et son gouvernement, et finit en espérant que la colère qu'il avait eu le malheur d'inspirer à Sa Majesté cesserait avec sa vie et ne s'attacherait ni à sa femme ni à ses enfans. La veille de l'exécution, il saigna du nez : « Il n'est pas nécessaire, dit-il alors, de me faire saigner pour arrêter ce mal, cela sera fait demain. » Quand il vit la pluie tomber toute la nuit avec violence, il dit aussi qu'elle gâterait la cérémonie du lendemain, toute cérémonie demandant un beau jour pour être complète. Il eut bientôt à subir la plus cruelle des épreuves ; mais sa fermeté, malgré les angoisses de son cœur, ne se démentit

(1) *Ecce spectaculum dignum, ad quod respiciat intentus operi suo Deus : ecce par Deo dignum, vir fortis cum mala fortuna compositus, utique si et provocavit. (SENEC., De Provid., c. II.)*

pas un seul instant. Ses enfans, tout jeunes encore, et quelques amis vinrent prendre congé de lui; ensuite il eut une entrevue avec sa noble et courageuse épouse. Leurs adieux furent remplis du plus touchant mélange de tendresse et de courage; lord Russel en la quittant prononça ces paroles fameuses : « Maintenant l'amertume de la mort est passée. » Il se mit au lit à deux heures après minuit et dormait d'un profond sommeil lorsqu'on alla l'éveiller. Il fut promptement habillé et ne voulut pas perdre de temps à se raser, déclarant qu'il s'inquiétait peu de la mine qu'il aurait ce jour-là. Quelques momens avant de quitter la prison, il fit sonner sa montre pour la dernière fois, en disant : « Le temps » a fini pour moi et l'éternité commence. » Il demanda ce qu'il donnerait à l'exécuteur : « Dix guinées, lui dit Burnet. — C'est une » plaisante chose, répliqua-t-il, que de payer pour se faire couper » la tête ! »

Tillotson et Burnet montèrent avec lord Russel dans sa voiture, et durant le long trajet qu'il fallut parcourir depuis la Tour jusqu'à la place de Lincoln's-inn, où l'échafaud avait été dressé, il remarqua dans la foule bien des personnes de sa connaissance, dont quelques-unes semblaient triompher de son malheur, et dont les autres le saluaient avec toutes les marques de la douleur et du respect. « Il y a là des joies qui ne m'offensent pas, dit-il à cette » vue; mais il y a des pleurs qui me touchent bien vivement. » Quand il fut arrivé sur l'échafaud, il remit aux shériffs l'écrit qu'il avait préparé; il protesta en peu de mots de son innocence, pardonna à ses ennemis, pria quelques instans, et d'un air mâle et paisible tendit la tête à l'exécuteur qui la fit tomber en deux coups de hache.

Le parlement, après le couronnement de Guillaume III, cassa l'arrêt de lord Russel. Par un bill de la Chambre des pairs, l'innocence de la victime fut proclamée et son exécution signalée comme un assassinat. Mais avant cette réhabilitation superflue, lord Russel eut aussi raison de la haine des Stuarts. Jacques II, effrayé de l'approche du prince d'Orange, demandait des conseils au vieux duc de Bedford et sollicitait son appui : « Milord, lui » dit le roi, je sais que vous êtes un honnête homme, vous avez » du crédit, et vous pourriez me rendre un signalé service. — Ah ! » Sire, répondit ce père infortuné, je suis vieux et faible, et ne » puis rendre à Votre Majesté que bien peu de services. Il est vrai » que j'avais un fils !... » La justice et la liberté s'applaudissent de voir le souvenir d'une immolation qui marqua d'une tache de sang indélébile la restauration des Stuarts, planer comme un

châtiment de plus sur leur expulsion définitive de l'Angleterre.

- ULYSSE TENCÉ.

1791. Arrestation de Louis XVI à Varennes.

La fuite de Louis XVI, au 20 juin 1791, son voyage jusqu'à Varennes, son arrestation, et sa lugubre rentrée dans sa capitale, forment un des épisodes les plus attachans de la révolution française. Ces événemens ont été graves dans leurs conséquences : c'est d'eux que datent la déconsidération réelle de la royauté, son divorce définitif avec le peuple. Ils achevèrent de détruire tout le prestige de la majesté royale. La France, un moment sans roi, comprit, pour la première fois, que l'existence de la société n'était pas indispensablement attachée à la monarchie : elle commença à soupçonner la possibilité d'une république. Au 20 juin 1791, on put prévoir le 10 août 1792.

Les causes de cette journée sont connues. On sait que Louis XVI, quoiqu'il adhérât ostensiblement aux décrets de l'Assemblée constituante, était intérieurement révolté de ces réformes, qui blesaient à la fois ses croyances religieuses et ses préjugés de roi. Transporté presque subitement d'un trône absolu dans la condition de prince constitutionnel, il se croyait déchu : la part que la loi lui assignait lui semblait trop petite. Louis XVI était entretenu dans ces idées par les courtisans, et elles se fortifiaient encore des dégoûts de la reine, plus animée contre les institutions nouvelles. Insensiblement le joug lui devint insupportable. Il encouragea sous main toutes les entreprises dirigées contre la révolution ; il correspondit secrètement avec les émigrés et l'étranger : il essaya de séduire des orateurs populaires ; enfin il tenta de s'échapper de sa capitale, où la surveillance de l'Assemblée, et les inquiétudes du peuple, gênaient la liberté de ses mouvemens. Plusieurs projets d'évasion furent conçus dès les premiers mois de 1791 ; divers événemens en ajournèrent l'exécution ; mais ils furent irrévocablement décidés à l'époque de l'insurrection de Nanci, événement sinistre, où les régimens de M. de Bouillé donnèrent au trône une preuve si sanglante de leur fidélité.

Louis et surtout la reine détestaient la révolution, sans aimer les émigrés. Ils répugnaient à devoir leur délivrance à ces fugitifs, dont ils connaissaient l'orgueil et les prétentions, et qui leur eussent fait payer trop cher un tel service. Avec M. de Bouillé, ils n'avaient pas les mêmes répugnances. Ce général, soit par singularité d'esprit, soit par le ressentiment d'anciennes injures, était

brouillé avec l'émigration ; il était doué d'audace et de résolution ; il répondait de ses régimens ; le roi jugea que c'était l'homme qu'il lui fallait. Se retirer au milieu de ses troupes, traiter de puissance à puissance avec l'Assemblée, et dans le cas de non succès, se réfugier à l'étranger, au milieu des souverains ses alliés ; tels furent son projet et le but de la tentative du 20 juin.

Les préparatifs se firent avec le plus grand secret ; Bouillé, averti des projets de Louis XVI, lui adressa M. de Goguelat, l'un de ses officiers, afin de se concerter sur les dispositions réciproques. Il fut convenu qu'au jour déterminé, M. de Bouillé échelonnerait ses troupes sur la route du roi, afin de protéger son voyage, et de le garantir de tous les périls qui pourraient survenir. Mais lorsqu'il s'agit de fixer le jour du départ, ce ne fut pas sans difficulté qu'on y arriva. Toujours faible de caractère, le roi manquait de courage au moment de se décider ; il différait sans cesse. Enfin, le 19 juin fut assigné ; et Bouillé fit ses dispositions en conséquence.

Une difficulté plus grande était de tromper l'Assemblée, et de maintenir la population de Paris dans une fausse sécurité. Dans cette grande ville, les secrets les plus intimes de la politique sont bientôt connus ; les nations d'ailleurs semblent être douées de la faculté de pressentir leurs dangers. Le 18 juin, on disait publiquement dans Paris que Louis XVI avait conçu le dessein de fuir ; on allait jusqu'à déterminer l'heure et les circonstances de cette évasion. Dans une telle conjoncture, le malheureux monarque crut devoir, pour rassurer les inquiétudes, user de ces expédiens artificieux pour lesquels la nature de son esprit ne lui donnait que trop de penchant. Il écrivit à l'Assemblée pour lui exprimer la douleur et l'indignation qu'excitaient en lui les doutes élevés sur sa bonne foi ; il manda le maire de Paris, et se plaignit des défiances injustes du peuple ; le roi fit plus, il se montra publiquement dans la capitale, portant sur son front l'image de la tranquillité la plus parfaite. Enfin, lorsque M. de Lafayette, commandant de la garde nationale, se présenta devant lui, il lui donna sa parole royale que tous les bruits étaient faux, et que son projet n'avait jamais été de s'éloigner de son peuple.

Ces démonstrations et ces promesses parurent rassurer complètement les esprits. Cependant le roi, soit par l'effet d'une nouvelle hésitation, soit par suite des mesures qu'il avait dû prendre pour rassurer la population alarmée, crut devoir retarder sa fuite d'un jour. Des contre-ordres furent envoyés à Bouillé ; et le départ resta définitivement fixé au 20 juin, à minuit.

Une baronne de Korff, Suédoise, devait partir ce jour-là avec sa famille ; on prit des passe-ports sous son nom. Le 20, à onze heures du soir, le roi se couche comme à l'ordinaire, se défiant de son propre valet de chambre ; il se relève, se déguise ; la reine l'imite, et l'on se dispose à partir. Pour ne point multiplier les embarras, on avait proposé à madame de Tourzel, gouvernante des enfans de France, de rester à Paris ; mais cette dame, quoique souffrante, ne voulut point y consentir. Par un orgueil mal entendu, elle fit valoir les prérogatives de sa charge, qui lui donnaient le droit de ne jamais quitter les enfans de France ; et l'on céda ; complaisance fatale, qui contribua à faire échouer l'entreprise, en privant la famille royale de l'appui si utile en pareille circonstance d'un homme de résolution.

A minuit, le roi s'échappe par le pavillon de Flore. La reine, restée en arrière, se met ensuite en route ; mais ignorant la direction à suivre, elle s'égare et ne rejoint le roi qu'après une demi-heure. On raconte que dans sa route elle rencontra M. de Lafayette, rentrant chez lui aux flambeaux, et monté sur son cheval blanc. Qu'on juge de son effroi ! Heureusement elle ne fut point reconnue. On monta dans une voiture de remise, et bientôt on rejoignit une berline, faite exprès, mais trop massive, et surtout trop facile à remarquer, en raison de sa forme bizarre, dans un temps où les moindres indices éveillaient l'attention soupçonneuse du peuple. M. de Fersen, auteur des dispositions préparatoires, sollicita vivement l'honneur périlleux de monter aux côtés du roi, et de le défendre ; il ne put l'obtenir. La place était prise : madame de Tourzel et l'étiquette l'avaient emporté sur l'intérêt de la famille royale elle-même. Trois gardes-du-corps, MM. de Valory, de Malden, et Dumoustier, déguisés en postillons, prirent la conduite de la voiture ; et on partit.

Laissons Louis XVI suivre sa route, et arrêtons-nous un moment à Paris. Rien n'égalait l'étonnement de l'Assemblée et de la population tout entière, lorsque, le 21 juin au matin, la nouvelle de la fuite du roi se répandit de tous côtés. Les ministres eux-mêmes n'avaient pas été mis dans le secret. Lafayette se reposait sur la parole royale. A six heures du matin, il informe la municipalité de l'événement : l'Assemblée nationale se réunit. Le peuple se ressouvient du rôle joué par le roi, deux jours auparavant : toutefois, il ne se méconnaît pas, et son indignation ne se porte que sur des objets inanimés. En un moment, tous les signes de l'autorité royale disparurent des édifices publics et des maisons particulières. On eût dit que la royauté était abolie depuis cent ans.

L'autorité tout entière reposa sur l'Assemblée nationale ; tous les partis conviennent qu'elle fut admirable : ses membres, pénétrés de la gravité des nouvelles fonctions dont ils étaient investis, parurent se réunir dans un seul sentiment, celui de sauver la patrie. On manda les ministres à la barre ; on leur donna des ordres. Une proclamation fut adressée aux départemens ; et des courriers partirent dans toutes les directions, chargés de prescrire aux fonctionnaires publics, aux gardes nationales, aux troupes de ligne, d'arrêter toutes personnes sortant du royaume. « En moins de quatre heures, dit le marquis de Ferrières, l'Assemblée se vit investie de tous les pouvoirs ; le gouvernement marcha, la tranquillité publique n'éprouva pas le moindre choc : et Paris et la France apprirent par cette expérience, devenue funeste à la royauté, que presque toujours le monarque est étranger au gouvernement qui existe sous son nom.... »

Louis XVI, avant de s'éloigner, avait rédigé, de concert avec Monsieur, comte de Provence, une déclaration adressée à tous les Français. Cette pièce fut remise à l'Assemblée par Laporte, intendante de la liste civile ; elle produisit peu d'effet. C'était un long acte d'accusation contre la révolution, depuis son début ; le roi y rappelait les scènes du 5 et du 6 octobre ; il se plaignait des bornes étroites dans lesquelles la constitution renfermait son pouvoir ; il se déclarait dans l'impuissance de faire aucun bien ; il traçait un tableau très-animé des désordres et des séditions dont la France avait donné et donnait encore le spectacle ; il ne dédaignait pas de se plaindre de l'incommodité de son logement, et de l'insuffisance de la liste civile. « On trouva les plaintes de Louis XVI, dit encore Ferrières, sur l'incommodité de son séjour aux Tuileries, sur l'insuffisance de sa liste civile, mesquines, indignes d'un roi qui en appelait à son épée. La plupart des reproches que Louis faisait à l'assemblée étaient fondés ; mais l'assentiment volontaire, donné tant de fois à cette constitution contre laquelle il protestait maintenant, jetait sur son caractère une teinte de faiblesse et de fausseté, bien capables d'aliéner le peuple qui veut de grands vices et de grandes vertus. » L'Assemblée répondit à cette déclaration par une proclamation aux Français.

Cependant la population de Paris partageait les sentimens modérés de l'Assemblée nationale. Partout on voyait des groupes de citoyens, s'interrogeant et s'entretenant sur la situation politique ; mais nulle part ils ne commettaient ni voies de fait, ni violences. « Mes amis, disait au Palais-Royal un homme en lambeaux, je ne connais plus d'aristocrates que ceux qui sont partis respect,

» amitié, sûreté pour les autres ; point d'assassinats. » Plus loin ,
un autre orateur rassurait les esprits alarmés par une anecdote
singulière : « Messieurs, leur disait-il, écoutez une petite histo-
» riette, qui ne sera pas longue. Un Napolitain, fort bon homme,
» apprit un jour en sortant de chez lui que le pape était mort ; sa
» consternation fut profonde : un pape mortel ! un pape mort ! ja-
» mais pareilles idées n'étaient entrées dans sa tête. En conti-
» nuant son chemin, il entend dire que le roi de Naples n'est plus,
» nouvel événement qui renverse son esprit. Il rentrait chez lui
» pour s'abîmer dans sa douleur, quand une personne s'écrie que
» l'archevêque de Palerme vient d'expirer. Ce dernier coup l'a-
» néantit : il passa la nuit à rappeler sa raison égarée. Le matin, il
» ouït un bruit sourd qui l'étonne ; il demande ce que c'est : son
» domestique lui répond que c'est le pâtissier voisin qui fait des
» macaronis. Comment, s'écrie-t-il, le pape est mort, le roi de
» Naples est mort, l'archevêque de Palerme est mort, et l'on fait
» des macaronis ! ces trois têtes n'étaient donc pas absolument
» nécessaires à la marche des choses ? Il prit son parti ; mais il ne
» fut jamais grand philosophe.... A l'application, mes amis.... »
A ces mots, l'orateur rentre dans la foule ; et chacun se regarde
en silence : seulement une femme s'écrie : « Il avait raison de nous
» dire que c'était un conte ; car il commence comme tous les
» contes : il y avait une fois un roi..... »

Il est temps de retourner vers Louis XVI et sa famille, que nous avons laissés voyageant sur la route de Paris à Bondi. La lourdeur de la berline, et le peu d'habitude des gardes-du-corps, déguisés en postillons, rendirent dès le commencement la marche un peu lente ; à quelque distance de Claye, un trait cassa, et cet accident fit perdre une heure. D'autres retards, résultat de dispositions mal prises, nuisirent à la rapidité de la course, et occasionèrent de fâcheux malentendus. Ainsi, un détachement placé au pont de Sommeville, à trois lieues de Châlons, du côté de Sainte-Menehould, sous les ordres de M. de Choiseul, après plusieurs heures d'attente, inquiété par une population soupçonneuse, s'éloigna, et ne se trouva plus à son poste, lors du passage du roi. Ce passage se fit néanmoins sans obstacle, et les voyageurs, après avoir traversé Châlons et Sommeville, arrivèrent à huit heures à Sainte-Menehould. Ils croyaient avoir évité les principaux dangers, et s'estimaient sauvés. Mais malheureusement le moment approchait où ils allaient être découverts. Le comte de Valory, qui précédait la voiture en courrier, ne connaissant pas la poste de Sainte-Menehould, fut obligé de demander plusieurs fois

où elle était, et ces interrogations imprudentes éveillèrent les soupçons. Quand la voiture s'arrêta, elle fut environnée d'une foule de curieux. Le maître de poste, nommé Drouet, depuis devenu si tristement célèbre, vint en robe de chambre examiner les voyageurs, et le roi ayant eu l'imprudence d'avancer la tête pour recommander la promptitude aux postillons qui dételaien leurs chevaux, Drouet fut frappé de cette figure trop connue. Il crut retrouver celle qu'il avait examinée le matin sur quelques assignats dont il vérifiait la validité; le maître de poste communiqua ses doutes à quelques amis; des questions adressées par les postillons sur la direction à suivre pour gagner Clermont et Varennes, changèrent ces doutes en certitude. Drouet, jacobin prononcé, eût fait arrêter aussitôt la voiture, s'il n'eût redouté la présence de quarante dragons de *Royal*, placés à Sainte-Menehould. Il fait seller un cheval; se rend à franc étrier à Clermont, pour obtenir l'arrestation : quarante dragons de *Monsieur* arrêtent de nouveau dans cette dernière ville l'effet de ses desseins, et il se dirige alors vers Varennes, par un chemin de traverse, espérant mieux réussir. Ayant devancé la voiture royale de quelques minutes, Drouet entre dans Varennes, et se hâte d'aller prévenir M. Sauce, procureur de la commune. On fait sonner le tocsin, le peuple éveillé en sursaut s'ameute dans les rues; il se hâte de couvrir de voitures et de charrettes le pont qui traverse la rivière de Varennes, à l'extrémité de la ville. La berline du roi arrive sur ces entrefaites; elle ne trouve point de relais, et veut passer outre; toutes les issues sont fermées. Le procureur Sauce se présente et annonce aux voyageurs que leur arrivée est suspecte, et qu'ils ne peuvent en ce moment poursuivre leur route. Il engage la famille royale à prendre logement chez lui. Son invitation est acceptée, et alors une foule de personnes s'introduisent dans l'appartement où les voyageurs avaient été reçus, afin de vérifier si réellement ces voyageurs sont les personnages que l'on suppose. M. le Dauphin endormi est placé sur un lit; Madame Royale dormait également dans une pièce voisine; et seuls, le roi, la reine, et madame Elisabeth, restent exposés à l'indécente curiosité de la foule.

Le roi ayant été reconnu, une députation de la commune lui annonce que les habitans de Varennes, ne doutant plus qu'ils ont le bonheur de posséder leur roi, viennent prendre ses ordres : « Oui, c'est en effet votre roi et votre père, répond Louis XVI, qui vient chercher asile dans ses provinces. » Les outrages que moi et ma famille avons reçus à Paris m'ont forcé d'en sortir. Vous demandez mes ordres, faites que mes

» voitures soient attelées au plus tôt, et qu'on me mette à même
» de continuer ma route jusqu'à Montmédy. » Sauce, ayant consulté la municipalité, répondit qu'il allait faire exécuter les ordres de S. M.

Mais la foule, accrue de moment en moment, s'écriait : « A
» Paris ! à Paris ! » et la municipalité, feignant de se croire subjuguée par elle, vint déclarer au roi que le peuple s'opposant absolument à ce qu'il se remit en route, on avait résolu d'envoyer un courrier à l'Assemblée nationale, afin de recevoir ses instructions.

Accablé par cette déclaration et par le bruit d'une insurrection de moment en moment plus redoutable, le monarque infortuné sentit toute l'horreur de son sort. Plus d'une fois des officiers des régimens de Bouillé pénétrèrent jusqu'à lui, et lui offrirent de tout risquer pour le délivrer. Le roi connaissait trop l'impossibilité du succès, et refusa ces généreux secours. D'ailleurs, une partie des soldats avait déjà été gagnée : force fut de se résigner à attendre. A dix heures du matin, deux aides-de-camp de M. de Lafayette, porteurs d'un décret de l'Assemblée, se présentèrent devant le roi, et lui annoncèrent que ce décret rappelait la famille royale à Paris. Ces deux émissaires étaient MM. de Romeuf et Baillon. On reconnaissait assez à l'accent de leur voix les impressions douloureuses dont ils étaient agités. « Sire, dit » M. Baillon, vous savez.... tout Paris s'égorge ; nos femmes, » nos enfans sont peut-être massacrés..... L'intérêt de l'État exige » votre retour..... — Ne suis-je pas mère aussi ? » s'écria la reine, en montrant ses enfans endormis.... Le roi arracha le décret, le lut et dit : « Il n'y a plus de roi en France. » Il jette le papier sur le lit : la reine l'en retire avec vivacité : « Je ne veux pas, s'écrie- » t-elle, qu'il souille mes enfans..... »

Il fallut se décider à partir : les transports du peuple étaient plus violens que jamais. « Nous le traînerons par les pieds dans » sa voiture, » s'écriaient les plus forcenés. Louis et sa famille se résignèrent : ils reprirent la route de Paris, environnés d'une foule immense. On avait eu la précaution d'interdire tout outrage à la majesté royale ; mais les gardes-du-corps et les chefs des détachemens, jadis destinés à protéger la marche du roi, furent victimes des plus indignes traitemens. Entre Epernay et Dormans, les députés Pétion, Barnave et Latour-Maubourg joignirent le cortège, et prirent place dans la voiture du roi. Leur mission spéciale était de maintenir le respect dû à la dignité royale. Ce fut là que le jeune Barnave ne put refuser au monarque et à sa famille une

larme de compassion. Le spectacle de la royauté déchu frappa son imagination vive ; et de ce jour , transfuge de la cause populaire , il devint le courtisan de l'infortune. Latour-Maubourg inclina vers les sentimens de Barnave ; Pétion seul conserva le caractère républicain.

Le retour de Louis XVI dans la capitale fut morne et silencieux. On avait affiché dans le faubourg Saint-Antoine : « Celui qui criera » *vive le roi* sera battu ; celui qui insultera le roi sera pendu. » La famille royale fut donc respectée , comme elle l'avait été dans le cours de sa route ; mais la populace furieuse se porta aux excès les plus affreux contre MM. de Valory, de Malden et Dumoustier. Arrachés avec peine des mains de leurs bourreaux, ils furent emprisonnés, et on leur fit leur procès ; ce ne fut que le jour de l'acceptation de la constitution de 1791, que le roi obtint leur absolue et leur liberté. Louis XVI lui-même, placé sous la surveillance du commandant de la garde nationale , fut privé de son pouvoir jusqu'au moment où, par l'acceptation de cette charte nouvelle, il devint roi constitutionnel des Français.

LÉON THIESSÉ.

1813. *Bataille de Vittoria.*

Les désastres de la campagne de Russie avaient entraîné le rappel d'une partie de l'armée d'Espagne en Allemagne. Trop faibles désormais pour agir isolément, les divers corps français restés dans la Péninsule devaient se rapprocher par un mouvement concentrique et s'opposer à Wellington, qui venait de sortir du Portugal, à la tête de l'armée alliée. Joseph Napoléon ne s'était décidé qu'avec peine à quitter sa capitale. Au tort d'avoir accepté de son frère la direction des opérations militaires, il joignait celui de ne pas se soumettre entièrement aux conseils du maréchal Jourdan, placé près de lui en qualité de major-général. Laissant à la division du général Leval le soin de garder Madrid, il avait établi son quartier-général à Valladolid, lorsque le 26 mai l'armée anglo-espagnole s'ébranla : Wellington, avec son aile droite, déboucha sur Salamanque. Trois partis s'offraient à l'armée française : marcher à l'ennemi et lui livrer bataille ; se porter tout entière sur la rive gauche du Douro, afin d'arrêter son mouvement offensif ; ou bien enfin se retirer par Burgos sur la route de France, pour aller au-devant du général Clausel, dans la Navarre. De ces trois partis, dont le second était le plus sage, Joseph préféra le dernier, parce qu'avant tout il voulait conserver ses communications avec la France. L'armée quitta donc Valladolid le 4 juin :

de nouveaux ordres furent expédiés au général Clausel et au général Foy pour qu'ils eussent à se porter en toute hâte sur Vittoria : mais l'un ne put les exécuter à temps, et ils ne parvinrent pas à l'autre. Le 21 juin, l'armée française, qui avait pris position à Vittoria dès le 19, et qui ne comptait que cinquante mille hommes, fut attaquée sur toute sa ligne par l'armée de Wellington, forte de cent mille combattans. Malgré les souffrances que lui causait une maladie aiguë, le maréchal Jourdan sembla se multiplier, et donna l'exemple d'une constance intrépide : mais il fallut céder au nombre, après une lutte opiniâtre et sanglante. La retraite, jugée nécessaire, ne pouvait s'opérer que par la route de Salvatierra à Pampelune, sur un terrain marécageux et coupé de fossés. Quelques voitures s'étant brisées, la route fut bientôt obstruée, et aucune pièce d'artillerie ne put passer. « Cependant, dit un historien, » l'ennemi approchait, et le danger devenait pressant : ses obus » et ses boulets atteignant nos parcs et nos équipages, y jetèrent » la confusion ; et deux régimens de hussards ennemis, qui avaient » passé par l'intervalle de l'aile gauche de l'armée, arrivant sur ce » point, achevèrent d'y porter le plus épouvantable désordre. A » la suite de l'armée se trouvaient encore un grand nombre de » réfugiés espagnols, qui n'avaient pu partir par le dernier con- » voi. Ces infortunés, prêts à tomber entre les mains de leurs com- » patriotes, dont ils n'espéraient pas de quartier, frappés d'une » terreur profonde, portaient de tous côtés les cris et l'épouvante » dont ils étaient pénétrés : c'était un triste spectacle que de voir » courir, çà et là, des mères emportant leurs enfans dans leurs » bras, abandonnant leurs voitures, leurs richesses, se jeter aux » pieds des soldats, et les supplier de sauver leur malheureuse fa- » mille.... Le tableau déchirant de leur misère émut nos soldats ; » les cavaliers en prirent plusieurs sur leurs chevaux, et les déro- » bèrent à une mort certaine ; un plus grand nombre encore ne » put fuir, et termina sa vie dans cette journée. » Tous les bagages, toute l'artillerie tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Joseph arriva à Bayonne dans le dénûment le plus complet. Là se termina son règne, après une durée de cinq ans. (*Foy*. 6 JUIN 1808.) Telle fut la bataille de Vittoria, qui coûta aux Français six mille hommes : la perte des ennemis fut à peu près égale. Avec moins de prudence, Wellington eût tiré de ce succès de grands avantages. Mais au lieu de couper la route de Bayonne, dont le gain de la bataille l'avait rendu maître, il ne s'y porta que lentement, et les Français, obligés à un grand détour par la Navarre, gagnèrent encore leurs frontières avant l'armée anglaise.

LITTÉRATURE.

1828. *Mort de Moratin (Leandro Fernandez).*

Fils d'un poète distingué qui lui transmet la glorieuse mission de réformer le théâtre de sa patrie, D. Leandro Fernandez Moratin, en accomplissant cette tâche difficile, a mérité le surnom de *Molière de l'Espagne*, que lui décerna l'admiration des contemporains. Il naquit à Madrid, le 10 mars 1760, d'une famille noble des Asturies, qui alors était en possession du titre de joaillier de la reine. Il fut, dès ses premiers ans, l'objet unique de l'affection de ses proches, à qui la mort avait ravi trois autres enfans en bas âge, et qui reportaient sur lui leurs plus chères espérances. Aux grâces de l'enfance, il joignait une perspicacité singulière, et la finesse de l'expression à la beauté régulière des traits. Bientôt, il est vrai, les atteintes de la variole lui enlevèrent cet avantage extérieur, et sa physionomie n'aurait plus été remarquable que par la laideur, si l'on n'y avait pas démêlé tout d'abord l'empreinte du génie.

Il nous a conservé lui-même d'intéressans détails sur son premier âge, dans des notes biographiques qui font partie du legs précieux laissé par lui entre les mains d'un digne ami, M. Silvela; et c'est à l'obligeante communication d'un travail considérable que ce dernier prépare sur la *vie de Moratin* ⁽¹⁾, que nous sommes redevables des renseignemens tout-à-fait nouveaux qu'il nous a été permis de grouper dans cette esquisse imparfaite.

Il ne restait à Moratin, au temps où il songea à retracer quelques particularités de sa vie, nulle souvenance de ses études élémentaires, tant il les commença de bonne heure; mais sa mémoire était remplie des plus agréables réminiscences touchant ses débuts dans la carrière poétique. L'exemple de son père et le fruit de ses entretiens avec de doctes amis n'avaient pas agi moins puissamment sur sa vocation, que le penchant inné qui l'entraînait vers le culte des muses. Son aptitude parut égale et pour la peinture et pour la poésie, et s'il n'a pas suivi ces deux carrières à la fois, c'est que la tendre sollicitude de sa mère s'était opposée à ce qu'il vînt grossir à Rome le nombre des élèves du célèbre Ra-

(1) On doit imprimer en ce moment à Madrid un *Extrait* de cette *vie de Moratin* en tête de ses *Origenes del teatro español*, publiées par ordre de S. M. C. Il en paratra un semblable *Extrait* en tête de ses *OEuvres inédites*, que M. Silvela va prochainement livrer au public.

phaël Mengs, ainsi qu'il avait été résolu d'abord entre le jeune homme et ses parens.

Au sortir des bancs de la classe où il avait appris à lire et à écrire, il était entré chez son oncle Miguel, pour y faire l'apprentissage de l'état de joaillier : et il ne tint peut-être à rien que ce beau génie, à qui la scène espagnole doit les modèles qui rendent impossible désormais tout retour à l'imitation de la verve peu scrupuleuse des Lope de Vega, des Caldéron, fût réduit à s'épuiser en inventions frivoles, pour satisfaire les fantaisies d'une petite-maîtresse, soit en montant le scintillant diadème, soit en taillant le chaton élégant de l'émeraude et du rubis. Ses premières compositions lyriques furent le fruit des loisirs que trouvait son esprit, tandis que sa main conduisait le burin et la lime. Peut-être rêvait-il dès ce temps la gloire qu'il devait un jour acquérir ; mais tel qu'il se représentait l'idéal du beau en poésie, la difficulté d'y atteindre désespérait sa muse. Aussi lorsqu'à dix-huit ans il voulut concourir pour un prix proposé par l'Académie, sur le sujet de la *Prise de Grenade*, se cacha-t-il sous le nom supposé de *D. Efen de Lardenaz y Morante*. Ce fut de son père qu'il apprit le jugement de l'Académie, qui décernait l'*accessit* au pseudonyme, prétendu Cordouan ; et comme jusque là il avait gardé soigneusement le secret de son entrée en lice, l'heureuse nouvelle fut pour tous deux l'occasion d'une délicieuse surprise. Le jeune lauréat fut couronné de nouveau en 1782, pour sa pièce intitulée *la Leçon poétique* ; mais alors il n'eut pas la joie devoir jouir de son triomphe un père chéri, dont les suffrages auraient été sa plus douce récompense : l'estimable auteur de la *Petinetra* et d'*Hormesinda*, Nicolas-Fernandez Moratin, était mort depuis deux ans !

L'effet naturel des succès littéraires qu'avait obtenus le jeune Leandro fut de lui faire considérer comme peu compatible avec sa vocation toute poétique, la profession manuelle qu'il lui avait fallu embrasser. Il visa à obtenir quelque emploi qui lui ouvrit l'accès d'une sphère plus élevée et lui laissât en même temps assez de loisirs pour se livrer aux travaux vers lesquels l'appelait son génie. D'honorables protections lui étaient acquises à plus d'un titre auprès des gens en crédit. L'illustre Jovino surtout lui portait un vif intérêt, tant en raison du talent qu'avaient annoncé ses débuts littéraires, qu'à cause de la juste renommée dont avait joui son père parmi les savans de l'Espagne. Ce ne fut toutefois qu'après bien des démarches infructueuses que le jeune Moratin put prendre son essor. Il fut proposé par Jovellanos en qualité de secrétaire au comte de Cabarrus, qui se rendait à Paris avec une mission im-

portante, et il l'accompagna dans ce voyage (1786), dès le commencement duquel le secrétaire et le patron devinrent d'intimes amis. De ce moment le commerce de Moratin fut recherché par des hommes qui tenaient un rang distingué dans la littérature espagnole; il entretint une correspondance plus ou moins suivie avec Cean y Bermudez, Forner, Jovellanos, D. Eugenio Llaguno, etc. On a conservé un bon nombre de lettres qu'il écrivit à cette époque; elles mériteraient de voir le jour, et il faut espérer qu'il en sera du moins publié un choix avec ses *OEuvres inédites*. Voici en quels termes il parle, dans une de ces lettres, de sa première entrevue avec le célèbre Goldoni, qu'il avait ardemment désiré connaître, et avec lequel il se lia durant son séjour à Paris : « Je ne pouvais, écrit-il, me lasser de regarder ce digne » vieillard, si bon, si enjoué, si parfaitement aimable. Nous nous » entretenmes long-temps de théâtre, et il laissa éclater sur tous » ses traits une satisfaction inexprimable, quand je lui appris que » le parterre de Madrid accueillait toujours avec de justes applau- » dissemens plusieurs de ses pièces très-fréquemment représen- » tées, notamment l'*Épouse persane*, la *Femme prudente*, l'*Ennemi des femmes*, la *feinte Malade*, le *Valet de deux maîtres*... , et autres » productions estimables de sa trop féconde veine. Il me parla, les » larmes aux yeux, de l'ingrate patrie qui le repoussait et l'o- » bligeait à mendier l'hospitalité sur une terre étrangère..... N'est- » ce pas en effet une chose monstrueuse qu'un homme d'un tel » mérite, l'honneur de sa nation et de son siècle, soit méconnu et » si outrageusement dédaigné de la superbe Venise, qui laisse » subsister aux frais d'un gouvernement étranger celui qui a tant » fait pour la gloire et pour les jouissances intellectuelles de ses » ingrats concitoyens. »

Cependant la mission du comte de Cabarrus s'était terminée par une disgrâce complète; de retour avec lui en Espagne, Moratin faillit partager son injuste captivité. Il rentra chez son oncle et se résigna à reprendre les travaux manuels de sa profession. Ce fut pour ainsi dire au bruit de l'enclume et des marteaux qu'il retoucha sa pièce *le Vieillard et la Jeune Fille* (*el Viejo y la Niña*), dans laquelle se trouvaient réunis pour la première fois la correction du style à la vivacité du dialogue, la finesse des idées, l'élévation des vues à une grande vérité de situation, et l'exacte peinture des mœurs castillanes à l'imitation de la touche large et ferme de Molière dans les caractères. La censure ecclésiastique de Madrid refusa d'autoriser l'impression de cette comédie, qui ne put être représentée que deux ans plus tard (22 mai 1790). Dans

la détresse où le réduisait l'interdit lancé contre cette première création de sa veine comique, le jeune auteur se courba enfin sous l'humiliante nécessité d'acheter la protection de quelque Mécène au prix de complaisances qui ne dûrent pas moins répugner à son talent qu'à la noblesse de son caractère. A l'instar d'un méchant poète dont les petits vers flattaient singulièrement la vanité du comte de Florida-Blanca, il adressa à ce seigneur quelques jolis couplets, en récompense desquels l'Excellence, même avant de l'avoir vu, lui accorda un bénéfice simple, auquel fut jointe peu après une prestimonie de trois cents ducats dans l'archevêché de Burgos. Poussé ainsi contre son gré dans la carrière ecclésiastique, il reçut la tonsure des mains de l'archevêque de Tagaste, le 3 octobre 1789.

Vers le même temps commençait la scandaleuse fortune de D. Manoel Godoi, depuis si fameux sous le titre de prince de la Paix. Ce jeune et brillant cavalier avait inspiré une passion violente à la reine, épouse de Charles IV, non pas autant peut-être par le charme de sa physionomie douce et gracieuse, de son port noble et de ses manières élégantes, que par l'agrément de sa voix et son incomparable habileté dans l'exécution, sur la guitare, des airs de danse appelés *boleros*. Près d'un tel favori, la qualité de poète devenait un titre infailible de recommandation. Moratin, auquel la destinée de ne réservait pas de plus digne Mécène, mais qui du moins s'honora en lui demeurant attaché quand il n'y avait plus à le louer que du danger et peu de gloire, Moratin obtint de bonne heure sa protection par l'intermédiaire de D. Francisco Bernaben, qui servait dans les gardes avec D. Manoel Godoi, et était l'intime confident de son bonheur inattendu. La première grâce dont le jeune ecclésiastique fut redevable au crédit du favori de la reine, fut un bénéfice dans l'église paroissiale de Montoro. Bientôt, sous les mêmes auspices, il obtint que sa pièce *el Viejo y la Niña* parût sur le théâtre de Madrid, où elle fut très-favorablement accueillie.

Son premier séjour à Paris lui avait été à la fois trop agréable et trop utile sous le rapport de l'étude profonde qu'il voulait faire des grands modèles de notre scène, pour qu'il n'eût pas conservé un vif désir de revoir cette capitale. Il employa en effet la protection décidée qui lui était acquise auprès de Godoi, pour obtenir l'autorisation et les moyens de satisfaire sa résolution de voyager. Il lui fut alloué une somme de trente mille réaux, et il se mit en route plein d'espérance et de projets. Mais cette France, où il venait puiser des leçons d'un aimable enjouement et des inspi-

rations comiques, était alors horriblement bouleversée par la tourmente révolutionnaire. Il la quitta presque aussitôt, tout rempli d'épouvante, et passa en Angleterre, où, en peu de temps, il se familiarisa avec les chefs-d'œuvre de Shakspeare. On voit par les notes qu'il a jointes à sa traduction littérale d'*Hamlet*, qui fut imprimée à Madrid en 1798, qu'il était loin d'accorder une admiration absolue aux créations de ce génie fantasque. Ce dont on ne peut disconvenir, c'est qu'il a parfaitement rempli le but qu'il s'était proposé de donner à ses compatriotes une idée juste du caractère de la scène de Londres, mélange d'énergie et d'abandon, de trivialités et de finesse comique. La mission qu'il s'imposait ne comportait aucun ménagement. Si l'on avait besoin d'une preuve de la candeur et de la bonne foi qu'il ne cesse de mettre dans ses jugemens les plus sévères, on la trouverait sans contredit dans cette sentence qu'il a portée contre *la Petimetra*, le meilleur ouvrage de son père, de ce père dont il ne vénérât pas moins le talent que la mémoire, et de qui on lui a souvent entendu dire : *Mi padre fue poeta ; yo no lo soy !* « Cet ouvrage, dit-il, manque de » force comique, de propriété et de correction de style ; on y » trouve mêlés les défauts de nos anciennes comédies, et la régularité violente à laquelle l'auteur s'était imposé la loi de réduire » sa composition. De là résulte, dans l'exposition d'un caractère, » cette ambiguïté qui le rend peu propre à se soutenir au théâtre, » si jamais l'on s'avisait de l'y représenter. »

En quittant l'Angleterre pour se rendre en Italie, Moratin passa par Bruxelles, Cologne, Francfort, Fribourg, Schaffhouse, Zurich et Lucerne. Cette traversée et ses excursions au-delà du Saint-Gothard lui fournirent le sujet d'observations piquantes, dont il a tenu un journal qui ne sera pas perdu pour les lettres : M. Silvela en possède le manuscrit, et se propose de le publier avec les autres productions encore inédites de son illustre ami. Au moment où ce dernier rentrait en Espagne, la mort du célèbre fabuliste Samaniego venait de rendre vacante la place de secrétaire-interprète des langues. Le savant économiste Melon, qui portait le plus vif intérêt à Moratin, s'empressa de la demander pour lui au prince de la Paix, et notre poète, qui joignit à son nouveau titre celui de secrétaire de S. M. C., reçut la nouvelle de cette faveur (4 octobre 1796) de la bouche même du tout puissant favori, dans une entrevue affectueuse que celui-ci voulut avoir avec lui à Aranjuez, après son débarquement.

Autant Moratin avait montré d'aversion pour la fièvre démagogique qui, en 1793, poussait notre malheureux pays vers sa

ruine, autant il ressentit de joie en voyant, à son retour en Espagne, quels progrès y avait faits l'esprit national dans la direction philosophique qu'avait tenté de lui imprimer, vingt ans auparavant, l'illustre Thomas Yriarte, trop tôt victime du tribunal odieux dont il avait affronté les vengeances, tant par les principes qu'il osa soutenir dans le *Mercur* de Madrid, que par ses efforts pour régénérer la scène espagnole, qui lui dut les premières traductions de quelques bonnes pièces de notre théâtre. L'Inquisition, si intéressée au religieux maintien de toutes les routines anciennes, s'était vainement débattue contre le torrent qui entraînait les esprits vers d'indispensables réformes. Depuis les temps où elle seule jugeait sans appel des créations du génie comme des rêveries de la sottise, son influence s'était singulièrement affaiblie. L'administration elle-même, par l'effet des nouvelles relations politiques de la cour de Madrid avec le gouvernement de la France, commençait à s'affranchir totalement de ses entraves, et le moment était venu d'effectuer cette réforme dramatique, qui devait concourir, dans une incalculable proportion, à la régénération d'un peuple outrageusement avili par la domination des moines, réforme dont il semble que le projet était arrêté dès le temps où un subside était alloué à Moratin pour visiter les principaux théâtres de l'Europe. On institua dans ce but une junte dont notre poète fut un des principaux membres, mais que par malheur le roi voulut placer sous la présidence du général Cuesta. Personne moins que cet estimable guerrier n'était propre à diriger un si grand dessein. Ses opinions froissèrent celles de Moratin, qui, au lieu de perdre son temps en de vains débats dans un comité qu'en définitive il ne pouvait diriger contre le gré de l'autorité légale, crut plus sage et plus profitable de le consacrer à la composition de pièces dont l'influence serait d'une toute autre importance que les délibérations de la junte. Vainement le parti qui y dominait, et qui était intéressé à paralyser ses efforts, pensa-t-il satisfaire toute l'ambition du poète en lui faisant conférer le titre illusoire de directeur des théâtres : comme il visait à un but plus élevé, il se démit presque aussitôt de cette place sans fonctions, pour se livrer avec plus d'indépendance aux travaux qui devaient fonder sa gloire et devenir l'orgueil de sa nation.

Résolu à faire justice des adversaires dont l'obstination avait triomphé de sa raison élevée, il les attaqua avec l'arme du ridicule, et, dans une pièce qu'il fit représenter sous le titre de *la Comedia nueva* ou *le Café*, il livra à la risée d'un parterre de plus en plus éclairé ces champions de la routine, dans l'opinion de qui le

dernier terme de l'art consistait à divertir la multitude ignorante et grossière.

Bientôt après parut avec de nouveaux développemens, et arrangée en comédie, sa pièce du *Baron*, qui d'abord avait été jouée sous la forme de *zarzuela* ou sorte de vaudeville. Son succès fut un peu éclipsé par celui qu'obtint *la Mogigata* ou *la Bégueule dévote*, qu'il donna ensuite, et qui souleva les vociférations de ses antagonistes.

Ce serait sortir de notre cadre que d'entrer dans le détail des querelles littéraires que l'auteur eut à soutenir, particulièrement contre Vicente Garcia de la Huerta, le coryphée de la coterie qui, sous prétexte de défendre le mérite de l'ancien théâtre espagnol, condamnait comme anti-nationale la réforme qu'appuyaient les adhérens de l'école de Moratin, appelés *Gallicistes* par le parti contraire, à cause de la préférence qu'ils osaient accorder à Molière sur Calderon de la Barca, auteur de plus de quinze cents pièces. Bornons-nous à une seule remarque : c'est que, suivant toute vraisemblance, parmi les adversaires des Gallicistes, les uns étaient encore moins jaloux de la gloire de leurs vieux auteurs qu'affligés de voir s'épurer le goût du parterre espagnol, et les autres justement alarmés de l'influence que pouvait exercer, sur un peuple abruti par le fanatisme, la comédie telle que l'avait conçue l'auteur du *Tartufe*, telle que l'a voulu naturaliser Moratin sur le théâtre castillan. On ne peut d'ailleurs lui refuser ce témoignage que personne n'a été animé d'un plus ardent désir d'enlever aux étrangers leurs préventions contre la littérature espagnole. Était-ce donc ravalier le théâtre de sa patrie que d'y transporter, comme il l'a fait, *l'École des Maris* et *le Médecin malgré lui* ?

Il ne nous reste à citer, des compositions dramatiques de Moratin, que sa dernière pièce, *el Si de las niñas* (le Oui des jeunes filles), que l'Inquisition a mise à l'index. Pour ne parler que des éditions du théâtre de Moratin publiées en France, il en a paru au moins six éditions, dont deux revues par lui-même ; Paris, 1825, 1826, 3 vol. in-8° et in-12 : il y prend le titre de membre de l'Académie des Arcades de Rome, sous le nom d'*Inarco Celenico*.

Après les événemens qui placèrent Joseph Bonaparte sur le trône des Bourbons d'Espagne, Moratin conserva la qualité de membre honoraire du conseil royal qu'il avait reçue avec l'emploi de chef du bureau de l'interprétation des langues : le nouveau souverain le nomma en outre chef de sa bibliothèque. Lorsque la fortune de ce prince chancela, l'illustre poète, comme tant d'autres savans hommes de son pays, expia durement sa trop facile adhésion à un ordre de choses contre lequel la résistance de

sa part n'eût pas été moins périlleuse qu'inutile. Contraint à dérober sa tête à la violence des réactions, il se réfugia en France, et vécut plusieurs années à Bordeaux, cherchant dans le commerce de l'amitié et la culture des lettres quelque adoucissement aux chagrins de l'exil. A cette dernière période de sa vie appartiennent plusieurs de ses compositions lyriques, généralement si dignes d'ajouter à sa réputation comme poète dramatique. Outre l'élégance et la pureté de goût qui le distinguent, ces poésies, et particulièrement plusieurs odes et épîtres, présentent une grande vigueur de style et un atticisme qu'on ne trouve que dans le plus petit nombre des auteurs espagnols.

Depuis un peu plus d'un an Moratin était venu se fixer à Paris, lorsqu'il mourut dans cette capitale, après avoir institué pour légataire de sa bibliothèque et de ses manuscrits le digne ami que nous avons nommé plus haut avec reconnaissance, et qui à tous égards justifie l'honorable titre de dépositaire des derniers titres de gloire du Boscan de l'Espagne moderne (1).

P. DE CHAMROBERT.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1627. *Exécution du comte de Bouteville (François).*

Fils de Louis de Montmorenci, vice-amiral de France, et père du célèbre maréchal de Luxembourg, le comte de Bouteville se signala de bonne heure par une valeur digne de son nom et de sa race, mais dont il faisait l'emploi le plus fatal. Duelliste par instinct, par passion, il provoqua Pontgibaud, cadet de la maison du Lude, le jour de Pâques 1624, et le choix du jour fut encore plus remarqué que l'injustice de la cause. En 1626, il tua le marquis Desportes et le comte de Thorigny. Au commencement de l'année suivante, obligé de sortir de France par suite de son combat avec Lafrette, il se réfugia à Bruxelles, où le marquis de Beuvron, parent de Thorigny, vint le trouver. L'archiduchesse, gouvernante des Pays-Bas, parvint à les réconcilier, ou plutôt à leur faire ajourner leur querelle : car le marquis de Beuvron dit à Bouteville, en le quittant : « Je ne serai jamais content que je ne vous aie vu l'épée à la main. » Ayant vainement sollicité, par l'entremise

(1) C'est à une nièce du même M. Silvela que Moratin a légué sa fortune.

Le tom. XL de la *Revue encyclopédique* contient, sous le titre de *Notice sur Moratin*, une annonce de son *Histoire du théâtre castillan*, c'est-à-dire la traduction de l'Avant-propos de cet intéressant ouvrage, maintenant sous presse à Paris et à Madrid.

de l'archiduchesse, une abolition pour rentrer en France, Bouteville osa dire : « Puisqu'on m'a refusé une abolition, je me battraï » dans Paris et sur la Place Royale. » En effet, il revint à Paris le 10 mai, et aussitôt il appela Beuvron, qui se rendit à neuf heures du soir sur la Place Royale. Ils se battirent trois contre trois, le comte Deschappelles et La Berthe, du côté de Bouteville; Bussy d'Amboise et Buquet, du côté de Beuvron. Après avoir essayé de l'épée et du poignard, Bouteville et Beuvron se demandèrent réciproquement la vie : pendant ce temps Deschappelles avait mortellement blessé Bussy d'Amboise. Beuvron et Buquet, son écuyer, passèrent en Angleterre; mais Bouteville et Deschappelles, qui voulaient gagner la Lorraine, furent arrêtés à Vitry en Champagne. Le premier se résignant au sort qu'il prévoyait : « Il ne faut » pas tant faire le doucet, dit-il, nous en serons quittes pour un » coup. » Pendant six jours ils restèrent prisonniers dans la même chambre, et ne cessèrent de jouer au piquet. De là, un ordre du roi les conduisit à la Bastille. La comtesse de Bouteville s'efforça, vainement d'obtenir la grâce de son mari : Louis XIII demeura inflexible, alléguant sa conscience et son autorité. Bouteville et Deschappelles marchèrent à la mort comme à un duel; cependant ils donnèrent des signes de piété et de repentir. — X.

RELIGION.

22 JUIN 431. *Concile général d'Ephèse.*

C'était le troisième concile général : commencé le 22 juin, il finit le 31 juillet. Plus de deux cents évêques y assistèrent, et saint Cyrille le présida, comme tenant la place du pape, ainsi que le portent les actes. On y condamna Nestorius, patriarche de Constantinople, qui, tout en poursuivant l'arianisme, encourageait une autre hérésie. « On doit, disait-il, distinguer deux » personnes dans Jésus-Christ, ainsi que deux natures; l'une divine et l'autre humaine, qui conservent chacune leurs attributs. » Marié est la mère de Jésus-Christ considéré comme homme; » mais il est absurde de croire qu'elle soit la mère de Dieu. » Le concile foudroya une doctrine, qui sapait dans sa base le mystère de l'Incarnation. Il anathématisa et déposa Nestorius, qui, de retour à Constantinople, essaya vainement de se maintenir sur son siège. Théodose le renvoya d'abord dans son monastère d'Antioche, et l'exila ensuite en Arabie, puis dans une oasis du désert de Libye, où il mourut. Le concile renouvela les condamnations déjà prononcées contre les erreurs de Pélagie. (*Voy. 1^{er} MAI 418, Con-*

cile de Carthage.) Jean d'Antioche et quelques autres schismatiques furent également retranchés de la communion de l'Eglise.

431. *Mort de saint Paulin (Pontius-Meropius-Paulinus).*

Fils d'un préfet du prétoire dans les Gaules, né à Bordeaux en 353, Paulin fut initié par le célèbre Ausone à l'éloquence et à la poésie. Il parut avec éclat au barreau de Rome, et en 378, l'empereur Gratien le nomma consul. Appelé successivement à divers emplois, possesseur d'une immense fortune, il l'augmenta encore en épousant une dame espagnole, nommée Thérésie. Quelques entretiens avec saint Ambroise et plusieurs autres saints personnages, détachèrent par degrés du monde un homme qui devait y tenir par tant de liens. Bientôt il conçut la ferme résolution de se vouer à une existence, que la religion seule occuperait tout entière, et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que Thérésie le fortifia dans cette pensée et qu'elle suivit son exemple. Après plusieurs années de solitude et d'épreuve, Paulin reçut les ordres sacrés à Barcelone, et à peu de temps de là, Thérésie prit le voile. Paulin retourna en Italie; vers l'an 409, il devint évêque de Nole. A peine avait-il pris possession de son siège, que les Goths l'en arrachèrent; mais les barbares eux-mêmes, touchés de sa piété, le rendirent à ses ouailles, qu'il continua d'édifier et d'instruire jusqu'à sa mort. Paulin avait composé plusieurs ouvrages, et entre autres, le panégyrique de Théodose, que saint Jérôme regarde comme un chef-d'œuvre.

1535. *Exécution de Fisher, évêque de Rochester.*

Jean Fisher était né dans le comté d'York, vers 1453 ou 1455; élevé à Cambridge, il y prit le bonnet de docteur; la comtesse de Richemont, mère de Henri VII, le choisit pour son confesseur, et en 1504, le fils l'éleva au siège de Rochester. Qu'il ait présidé à l'éducation de Henri VII, c'est ce qu'on ne peut affirmer: toujours est-il certain que ce roi le traita avec faveur jusqu'à l'époque de son divorce avec Catherine d'Aragon, dont Fisher embrassa hautement la défense. Une visionnaire, soi-disant prophétesse, connue sous le nom de la *Sainte Fille de Kent*, avait déclaré que, du moment où, Catherine d'Aragon étant encore vivante, Henri épouserait une autre femme, il cesserait, aux yeux de Dieu, d'être roi d'Angleterre; qu'il perdrait sa couronne un mois après, et mourrait de la mort d'un scélérat. Fisher fut condamné à la perte

de ses biens, et à l'emprisonnement *durant le bon plaisir du roi*, pour n'avoir pas révélé les prédictions d'Elisabeth Barton, et il ne recouvra la liberté qu'en payant trois cents livres sterling. Bientôt le refus courageux de reconnaître la suprématie spirituelle de Henri VIII, attira sur la tête de Fisher des dangers bien plus terribles. Dans l'horreur d'une captivité, qui dura plus d'un an, et dans laquelle on le laissait revêtu de haillons, qui le couvraient à peine, le saint évêque apprit que Paul III lui offrait le chapeau de cardinal, pour le dédommager de ses malheurs. Mais le roi défendit que le chapeau entrât dans ses Etats, et il envoya Thomas Cromwell, pour savoir de Fisher s'il l'accepterait. Sur sa réponse affirmative : « Quoi ! dit-il, il pousse jusque là l'insolence ! » Eh bien, que le pape le lui envoie. Mère de Dieu ! il le mettra » sur ses épaules, car je ne lui laisserai pas de tête pour le porter. » Condamné comme coupable de lèse-majesté par des juges vendus au despotisme, le vénérable vieillard monta sur l'échafaud, cinq jours après avoir entendu sa sentence. Erasme a tracé l'éloge de son savoir et de ses vertus ; plusieurs ouvrages, qui nous restent de lui, le placent au nombre des meilleurs controversistes de l'époque. — X.

POLITIQUE.

1264. *Introduction des Communes dans le parlement anglais.*

La grande Charte avait été une conquête des barons anglais sur l'autorité royale. (Voy. 19 JUIN 1215.) Après l'avoir signée, Jean-sans-Terre demanda au pape une dispense de l'exécuter. Mais de pareilles dispenses ne se demandent pas, et se prennent. C'est ce que fit Henri III, son fils. Prodiguant à des étrangers les faveurs et les richesses, il réveilla le sentiment national dans le cœur d'hommes qui avaient déjà fait l'épreuve de leurs forces. La lutte s'engagea donc de nouveau entre le trône et les barons (1258). Ces derniers avaient à leur tête le fameux Simon de Montfort, comte de Leicester. Sans entrer ici dans le détail d'une guerre civile, qui se prolongea plus de six années (voy. 5 AOUT 1265, *Mort de Simon de Montfort*, et 15 NOVEMBRE 1268, *Mort de Henri III*), il suffit d'en indiquer le résultat, qui fut un immense progrès pour les libertés publiques. Après avoir imposé au roi divers jougs, qu'il finissait toujours par briser ; après avoir remis le différend à l'arbitrage de saint Louis, les barons mécontents reprirent les armes et gagnèrent, le 14 mai 1264, la bataille de Lewes, dans laquelle Henri III et Richard, son frère, furent faits prisonniers.

Alors ils dressèrent un plan de gouvernement, approuvé le 22 juin suivant, et firent signer au roi des commissions qui établissaient dans chaque province certains officiers ou magistrats, chargés de veiller à la conservation des privilèges du peuple. Enfin, le comte de Leicester, instruit de la haine que lui portait en général la noblesse du royaume, et craignant une coalition entre les barons et les royalistes, chercha un appui dans la classe inférieure, et convoqua, pour le mois de janvier 1265, un parlement, où, pour la première fois, les communes furent représentées par des députés ayant voix délibérative, ainsi que le clergé et la noblesse. De cette époque date réellement l'existence du parlement anglais, considéré comme une assemblée composée des trois corps du royaume. Cependant il faut dire que l'admission légale des communes dans son sein n'eut lieu qu'en 1295, sous Edouard I^{er}, d'après un *writ* (écrit) donné par le prince, et que jusque là l'introduction des représentans appelés par Leicester fut regardée comme un acte d'usurpation et de violence, qu'on n'avait plus même osé reproduire. — X.

1340. *Combat naval de l'Écluse, entre la France et l'Angleterre.*

C'était le commencement de cette guerre, qui dura plus de cent ans entre la France et l'Angleterre. Edouard III, méditant une grande entreprise contre Philippe de Valois, partit de Douvres le 22 juin 1340. Sa flotte, qui était de trois cents vaisseaux, rencontra le lendemain la flotte française, forte de quatre cents voiles, et qui l'attendait à l'Écluse. Les Anglais, par une manœuvre habile, prirent l'avantage du soleil et du vent. Bientôt on lança les grappins; on en vint à l'abordage, et l'on se battit comme sur terre: Edouard recut à la cuisse un coup de flèche, et Kyriel, l'un des amiraux français, fut tué. Le combat durait depuis neuf heures; la victoire penchait pour les Français; mais à cinq heures du soir, une escadre flamande parut, et, se rangeant du côté des Anglais, leur fit gagner la bataille. Edouard déshonora son triomphe par une froide barbarie: il fit pendre Baluchet, second amiral de la flotte française, qui perdit au moins vingt mille hommes et quatre-vingt-dix vaisseaux. Ce combat fut le plus terrible qu'on eût encore vu sur mer depuis le commencement de la monarchie. On a prétendu que le défaut de concert entre les deux amiraux français avait été en partie cause de cette défaite. On pourrait en ajouter une autre, comme le remarque, d'après le cardinal d'Ossat, l'auteur d'un *Essai sur la marine et le commerce*: c'est que les anciens

rois de France n'ayant tenu aucun compte de la marine, *quoiqu'ils eussent un si beau et si grand royaume flanqué de deux mers, quasi tout de son long*, on fut obligé de se servir de vaisseaux étrangers, qui n'obéissaient qu'avec lenteur et répugnance.

1476. Bataille de Morat.

Après le terrible revers de Granson (voy. 3 MARS 1476), le duc de Bourgogne se renferma pendant six semaines, abattu par la douleur. Mais bientôt le dépit, l'orgueil, le besoin de vengeance l'arrachèrent à sa léthargie, et il vint mettre le siège devant Morat, place bien fortifiée, et défendue par dix-huit cents hommes d'élite. Trois fois le duc livra l'assaut, et trois fois il fut repoussé avec une perte considérable. Quinze jours se passent en efforts inutiles; au bout de ce terme, on lui annonce que l'armée des Suisses et des confédérés s'avance pour sauver Morat. A cette nouvelle, sa joie éclate; il croit déjà tenir sa proie, et, ne laissant que deux cents lances pour garder ses lignes, il ose attaquer avec moins de vingt-cinq mille hommes, un ennemi dont les forces montaient à trente mille fantassins et à quatre mille cavaliers. L'infanterie des confédérés se retranche derrière une haie vive, inaccessible à la cavalerie. Pour la déloger de ce poste, Charles envoie ses francs archers, qu'il fait soutenir de quelques escadrons. Dès le premier choc, les archers sont repoussés : le duc s'ébranle pour les couvrir. Les Suisses, profitant de ce mouvement, tombent sur les premiers corps qui s'avancent, les enfoncent et les dispersent. Vainement Charles se fatigue à rallier ses soldats : il est entraîné lui-même dans une déroute qui devient générale; seize ou dix-huit mille hommes restent sur le champ de bataille. « Petite » fut, dit une chronique, la perte des ligues; cent trente dans » l'assaut des pals et canons; les coulevrenades et batteries frappèrent deux cent quatre-vingts. en place des préciosités » prises à Granson, messieurs des ligues trouvèrent à Morat deux » mille courtisanes et joyeuses donzelles; et délibérant que telles » marchandises ne bailleraient grand profit aux leurs, si les laissent-ils courir. » Avec les os des Bourguignons, tués dans cette bataille, les Suisses bâtirent une petite chapelle sur une hauteur, vis-à-vis le lac de Morat. Les murs de ce charnier ou ossuaire furent renouvelés en 1755, aux dépens des cantons de Berne et de Fribourg. On lisait sur une plaque d'airain, placée au-dessus de la porte, une inscription qui rappelait l'origine de ce monument de gloire et de destruction. Lorsque le général Brune, à la suite de plu-

sieurs victoires, s'empara de la ville de Morat, en 1796, les bataillons de Bourguignons, qui se trouvaient dans son armée, renversèrent la chapelle funèbre, et ensevelirent les restes de leurs compatriotes. Cette cérémonie s'accomplit précisément le jour anniversaire de la bataille de Morat. (*Voy.* 5 JANVIER 1477, *Bataille de Nanci, et Mort de Charles le Téméraire.*)

1497. Bataille de Blackheath, et défaite de Perkins Warbeck.

Deux prétendants divers, sinon d'origine, du moins de caractère et d'habileté, et qui se donnèrent l'un pour le neveu, l'autre pour le fils d'Edouard IV, disputèrent la couronne à Henri VII. Il rencontra même un troisième et dernier compétiteur dans le fils d'un cordonnier, nommé Wilford. On sait de quelle plaisante manière Lambert Simnel, pris les armes à la main, expia son crime dans les cuisines du monarque. (*Voy.* 6 JUIN 1487.) Perkins Warbeck inspira de plus longues et de plus sérieuses alarmes, et eut une, fin beaucoup plus tragique. Henri VII, en se vengeant de Simnel, avait fait acte d'esprit et de générosité; il fut moins clément envers Warbeck, et c'est peut-être une raison de plus de soupçonner, comme plusieurs historiens, qu'il croyait ses droits mieux fondés.

Ce nouvel aspirant à la couronne d'Angleterre était issu, dit-on, d'un Juif renégat, et avait été tenu sur les fonts de baptême par Edouard IV. On ignore ce qu'il devint jusqu'au jour où il fut présenté à Marguerite, duchesse de Bourgogne, qui, frappée de la figure intéressante et noble de ce jeune homme, de son intelligence, de l'aisance de ses manières et de sa ressemblance avec Edouard IV, le destina à jouer le rôle du duc d'York. Perkins descendit en Irlande, et trouva des partisans dans le peuple, toujours ami du merveilleux, et même parmi les seigneurs. Il se rendit ensuite à Paris, et fut reçu par Charles VIII avec tous les honneurs dus au rang du duc d'York. La conclusion de la paix entre Charles VIII et Henri VII força Perkins Warbeck de se retirer à la cour de la duchesse de Bourgogne, qui, à la suite d'un examen public de ses prétentions et de ses titres, l'embrassa comme son neveu et l'héritier légitime du trône d'Angleterre. Des Anglais de toutes les classes, mécontents du gouvernement de Henri VII, se rangèrent parmi les partisans de Perkins. Henri s'occupa dès lors de faire constater la mort du véritable duc d'York, et de s'assurer, pour les livrer au dernier supplice, des lords qui étaient entrés dans la faction de son compétiteur. Celui-ci se résolut enfin à prendre possession de son royaume. Il jeta l'ancre, avec six cents hommes, sur

les côtes du comté de Kent ; mais, trompé dans son espérance de voir les habitans accourir sous ses drapeaux , il repassa en Flandre, essaya plus tard une nouvelle tentative sur l'Irlande, et finit par se diriger vers l'Écosse. Jacques IV fit à Perkins l'accueil le plus favorable, et alla même jusqu'à lui donner une de ses parentes en mariage.

Cependant les prospérités du prétendant touchaient à leur terme. Vainement une armée écossaise s'avança pour le replacer sur le trône ; elle fut rompue et mise en fuite à Blackheath, le 22 juin 1497. La paix se rétablit entre Jacques et Henri, qui obtint que son antagoniste serait invité à quitter l'Écosse. Quoique abandonné de tous ses appuis, Perkins s'aventura dans une nouvelle invasion, parvint à rassembler une armée de sept mille hommes environ, prit pour la première fois le nom et le titre de Richard IV, roi d'Angleterre, et livra bataille à Henri VII dans la plaine de Taunton. Le sort des armes trahit son courage, et le réduisit à réclamer le droit d'asile dans l'abbaye de Beaulieu. Henri VII, après lui avoir persuadé d'en sortir sous promesse de la vie, le conduisit en triomphe dans les rues de Londres au milieu des outrages de la populace, et le mit à la Tour. Au bout d'un an de prison, Perkins réussit à s'échapper ; mais il fut repris, et subit l'exposition publique, un jour dans la cour de Westminster, et un autre à Cheapside. Une seconde tentative d'évasion, que devait partager le comte de Warwick, dernier des Plantagenets, eut une issue plus malheureuse encore pour tous les deux. Ce complot, qu'on prétend avoir été suggéré à Perkins par les agens de Henri VII, avorta ; et lui-même, accusé d'avoir voulu assassiner le lieutenant de la Tour, fut livré à des commissaires, condamné et pendu à Tyburn, regardé par les uns comme le véritable héritier de la couronne, et par les autres comme un aventurier hardi, brave, fécond en ressource, ayant au rang qu'il avait ambitionné, des droits qui n'accompagnaient pas toujours ceux de la naissance. — T. C.

1812. *Déclaration de guerre de Napoléon à l'empereur de Russie.*

Voici comment Napoléon lui-même a motivé cette guerre, entreprise malgré tous les conseils de la prudence, et qui devait marquer le terme de son empire : « Depuis quelque temps il s'était élevé de la mésintelligence entre la France et la Russie : la France reprochait à la Russie la violation du système continental. La Russie exigeait une indemnité pour le duché d'Oldenbourg, et élevait d'autres prétentions. Des rassemblemens russes s'approchaient du duché de Varsovie, et une armée française

» se formait au nord de l'Allemagne. Cependant on était encore
 » loin d'être décidé à la guerre ; mais tout-à-coup une nouvelle
 » armée russe se mit en marche vers Varsovie ; en même temps
 » une note insolente était présentée à Paris, comme ultimatum ,
 » par l'ambassadeur de Russie , qui , à défaut d'acceptation, me-
 » naçait de quitter Paris sous huit jours. Napoléon crut alors la
 » guerre déclarée. » ou plutôt il voulut le croire. *Cette*
vieille Europe m'ennuie , disait-il quelquefois, et il brûlait de
 s'élancer vers un nouveau cercle de gloire et de conquêtes. Parti
 de Paris le 9 mai, il arriva le 26 à Dresde, où il joua le rôle de
roi des rois. Ayant quitté Dresde pour la grande armée, de son
 quartier-général de Wilkowsky (Prusse orientale), il déclara la
 guerre ; « Soldats, la seconde guerre de Pologne est commencée.
 » La première s'est terminée à Tilsitt ; à Tilsitt, la Russie a juré
 » éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre : elle viole
 » aujourd'hui ses sermens. La Russie est entraînée par la fatalité ;
 » ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégé-
 » nérés ?..... Marchons en avant. Passons le Niémen : portons la
 » guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera
 » glorieuse aux armes françaises, comme la première..... » (*Voy.*
 4 SEPTEMBRE 1812, *Bataille de la Moscowa.*)

1815. *Seconde abdication de Napoléon.*

Après s'être arrêté quatre heures à Philippeville, où il se rendit
 du champ de bataille de Waterloo, Napoléon se dirigea sur Laon,
 où se ralliaient les débris de l'armée. Il avait d'abord eu le projet
 de l'y réorganiser ; mais entraîné par des considérations puissantes,
 il confia ce soin au major-général, le maréchal Soult, et se
 mit en route pour Paris.

Il y arriva le 21, en même temps que la nouvelle de ses revers.
 Si, comme il en avait eu d'abord l'intention, il était venu aussitôt
 sans appareil, au milieu des représentans de la nation, leur expo-
 ser l'état des affaires, et les inviter à travailler avec lui à les répa-
 rer, nul doute que, par cette démarche, il ne se fût concilié leur
 confiance, et qu'il n'eût déconcerté les complots qui se formaient.
 Mais il convoqua un conseil ; mais il délibéra avec des courtisans,
 las de partager sa fortune, dont ils désespéraient, et avec des mi-
 nistres qui, pour consolider la leur, le trahissaient. Tandis qu'il
 consumait au milieu d'eux un temps précieux, ses ennemis agis-
 saient. La Chambre des représentans se constituait en permanence,
 et déclarait traître à la patrie quiconque voudrait suspendre l'exé-

cution de ce décret, auquel la Chambre des pairs donnait sa sanction.

La rupture entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif était déclarée. L'autorité échappait à Napoléon : il n'osa la retenir. Il eût fallu pour cela s'appuyer sur l'armée, dissoudre le Corps législatif, et s'arroger la dictature. Effrayé des maux auxquels ces mesures violentes pouvaient livrer la capitale et la France, agitées par tant de factions, l'empereur aima mieux renoncer à ce qu'il ne pouvait conserver qu'aux dépens de la tranquillité publique. Les alliés ayant annoncé qu'ils ne prétendaient pas imposer un maître à la France, et n'excluant que lui du trône, il abdiqua en faveur de son fils. Napoléon II fut reconnu par la seconde Chambre. Mais les meneurs de chaque parti n'en regardèrent pas moins le trône comme un effet en réserve dont ils pourraient disposer dans leur intérêt. Plusieurs l'offrirent : Fouché le livra. Ses fils étaient tendus ; de Paris, centre du réseau, ils aboutissaient à Londres, à Vienne, à Gand, à Stockholm, à Saint-Petersbourg peut-être, partout enfin où il avait trouvé utile de les attacher. Lié avec tous les partis, Fouché était bien sûr, quel que fût celui qui l'emportât, que le dénouement de ces intrigues ne se ferait pas sans lui ; et les Chambres, en le portant à la tête du gouvernement provisoire, semblaient l'avoir constitué arbitre des destinées de la France. — A.-V. ARNAULT.

LITTÉRATURE.

1527. *Mort de Machiavel (Nicolas), écrivain italien.*

La vie de cet homme illustre se divise en deux parts, l'une dévouée aux affaires publiques, l'autre à la persécution, à la misère et aux travaux, qui ont rendu sa mémoire immortelle. Né à Florence, le 3 mai 1469, d'une famille, qui avait compté jusqu'à treize gonfaloniers de justice, et cinquante-trois prieurs, il avait vingt-cinq ans lorsque les Florentins chassèrent Pierre Médicis, fils et successeur de Laurent le Magnifique. (*Voy.* 8 AVRIL 1492.) Pierre n'avait régné que deux ans, et à cette époque, le jeune Machiavel, dont le père était un pauvre jurisconsulte, fut placé auprès de Marcello di Virgilio, professeur de littérature grecque et latine. Cinq ans après, il commençait sa carrière politique, vers le temps où le moine Savonarola terminait sa mission de réformateur sur un bûcher. (*Voy.* 23 MAI 1498.) Il obtenait au concours l'emploi de chancelier de la seconde chancellerie de *signori*, et bientôt il était nommé, par les *signori* et les collèges, secrétaire

de l'*office des dix magistrats de liberté et de paix*, office qui constituait alors le gouvernement de la république florentine. Telle est la charge qu'il remplit quatorze ans et cinq mois, et dans laquelle il se montra toujours probe et intègre, républicain énergique non moins que diplomate habile. A ses fonctions ordinaires, qui comprenaient la correspondance pour les relations intérieures et extérieures, l'enregistrement des délibérations, la rédaction des traités, se joignirent des légations et des commissions multipliées. Plusieurs fois il vint en France, auprès de Louis XII; en 1502, il se rendit à Imola, auprès du duc de Valentinois, César Borgia, puis à Rome; en 1507, il alla par Genève à Constance et jusqu'à Bolzano, où résidait l'empereur Maximilien.

Tandis que Machiavel se consacrait tout entier aux intérêts de sa patrie, cherchant avec ardeur le moyen d'assurer son indépendance, le moment approchait où, privée de l'appui des Français, Florence devait céder aux efforts du pape et de l'Empereur, ligüés ensemble, et rouvrir ses portes aux Médicis, qui reconquirent leurs biens et leur autorité (1512). La chute du gonfalonier Soderini entraîna celle du secrétaire Machiavel. La nouvelle seigneurie lança contre le dernier plusieurs décrets portant destitution, exil et défense d'entrer dans le palais des hauts et magnifiques seigneurs. Accusé de complicité dans une trame ourdie contre le cardinal Jean Médicis, depuis Léon X, il fut emprisonné, appliqué à la torture. A l'avènement du pontife, dont une amnistie le délivra, il se retira dans la solitude, et ce fut là qu'il composa ses plus beaux ouvrages.

« Cultivant les lettres pour vivre et pour se distraire, dit un critique, on le voit tour à tour regrettant son opulence passée; cherchant de l'emploi, en donnant, par le moyen d'un tiers, des conseils aux souverains; faisant l'amour à cinquante ans comme s'il n'en avait que dix-huit; écrivant *le Prince* tout en allant à la chasse, et en s'occupant d'une chanteuse, qui devait paraître dans sa pièce de la *Mandragore*; écrivain studieux et aimant son art; mettant à la loterie pour faire face à ses affaires; du reste, bon époux, bon père, bon ami, et finissant par mourir pour avoir pris inconsidérément des pilules, dont il avait fait usage toute sa vie. »

Le nom de Machiavel occupe une place immense dans la littérature italienne : poète, auteur comique, historien, publiciste, il a excellé dans tous les genres; il représente à lui seul plusieurs siècles; le recueil de ses œuvres est le monument le plus curieux et à la fois le plus complet de la morale publique et privée, telle

que le moyen âge l'avait faite en Italie. Ses principaux ouvrages sont les *Discours sur Tite-Live*, *l'Histoire de Florence*, le *Traité du Prince*, *l'Ane d'or*, et la *Mandragore*. Mais le *Traité du Prince* surtout, objet privilégié de l'admiration contemporaine, a soulevé l'indignation générale de la postérité. Il semble, suivant les expressions d'un écrivain anglais, que son auteur soit le tentateur, le principe du mal, le créateur de l'ambition et de la vengeance, l'inventeur original du parjure, et qu'avant la publication de son fatal *Prince*, il n'y eût eu ni hypocrite, ni tyran, ni traître, ni vertu feinte, ni crime véritable. « Il est certain, continue le » même écrivain, que quiconque n'est pas familier avec l'histoire » et la littérature d'Italie, ne saurait lire sans horreur et sans » étonnement le célèbre traité, qui a amassé tant de haine sur le » nom de Machiavel. Cet étalage d'une scélératesse, qui n'a pas » honte de se montrer toute nue, cette atrocité froide, raisonnée, » scientifique, paraissent plutôt appartenir à un démon qu'au plus » dépravé des hommes. Des principes que le plus endurci scélérat » voudrait à peine laisser entrevoir à son plus dévoué complice, » ou s'avouer à lui-même sans les déguiser sous quelques sophismes, sont professés là dans le plus grand détail, et posés » comme axiomes fondamentaux de toute science politique..... » Il est notoire que Machiavel fut, toute sa vie, un zélé républicain. La même année où il composa son *Manuel de fourbe à l'usage des rois*, il souffrit l'emprisonnement et la torture pour la » cause de la liberté publique..... Aussi plusieurs écrivains supérieurs se sont-ils efforcés de découvrir dans ce malheureux ouvrage quelque dessein secret, plus en rapport avec le caractère » et la conduite de l'auteur, que ce qu'on y voit au premier coup » d'œil.

» Une de ces hypothèses est que Machiavel voulut employer à » l'égard du jeune Laurent de Médicis une ruse semblable à celle » que Sunderland mit, dit-on, en pratique contre notre Jacques II ; » on supposa qu'il poussait son pupille à des mesures violentes et » perfides, comme le plus sûr moyen d'accélérer le moment de la » délivrance et de la vengeance. Une autre supposition, que Bacon » semble adopter, est que ce traité ne fut qu'une sérieuse ironie, » destinée à éclairer les peuples et à les précautionner contre les » artifices des ambitieux. Il serait aisé de montrer que ni l'une » ni l'autre de ces solutions ne s'accorde avec plusieurs passages » du *Prince* même. Mais la réfutation la plus décisive est celle que » fournissent les autres ouvrages de Machiavel. Dans tous les » écrits qu'il a donnés au public, dans tous ceux que les recher-

» ches des éditeurs ont pu découvrir durant le cours de trois siècles, dans ses comédies destinées à l'amusement et à l'instruction de la multitude, dans ses commentaires sur Tite-Live, écrits pour les patriotes les plus enthousiastes de Florence, dans son histoire adressée à l'un des plus aimables et des plus estimables pontifes de Rome, dans ses dépêches publiques, dans les souvenirs et les notes qu'il n'écrivait que pour lui-même, partout la même obliquité de morale, pour laquelle on censure si gravement *le Prince*, se fait plus ou moins apercevoir ; et nous doutons qu'il fût possible de trouver dans les nombreux volumes qui composent ses œuvres une seule expression qui indique que la dissimulation et la trahison lui aient jamais paru dignes de flétrissure.

» Après cela, il pourra paraître ridicule de nous entendre dire que nous ne connaissons pas beaucoup d'ouvrages qui montrent une aussi grande élévation de sentiments, un zèle aussi pur et aussi ardent pour le bien public, une vue aussi juste des droits et des devoirs des citoyens que ceux de Machiavel ; et pourtant il en est ainsi, et *le Prince* lui-même pourrait nous fournir de nombreux passages à l'appui de notre opinion..... Un acte de perfidie adroite, et un acte de dévouement patriotique, inspirent à l'auteur le même genre et le même degré d'admiration respectueuse. Deux caractères tout-à-fait opposés sont unis en lui : ils ne sont pas seulement joints, mais entrelacés. La sensibilité morale de l'écrivain semble parfois malade, tantôt à force d'être obtuse, tantôt à force d'être vive et déréglée..... L'explication serait aisée, si Machiavel avait été un esprit faible ou faux et plein d'affectation : mais il ne fut évidemment ni l'un ni l'autre. Ses ouvrages prouvent sans réplique qu'il avait une intelligence forte, un goût pur et un sentiment exquis du ridicule.

» Tout cela est étrange, mais voici quelque chose de plus étrange encore. Il n'y a aucune raison de penser que les hommes au milieu desquels il vivait aient rien trouvé de choquant et de répréhensible dans ses ouvrages. Il reste d'innombrables preuves de la haute estime que faisaient de sa personne et de ses écrits les plus respectables de ses contemporains. Clément VII encouragea la publication de ces livres, que, dans la génération suivante, le concile de Trente interdisait aux chrétiens. Quelques membres du parti démocratique censurèrent le secrétaire pour avoir dédié *le Prince* à un patron, qui portait le nom populaire de Médicis. Mais quant à ces doctrines immorales,

» qui ont depuis excité un blâme si sévère, elles ne furent ni re-
 » marquées, ni attaquées; le cri contre lui commença au-delà des
 » Alpes, et semble avoir été entendu avec étonnement en Italie.
 » Son premier assaillant fut, à ce que nous croyons, un de nos
 » concitoyens, le cardinal Pole, et l'auteur du premier *anti-Ma-*
 » *chiavel* fut un Protestant français ⁽¹⁾.

» C'est donc dans l'état moral de l'Italie, à cette époque, qu'il
 » faut chercher l'explication véritable de ce qui semble si mysté-
 » rieux dans la vie et les écrits de cet homme remarquable. » Tel
 est l'examen qu'entreprend et dans lequel nous ne pouvons sui-
 vre M. Maccauley. D'après la conclusion qu'il en tire et que nous
 nous contenterons d'indiquer, l'unique tort de Machiavel fut,
 qu'ayant adopté quelques-unes des maximes alors généralement
 reçues, il les rangea dans un ordre plus lumineux, et les exprima
 avec plus de force que ne fit jamais aucun écrivain. — A. S.

SCIENCES.

1586. *Mort de Duret, médecin français.*

Louis Duret, l'un des plus célèbres médecins français, naquit,
 en 1527, dans une petite ville de la Bresse, qui faisait alors partie
 des États de Savoie. L'étude des langues anciennes fut la première
 à laquelle il s'adonna; il ne tarda pas à les posséder parfaitement,
 et se livra même à celle des Arabes, dans laquelle il fit aussi de
 rapides progrès. Forcé de se créer des ressources, il accepta la
 place d'instituteur, et se chargea de l'éducation d'Achille de Har-
 lay, qui devint par la suite premier président du Parlement de
 Paris. Dès l'âge de dix-neuf ans, il s'était destiné à la profession
 de médecin. Lorsqu'il eut obtenu le doctorat, il fit des cours pu-
 blics de médecine, que l'étendue de sa pratique ne put jamais
 ensuite le déterminer à négliger, tant il était persuadé que, pour
 rester au niveau de la science et ne pas s'exposer à tomber dans
 l'empirisme aveugle, le meilleur moyen consiste à allier l'ensei-
 gnement à la pratique de l'art. A la mort de Goupyl, il obtint la
 chaire que ce professeur laissait vacante au Collège-Royal, et l'oc-
 cupa jusqu'à la fin de ses jours. Charles IX et Henri III le prirent
 pour médecin ordinaire : Henri surtout l'affectionnait particuliè-
 rement, et lui donna plusieurs fois des preuves de l'estime qu'il

(1) On sait que le grand Frédéric, n'étant encore que prince royal, com-
 posa aussi un *anti-Machiavel*; et Voltaire, qui le comblait d'éloges publics,
 disait plaisamment en particulier : *Il crache au plat pour en dégoûter les*
autres.

faisait de ses talens. C'est ainsi qu'il voulut honorer de sa présence la célébration du mariage de sa fille, à laquelle il fit cadeau de toute la vaisselle d'or et d'argent qui avait été servie au repas. Ce prince avait d'ailleurs une si haute opinion des vertus de Duret, qu'il lui disait souvent : « Si j'avais un fils, je le confierais à vos » soins. »

Duret avait une érudition immense, qu'il devait à ses lectures assidues et à l'étendue prodigieuse de sa mémoire. Il savait par cœur Hippocrate tout entier, pour qui il professait une singulière vénération, sans que cependant il lui ait donné ce titre empoulé de divin, dont tant d'écrivains, qui l'avaient moins médité, et admiré moins sincèrement que lui, se sont montrés si prodigues. Son but fut seulement de marcher sur les traces de Houllier, et d'achever ou au moins de continuer ce que celui-ci avait commencé ; mais il le surpassa de beaucoup. On peut dire en toute justice qu'il fut l'un des médecins les plus remarquables du seizième siècle. Peut-être eut-il trop d'enthousiasme pour Hippocrate ; peut-être poussa-t-il trop loin son admiration pour une méthode qui conduit directement à l'empirisme, et qui fait jouer à la nature, c'est-à-dire à une abstraction réalisée, un rôle dont on n'aperçoit aucune trace lorsqu'on observe les phénomènes avec attention et de sang-froid ; mais ce furent précisément ces défauts qui le rendirent si utile à ses contemporains, qu'il ramena dans la véritable voie, celle de l'observation, et qu'il dégoûta, non-seulement de la polypharmacie des Arabes et des Galénistes, mais encore des rêveries de l'astrologie, qui, depuis quelques siècles, jouaient un si grand rôle en médecine. Considéré, d'ailleurs, comme écrivain, il nous offre un modèle de goût et d'élégance dans le style ; ses traductions sont d'une rare exactitude, et elles ne pouvaient manquer de l'être, puisque les langues grecque et latine ne lui étaient guère moins familières que la sienne propre. A la suite d'une version dans laquelle il s'est moins attaché à traduire les paroles qu'à rendre le sens d'Hippocrate, seule méthode à suivre pour faire une bonne traduction, on trouve un commentaire fort étendu, destiné à éclaircir tous les passages obscurs ou douteux, et à concilier ceux qui paraissent peu en harmonie ensemble, ou même contradictoires. Duret a souvent rétabli des passages entiers du texte grec : son travail méritera toujours d'être consulté. Le Commentaire qu'il a écrit sur le livre du régime dans les maladies aiguës renferme des idées très-saines, et peu différentes de celles que la nouvelle école médicale, qui s'élève chez nous, a introduites. — JOURDAN.

1633. *Abjuration de Galilée.*

Galilée venait de prouver le mouvement de la terre, système annoncé par Pythagore, et présenté par Copernic seulement comme une hypothèse. Il fut cité à Rome (1616), et forcé de venir s'y défendre lui-même. On ne le comprit pas. Une assemblée de théologiens nommée par le pape rendit la déclaration suivante : « Soutenir que le soleil est placé, immobile, au centre du monde, » est une opinion absurde, fausse en philosophie, et formellement » hérétique, parce qu'elle est expressément contraire aux Ecri- » tures ; soutenir que la terre n'est point placée au centre du » monde, qu'elle n'est pas immobile, et qu'elle a même un mou- » vement journalier de rotation, c'est aussi une proposition ab- » surde, fausse en philosophie, et, au moins, erronée dans la foi. » Galilée revint à Florence, dont les instances du grand-duc de Toscane lui avaient fait préférer le séjour à celui de Padoue ; et cette préférence n'avait été nullement avantageuse à sa liberté. Là, pendant seize ans, le grand homme médite les *Dialogues*, où la vérité de son système est démontrée, environnée de preuves, et portée jusqu'à la dernière évidence. Il ne suffisait pas du talent de les écrire ; il fallait trouver l'art de les publier. D'abord Galilée obtient à Rome l'autorisation du *maître du sacré palais*, qui bientôt la retire. Alors il fait paraître son livre à Florence, sous la simple approbation d'un censeur (1632). Rien n'égalait la fureur que cet événement allume parmi les théologiens. Ils persuadent au pape Urbain VIII que l'auteur des *Dialogues* a voulu le jouer lui-même sous le personnage de *Simplicius*. Malgré de hautes intercessions, l'ouvrage de Galilée est déféré à l'Inquisition, et lui-même assigné à comparaître devant ce redoutable tribunal. Une de ses lettres retrace l'historique de son jugement et des discussions qui le précédèrent : c'était une scène de comédie, à laquelle il ne manquait qu'un public capable de l'entendre, que cet interrogatoire, où les argumens les plus décisifs venaient se briser, comme des traits sans force, contre la superstition et l'ignorance. « On coupait, dit Galilée, tous mes raison- » nemens par des élans de zèle, ou l'on ne me parlait que du scan- » dale que j'avais donné, et l'on m'opposait toujours le passage » de l'Écriture sur le miracle de Josué comme la pièce victorieuse » de mon procès. Cela me fit souvenir d'un autre passage, où le » langage des livres saints est évidemment conforme aux idées » populaires, puisqu'il est dit que les *cieux sont solides et polis* »

» *comme un miroir de bronze.* Cet exemple me parut venir bien à point, pour prouver que le mot de Josué pouvait être interprété ainsi ; et la conséquence me semblait parfaitement juste. Mais on n'en tint compte ; et je n'eus pour toute réponse que des haussemens d'épaules. » Ramené de nouveau devant le tribunal, le 22 juin 1633, voici à peu près la formule d'abjuration que lui dicta le saint Office : « Moi, Galilée, dans la soixante-dixième année de mon âge, étant constitué prisonnier, et à genoux devant Vos Eminences, ayant devant mes yeux les saints Evangelles, que je touche de mes propres mains..... j'abjure, je maudis et je déteste l'erreur et l'hérésie du mouvement de la terre, etc. » L'abjuration achevée, on prohiba les *Dialogues* ; on condamna leur auteur à la prison pour un temps indéfini, avec ordre de réciter une fois par semaine et pendant trois ans les sept Psaumes de la pénitence. *E pur si muove* ⁽¹⁾ ! telle fut l'énergique protestation du grand homme, prononcée à demi-voix dans l'enceinte même du tribunal, et en frappant du pied la terre. Toutefois, en flétrissant l'absurde sentence, il faut reconnaître qu'elle ne fut pas accompagnée des rigueurs, dont on s'est plu encore à la charger. Galilée ne souffrit pas la question ; il ne fut pas jeté dans les cachots du saint Office ; on lui donna pour prison le logement d'un des officiers supérieurs du tribunal, avec faculté de se promener dans tout le palais. Sa captivité reçut d'autres adoucissements, tels que lettres et visites. En décembre 1633, le pape lui permit de venir habiter la campagne, près de Florence : la ville même lui fut ouverte toutes les fois que ses infirmités l'exigeaient. Mais la surveillance régnait toujours sur Galilée : quelques écrivains italiens assurent que le saint Office lui écrivit des lettres menaçantes pour l'obliger à quitter les études qu'il avait reprises. Ainsi les derniers jours de l'illustre vieillard s'écoulèrent dans l'amertume et les inquiétudes. (*Voy. 9 JANVIER 1642, Mort de Galilée.*)

1777. *Mort de Cartheuser, médecin.*

Jean-Frédéric Cartheuser, savant médecin allemand, né, en 1704, dans le comté de Stolberg, s'est rendu célèbre par les connaissances profondes qu'il acquit en chimie et en botanique. Son principal mérite est d'avoir opéré une réforme salutaire dans la matière médicale, qu'il considéra sous un jour nouveau,

(1) Et cependant elle tourne !

en gommant les médicamens à de nouvelles expériences, et en cherchant à distinguer le vrai du faux parmi les vertus qu'on leur attribuait. S'il n'élagua point toutes les erreurs que l'ignorance et la crédulité avaient accumulées, au moins mit-il les médecins sur la voie de débarrasser la science d'un fatras qui la surcharge inutilement. On lui doit surtout un grand nombre d'analyses de plantes, et une connaissance plus exacte des matériaux qui entrent dans leur composition. — JOURDAN.

1800. *Mort de Tronson-Ducoudray, avocat.*

Le dernier de dix enfans, Tronson-Ducoudray naquit à Reims le 18 novembre 1750. On le destinait à l'état ecclésiastique; mais après avoir fait d'excellentes études, il embrassa le commerce, d'où le hasard et son génie l'entraînèrent au barreau. Le talent supérieur avec lequel il plaida une cause personnelle lui révéla sa vocation, et, en 1778, il vint à Paris, où, dès son début, il se plaça au premier rang des orateurs modernes. Doué d'un organe plein et sonore, il y joignait dans la plaidoierie la majesté de la diction et la noblesse du geste : dans les mémoires, il se distinguait par la force de la logique et les grâces du style. L'ancien ordre social avait accordé à Tronson-Ducoudray une place trop brillante, pour qu'il le vît tomber sans quelque regret. Le moment approchait, où la parole allait devenir un instrument puissant de réforme, ou un moyen sublime de dévouement. Tronson-Ducoudray s'en servit sous cette dernière forme. Quand il apprit que Target avait refusé l'honneur de défendre Louis XVI, quand le bruit se répandit que Tronchet balançait à l'accepter, il écrivit à l'Assemblée une lettre, qu'elle n'inséra pas dans son procès-verbal, mais que les journaux publièrent. N'ayant pu consacrer son éloquence au roi martyr, il l'offrit à de nombreuses victimes, que, devant le tribunal révolutionnaire, il ne craignit jamais de disputer à leurs bourreaux; il l'offrit à Marie-Antoinette, et eut la gloire de partager avec Chauveau-Lagarde la défense de cette reine, de cette femme si malheureuse. La mort faillit être sa récompense; mais, par un reste de pudeur, la Convention le rendit à la liberté. Nommé membre du conseil des Anciens, il fit entendre à la tribune l'opinion de la France, qui commençait à se prononcer contre le Directoire, et l'orage du 18 fructidor éclata sur sa tête, comme sur celle de Murinais, de Barthélemy, de Pichegru, etc. Enfermé d'abord au Temple, avec ses collègues, puis trainé sur un chariot et dans une cage de fer, à Rochefort, il fut transporté ensuite de

Cayenne à Synamari. C'est là qu'il vit succomber Murinais, et qu'il prononça sur sa tombe cet éloge funèbre, qui fit pleurer jusqu'aux nègres et aux soldats. Lui-même ne devait pas long-temps survivre à son ami. Les feux d'un ciel dévorant aggravèrent le mal qu'il avait emporté de France, et il mourut, en prononçant ces mots, adressés à Ramel : « Si vous revoyez mes amis, dites-leur que » mon dernier soupir a été pour eux et pour mon pays ; n'oubliez » pas mes enfans. » — E. M.

1812. *Mort de Kirwan, chimiste.*

Richard Kirwan, l'un des plus distingués parmi les chimistes que l'Angleterre a produits dans ces derniers temps, était né en Irlande. Destiné d'abord à la jurisprudence, il exerça même la profession d'avocat ; mais les circonstances l'ayant obligé de quitter cette carrière, il céda au penchant qui l'entraînait vers les sciences naturelles. Toutes les compagnies les plus célèbres de l'Europe l'admirent dans leur sein, et il fut regardé comme le Nestor des chimistes de la Grande-Bretagne. La météorologie lui doit l'aspect tout nouveau qu'elle a pris entre les mains des modernes, car personne avant lui n'avait si heureusement combiné les observations avec la théorie physique. Il essaya aussi de raccorder les monumens géologiques de l'état primitif du globe, avec ceux qui sont tirés de l'histoire, et en particulier, des livres sacrés ; et quoique toutes ses conclusions ne soient ni admissibles, ni même soutenables, on ne peut disconvenir qu'il ne soit arrivé souvent à d'heureux rapprochemens. A l'égard de la chimie, elle lui doit une belle série d'expériences, tendant à déterminer la pesanteur spécifique et les divers degrés d'affinité chimique de plusieurs sels, des recherches sur la force respective des acides, des travaux d'une haute importance sur les propriétés de la strontiane, etc.

JOURDAN.

POLITIQUE.

23 JUIN 217 avant Jésus-Christ (an de Rome 536). *Bataille de Trasimène.*

La seconde guerre punique était commencée depuis l'année précédente : Annibal l'avait inaugurée par son merveilleux passage des Alpes, par les victoires du Tésin et de la Trébie. Ensuite il

avait pénétré dans l'Etrurie, en franchissant l'Apennin. Là, Caius Flaminius l'attendait, pour le malheur de la république. C'était le même qui, étant tribun du peuple, avait préparé la funeste guerre des Gaulois, par la loi qui ordonna le partage des terres; le même qui, dans son premier consulat, s'était rendu coupable de désobéissance envers le sénat. Pour le récompenser de sa haine envers les grands, la faction populaire l'avait nommé consul une seconde fois, à l'époque où la république avait besoin de la tête et du bras d'un grand capitaine. Le peuple ne tarda pas à reconnaître l'erreur de son choix, et pour y remédier, on institua des processions et des prières publiques : on renouvela la fête des Saturnales, emblème de l'égalité des premiers temps. Annibal, informé du caractère vif et présomptueux de son adversaire, lui tendit un piège, dans lequel il ne manqua pas de tomber. Près du lac Trasimène, au pied d'une hauteur, est un étroit défilé, qui termine une grande plaine. Le général carthaginois, simulant une fuite, alla camper à l'ouverture de cette plaine, en ayant l'air de laisser toutes les issues ouvertes; mais, pendant la nuit, il plaça des troupes sur les deux côtés du défilé et de la colline qui le dominait. Dès le point du jour, Flaminius se met en marche à la faveur d'un brouillard, et se range en bataille. Arrivé au défilé, il y entre avec confiance, et comme un vainqueur qui poursuit une armée en déroute. Aussitôt qu'il y est engagé, les Carthaginois fondent sur lui de toutes parts, l'environnent, le pressent, et lui coupent toute retraite. Flaminius y périt avec son armée entière : quinze mille Romains restèrent sur le champ de bataille, et six mille furent faits prisonniers. La nouvelle de ce grand désastre jeta la consternation dans Rome. Après plusieurs jours de délibération, le sénat nomma d'office un dictateur, ou plutôt un prodictateur, car on ne lui donna que ce nom, parce que le droit de nommer un dictateur appartenait exclusivement aux consuls en charge. On choisit Quintus Fabius Maximus Verrucosus, l'homme le plus sage de la république, et qui, par ses prudentes lenteurs, était destiné à la sauver. — X.

1789. *Séance royale aux États-Généraux.*

Les députés du tiers venaient, par leur constitution en assemblée nationale et par le serment du Jeu de Paume, de faire deux pas immenses. (*Voy.* 17 et 20 JUIN.) Cependant, malgré le vif désir des courtisans d'arrêter les progrès de leur ennemi, tel était leur embarras, que la séance royale, indiquée pour le 22, fut encore

remise au mardi 23. En attendant, on n'abandonna pas le projet d'entraver les délibérations des représentans. C'était peu d'avoir fermé la salle de leurs séances, on leur interdit même le Jeu de Paume, en avertissant le propriétaire de l'établissement que le comte d'Artois jouerait à la paume le lundi. Mais les députés trouvèrent un asile dans l'église de Saint-Louis, où s'opéra, en dépit des petites ruses et des intrigues pitoyables, la réunion de la majorité du clergé avec les Communes. Ce jour vit aussi deux membres de la noblesse apporter leurs pouvoirs à vérifier en commun. Tout ce qu'on voulait empêcher s'accomplissait avec un succès proportionné à la résistance, et l'on ne pouvait déjà plus compter sur l'effet d'une séance royale dans laquelle le monarque, sous le joug de passions étrangères à son cœur comme à ses intérêts, allait, par une fatale erreur des hommes et des temps, bégayer maladroitement les formules du pouvoir absolu. Cette séance s'ouvrit enfin sous les auspices les plus fâcheux, et stérile d'avance de toute la réprobation qui s'attacha toujours aux lits de justice de l'ancien régime.

L'appareil militaire imposant qui se développe autour de la salle des États Généraux, la pompe des décorations, l'éclat du cortège qui doit accompagner le monarque, le déploiement fastueux d'un luxe inaccoutumé, tout annonce que la cour veut éblouir, frapper, intimider. Les députés de la noblesse et du clergé arrivent bientôt, entrent sans difficulté par la porte de l'avenue, et vont s'asseoir à leurs places ; mais, soit qu'on ait dessein de maintenir un système de distinction ridicule, soit par la crainte que les représentans du tiers, constitués en assemblée nationale, ne se croient le droit de prendre les places réservées aux deux ordres privilégiés, ils n'entreront que les derniers et par une porte de derrière. Pendant une heure et demie ils s'entassent dans une galerie en bois qui, ne pouvant les contenir tous, en laisse un grand nombre exposé aux flots d'une pluie violente. Les députés ne cachaient pas combien les irritaient tant d'outrages et d'humiliations. Bailly frappa à la porte, et reçut des gardes-du-corps l'assurance qu'elle ne tarderait pas à être ouverte. Vaine promesse ! Après avoir attendu quelque temps, Bailly frappa de nouveau, et demanda le grand-maître des cérémonies ; on répondit qu'on ne savait où il était. La patience des députés allait céder à leur juste mécontentement, et déjà ils parlaient de se retirer : Bailly frappa une troisième fois, en déclarant que les représentans de la nation n'attendraient pas plus long-temps, et qu'ils étaient résolus de se retirer, s'ils n'entraient à l'instant même. Enfin la porte s'ouvrit ; les

députés, marchant deux à deux, le président à leur tête, entre le grand-maître et le maître des cérémonies, furent conduits à leurs places. Bientôt après Louis XVI parut, et fut accueilli par le plus morne silence. Le roi monta sur son trône, salua l'assemblée, et prononça un premier discours pour se plaindre de la division qui régnait dans les États-Généraux, et recommander la paix et la concorde. Ensuite le garde des sceaux donna lecture d'une déclaration royale en quinze articles. Elle maintenait l'ancienne distinction des trois ordres; annulait les arrêtés du 17 juin et des jours suivans, comme illégaux et inconstitutionnels; cassait les mandats impératifs; exhortait les trois ordres à se réunir pour délibérer en commun sur les affaires d'une utilité générale, en exceptant formellement les droits antiques et constitutionnels des trois ordres, la forme de constitution à donner aux prochains États-Généraux, les propriétés féodales et seigneuriales, les droits utiles et les prérogatives honorifiques des deux premiers ordres. La déclaration établissait aussi la nécessité du consentement particulier du clergé pour toutes les dispositions qui pourraient intéresser la religion et ses ministres. C'était, comme on le voit, faire dépendre le retranchement des abus du bon plaisir de tous ceux qui en profitaient. Un dernier article, sous le vain prétexte de l'ordre, de la décence et de la liberté des suffrages, proscrivait la publicité des séances.

Un second discours du roi fut suivi d'une nouvelle déclaration, en trente-cinq articles, *des bienfaits qu'il accordait à ses peuples*. Le grand tort des gouvernemens a toujours été de ne pas savoir prendre à propos l'initiative des améliorations politiques. Cette déclaration, dix ans plus tôt, à une époque où l'expression des besoins de la société ne se produisait encore que sous la forme du vœu timide et incertain, eût appelé sur la tête du monarque toutes les bénédictions de la France. Mais elle venait trop tard, et surtout elle demeurait trop en deçà de la ligne des réformes les plus indispensables. Elle fut jugée moins sur ce qu'elle accordait que sur ce qu'elle n'accordait pas. Or, parmi ces bienfaits, dont la manière hautaine et despotique de les présenter diminuait encore le mérite, il n'était question ni de la Constitution tant demandée, ni de la participation des États-Généraux à la législation, ni de la responsabilité des ministres, ni de la liberté des cultes, et l'on avait oublié presque tout ce qui concerne la liberté civile et politique. Les dîmes, cens, rentes, droits et devoirs féodaux et seigneuriaux, et généralement tous les droits et prérogatives utiles et honorifiques attachés aux terres et aux fiefs ou ap-

partenant aux personnes, étaient maintenus ; les lettres de cachet ne subissaient qu'une abolition partielle ; l'impôt de la taille ne disparaissait que de nom ; l'admission de tous les Français à tous les emplois n'était pas sans restriction en faveur de la noblesse.

La lecture de cette déclaration achevée, le roi prit une troisième fois la parole, et, après avoir menacé les députés, s'ils l'abandonnaient, de faire seul le bien de ses peuples, de se considérer seul comme leur véritable représentant, il termina en disant : « *Je vous ordonne, messieurs, de vous séparer tout de suite, et de vous rendre demain matin chacun dans les Chambres affectées à votre ordre pour y prendre vos séances ; j'ordonne, en conséquence, au grand-maitre des cérémonies de faire préparer les salles.* » A ces mots, il sortit suivi de la noblesse et d'une partie du clergé. Tous les autres députés demeurèrent en silence à leur place. Après quelques instans, le grand-maitre des cérémonies s'approche du président et lui dit : « Monsieur, vous avez entendu les ordres du roi ? — Je vais prendre ceux de l'Assemblée, réplique Bailly ; elle s'est ajournée après la séance royale, je ne puis la séparer sans qu'elle en ait délibéré. — Est-ce là votre réponse, et puis-je en faire part au roi ? — Oui, monsieur. » Mais tout-à-coup Mirabeau, incapable de résister plus long-temps à la fougue d'impatience qu'avait soulevée en lui cet étrange spectacle d'un lit de justice, en présence des mandataires de la France, s'avance vers M. de Brézé et s'écrie : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortons que par la force des baïonnettes. — Telle est notre résolution, répète l'assemblée entière. — Nous devons persister, dit Camus, dans tous nos précédens arrêtés. — Le roi, ajoute Barbevoise, ne peut anéantir ce qu'il ne pouvait sanctionner. » Mirabeau, par sa foudroyante apostrophe, venait de satisfaire à l'indignation de ses collègues ; Sieyès, à son tour, fut l'organe de leur raison, et dit : « Messieurs, vous êtes aujourd'hui ce que vous étiez hier ; délibérons. » La délibération recommence aussitôt, et l'Assemblée nationale, dans un ordre calme et majestueux, déclare à l'unanimité, sur la motion de Camus, qu'elle maintient ses précédens arrêtés. Ensuite Mirabeau, non pour manifester une crainte, mais pour mettre un frein aux conseils violens qui assiégeaient le trône, fait déclarer inviolable la personne des députés, et proclamer traîtres, infâmes et coupables de crime capital tous ceux qui prêteraient leur ministère à un attentat contre un député.

Cependant la joie était au château ; le comte d'Artois, la reine, la noblesse s'adressaient les plus vives félicitations ; on se remerciait, on s'encourageait mutuellement. Fatal aveuglement ! joie de vertige et d'erreur ! Déjà la victoire des représentans de la nation se continuait dans Versailles. Necker, mécontent de quelques changemens faits sans son aveu à la déclaration préparée par lui pour la séance royale, avait refusé d'y assister, et même il avait offert sa démission. Une grande partie des membres de l'Assemblée, et plusieurs députations, allèrent prier le directeur des finances de rester à son poste. En même temps une foule immense criait sous les fenêtres du château : *Vive Necker ! vive l'ami du peuple !* La reine et le roi, épouvantés de ces clameurs, firent appeler le ministre, et le conjurèrent de renoncer à son projet de retraite. Necker céda, et, au lieu d'être exilé ou enfermé à la Bastille, comme il devait s'y attendre, si la chance avait tourné en faveur de la cour, il fut reconduit en triomphe à son hôtel, aux acclamations d'un concours immense de citoyens.

Maintenant veut-on savoir ce que produisit le commandement impérieux, fait aux trois ordres dans la séance royale, de délibérer séparément ? Le lendemain, la majorité du clergé vint, comme à l'ordinaire, siéger avec les Communes ; le 25, la minorité de la noblesse, au nombre de quarante-sept, imita cet exemple, et, deux jours plus tard, sur la demande pressante du roi et du comte d'Artois lui-même, adressée aux autres membres des deux Chambres privilégiées, la réunion de tous les députés fut complète et définitive ⁽¹⁾. — ULYSSE TENCÉ.

1828. *Usurpation et contre-révolution opérée par don Miguel en Portugal.*

La mort de Jean VI avait définitivement séparé le Portugal du Brésil ; mais en abdiquant la couronne du premier de ces deux royaumes, don Pedro lui avait donné une constitution (voy. 29 AVRIL et 2 MAI 1826), et l'avait placé sous la régence de sa sœur. Des insurrections, des complots, ourdis par la faction absolutiste, signalèrent à Lisbonne la proclamation du pacte constitutionnel. Néanmoins on apprit que don Miguel, qui deux ans plus tôt n'avait fait que traverser la France pour se rendre en Autriche (voy. 14 JUIN 1824), avait prêté serment pur et simple à la constitution,

(1) Les derniers ne cédèrent qu'à une lettre formelle du roi, et, pour distinguer les députés de la noblesse qui s'étaient réunis volontairement, on appela ceux-ci les quarante-sept avant la lettre.

le 4 octobre 1826, et que, le 29 du même mois, les fiançailles avaient été célébrées entre lui et dona Maria da Gloria. Les troubles continuaient toujours à Lisbonne, à Porto et dans d'autres villes : des souffrances physiques empêchaient la régente de tenir le sceptre d'une main ferme. C'est dans ces circonstances que, le 3 juillet 1827, fut rendu, à Rio-Janeiro, le décret par lequel don Pédro nommait don Miguel régent du royaume du Portugal et des Algarves. Dès lors commença le triomphe des absolutistes : la cour de la régente dona Isabelle fut abandonnée pour celle de la reine-mère. Quant à don Miguel, il partit de Vienne le 6 décembre 1827, arriva le 19 à Paris, et le 30 décembre il était à Londres, d'où il s'embarqua pour Lisbonne, témoignant partout son respect à la constitution du royaume que son frère l'appelait à gouverner. Ce frère aussi comptait sur ses sermens, puisque, le 3 mars 1828, il transformait son abdication conditionnelle en abdication définitive, et qu'il envoyait sa fille, comme dernière sanction des traités. Voici comment don Miguel répondit à cette conduite si noble et si loyale.

A peine a-t-il touché le sol portugais, qu'il foule aux pieds toutes ses promesses, dissout la représentation nationale, enlève aux corps leurs officiers. Pour s'emparer du pouvoir, qu'il ne devait exercer que comme lieutenant de don Pédro, pour renverser le nouvel ordre de choses fondé sur les principes des constitutions modernes, don Miguel ou ses conseillers imaginèrent de ressusciter, non pas la réalité, mais l'ombre d'une ancienne forme de gouvernement, qu'ils appelèrent d'un nom célèbre dans les annales portugaises, *Cortès de Lamégo* (1).

Cette assemblée, divisée en trois fractions, le *braço* du clergé, le *braço* de la noblesse, et les soi-disant *procuradores* du peuple, se réunit solennellement le 23 juin 1828, dans le palais d'Ajuda, sous la présidence de don Miguel. Ce prince était assis sur le trône de son frère, et revêtu du vieux costume des temps féodaux. L'évêque de Viseu prit le premier la parole, et se donnant pour l'interprète fidèle des vœux d'un peuple entier, il exhorta don Miguel au parjure et à la violation des droits les plus sacrés ; un autre membre des Cortès parla ensuite dans le même sens, et l'assemblée fut ajournée au surlendemain.

Dans cette séance, les trois classes des Cortès déclarèrent à l'u-

(1) Alfonso I^{er}, après avoir remporté une victoire sur cinq rois maures, dans les plaines d'Ourique (voy. 25 JUILLET 1139), fut proclamé peu après par le peuple aux États de Lamégo.

unanimité que don Miguel devait être regardé comme le successeur naturel de Jean VI et roi légitime depuis le 6 mars 1826, bien que Jean VI ne fût mort que le 10 de ce mois. En envoyant cette déclaration au prince, les Cortès l'engageaient à se marier, ajoutant qu'il ne lui convenait pas d'épouser la fille de don Pedro.

Enfin, pour couronner l'œuvre de contre-révolution et de parjure, dans les séances du 28 et du 30 juin, les Cortès proclamèrent don Miguel roi absolu du Portugal, et annulèrent les fiançailles célébrées à Vienne, sous les auspices de la famille impériale. Le 7 juillet suivant, les Cortès se rassemblèrent dans la salle du trône du palais d'Ajuda ; en leur présence, l'usurpateur, revêtu d'un manteau royal, plaça la couronne sur sa tête, et, à genoux sur les dernières marches du trône, tenant le sceptre d'une main, l'autre étendue sur le livre de l'Evangile, il répéta à haute voix une vieille formule de serment, que prêtaient jadis les premiers rois de Portugal. L'évêque de Viseu, grand-inquisiteur et coryphée de la secte apostolique, prononça un discours analogue à la circonstance. Les membres présents des trois ordres prêtèrent ensuite le serment féodal « au très-haut et très-puissant don » Miguel I^{er}. »

Ainsi s'exécuta l'attentat nouveau d'un prince qui n'en était pas à son début. (*Voy.* 31 MAI 1823.) Ainsi l'usurpation fut consommée par la faction même qui se prétend vouée au culte de la légitimité. Toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de l'Espagne, frappèrent de leur réprobation cet acte digne des temps barbares ; elles ordonnèrent à leurs ambassadeurs de quitter la cour d'un prince qu'elles ne pouvaient reconnaître, et qui, après s'être emparé du trône par la fraude la plus infâme, ne devait essayer de s'y soutenir qu'à force de terreur et de cruautés. — X.

LITTÉRATURE.

1770. *Mort d'Akenside, poète et médecin.*

Marc Akenside, plus connu comme littérateur que comme médecin, naquit à New-Castle, en 1721. Son père, riche boucher de cette ville, et de la secte presbytérienne, lui fit donner une éducation très-soignée, et l'envoya ensuite à Edimbourg, afin d'y faire les études nécessaires pour embrasser l'état ecclésiastique. Akenside ne s'occupa qu'une seule année de la théologie, et se livra ensuite à la médecine, pour laquelle il se sentait plus

de vocation. Son début à Londres ne fut pas brillant, mais il finit par y acquérir une pratique étendue et beaucoup de réputation. S'il ne s'est point fait un nom dans l'art de guérir, il est devenu l'un des meilleurs poètes de la Grande-Bretagne, et il a mérité l'estime et les éloges de Pope. *Les Plaisirs de l'imagination*, son premier et son plus célèbre ouvrage, est écrit en vers blancs et pleins d'harmonie. Les Anglais le regardent encore comme un des plus beaux monumens de leur littérature, mais ils le lisent moins qu'ils ne l'admirent, parce que la diction figurée, l'emploi fréquent des métaphores, et l'abus des idées métaphysiques, rendent quelquefois le style obscur et fatiguent l'esprit. Chesterfield disait malignement que c'était le plus beau des ouvrages qu'il ne comprenait pas. Il a fourni à Delille l'idée de son poème de l'Imagination. Les vers d'Akenside respirent l'amour de la liberté civile et religieuse; on y voit briller l'âme ardente d'un sage républicain et d'un bon patriote. L'auteur a surtout développé ses principes dans deux de ses meilleures odes, celle au comte d'Huntingdon et celle à l'évêque de Winchester. Johnson, servile apôtre du despotisme, pouvait seul chercher à calomnier ce pur esprit d'indépendance, qui passait sa portée, parce qu'il élève l'âme et ennoblit les sentimens. — JOURDAN.

RELIGION.

24 JUIN. Fête de saint Jean-Baptiste.

Le précurseur de Jésus-Christ, le fils de Zacharie et d'Elisabeth, avait reçu le nom de *Jean*, qui signifie plein de grâces : et le huitième jour, il avait été consacré à Dieu. L'ange Gabriel était venu annoncer au père la conception de cet enfant, conception miraculeuse à cause de l'âge avancé de la mère. Jean n'eut point les cheveux coupés : il ne but jamais de vin ni de liqueur enivrante. Fort jeune, il se retira dans les déserts, où, couvert d'une tunique de poils de chameau, il se nourrissait de sauterelles et de miel sauvage. Quand les temps furent accomplis, Jésus vint à lui, et il le baptisa. (*Voy. 6 JANVIER 30.*) *Je suis*, disait-il à ceux qui le prenaient pour le Sauveur, *je suis la voix de celui qui crie dans le désert*. Jean quitta sa retraite : il vint à Bethanie, à Ennon; il osa reprocher à Hérode Antipas son amour pour sa belle-sœur Hérodiad, et il fut renfermé dans la forteresse de Machera, où il jouit quelque temps d'une captivité assez douce. Mais un jour qu'Antipas célébrait l'anniversaire de sa naissance, Salomé, fille d'Hérodiad, le

charma tellement par sa danse gracieuse, qu'il s'engagea, par serment, à ne rien lui refuser. Salomé lui demanda la tête du captif : un soldat l'ayant coupée, elle l'apporta à sa mère, qui se plut à percer d'aiguilles la langue du prophète. Ses disciples recueillirent son corps, l'ensevelirent et allèrent prévenir Jésus de la mort de leur maître. L'Église célèbre la nativité de saint Jean, le 24 juin, et le 29 août, sa décollation.— A. S.

1535. *Prise de Munster sur les Anabaptistes.*

Quand le prince de Waldeck, évêque de Munster, vint mettre le siège devant cette ville, occupée par Jean de Leyde et ses foux sectaires (voy. 2 JANVIER 1536, *Supplice de Jean de Leyde*), il promit à ses soldats la moitié du butin et s'en réserva l'autre. Les Anabaptistes, maîtres absolus de la place, commencèrent par piller les églises, brûler tous les livres et manuscrits. Ensuite ils songèrent à leur défense, et formèrent un gouvernement composé de douze vieillards, qu'ils nommèrent les *Anciens du nouvel Israël*, et d'un prophète, dont Jean de Leyde remplit le rôle. On déposa les vivres dans des magasins communs, on distribua des armes, on répara les fortifications. Ceux qui désapprouvaient toutes ces mesures furent mis à mort. De leur côté, les assiégeans ne faisaient grâce à aucun Anabaptiste, qui tombait entre leurs mains. Jean de Leyde et ses collègues prêchaient la pénitence et instituaient la polygamie. Tout-à-coup un fanatique annonce que Dieu a choisi Jean pour roi du nouvel Israël, et sur-le-champ on organise pour lui une garde, une cour et un harem. Le nouveau roi adopte pour armoiries un globe percé par deux glaives et surmonté d'une croix. On frappe des médailles à son effigie, avec cette légende : *Un seul Dieu, une seule foi, un seul baptême* ; 1534, à Munster. Vainement le prince-évêque cherchait-il à soulever le peuple, que la famine poussait au désespoir ; Jean de Leyde le contenait par la terreur. Le siège durait depuis plus de six mois, lorsqu'enfin la trahison, profitant d'une nuit orageuse, ouvrit les portes de la ville. Les Anabaptistes, retranchés derrière des poutres et des chariots sur la place publique, périrent la plupart en combattant, et Jean de Leyde, fait prisonnier, attendit six mois son horrible supplice. (Voy. la date déjà citée.)

POLITIQUE.

207 avant J.-C. (an de Rome 546). *Défaite et mort d'Asdrubal.*

Fils d'Amilcar et frère d'Annibal, animé contre les Romains d'une haine qui, avec le génie militaire, faisait partie de son patrimoine, Asdrubal s'était signalé de bonne heure en Espagne, tandis qu'Annibal portait la guerre en Italie. Vaincu parfois, trahi souvent, il se maintint plusieurs années, et mérita la réputation de grand capitaine. Après une double victoire remportée sur les deux Scipions, qui avaient péri l'un et l'autre, Asdrubal se disposait à passer en Italie pour rejoindre son frère, lorsque le jeune Scipion force son camp et détruit presque toute son armée. Asdrubal en crée une nouvelle, franchit les Pyrénées et vient mettre le siège devant Plaisance, ce qui donne aux Romains le temps de rassembler leurs forces. Ayant levé le siège à la hâte, il prend la route de l'Ombrie, dans laquelle il s'avance sans crainte; mais les consuls Livius Salinator et Claudius Néron l'attaquent à l'improviste; et voyant que la fortune se déclare pour les Romains, il se précipite au milieu d'une cohorte, où il périt glorieusement. Annibal n'apprit cette nouvelle qu'à l'aspect de la tête de son frère, que l'un des consuls fit jeter dans son camp. « C'en est fait, s'écria-t-il, en perdant Asdrubal, j'ai perdu tout mon bonheur, et Carthage toute son espérance. » — X.

79 après J.-C. (an de Rome 830). *Mort de Vespasien (Titus Flavius), empereur.*

Si Vespasien n'a pas légué à la postérité une mémoire entièrement exempte de blâme, son règne est du moins une consolation et pour ainsi dire un point de repos au milieu de l'atroce et capricieuse tyrannie de tant de monstres couronnés. Ce huitième successeur d'Auguste fut le seul qui rappelât aux Romains, nous ne dirons pas les vertus, mais la sage politique du fondateur de l'Empire. Rien dans sa conduite ne révèle une âme naturellement grande et généreuse; mais telle est la dégradation qui suit l'exercice du pouvoir absolu, que le souverain auquel il laisse encore quelques-unes des qualités de l'honnête homme, semble déjà devenir un bienfaiteur de l'humanité et acquérir des droits à l'admiration.

C'est d'une origine obscure que Vespasien s'éleva au rang suprême. Il avait pour aïeul un ancien centurion de l'armée de Pom-

pée, qui, après la défaite de Pharsale, alla remplir de modestes fonctions dans une petite ville. Son père, J. Flavius Sabinus, exerça en Asie l'emploi de publicain avec une intégrité qui fut récompensée par la reconnaissance de cette province. Il naquit lui-même le 17 novembre de l'an de Rome 760, cinq ans avant la mort d'Auguste, dans une chétive bourgade voisine de Rieti. Il fut élevé par son aïeule maternelle Tertulla, qui faisait valoir une modique métairie située près de Cola en Toscane. Il y reçut l'exemple et y prit de bonne heure l'habitude d'une vie économe et frugale. Sa mère, Vespasia Polla, parvint à l'arracher assez tard aux occupations et aux goûts champêtres, qui auraient peut-être enseveli sa destinée, pour le forcer, par des reproches amers, à marcher sur les traces de son frère aîné, J. Flavius Sabinus, qui s'ouvrait à Rome la carrière du crédit et des dignités.

Ambitieux par obéissance, il brigua et obtint à l'âge de quarante-neuf ans l'édilité, qui était comme le premier degré des magistratures. La négligence qu'il y porta ne semblait pas lui promettre un avancement rapide, et Caligula, pour le punir d'avoir mal entretenu la propreté des rues, fit jeter de la boue sur ses vêtemens. La superstition romaine voulut voir plus tard dans cet excès d'opprobre le présage d'une élévation à laquelle l'humble édile était alors bien loin de penser. Une humiliation plus réelle, parce qu'elle était volontaire, ce fut la bassesse avec laquelle Vespasien, devenu prêteur, prodigua les flatteries à l'indigne fils de Germanicus. Il acheva de s'avilir en choisissant pour épouse une femme dont la naissance était équivoque et dont la conduite ne l'était pas, Domitia, concubine d'un chevalier romain.

Ses progrès dans la route des honneurs répondirent à ce honteux commencement. Ce ne fut qu'en mendiant la faveur de l'affranchi Narcisse qu'il s'éleva, sous Claude, au commandement d'une légion. Mais bientôt le général se racheta par ses talens militaires du mépris qui était dû au citoyen et au magistrat. La Germanie et surtout la Grande-Bretagne furent le théâtre de ses exploits, qui, suivant l'expression de Tacite, étaient comme une désignation du destin. Les honneurs du triomphe, un sacerdoce et le consulat récompensèrent des triomphes dont Rome commençait à perdre l'habitude.

Dans les commencemens du règne de Néron, le titre de protégé de Narcisse exposa Vespasien à la haine d'Agrippine. Il vécut dans la retraite, et n'en sortit que pour aller gouverner l'Afrique en qualité de proconsul. Par un malheur que l'histoire n'explique point, il ne quitta cette riche province que diffamé et ruiné. Des

révoltes populaires semblent témoigner que sa gestion fut oppressive, et en même temps, à son retour à Rome, on le voit forcé d'engager tous ses biens à son frère, pour faire face à d'énormes dettes. Pour rétablir sa fortune, il ne rougit pas de descendre au plus vil des emplois de cour, et d'y mériter un surnom infâme. Mais ce qu'il gagnait de faveur par sa lâcheté, il le perdit par sa maladresse. Il eut deux fois l'imprudence de s'assoupir pendant que Néron chantait. Malgré les reproches délateurs de l'affranchi Phébus, un pardon généreux couvrit sa première faute : la seconde fut punie d'une disgrâce qui semblait l'avant-courrière d'un arrêt de mort.

La révolte des Juifs le sauva de ce péril imminent. Elle fit sentir à Néron le besoin d'un général capable de vaincre les séditeux, mais trop obscur pour se couronner avec sa victoire. Vespasien fut choisi pour commander l'armée de Syrie. Secondé par son fils aîné, ce Titus, qui devait un jour triompher de Jérusalem, il soumit toute la Judée, et se préparait à forcer les Juifs dans leur dernier asile, lorsque la nouvelle de la mort de Néron (*voy.* 9 JUIN 68) vint ralentir ses conquêtes. Il envoya Titus auprès de Galba. Mais pendant la guerre civile soulevée en Occident par la rivalité d'Othon et de Vitellius, les légions d'Orient furent à leur tour jalouses du droit de décerner l'Empire.

Mucien, le gouverneur de la Syrie où Vespasien exerçait l'autorité militaire, appuya les dispositions de l'armée ; le seul obstacle était dans la résistance du souverain qu'on voulait élire. Effrayé des dangers auxquels un revers livrerait sa famille, Vespasien voulut forcer son armée à reconnaître Vitellius. Elle lui opposa un silence unanime. Il lui fallut enfin se laisser vaincre par ses partisans, et se résigner à l'espoir d'un empire. Il montra dès lors autant d'habileté pour s'en rendre maître qu'il avait eu de répugnance à l'accepter. Un concours heureux de circonstances rendit sa prévoyance superflue. Les légions du Danube embrassèrent sa cause, et Vitellius ne tarda pas à être précipité du trône qu'il déshonorait. Dans le sein de Rome, de sanglants désordres précédèrent cette révolution : le frère aîné de Vespasien y perdit la vie, et, sans les lâches précautions qu'employa Domitien pour se cacher, l'empire romain aurait plus tard compté un tyran de moins.

Dès que Vespasien n'eut plus d'adversaires, le sénat, fidèle à la victoire, le proclama par un décret, qui, sous le nom de loi royale, avait pour but de limiter l'autorité du nouveau maître, en paraissant développer ses droits. L'élus des soldats eut assez de mo-

dératation ou de prudence pour consentir à sembler recevoir d'un pouvoir avili, mais légal, le rang qu'il ne devait en effet qu'à son épée ; dans sa réponse au sénat, il promit de gouverner avec douceur, et tint parole ; mais, pendant son absence, Mucien prit sur lui de conserver encore quelques-unes des traditions sanglantes du despotisme. De prétendus concurrens à l'Empire, des rivaux, à peine sortis de l'enfance, expièrent de leur sang ou le nom de leur père, ou l'attention et l'estime des Romains. Les délateurs furent protégés contre l'indignation publique. Domitien ajoutait à ces retours de l'ancienne oppression par la folie avec laquelle, du sein des plus honteuses dépravations, il prodiguait au hasard les grâces et les emplois. Vespasien fut informé de l'abus que cet indigne fils faisait de l'autorité paternelle, et lui en fit même un reproche ironique, dans une lettre où il le remerciait de ne lui avoir pas encore envoyé de successeur : mais il s'en tint là, comme si par cette plaisanterie il eût satisfait à ses devoirs et de père et de souverain.

Il consacra une année à visiter l'Égypte, la Grèce et l'Ionie, et se rendit enfin en Italie, où les désordres invétérés de l'administration réclamaient sa présence. Depuis Brindes jusqu'à Rome, une foule immense se porta sur son passage, et il se montra digne d'être le premier des Romains, en n'oubliant pas qu'il avait été leur égal. Il ne tarda pas à mériter l'enthousiasme qui l'accueillait en s'occupant de deux soins importans : l'un de réparer la ruine du trésor épuisé par les prodigalités capricieuses de ses prédécesseurs, l'autre de réprimer la licence des soldats et surtout des prétoriens, habitués à se croire tous les droits, parce qu'ils avaient été les seuls soutiens de tous les crimes. Une réforme eut lieu aussi dans le sénat ; il créa de nouveaux patriciens, et ces choix, quoique trop nombreux, furent sans doute honorables, puisqu'on y distingue les noms du célèbre Agricola, dont Tacite fut le gendre et l'historien ; du père de Trajan, et des aïeux d'Antonin et de Marc-Aurèle.

L'honneur de ces sages dispositions était contre-balancé dans l'opinion par l'impopularité des nouveaux impôts nécessaires au rétablissement des finances. On l'accusa d'avarice, et les Alexandrins le surnommaient *six oboles*. On connaît l'anecdote d'un prétendu droit prélevé par lui sur les urines, et de la réponse qu'il fit aux reproches de son fils Titus, en lui plaçant sous le nez le produit de cet impôt, et en lui demandant si cet argent sentait mauvais. En mettant à part ce qu'il y a d'hyperbolique dans cette satire, on ne peut justifier Vespasien d'une cupidité dont les

soins de l'Etat n'étaient pas toujours l'excuse. Il faisait le plus honteux des trafics, celui de vendre la justice. Sa concubine, l'affranchie Cénis, mettait à l'enchère les récompenses du talent. Cet exemple devint contagieux dans sa cour. Ses favoris se firent marchands de protection ; mais il ne rougissait pas lui-même d'entrer en concurrence avec eux. Un de ses officiers sollicitait une intendance pour un protégé qu'il appelait son frère. Le clairvoyant Vespasien se fit compter en secret, par le candidat, le prix de cette parenté en échange de la place demandée, et dit ensuite à l'officier confondu : « Je te conseille de chercher un autre frère, car » celui que tu croyais le tien est devenu le mien. » Dans un voyage, le cocher prétextait, pour l'arrêter, qu'une de ses mules était défermée, et donna le temps à un plaideur de présenter une requête à Vespasien, qui demanda ensuite au muletier combien il avait gagné à ferrer sa mule, et voulut entrer en partage.

Telle était la corruption générale, qu'il n'avait même pas honte d'avouer cette passion effrénée pour l'argent. Les députés d'une ville vinrent lui annoncer qu'on avait rassemblé une somme considérable pour lui ériger une statue. « Placez-la ici, dit-il en tendant la main ; en voici la base. » Par un abus plus criant encore, il livrait le soin de recueillir les revenus publics à d'avidés exacteurs, pour confisquer plus tard le fruit de leurs rapines ; il faisait même gloire de ce misérable calcul : « Ce sont, disait-il, » des éponges qu'il faut laisser se remplir, pour les presser ensuite. »

Il eut du moins le mérite de bien employer des richesses mal acquises. Il fit reconstruire le Capitole, qu'un incendie avait consumé pendant la crise sanglante qui avait précédé son avènement à l'Empire ; il érigea un temple à la Paix, un monument à la mémoire de Claude, son premier bienfaiteur : c'est à ses soins pour l'embellissement de Rome qu'on dut ce fameux Colysée, qui fait depuis tant de siècles l'admiration de la postérité. Il veillait à l'entretien des routes, accordait de généreux secours aux villes ou aux familles frappées de quelque désastre. Attentif à ne pas laisser sans travail les ouvriers pauvres, il écarta, après l'avoir récompensée, l'invention d'une machine propre à transporter, à peu de frais, des masses énormes. « Il faut, dit-il, que le peuple puisse gagner sa vie. »

Il dédaignait le faste pour lui-même, et se contentait d'une simplicité qui, dans les derniers temps de la république, était déjà entièrement oubliée. Il bornait ses plaisirs à passer le temps, que les affaires ne réclamaient pas, avec quelques affranchies qu'a-

près la mort de Cénis il avait, dit Suétone, *établies* pour tenir sa place. Du reste, il s'attacha à réprimer les vices infâmes que l'exemple de Tibère et de Néron avait multipliés dans Rome, et il marqua un mépris salutaire pour les raffinemens de la mollesse. Il révoqua un jeune officier qui s'était présenté devant lui avec des parfums. « J'aimerais mieux, lui dit-il, que vous sentissiez l'ail. »

Il aimait à rappeler le souvenir de son obscure origine. Il ne voulut faire aucun changement à l'humble demeure où son aïeule Tertulla lui avait fait trouver tant de bonheur, et, aux jours de fête, il buvait dans une petite coupe d'argent qui avait appartenu à cette sage institutrice de son enfance. Il n'accueillit que par des railleries la stupide adulation des courtisans, qui avaient fabriqué une généalogie où ils le faisaient descendre d'Hercule. Le roi des Parthes, Vologèse, lui avait fait offrir, lorsque Vitellius régnait encore, des secours puissans pour l'aider à détrôner son rival. Il n'avait pas accepté la honte de devoir sa puissance à des armes étrangères. Néanmoins, le fastueux monarque d'Asie le considérant presque comme un client couronné, lui écrivit une lettre qui commençait par ces mots : « Arsace, roi des rois, à Flavius « Vespasien. » L'empereur fit la plus spirituelle justice de ce fol orgueil, en paraissant n'y pas attacher d'importance. Il se contenta de répondre : « Flavius Vespasien à Arsace, roi des rois. »

Peut-être poussa-t-il trop loin cette indifférence pour l'éclat extérieur. Lorsqu'il partagea le triomphe décerné à son fils Titus, après la prise de Jérusalem, on l'entendit plaisanter dédaigneusement de cet honneur, qui avait fait l'ambition des anciens vainqueurs du monde. Le mépris pour la gloire sied mieux à un philosophe qu'à un souverain. A force d'en négliger les emblèmes, on finit par ne plus chercher à la mériter. En faut-il d'autres preuves que les vices et les bassesses de Vespasien ?

Ainsi, malgré l'indulgence naturelle à son caractère, il se laissa entraîner à des cruautés qui durent faire craindre un Tibère prêt à jeter le masque. Non-seulement il proscrivit la secte des Stoïciens, derniers représentans de l'opinion républicaine ; il punit encore, par un exil et une mort injustes, la noble indépendance que le gendre de Thrasséas, Helvidius Priscus, déployait dans le sénat. Il voulut, dit-on, révoquer, mais trop tard, cette dernière sentence. Il pleura aussi le sort d'Eponine et de Sabinus, victimes de sa politique barbare : mais ces larmes stériles ne lavent pas la tache imprimée à sa mémoire par le plus touchant et le plus poétique épisode de Rome dégénérée sous des maîtres. Ce qu'on peut surtout le moins lui pardonner, c'est d'avoir ravi à la

Grâce cette liberté si glorieusement reconnue et proclamée par les anciens Romains. Il déclara pour son excuse (c'est celle de tous les despotismes) « que les Grecs avaient désappris à être libres. » Il fallait le leur rappeler !

Au reste, la tyrannie ne fut qu'un accident du règne de Vespasien. Il dota la fille de Vitellius, ne se vengea que par une raillerie de cet affranchi Phébus, qui, sous Néron, avait sollicité sa mort. Des présages frivoles avaient promis l'empire à Métius Pomponius. Au lieu de le livrer à la mort, il le décora du consulat, en prononçant ces belles paroles : « S'il devient empereur, il se souviendra que je lui ai fait du bien. » Il supporta long-temps, par un devoir de reconnaissance, les caprices et l'humeur impérieuse de Mucien, qui traitait en égal avec le maître qu'il s'était donné. Il ne répondait aux satires affichées contre lui dans Rome que par les représailles d'un satirique et non d'un souverain. Sous ce rapport, comme par d'autres traits de ressemblance, on peut lui comparer notre Louis XII : mais Vespasien a l'avantage de ne pas s'être laissé séduire par l'ambition des conquêtes.

Les seules guerres qui signalèrent les dix années de son règne furent, après celle des Juifs, l'origine de son élévation et que termina son fils avec tant de gloire, une révolte des Bataves et des Gaulois, suscitée par Civilis, et étouffée par les exploits de Céréalis, et le début de la fameuse expédition d'Agricola dans la Grande-Bretagne.

Il était parvenu à sa soixante-neuvième année, lorsqu'une maladie de langueur consuma peu à peu ses forces. Suivant avec sérénité les progrès de cet affaiblissement, il badinait sur l'apothéose, qui était le complément des funérailles d'un empereur. « Je m'aperçois, disait-il, que je commence à devenir dieu. » Ce travail de la mort n'altérait ni sa raison, ni son courage. Il s'occupait encore des intérêts publics, donnait audience près de son lit, et, à l'approche du moment suprême, il se leva et se fit habiller, en expliquant cette bizarrerie par un mot devenu célèbre : « Il faut qu'un empereur meure debout (1). »

Il est le seul des douze Césars qui ait échappé à une mort violente, et le seul qui ait laissé des fils héritiers de l'Empire. Suétone, en décrivant son extérieur, nous apprend que sa physionomie subissait la contraction de muscles d'un homme qui fait de grands efforts. Cette particularité fournit à un plaisant une épigramme cynique dont ne s'offensa pas ce prince indulgent, qui

(1) *Decet imperatorem stantem mori.*

joignait au talent de bien railler lui-même le mérite plus rare de supporter la raillerie d'autrui. — PAUL DUPORT.

889. *Bataille de Montfaucon.*

Eudes, n'étant que comte de Paris, avait sauvé cette ville d'une invasion formidable (*voy.* 25 NOVEMBRE 885) : ce grand exploit l'éleva jusqu'au trône. Les Normands, qui n'avaient pas quitté la France, reparurent encore aux environs de Paris. Le roi marcha contre eux, et les atteignit, le 24 juin 889, près de la forêt de Montfaucon. Les Normands étaient près de vingt mille : Eudes n'avait que mille chevaux ; mais il se posta si avantageusement, et fondit sur les ennemis avec une telle vigueur, que dès le premier choc, il les mit en déroute. Dans la mêlée, Eudes reçut un coup de hache sur la tête, et ne dut son salut qu'à la bonté de son armure ; il tua le cavalier qui l'avait frappé, et la mort de ce barbare devint pour les Français le signal de la victoire. (*Voy.* 3 JANVIER 898, *Mort d'Eudes, roi de France.*)

1314. *Bataille de Bannockburn.*

Robert Bruce ayant reçu la couronne des mains du peuple, chassa de son royaume tous les Anglais. Voulant châtier ce qu'il appelait une révolte, Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, se préparait à entrer en Ecosse, lorsque la mort le surprit. Il légua sa vengeance à son fils Edouard II ; mais il ne peut lui léguer son courage et ses talens. Robert Bruce a le temps de gagner deux batailles, et de se fortifier, avant d'en venir à une action décisive. Cent mille Anglais accourent au secours de Stirling, ville forte, assiégée par le nouveau roi d'Ecosse. Les Ecossais ne comptaient pas dans leur armée trente mille combattans. Mais l'heureuse situation de leur camp, défendu d'un côté par des rochers inaccessibles, et de l'autre par des marais profonds, leur courage, leur ardent amour de la patrie leur firent oublier le nombre des soldats anglais. La bataille fut long-temps incertaine : enfin le nombre céda au patriotisme et au courage. Vainement le duc de Gloucester signala sa bravoure en se jetant au milieu des rangs écossais. Percé de coups, accablé par la multitude de ses ennemis, il succomba. Dès ce moment, les Anglais prirent la fuite, laissant plus de cinquante mille morts sur le champ de bataille. Cette journée ne fut pas moins funeste à l'Angleterre que ne l'avait été celle de Cannes au peuple romain.

1794. *Mort du prince de Kaunitz (Venceslas).*

Ce diplomate célèbre, né en 1710, était destiné à l'Eglise : la mort de son frère changea sa vocation et le jeta dans la diplomatie. Devenu chambellan de l'empereur Charles VI, il assista au congrès d'Aix-la-Chapelle, où se conclut le traité de paix qui porte ce nom. (*Voy.* 18 OCTOBRE 1748.) Huit ans plus tard, nommé ambassadeur auprès de Louis XV, en négociateur habile, il ne s'attacha qu'à gagner l'esprit de madame de Pompadour. C'est à Kaunitz plutôt qu'à Bernis qu'il faut imputer cette alliance, jusqu'alors réputée monstrueuse, de la France et de l'Autriche, alliance qui produisit la fatale guerre de sept ans. (*Voy.* 1^{er} MAI 1756.) Le grand Frédéric conserva toujours un vif ressentiment contre l'auteur de cette combinaison. Il juge avec rigueur ses talens politiques. Quelle que soit à cet égard l'opinion qu'on adopte, les qualités morales du prince offrent moins d'équivoque. On assure qu'il n'écoutait ni la haine, ni la vengeance, et on cite à l'appui le mot suivant. Il proposait à Marie-Thérèse un feld-maréchal pour la présidence du conseil aulique de guerre. « Mais cet homme est » votre ennemi déclaré, lui dit l'impératrice. — Madame, reprit » le ministre, il est ami de l'État; et c'est la seule chose qu'il faille » considérer. » Décoré des titres de chancelier de cour et d'État, et de plusieurs ordres, le prince de Kaunitz prolongea sa carrière jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

1799. *Rupture de la capitulation de Naples.*

La révolution française venait d'offrir le spectacle des vengeances du peuple : la contre-révolution de Naples donna celui des vengeances des rois. La destitution de Championnet avait suivi de près sa conquête (*voy.* 20 JANVIER 1799, *Prise de Naples*) : son départ, le retour de plusieurs agens, frappés d'une réprobation légitime, jetèrent le découragement dans le parti français et ranimèrent les espérances de la cour réfugiée à Palerme. Bientôt des émissaires secrets parcoururent le royaume. Investi par Ferdinand IV du titre de vice-roi, le cardinal Ruffo débarque à Reggio le casque en tête et le crucifix à la main; il proclame au nom de son maître un pardon absolu à tous ceux qui viendront se ranger sous ses drapeaux. Il absout d'avance tous les pillages et tous les meurtres qui se commettront pour la bonne cause. Il recrute comme auxiliaires des chefs de voleurs, des assassins, et les ex-

« ploits d'une troupe ainsi composée surpassent tout ce que l'imagination pouvait en attendre. « Il faudrait, dit un auteur italien, » tremper sa plume dans le sang, si l'on voulait peindre toutes les » atrocités commises par de pareils monstres, sous la conduite du » cardinal Ruffo. Toutes les villes des Calabres, de la Pouille, de » la Basilicate, du comté de Molise, attachées ou même soup- » çonnées d'attachement à la constitution, furent rançonnées, » saccagées, incendiées, toujours au nom du roi et de la religion. » Toutefois, les généraux français firent en diverses rencontres un » grand carnage des insurgés : à San-Severo, il en resta plus de » trois mille sur le camp de bataille. Des deux côtés on se servit » des armes du fanatisme. Ici des prêtres et des évêques prê- » chaient pour la république ; là, des évêques et des prêtres, pour » la royauté : la croix heurtait la croix. Le cardinal Ruffo et » le cardinal Zurlo, archevêque de Naples, s'entr'excommu- » niaient. »

Enfin, le nombre des insurgés grossissant toujours, celui des républicains, au contraire, s'étant affaibli par la retraite de Macdonald, que les progrès de Souvarow obligèrent à conduire ses troupes dans la haute Italie après un triple assaut, et grâce à la trahison des *lazzaroni*, le cardinal Ruffo entra dans Naples. Deux jours entiers furent donnés au pillage et au massacre. Le cardinal se préparait à commencer l'attaque des châteaux, lorsque le bruit se répandit qu'une flotte française allait entrer dans les eaux de Naples. A cette nouvelle, l'inquiétude saisit le cardinal et les Anglais eux-mêmes, qui craignirent de se voir acculés dans le port. Une capitulation fut donc offerte aux assiégés, qui l'acceptèrent aux conditions suivantes : 1° sortie des forts avec tous les honneurs de la guerre ; 2° inviolabilité des personnes et des propriétés ; 3° amnistie générale pour tous les républicains du royaume ; 4° obligation de fournir des bâtimens de transport à ceux qui voudraient s'expatrier. Tels étaient les principaux articles de l'acte, approuvé, signé, ratifié, par le cardinal Ruffo, pour le roi des Deux-Siciles ; par Kéraudy, pour l'empereur de Russie ; par Bonica, pour le sultan ; par le commodore Foote, pour l'Angleterre.

Que manquait-il à ce traité ? La sanction de la reine, qui frémit au seul mot d'amnistie et de pardon. A cette époque, la fameuse lady Hamilton vivait avec Caroline dans une intimité qu'on ne saurait appeler ni amitié, ni amour. Par lady Hamilton, Caroline disposait du vainqueur d'Aboukir, de Nelson, dont l'âme faible céda lâchement à des prières sacrilèges. L'ami-

ral anglais déclara que la capitulation de Naples, n'ayant pas été approuvée par lui, demeurerait nulle. Ruffo lui-même recula devant ce parjure ; le commodore Foote donna sa démission, et le commandant des Turcs s'écria qu'une telle perfidie ne souillerait jamais la conscience d'un Musulman. Cependant Nelson ne se bornait pas à déchirer l'acte de capitulation ; il organisait ingénieusement le supplice contre tous les partisans de la république. Ceux-là seuls échappèrent à sa poursuite, qui déjà voguaient loin du port et se dirigeaient vers Marseille.

« Tout étant prêt pour la vengeance, la cour et le ministre Ac-
 » ton arrivent sur des vaisseaux anglais dans le golfe de Naples.
 » Des fourches patibulaires s'élèvent, des échafauds sur le rivage de
 » la mer ; la reine tient en main les fatales listes, où se trouvent les
 » noms de trente mille personnes déjà arrêtées. Les sentences de
 » mort sont rendues d'avance ; toutefois on institue une espèce de
 » tribunal pour donner aux condamnations un appareil juridi-
 » que. A la prise de Naples par Ruffo, nous avons entendu les cris
 » sauvages des lazzaroni égorgeant les patriotes avec une fougue
 » désordonnée, mais bornée dans son cours ; maintenant c'est
 » une cruauté calme qui insulte froidement à ses victimes, les
 » massacre avec méthode, et qui, comme l'incendie, s'accroît à
 » mesure qu'elle dévore les objets de sa fureur. Le génie et le ta-
 » lent prennent leur source dans l'amour de la liberté ; aussi tous
 » les Napolitains distingués dans les sciences, les lettres et les
 » arts, sont marqués du sceau de la mort : ils périssent avec hé-
 » roïsme. Plébéiens, on les suspend aux horribles gibets qui
 » garnissent le rivage ; nobles, on les décapite, et les haches tom-
 » bent en cadence sur des têtes où la pensée avait déposé tous ses
 » trésors. L'homicide moisson fut si ample, si totale, qu'il faudra
 » bien des siècles pour réparer de telles pertes. La terre est long-
 » temps veuve du génie ; aujourd'hui le voyageur s'étonne de ne
 » pas rencontrer de grands hommes à Naples : qu'il les demande
 » à la terreur de 1799 (1) ! »

Quelques années plus tard, Napoléon châtiât la cour de Naples, en la précipitant d'un trône qu'elle avait inondé de sang. (*Voy.* 8 FÉVRIER 1806, *Invasion du royaume de Naples par les Français*, et 21 OCTOBRE 1805, *Mort de Nelson*) — X.

(1) *Résumé de l'Histoire de Naples et de Sicile.*

1827. Ordonnance royale qui rétablit la censure en France.

Avant la révolution, le peuple opprimé, sans espoir, disait : *Si le roi savait !* Heureux les chefs d'une nation qui inspirent un tel mot.. Il suppose qu'ils n'ont besoin que d'être éclairés sur le vœu public pour lui donner satisfaction. Quel plus grand service peut-on donc leur rendre que de les mettre à même de savoir toujours la vérité ? tel est le bienfait de la presse libre, dont la voix souveraine retentit dans le palais des rois, pour seconder le penchant de leur cœur, lorsqu'ils font du bonheur des gouvernés le premier de leurs devoirs, et pour leur adresser de salutaires avertissemens lorsque, trompés par de perfides conseils, ils seraient tentés de méconnaître les droits du peuple. Et cependant cette liberté de la presse, l'une des plus précieuses conquêtes de la révolution, solennellement garantie par la Charte, sauve-garde des sujets et des rois, combien de temps, depuis 1814, les Français en ont-ils joui ? combien de fois n'a-t-on pas tenté de la leur ravir pour jamais !

Le ministère *déplorable* avait, en l'absence de toutes circonstances graves, pour se venger de la magistrature et l'insulter, arraché à la faiblesse d'un roi mourant le rétablissement de la censure. Charles X en montant sur le trône brisa les entraves de la presse, et ce don de joyeux avènement valut au monarque les plus touchantes actions de grâces. Ce souvenir n'aurait jamais dû s'effacer ; mais MM. de Villèle, Corbière et Peyronnet, poussés par la faction qui a déclaré une guerre à mort aux institutions constitutionnelles, avaient résolu d'étouffer toute expression de la pensée publique. Une loi *vandale* fut présentée, qui devait conduire à ce but, et parce qu'elle échoua devant la Chambre des pairs, les ministres formèrent contre la Charte un nouveau complot, au succès duquel on jugea la censure nécessaire. L'ordonnance qui la rétablissait fut donnée le 24 juin 1827. Jusque alors une sorte de honte avait retenu dans l'ombre les exécuteurs du saint-office littéraire. Cette fois il y eut un bureau de censure dont les membres furent nommés par ordonnance, et un conseil de surveillance, sous la présidence de M. le vicomte de Bonald, composé de pairs, de députés et de magistrats. Quelques-uns de ceux sur lesquels était tombé le choix du gouvernement se respectèrent assez pour ne point descendre à ces étranges fonctions.

Cependant on aurait pu croire que cette publicité des noms deviendrait une garantie pour les écrivains, et qu'une ombre de

justice, s'il est possible, accompagnerait l'exercice du pouvoir scandaleux que les ministres ne rougissaient pas de réclamer. Il n'en fut point ainsi : la nouvelle censure se montra plus odieuse, plus arbitraire, plus inique, plus insolente que jamais. Cette insupportable tyrannie cessa de droit, le 6 novembre 1827, à l'apparition d'une ordonnance qui dissolvait la Chambre des députés. Tout avait été mis en œuvre pour fausser le jugement du pays. Mais les collèges électoraux, pour la plupart, accomplirent leur mission avec zèle et sagesse, et la France, malgré tout ce que la fraude, la corruption et l'intrigue ôtèrent à sa victoire contre un ministère en butte à l'animadversion générale, peut aujourd'hui se féliciter, pour premier prix de ses efforts, d'avoir obtenu enfin, bien qu'à des conditions rigoureuses, l'émancipation de la plus vitale de nos libertés. — T. C.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1768. *Mort de Marie Leczinska, reine de France.*

Pour placer la fille de Stanislas Leczinski sur le premier trône de l'Europe, il fallut que la politique abjurât un moment tous ses calculs ordinaires. (*Voy.* 10 MAI 1774, *Mort de Louis XV*, et 11 JUIN 1728, *Disgrâce du duc de Bourbon*.) Née le 23 juin 1703, Marie était encore au berceau lorsque le malheur assaillit son père. Dans la précipitation et le trouble d'une fuite, que la proscription rendait indispensable, la future reine de France fut oubliée dans l'auge d'une écurie. Après avoir cherché vainement un asile dans divers pays, Stanislas s'était enfin fixé en France, près de Weissenbourg. Ce fut là que vivant avec sa famille, et ne se croyant plus qu'un simple particulier, il reçut la demande de la main de sa fille, au nom du jeune roi Louis XV. Le mariage fut célébré à Fontainebleau le 5 septembre 1725. Le bonheur qui présida aux premières années de cette union, finit pour la vertueuse Marie, avec l'attachement de son époux, dont elle avait eu deux princes et huit princesses. La résignation, la piété, la tendresse pour ses enfans l'aiderent à supporter un changement, que ne couvrait pas même le voile de la décence. Sans posséder aucune des qualités qui excitent l'enthousiasme, Marie Leczinska possédait plusieurs de celles qui font aimer et respecter. Elle se plaisait à protéger les hommes de lettres. Les Mémoires de madame Campan racontent que, dans les dernières années de sa vie, cette princesse s'occupait de peinture, mais seulement en prin-

cessé. Un artiste, qu'elle avait pris pour maître, et qui passait toutes les journées dans son cabinet, était chargé de dessiner le paysage, le fond des tableaux et les personnages. La reine ne s'était réservé que les draperies et les petits accessoires. Tous les matins, pendant une heure, elle venait placer sur le trait indiqué un peu de couleur bleue, rouge ou verte, que le maître préparait, et dont il garnissait à chaque fois le pinceau, en répétant sans cesse : « Plus haut, plus bas, madame ; à droite, à gauche. » Lorsque la reine était partie, l'artiste mettait les ombres aux vêtemens peints par elle, et enlevait les couches où elle avait mis trop de couleur. Aussi la comtesse de Noailles, à qui elle légua son cabinet, appelait ses tableaux *les innocens mensonges de cette bonne princesse*. Marie Leczinska mourut du chagrin que lui causa la perte de plusieurs de ses enfans, à l'âge de soixante-cinq ans et un jour.

A. G.

1826. *Condamnation d'Henriette Cornier.*

Le crime commis par Henriette Cornier semble se rattacher par sa nature et par ses causes à celui que Papavoine avait commis l'année précédente. (*Voy.* 25 MARS 1825.) Existe-t-il réellement dans notre siècle de civilisation et de lumières une *monomanie* du meurtre, sans intérêt, sans motif, ou bien la publicité, donnée à de tels forfaits, exerce-t-elle sur des cerveaux faibles une telle influence, que l'imitation s'ensuive nécessairement, et par une sorte de contact électrique ? Voilà ce que nous ne saurions décider. A l'appui de la dernière conjecture, on pourrait citer plusieurs exemples, qui établissent que ces crimes extraordinaires marchent presque toujours deux à deux, et à peu de distance l'un de l'autre.

Née d'une famille honnête de la Charité-sur-Loire, et âgée de vingt-sept ans, Henriette Cornier, femme Berton, sans mener une conduite régulière, ne s'était jamais signalée par aucun des actes que les lois punissent. Depuis deux ans ses mœurs étaient devenues plus rangées, mais son humeur avait perdu de sa gaîté : des tentations de suicide l'avaient même saisie à plusieurs reprises. Abandonnée depuis long-temps par son mari, elle avait servi en qualité de domestique dans diverses maisons. Le 4 novembre 1825, en l'absence de ses maîtres, elle se rend dans la boutique d'un fruitier nommé Belon, dont la femme tenait entre ses bras une petite fille âgée de dix-neuf mois. Henriette caresse l'enfant, prie la mère, qui résiste d'abord, de le lui confier, ajoutant

qu'elle *s'en amusera*. Couvrant toujours l'enfant de ses baisers, elle l'emporte dans sa cuisine, de là dans sa chambre, où, le posant sur son lit, elle lui tranche la tête, et dépose ensuite le cadavre sur le carreau. Quand la malheureuse mère vient redemander sa fille : « Elle est morte, lui répond froidement Henriette, » et après que la femme Belon s'est convaincue de son malheur : « Sauvez-vous, dit encore Henriette, vous serviriez de témoin. » Puis, ramassant la tête de l'enfant, elle la jette par la fenêtre ; le père lui-même la voit tomber, et la recueille.

Interrogée sur les motifs qui avaient pu la porter à commettre ce crime, Henriette n'en alléguait jamais d'autre que sa volonté, une idée vague, sa destinée. Elle comparut le 27 février devant la cour d'assises ; mais un supplément d'instruction sur son état mental ayant été reconnu nécessaire, la cause fut renvoyée à une autre session. On transféra l'accusée dans l'hospice de la Salpêtrière, où sont traitées les femmes aliénées ; c'est là que les docteurs Esquirol, Adelon et de Pressac ont eu la facilité d'examiner son état moral, et de compléter l'instruction sous ce rapport.

Le 24 juin 1826, Henriette Cornier fut amenée de nouveau sur le banc des accusés. Interrogée par la Cour, elle ne nia pas un seul instant son crime : un *oui*, brièvement articulé, fut sa réponse sur tous les faits connus ; mais Henriette Cornier s'attacha toujours à éloigner les circonstances qui auraient pu constituer la préméditation : on put remarquer en cela beaucoup d'ordre dans ses réponses. Six médecins, interrogés par le tribunal sur l'état d'Henriette, ne purent affirmer qu'elle fût atteinte de folie ou de *monomanie* ; mais ils soutinrent l'existence de cette dernière maladie, et en citèrent des exemples.

Défendue par un avocat habile, Henriette Cornier fut déclarée coupable d'homicide volontaire, commis sans préméditation, et condamnée à la peine des travaux forcés à perpétuité et à la flétrissure. Elle entendit sa condamnation, comme elle avait commis son crime, sans manifester la moindre émotion. — AL. C.

RELIGION.

25 JUIN 1530. *Les Protestans présentent leur confession de foi à la diète d'Augsbourg.*

Née du besoin de mettre un terme à la dépravation du clergé, à la multiplication et aux richesses des ordres monastiques, aux

impôts perpétuels que Rome levait sur l'Europe à titre de dispenses, d'indulgences, d'annates, de dîmes, et surtout de la nécessité de rendre la liberté à l'esprit humain depuis qu'il s'était réveillé, la réformation marchait d'un pas immense et rapide, et ralliait chaque jour à son drapeau de nouveaux partisans. Mais, en s'attaquant à l'autorité des papes, en abolissant la messe, la confession auriculaire, l'adoration des saints, le célibat des prêtres, en fermant les couvens, en sécularisant leurs biens, en attachant de nouvelles idées au sacrement de la Cène, elle ébranlait tant d'intérêts qui avaient pour eux une haute antiquité, ou le respect des peuples, qu'elle devait aussi se susciter de nombreux et puissans ennemis. Les foudres du Vatican ne se sont pas fait attendre, et déjà elle a subi un arrêt de proscription à la diète de Worms, où Luther et ses adhérens ont été condamnés à être bannis. Cependant la réformation s'étend toujours; elle conquiert l'assentiment de plusieurs princes souverains; elle prend un caractère politique, et dès lors il ne s'agit plus d'une rébellion à punir, mais de droits à juger. (*Voy.* 19 AVRIL 1529.)

Absorbé par ses guerres contre la France, Charles-Quint n'avait pu donner un moment d'attention aux affaires d'Allemagne. La paix de Cambrai (5 août 1529) lui laissant ce loisir, il convoqua une diète à Augsbourg, et ordonna aux Protestans de dresser leur confession de foi pour l'y soumettre à son examen. Luther, par son caractère absolu, fougueux, impatient de toute contradiction, était peu propre à un pareil travail; d'ailleurs, les Protestans voulaient user de condescendance envers les Catholiques et de modération dans leur manifeste, sans pourtant trahir les intérêts de la vérité. Ce fut à Mélanchton, le plus éloquent et le plus poli, comme aussi le plus modéré de tous les disciples de Luther, dit Bossuet, qu'échut la mission de rédiger l'exposé des nouvelles doctrines religieuses. (*Voy.* 19 AVRIL 1560.) La confession fut présentée à l'Empereur, en latin et en allemand, le 25 juin 1530, et retint le nom de la ville où se tenait la diète. Une discussion s'engagea sur ses divers articles entre les théologiens catholiques et Mélanchton, soutenu de quelques-uns de ses partisans. Luther, quoiqu'il n'assistât point à la diète, continua, pendant tout le temps que durèrent les séances, d'encourager et d'affermir les réformés par ses écrits. Ni les uns ni les autres ne parvinrent à s'entendre, malgré la douceur et les ménagemens de Mélanchton. L'Empereur, ne pouvant obtenir des princes protestans qu'ils abandonnassent, pour aucun avantage politique, ce qu'ils croyaient la cause de Dieu, menaça et parut près d'adopter contre les hérétiques les mesures de rigueur

que lui conseillaient le nonce du pape et même l'électeur de Brandebourg. La diète, sur ses instances et son avis, condamna la plupart des opinions contenues dans la confession d'Augsbourg, et rendit contre les Protestans un décret rigoureux. Cependant Charles, qui entendait la guerre civile gronder sourdement, promit d'engager le pape à convoquer un concile général, ou du moins un concile national, pour terminer toutes les disputes religieuses. Ce dénouement fut loin d'affaiblir l'autorité de la confession d'Augsbourg; jointe à l'apologie, qui en a été faite aussi par Mélanchton, elle servit alors de ralliement aux Protestans, devint leur évangile, et quoique plusieurs sectes de la nouvelle Église aient cru devoir s'en écarter en quelques points, elle n'a point cessé depuis d'être regardée comme le symbole du culte réformé. — T C.

POLITIQUE.

841. *Bataille de Fontenai.*

Le règne de Louis le Débonnaire avait été continuellement troublé par l'ambition de ses enfans, auxquels il avait eu la faiblesse de partager, de son vivant, son vaste empire. Après la mort de ce prince (*voy.* 20 JUIN 840), Lothaire voulut changer les partages de ses frères, et restreindre l'un à la Bavière, l'autre à l'Aquitaine. Charles le Chauve et Louis de Bavière, s'étant ligüés, marchèrent vers le bourg de Fontenai, en Auxerrois, où Lothaire était campé. Un combat long et sanglant décida la querelle en faveur des deux premiers : suivant quelques historiens, cent mille Français périrent dans cette journée : c'était l'élite de la noblesse, et, pour la remplacer, les anciennes coutumes de Champagne établirent que désormais *le ventre* ennoblirait, quoique le père fût roturier. Lothaire, vaincu, alla cacher sa honte au fond de ses Etats. De part et d'autre on se disposait à lever de nouvelles troupes, lorsqu'une trêve fut conclue entre les trois princes, trêve bientôt suivie d'un traité, dans lequel ils se partagèrent l'Allemagne, les Gaules et l'Italie.

1218. *Mort de Simon, comte de Montfort.*

Ce guerrier, moins fameux par ses exploits que par ses actes de persécution religieuse, était né dans la seconde moitié du douzième siècle, et avait épousé, en 1190, une héritière des Montmorenci. Neuf ans après, se trouvant en Champagne à un tournoi, dans

le moment où Foulques de Neuilli prêchait la croisade par ordre d'Innocent III, il partit pour la Palestine avec Thibaut et plusieurs autres seigneurs. À son retour en France, une autre croisade s'était formée dans le Languedoc contre des Chrétiens, dont le seul tort était de ne reconnaître d'autre loi que l'Évangile, et qu'on appelait tantôt *Vaudois*, parce qu'il y en avait beaucoup dans les vallées du Piémont; tantôt *Albigéois*, à cause de la ville d'Albi; *Bons hommes*, par allusion à la régularité dont ils se piquaient; ou bien encore *Manichéens*, du nom qu'on donnait alors en général aux hérétiques. Simon s'engagea vivement dans cette nouvelle entreprise, et bientôt il en fut proclamé le chef. Raymond, comte de Toulouse, passait pour favoriser l'hérésie : le pape délia ses sujets de leur serment de fidélité à son égard, et, le 3 septembre 1213, Simon remporta à Muret une grande victoire contre le comte de Toulouse et le roi d'Aragon : ce dernier y périt, et les États du comte furent transmis à Simon, auquel le pape en confirma la possession, tandis que Philippe-Auguste lui en donnait l'investiture. Cependant Raymond s'étant rendu à Rome pour solliciter sa grâce, on ne lui accorda qu'une pension. Après la mort d'Innocent III, il ne fut pas mieux traité : mais son fils parvint à rentrer dans Toulouse. Simon vint mettre le siège devant la ville. « Ce conquérant, dit Voltaire, y trouva le terme » de ses succès et de sa vie. Un coup de pierre écrasa cet homme » qui, en faisant tant de mal, avait acquis tant de renommée. » Comme exemple de cruautés que lui inspirait le fanatisme, on peut citer le traitement qu'il infligea aux habitans de Béziers et de Carcassonne. La première de ces deux villes avait voulu tenir contre les croisés : elle fut réduite en cendres, et l'on égorgea tous les citoyens réfugiés dans une église : ceux de la seconde implorèrent la miséricorde des vainqueurs; on leur permit de sortir, presque nus, et on s'empara de leurs biens. Voilà les belles actions qui valurent au comte de Montfort le surnom du *Macchabée de son siècle*. — X.

1669. *Mort du duc de Beaufort (François de Vendôme).*

Fils de ce César, duc de Vendôme, dont le bon Henri avait accepté si généreusement la paternité (voy. 22 OCTOBRE 1665), le duc de Beaufort naquit à Paris en 1616, et se distingua de bonne heure dans plusieurs sièges ou batailles. On suppose qu'il avait rendu quelque service important à la reine Anne d'Autriche, car, après la mort de Richelieu, elle dit publiquement en parlant de

lui : *Voilà le plus honnête homme de France!* La veille de la mort de Louis XIII, elle lui confia ses fils en présence de toute la cour, et ordonna aux troupes de lui obéir comme à elle-même. « Le roi mourut en 1643, dit le cardinal de Retz dans ses Mémoires. M. de Beaufort, qui était en tout temps à la reine, et qui en fait même le galant, se mit en tête de gouverner, ce dont il était moins capable que son valet de chambre. » Quand il vit que la reine avait donné sa confiance à Mazarin, alors il ne garda plus aucune mesure. « Pour soutenir ce qu'il faisait contre la régente, contre le ministre et contre tous les princes du sang, il forma, dit encore le cardinal, une cabale de gens qui sont tous morts fous, mais qui dès ce temps-là ne me paraissaient guère sages. » Cette ridicule faction reçut le nom de *Cabale des Importans*, et valut au duc de Beaufort un emprisonnement à Vincennes, d'où il s'échappa en 1649, après y avoir passé six ans. A cette époque, la Fronde commençait, et le duc de Beaufort se joignit au prince de Conti, aux ducs de Longueville, d'Elbeuf, de Bouillon, et au fameux coadjuteur, qui, dans la galerie des portraits des chefs de cette guerre, traçait ainsi celui de notre héros : « M. de Beaufort n'en était pas jusqu'à l'idée des grandes affaires; il n'en avait que l'intention. Il en avait oui parler aux *Importans*, et il avait un peu retenu de leur jargon; et cela, mêlé avec les expressions qu'il avait très-fidèlement tirées de madame de Vendôme, formaient une langue qui aurait déparé le bon sens de Caton. Le sien était court et lourd, et d'autant plus qu'il était obscurci par la présomption. Il se croyait habile, et c'est ce qui le faisait paraître artificieux, parce que l'on reconnaissait qu'il n'avait pas assez d'esprit pour cette fin. Il était brave de sa personne et plus qu'il n'appartenait à un fanfaron; il l'était en tout sans exception, et jamais plus faussement qu'en galanterie. Il parlait, il pensait comme le peuple, dont il fut l'idole quelque temps. » Pour achever en peu de mots l'histoire du *roi des halles*, il suffit de dire qu'en 1652, faisant la guerre civile sous le prince de Condé, et ne pouvant s'accorder avec son beau-frère, le duc de Nemours, il l'appela en duel, et le tua d'un coup de pistolet. Depuis l'année 1653, le duc de Beaufort ne fut plus qu'un sujet soumis. On le chargea de quelques expéditions navales contre les corsaires de Gigéri, les Algériens et les Anglais. En 1669, il obtint la permission de porter du secours aux Vénitiens, assiégés depuis vingt-quatre ans par les Ottomans dans l'île de Candie : il y fut tué dans une sortie, après s'être signalé par des prodiges de valeur.

X.

1698. *Voyage du czar Pierre à Vienne.*

En quittant l'Angleterre (voy. 17 FÉVRIER 1698), Pierre le Grand repassa par la Hollande, et vint en Autriche. Après les flottes anglaises et les ateliers hollandais, il avait à voir la discipline allemande. La politique s'intéressait encore à ce voyage. L'Empereur était l'allié nécessaire du Czar contre les Turcs. Pierre vit Léopold incognito. Les deux monarques s'entretenirent debout, pour éviter les embarras du cérémonial. Ce qu'il y eut de plus remarquable dans le séjour du Czar à Vienne, ce fut l'ancienne fête de l'Hôte et de l'Hôtesse, que Léopold renouvela pour lui. Voltaire, dans son *Histoire de Russie*, décrit cette fête, espèce de saturnale, pour laquelle les rangs, la profession, la patrie sont tirés au sort. Pierre s'habilla en paysan de Frise, et on ne lui adressa la parole qu'en cette qualité, en lui parlant toujours du grand Czar de Russie. Le grand Czar eut la prétention de se signaler comme danseur élégant dans ces mascarades, au milieu desquelles arriva la nouvelle d'une révolte, qui troublait ses Etats. Pierre quitta les fêtes, et courut détruire les Strelitz. (Voy. 4 SEPTEMBRE 1698.)

1718. *Mort du prince Alexis Petrowitz.*

Alexis Petrowitz naquit, le 29 février 1690, d'Eudokia Phedora Lapoukin, première épouse de Pierre le Grand. Il semblerait que l'inflexible réformateur de la Russie, prévoyant qu'une vie d'homme ne suffirait point pour achever sa gigantesque entreprise, eût dû veiller avec soin sur la première éducation de l'héritier de son empire, et le préparer dès l'enfance à continuer un jour son ouvrage. Cependant le jeune Alexis resta livré à lui-même, ou à des nourrices et à des filles de chambre, qui ne lui ont enseigné que des vices, et de plus il put jusqu'à neuf ans se familiariser avec les ressentimens et la haine d'une mère dominée par la superstition, attachée obstinément aux anciens usages de sa patrie, et pénétrée d'horreur pour toutes les innovations de son époux. Quand un ordre du Tsar l'eut reléguée dans le monastère de Souzdal, son fils n'en reçut pas moins toutes les impressions que voulurent lui donner des prêtres ignorans et grossiers, des moines barbares et dissolus, et les vieux boyards opposés à Pierre I^{er}. Ils l'entretenaient sans cesse de la mort prochaine du Tsar, dont ils maudissaient les travaux, et ne réussirent que trop bien à l'encourager dans ses habitudes paresseuses, à l'empoisonner de tous leurs pré-

jugés, à l'abrutir dans les excès de l'ivrognerie et de la débauche. Le jeune prince, quelque indigne que son incapacité le rendit du trône, devint donc l'espérance de tous les mécontents; prévenu, comme il l'était, il n'est pas douteux qu'il n'ait de bonne heure conçu le projet d'étouffer les lumières de la civilisation naissante et de sévir contre les arts et les étrangers que Pierre avait appelés en Russie. Plusieurs circonstances concoururent à l'affermir dans ces idées. La sévérité du Tsar envers lui, le nouveau mariage de ce prince avec Catherine, sa tendresse pour elle, les craintes qu'elle inspirait au fils d'une première épouse répudiée, finirent par fermer entièrement le cœur d'Alexis aux remontrances de son père.

Pierre s'occupa, mais trop tard, de changer les mœurs et le caractère de son fils. Il voulut l'initier aux règles de l'art militaire, contre lequel le tsarewitz montrait une répugnance invincible, et le plaça dans les gardes en qualité de sergent; il l'emmena avec lui pour qu'il assistât à plusieurs de ses entreprises, et pendant sa malheureuse campagne contre les Turcs, il lui confia, afin de le former aux affaires, l'administration civile et politique de l'Etat. Voyant tous ses efforts inutiles, il usa d'une dernière ressource en le faisant voyager en Allemagne et en le mariant à la princesse de Brunswick Wolfenbuttel. Mais Alexis ne s'attacha pas plus à tenir les promesses de réforme que son père avait tirées de lui, qu'à remplir ses devoirs envers sa jeune, belle et vertueuse épouse. Elle souffrit sans se plaindre les désordres et les mauvais traitemens du tsarewitz, et succomba lentement à sa douleur, après quatre ans d'une union infortunée.

A quelques jours de cet événement, Pierre écrivit à son fils, pour lui reprocher son indocilité, son ignorance volontaire et sa honteuse dépravation. Il finissait par ces mots menaçans : « Parce » que je n'ai pas d'autre fils, n'allez pas vous imaginer que je ne » vous écris que pour vous effrayer. Si je n'épargne pas ma propre » vie pour le bien de la patrie et le bonheur de mes sujets, *pour-* » *quoi épargnerais-je la vôtre*, dont vous ne voulez pas vous rendre » digne ? Je confierais plutôt l'empire à un étranger qui le méritait, qu'à mon fils qui ne le mériterait pas. » Dans l'intervalle de cette lettre à la réponse d'Alexis, l'impératrice mit au monde le tsarewitz Pierre. Alexis, que cette naissance acheva de décourager, écrivit à son père qu'il renonçait à sa succession, et bientôt après qu'il voulait prendre l'habit monastique.

Près de partir pour un long voyage, le Tsar se rend auprès de son fils qui, maintient sa résolution d'ensevelir ses jours inutiles

dans l'obscurité d'un couvent. Pierre cherche, par ses conseils et la perspective du brillant avenir qui l'attend, à le relever de tant de dégradation, et lui laisse six mois pour se consulter. Alexis avait reçu son père au lit et feignait d'être accablé par la maladie; mais à peine le Tsar l'a-t-il quitté qu'il retrouve les forces et la santé, et va se réjouir, dans un festin, de son départ. Six mois étaient écoulés sans qu'aucune nouvelle du tsarewicz fût parvenue à Pierre. Il lui écrit de Copenhague de venir le trouver avant huit jours, s'il souhaitait de ne pas perdre ses droits au trône, ou de lui marquer le temps et le lieu de sa retraite dans un monastère. Alexis, en l'absence de l'empereur, avait été plus que jamais entouré de mauvais conseils. Il fit semblant d'obéir à la lettre du Tsar, trompa le sénat, trompa sa maîtresse elle-même, qu'il emmenait avec lui; et tandis que tout le monde le croyait sur le chemin de Copenhague, il prit la route de Vienne pour aller se mettre sous la protection de l'empereur Charles VI, qui avait épousé la sœur de sa défunte femme.

Pierre était en Hollande, lorsqu'il apprit l'évasion de son fils. Il envoya sur ses traces le capitaine aux gardes Romantzoff et le conseiller privé Tolstoy, qui trouvèrent le prince à Naples, et lui remirent une lettre dans laquelle il lui disait : « Me craignez-vous ? Je vous assure et je vous promets, au nom de Dieu et par le jugement dernier, que je ne vous ferai subir aucune punition, et que je vous aimerai même encore plus qu'auparavant, si vous vous soumettez à ma volonté, et si vous retournez en Russie. » Alexis, assuré, comme on vient de le voir, de son pardon, se soumit, avec quelque peine à la vérité, aux ordres du Tsar, lui écrivit pour le remercier de sa clémence, et fut de retour en Russie dans les premiers jours de janvier 1718. Pierre aussitôt commande d'amener son fils à Moscou. Les deux régimens des gardes ont ordre de s'emparer de toutes les portes de la ville. Le prince arrive; on le conduit, sans épée, au palais, et là, au milieu des grands de l'empire, il tombe aux genoux de son père, à qui il demande pardon de sa faute, en lui présentant une lettre conçue dans les termes les plus supplians. Pierre donne un premier démenti à sa promesse de ne point punir, en déclarant à son fils qu'il doit renoncer publiquement au trône. Le tsarewicz obéit et signe son exhérédation. Il était fondé à croire qu'il avait dès ce moment épuisé toute la vengeance d'un souverain irrité; mais il allait bientôt être victime d'un manque de foi plus odieux encore. Le Tsar mit pour condition nouvelle à sa clémence la déclaration des moindres circonstances de la fuite du jeune prince et de tous

ceux qui la lui avaient conseillée ou en avaient eu connaissance. Les coupables corrupteurs de cette âme abjecte portèrent les premiers la peine de leurs lâches leçons. Ses amis, ses partisans, dénoncés par lui, moururent dans les plus affreux supplices. Pierre n'épargna ni la mère de son fils, ni sa propre sœur. Cependant on découvre que les aveux du tsarewicz ne sont complets ni sur les personnes, ni sur les choses, et ces omissions lui sont imputées comme autant de crimes qui le dévouent à la mort. On le presse de questions insidieuses, on le force à divulguer ses plus secrètes pensées, et c'est armé de déclarations qui n'auraient de valeur devant aucun des tribunaux de l'Europe, que Pierre appelle sur la tête d'un jeune homme égaré le châtement terrible dont il est même douteux que la société ait le droit de frapper les plus grands malfaiteurs.

Les lois de la Russie excluent toute juridiction entre un père et son enfant; néanmoins le Tsar s'astreint à consulter les chefs du clergé, qui répondent par des passages de l'Écriture, et citent tour à tour les exemples d'indulgence et de rigueur qu'elle présente dans des circonstances pareilles. Les grands de l'État, rassemblés dans Moscou le 24 juin 1718, iront plus droit au but de l'empereur. Ils savent que le tsarewicz est condamné d'avance dans le cœur de leur inflexible maître, et d'une voix unanime, ils prononcent la mort pour des crimes, ou plutôt des fautes qui résultaient des vices d'une éducation que le Tsar pouvait se reprocher en partie. Un tel jugement contredit toutes les idées de justice reçues chez les nations civilisées; mais c'est au tribunal de la raison d'État qu'Alexis fut jugé, et ses jours, mis dans la balance avec les intérêts d'un empire, que son règne aurait inévitablement compromis, furent trouvés légers même aux yeux d'un père. Amené le lendemain dans la chambre du sénat pour entendre la lecture de son arrêt, il fut saisi, dit-on, d'un effroi subit et tomba en convulsions. Mais, selon les Mémoires de P. H. Bruce, officier attaché de près à la personne de Pierre, les convulsions ne commencèrent qu'après qu'on eut fait prendre au prince, de retour dans sa prison, un *potion forte* (strong potion), qui avait été commandée d'avance à un droguiste. Bientôt Alexis fut dans un danger, dont les progrès rapides et violens l'emportèrent avant la fin de la journée. Il avait demandé à voir son père dans les derniers momens, et celui-ci n'avait pu refuser cette grâce à un mourant tourmenté par les remords. Il versa des larmes sur le sort de son fils, dont il suivit le convoi avec toute la cour, en donnant des marques d'une profonde douleur. Toutefois, ces détails, publiés par ordre du gou-

vernement, n'empêchèrent ni les Russes, ni l'Europe de croire que le tsarewitz avait péri de mort violente. Long-temps on douta du genre de cette mort. Voltaire avait au moins le soupçon de la vérité, lorsqu'il disait, avec des termes peu convenables en un pareil sujet : « Ce qui est certain, c'est que son fils mourut dans son » lit, le lendemain de l'arrêt, et que le Tsar avait à Moscou *une des* » *plus belles apothicaireries de l'Europe.* » Enfin les Mémoires de Bruce ont levé toutes les incertitudes, en faisant clairement entendre que c'est le poison qui mit fin à l'existence d'Alexis.

ULYSSE TENCE.

804. Exécution de George Cadoudal.

Fils d'un meunier de Brèch, village voisin d'Auray en Basse-Bretagne, il naquit en 1769. Il avait fait quelques études au collège de Vannes. Doué d'une grande énergie, il ne pouvait pas rester inactif au milieu des mouvemens qui, à dater de 1789, agitaient si violemment et si long-temps sa province; et, comme plebéien, il semblait devoir soutenir la révolution : son ambition le jeta néanmoins dans le parti contraire. Mais s'il combattait sous les mêmes étendards que les nobles, il était loin de les aimer, et ne songeait qu'à s'élever à leur niveau, si ce n'est au-dessus d'eux. À la tête d'une cinquantaine de vagabonds, il essaya d'abord de soulever le Morbihan ; mais ses premiers efforts ne furent pas heureux. Forcé de se sauver en 1793, il alla rejoindre les Vendéens, et fit avec eux le siège de Grandville, où il fut nommé officier. Arrêté ensuite, comme il recrutait pour leur armée, il fut jeté dans les prisons de Brest. Ayant réussi à s'en échapper au bout de quelques mois, il fut nommé chef de son canton dans l'organisation que reçut l'armée royaliste, et devint un des chefs de l'insurrection bretonne. C'est alors qu'à la tête d'un nombreux rassemblement de paysans et de matelots, il commença cette guerre à laquelle on a donné le nom de *chouannerie*. En 1795, refusant de reconnaître la pacification de La Mabilais, il favorisa, par des diversions, le débarquement des émigrés à Quiberon ; et rallia, après leur défaite, les débris de leur armée. Devenu commandant en chef du Morbihan pour le roi, par la mort du chevalier de Tintiniac, il fit arrêter le comte de Puisaye, dont l'influence le gênait, et à qui l'on attribuait les revers que venait d'éprouver l'armée royale. Il voulait le faire fusiller ; ce gentilhomme plaida toutefois sa cause avec tant d'éloquence, qu'il attendrit le cœur du roturier : George lui rendit la liberté. Le général Hoche cependant commandait dans

le Morbihan pour la république. Trop faible pour lui résister, George licencia ses bandes ; mais à peine l'armée républicaine se fut-elle retirée, qu'il reparut à la tête d'un rassemblement plus nombreux qu'il avait recruté en secret. Forcé de nouveau, en 1796, de céder à la supériorité de Hoche, il se soumit encore ; mais il ne remit au vainqueur que la moindre partie de ses armes, déterminé à reprendre, à la première occasion favorable, celles qu'il avait cachées. Il croyait cette occasion arrivée en 1799. Les chefs des diverses insurrections de l'Ouest, dont les espérances se réveillaient au bruit des revers de la république avant les victoires de Casticum et de Zurich, avaient décidé qu'on recommencerait la guerre civile. Elle allait désoler de nouveau des provinces pacifiées avec tant de peine, quand la révolution du 18 brumaire fit passer en des mains fermes les rênes du gouvernement, échappées des débiles mains du Directoire. Sans se laisser intimider pourtant par la réputation du premier consul, George insista pour la continuation de la guerre. Grâce aux ressources que lui fournissait l'Angleterre, il avait autour de lui quinze mille hommes bien armés. Il ne put résister néanmoins aux forces que lui opposa le général Brune, et fut bientôt obligé de souscrire à une nouvelle pacification, déjà acceptée par ceux des autres chefs qui n'avaient pas succombé. Bonaparte, qui lui avait permis de venir à Paris pour y faire ratifier le traité conclu avec Brune, le reçut à cette occasion dans son cabinet et essaya de le rattacher à son gouvernement, que plusieurs chefs vendéens avaient reconnu. George fut intraitable, et ne voyant plus rien à faire en France pour sa cause, il alla chercher en Angleterre les moyens de la servir. C'est dans ce voyage, où il fut comblé d'honneurs, qu'il reçut du comte d'Artois le cordon rouge et le brevet de lieutenant-général. Peu de temps après, il revint en Bretagne, dans le dessein de s'emparer par surprise de Belle-Ile et de Brest. Mais ce projet ayant été éventé, et l'explosion de la machine infernale, à l'invention de laquelle on l'accusait d'avoir pris part, appelant sur lui l'attention particulière de la police consulaire, il repassa de nouveau le détroit, toujours prêt à le repasser dès que l'occasion d'agir se présenterait. Pichegru cependant était venu attendre aussi à Londres l'occasion de satisfaire la haine implacable qu'il portait au chef d'un gouvernement qu'il avait trahi. La rupture du traité d'Amiens servit leur commune espérance : de concert avec George et plusieurs émigrés, parmi lesquels se trouvaient des hommes du rang le plus élevé, ce général revint en France, dans le projet d'enlever ou de tuer le premier consul et d'y renverser le gouvernement.

établi. Arrivés à Paris au mois d'août 1803, ils y résidaient depuis six mois sans avoir été découverts, et n'attendant que le moment d'exécuter leur complot, quand le désir de s'étayer du crédit et de la popularité du général Moreau, qu'ils savaient être en opposition avec Bonaparte, les détermina à se mettre en rapport avec lui. Ils le compromirent sans utilité pour eux. Moreau, Pichegru et leurs principaux complices furent successivement arrêtés dans les premiers mois de 1804. George seul avait réussi à tromper la surveillance de la police. Mais, reconnu au moment où il montait en cabriolet pour changer d'asile, et saisi par un garçon boucher, qui prêta main-forte aux agens du gouvernement, il fut conduit en prison. Traduit devant le tribunal criminel du département de la Seine comme coupable d'avoir conspiré contre la vie du chef de l'État, il ne nia pas le fait, et fut condamné à la peine de mort, le 11 mai 1804, avec onze autres officiers royaux. L'arrêt ne fut exécuté que le 25 juin. Tous ses co-accusés ne l'accompagnèrent pas à l'échafaud : la peine de mort avait été commuée pour plusieurs, entre autres pour les deux fils de la duchesse de Polignac et pour le marquis de Rivière. George subit son sort avec le courage dont il avait constamment fait preuve. Cette faculté qui dominait en lui ne suffit pas pour faire un militaire. George peut être classé parmi les *partisans* les plus audacieux, mais non parmi les vrais capitaines. — A. V. ARNAULT.

1807. *Entrevue des empereurs de France et de Russie sur le Niémen.*

Après la bataille de Friedland, poussés par Murat, qui, à la tête d'une cavalerie infatigable comme lui, ne leur laissait aucun repos, les Russes se retirèrent à marches forcées sur la Lithuanie. Ils avaient réussi à passer le Niémen, fleuve qui sépare les États prussiens de ceux des Russes, quand Napoléon arriva à Tilsitt avec l'armée victorieuse. Là le Niémen n'est pas plus large que la Seine à Paris. On s'attendait à chaque moment à voir l'empereur des Français porter au-delà de cette faible barrière, sur le territoire d'Alexandre, la guerre qui, depuis six mois, se prolongeait par la volonté de cet autocrate. Que rencontrerait-on sur l'autre rive? Une armée désorganisée et découragée, qui n'y trouvait, pour se recruter, que des Kalmoucks et des Baskirs, dont les flèches avaient déjà excité la risée des Français?

L'Europe n'apprit pas sans étonnement que, malgré les droits que lui donnait l'agression des Russes, malgré les avantages que lui assuraient trente victoires, l'homme qu'elle accusait d'une am-

lition immodérée, accédant, après la journée de Friedland comme après celle d'Austerlitz, à la demande de l'empereur de Russie, avait consenti à un armistice pendant lequel on traiterait de la paix entre les puissances belligérantes. L'espérance de voir la concorde se rétablir sur le continent s'accrut encore quand on sut qu'un armistice avait été conclu aussi entre le roi de Prusse et Napoléon. La notification de ces traités fut faite le 22 juin, à l'armée française par la proclamation suivante, qui, de plus, contient un résumé de tout ce qui s'était fait pendant la durée de cette courte campagne.

« Soldats, nous avons été attaqués dans nos cantonnemens par
 » l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur les causes de notre in-
 » activité. Il s'est aperçu trop tard que notre repos était celui du
 » lion. Il se repent de l'avoir troublé. Dans les journées de Gul-
 » stadt et d'Heilsberg, dans celle à jamais mémorable de Fried-
 » land, en dix jours de campagne enfin, nous avons pris cent
 » vingt pièces de canon, sept drapeaux, tué, blessé ou fait pri-
 » sonniers soixante mille Russes; enlevé à l'ennemi presque tous
 » ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœ-
 » nigsberg, les trois cents bâtimens qui étaient dans ce port, char-
 » gés de toute espèce de munitions, cent soixante mille fusils, que
 » l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

« Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Nié-
 » men avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz
 » l'anniversaire du couronnement; vous avez, cette année, célé-
 » bré dignement (à Friedland) celui de la bataille de Marengo,
 » qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

« Français, vous avez été dignes de vous et de moi. Vous rentre-
 » rez en France couverts de tous vos lauriers, et après avoir ob-
 » tenu une paix glorieuse qui porte avec elle la garantie de sa du-
 » rée. Il est temps que notre patrie vive en repos à l'abri de la
 » maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouve-
 » ront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je
 » vous porte. »

Les deux empereurs voulurent préluder par leur rapproche-
 ment individuel à la réconciliation de leurs peuples. L'entrevue
 de ces monarques, les plus puissans de l'époque, se fit sur un ra-
 deau au milieu du Niémen, dont les rives étaient bordées par leurs
 armées respectives. Tout y fut réglé conformément à l'égalité la
 plus parfaite entre le vainqueur et le vaincu. Napoléon et Alexan-
 dre, partis et arrivés en même temps, entrèrent chacun par une
 porte particulière dans le pavillon disposé pour les recevoir. C'est

dans leur conférence, qui fut secrète et dura deux heures, que furent jetées sans doute les bases de plusieurs opérations qui s'exécutèrent depuis. Les deux empereurs s'étaient embrassés en s'abordant, ils ne se quittèrent qu'après s'être prodigué de nouvelles marques d'estime et d'affection.

Le 26 eut lieu dans le même local une nouvelle conférence, à laquelle fut admis le roi de Prusse, du sort duquel on devait décider chez lui et sans lui. — A. V. ARNAULT.

LITTÉRATURE.

1811. *Mort d'Esménard, poète français.*

A travers les agitations d'une vie que se partagèrent les voyages, les plaisirs et les intrigues, Esménard conçut et acheva un poème auquel il dut une sorte de renommée, à la suite de Delille. Lorsque *la Navigation* parut en 1805, quelques personnes s'avisèrent de dire que c'était un *calme plat*. Le mot fit fortune, parce qu'il était juste, quoique un peu sévère. A défaut de plan, de mouvement dans l'action, de variété dans le style, ce poème offrait une versification pure, élégante, et de nombreux exemples du talent, aujourd'hui trop dédaigné peut-être, de rendre en périphrases harmonieuses les détails les plus rebelles à la poésie. En 1808, Esménard fit représenter l'opéra de *Trajan*, dont le succès prodigieux appartenait tout entier aux circonstances. Pour récompenser dignement l'auteur, on le nomma presque à la fois censeur des théâtres, censeur de la librairie, et chef de la première division de la police. Il ne lui manquait plus que d'être de l'Institut, et il y parvint en 1810. Cet honneur, dit un biographe, réveilla contre lui toutes les haines de ses ennemis, car il avait encore plus d'ennemis que de talent et de gloire.

« Parmi ces dégoûts, auxquels Esménard était moins sensible » qu'un autre, il reçut de l'Empereur l'ordre de quitter la France : » un article de journal, dirigé contre un agent du cabinet de Pétersbourg, était la cause ou plutôt le prétexte de ce nouvel exil. » Esménard, après trois mois de séjour en Italie, obtint la permission de rentrer en France. Il était parti de Naples depuis » quelques heures : aux environs de Fondi, le postillon, qui le » conduisait, négligea d'enrayer à la descente d'une côte rapide ; » la voiture était entraînée vers un précipice. Esménard voit le » danger, croit s'y soustraire en s'élançant de sa chaise de poste, » et va se fracasser le crâne, contre un rocher. » D'autres récits

plus vraisemblables avaient couru sur cette mort, à laquelle le poignard des sicaires ne paraissait pas étranger. Quoi qu'il en soit, il y eut quelque chose d'étrange et d'affligeant dans la fin de cet homme, d'ailleurs peu estimable : Esménard n'était âgé que de quarante-deux ans. — X.

SCIENCES.

1637. *Exécution de Dubois, alchimiste.*

Presque toujours l'enfance des arts et des sciences est entourée de croyances ridicules et superstitieuses, auxquelles les esprits faibles se laissent prendre, et dont le charlatanisme s'empare pour faire des dupes ou des victimes. L'astronomie vit naître l'astrologie, la chimie enfanta l'alchimie. Malheureusement dans ce combat entre la ruse et l'ignorance, l'appât d'un peu d'or conduisit trop souvent des malheureux à l'échafaud.

Noël Picard, surnommé Dubois, paya de sa vie sa criminelle industrie et surtout l'audace de s'être adressé aux chefs de l'Etat. Celui qui gouvernait une des premières nations de l'Europe et son roi, ne put pardonner à celui qui avait su le gouverner un moment lui-même.

Noël Picard naquit à Coulommiers, où son père exerçait la chirurgie; il se destina d'abord à la même carrière; mais bientôt il changea d'avis et se mit au service d'un nommé Dufay, qui l'emmena dans le Levant. Pendant trois ou quatre ans que durèrent ses voyages dans cette contrée, il chercha toujours à s'instruire dans les sciences occultes. De retour à Paris, il passa six ans dans la débauche, avec les adeptes de la philosophie hermétique. Ne sachant plus comment exister, il entre chez les Capucins de la rue Saint-Honoré; mais au bout de sept ou huit mois, il s'enfuit par-dessus les murs des Tuileries. Trois ans après, son esprit inconstant le ramène à la vie monastique; il fait son noviciat, prononce ses vœux, et est reçu prêtre sous le nom de Père Simon. Dix ans s'étaient écoulés dans la paresse et la débauche, mais la liberté manquait à Dubois; il quitta le couvent et se réfugia en Allemagne. Là il abjura le catholicisme et embrassa la religion luthérienne. Sept ou huit ans après, il revient en France, abandonne sa nouvelle religion, se marie avec Suzanne Leclerc, fille d'un guichetier de la Conciergerie, et prend les noms de Jean de Mailly, sieur de la Maillerie et Dubois.

Pendant tout le cours de cette vie licencieuse et agitée, Dubois n'avait pas cessé un seul instant de s'occuper d'alchimie; se croyant

possesseur d'assez de ruses et d'artifices pour faire des dupes, il les chercha dans les classes élevées de la société; mais probablement il ne pensait pas compter un jour pour ses cliens des têtes couronnées; la fortune, en le comblant d'abord de ses faveurs, le conduisit à sa perte.

Ayant fait connaissance de l'abbé Blondeau, celui-ci le présenta au fameux P. Joseph, comme pouvant rendre les plus grands services à l'Etat. Le P. Joseph s'empressa d'annoncer au cardinal de Richelieu le sauveur de la France. On croit facilement ce qu'on désire, Richelieu ne douta pas un moment des talents merveilleux de Dubois. On convint que Dubois opérerait en présence du roi, de la reine, du cardinal, du P. Joseph, de l'abbé Blondeau, des surintendans, etc. Le jour marqué, Picard se rend au Louvre, et, pour éviter tout soupçon de supercherie, demande un adjoint. Le roi lui donne un garde-du-corps, nommé Saint-Amour. On allume un fourneau sur lequel on place un creuset; Dubois se fait apporter des balles de mousquet, les jette dans le creuset avec un grain de poudre de projection; puis recouvre le tout de cendre. Comme on le pense bien, Dubois était parvenu à glisser un véritable lingot d'or sous les balles. Au bout d'un certain temps, il prie le roi d'écarter la cendre avec un soufflet; Louis XIII s'en acquitte avec tant d'ardeur, que la reine et tous les assistans sont aveuglés par la poussière. Enfin paraît cet or tant désiré. Le roi, dans son délire, embrasse Dubois, le fait chevalier et président des trésoreries de France, avec le droit de chasser sur toutes les terres de la couronne; promet le chapeau au P. Joseph, nomme Blondeau conseiller d'état, et donne huit mille francs à Saint-Amour. L'expérience est répétée avec un nouveau succès. Alors le cardinal demande à Dubois six cent mille francs par semaine; le charlatan promet d'abord, puis demande un délai; on le lui accorde. Arrive le terme fatal, et rien encore; les soupçons commencent à naître. Dubois est arrêté, conduit à Vincennes, puis à la Bastille; une commission est nommée pour le juger. Appliqué à la question, il confesse les crimes de vols, escroqueries, rognures de monnaies; mais la vanité du cardinal lui fait chercher un crime imaginaire, celui de magie, qui entraîne la mort. Dubois nia encore et voulut opérer; mais n'ayant pu réussir, il fut conduit au supplice. En chemin, il avoua toutes ses fourberies, et en signa la déclaration chez un notaire, puis remonta dans la charrette et reçut la mort avec résignation et courage.—AL. C.

1795. *Création du bureau des longitudes.*

Ce bureau fut créé à Paris, sur le rapport du représentant Grégoire, et par la loi du 7 messidor an III, qui place dans ses attributions l'Observatoire de Paris, et celui de l'Ecole militaire, et le charge de rédiger la Connaissance des temps, de faire chaque année un cours d'astronomie, de perfectionner les tables de cette science, les méthodes des longitudes, et de publier des observations astronomiques et météorologiques. A cet effet, le bureau publie régulièrement un annuaire. Les deux premiers géomètres qui le composèrent avec d'autres savans, furent Lagrange et Laplace.

RELIGION.

26 JUIN 1409. *Election du pape Alexandre V.*

Après la mort du pape Urbain VI (*voy.* 15 OCTOBRE 1389), le schisme qui avait régné pendant sa vie, entre ses partisans et ceux de son compétiteur Clément VII, paraissait devoir s'éteindre. Mais les Romains étaient bien loin de reconnaître Clément. Les cardinaux *urbanistes* élurent Perin Tomasel, et ce Perin Tomasel étant mort, ils prirent le cardinal Méliorati. Les *Clémentins* firent succéder à Clément, mort en 1394, un Aragonais, nommé Pierre Luna. « Ja-
» mais pape, dit Voltaire, n'eut moins de pouvoir que Méliorati,
» et Pierre Luna ne fut bientôt dans Avignon qu'un fantôme. Les
» Romains, qui voulurent encore rétablir leur gouvernement mu-
» nicipal, chassèrent Méliorati, après bien du sang répandu,
» quoiqu'ils le reconnussent pour pape, et les Français, qui avaient
» reconnu Pierre Luna, l'assiégèrent dans Avignon même et le
» tinrent prisonnier..... Luna, avant son élection, avait promis de
» se démettre pour le bien de la paix, et n'en voulut rien faire.
» Un noble vénitien, nommé Corario, qu'on élut à Rome, fit le
» même serment, qu'il ne garda pas mieux. Les cardinaux de
» l'un et de l'autre parti, fatigués des querelles générales et par-
» ticulières que la dispute de la tiare traînait après elle, convin-
» rent enfin d'assembler à Pise un concile général. On y
» créa un nouveau pape, nommé Pierre Philargie, Alexandre V.
» Le fruit de ce concile fut d'avoir trois papes ou anti-papes, au
» lieu de deux. L'empereur Robert ne voulut point reconnaître
» ce concile, et tout fut plus brouillé qu'auparavant. » (*Voyez*
29 MAI 1415, *Déposition du pape Jean XXIII.*)

POLITIQUE.

363. *Mort de Julien, surnommé l'Apostat, empereur (Flavius Claudius Julianus).*

La vie de Julien offre un grand problème à résoudre, et il faudrait même le regarder comme insoluble, si l'on ne savait avec quelle facilité le cœur humain allie tout ce qu'il y a de plus incompatible. Au milieu de la décadence des mœurs et des esprits, qui suivait celle du courage et de la puissance, Julien ressuscite l'éclat des talents et des vertus de l'ancienne Rome. Mais ce restaurateur de la philosophie tient tour à tour la conduite ou d'un hypocrite, ou d'un fanatique. Il méconnaît les besoins de son siècle et l'intérêt du genre humain, en repoussant le christianisme qui apportait au monde la réforme de l'ordre social. Encore ce n'est là qu'une erreur ; mais il persécute, il veut imposer ses doctrines, étouffer les doctrines rivales, et là commence le crime.

Au siècle dernier, les philosophes, et Voltaire à leur tête, se sont déclarés les panégyristes de Julien. Il nous semble que c'était de leur part s'abuser étrangement et sur leur position et sur les devoirs de leur noble cause. Ils ne réfléchissaient pas que vers les derniers temps du paganisme, les chrétiens se trouvaient précisément dans la même situation où la philosophie est placée aujourd'hui, qu'ils soutenaient les mêmes combats pour l'amélioration de l'humanité, pour l'indépendance des opinions et des croyances, et pour un perfectionnement social. Le grand Frédéric, qu'on a comparé à l'empereur sophiste, et qui fut à la fois et plus sage et plus heureux, haïssait, il est vrai, le christianisme, mais ne l'opprimait pas. Il est injuste de réclamer de ses ennemis la tolérance comme un devoir, et pour son propre parti l'intolérance comme un privilège.

Cette intolérance est d'autant plus odieuse dans le successeur de Constance, qu'il apportait sur le trône plus de lumières naturelles et acquises. On peut, jusqu'à un certain point, pardonner un fanatisme persécuteur à ces souverains ignorans, nourris dans les préjugés, et qui, suivant l'expression de Bossuet, n'ont jamais travaillé qu'à la chasse. Ils suivent en aveugles la loi de leurs prêtres, et n'en savent pas davantage. Mais Julien avait examiné, réfléchi, étudié à cette école du malheur, qui n'est pas toujours suffisante pour former les princes. C'était par choix, sinon par conviction, qu'il restaurait un système religieux, usé, vicilli, sans

ressources vitales pour le perfectionnement et la prospérité des peuples. A quel excès de dégradation et d'impuissance le monde n'était-il pas réservé, si ce monarque contre-révolutionnaire eût eu le temps d'accomplir son ouvrage ? Près de tomber sous la main des barbares, au lieu de se concilier de farouches conquérans par ce jeune enthousiasme, cet ardent prosélytisme qui mettent la force morale au-dessus de la force matérielle, il ne leur aurait présenté que le méprisable spectacle d'un mélange d'incrédulité froide et de superstition puérile. Nous ne craignons pas de le dire : la tâche entreprise par Julien n'eût pas été moins funeste, ne doit pas être jugée avec moins de sévérité par l'histoire, que celle des modernes rénovateurs de vetusté, qui s'attèlent par derrière au char de la raison. Le monde est comme ce vieillard rajeuni par Médée. Il a besoin quelquefois de perdre d'anciennes croyances, comme un sang appauvri et corrompu, pour faire place à une philosophie et à une civilisation nouvelles.

Julien naquit à Constantinople le 6 novembre 331. Il eut pour père Jules-Constance, frère de Constantin le Grand, et pour mère, la seconde femme de ce prince, Basiline, fille du préfet Julien. Il avait à peine six ans, lorsque, après la mort de l'empereur, son oncle, il vit son père et plusieurs personnes de sa famille massacrés par les soldats de Constance II, son cousin et l'héritier de l'Empire. Il ne fut soustrait au fer des assassins que par l'évêque d'Aréthuse, Marc, qui parvint à le cacher dans le sanctuaire. Plus tard on eut honte de le faire périr, ainsi que son frère Gallus, encore plus jeune que lui. Ils furent tous deux confiés à Eusèbe de Nicomédie, qui remit à l'eunuque Mardonius le soin de leur éducation. On les éleva dans le christianisme, et pour les écarter du trône impérial, on les destina même à faire partie du clergé. Ils eurent les fonctions de lecteurs dans leur église.

Lorsque Constance eut perdu l'espoir d'avoir des héritiers d'Eusébie, son épouse, un instinct de tendresse, ou un calcul de politique, ramena son attention sur ces deux orphelins, qui pouvaient devenir les appuis de son trône. Leur caractère s'était développé avec l'âge. Souple et dissimulé, Gallus avait plié sous la loi des bourreaux de sa famille. Julien, au contraire, conservant la mémoire des scènes sanglantes dont son enfance avait été témoin et presque victime, enveloppait dans la même haine et le pouvoir de ses persécuteurs et leur religion. Il affectait de se séparer, autant qu'il le pouvait sans péril, de tout ce qui rappelait sa parenté avec le chef de l'Empire. Il fréquentait les écoles publiques, et y traitait ses condisciples avec un ton d'égalité fami-

fière. Aussi, à peine avait-il atteint l'âge de quatorze ans, lorsque, pour le punir, Constance le relégua près de Césarée en Cappadoce.

Il fallut alors qu'il déguisât ses secrets ressentimens sous une apparence de zèle pour le christianisme; et cette nécessité de l'hypocrisie ne dut pas peu contribuer à exciter sa haine contre un culte qu'on lui imposait par force. Plus docile, son frère Gallus fut nommé César, en 351. A la même époque, Julien obtint la permission de reparaître à Constantinople. Mais, emporté par ses goûts pour la philosophie, il porta de nouveau ombrage à Constance, qui l'éloigna encore une fois. Ce fut dans ce second exil, à Nicomédie, que le jeune prince étudia sous un célèbre rhéteur, Maxime d'Ephèse, qui, fidèle à la gloire de l'ancien paganisme, changea en doctrine dans l'esprit de son élève des sentimens qui n'avaient été d'abord qu'un instinct de haine et de vengeance.

Pendant Gallus, élevé à la dignité de César et de gouverneur de la Syrie, se livrait à tous les excès de la débauche et de la cruauté. Malgré sa foi de chrétien, il forma le projet de détrôner l'empereur Constance, qui le fit arrêter et condamner à mort, en 355. Julien eut à supporter le contre-coup de la catastrophe de son frère. Il fut mandé à Milan, et gardé très-long-temps à vue; il jouissait enfin d'un peu plus de liberté dans Athènes, où l'on avait toléré son séjour, lorsque, succombant sous le poids de l'Empire ébranlé de toutes parts, le faible Constance se laissa déterminer par les conseils de l'impératrice Eusébie à rappeler Julien, pour l'opposer dans la Gaule aux Germains qui désolaient depuis un an cette riche province.

Ce ne fut pas sans un regret, ou sincère ou affecté, que Julien renonça aux douceurs de ses études philosophiques et de la vie privée. Ce qu'on peut croire au moins, c'est qu'il ne voyait qu'avec effroi se porter sur lui les regards d'un tyran lâche et soupçonneux, couvert du sang de tous les siens. Il dut être rassuré, lorsque Constance l'accueillit à Milan comme un successeur, le proclama César, le 6 novembre 355, et lui donna sa sœur Hélène en mariage. Ces marques de faveur furent accompagnées de l'ordre d'aller combattre en Gaule avec de faibles troupes. Julien n'hésita pas. Il trouvait moins de danger sur les champs de bataille qu'à la cour.

Il arriva en Gaule le 1^{er} décembre, et sa conduite excita une surprise générale. On n'était pas préparé, et Constance peut-être moins que tout autre, à voir un jeune disciple des belles-lettres.

et de la philosophie déployer tout-à-coup les talens et l'activité d'un général, et avec des ressources insuffisantes purger la Gaule de ces Germains, si long-temps la terreur de l'Empire. Julien, qui venait d'être créé consul, commença, dans ses quartiers d'hiver à Vienne, par faire, avec une rare prudence, tous les préparatifs nécessaires au succès. Enfin, il ouvre la campagne, et dès le 24 juin 356, il marche à Autun, au milieu des ennemis qui menaçaient son armée, s'empare d'Auxerre, de Troyes, livre plusieurs combats, reprend Cologne, est assiégé à Sens par les Allemands, parvient, avec une faible garnison, à les mettre en fuite, et couronne ces rapides exploits en remportant, à Strasbourg, une victoire éclatante sur sept rois allemands. Le plus puissant d'entre eux, Chrodomaire, tombe captif entre ses mains, comme le plus noble trophée du génie militaire de ce nouveau César.

Tous les historiens, divisés ailleurs par son caractère et sa foi religieuse, mais réunis ici par sa gloire, nous le montrent passant le Rhin, pour aller porter à son tour chez les agresseurs l'effroi et les calamités d'une invasion étrangère, et, bientôt après, non moins habile administrateur que hardi guerrier, s'attachant à rétablir les finances des Gaulois, à régler les contributions, à en diminuer le fardeau trop pesant, à réformer plusieurs abus dans les tribunaux et dans l'ordre municipal, à juger lui-même les affaires les plus importantes, à reconstruire des forteresses et des villes détruites, et enfin à donner à cette province, qui devait être la première conquête des barbares, une civilisation nouvelle et capable de séduire et de subjuguier peu à peu de farouches conquérans. Paris, qu'il nommait sa chère Lutèce, offre encore des traces et des souvenirs de son séjour; il semblait désigner d'avance ce bourg informe encore comme la capitale d'un empire.

Mais pendant que par ses victoires et de simples réglemens il cicatrisait les plaies de la plus belle des provinces romaines, on le calomniait auprès de l'indigne empereur des Romains. Les flatteurs de cour ne parlaient qu'avec ironie du *petit écolier grec*, de ce *singe revêtu de la pourpre*. Aussi Constance n'eut-il pas pour Julien plus de reconnaissance que n'en ont les souverains pour les services rendus à l'Etat. Il lui suscita des inimitiés, des obstacles, et saisit enfin le prétexte d'une guerre avec Sapor, roi de Perse, pour rappeler de la Gaule les meilleures troupes réunies sous les drapeaux du jeune vainqueur. Irrités de se séparer du seul général qui soutint encore l'honneur des armes romaines, les soldats se révoltèrent, refusèrent de partir, et en passant à Paris, au mois de mars 360, ils décernèrent à leur César le titre

d'Auguste, malgré sa résistance, dont la sincérité n'est pas universellement reconnue.

Julien envoie aussitôt des députés à Constance, pour s'excuser de la violence qu'on venait de lui faire. L'empereur lui répond par l'ordre de renoncer à sa nouvelle dignité. Les légions bravèrent la volonté d'un maître qui ne savait commander que du fond de ses palais. Constance arme contre Julien, qui fait des préparatifs pour se défendre. Il quitte la Gaule, après un séjour de plus de cinq ans, suit les bords du Danube, s'empare de Sirmium, capitale de l'Illyrie, et met le siège devant Aquilée. L'issue de la guerre civile qui s'engageait ne peut sembler douteuse. Mais les désastres en furent épargnés au monde par la mort soudaine de Constance. Dès qu'il eut reçu cette nouvelle, Julien se hâta de traverser la Thrace, et il entra le 11 décembre 361 dans Constantinople, où il fut solennellement proclamé empereur romain. Il célébra les funérailles du prince qu'il méprisait et qu'il avait voulu détrôner, avec des marques de douleur profonde, qui font peu d'honneur à la franchise de son caractère, surtout quand on songe qu'il déchira plus tard le même prince dans quelques écrits, comme *les Césars* et *le Misopogon*.

Une fois en possession paisible du pouvoir suprême, il se livra avec ostentation à ses goûts de simplicité, et plaça son faste dans une espèce de cynisme. Plusieurs de ses bons mots viennent témoigner de cette réforme, qu'il faudrait louer sans mesure, si elle eût été sans excès. Un jour il voit se présenter à sa toilette un homme richement vêtu, qui s'apprête à le raser; il le renvoie en disant : « C'est un barbier que je demande, et non un sénateur. » Son prédécesseur avait à peu près mille de ces domestiques. Julien n'en garda qu'un seul, déclarant que c'était encore trop pour un homme qui laissait croître sa barbe. Le palais renfermait autant de cuisiniers que de barbiers. Un jour qu'il en vit passer un affublé d'un splendide costume, ayant fait paraître le sien vêtu suivant son état, il demanda aux gens de sa suite qui des deux avait l'air d'un officier de cuisine; quand ils eurent avoué que c'était le sien, il congédia toute la légion des cuisiniers, avec ces paroles : « Vous perdriez tous vos talens à mon service, »

Il fit des réformes plus importantes et plus honorables. Il chassa les eunuques, dont il déclara qu'il n'avait plus besoin, puisqu'il n'avait plus de femme. Il avait perdu la sienne, sœur de Constance, ayant son avènement à l'Empire. Les *curiosi*, qui, sous prétexte de faire à l'empereur des rapports utiles, étaient des espions dangereux, furent supprimés. Le retranchement de tant de

charges oisives tourna au profit du peuple, qui fut soulagé d'un cinquième des impôts.

Ici se pressent, sous nos regards, beaucoup de faits contradictoires, rapportés les uns par l'admiration du paganisme, les autres par la haine des chrétiens. Il n'est pas impossible qu'ils soient tous conformes à la vérité, et qu'obéissant tour à tour à sa raison éclairée ou à ses caprices sophistiques, Julien ait parcouru les extrémités du bien et du mal. L'impartialité de l'histoire nous oblige à choisir quelques-uns des traits les plus attestés parmi ceux qui encourent le blâme, comme parmi ceux qui sont dignes de l'éloge.

S'il fermait son palais aux eunuques et aux bateleurs, il l'ouvrit aux sophistes, aux augures et aux astrologues. Il tirait vanité de la longueur de ses ongles, de ses mains tachées d'encre. Non-seulement il exclut ses sujets attachés au christianisme de toute place lucrative et de toute faveur, mais, par un raffinement d'intolérance, il rendit un décret pour leur interdire la faculté d'étudier et d'enseigner les lettres profanes. Ajoutant l'ironie à l'oppression, il les renvoyait à l'Évangile, comme à la seule lecture qui leur convînt. S'il ne versa pas le sang par lui-même, il est comptable à la postérité des cruautés qu'il laissa commettre à de fanatiques magistrats. Ce Marc, évêque d'Aréthuse, qui l'avait jadis soustrait à la fureur des assassins, fut ignominieusement traîné dans la boue et eut le corps brisé par les tortures. L'ingrat Julien ne vengea pas son libérateur. Quand les sectateurs du Christ réclamaient sa protection contre l'animosité des partisans de l'ancien culte, d'autant plus violens que leur influence touchait à son terme, il se bornait à leur faire cette réponse avec une amère ironie : « Tout chrétien est appelé à la souffrance. » Il fit rechercher avec une sévérité implacable la conduite des magistrats qui, sous le règne précédent, avaient abusé de leur pouvoir, et, comme c'est l'ordinaire dans toute réaction, les innocens furent enveloppés dans une rigueur dont le temps eût dû préserver même les coupables. Le sort d'Arbetion n'est pas la seule tache qui flétrisse le règne de Julien. « La justice elle-même sembla pleurer la mort » d'Ursulus, » s'écrie Ammien Marcellin, qui ajoute que Taurus succomba sous la même iniquité.

A côté de ces exemples d'une tyrannie odieuse, Julien, par un contraste inexplicable, nous montre un vrai philosophe, un prince doux et tolérant. Son oncle maternel, comte d'Orient, ayant fait fermer les églises d'Antioche et trancher la tête au prêtre Théodoret, l'empereur lui adressa des reproches sévères. « Est-ce ainsi,

» lui écrivait-il, que vous entrez dans mes vues? Quoi! tandis
» que je travaille à ramener les Galiléens par la raison, vous
» faites des martyrs sous mon règne et sous mes yeux. » Cette réprimande fut suivie d'une disgrâce à laquelle son oncle ne put survivre. Il avait témoigné en public son mécontentement à un magistrat nommé Thalassius. On vint aussitôt l'accuser devant lui de plusieurs malversations. Il répondit aux accusateurs : « J'avoue
» que votre ennemi est aussi le mien; mais c'est précisément ce
» qui doit suspendre vos poursuites contre lui, jusqu'à ce qu'il
» m'ait satisfait : je mérite bien la préférence. » En même temps il défendit au préfet de les écouter jusqu'à ce qu'il eût pardonné à l'accusé, de peur qu'on ne le punit moins de ses autres torts que de sa disgrâce. Pendant son séjour à Antioche, étant sorti de son palais pour aller sacrifier à Jupiter, sur le mont Cassius, il vit accourir vers lui un homme qui embrassa ses genoux, en lui demandant la vie; il s'informa de son nom; il apprit que c'était Théodote, autrefois chef du conseil d'Hiéracle, qui avait autrefois pressé Constance de faire tomber la tête du César révolté dans les Gaules. « Je le savais, » reprit l'empereur; et en pardonnant à Théodote tremblant, il ajouta : « Vous vivez sous un prince qui
» cherche par sa conduite à diminuer le nombre de ses ennemis,
» et à augmenter celui de ses amis. »

Il méprisa les délateurs, ce fléau de l'Empire. L'un d'eux étant venu lui dénoncer à plusieurs reprises un citoyen comme aspirant à l'empire, Julien demanda quelle preuve existait contre lui. « Il se fait faire, dit le délateur; un habit de soie couleur de pourpre. » Julien ne voulut pas en entendre davantage; et comme le misérable insistait : « Faites donner, dit-il à son trésorier, une chaussure de pourpre à ce dangereux observateur, afin qu'il la
» porte à celui qu'il accuse, pour assortir son costume. »

Nous ne parlerons qu'en passant de la tentative qu'il fit pour reconstruire le temple de Jérusalem. Quelques historiens racontent sérieusement que cette entreprise fut arrêtée par des miracles. Un soin plus généreux et plus utile que celui d'éteindre le christianisme, vint le distraire de ces impuissantes persécutions. Il voulait venger l'Empire romain des affronts et des pertes que les Perses lui avaient fait essuyer depuis soixante ans. Il mena contre eux une armée de soixante-cinq mille hommes, et on le vit, pendant cette expédition, actif, doux, affable à tous, bravant les fatigues comme le simple soldat, et se soumettant aux mêmes privations. Il marqua par des succès le début de cette guerre. Après avoir passé l'Euphrate sur un pont de bateaux, il s'empara

de Pirisobare , place regardée comme imprenable , et de Maogal-maque , où ses soldats portèrent le fer et la flamme avec une barbarie qu'il eut le tort de ne pas réprimer ; l'armée romaine traversa ensuite le Tigre , et , pour imiter Scipion , Julien eut l'imprudence de brûler sa flotte . Mais la ville de Ctésiphon devint l'écueil de sa prospérité . Ne trouvant ni vivres , ni fourrages , parce que les Perses avaient ravagé eux-mêmes leur pays pour le défendre , il revint sur ses pas , et se rapprocha du Tigre . Comme il ne pouvait le repasser , il prit pour modèle de sa retraite celle des dix mille , et résolut de gagner comme eux la contrée qu'on appelait de son temps la Carduanne . Il affectait en public une assurance qui se démentait bientôt , s'il faut croire les récits qui le montrent s'emportant contre les dieux , et surtout contre Mars , auquel il jurait de ne plus faire de sacrifices . Après avoir combattu avec valeur dans les plaines de Maranga , les légions , assaillies par un essaim de Perses , tombèrent dans un morne désespoir . Julien seul les soutenait par son courage , et ébranlait la confiance des ennemis ; déjà même Sapor se préparait à offrir la paix , lorsque le 20 juin 363 , dans une mêlée d'arrière-garde , Julien s'étant précipité sans cuirasse sur un bataillon de Perses qui prenait la fuite , fut atteint d'une javeline qui pénétra jusqu'au foie . On le rapporta dans sa tente , et là , recueillant le peu de forces qui lui restaient , il étala les maximes de la philosophie stoïcienne devant un grand nombre d'auditeurs , et termina cette étrange scène de théâtre par ces paroles , qui ne permettent guère de croire que la vérité soit toujours sur les lèvres des mourans : « Je ne sens ni repentir ni remords de tout ce que j'ai fait . Je savais , sur la foi des oracles , que je périrais par le fer . » Renvoyant bientôt tous les témoins , à l'exception d'un petit nombre d'amis , parmi lesquels était Maxime d'Ephèse , il eut une longue conférence avec ces apôtres d'une doctrine dont il allait emporter le triomphe dans la tombe .

Il expira la nuit suivante , dans la trente - deuxième année de son âge , après avoir été César l'espace de sept ans , et seul Auguste pendant une année et sept mois moins quelques jours .

Ce prince , émule de Marc-Aurèle , a laissé plusieurs ouvrages pleins d'esprit et d'imagination , mais qui sont bien loin de la dignité philosophique du successeur d'Antonin . Ses principaux écrits sont les *Césars* et le *Misopogon* . A quelques plaisanteries près , qui sont d'un goût équivoque , la satire des *Césars* offre une lecture curieuse et attachante ; il est piquant de voir tous ceux qui ont siégé sur le trône de l'Empire jugés par un de leurs succes-

seurs, qui tient le milieu entre Alexandre et Diogène. *Le Misopogon*, ou l'ennemi de la barbe, est une revanche prise aux dépens des habitans d'Antioche, qui avaient raillé le cynisme de Julien et la longueur de sa barbe philosophique, *sapientem barbam*, suivant l'expression d'Horace. Quelle que soit l'inconvenance d'un tel genre de représailles de la part d'un souverain, encore doit-on moins l'en accuser que d'une vengeance plus cruelle qu'il tira de ses sujets railleurs. Il avait nommé, pour gouverneur d'Antioche, Alexandre d'Héliopolis, homme pervers et magistrat prévaricateur; comme on lui reprochait ce choix : « J'avoue, dit-il, qu'Alexandre ne mérite pas un gouvernement, mais les avarés et insolens habitans d'Antioche méritent un tel gouverneur. »

On trouve dans la correspondance de Julien une longue lettre à Thémistius, qui renferme un admirable développement de tous les devoirs d'un souverain. Voici le résumé du jugement porté sur lui par Thomas, dans l'*Essai sur les éloges* : « Chrétien par les mœurs, platonicien par les idées, superstitieux par l'imagination, païen par le culte, grand sur le trône et à la tête des armées, faible et petit dans ses temples et ses mystères, il eut le courage d'agir, de penser, de gouverner et de combattre, mais il lui manqua le courage d'ignorer; et malgré ses défauts (car il en eut plusieurs), les païens durent l'admirer et les chrétiens durent le plaindre. » — PAUL DUPONT.

1657. Cromwell refuse la couronne.

La vie de Cromwell, que le génie joint au courage ont élevé si haut parmi les hommes d'Etat et de guerre, abonde en contrastes les plus saillans; mais jamais il ne rompit plus ouvertement avec la cause pour laquelle il avait combattu d'abord, que lorsque, respecté au dehors comme au dedans, reconnu par l'Europe, maître de l'Irlande et de l'Ecosse soumises à ses armes, glorieux et redoutable Protecteur de la république d'Angleterre, montée, sous sa dictature, à des prospérités qu'elle n'avait pas encore connues, il voulut se parer d'un sceptre. Bien au-dessus des rois, qui mendiaient son alliance, il ravala son ambition jusqu'à souhaiter le hochet symbolique de leur autorité. On croira sans peine que dès que ce désir fut deviné, il aiguillonna l'empressement de tous les flatteurs avides, qui se groupent toujours par intérêt autour des faiblesses du pouvoir, comme ces insectes qui sucent des plaies; et, singulière ressemblance avec un événement plus moderne! la première motion de déférer la couronne au Protecteur sortit

d'un Parlement dont il avait exclu les membres qui lui déplaisaient. En dépit d'une opposition violente, la proposition passa : elle avait pour elle les nombreuses créatures de Cromwell, des républicains apostats, quelques citoyens qui tendaient à rendre le gouvernement plus stable, et beaucoup de royalistes, dont les uns croyaient travailler au profit des Stuarts, dont la plupart ne cherchaient qu'à rétablir un trône pour exploiter les abus, ou, si l'on veut, les grâces qui en découlent. Il fut décidé qu'une humble pétition serait présentée au Protecteur pour le prier de prendre le titre et le nom de roi. Cromwell, lorsqu'il en fut à ce point, joua la modestie, la délicatesse, la répugnance, et la Chambre nomma sérieusement des commissaires pour dissiper les scrupules de Son Altesse. Alors se développa tout entière la servilité adulatrice, intéressée, déhontée jusqu'à se faire un point d'appui du bien public et même de la liberté. Laissons un des acteurs de cette farce politique se peindre par ses propres paroles : la logique d'Esobar pâlerait à côté de ce curieux monument d'abjection sophistique. « Votre Altesse, dit le colonel Wolsey, a bien » voulu, en parlant au Parlement, se donner le nom de son ser- » viteur. Vous êtes en effet le serviteur du peuple, et c'est là votre » plus grande gloire : j'espère, par conséquent, que vous laisserez » le peuple maître d'appeler son serviteur comme il lui plaît. Les » représentans du peuple désirent que vous le serviez sous le titre » de roi ; cette raison, fût-elle seule, est décisive. » Mais s'il était aisé de triompher d'une résistance hypocrite, il se trouva qu'il ne l'était pas de persuader les soldats, à qui l'on avait peint la royauté sous de si noires couleurs, de ceindre la couronne même à leur général victorieux. En proie à tous les tourmens de l'incertitude, Cromwell s'enveloppait, suivant sa coutume, dans des discours verbeux, confus, lourds, inintelligibles. Enfin, il demanda du temps pour chercher le Seigneur.

Pour mettre le comble à l'embarras du Protecteur, c'était dans sa famille et parmi ses amis les plus sincères qu'il rencontrait la plus forte opposition. Fleetwood, son gendre ; Desboroug, son beau-frère, ne connaissaient rien qui pût les déterminer à trahir leurs principes en faveur de Cromwell. Ils le menacèrent de leur démission. De leur côté, les officiers signaient une requête contre le rétablissement de la royauté. On pense même qu'une conspiration combinée des Cavaliers et des Puritains était prête à punir le Protecteur aussitôt qu'il aurait accepté l'offre du Parlement. Cromwell pesa avec partialité, il n'en faut pas douter, les raisons qu'il avait de croire au succès ; cependant l'ambition ne lui fit

point fermer les yeux sur les dangers qu'il courait, et, plus malheureux que Tantale, il se condamna à repousser lui-même la coupe enchanteresse où il abreuvait en espérance son âme hâlante d'une ardente soif de pouvoir monarchique. Cromwell, par ce dénouement imprévu, a-t-il manqué à sa destinée, qui l'appelait au trône, ou plutôt n'a-t-il pas deviné, avec une sagacité admirable, à quelles conditions elle devait s'achever ? On ne peut répondre à ce doute qu'en remarquant que des trois grands capitaines qui ont aspiré à réaliser le même rêve d'orgueil, soit que les Anglais aient eu foi en la sincérité de son refus, soit qu'il suffise aux hommes de conserver l'illusion des mots, il est le seul qui, après s'être arrêté à temps, soit mort paisiblement et sans avoir vu pâlir sa fortune. — ULYSSE TENCÉ.

1683. *Bombardement d'Alger.*

Depuis deux siècles peut-être les gouvernemens d'Europe entendent répéter que l'existence des corsaires de Barbarie est une honte pour eux, et que rien ne serait plus facile que de les détruire. Il faut croire que c'est cette facilité même qui protège ces forbans, et que les puissances chrétiennes dédaignent d'écraser un ennemi capable de si peu de résistance. Toutefois, voici bientôt trois ans que nous bloquons Alger, dont le dey a donné à notre consul un coup d'éventail, on ne sait pas encore au juste pour quelle raison : nous faisons pourrir nos vaisseaux, damner nos marins ; nous dépensons des millions *rapidis ludibria ventis*, et nous ne pouvons venir à bout de ce dey opiniâtre autant qu'impoli. Louis XIV, s'il n'eut pas la gloire d'accomplir le noble projet qu'il avait conçu, en prenant les rênes de l'État, d'anéantir ce nid de pirates, Louis XIV, du moins, en sut tirer une éclatante vengeance.

Cependant le bombardement d'Alger avec une flotte avait toujours paru impraticable ; car on n'imaginait pas que des mortiers pussent n'être pas placés à terre et se passer d'une assiette solide. Un jeune homme nommé Renau, dont Colbert avait deviné le mérite, et qu'il avait plusieurs fois admis au conseil de la marine, même en présence du roi, proposa de construire des galiotes à bombes. Il eut bien des contradictions, bien des railleries à essuyer de la part, ou de ceux qui ne le comprenaient pas, ou de ceux qui lui portaient envie ; mais Louis XIV donna gain de cause au talent que la conviction et la conscience de ses forces rendaient éloquent. Renau fit construire cinq bâtimens, moins grands que les

vaisseaux ordinaires, plus forts de bois, sans ponts, avec un faux tillac à fond de cale, où l'on façonna des creux pour recevoir des mortiers. Il mit à la voile avec cet équipage sous le commandement du célèbre Duquesne, qui s'honora dans cette circonstance en aidant de son crédit et de ses lumières le jeune émule de ses exploits. Un premier bombardement eut lieu le 30 août 1682, et une partie d'Alger s'abîma dans les flammes. Mais le résultat ne répondit point à la grandeur des frais de l'expédition, et l'on prétend qu'ayant appris ce qu'elle avait coûté, le dey dit que Louis XIV n'avait qu'à lui en donner la moitié, et qu'il aurait brûlé la ville tout entière. Bombardée de nouveau les 26 et 27 juin 1683, Alger fut écrasée et réduite en cendres.

De quelque perfectionnement que fussent susceptibles les bâtimens de Renau, sous le rapport de l'ajustement des bombes, de la manœuvre, de la résistance en cas d'attaque, et quoi qu'on ait pu dire sur les frais de ces armemens, ils n'en ont pas moins conduit au but que l'on voulait atteindre. Les Algériens firent leurs soumissions, demandèrent la paix par ambassadeur, payèrent une contribution au vainqueur, et rendirent les esclaves de toutes les nations. On ne sait si, malgré les progrès de la science et l'accroissement de ses forces maritimes, la France ne s'imposerait pas aujourd'hui de plus grandes dépenses pour achever beaucoup moins glorieusement, tant un peuple peut éprouver de dommage dans ses intérêts et dans son honneur par la faute des ministres qui président à ses destinées ! — T C.

1752. *Mort du cardinal Albéroni.*

Jules Albéroni naquit à Firuenzola, village du Parmésan, le 30 mars 1664 ; il était fils d'un jardinier, et mourut cardinal, après avoir glorieusement gouverné l'Espagne, et conçu, non sans quelques chances de succès, des projets gigantesques, dont l'exécution eût bouleversé tous les États de l'Europe. Pauvre et obscur, Albéroni dut se créer, par la flatterie et l'intrigue, ces ressources que d'autres trouvent toutes préparées dans les protections et la richesse. Doué d'une vaste et audacieuse intelligence, que l'ambition mit en mouvement, et que des scrupules de conscience n'embarrassèrent jamais, il sut être, aux diverses époques de sa vie, ce qu'elles exigeaient qu'il fût, flatteur rampant et intrépide, intrigant souple et profond, courtisan plein de finesse, enfin, grand ministre et homme de génie.

A quatorze ans, il abandonna l'état de son père, et, devinant sa

vocation, il s'enrôla sous les bannières de l'Église. Avant de commencer sa vie politique, il vécut de son habit de prêtre et de son titre de chanoine de Parme, sous la protection du comte de Roncovieri, évêque de Saint-Donnin.

Les détails qu'on a pu recueillir sur lui jusqu'à cette époque sont vagues et contradictoires. Les historiens ne sont pas même d'accord sur les circonstances qui fondèrent sa fortune, en le rapprochant du duc de Vendôme. Selon les uns, ce fut le poète Campistron qui le plaça parmi les gens du duc, en reconnaissance de services qu'Albéroni lui aurait rendus dans une aventure de voleurs ; selon les autres, le futur cardinal devrait son élévation à sa renommée culinaire, qui lui aurait valu les bonnes grâces de son premier patron. Nous nous en tiendrons à la version la plus généralement adoptée.

Le comte de Roncovieri avait été envoyé en qualité d'agent politique par le duc de Parme, auprès du duc de Vendôme, qui commandait alors les armées françaises en Italie. Mais la dignité du prélat s'offensa des habitudes peu cérémonieuses du général français. Il obtint son rappel du duc de Parme, qui nomma Albéroni pour le remplacer. Ce nouvel agent, d'une susceptibilité moins chatouilleuse que son prédécesseur, tint bon à son poste, et fut même assez habile, ou assez lâche, pour s'honorer de la familiarité avec laquelle le traitait le noble duc. Celui-ci l'attacha bientôt à sa maison, où il l'employa par la suite comme factotum. Si ses fonctions d'aumônier ne le trouvaient pas tout-à-fait à leur hauteur, en revanche ses soupes au fromage (quelques-uns disent à l'oignon) ne laissaient rien à désirer aux connaisseurs. Secrétaire discret, espion subtil, bouffon spirituel, conteur obscène, serviteur infatigable, Albéroni ne recula devant aucun rôle. Le duc, auquel il avait su se rendre nécessaire par la vivacité de son esprit fécond en ressources, mais surtout agréable par l'effronterie affectée de son cynisme et de ses bouffonneries, l'employa successivement en Italie, en France, en Espagne, et le protégea jusqu'à sa mort. (*Voy.* 11 JUIN 1712.)

À cette époque, Albéroni passa de la maison du duc dans celle de la princesse des Ursins, dont il s'était concilié les bonnes grâces par les services qu'il lui avait rendus, même, dit-on, au préjudice de son protecteur. Ce fut à elle qu'il dut la faveur d'être nommé par le duc de Parme aux fonctions de son résident à Madrid. En dépit de ce titre, Albéroni servit les intérêts de madame des Ursins plus encore que ceux de son maître, mais il travailla surtout à fonder sa fortune. Sous le patronage de la toute puissante

camarera-major, il s'établit solidement à la cour d'Espagne, s'emparant de l'esprit de tous ceux qui pouvaient quelque chose, et s'attachant surtout à capter la bienveillance de Philippe V, qui n'était accessible que pour les créatures de l'ambitieuse émule de madame de Maintenon.

Tant que vécut la première femme du roi, Albéroni végea dans une condition médiocre; la mort de cette princesse décida de sa fortune. Vainement madame des Ursins s'épuisa-t-elle en mystérieux efforts pour conquérir le titre de reine. Lorsqu'elle vit qu'il lui fallait renoncer à ses ambitieux desseins, elle voulut au moins placer sur un front de son choix la couronne, dont elle ne pouvait parer le sien. Par le conseil d'Albéroni, dont l'œil perçant sondait l'avenir, la princesse arrêta son choix sur Elisabeth Farnèse, nièce du duc de Parme, que le fourbe Italien lui représenta comme douce, timide, complaisante, toute propre enfin à se laisser subjuguier. Ces qualités précieuses décidèrent madame des Ursins, qui consumma ainsi sa propre ruine. Albéroni ne s'était pas trompé dans ses calculs. Il voulait renverser sa protectrice en stimulant contre elle l'ombrageuse jalousie de la jeune épouse, et accaparer pour lui seul toute la reconnaissance dont la nouvelle reine paierait sans doute ceux qui auraient travaillé à son élévation. Le rôle de favori d'une favorite ne contentait plus son ambition, et il ne voulait plus que la faveur royale ne lui arrivât que de seconde main. Ce fut lui qui négocia le mariage, et il intrigua avec tant de mystère et d'habileté, que son succès fut aussi complet qu'inattendu. Madame des Ursins était perdue, avant même qu'elle se crût menacée, et son pouvoir n'existait déjà plus, qu'elle travaillait encore à le consolider, en distribuant à ses créatures les places à remplir dans la cour de la nouvelle reine.

L'inactive dépendance à laquelle l'avaient accoutumé d'abord sa première femme, et ensuite madame des Ursins, était devenue pour le roi une si douce et si chère habitude, qu'Elisabeth n'eut, en quelque sorte, qu'à consentir pour être toute puissante. Mais, neuve à la cour, sans créatures, sans agens subalternes pour exercer son autorité, et pleine de confiance, elle avait besoin d'un homme dévoué, par l'entremise duquel elle pût gouverner. Par reconnaissance, par politique, elle choisit Albéroni, qui tint bientôt entre la *Parmésane* et Philippe la place que madame des Ursins avait remplie entre ce prince et la *Savoyarde*; il eut de plus que la favorite, le titre de ses hautes fonctions, que son sexe lui permit de prendre.

Trois cabales se disputaient alors le pouvoir que Philippe sem-

blait offrir au premier occupant. La faction française, influente par les emplois privés qu'elle remplissait dans la maison du roi; le parti espagnol, que ses richesses et ses dignités rendaient redoutable; enfin, la cabale italienne, que la reine et Albéroni instituèrent, en appelant à la cour une foule de compatriotes, qu'ils placèrent dans tous les postes.

La faction française fut frappée à mort dans la personne de son chef, le père Robinet, confesseur du roi, plein de vertus et de désintéressement, quoique Jésuite. On le força de céder son emploi à l'intrigant Daubenton, rappelé en faveur. Le parti espagnol, quoiqu'il représentât la nation, vit sa haine languir impuissante, parce qu'elle ne put jamais arriver jusqu'au roi, condamné à une profonde solitude par l'inquiète vigilance de la reine et du favori. Ainsi rassuré contre les attaques extérieures, et concentrant désormais sur lui seul tous les rayons de la faveur royale, Albéroni, devenu peu à peu le tyran de ses maîtres, régna bientôt de fait et sans contrôle sur toute l'Espagne.

Pendant qu'il poussait sa fortune politique, il brigua avec une égale avidité les dignités de l'Eglise. Par d'obscures et minutieuses menées, il se fit nommer d'abord à l'évêché de Malaga, puis aux revenus de l'archevêché de Séville, car le pape, menacé par l'Empereur, n'osa pas délivrer les bulles; enfin, de longues intrigues lui valurent le chapeau de cardinal, en dépit des scrupules de Clément XI, et des résistances du sacré collège.

Le règne d'Albéroni fut court; six années virent son élévation, sa grandeur et sa chute; mais il mit le temps à profit. En 1714, il n'était encore que l'obscur envoyé du duc de Parme; en 1716, ministre d'Espagne. Il s'attaquait, plein de force et d'audace, aux premières puissances de l'Europe. Ecarter ceux qui gênaient sa fortune, prendre sur l'esprit du roi, par le crédit de la reine, l'ascendant nécessaire à l'exécution de ses vastes projets, réveiller sous l'influence d'une volonté active et ferme l'Espagne engourdie, organiser une armée, créer une marine, rétablir les finances, et tirer d'immenses ressources d'une contrée épuisée, voilà ce qu'Albéroni sut faire en deux ans; mais ces grandes choses n'entraient dans ses combinaisons que comme moyen d'en exécuter de plus grandes encore, et n'étaient pour lui que des préparatifs.

Presque tous les ministres puissans ont eu, pour ainsi dire, une idée fixe à l'accomplissement de laquelle ils ont consacré leur existence politique. Par les traités d'Utrecht et de Radstadt, l'Italie, la Sicile et la Sardaigne, enlevées à l'Espagne, avaient été livrées à l'Empereur, au duc de Savoie, et à l'électeur de Bavière.

Albéroni voulut rendre à Philippe ce beau fleuron de sa couronne, cette Italie, jadis la maîtresse du monde, et devenue depuis la pomme de discorde de l'Europe, et le champ de bataille où se vident les querelles soulevées pour elle.

D'abord il intéressa la reine à ses projets, en lui promettant dans l'Italie démembrée des Etats pour ses fils, exclus du trône d'Espagne par des enfans du premier lit. Lorsqu'il fut sûr d'elle, il commença à agir.

Sous prétexte de protéger l'Italie contre les Turcs, il équipa, en 1716, une flotte puissante, avec le produit des impôts levés sur le clergé en vertu d'un indult, que le pape accorda, parce qu'il fut trompé sur le but de l'armement : pendant ce temps, le ministre espagnol remuait sourdement l'Italie et excitait les Turcs contre l'Empereur, bien qu'il les combattit à Corfou. Cependant l'Angleterre, la Hollande et la France, que l'attitude de l'Espagne commençait à inquiéter, conclurent une triple alliance, pour le maintien du traité d'Utrecht. Albéroni, sans s'effrayer, rendit sa flotte plus formidable encore, et cette fois, agissant ouvertement, il s'empara de la Sardaigne et envahit la Sicile.

Alors l'Empereur, qui, pour tourner toutes ses forces contre l'Espagne, avait fait la paix avec les Turcs, après leur défaite à Péterwaradin et à Belgrade, signa, le 2 août 1718, une quadruple alliance, formée entre lui, l'Angleterre, la France et la Hollande. Albéroni ne recula pas devant la guerre à soutenir contre les premières puissances de l'Europe.

Une victoire complète, remportée par les Anglais sur la flotte espagnole, qu'ils attaquèrent, selon leur coutume, avant que la guerre fût déclarée, n'abattit point son courage. A la coalition formée contre l'Espagne, il tenta d'en opposer une autre, dans laquelle entraient la Russie, la Suède et la Porte. Le ministre de Charles XII, le baron de Gortz, homme d'une activité effrayante, et le comte de Gyllembourg, ambassadeur de Suède en Angleterre, travaillaient, de concert avec lui, à cette immense conspiration, tramée à la fois dans toute l'Europe. Déjà Charles et Pierre, oubliant leur ardente rivalité, adoptaient tous deux les plans d'Albéroni. Pierre était entraîné par le désir de se venger de George I^{er}, qui gênait ses projets de commerce et de marine, et surtout par l'engagement que prenait Charles de lui laisser quelques provinces déjà conquises. Charles cédait à l'attrait d'une entreprise romanesque, et aux promesses de gloire qu'offrait le rétablissement du Prétendant sur le trône d'Angleterre, et de Stanislas en Pologne. Voici les plans des alliés : Charles et dix

mille Suédois conduisaient Jacques en Irlande ; le duc de Holstein pénétrait en Allemagne avec trente mille hommes, tandis que quatre-vingt mille Russes occuperaient la Pologne ; les Turcs devaient envahir la Hongrie et envoyer une flotte dans la Méditerranée ; enfin Albéroni, d'accord avec les mécontents, qui se ralliaient au duc, ou plutôt à la duchesse du Maine, promettait d'enlever le Régent, et de révolutionner la France.

Le hasard fit échouer successivement tous ces projets. Charles fut tué au siège de Frédérickshall (*Voy.* 30 NOVEMBRE 1718). Une tempête ruina sur les côtes de l'Irlande la flotte espagnole, commandée par le duc d'Ormond. L'abbé Dubois découvrit, dans ses liaisons avec une courtisane, la conspiration que l'ambassadeur Cellamare conduisait à Paris. Alors la Suède et la Russie se retirèrent de l'alliance, et le Régent, pour venger son injure personnelle, déclara la guerre à l'Espagne. Ainsi Albéroni voyait ses plans renversés, ses espérances déçues ; et néanmoins il eut la force d'âme, quelques historiens disent la folie, de persévérer.

Cependant les Français envahirent l'Espagne. Albéroni, suivi de Philippe, marcha contre eux, moins pour combattre que pour intriguer. Il espérait soulever l'armée contre le Régent, que la France haïssait ; mais ses tentatives furent déjouées. Alors Philippe, alarmé, découragé, demanda la paix. Les puissances alliées ayant maintes fois déclaré qu'elles ne faisaient la guerre qu'au ministre, exigeaient avant tout qu'il fût renvoyé, et l'on vit toutes ces têtes couronnées, ligüées contre le fils d'un jardinier, descendre, pour le renverser, à des intrigues de ruelle et d'antichambre. La nourrice de la reine, femme grossière, mais pleine de finesse, et qui, depuis long-temps, disputait à Albéroni la faveur d'Elisabeth, stimulée dans sa haine par l'or du Régent, exécuta ce que l'Europe n'avait pu faire. Le cardinal fut sacrifié, et, le 8 décembre 1820, il reçut l'ordre de quitter Madrid dans les vingt-quatre heures. Albéroni, abandonné de Philippe et mis au ban de l'Europe, ne savait où porter ses pas : malgré ses richesses, il ne pouvait pas acheter un asile.

Sous prétexte qu'il emportait le testament de Charles II, tous ses papiers lui furent enlevés ; il traversa l'Espagne gardé à vue par une escorte, qu'on lui avait donnée, disait-on, pour le défendre. A la frontière, des brigands apostés l'attaquèrent, et il lui fallut combattre pour sa vie : le chevalier de Marcieu l'attendait à l'entrée de la France, et le conduisit jusqu'à Antibes, sans permettre que la curiosité, la compassion et le respect approchassent du ministre tombé. Craignant le pape, Philippe V, et les

autres rois de l'Europe, Albéroni erra fugitif et sous un nom supposé, dans le territoire de Gênes et dans le Parmésan, où les honneurs dus à son rang lui furent cependant accordés. La mort de Clément XI (*Voy.* 19 MARS 1721) mit fin à son exil, et il se rendit au conclave.

Innocent XIII, élu pape, le fit juger par des commissaires du sacré collège. Ses relations avec la Porte étaient le prétexte de ce procès ridicule, dont on le menaçait depuis long-temps. On parvint à trouver des raisons suffisantes pour le condamner à faire un an de pénitence dans une maison de Jésuites; mais à un consistoire tenu en 1723, il fut définitivement purgé de toute condamnation, et rétabli dans les droits que donne la pourpre.

Le reste de la longue vie d'Albéroni fut obscur et tranquille. Cependant sa vieille renommée lui valut dans plusieurs conclaves grand nombre de voix, qui l'appelaient au trône pontifical. En 1738, il fut nommé légat dans la Romagne. Son active et bouillante imagination lui fit entreprendre, pendant cette mission, de réunir aux Etats du pape la petite république de Saint-Marin; mais il était dans sa destinée de ne jamais réussir. Il employa une partie de ses richesses à fonder dans sa patrie un vaste séminaire; par une sorte de fatalité attachée à tous ses projets, cet établissement, dont la prospérité avait d'abord été contrariée par les rivalités du clergé de Plaisance, fut complètement ruiné dans la campagne de 1746.

Malgré les vicissitudes et les agitations qui tourmentèrent sa vie orageuse, il la prolongea jusqu'à l'âge de quatre-vingt-sept ans, sans que ses facultés morales et physiques l'eussent abandonné; et l'on admirait encore dans sa vieillesse cet esprit vif et mordant, dont la profondeur et l'audace avaient été quelquefois celles du génie.

Les historiens n'ont pas rendu justice à Albéroni, parce qu'il n'a pas été heureux, et peut-être parce que, ennemi de toute l'Europe et odieux à l'Espagne, il ne pouvait pas être jugé sans prévention. Voltaire seul a dit de lui « qu'il avait régné assez pour » sa gloire, mais trop peu pour la grandeur de l'Espagne; » et ce jugement s'appuie sur l'autorité positive des faits. Ses projets gigantesques ne se sont pas écroulés par un défaut de combinaison; le hasard les a renversés, comme il avait ruiné l'invincible *armada*. D'ailleurs, on ne peut lui contester la gloire d'avoir tiré l'Espagne de sa langueur, d'avoir protégé le commerce, les arts, l'agriculture et l'industrie, qui, sous son administra-

tion éclairée, prirent un essor, subitement arrêté par sa chute.

AUG. DESCROIZILLE.

1794. *Bataille de Fleurus.*

Un premier combat avait ensanglanté, le 16 juin 1794, les plaines de Fleurus (5 lieues ouest de Namur). Le général Jourdan, au moment d'y saisir la victoire, s'était vu, par l'épuisement des munitions, empêché de prolonger une lutte qui coûta des pertes égales aux deux partis, et les Français repassèrent la Sambre. Cet échec fut promptement réparé. Le 18, Jourdan franchit la rivière pour la cinquième fois, et commença le troisième bombardement de Charleroi, qui capitula le 25 à l'instant où le prince de Cobourg, avec toute son armée, arrivait au secours de la place. Il était six heures du soir, et des deux côtés on se disposa à un engagement général pour le lendemain.

L'armée républicaine, à qui le temps avait manqué pour resserrer son front de bataille, se développait, en appuyant ses deux extrémités à la Sambre, sur une ligne demi-circulaire de dix lieues environ, qui passait par Lambusart, Fleurus, Wagné, Heppignies, Thuméon, Gosselies, Gouy, Traségnies, Forchies, Lernes et Vespe, en arrière de Fontaine-l'Evêque. Plusieurs de ces villages étaient fortifiés et palissadés ; en outre, au centre de la ligne, on avait élevé sur les hauteurs d'Heppignies une redoute de dix-huit pièces de gros calibre, qui dominait les plaines de Mellet et de Fleurus. Marceau et Mayer commandaient l'aile droite ; Lefebvre, Championnet et Morlot, le centre ; Kléber et Montaigu, l'aile gauche. Dans l'intérieur du demi-cercle, Ransart était occupé par une réserve d'infanterie aux ordres du général Hatry, et Lombues par une réserve de cavalerie aux ordres du général Dubois. Enfin, à l'extrémité de la gauche, le général Daurier commandait un dernier corps de réserve.

Au point du jour, quatre-vingt-dix mille Austro-Hollandais, partagés en neuf colonnes, étaient aux prises avec soixante-seize mille Français.

Le prince d'Orange et le général Latour conduisaient la droite des alliés. Le prince obtint d'abord quelques avantages, s'empara de Fontaine-l'Evêque, et marcha contre le château de Vespe. Il exécuta plusieurs attaques très-vives, auxquelles firent face avec gloire le courage et le sang-froid du général Daurier, et tenta de prendre les républicains en flanc ; mais, après beaucoup d'efforts infructueux, il fut obligé de ramener sur Forchies ses troupes

harassées. Pendant ce temps, la colonne de Latour s'était avancée vers Traségnies, avait repoussé la division Montaigu, et déjà menaçait Marchienne-au-Pont sur la Sambre. Bientôt l'intrépide Kléber, qui formait la seconde ligne de l'aile gauche vers Gosselies et en avant de Jumet, s'ébranle et met un terme aux progrès de l'ennemi. Bernadotte, avec quelques bataillons, sauve Marchienne, et, tandis qu'il pénètre dans le bois de Monceaux, Kléber, dont toutes les forces sont engagées, commande vers deux heures à la brigade Duhesme, soutenue de deux régimens de cavalerie, de prendre à dos la colonne de Latour, qui finit par effectuer sa retraite sur Forchies, où il ne put même s'arrêter.

Au centre, le général Morlot, après une résistance honorable, s'était décidé, pour éviter d'être tourné par sa gauche, à regagner les retranchemens de Gosselies. De là, il soutint victorieusement les assauts du général Quasdanowitch, qui s'épuisa en vaines attaques pour enlever cette position. Championnet, appuyé à la grande redoute d'Heppignies, et protégé par quatre batteries d'artillerie légère, eut la gloire de contenir pendant dix heures toutes les forces du prince de Kaunitz. Mais celui-ci, ayant eu avis des succès de Beaulieu à Lambusart, qui était tombé au pouvoir des Autrichiens, prit l'offensive avec une vigueur nouvelle, chassa les Français du village, et s'empara de la redoute. Championnet, persuadé, d'après le mouvement rétrograde de la division Lefebvre, qu'elle était battue, et dans la crainte de voir sa droite prise à revers, s'était mis en pleine retraite. Jourdan mesure d'un coup d'œil l'étendue du danger ; il s'élance tout-à-coup, entraîne avec lui six bataillons et six escadrons de la division Kléber, les forme sur-le-champ en colonnes serrées, et prescrit à Championnet de reprendre au pas de charge le village d'Heppignies. Cette habile manœuvre du général en chef décide de la victoire sur ce point. Les Impériaux, assaillis de toutes parts, reculent précipitamment, tandis que le feu de la grande redoute, où les Français sont retrés, foudroie leurs bataillons ébranlés. Une charge de cavalerie, ordonnée par Jourdan, avec cet à-propos qui distingue les opérations des grands capitaines, enfonce la première ligne autrichienne, qui perd cinquante pièces de canon. Cependant ce mouvement, que le général Dubois exécuta avec une ardeur et une intrépidité incomparables, n'obtint pas, faute d'appui, tout le succès possible. Les Autrichiens, par un dernier effort, parvinrent à ressaisir leur artillerie ; mais ils n'étaient plus en état de continuer la bataille, et ils commencèrent leur retraite à sept heures du soir.

A l'extrême gauche des Impériaux, la fortune s'était d'abord déclarée entièrement en leur faveur. Le corps de Marceau avait perdu toutes ses positions. Précipité par des charges de cavalerie, il se replia sur Pont-à-Loup, et repassa la Sambre dans la plus grande confusion. Il ne restait à Marceau qu'une poignée de braves, soutenue par trois bataillons de la division Hatry et autant de la division Lefebvre. Celui-ci, dont la déroute des troupes de Marceau menaçait sérieusement le flanc droit, commanda à son avant-garde, attaquée par l'archiduc Charles, de quitter Fleurus. C'est d'après ce mouvement que Championnet avait cru à la défaite de Lefebvre. Lambusart devint alors le point de mire de Beaulieu ; il était convaincu que la prise de ce village lui donnerait la facilité de débloquer Charleroi, et de couper de ses points de retraite la droite de l'armée française ; en conséquence, il chercha à porter ses masses de ce côté pour frapper un coup décisif. Mais le général Jourdan, qui se révéla tout entier dans cette journée par le plus habile emploi de ses réserves, saisit la pensée de son adversaire, et détache sur-le-champ une partie de la division Hatry au secours de Lefebvre ⁽¹⁾. Alors s'engage un combat des plus terribles ; les bataillons de Marceau commencent un feu meurtrier qui arrête Beaulieu au moment où il voulait déboucher de Lambusart. Lefebvre, de son côté, reçoit les colonnes autrichiennes à demi-portée de fusil, et sème dans leurs rangs le désordre et la mort : trois fois elles reviennent à la charge ; trois fois elles vont se briser contre le courage de nos soldats. L'artillerie tonne avec fureur, les obus enflamment les blés et les barraques du camp, des caissons atteints par le feu font explosion avec un bruit affreux, et cette partie du champ de bataille se transforme bientôt en une scène d'épouvante et de destruction, où rugissent le carnage et l'incendie. Cet effrayant spectacle jette une terreur subite dans l'armée française ; un cri de retraite se fait entendre : « Non, » point de retraite aujourd'hui, » s'écrie d'une voix forte le brave Jourdan, qui, par ces énergiques et brèves paroles, raffermir la contenance de ses bataillons. Enfin, Beaulieu est chassé de toutes les positions dont il s'était emparé, et il recule vers Sombref et Gembloux, en laissant la terre jonchée de cadavres. Certain désormais de la reddition de Charleroi, et repoussé sur tous les points où il avait eu le tort impardonnable d'engager des combats par-

(1) On a attribué le gain de la bataille à des signaux que donna un officier placé dans un acrostat qui dominait le plateau de Fleurus : mais le général Jomini assure que ces signaux ne servirent à rien.

tiels au lieu de concentrer ses forces, le prince de Cobourg avait fait donner l'ordre de la retraite à six heures du soir.

Les Français couchèrent sur le lieu même de leurs exploits, et purent se rappeler avec orgueil que déjà cent quatre ans auparavant Fleurus avait été témoin d'un brillant triomphe remporté par le maréchal de Luxembourg. Les vaincus avaient perdu sept mille hommes et trois mille prisonniers, et la république cinq mille de ses généreux défenseurs. Ainsi cette victoire, à ne la juger que par les trophées du champ de bataille, mériterait peu d'attention ; mais si l'on considère les vastes conséquences dont on ne peut la séparer sans injustice, la délivrance de nos frontières, la conquête de la Belgique, le théâtre des hostilités porté en Allemagne, alors elle grandit démesurément et brille à l'égal des plus beaux fleurons sur la couronne guerrière de la France républicaine. — ULYSSE TENCÉ.

ARTS.

1788. Mort de Vogel, compositeur allemand.

La carrière de cet artiste, dont l'immortalité repose sur un titre unique, commença trop tard et finit trop tôt. Né à Nuremberg, en 1756, il étudia l'art musical dans les ouvrages de Hasse et de Graun. Vers 1776, il vint à Paris : c'était l'époque où Gluck jouissait de la gloire d'avoir régénéré la scène lyrique. Le génie de Vogel s'enflamma aux reflets de celui de son compatriote. Après avoir formé son talent par l'étude, il lui restait une grande difficulté, celle de le faire connaître. Long-temps le théâtre sembla se refuser à ses débuts : enfin, au bout d'une attente, ou plutôt d'une lutte de dix ans, il parvint à faire jouer l'opéra de *la Toison d'or*, qui lui valut d'honorables suffrages, et notamment ceux de Gluck lui-même. Ce grand homme appelait Vogel son fils aîné, titre justifié par le caractère d'une imitation, qui s'élevait parfois jusqu'à la rivalité. L'opéra de *Démophon* devait succéder à celui de *la Toison d'or* : l'ouverture, vrai chef-d'œuvre musical, avait été exécutée deux fois au Concert olympique, et cet échantillon redoublait l'impatience qu'on éprouvait d'entendre le reste de l'ouvrage. Mais Vogel, qui se déshonorait par des excès, trop familiers jadis à sa nation et à son art, mourut tout-à-coup, à l'âge de trente-deux ans. *Démophon*, joué après sa mort, le 22 septembre 1789, obtint vingt-quatre représentations : bien que la partition offrit de grandes beautés, l'ouverture est seule restée, comme type

d'expression sublime et pathétique. On l'exécute encore souvent dans les concerts publics, et l'on se souvient de l'effet extraordinaire qu'elle produisit dans deux circonstances solennelles, à la cérémonie funèbre des officiers tués à Nanci (1791), et à celle du maréchal Lannes (1810), où elle fut exécutée par un nombre considérable d'instrumens à vent, et avec toute la pompe militaire. — E. M.

POLITIQUE.

27 JUIN 1743. *Bataille de Dettingen.*

La France n'essuyait que des revers dans cette guerre injuste, où elle avait épousé les prétentions de l'empereur Charles VII contre les droits de Marie-Thérèse ; l'année précédente s'était terminée par la retraite de Prague, célébrée si mal à propos (*voy.* 17 DÉCEMBRE 1742) : la bataille de Dettingen aggrava de longs malheurs, par une de ces imprudences dont l'exemple s'est reproduit plusieurs fois dans nos annales. Le roi d'Angleterre, George II, s'était avancé jusque sur les bords du Mein, et n'attendait que sa jonction avec le prince Charles pour inonder l'Alsace et la Lorraine : parvenu à Aschaffembourg, malgré lord Stairs, général de son armée, il commençait à s'en repentir, en voyant ses soldats bloqués et affamés par le maréchal de Noailles. Ce dernier avait pris ses mesures pour couper à l'ennemi toute retraite. Maître du cours du Mein, il y avait établi deux ponts : il s'empara d'Aschaffembourg aussitôt que le roi George l'eut abandonné, fit passer la rivière à cinq brigades d'infanterie, sous les ordres du duc de Grammont, son neveu, et les posta dans le village de Dettingen. En se retirant, les alliés étaient forcés de passer dans l'étroit défilé que forme ce village, dominé par des collines escarpées. Noailles avait élevé sur la rive du Mein six batteries qui devaient foudroyer les Anglais dans leur marche. Le reste de l'infanterie et toute la cavalerie française, répandue dans la plaine de Dettingen, et adossée à un bois, devaient attaquer de front les Anglais et leur fermer l'accès des montagnes. L'impatience où la méprise du duc de Grammont, qui crut que l'avant-garde ennemie était passée, et qui attaqua trop tôt, rendit vaines ces sages dispositions, et changea un succès infaillible en une sanglante défaite. La lutte dura trois heures : mais elle était trop inégale ; le courage seul avait à combattre la valeur, le nombre et la discipline. Enfin le maréchal de Noailles fit sonner la retraite : la maison du roi se replia pour la couvrir. Le duc de Chartres, le comte de Clermont, le duc de

Penthièvre, les princes de Dombes, le comte d'Eu, avaient vaillamment combattu à la tête de ce corps. Les deux derniers avaient été blessés, ainsi que le duc d'Ayen, d'Harcourt et de Boufflers. Le duc de Rochecouart, les marquis de Fleury et de Sabran étaient au nombre des morts. « Parmi les singularités de cette journée, dit » Voltaire, on ne doit pas omettre la mort d'un comte de Boufflers de la branche de Rémiancourt. C'était un enfant de dix ans » et demi : un coup de canon lui cassa la jambe ; il reçut le coup, » se vit couper la jambe, et mourut avec un égal sang-froid. Tant » de jeunesse et tant de courage attendrirent ceux qui furent témoins moins de son malheur. » Du reste, la perte fut à peu près égale dans les deux armées ; on l'estimait de part et d'autre à deux mille cinq cents hommes. Le roi d'Angleterre dina sur le champ de bataille ; mais il le quitta pendant la nuit pour se rapprocher de ses magasins. Lord Stairs écrivit au maréchal de Noailles pour lui recommander six cents blessés, honteusement abandonnés dans le lieu même où les Anglais se vantaient d'avoir remporté une victoire signalée.

1793. *Constitution démocratique en France.*

Victorieuse des Girondins (voy. 31 MAI et 2 JUIN 1793), mais inquiétée dans son triomphe, à l'intérieur par des révoltes, à l'extérieur par les revers de nos armées, la Convention avait repris le travail de cette constitution, depuis long-temps attendue, et dont elle se promettait beaucoup. Deux fois les Girondins eux-mêmes avaient voulu la faire décréter : la première, avant le 21 janvier, pour sauver Louis XVI, à l'abri d'un ordre légal ; la seconde, avant le 31 mai, pour se sauver eux-mêmes ; deux fois les Montagnards avaient rejeté l'accomplissement d'une œuvre qu'ils ne voulaient pas élever pour d'autres que pour eux. Maîtres du terrain, ils achevèrent rapidement l'édifice.

« Hérault de Séchelles fut le législateur de la Montagne, comme Condorcet devait l'être de la Gironde. En quelques jours » cette constitution nouvelle fut adoptée dans la Convention, et » soumise à l'acceptation des assemblées primaires. On conçoit facilement ce qu'elle devait être avec les idées qui régnaient alors » sur le gouvernement démocratique. Les constituans passaient » pour des aristocrates : la loi qu'ils avaient établie était considérée comme une infraction aux droits du peuple, parce qu'elle » imposait des conditions pour l'exercice des droits politiques ; » parce qu'elle ne consacrait pas l'égalité absolue ; parce qu'elle

» faisait nommer les députés et les magistrats par des électeurs,
 » et ces électeurs par le peuple ; parce qu'elle bornait en certains
 » cas la souveraineté nationale, excluant une partie des citoyens
 » actifs des grandes fonctions publiques, et les prolétaires des fonc-
 » tions de citoyens actifs ; enfin, parce qu'au lieu de fixer pour base
 » unique des droits la population, elle la combinait dans toutes ses
 » opérations avec la fortune. La loi constitutionnelle de 1793 établis-
 » sait le pur régime de la multitude : non-seulement elle reconnais-
 » sait le peuple comme la source de tous les pouvoirs, mais encore
 » elle lui en déléguait l'exercice. Une souveraineté sans bornes ; une
 » mobilité extrême dans la magistrature ; des élections immédia-
 » tes auxquelles chacun concourait ; des assemblées primaires
 » qui se réunissaient sans convocation, à une époque fixe, qui
 » nommaient les représentans et contrôlaient leurs actes ; une as-
 » semblée nationale annuellement renouvelée, et qui n'était, à
 » proprement parler, qu'un comité des assemblées primaires : telle
 » était cette constitution. Comme elle faisait gouverner la multi-
 » tude, comme elle désorganisait entièrement le pouvoir, elle
 » était impraticable en tout temps : mais elle l'était surtout dans
 » un moment de guerre générale. Le parti montagnard, au lieu de
 » la plus extrême démocratie, avait besoin de la dictature la plus
 » resserrée. La constitution fut suspendue aussitôt que faite, et
 » l'on maintint, en le renforçant, le gouvernement révolutionnaire
 » jusqu'à la paix (1). »

Ainsi, tant que le parti qui avait fait la constitution de 93 se main-
 tint au pouvoir, son œuvre resta voilée. Seulement, lorsqu'il sen-
 tit que sa chute était inévitable, il imagina d'en réclamer l'exécu-
 tion ; mais alors l'œuvre et les auteurs tombèrent à la fois, (Voy.
 1^{er} AVRIL et 20 MAI 1795.)

1800. *Mort de Théophile-Malo de La Tour d'Auvergne.*

Qui pourrait se défendre d'un vif sentiment d'admiration en parcourant l'histoire des hauts faits de La Tour d'Auvergne, de ce guerrier philosophe, étranger à tout autre ambition qu'à celle de remplir fidèlement les dures obligations de son état, sans perdre jamais une occasion d'épargner des souffrances à l'infortune, du sang à l'ennemi vaincu, sans cesser en un mot de mettre au-dessus de la gloire et des honneurs le bienfait d'une douce liberté et le charme d'une vie studieuse et paisible ?

(1) MIGNET, *Histoire de la révolution française.*

Il était né le 25 décembre 1743, à Carhaix, dans la Basse-Bretagne, et descendait d'une branche bâtarde de la maison de Bouillon, qu'un arrêt du Parlement autorisa à prendre le nom et les armes illustrés naguère par les exploits de Turenne. Destiné, par des convenances de situation, au métier de la guerre, pour lequel il avait d'ailleurs une vocation décidée, il entra à vingt-quatre ans dans les mousquetaires, et passa peu après, avec le grade de sous-lieutenant, dans le régiment d'Angoumois, où il se fit estimer et chérir par la douceur de son caractère et les excellentes qualités de son âme. A l'instruction solide qu'il avait reçue au collège de Quimper, et que depuis son application passionnée à l'étude des langues anciennes n'avait pas médiocrement accrue, il ajouta une connaissance fort étendue des stratégiens de l'antiquité et des temps modernes. Mais c'était peu qu'avoir médité Polybe et Végèce ou les conceptions hardies du chevalier Folard, si quelque occasion ne lui était offerte de mettre en pratique les théories qu'il s'était rendues familières. Impatient de compléter son éducation militaire, et surtout de concourir à la défense d'une noble cause, il alla joindre, comme volontaire, l'armée espagnole, qui, sous les ordres du duc de Crillon, combattait contre les Anglais, pour l'indépendance de l'Amérique. Il se distingua au siège de Mahon par plusieurs actions d'éclat, notamment en revenant seul, sous le feu de l'ennemi, après un combat très-meurtrier, pour enlever un soldat blessé, qu'il rapporta sur ses épaules, jusqu'aux avant-postes, au travers d'une grêle de mousqueterie. On avait tenté vainement de lui faire accepter le commandement des volontaires; il refusa de même une pension que le roi d'Espagne voulait joindre à la décoration de l'ordre de Calatrava, qui lui fut conféré en récompense de son admirable conduite. Il fit le reste de la campagne en qualité d'aide-de-camp du duc de Crillon, et, après la paix de 1763, vint reprendre son rang dans le régiment d'Angoumois.

Dès cette époque La Tour d'Auvergne avait conçu le plan de son estimable *Traité des Origines gauloises*. Il en reprit l'exécution avec une nouvelle ardeur, et ses loisirs furent désormais remplis par des recherches profondes sur la langue des Celtes, suivant la découverte récente qu'en avait faite son compatriote et ami Jacques Le Brigaut, dans un des idiômes populaires de la Basse-Bretagne. C'est au milieu de ces occupations paisibles qu'il vit arriver la révolution. Il était alors capitaine, grade où l'avait appelé son tour d'ancienneté. Etranger par inclination aux intérêts que semblait seuls menacer la direction nouvelle des idées politiques, il

n'eut pas à choisir entre deux partis : le sien était celui du plus grand nombre. L'abolition des privilèges ne pouvait lui faire oublier son dévouement à la patrie. Elle était menacée de l'invasion étrangère ; peu importait que ce fussent des Français, des nobles, qui conduisissent les cohortes prussiennes ; la frontière était menacée, il vola à sa défense. On pouvait s'attendre, d'après son caractère, au refus qu'il ferait de mettre sa vie au prix de distinctions ou d'honneurs trop futiles, quels qu'ils pussent être, pour une âme si grande. Il fit donc, comme simple capitaine de grenadiers, la campagne de 1792 à l'armée des Alpes, après quoi il revint avec son régiment vers les Pyrénées, qui devaient être le principal théâtre de ses exploits. Ce ne fut que comme le plus ancien officier de son grade qu'à l'ouverture de la campagne suivante il accepta le commandement de toutes les compagnies de grenadiers réunies sous le nom de *colonne infernale*. Les plus glorieux faits d'armes n'éclipseront jamais sa conduite valeureuse à l'occasion de la prise de Saint-Sébastien, qu'il enleva avec une poignée de braves et une seule pièce de huit. Quoiqu'à toutes les attaques il marchât toujours à la tête des plus intrépides, il ne reçut jamais une seule atteinte de la mousqueterie, dont les coups sillonnaient son manteau, qu'il portait habituellement plié sous le bras gauche quand il avait l'épée à la main. « Notre capitaine, disaient les grenadiers, a le don de charmer les balles. » Mais il ne fallut rien moins que l'amour que lui portaient ses soldats pour soustraire ce héros au glaive de la tyrannie qui pesait sur la France ; alors qu'il combattait pour elle au-delà des Pyrénées, on avait voulu le destituer comme noble.

Lorsque fut terminée la guerre avec l'Espagne, La Tour d'Auvergne voulut revoir un moment sa famille ; il s'embarqua à Bordeaux sur un transport, qui, dans la traversée, fut pris par les Anglais.

Ses études favorites, que les travaux de la guerre n'avaient qu'à peine interrompues, charmèrent les ennuis de sa captivité. Durant les dix-huit mois qu'il passa confiné dans le Cornwall, il s'appliqua, non sans fruit, à un examen attentif des mœurs et de la langue des Gallois, et il crut reconnaître leur affinité originelle avec les mœurs et la langue des Bretons. Heureux ce noble guerrier d'avoir pu oublier, dans de si douces occupations, et sa propre infortune et celle d'une patrie dont il était idolâtre !

A son retour en France, La Tour d'Auvergne apprit qu'on avait disposé de la compagnie dont il croyait reprendre le commandement ; ses trente années de services n'obtenaient pour

toute récompense qu'une pension de retraite. Il l'abandonna à une pauvre famille, et afin d'être plus à portée de recevoir les secours qui lui étaient nécessaires pour terminer son livre des *Origines gauloises*, autant que pour suffire à tous ses besoins avec sa propre fortune, qui consistait en huit cents livres de rente, il s'établit dans une ferme à Passy, comptant y finir ses jours au sein de l'étude. « Du pain, du lait, la liberté et un cœur qui ne puisse » jamais s'ouvrir à l'ambition, voilà, s'écriait-il dans l'abandon de » la familiarité la plus intime, voilà l'objet de tous mes desirs ! » et bientôt il se trouvait réduit, par suite du discrédit des assignats, à demander au gouvernement de quoi subvenir aux frais si modiques de sa subsistance ! Il n'en refusa pas moins, un peu plus tard, l'offre d'une terre de dix mille francs de revenu que voulait lui faire accepter le duc de Bouillon, son proche parent, rentré lui-même dans ses biens, après l'émigration, par le crédit de l'illustre vétéran.

Cependant La Tour d'Auvergne apprend que son vieil et respectable ami Le Brigaut va être privé par la réquisition d'un fils qui est son dernier soutien : il se présente au Directoire, demande comme une faveur d'être admis à remplacer le jeune homme qu'il veut rendre à son père, et rejoint le corps auquel il était destiné. Ayant pris rang en qualité de simple soldat dans l'armée d'Helvétie, sous les ordres de Masséna, La Tour d'Auvergne, qui avait alors cinquante-trois ans, recommença une nouvelle carrière de hauts faits. A Zurich, il sauva la vie à un gros de soldats russes qui, cernés de toutes parts après l'issue du combat, refusaient de se rendre. Le traité de Campo-Formio lui permit de venir revoir ses amis et sa patrie. Il rapportait avec lui, du théâtre de la guerre, plusieurs reliques d'antiquités qu'il avait déterrées dans les ruines de Windish (l'ancienne *Windonissa*). Le sénat s'empressa de le nommer membre du Corps législatif, et il répondit par ce refus modeste : « Je ne sais pas faire les lois ; je » ne sais que les défendre : mon poste est aux armées. » La guerre s'était effectivement rallumée en Allemagne ; il fait ses dispositions de dernières volontés, et va occuper la place qu'il a choisie dans les rangs des grenadiers de la 46^e demi-brigade. Il portait, pour l'essayer sur l'ennemi avant de s'en parer, un sabre d'honneur qu'avait voulu lui décerner le premier consul avec le titre de *Premier grenadier de France*, titre que le modeste héros s'indignait d'avoir reçu avant sa dernière heure. Elle n'était pas éloignée. Six jours ne s'étaient pas écoulés, depuis qu'il avait rejoint son drapeau, qu'il trouva la mort sur les hauteurs en avant d'U-

berhausen : la lance d'un hulan traversa ce cœur généreux. « Je » meurs satisfait, s'écria-t-il en expirant; je désirais terminer » ainsi ma vie. » On creusa sa tombe au lieu même où il avait été frappé. Son corps y fut placé dans des branches de laurier et de chêne, et *faisant toujours face à l'ennemi*. Par un jeu singulier du destin, la même terre dut couvrir la dépouille de Turenne et celle de son petit-neveu, si digne de lui être comparé; et cette terre, tous deux l'avaient foulée en vainqueurs. On plaça dans une urne d'argent recouverte de velours noir le cœur de La Tour d'Auvergne, qui depuis continua d'être porté à la tête de la compagnie qu'il avait adoptée. Chaque appel y commençait par ce nom illustre, et le fourrier répondait : *Mort au champ d'honneur*. Ces mots suffirent pour l'inscription de sa statue, quand on songera à lui en ériger une. — P. DE CHAMROBERT.

LITTÉRATURE.

1650. *Mort de Rotrou, poète français.*

De l'école d'un homme de génie sortent ordinairement deux classes de disciples. Les uns, simples imitateurs, se bornent à reproduire la manière du maître, saisissent assez bien les formes de son style, s'attachent au genre de sujets qu'il a traités, au genre de pensées qu'il a préférées, et, continuellement soutenus par la présence du génie auquel ils empruntent leur force, peuvent encore nous faire sentir le plaisir que donne une faible copie, en ranimant le souvenir des impressions qu'a fait naître un bel original. Ainsi, Duryer a quelquefois le mérite de nous faire battre le cœur, de l'émotion que nous ont causée les beaux endroits de Corneille.

D'autres, moins occupés des exemples qui viennent de s'offrir à leurs yeux que du mouvement que ces exemples excitent dans leur pensée, sentent, à la voix du génie, se réveiller en eux des facultés qui, sans lui, fussent peut-être demeurées assoupies, mais qui n'en sont pas moins les facultés de leur propre nature. Ils ont reçu l'impulsion, mais le sens dans lequel ils la dirigent leur appartient, et si leurs productions n'offrent pas l'énergie soutenue de ces jets spontanés, libres fruits de l'ascendant d'une nature impérieuse, elles possèdent du moins, à certains égards, cette originalité qui distingue, et même cette fécondité qui donne la vie. Marquées d'un caractère particulier, elles forment un genre nouveau, et mettent en jeu de nouveaux sentimens par lesquels

le génie lui-même peut ne pas dédaigner de se laisser enflammer. *Wenceslas* est du nombre de ces ouvrages originaux produits par une impulsion étrangère ; Rotrou, depuis long-temps auteur dramatique sans inspiration, se montra poète après avoir entendu Corneille.

Jean Rotrou naquit à Dreux, le 19 août 1609, d'une ancienne et honorable famille qui avait possédé dans ce pays des charges de magistrature, et en a possédé encore depuis. Mais il paraît que le père de Rotrou, content de l'aisance que lui procurait une fortune honnête, vivait de son bien sans se livrer à aucune profession. On ignore si le fils fut destiné à en exercer une ; on ne sait pas davantage quels obstacles ou quelles facilités il trouva à suivre son goût pour la carrière dramatique, ni quelles circonstances déterminèrent ce goût. La vie de Rotrou, révélée à la postérité par un bel ouvrage et par un trait de vertu, lui est demeurée inconnue dans tous ses détails. Quelques particularités sur son caractère nous sont seules parvenues ; le témoignage unanime de ses contemporains atteste qu'il avait des sentimens élevés, un cœur droit et généreux ; mais des sentimens élevés, un cœur droit et généreux ne garantissent pas toujours des erreurs, même les moins nobles. Rotrou aimait le jeu, et cette passion, qui probablement ne fut pas la seule de sa jeunesse, l'emportait si habituellement sur toutes ses résolutions, que, selon ce qu'on nous apprend, le seul moyen qu'il eût de se soustraire à sa propre folie, était de jeter son argent dans un tas de fagots, singulière espèce de coffre-fort, d'où il était ensuite si difficile de le tirer, que son impatience l'y laissait beaucoup plus long-temps que sa faiblesse ne lui eût permis de le laisser dans sa bourse. Le tas de fagots n'était cependant pas toujours si fidèle à conserver le dépôt qui lui avait été confié, qu'il ne se trouvât quelquefois épuisé, et que le poète ne fût réduit à de fâcheuses extrémités ; au moment où il venait de finir *Wenceslas*, Rotrou fut arrêté pour une petite dette qu'il était hors d'état de payer. Dans cet état de détresse, tout marché était bon s'il le tirait d'affaire ; *Wenceslas* fut offert et livré aux comédiens pour vingt pistoles.

De 1628 à 1649, Rotrou fit représenter ou imprimer trente-cinq ouvrages dramatiques ; on en trouve la liste dans l'*Histoire du Théâtre Français* (tom. 4, pag. 410 et suiv.) Elle commence par l'*Hypocondriaque*, ou le *Mort amoureux*, tragi-comédie, et finit par *don Lopez de Cardonne*, pièce imitée de l'espagnol. Là s'arrêta la carrière dramatique de Rotrou. Marié depuis quelque temps, père de trois enfans, probablement déterminé à porter dans sa conduite un

peu plus de la régularité qu'exigeait son nouvel état, il avait acheté la charge de lieutenant particulier de Dreux. Malgré l'exactitude avec laquelle il remplissait, à ce qu'il paraît, les fonctions de cet emploi, il était à Paris lorsqu'il apprend que Dreux est désole d'une maladie contagieuse, et que la mort a frappé ou que le danger a écarté les autorités obligées de veiller à l'ordre et de travailler à arrêter les progrès du mal. Il part aussitôt pour se rendre au poste que lui assignait le devoir; et dans ces momens qui ne laissent sentir à une âme naturellement élevée que ce qu'elle a de noble et de bon, il se dévoue sans hésitation et sans ménagement à ce qu'exigeaient et le bien public, et le soin de chaque individu. En vain son frère, ses amis le pressent de songer à sa sûreté; il ne répond qu'en parlant du besoin qu'on a de lui, et termine sa lettre par ces paroles qui nous ont été conservées : « Ce n'est pas que le péril où je me trouve ne soit fort grand, » puisque, au moment où je vous écris, les cloches sonnent pour » la vingt-deuxième personne qui est morte aujourd'hui; ce sera » pour moi quand il plaira à Dieu. » Ces mots, qu'on peut regarder comme un modèle de la simplicité et du calme d'un courage véritable, soutenu par le sentiment du devoir, sont les derniers qui nous restent de Rotrou. Saisi, peu de jours après, de la maladie, il mourut, le 27 juin 1650, âgé de moins de quarante et un ans.

Ainsi périt, dans la force de son âge, de son caractère et de son talent, un homme qui, si l'on en juge par le dernier acte de sa vie, était probablement destiné à donner l'exemple des vertus dont la fougue de la jeunesse n'avait que suspendu l'exercice, un poète que, par l'essor qu'il venait de prendre, on pouvait croire appelé à découvrir, dans son art, de nouvelles beautés. Ce qui nous reste de Rotrou nous donne l'idée d'un homme qui ne fut pas assez fort, il est vrai, pour s'élever au-dessus de son temps, mais qui était digne d'un temps capable de le mieux soutenir. Trop peu avancé dans l'art qu'il cultivait, pour savoir donner à ses compositions tout le travail nécessaire, il nous laisse sentir, au-delà de ce qu'il a fait, ce que le travail aurait pu ajouter à un talent fait pour en profiter. Rotrou manque de l'invention qui produit et conduit les incidens; mais il n'est pas aisé d'assigner des bornes à ce qu'il aurait su tirer des mouvemens du cœur et de la passion. Son style, souvent obscur, impropre ou forcé, reçoit quelquefois, du sentiment qui l'anime, une élégance naturelle, qu'un peu plus d'art et d'étude aurait pu lui rendre plus familière. Enfin, en nous faisant regretter qu'il n'ait pas été ce qu'il aurait

pu devenir, Rotrou s'élève au-dessus de la foule de ses contemporains qui n'auraient jamais pu être que ce qu'ils ont été.

GUIZOT.

1720. *Mort de Chaulieu, poète français.*

Guillaume Amfrye de Chaulieu était de la famille légère et brillante de ces petits abbés, qui, pendant près d'un siècle, fourmillèrent à la ville et à la cour. Il naquit, en 1639, au château de Fontenay, dans le Vexin normand. Son père était maître des comptes à Rouen. Les agrémens de son esprit lui valurent, dès sa jeunesse, la faveur des ducs de Vendôme. Ces guerriers épicuriens, qui protégeaient et cultivaient les lettres, confièrent à un poète-abbé l'administration de leurs finances. Mais ce poète était natif de Normandie, et Chaulieu sut se rendre si utile, si agréable à ses protecteurs, qu'ils le firent nommer abbé d'Aumale, et prieur de Saint-Gurges, de Poitiers, de Chenel et de Saint-Etienne. Ces bénéfices réunis valaient à leur titulaire trente mille livres de rente, qu'il s'attacha à dépenser joyeusement.

Fidèle aux préceptes, aux leçons de son professeur en poésie et en bonne chère, du bachique Chapelle, Chaulieu fixa son séjour au Temple, palais du prieur de Vendôme. Sa maison devint bientôt le rendez-vous, ou, pour mieux dire, la demeure de tous les Epicuriens tant soit peu raffinés. L'amabilité, la gaieté, l'esprit et l'amour du plaisir, étaient tout ce qu'on exigeait des convives : les abbés y abondaient, bien que les passe-temps n'y fussent pas très-canoniques ; les joyeux rimeurs y étaient reçus au partage des délices qu'ils savaient chanter ; quelques grands seigneurs y obtenaient des places, accordées à leur naissance ; des femmes, d'autant plus séduisantes qu'elles étaient moins sévères, y promenaient à la ronde leurs caprices et leurs faveurs ; en un mot, le Temple servait d'asile à une secte voluptueuse, pour qui la vie n'était qu'une longue ivresse. Les débauches de la nuit enchaînaient les plaisirs de la veille à ceux du lendemain. Pendant quarante ans, ce ne fut qu'une brillante fête, durant laquelle Chaulieu, oubliant les années comme elles semblaient l'oublier, fut toujours le plus folâtre des abbés, le plus aimable des convives, le plus facile des rimeurs, et le plus ardent des Epicuriens. Les infirmités même, lorsqu'elles arrivèrent, ne lui firent pas comprendre que son temps était passé ; asthmatique, goutteux, aveugle et septuagénaire, il aima la spirituelle et penseuse mademoiselle Delaunay, avec tout le feu d'un amant de vingt-cinq ans, et chanta

ses amours avec toute la verve d'un poète adolescent. L'Anacréon du Temple, comme il fut surnommé, mit aux pieds de la moderne Laïs sa fortune, sa maison, sa liberté, ses volontés et sa personne. Madame de Staal disposa de tout. A quelles conditions ? Voilà ce qu'elle a oublié de nous dire dans ses Mémoires.

Chaulieu prolongea sa carrière voluptueuse jusqu'à l'âge de quatre-vingt-un ans, et mourut dans sa maison du Temple, sur le théâtre de ses plaisirs. Son corps fut transporté à Fontenay, et inhumé sous l'ombrage des arbres qui l'avaient vu naître, et qu'il avait chantés.

Voltaire appelle Chaulieu le premier des poètes négligés. La Harpe confirme ce jugement. Il loue la verve, la passion, l'entraînement, et quelquefois le brillant coloris qui échauffent et vivifient quelques-unes de ses poésies érotiques et bachiques ; mais il l'accuse de paresse, d'incorrection. Les éloges et les critiques sont également mérités ; cependant, comme le fait observer M. Lecomtey, il faut en quelque sorte diviser Chaulieu : il y a en lui un versificateur et un poète. Chaulieu le versificateur est mort depuis long-temps ; la gloire de ses chants a été éphémère, comme les plaisirs qui les avaient inspirés. Il écrivait en courant, ne semblait pas vouloir prendre sur ses voluptés le temps qu'il eût fallu consacrer à les peindre, et aimait mieux jouir que raconter ses jouissances. Aussi les vers que lui a dictés l'ivresse des sens sont communs, fades, mielleux, etc. De plus, le goût du temps les embarrasse de tout l'attirail mythologique, qui n'est plus de mode aujourd'hui que nous savons parler d'amour sans invoquer Cupidon ni Cythérée. Mais Chaulieu le poète n'a pas vieilli et ne mourra pas. Les pièces qui fondent sa renommée ont été composées sur un lit de douleur, où l'enchaînait la goutte. Lorsque la maladie vint l'arracher à ses plaisirs, et l'obliger, en le condamnant à l'inaction, à penser à creuser sa mine poétique, à polir ses conceptions, alors il dicta ses stances délicieuses sur la solitude de Fontenay, sur la retraite, sur la goutte ; alors sa voix s'épura, devint harmonieuse, et quelquefois plaintive ; alors enfin il fut poète.

Jouir fut pour Chaulieu la première, l'unique affaire de la vie : s'il a chanté, ce n'est pas pour la gloire, c'est pour le plaisir. Il ne fut pas de l'Académie.— Aug. D.

1827. *Mort de Lemontey, littérateur français.*

On ne doit aux morts que la vérité. Mais quand un homme meurt, les rapports sous lesquels il est regrettable ne sont-ils pas ceux dont on doit surtout s'entretenir sur sa tombe ? Essayons de remplir ce devoir, que plus d'une feuille publique nous semble avoir méconnu dans les notices qui ont été rédigées sur Lemontey, notices où l'on a plus insisté sur de légers travers, que nous ne dissimulerons pas, que sur d'éminentes qualités qu'on n'a pas fait assez valoir.

Pierre-Édouard Lemontey naquit à Lyon en 1762. Fils de négociant, il préféra à cette profession la carrière du barreau, où il obtint, dit-on, des succès. Le fait est assez singulier; non que Lemontey ne possédât une partie des qualités qui font l'orateur; il était capable autant que quiconque de composer un excellent plaidoyer; mais de le débiter, c'est autre chose. S'il avait le don de penser et d'écrire, il n'avait pas celui de dire, de parler; ou du moins, dans la conversation familière, s'énonçait-il avec quelque difficulté. Il ne serait pas étonnant, au reste, que ce défaut disparût quand, animé par un grand intérêt, Lemontey s'adressait au public. Le barreau et la tribune sont pour les vrais orateurs ce qu'était le trépied pour la Pythonisse. La langue de Démosthène se déliait devant l'Aréopage, et la facilité de son élocution y répondait à l'importance des matières qu'il traitait, et à l'abondance de ses inspirations.

En 1789, poussé dans une direction nouvelle par les événements, Lemontey se livra presque exclusivement à la politique. Les questions qu'il traita dans les écrits qu'il a publiés à cette époque, décèlent autant la justesse de son esprit que l'étendue de son talent. Il réclama pour les Protestans le droit d'élire et d'être élu aux Etats-Généraux; il appela l'attention des législateurs sur les besoins des campagnes; il donna aux électeurs, sur le choix des juges, et aux conseils des accusés, sur leurs devoirs, d'excellens avis; enfin il rédigea les cahiers de l'assemblée électorale de Lyon, *extra muros*. Des travaux d'une utilité si incontestable lui ouvrirent l'accès des fonctions publiques. Nommé d'abord substitut du procureur de la commune de Lyon, il fut bientôt après porté à l'Assemblée législative par le choix du département du Rhône.

Lemontey avait adopté de bonne foi la constitution de 1791. Il y resta fidèle au milieu d'une assemblée qui semblait avoir été convoquée pour la renverser. Ennemi de toute mesure violente,

il combattit avec plus de hardiesse que ne le comportait son caractère les lois rigoureuses que cette assemblée rendit contre les émigrés et contre les prêtres insermentés, et réussit du moins à en faire restreindre l'application.

Revenu à Lyon après le renversement de la constitution, Lemontey n'en sortit, pour se réfugier en Suisse, que lorsque ses bourreaux entrèrent à la suite des Fouché et des Collot, dans cette malheureuse cité, qu'il avait défendue en soldat contre les soldats de Dubois de Crancé.

Rentré dans sa patrie en 1795, il chanta, dans une ode intitulée *les Ruines de Lyon*, les malheurs auxquels il avait échappé. Bientôt il les répara autant qu'il dépendait de lui. Rappelé aux fonctions publiques en qualité d'administrateur du district, il provoqua et obtint le rappel des exilés, et la restitution des biens des condamnés.

Ici finit sa vie politique et administrative. Abandonnant les affaires publiques pour se livrer exclusivement à la culture des lettres et de la philosophie, il alla visiter l'Italie. De retour en France, il vint s'établir à Paris. Il ne semblait pas pourtant avoir l'intention de s'y fixer; car, bien qu'il y soit resté trente ans, ce n'est que dans les deux dernières années de sa vie qu'il eut un domicile dans la capitale. Jusqu'alors il avait campé chez un ami, dans un appartement sans meubles, que pendant vingt-huit ans il semblait chaque jour devoir quitter le lendemain.

Des stances fort piquantes adressées aux chevaux de Coustou, qui, de l'abreuvoir de Marly, venaient d'être transportés aux Champs-Élysées, commencèrent à Paris la réputation littéraire de Lemontey. Bientôt elle s'accrut par le succès de *Palma, ou le Voyage en Grèce*, opéra représenté en 1798 au théâtre Feydeau. Ce petit drame, où l'esprit domine plus que le talent dramatique, obtint un grand nombre de représentations; mais ce succès doit plus s'imputer au mauvais goût du temps qu'au mérite réel de l'ouvrage. *Romagensi*, autre opéra de Lemontey, fut accueilli aussi avec faveur, mais il ne se soutint pas si long-temps. Cela ne doit pas surprendre, l'esprit de Lemontey ne convenait à rien moins qu'au théâtre, où le naturel est la première de toutes les qualités. Le dialogue de ce poète étincelait d'esprit, mais pour cela même il manquait de vérité. Lemontey faisait parler tous ses personnages comme lui-même. Cela ne pouvait convenir que dans un ouvrage où il ne parlerait que sous son nom.

Tel est le recueil de fragmens critiques et philosophiques qu'il publia en 1801, sous le titre de *Raison, Folie, Chacun son mot*,

Petit cours de morale à la portée des grands enfans. La satire y est présentée sous des formes aussi gaies qu'ingénieuses; et cette satire, toujours exercée dans l'intérêt de la raison, ne devient jamais personnelle. Quiconque peut la comprendre, en peut rire.

L'année d'après, Lemontey publia une facétie fort spirituelle aussi, intitulée : *Les Observateurs de la femme*. Indépendamment des observations d'autant plus malignes qu'elles sont justes sur le beau sexe, on y trouve une critique très-fine des usages académiques. Dans ces deux productions, où la profondeur s'allie souvent à l'originalité Lemontey n'a imité personne.

La Vie d'un Soldat, pamphlet qu'il a publié à l'occasion de la campagne de 1805, n'est pas dénué non plus de ces qualités ; mais il n'en est pas ainsi des autres opuscules sortis de sa plume. Dans *Irons-nous à Paris*, petit roman qu'il composa à l'occasion du couronnement de Napoléon, dans *Thibault, ou la Naissance d'un comte de Champagne*, poème en prose fait à l'occasion des couches de Marie-Louise, il s'est évidemment modelé sur Sterne et sur l'Arioste. Ces ouvrages portent l'empreinte de sa plume facile; mais ils ont, pour parler franchement, je ne sais quel caractère de futilité, qui leur ôte toute importance, quoiqu'on y rencontre quelquefois des vérités utiles.

On ne fera pas le même reproche à *l'Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV*, introduction d'une histoire critique de la France depuis Louis XIV.

La gravité des formes y répond à l'importance du fond; et si l'on peut juger par cet échantillon du travail qu'il précède, Lemontey, par cette histoire, prendra rang parmi nos plus judicieux publicistes. On ne saurait allier plus constamment l'esprit d'indépendance à la sagacité des vues, et revêtir d'une expression plus heureuse des idées plus hardies qu'il ne l'a fait dans cette introduction, dont le succès l'a épouvanté. Ainsi, parmi les écrits raisonnables que notre époque a fait éclore, l'un des plus audacieux est dû au plus poltron de nos contemporains.

Par un prodige presque aussi singulier, cet écrit, qui fit une grande sensation dans la société, ne ferma pas à Lemontey les portes de l'Académie. Il y fut appelé, en 1819, en remplacement de l'abbé Morellet, son compatriote.

L'Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV annonce que son auteur sera surtout véridique. Cette qualité, sans laquelle on ne peut prétendre au titre d'historien, s'y manifeste par sa fidélité à rétablir, dans *les Mémoires de Dangeau*, plus de mille passages que s'est permis d'altérer dans l'édition qu'elle en a

donnée, une *dame de lettres* qui, au rebours de tant de gens qu'on voit emprunter à autrui ce qu'ils disent, ne peut s'empêcher de prêter à autrui ses propres pensées, fait parler Dangeau, qui serait son grand-père, comme s'il était son petit-fils; et, traitant l'histoire comme don Bazile traite les proverbes, n'y voit qu'un thème sur lequel elle brode des variations.

La hardiesse par laquelle Lemontey se signale à chaque phrase de l'*Essai sur Louis XIV* doit d'autant plus surprendre que personne n'était moins hardi que lui dans les habitudes de la vie. Ce même homme, qui a fait une censure si rigoureuse du gouvernement du grand roi, était un des censeurs les plus méticuleux qui servissent le pouvoir royal. Il n'eût pas osé permettre à un autre la sévérité, dont il ne pouvait s'abstenir lui-même, mais qu'il finit en quelque sorte par désavouer.

Courageux par la pensée, lâche par la réflexion, il s'en prenait à sa plume après un écrit généreux, comme cet homme qui, sortant d'un duel, s'en prenait de sa victoire à son adresse, et disait, en essuyant son épée, *J'ai la main malheureuse*.

Les exemplaires de cet *Essai*, le meilleur, sans contredit, des ouvrages que Lemontey a publiés, étaient devenus forts rares dans le commerce. Tout parcimonieux qu'il fût, il retirait tous ceux qu'il rencontrait. Il est vrai que le marché ne se concluait pas sans marchander; et que si, pour acheter le livre on l'eût estimé ce que l'auteur l'estimait, quand il le payait de ses propres deniers, on l'aurait acquis à fort bon compte.

« Certes, c'est un sujet merveilleusement vain, divers et on-
» doyant que l'homme; il est mal aisé d'y fonder un jugement
» constant et uniforme. »

Cette opinion de Montaigne sur l'homme en général, s'applique à Lemontey plus qu'à qui que ce soit. C'était un composé des contrastes les plus singuliers. Moins brave de la langue que de la plume, censeur pour les gouvernemens qu'il censurait, intrépide devant le papier, il se dédommageait, en écrivant, de la contrainte qu'il s'imposait quand il parlait; et comme Rulhière, autre complaisant des ministres, se réhabilitant par sa sévérité posthume, il sera probablement dans la postérité l'un des juges les plus rigoureux du pouvoir, pour lequel il aurait pu se montrer moins complaisant aux yeux de ses contemporains.

Remplissant, après comme avant la restauration, les fonctions qu'il décriait en confidence, il fut censeur, dans l'intérêt de la royauté, comme il l'avait été dans l'intérêt de l'empire; et, comme l'*équipage de la vénerie*, il ne crut pas devoir changer de métier,

parce que le palais avait changé de maître. « J'attends ma destination, » dit-il à un de ses amis ; et comme celui-ci le pressait de la prévenir, en envoyant sa démission : « Je m'en garderai bien, » répondit-il ; vous auriez pis. » On prétend que cela eût été difficile. Il fallait au fait que Lemontey convînt à ses fonctions, et que ses fonctions lui convinsent, puisqu'il les a exercées jusqu'à la mort.

L'amour de l'argent fut, dit-on, la règle de sa conduite en cette circonstance. Autre bizarrerie : cet argent qu'il dépensait à regret pour lui-même, il le prodigua plus d'une fois pour les besoins d'autrui, et il a porté à plus d'un ami dans la peine des sommes qui n'étaient pas offertes à titre de prêt.

Citons à cette occasion un trait remarquable. Quelques jours après avoir placé chez un de ses compatriotes une somme considérable, il apprend que ce banquier se déclare en faillite. Il y court. « Ah ! mon Dieu, je sais ce que vous venez me dire, s'écrie » en le voyant la femme du failli. Vous venez..... — Oui, madame, » dit en l'interrompant Lemontey, je viens me joindre à vous pour » consoler notre malheureux ami. »

Ce n'est pas là le mot d'un avare. Un avare n'aurait pas fait non plus les fonds d'un prix : Lemontey fit ceux de la médaille qui, au jugement de l'Académie française, a été donnée à l'auteur du meilleur poème sur l'*Éducation mutuelle*.

Le choix du sujet ne l'honore pas moins que le don du prix. Ce contraste de parcimonie et de générosité peut au reste s'expliquer. Lemontey répugnait aux dépenses inutiles ; conséquemment il dépensait peu pour lui, parce qu'ayant peu de préjugés, il avait peu de besoins. On l'accusait de se refuser tout. Il eût été plus juste de dire qu'il ne se demandait rien. Mais le même sentiment, qui nouait les cordons de sa bourse, devait les dénouer quand il s'agissait de concourir à une action généreuse, ou de provoquer une institution salutaire. Pour un bon esprit, des dépenses appliquées à de pareils objets sont de première utilité. Peut-être était-ce pour suffire à ces dépenses-là qu'il retranchait sur les autres.

Quelle qu'en soit la cause, le penchant de Lemontey à la parcimonie se manifesta quelquefois d'une manière tout-à-fait plaisante. Il avait la vue extrêmement courte : un jour qu'il se promenait avec quelqu'un, ce quelqu'un vint à saluer une personne qui se trouvait à une assez grande distance « Qui salues-tu » là ? dit Lemontey, qui d'habitude tutoyait tout le monde. — Un » tel, répond l'autre. — Et tu l'as reconnu de si loin ? Il s'en faut

» que j'aie une aussi longue vue. Ma vue est même si courte, qu'à
 » trois pas je ne reconnais pas mes meilleurs amis. L'autre jour
 » encore, comme Desfaucherêts s'avançait vers moi en me ten-
 » dant la main, ne l'ai-je pas pris pour un pauvre? — Et vous
 » lui avez donné l'aumône? — Non; mais je lui ai dit: *Dieu vous*
 » *assiste.* »

En petit comité, Lemontey retrouvait parfois son courage. Peu de conversations étaient alors aussi libérales que la sienne. Mais un étranger survenait-il, Lemontey rentrait aussitôt dans sa circonspection et s'y renfermait. Une goutte d'eau suffisait pour mouiller toute sa poudre.

Quelque timoré qu'il fût, il aimait assez à obtenir les honneurs de la témérité. Un jour qu'il avait lu à l'Académie un fragment politique où se trouvaient des idées hardies : « Que pensez-vous de
 » cela? dit-il à un de ses confrères, qui est d'habitude ce que Lemontey n'était que par accès. — Je pense, dit l'auteur de *Pinto*,
 » que vous avez composé cet ouvrage avec les hardiesses que vous
 » avez rognées aux ouvrages des autres. »

Soit par effet de ses qualités, soit par effet de ses défauts, Lemontey était un homme du commerce le plus facile. De plus, il était aimable : était-il aimant? c'est ce que je ne saurais dire. Il avait, ce me semble, plus de *connaissances* que d'*amis*; et en général il plaisait plus qu'il n'attachait. Je ne lui ai connu d'ami vraiment intime que son chat.

Il a dit et fait dire quantité de mots piquans. Les citerons-nous? Non : il n'est pas encore temps. Ne rions pas sur des cendres encore chaudes.

« Je ne pense pas, fait dire Lemontey à un orateur d'Académie
 » parlant de son prédécesseur, qu'il soit convenable de vous faire
 » rire dans ce jour destiné à le pleurer, quoique l'on m'ait as-
 » suré que l'usage du contraire avait prévalu, et qu'un *de profundis*
 » littéraire n'était souvent qu'une débauche d'esprit faite sur le
 » tombeau d'un pauvre mort, par un panégyriste plus rempli de
 » prétentions que de regrets. » — A. V. ARNAULT.

SCIENCES.

1794. *Exécution de Linguet, avocat et littérateur français.*

La littérature prépara cet homme célèbre aux succès du barreau, et ne perdit jamais ses droits sur un talent formé par elle. Né à Reims, en 1736, Linguet, comme il le disait lui-même, avait vu le jour sous les auspices d'une *lettre de cachet*, dont son

père, ex-professeur au collège de Beauvais, avait été frappé pour cause de jansénisme. Les palmes classiques se pressèrent sur le front du jeune homme et lui assurèrent des protecteurs puissans. Après avoir suivi le duc des Deux-Ponts en Pologne, Linguet suivit en Espagne le prince de Beauvau. De retour à Paris, il avait vingt-huit ans, et pas d'état, si ce n'est celui d'homme de lettres; pour se conformer au vœu de sa famille, il y joignit la profession d'avocat. Par une exception rare à ces vocations de commande, il parut avec éclat dans une carrière qu'il avait acceptée plutôt que choisie. La défense du duc d'Aiguillon, celle du comte de Morangiés le placèrent au premier rang des avocats de l'époque; mais le caractère vif, impétueux, l'esprit fécond en sarcasmes et en saillies, qui l'avaient déjà mis en guerre ouverte avec l'Académie et les philosophes, ne tardèrent pas à le brouiller avec le barreau. Les *Réflexions pour la comtesse de Béthune*, où Gerbier et quelques-uns de ses confrères étaient traités sans ménagemens, provoquèrent l'arrêt par lequel Linguet fut rayé du tableau des avocats; alors il commença un journal politique et littéraire, que M. de Maurepas supprima. Craignant pour sa liberté, il passa en Suisse, en Hollande, en Angleterre. Autorisé à revenir à Paris, il se fit mettre à la Bastille, et y resta plus de deux ans. L'empereur Joseph II l'ayant appelé à Vienne, il ne conserva pas long-temps sa faveur. En 1791, il se présenta à la barre de l'Assemblée constituante pour y défendre les droits de l'assemblée coloniale de Saint-Domingue. Pendant le règne de la terreur, on alla le chercher au fond d'une retraite où il s'était caché, et on le jeta dans une prison. Mis en jugement à sa propre sollicitation, il fut condamné à mort pour avoir encensé les despotes de Vienne et de Londres; il subit son sort avec courage. La liste seule des divers écrits de Linguet occupe trop de place pour que nous la donnions ici. Ses ouvrages principaux sont l'*Histoire du siècle d'Alexandre*, l'*Histoire des révolutions de l'Empire romain*, et la *Théorie des lois civiles*, qui fit beaucoup de bruit, parce qu'un style pompeux semé de métaphores, des opinions bizarres, une opposition constante aux idées reçues, la critique de Montesquieu, l'apologie du despotisme, le tableau du bonheur de ceux qui vivent dans la servitude, ne pouvaient manquer d'en produire. La plume de Linguet semblait vouée au paradoxe qui brille beaucoup, mais dure peu: aussi le nom de l'auteur survit-il à toutes ses œuvres. — E. M.

RELIGION.

28 JUIII. — *Célébration des Panathénées.*

Les Panathénées, dont l'institution remonte aux plus anciens temps, furent rétablies par Thésée en mémoire de la réunion de tous les peuples de l'Attique. C'était, comme l'indique son nom (1), une fête générale en l'honneur de Minerve. On y déployait une pompe et une magnificence extraordinaire, surtout à celles qui se célébraient tous les cinq ans. Là, des jeunes gens se livraient tour à tour à des courses à cheval, à pied, et, le soir, aux flambeaux; ailleurs ils disputaient le prix de la lutte et des différens exercices du corps; ici, l'éloge des grands hommes que la liberté ou la gloire recommandait à l'amour de leurs concitoyens, retentissait dans les chants sublimes mêlés aux sons de la flûte et de la cithare. Les vainqueurs dans les jeux recevaient une couronne d'olivier ou un vase rempli d'huile. Le génie riant du paganisme éclatait tout entier dans la procession qui se formait hors des murs d'Athènes, et se rendait au temple de Minerve en traversant les quartiers les plus populeux. Des citoyens couronnés de fleurs, des vieillards d'une figure vénérable, et tenant à la main des rameaux de l'arbre consacré à la déesse, des guerriers avec la lance et le bouclier, des adolescents qui chantaient des hymnes religieux, des enfans dont une simple tunique paraît les grâces naturelles, de jeunes filles des premières familles d'Athènes, éclatantes de beauté, et soutenant sur leurs têtes des corbeilles où étaient enfermés les objets du sacrifice, marchaient dans un ordre calme et solennel, sous la conduite des magistrats. Les étrangers établis à Athènes suivaient avec des vases remplis d'eau et de miel pour les libations. Ensuite venaient des musiciens qui jouaient de la flûte ou de la lyre, des rapsodes qui chantaient des passages d'Homère, et des danseurs, revêtus d'une armure complète, qui représentaient, dans leurs attaques simulées, le combat de Minerve et des Titans. A la fin du cortège paraissait un vaisseau que faisaient glisser sur la terre, comme au gré des vents et des rameurs, des machines renfermées dans son sein. Il portait au temple de la déesse un voile d'une étoffe légère, où de jeunes filles avaient brodé la victoire de Minerve contre ces mêmes Titans,

(1) De πᾶν, tout, et d'Ἀθῆναια, Athénées, du nom de Minerve, en grec Ἀθῆναι; c'est-à-dire les Athéniens de toute l'Attique.

et tracé les portraits de quelques héros que leurs exploits rendaient dignes d'être égaux aux dieux.

La fête se terminait par des repas, soit particuliers, soit publics, où l'on distribuait au peuple les victimes immolées, et qui se prolongeaient jusqu'au jour suivant. — T. C.

444. *Mort de saint Cyrille, patriarche d'Alexandrie.*

Jérusalem avait déjà possédé un saint Cyrille, né vers 315, et mort en 386, archevêque de la sainte Cité. Déposé de son siège, à cause de son attachement à la foi de Nicée, il fut rétabli sous l'empereur Julien, qui bientôt le prit en haine, et s'était promis de le sacrifier, au retour de l'expédition dans laquelle il perdit la vie. (*Voy.* 26 JUIN 363.) Sous le règne de Théodose, saint Cyrille gouverna son Eglise sans trouble. Il assista au concile général de Constantinople (*voy.* 30 JUILLET 381), et les pères s'exprimèrent en ces termes à son égard : « Pour l'Eglise de Jérusalem, nous » reconnaissons le vénérable évêque Cyrille, qui a beaucoup souffert en divers lieux de la part des Ariens. »

L'autre saint Cyrille, élevé par les solitaires de Nitrie, s'était nourri de bonne heure d'études sacrées et profanes. Le patriarche d'Alexandrie, Théophile, l'ayant tiré de sa cellule, lui permit de prêcher dans la ville; étant mort vers l'an 412, trois jours après Cyrille lui succéda sur le siège patriarcal. Son installation, à laquelle présida la force, annonça les orages de sa domination, souvent plus temporelle que spirituelle. Dès son avènement, Cyrille ferma les églises des Novatiens, et s'empara de leurs trésors, chassa les Juifs de la ville, fit raser leurs maisons, et livra leurs biens au pillage. Oreste, préfet d'Egypte, dénonça à l'Empereur la conduite du patriarche : cinq cents moines de Nitrie sortirent de leur retraite et vinrent prendre fait et cause pour le patriarche contre le préfet. Une lutte s'ensuivit entre les moines et le peuple : bientôt la célèbre Hypatia fut mise à mort, parce qu'on publia que ses conseils étaient le seul obstacle au rétablissement de la paix. (*Voy.* 2 MARS 415.) Ce meurtre attira de graves reproches sur Cyrille et sur son Eglise. En 403, le patriarche avait contribué à la déposition de saint Jean Chrysostôme. En 431, il présida le concile d'Ephèse, où fut déposé Nestorius. (*Voy.* 22 JUIN 431.) Jean d'Antioche protesta vivement contre cette sentence, en traitant Cyrille de *monstre né pour la destruction de l'Eglise*. Ce dernier riposta par la condamnation de Jean d'Antioche. Les esprits s'animèrent, et le sang coula dans Ephèse. Théodose y envoya des

troupes, avec ordre d'arrêter Cyrille et Nestorius, qui cependant resta déposé, tandis que son adversaire revint triomphant à Alexandrie. Quelque temps avant sa mort, Cyrille s'était réconcilié avec Jean d'Antioche; il mourut, après quarante ans de patriarchat, et laissant un grand nombre d'ouvrages de controverse religieuse. — X.

POLITIQUE.

573. *Assassinat d'Alboin, roi des Lombards.*

Alboin était fils d'Audouin, roi des Lombards, et lui succéda en 561 sur le trône de ce royaume, que représentent aujourd'hui l'Autriche et une partie de la Hongrie. Alors Cunimond gouvernait la Dacie et la Sirmie. Une haine violente divisait les Lombards et les Gépides. Cunimond périt dans un combat de la main même d'Alboin, qui épousa sa fille. Bientôt Narsès appela le vainqueur à la conquête de l'Italie : ailleurs on trouvera le motif et le succès de cet appel. (*Voy. 2 AVRIL 568, Établissement des Lombards en Italie.*) Alboin eut à peine le temps de jouir de sa fortune. Dans l'ivresse d'un festin, il avait invité sa femme Rosmonde à boire dans une coupe faite avec le crâne de son père. Rosmonde chercha partout un vengeur : ne l'ayant pas trouvé parmi les nobles lombards, elle choisit un simple soldat, nommé Périclée. Pour le séduire, elle prit, dans un rendez-vous nocturne, la place d'une de ses femmes, et plaçant le soldat dans l'alternative de servir ses projets, ou de périr victime de la jalousie d'Alboin, elle le conduisit dans la chambre du monarque endormi, auquel on avait soustrait tout moyen de défense. Personne ne profita de ce crime; Rosmonde périt par le poison, et Périclée eut les yeux crevés.

X.

1458. *Mort d'Alphonse V, surnommé le Magnanime, roi d'Aragon, de Naples et de Sicile.*

Fils de Ferdinand le Juste et d'Eléonore d'Albuquerque, ce prince, en montant sur le trône d'Aragon, donna la première preuve de la vertu que son surnom consacre : il déchira une liste de seigneurs qui avaient conspiré contre lui, en disant : « Je les » forcerai à reconnaître que j'ai plus soin de leur vie qu'ils n'en » ont eux-mêmes. » Bientôt le désir de se signaler par des conquêtes guerrières enflamma le jeune monarque, qui s'en était d'abord tenu aux conquêtes amoureuses; mais la reine, dans un

accès de jalousie, fit étrangler une rivale, dont le roi avait eu un fils. Dédaignant de se venger et craignant de faire mauvais ménage, Alphonse partit pour de lointaines expéditions. Ses Etats embrassaient la Catalogne, le royaume de Valence, les îles Baléares, la Sicile et la Sardaigne; il voulait y joindre la Corse, qui appartenait aux Génois. Il l'avait déjà soumise à moitié, quand Jeanne II, reine de Naples, attaquée par Louis d'Anjou, lui offrit de le nommer son héritier, s'il voulait la défendre. Alphonse accepta ces conditions, et les remplit noblement : il n'en fut pas de même de la reine, avec laquelle il lui fallut combattre, et qu'il finit par chasser de Naples (1423). A son tour, il évacua cette ville, et toutefois ne revint en Aragon qu'après s'être affermi en Sicile, en Sardaigne et même en Corse. La mort de Jeanne II (1435) fournit aux partisans d'Alphonse l'occasion d'agir en sa faveur : il se présenta lui-même pour les appuyer, et vint mettre le siège devant Gaète. Mais les Génois ayant armé une puissante flotte, vinrent l'attaquer près de l'île de Ponza, et le forcèrent à se rendre avec son frère, le roi de Navarre, et plusieurs grands du royaume. C'est dans la captivité surtout qu'Alphonse se montra magnanime. La contagion de son exemple gagna le duc de Milan, Philippe-Marie Visconti, sous la garde duquel les Génois l'avaient placé. Au grand étonnement de l'Europe, Alphonse obtint gratuitement sa liberté, ainsi que celle de toute sa suite. Sans perdre de temps, il leva des subsides et reparut devant Naples, dont il s'empara, en y pénétrant par le même aqueduc qui avait servi jadis à Bélisaire. Malgré les instances des Aragonais, Alphonse fixa son séjour dans cette ville, où il mourut âgé de soixante-quatorze ans, et après en avoir régné quarante-trois. « Héros de son siècle, dit un biographe, Alphonse est le plus grand prince qui soit monté sur le trône d'Aragon. Doué d'une éloquence persuasive, franc et loyal, quoique habile politique, il méprisa tout ce qui avait l'apparence de la duplicité; courageux et grand capitaine, il fit la guerre sans cruauté; il aima les lettres, protégea les savans, et recueillit dans ses Etats les muses et les arts bannis de Constantinople. » Comme tous les princes passionnés pour la gloire, Alphonse la faisait payer un peu cher à ses sujets, auxquels d'ailleurs sa galanterie excessive donnait de mauvais exemples. Sans cesse occupé de ce que penserait de lui la postérité, il prit soin de gagner les voix qui déterminent ses suffrages, en comblant de faveur tous les historiens et poètes contemporains. — X.

1756. *Prise de Port-Mahon.*

Une grande victoire navale avait préludé à la prise de cette place (voy. 20 MAI 1756), et doublé le courage des assiégeans. « Cependant on n'avait fait encore que des brèches peu considérables aux ouvrages extérieurs de la citadelle. Les ingénieurs ne donnaient que des espérances fort éloignées. L'armée avait beaucoup souffert du feu des ennemis ; la saison faisait craindre des maladies. Le maréchal de Richelieu parut tout disposer pour un assaut, et dès ce moment il fut l'idole des soldats. A la gaîté qui les animait, il voulut joindre les effets de la discipline. La manière dont il l'établit sera long-temps célèbre dans nos annales. Les soldats étaient portés à oublier leurs fatigues en s'enivrant. Le maréchal leur défendit ces excès : *Je déclare, leur dit-il, que celui d'entre vous qui continuera de s'enivrer n'aura pas l'honneur de monter à l'assaut.* Jamais défense ne fut plus religieusement exécutée. Cet assaut si désiré se donna dans la nuit du 27 au 28 juin. On descendit dans les fossés ; là où les échelles étaient insuffisantes, les soldats grimpaient sur les épaules les uns des autres, et gravissaient le roc sous le feu de la plus formidable artillerie. Tous les chefs donnaient l'exemple du courage. On distinguait parmi eux le comte de Maillebois, le prince de Beauveau, le duc de Fronsac, fils du maréchal, et le comte d'Egmont, son gendre. Cinq fortes redoutes furent emportées. Le gouverneur du fort, le général Blakney, vit qu'il ne pouvait plus résister long-temps dans la citadelle ; il demanda et obtint la plus belle capitulation. Le maréchal de Richelieu consentit à faire transporter la garnison anglaise à Gibraltar ⁽¹⁾. » La prise de Port-Mahon excita une ivresse générale en France : Louis XV parut seul inaccessible à cet enthousiasme. La première fois qu'il vit Richelieu depuis sa victoire, il ne sut lui adresser d'autre question que celle-ci : *Comment avez-vous trouvé les figues de Minorque ?*

1766. *Mort du maréchal de Noailles (Adrien Maurice, duc de).*

Adrien Maurice, duc de Noailles, naquit en 1678 ; il était fils d'Anne-Jules de Noailles, qui avait été lui-même duc et pair et maréchal de France. A l'âge de vingt ans, il épousa mademoiselle

(1) LACRETELLE, *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle.*

d'Aubigné, nièce de madame de Maintenon, et cet hymen, comme on le pense bien, ne fut pas inutile à sa fortune. Après avoir servi sous son père en Catalogne, il se signala dans la même province sous les ordres du duc de Vendôme. Le plus beau de ses exploits, pendant la guerre d'Espagne, fut la prise de Gironne (1710), que suivit la soumission de tout l'Aragon. Ses liaisons avec le duc d'Orléans n'avaient pas été exemptes d'orages : les Mémoires du temps ne s'accordent pas sur la conduite qu'il tint lorsque ce prince fut accusé d'avoir empoisonné la famille royale. Suivant les uns, il usa dans cette circonstance de sa réserve accoutumée, et, sous le prétexte d'une maladie, il s'abstint de paraître à la cour ; suivant les autres, au contraire, il manifesta la plus vive indignation, et s'emporta jusqu'à dire : *Si le dernier qui agonise (Louis XV) périt, je serai le Brutus !* Comment concilier cette exclamation énergique avec le caractère et le ton d'un courtisan ? Il est d'ailleurs un autre mot plus authentique, dans lequel le duc de Noailles se peint tout entier. A l'époque où Louis XIV était le plus irrité contre l'archevêque de Paris, oncle du duc, et soutien du jansénisme (voy. 25 JANVIER 1714), il lui échappa de dire que le nom de Noailles excitait quelquefois de fâcheuses idées dans son esprit : « Sire, répondit le » duc, je changerai de nom, si Votre Majesté me l'ordonne ; j'ai ap- » pris de mes pères à n'avoir d'autre volonté que celle de mes mai- » tres. » Quelques griefs que le Régent pût avoir contre sa personne, il ne dédaigna pas son double mérite d'homme de guerre et d'homme d'État. En 1715, le duc de Noailles fut nommé président du conseil des finances, et conseiller au conseil de régence en 1718. L'entrée du cardinal Dubois à ce conseil, après qu'il eut été décoré de la pourpre, occasiona une dispute, qui fut pour le duc la cause d'une disgrâce passagère. L'exil ne lui enleva rien de son crédit, et à la mort de Dubois, le duc d'Orléans se hâta de le rappeler. Sous le règne de Louis XV, en 1733, Noailles fut nommé chevalier des Ordres du Roi. Dans la guerre de 1733, il servit au siège de Philisbourg, pendant lequel il reçut le bâton de maréchal de France. Dans les campagnes suivantes, il prouva ses talens plus que son bonheur : un défaut de discipline fit échouer ses belles dispositions à Dettingen. (Voy. 27 JUIN 1743.) Enfin, dans la guerre de sept ans, son grand âge ne lui permettant plus d'occuper une place à la tête de l'armée, il entra au ministère et servit l'État par ses conseils. L'abbé Millot, éditeur des Mémoires du maréchal, a tracé son portrait avec les couleurs d'un panégyriste. Duclos est plus sévère, mais plus juste : après avoir rappelé les qualités réelles du duc de Noailles, ses connaissances variées, étendues, mais peu profondes ;

après avoir dit qu'il aimait à protéger les lettres, il ajoute : « Dé-
» vôt ou libertin, suivant les circonstances, il se fit disgracier en
» Espagne en proposant une maîtresse à Philippe V. Il suivit en-
» suite madame de Maintenon à l'église, et entretenit une fille d'o-
» péra au commencement de la régence pour être au ton régnant. Le
» désir de plaire à tous les partis lui a fait jouer des rôles embarras-
» sans, souvent ridicules, et quelquefois humilians, etc. » Tel était
l'un des hommes destinés à marquer la transition d'un siècle à
un autre.—X.

1792. *La Fayette à la barre de l'Assemblée législative.*

L'influence des soutiens de la constitution de 1791 déclinait chaque jour davantage en présence du parti populaire qui devait sa force, et peut-être même la naissance, à l'antipathie de la cour pour cette constitution. Le général La Fayette, à qui l'attachement de ses soldats et son ancienne popularité conservaient le plus de crédit parmi tous ses amis politiques, écrivit, le 16 juin 1792, une lettre qui parvint le 18 à l'Assemblée législative, dans le principal but de dénoncer hautement la faction des Jacobins. Il les accusait de tous les désordres, de tenir sous le joug les représentans de la France, et de substituer partout leur tyrannie au règne de la loi. Tandis que le côté droit applaudissait à la lecture de cette lettre, le côté gauche gardait un silence improbateur. On ne manqua pas de faire une distinction légitime entre les pétitions des simples citoyens qui donnaient un avis ou réclamaient justice, et les leçons d'un général à la tête de ses troupes ; on argua même de faux la signature de La Fayette, et sa lettre, dont on avait demandé l'impression et l'envoi aux départemens, fut déposée au comité des Douze pour en constater l'authenticité. Arriva la journée du 20 juin. La demeure du roi envahie, la loi audacieusement violée, étaient des motifs de réclamations énergiques pour le parti constitutionnel. La Fayette, après s'être concerté avec le maréchal Luckner pour que son absence ne compromît en rien le sort des troupes, prit cette occasion de venir à Paris attester lui-même l'authenticité de sa lettre, s'exprimer fortement contre les violences commises au château des Tuileries, essayer enfin, avec l'aide de la cour et de la garde nationale, de remettre debout la constitution penchante.

Le 28, vers une heure et demie, le général se présenta à la barre comme l'organe de ses compagnons d'armes ; il supplia l'Assemblée de poursuivre les auteurs du 20 juin, de détruire une secte dont

les débats publics ne laissaient aucun doute sur la perversité de ses projets, de faire respecter les autorités, et de donner aux armées l'assurance que la constitution ne recevrait aucune atteinte au dedans, tandis qu'elles verseraient leur sang pour la défendre au dehors. Applaudi par les membres de la droite et par une partie des tribunes, La Fayette est invité aux honneurs de la séance. Guadet se leva aussitôt, attaqua le général sur cette apparition inattendue, qui, dit l'orateur avec ironie, l'avait fait croire un instant à la défaite des Autrichiens et à l'anéantissement de nos ennemis extérieurs, et conclut en demandant qu'on prît des informations touchant le congé accordé à M. de La Fayette par le ministre de la guerre. Ramond défendit le général, qu'il appela le fils aîné de la liberté, et vota pour le renvoi de la pétition au comité extraordinaire qui s'occuperait de remédier aux causes de désorganisation qu'elle dénonçait. Trois cent trente-neuf voix se prononcèrent en faveur de cette motion contre deux cent trente-quatre. Ce premier triomphe semblait en présager d'autres pour les constitutionnels.

La Fayette, en sortant de l'Assemblée, avec un cortège nombreux de députés et de gardes nationaux, se rendit au château. Il n'y rencontra que froideur ou bienveillance affectée. Louis XVI et Marie-Antoinette repoussèrent la seule main qui se présentât, lorsque tant d'autres, ouvertement hostiles ou égarées par un aveugle dévouement, les poussaient dans l'abîme. La répugnance de la cour pour les amis de la liberté constitutionnelle, avec lesquels il aurait fallu transiger, et plus encore, une lettre adressée au roi par le duc de Brunswick, du quartier-général de Coblenz, pour le conjurer d'attendre à Paris que les émigrés et les troupes coalisés vinssent le chercher, expliquent l'impardonnable refus qu'essuya la généreuse démarche de La Fayette. La reine déclara, et les Mémoires de madame Campan existent pour l'attester, qu'il valait mieux périr que de devoir son salut à l'homme qui leur avait fait le plus de mal, et de se mettre dans la nécessité de traiter avec lui. Mais, les constitutionnels repoussés, à qui la famille royale pouvait-elle devoir son salut, si ce n'est à l'émigration triomphante, si ce n'est aux baïonnettes étrangères? Et alors que devenait le salut de la France? ... Quelques officiers de la garde nationale, du parti de la cour, ayant fait demander au roi s'il fallait scconder le général, ils reçurent aussi l'ordre de rester dans l'inaction.

Abandonné par les royalistes, affaibli de tout ce que cette tentative de jeter l'épée d'un soldat dans la balance des affaires inté-

rieures de la patrie, venait d'ôter à sa popularité, réduit à quelques constitutionnels, à quelques gardes nationaux dévoués, La Fayette ne renonça pas encore au projet qui l'avait amené à Paris. Il voulait marcher contre les Jacobins, les expulser violemment et fermer la salle de leurs séances. Mais jamais il ne parvint à réunir un assez grand nombre de ses partisans pour oser attaquer un adversaire dont la profonde stupeur lui promettait une victoire facile. Il repartit à la fin pour son armée, désespéré de voir tous ses efforts n'aboutir qu'à des dénonciations virulentes et à des menaces journalières d'assassinat. Et ce n'était pas là le seul châtement qu'il avait à subir pour avoir voulu sauver Marie-Antoinette d'Autriche et ses enfans; la cour de Vienne attendait le grand citoyen aux cachots d'Olmütz. — ULYSSE TENCÉ.

1801. *Capitulation du Caire.*

Cet événement, que suivit l'évacuation de l'Égypte par l'armée française, avait été préparé par des événemens non moins dignes de l'attention de l'historien. Si nous n'en avons pas parlé à leur date, c'est que nous nous promettions d'en faire l'objet d'un article commun, en donnant un précis de tous les faits qui ont concouru à faire perdre à la France une conquête si hardiment entreprise, une colonie si glorieusement fondée.

Après la mort de Kléber (*voy.* 14 JUIN 1800), le commandement de l'armée d'Orient avait passé provisoirement au général Menou, par droit d'ancienneté. Le droit de capacité y appelait le général Reynier, mais malheureusement il ne prévalut pas auprès du premier consul. La préférence dont il honora Menou en cette circonstance est un des faits les plus difficiles à concilier avec sa haute sagacité.

Menou ne jouissait d'aucune considération, soit comme militaire, soit comme politique : d'une part, il n'était remarquable par aucun fait d'armes; de l'autre, il était signalé par un trait d'extravagance. Embrassant l'islamisme, il avait joint à son prénom *Jacques* celui d'*Abdalla*. Cette démarche, qui lui obtint peu de crédit parmi les naturels du pays, acheva de le décréditer parmi ses compatriotes. Ils n'y virent que l'effet d'un désir excessif de complaire au général Bonaparte, en portant plus loin que lui la condescendance pour la religion locale; et Menou devint un objet de dérision pour l'armée, qui, par cela même qu'elle était indifférente à toute croyance, était portée à ne voir dans une démonstration religieuse qu'une ridicule apostasie. Doué de plus

d'esprit que de jugement, souple avec ses supérieurs, tracassier avec ses égaux, insolent avec ses subordonnés, administrateur sans talent, général sans habileté, Menou avait tous les défauts propres à consommer la ruine de la colonie, et manquait de toutes les qualités nécessaires pour la prévenir.

Réformateur par caractère et moins par besoin d'améliorer que d'innover, il prit à tâche de détruire tout ce qui avait été fait par Kléber, et ne respecta guère plus les institutions de Bonaparte. Déjà il avait bouleversé toutes les parties de l'administration civile et militaire; déjà il était devenu également insupportable aux Français et aux Egyptiens, quand on apprit qu'il avait été confirmé dans le commandement par le premier consul. N'ayant plus de ménagemens à garder, il se livra alors avec d'autant moins de réserve à sa manie dominante que, regardant comme ses ennemis tous les fonctionnaires placés par ses prédécesseurs, il croyait avoir intérêt à disposer de leurs places en faveur des hommes qui lui étaient dévoués. Par suite de sa politique inquiète et capricieuse, les provinces changèrent de gouverneurs, les divisions de généraux; et dans l'armée comme dans l'administration, chaque fonctionnaire se vit obligé à un nouvel apprentissage. Les résultats de ces opérations ne furent pas heureux. Toutes les parties du gouvernement en souffrirent. Tourmentée par des vexations nouvelles, la population murmurait, les impôts qui s'étaient accrus ne se percevaient plus. Les caisses et les magasins se vidaient pour ne plus se remplir. L'insubordination se glissa dans tous les corps de l'armée, divisée entre Menou et Reynier, et les complots se tramèrent contre le général en chef qui, tout occupé à maintenir son autorité par l'intrigue, négligeait les soins d'où dépendait le salut de l'Egypte, au moment même où la domination française y était plus menacée que jamais.

Menou, qui ne pouvait concevoir qu'une puissance quelconque eût l'idée de l'attaquer, par suite de cette présomption, prenait les mesures les plus opposées à celles que Bonaparte et Kléber avaient jugées nécessaires pour mettre l'Egypte à l'abri d'une invasion. Il tenait rassemblée autour du Caire la plus grande partie de ses divisions qui, antérieurement, étaient distribuées dans le Delta, de manière à pouvoir se porter avec une égale promptitude soit sur les côtes, soit sur la frontière. Jamais pourtant il n'eût été plus utile de maintenir ces dispositions. Réunissant à Rhodes les débris de ses armées battues à Casticum par Brune, et au Férol par les Espagnols, à ce qui restait des troupes qui avaient dû prendre possession de Gênes, l'Angleterre en avait formé un corps de

dix-huit mille hommes qui, de concert avec de nouvelles forces rassemblées en Syrie par le grand-visir, ou embarquées sur la flotte du capitan-pacha, devait aborder en Egypte par la Méditerranée, tandis que six mille hommes, détachés de l'armée anglaise du Bengale et qu'une escadre transportait dans la mer Rouge, effectueraient une descente soit à Suez, soit à Cosseir.

Peut-être Menou, qui avait été instruit à temps de ces projets, les eût-il déconcertés avec de l'activité. Un plan, à l'exécution duquel des troupes séparées par un si grand intervalle devaient concourir, ne pouvait pas s'exécuter avec une telle précision, qu'on n'eût pas le temps d'attaquer chacun de ces corps avant leur jonction. Mais l'indolence aussi était un défaut de ce général. D'ailleurs, comme les frégates *la Justice* et *l'Egyptienne*, qui étaient entrées le 3 février dans le port d'Alexandrie, où elles avaient débarqué six cents hommes et des munitions, avaient annoncé que l'escadre de Gantheaume lui amenait des secours considérables, il crut n'avoir rien à redouter des armemens de l'Angleterre, auxquels il prêtait un tout autre but que la conquête de l'Egypte. Sur ces entrefaites, Mourad-Bey, qui depuis son traité avec les Français les servait avec une telle fidélité, qu'il leur livrait les secrets du grand-visir, avec qui, de leur consentement, il s'était maintenu en relation, envoya un de ses affidés à Menou, pour lui faire connaître les préparatifs des Turcs et lui offrir ses secours contre l'ennemi commun. Plus confiant que jamais en ses propres lumières, non-seulement Menou rejeta avec dédain les avis et les offres de Mourad, mais il menaça de toute sa colère l'allié qui lui donnait cette preuve de dévouement, si, pour le servir, ce bey osait sortir du canton qui lui avait été concédé, et faire un seul mouvement sans autorisation. *Jacques Abdalla Menou* vivait au Caire dans cette inaltérable sécurité, quand, le 4 mars 1801, un courrier du général Friand, qui commandait la province d'Alexandrie, vint lui annoncer que, le 1^{er} du mois, une flotte anglaise avait été vue de ce port. Sur un avis pareil, Bonaparte et Kléber s'étaient portés sans délai sur le point menacé avec toutes leurs forces. Cette tactique avait sauvé deux fois l'Egypte. Menou répondit aux généraux qui le pressaient de suivre cet exemple, que la démonstration des Anglais n'avait pour objet que d'attirer l'armée française sur les côtes, et d'opérer une diversion, à la faveur de laquelle l'armée du grand-visir pénétrerait sans obstacle dans l'intérieur de l'Egypte, et il dispersa ses troupes dans les places qui lui semblaient les plus importantes. Voulant se garder partout, Menou se mit dans l'impossibilité de résister nulle part.

Reynier fut envoyé à Belbeys, Morand à Damiette, Lanusse à Alexandrie ; quant à lui, il se tint au Caire. Le 11 mars, arrive un second courrier, par lequel le général Friand mande que la flotte signalée s'étant dirigée sur Aboukir, il y était accouru avec la garnison d'Alexandrie, mais que seize cents Français n'avaient pu empêcher six mille Anglais d'opérer leur débarquement. Laisant au Caire le général Belliard avec neuf cents hommes, Menou cette fois se mit en route pour Alexandrie avec le reste de ses troupes, non sans avoir promis aux membres du divan et aux chefs de l'administration de revenir sous peu de jours, et de revenir vainqueur.

Cependant la totalité de l'armée anglaise était débarquée, et, malgré les efforts réunis des généraux Lanusse et Friand, elle s'était emparée d'Aboukir et de plusieurs postes, d'où elle menaçait Alexandrie. Dans cette circonstance, où une heure a la valeur d'un siècle, où un instant peut décider du sort d'un peuple, Menou sortit à peine de son incurie habituelle ; loin de hâter sa marche, il s'arrêta deux jours en chemin ; ce n'est que le 18 qu'il arriva au camp d'Alexandrie.

Quoique les différens corps qui s'y trouvaient réunis ne formassent qu'une armée de dix mille hommes, et que l'armée ennemie s'élevât à plus de seize mille, les généraux furent d'avis d'attaquer sans délai, pour prévenir le débarquement de l'armée de l'Inde, qui était entrée dans la mer Rouge, et contre laquelle on marcherait ensuite. Les Anglais battus, qu'aurait-on à craindre des Turcs ? Menou se rendit cette fois au sentiment d'autrui ; il fut décidé qu'on livrerait bataille le lendemain. L'armée anglaise était campée à deux lieues à l'est d'Alexandrie, appuyant sa gauche à la mer et sa droite au canal ; ses flancs étaient couverts par des redoutes garnies d'artillerie et par des chaloupes canonnières. Une plaine de sable s'étendait entre elle et l'armée française, dont l'aile gauche était commandée par le général Lanusse, le centre par Rampon, l'aile droite par Reynier, et la cavalerie par le général Roize.

L'action s'engagea le 21 mars, avant le jour, par une fausse attaque qui avait pour but d'appeler l'attention des Anglais sur leur aile gauche, pendant que le général Lanusse manœuvrait pour tourner leur droite. Il avait presque exécuté ce projet, qui promettait la victoire à nos troupes, quand il fut renversé par un boulet parti des chaloupes canonnières. Dès lors, plus d'accord entre les corps divers qui devaient concourir à l'exécution du plan de bataille : deux demi-brigades qui n'auraient pas dû se rentrontrer,

se prenant réciproquement pour anglaises, se fusillèrent dans l'obscurité. Le désordre se mit dans les rangs. Le général Rampon rallie en vain le centre ; écrasé de trois côtés par un feu terrible, il voit tomber autour de lui ses meilleurs officiers ; un bataillon cophte, privé de ses chefs, se rend tout entier à l'ennemi. L'objet de la bataille une fois manqué, il ne fallait plus songer qu'à sauver le gros de l'armée. La droite des Français était intacte et pouvait couvrir la retraite. Reynier en attendait l'ordre, étonné de l'inaction où le laissait le général en chef. Ce général, qui jusqu'alors s'était promené derrière la ligne de bataille, sans trop paraître s'occuper de ce qui se passait, sort tout-à-coup de son apathie, et ordonne à la cavalerie de charger. En vain Roize lui représente-t-il que c'est sacrifier inutilement la seule force par laquelle il soit supérieure aux Anglais, et par laquelle il pourrait prendre sa revanche dans une meilleure occasion, il fallut obéir : *Mes amis*, dit ce brave à ses braves, *on nous envoie à la mort, marchons.* L'infanterie anglaise ne peut soutenir le choc des premiers escadrons que conduisait le général Broussart ; mais les rangs qu'ils se sont ouverts se refermant derrière eux, ils se trouvent engagés entre les deux lignes de l'armée ennemie. Roize, qui marchait en réserve, charge aussitôt pour les dégager ; renversant tout ce qu'il rencontre, il pénètre dans le camp des Anglais. Là lui échappa la victoire dont il se croyait assuré. Lancés avec impétuosité, les chevaux s'embarrassent dans les cordes et dans les piquets qui soutiennent les tentes, ou tombent dans des fossés semés de chausse-trapes. Mettant pied à terre, Roize se défendit long-temps au milieu de ses plus braves cavaliers, et succomba enfin dans un combat corps à corps, au moment où Abercromby, général en chef de l'armée débarquée, engagé dans une lutte pareille, tombait sous les coups d'un dragon français. A peine le quart de la cavalerie française rejoignit-il l'armée.

Menou alors ordonna la retraite. Ses troupes rentrèrent, sans être inquiétées, dans les positions qu'elles occupaient avant la bataille ; mais quatorze cents Français, au nombre desquels étaient six officiers généraux, avaient été tués ou mis hors de combat ; perte immense pour une armée si peu nombreuse ! Celle des Anglais fut bien moins forte en comparaison, quoiqu'elle montât à plus de quinze cents hommes.

L'impéritie et l'obstination qui amenèrent la perte de la bataille de Canope dirigèrent toutes les opérations qui suivirent cette fatale journée, et consommèrent la ruine de l'armée. Enfermé dans Alexandrie, et comptant toujours sur des secours qui ne

sortirent trois fois des ports de France que pour y rentrer, Menou se vit bientôt atteint par la famine ; ses communications se trouvant coupées par l'irruption du lac de Madieh, dont les Anglais avaient fait entrer les eaux dans le bassin du lac Maréotis.

Cependant le général Hutchinson, qui avait pris le commandement de l'armée anglaise depuis la mort du général Abercromby, ne laissant devant Alexandrie que les forces nécessaires pour la bloquer, de concert avec le grand-visir, prenait possession de toutes les places et s'avancait vers le Caire. Comme les Turcs précédaient les Anglais de plusieurs marches, le général Belliard, qui avait reçu des renforts, sortit avec six mille hommes pour les combattre ; il espérait renouveler le prodige d'Héliopolis. Instruits par leurs alliés et par l'expérience, les Turcs évitèrent un engagement. Belliard, rentré au Caire, s'y vit bientôt entouré par cinquante mille hommes, contre lesquels il lui fallait garder une ligne de près de treize mille toises. Reconnaissant l'impossibilité de faire face avec sa petite troupe à cette armée, et à la population, qui était aussi une armée ; sans subsistance, sans argent, il traita d'après les bases posées à El-Arich, et consentit à s'embarquer le 9 août pour la France, avec le corps qu'il commandait. A peine cette convention était-elle signée, que l'armée des Indes arriva au Caire. Maître de cette capitale, Hutchinson tourna toutes ses forces contre Alexandrie. Refusant d'approuver la convention faite par Belliard, Menou avait pris l'engagement de s'ensevelir sous les ruines de la place. On combattit pendant un mois. Vains efforts ! le courage français était toujours le même, mais le même génie ne le dirigeait plus. Les positions qui protégeaient la ville ayant été successivement emportées, et les secours attendus n'arrivant pas, Menou fut obligé de se rendre. Il signa, le 30 août, une capitulation, par laquelle huit mille braves encore furent rendus à leur pays.

C'est ainsi que l'Égypte échappa à la France, au moment où tout concourait à la lui conserver. Les prodiges de l'ineptie sont quelquefois aussi surprenans que ceux du génie.

A. V. ARNAULT.

1811. *Prise de Tarragone.*

Nommé au commandement de l'Aragon, sous lequel l'Empereur avait placé une partie de la Catalogne, le général Suchet reçut, le 10 mars 1811, l'ordre de mettre le siège devant Tarra-

gone. Cette opération offrait de grandes difficultés. Une garnison nombreuse défendait cette place, protégée du côté de la terre par des fortifications, par le fort Olivo, et du côté de la mer, par une flotte anglaise, qui la rendait accessible à tous les secours. Ces obstacles n'arrêtèrent pas le vainqueur de Tortose et de Lérida. Il avait quarante mille hommes sous ses ordres. Laissant une partie de ses forces en Aragon pour contenir les bandes de Mina et faire face aux généraux espagnols qui tenteraient d'opérer une diversion, il se porta sur Tarragone avec vingt mille hommes de toutes armes. Le 4 mai, la place fut investie : on ouvrit aussitôt les travaux du siège. Ce n'est qu'avec des peines infinies qu'on les conduisait à travers le roc sur lequel Tarragone est assis. Des redoutes, dont le feu força la flotte anglaise à se tenir à une distance d'où elle ne pouvait plus inquiéter les assiégeans, furent bientôt construites sur le point qu'elle insultait. Sur un autre point cependant, la garnison d'Olivo gênait les travailleurs par ses fréquentes sorties. Foudroyé par les batteries que les Français établirent sur des plateaux presque inaccessibles, ce fort fut pris d'assaut le 29 mai. Suchet n'eut plus alors à s'occuper que de la ville. Les ouvrages qui couvraient le faubourg ayant été successivement emportés, et la brèche faite aux fortifications d'enceinte étant praticable, il fut pris par escalade, le 21 juin. Le 28, la haute ville éprouva le même sort. La fureur du soldat, irritée par deux mois de résistance et par la perte de plusieurs officiers qu'il affectionnait, fut terrible ; elle ne s'arrêta que devant l'hôpital, où gisaient neuf cents blessés ; tout ce qui s'offrit à elle d'hommes armés fut dans le premier moment frappé par le glaive ; dix mille prisonniers, vingt drapeaux, trois cent trente-sept pièces d'artillerie, et quantité de munitions de toute espèce, tombèrent entre les mains des vainqueurs, avec la ville. Le siège de Tarragone, pendant lequel les généraux Harispe, Habert, Frère, Palombini et Salme, qui y furent tués, se signalèrent par leur courage, fut conduit avec une grande habileté par les généraux Valée et Rogniat. Cette conquête, qui n'était pas la dernière que devait faire le général Suchet, lui valut le bâton de maréchal. — A.-V. ARNAULT.

THÉÂTRE.

1669. *Établissement de l'opéra en France.*

L'opéra naquit en Italie vers la fin du quinzième siècle, ou le commencement du seizième. C'est le cardinal Mazarin, qui le

premier tenta de l'importer en France. A l'époque du mariage de Louis XIV et de Marie-Thérèse, il fit représenter au Louvre l'opéra d'*Ercole amante*, qui n'obtint pas de succès. L'année précédente (1659), l'abbé Perrin, le protégé de l'Eminence italienne, avait donné à Issy, dans la maison de M. de La Haye, une pastorale en cinq actes, dont Cambert avait écrit la musique. Les encouragemens que reçut l'auteur l'engagèrent à composer une seconde pièce, intitulée *Ariane, ou le mariage de Bacchus*.

Vers le même temps, le marquis de Sourdeac perfectionnait le système des machines nécessaires à ce genre de spectacle, et faisait exécuter *la Toison d'or* (de Corneille), dans son château de Neubourg en Normandie. En 1651, les répétitions d'*Ariane* étaient déjà commencées, lorsque la mort de Mazarin vint tout suspendre.

Enfin, au bout de huit ans, le 28 juin 1669, Perrin obtint des lettres patentes pour l'établissement d'une académie de musique ou d'un théâtre chantant. « L'abbé s'associa Cambert, Sourdeac et Champeron : une troupe fut montée; les répétitions eurent lieu dans la grande salle de l'hôtel de Nevers, où était auparavant la bibliothèque de Mazarin : les représentations se donnèrent dans un jeu de paume, rue Mazarine, en face de la rue Guénégaud. Ce fut en mars 1671, qu'on y joua *Pomone*, paroles de Perrin, musique de Cambert. Le privilège ou les lettres patentes étaient pour douze ans : mais la division se mit entre les associés, et J.-B. Lulli, surintendant de la musique du roi, obtint, par le crédit de madame de Montespan, que Perrin lui cédât son privilège, moyennant une somme d'argent (1). »

A compter de cette époque, l'opéra prit son essor (voy. 22 MARS 1687, *Mort de Lulli*), malgré les justes critiques de La Bruyère, et les sarcasmes de Saint-Evremond, qui le définissait, « un travail bizarre de poésie et de musique, où le poète et le musicien, également gênés l'un par l'autre, se donnent bien de la peine à faire un méchant ouvrage. » Ce jugement n'était qu'une boutade, même au siècle de Lulli. Quel nom mériterait-il dans le nôtre, où les chefs-d'œuvre de Gluck, de Sacchini, de Spontini et de tant d'autres, ont enrichi notre scène lyrique ? — E.

(1) *Biogr. univ.*

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1681. *Mort de mademoiselle de Fontanges (Marie-Angélique Scoraille de Roussille.)*

Cette rivale des La Vallière et des Montespan était née en 1661, d'une ancienne famille du Rouergue; elle fut reçue à la cour comme fille d'honneur de Madame. Sa jeunesse et sa beauté la firent remarquer. Madame de Montespan, voulant distraire le roi du plaisir qu'il trouvait dans ses entretiens avec madame de Maintenon, ne craignit pas de lui faire admirer les charmes de mademoiselle de Fontanges, non sans mêler à ses éloges quelques sarcasmes contre celle qu'elle appelait la Vénus provinciale. Louis XIV, trop docile aux intentions de madame de Montespan, passa, pour mademoiselle de Fontanges, de l'admiration à l'amour, et cette jeune personne, secondant les vues basses et ambitieuses de ses parens, regarda son déshonneur comme un triomphe; une fois qu'elle eut le titre de maîtresse reconnue, sa faveur l'enivra au point de lui faire oublier le respect qu'elle devait à l'épouse légitime. Elle passa devant la reine sans la saluer. Elle rendit dédains pour dédains à madame de Montespan, qui regrettait d'avoir en quelque sorte formé cette liaison, et qui, joignant la jalousie à la violence et à la hauteur, acheva de s'aliéner le cœur du roi. Mademoiselle de Fontanges dépensa cent mille écus par mois, fit des dettes, et ne put comprendre qu'on l'accusât de prodigalité. Peu spirituelle, elle eut cependant de l'influence dans les affaires, et les grâces qu'elle dispensa lui attirèrent les hommages de tous les courtisans, au point de donner des soupçons au roi sur sa fidélité. Les suites d'une couche lui firent perdre ses charmes et l'amour du prince, qui trouvait près de madame de Maintenon une douceur tout opposée au caractère impérieux de madame de Montespan, et un esprit bien supérieur à celui de mademoiselle de Fontanges. Cette dernière n'avait dû sa faveur qu'à sa beauté : on ne garda d'elle d'autre souvenir qu'un ornement de coiffure, qui porte son nom. Elle alla traîner sa disgrâce à l'abbaye de Port-Royal. Sur le point de mourir, elle sollicita du roi la grâce de le voir; il entra dans sa chambre les larmes aux yeux : « Je meurs contente, dit-elle, puis- » que mes derniers regards ont vu pleurer mon roi. » Mademoiselle de Fontanges et son fils moururent en 1681. Elle était âgée de vingt ans : elle avait un frère, dont la postérité existe encore.

N. P.

RELIGION.

29 JUIN 65. *Martyre de saint Pierre et de saint Paul.*

Un même jour, un même lieu virent expirer ces deux apôtres, qui, l'un et l'autre, avaient imprimé à leur mission un caractère essentiellement divers.

Pierre, fils de Jean, et frère de saint André, naquit à Bethsaïde. Son nom était Simon ; mais, en l'appelant à l'apostolat, Jésus lui donna celui de Céphas, qui, en syriaque, signifie *Pierre*. « *Tu es Pierre*, dit le Fils de Dieu, *et sur cette pierre je bâtirai mon Église.* » Simon ou Pierre, qui jusqu'alors n'avait été qu'un simple pêcheur, devint, suivant l'expression de l'Évangile, un pêcheur d'hommes. Les miracles dont il fut témoin l'attachèrent à son divin maître : il contempla la transfiguration sur le Thabor : il assista à la dernière cène, et, déjà placé à la tête des douze apôtres, il fut le premier à qui Jésus lava les pieds. Dans le Jardin des Olives, Pierre coupa l'oreille à Malchus, valet du grand-prêtre ; et cependant, chez Caïphe, il renia trois fois celui pour lequel il devait mourir. Après la résurrection et l'ascension, le jour même où le Saint-Esprit descendit sur les apôtres, Pierre prêcha avec tant de force, que trois mille personnes se convertirent et demandèrent le baptême. Bientôt le grand-prêtre et les Sadducéens, jaloux des progrès de l'Évangile, firent jeter les apôtres en prison ; un ange les ayant délivrés, ils allèrent dans le temple annoncer de nouveau Jésus-Christ. Leurs ennemis, plus irrités que jamais, étaient sur le point de les envoyer au supplice, lorsque, sur les représentations de Gamaliel, ils se contentèrent de les faire battre de verges. Pierre quitta Jérusalem, se rendit à Antioche, et y fonda l'église, dont il fut le premier évêque. Ensuite il parcourut les provinces de l'Asie mineure, et, suivant une tradition presque générale, quoique vivement contestée, il vint à Rome, où il établit son siège épiscopal (Voy. 18 JANVIER 41). Revenu à Jérusalem pour célébrer la Pâque de l'an 44, Hérode-Agrippa le fit arrêter, et se préparait à l'offrir en sacrifice au peuple ; mais la nuit même du jour que le tyran avait fixé pour le mettre à mort, l'ange du Seigneur le tira de prison. En sortant de Jérusalem, on croit qu'il prit le chemin de Rome, d'où il fut chassé avec tous les autres Juifs par l'empereur Claude. De Jérusalem, où il ouvrit un concile, il revint à Rome encore une fois, et ce fut la dernière, car les bourreaux l'y attendaient.

Paul, dont le premier nom était *Saul*, né à Tarse, ville de Ci-

licie, et, en cette qualité, citoyen romain, avait puisé dans la secte des Pharisiens une haine violente contre le christianisme. Lorsqu'on lapidait saint Etienne, il gardait les vêtemens de ceux qui remplissaient ce sanglant ministère. Il ne respirait alors que le carnage des disciples de Jésus-Christ. Il obtint des lettres du grand-prêtre des Juifs pour aller à Damas se saisir de tous les chrétiens, et les mener chargés de chaînes à Jérusalem; mais dans le chemin, dit l'Écriture, il fut tout-à-coup frappé d'un rayon de lumière qui le renversa. Il entendit en même temps une voix qui lui dit : « Saul, Saul, pourquoi me persécutez-vous ? — Qui êtes-vous, » Seigneur ? répondit-il. — Je suis Jésus que vous persécutez. » Paul, en tremblant, s'écria : « Seigneur, que voulez-vous que je » fasse ? » Jésus lui dit de se lever et d'aller à Damas, où il lui ferait connaître ses volontés. A Damas, il fut baptisé par Ananie, et dès lors il commença à prêcher l'Evangile en Arabie, à Jérusalem, à Césarée, à Tarse et à Antioche. Ensuite il visita les îles de Chypre et de Paphos ; il parcourut la Syrie, la Cilicie, la Lycaonie, la Phrygie, la Galatie, la Macédoine. Ainsi Paul justifia le titre d'apôtre des Gentils, tandis que l'apostolat de Pierre semblait plus particulièrement réservé aux Juifs. A Jérusalem, lorsqu'on délibéra sur l'observation des cérémonies légales, il fut décidé, sur l'avis de Paul et contre celui de Pierre, que l'on n'imposerait point aux Gentils le joug de la loi, mais qu'on les obligerait seulement à éviter l'idolâtrie, la fornication et l'usage des chairs étouffées.

Enfin, les deux apôtres se retrouvèrent à Rome, et Paul écrivit de cette ville plusieurs de ces belles épîtres, dont Bossuet disait, que si toutes les preuves du christianisme disparaissaient, elles suffiraient encore pour l'y tenir attaché. Réunissant leurs efforts, ils combattaient par la seule force de l'éloquence l'ennemi commun de la doctrine évangélique, Simon le Magicien. Quelques-uns des Pères rapportent que cet imposteur ayant prétendu s'élever dans les airs en présence de Néron, sa chute, attribuée aux prières de Pierre et de Paul, détermina le supplice des deux apôtres, qui eut lieu le 3 des calendes de juillet (29 juin), jour où l'Eglise célèbre leur mort. Pierre fut crucifié la tête en bas ; et comme citoyen romain, Paul eut la tête tranchée. Rome chrétienne éleva des monumens sur la place même où ils avaient subi leur martyre. — X.

POLITIQUE.

1313. *Etats-Généraux convoqués par Philippe le Bel.*

La première assemblée d'Etats-Généraux, convoquée par Philippe le Bel (*Voy.* 10 AVRIL 1302), fut suivie de plusieurs autres réunions semblables. La plus connue est celle de 1313, que quelques-uns placent en 1314. Le ministre ne trouva d'autre ressource, pour fournir aux dépenses du roi, que de continuer l'impôt du cinquième des revenus et du centième des meubles, même d'étendre ces impôts sur la noblesse et le clergé; et pour y réussir, on crut qu'il fallait tâcher d'obtenir le consentement des Etats. L'assemblée fut convoquée le 29 juin: elle ne commença pourtant que le 1^{er} août. Mézeray dit qu'elle se tint dans la salle du palais; d'autres auteurs disent dans la cour. On avait dressé pour le roi, la noblesse et le clergé, un échafaudage, au pied duquel le tiers-état devait rester debout. Après une harangue véhémence du ministre, le roi se leva de son trône et s'approcha du bord de l'échafaudage pour voir cent qui lui accorderaient les subsides demandés. Etienne Barhette, prévôt des marchands, suivi de plusieurs bourgeois de Paris, promit de donner une aide suffisante ou de suivre le roi en personne à la guerre. Les députés des autres communautés firent les mêmes offres; et alors l'assemblée s'étant séparée sans qu'aucune discussion réglée s'entamât, il parut une ordonnance pour la levée de six deniers pour livre de toutes marchandises qui seraient vendues dans le royaume. Il en fut à peu près de même de toutes les autres assemblées d'Etats: les principaux députés, dont on avait gagné les suffrages, décidaient ordinairement, sans que l'on eût pris l'avis de chacun en particulier: ce qui fait voir combien ces assemblées étaient illusoires.

1734. *Bataille de Parme.*

Dans la campagne de 1734, les armes françaises se signalèrent par d'éclatans succès en Italie. Le maréchal de Coigny et le maréchal de Broglie partagèrent l'honneur de la journée du 29 juin. Le comte de Mercy, qui avait rallié les différens corps autrichiens épars dans l'Italie, avait cru pouvoir se maintenir dans le duché de Parme, l'un des premiers prétextes de la guerre. Le maréchal de Coigny vint l'y attaquer. Bientôt les deux armées furent en présence. Une maison isolée, placée entre elles, fut le premier point d'attaque. Le général autrichien de La Tour s'y porta avec

impétuosité. Cinq compagnies de grenadiers français, qui s'y étaient embusquées, le repoussèrent. Alors l'action s'engagea sur tous les points : elle dura depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Les Autrichiens, qui avaient commencé à plier, étaient ramenés au combat par leurs généraux, qui s'élançaient à la tête des colonnes. Le comte de La Tour fut grièvement blessé ; le général en chef de Mercy fut tué en chargeant les Français. Le comte de Wirtemberg prit le commandement, et, déjà résolu d'abandonner le champ de bataille, il voulut au moins s'y maintenir jusqu'à ce que la nuit favorisât sa retraite. Il réussit dans son projet, et son armée, qui avait perdu dix mille hommes tués ou blessés, ne fut point mise en déroute. L'armée victorieuse avait perdu quatre mille hommes, dont mille officiers. Les deux généraux furent justement blâmés de n'avoir pas su profiter de leur victoire.

1793. Mort de Cathelineau.

Cet homme fut un des premiers héros improvisés par la guerre civile qui eut la Vendée pour théâtre. Agé de trente-quatre ans, marié et exerçant l'état de marchand de laine dans un village, il s'occupait tranquillement à pétrir son pain, lorsqu'il apprit les troubles survenus à Saint-Florent (10 mars 1793) : les jeunes gens avaient refusé de se conformer au décret de la Convention nationale, prescrivant une levée de trois cent mille hommes. Aussitôt il entrevit les suites de cette révolte, et il résolut de les devancer. Malgré les supplications de sa femme, il rassemble les habitants du village, court à un autre, qu'il soulève de même, et quand il est parvenu à réunir une centaine d'hommes, il attaque audacieusement un poste militaire, et s'empare d'un canon. De ce premier succès à d'autres avantages plus éclatants, il n'y eut qu'un pas. La prise de Chollet donna à Cathelineau et à sa troupe une importance telle, que Bonchamps, d'Elbée et d'autres chefs quittèrent leurs châteaux pour se joindre à lui. Néanmoins son influence resta toujours la même. « Il avait, dit un biographe, une éloquence entraînant, » une intelligence extraordinaire de la guerre, le talent de diriger » les paysans et de leur faire tout exécuter. Ceux-ci lui portaient » une vénération extrême, à cause de sa piété et de sa régularité, » tellement qu'ils l'appelaient le *saint d'Anjou*, et se plaçaient, » quand ils le pouvaient, auprès de lui dans les combats, pensant » qu'on ne pouvait être blessé à côté d'un si saint homme. » Cependant une balle l'atteignit, à la fin d'une journée, où, chargé de conduire l'armée vendéenne de Saumur à Nantes, il avait fait

de vains efforts pour pénétrer dans cette dernière ville. Il succomba quelques jours après, laissant une veuve et un fils dans une obscure pauvreté. Toute sa famille avait suivi son exemple : deux frères, quatre beaux-frères, et seize cousins germains de Cathelineau sont morts les armes à la main. — X.

1820. *Promulgation d'une nouvelle loi d'élections en France.*

Le système électoral, fondé par la loi du 5 février 1817 (Voy. cette date), avait résisté aux attaques de l'aristocratie, tant que les circonstances ne s'étaient pas en quelque sorte liguées avec elle. (Voy. 20 FÉVRIER 1819.) L'attentat du 13 février 1820 changea l'état des choses. Quelques jours avant sa retraite (Voy. 20 FÉVRIER 1820), M. Decazes soumit à la Chambre des députés un projet de loi sur les élections, qui, froidement reçu par ceux mêmes dont il favorisait la cause, fit bientôt place à un autre projet, présenté à la Chambre des députés par le nouveau ministre de l'intérieur, M. le comte Siméon, le 17 avril suivant.

Le but principal de la loi nouvelle étant de détruire l'égalité reconnue par la Charte, en créant une double classe d'électeurs, là où les principes n'en admettaient qu'une seule, une lutte grave et sérieuse devait s'engager dans le sein des deux Chambres. L'intérêt général, qui s'attachait au débat, ne lui permit pas de s'y concentrer. La capitale devint le théâtre de mouvemens, qui portaient la vive empreinte de l'opinion publique. Pendant plusieurs jours, une foule immense se pressa autour du sanctuaire de la représentation nationale, en invoquant à grands cris le pacte fondamental, que l'on essayait de déchirer. L'autorité voulut réprimer par la force cette manifestation de sentimens, qui n'avait rien d'hostile, et le sang de quelques citoyens rougit le pavé des rues. Un jeune étudiant en droit, nommé Lallemand, également recommandable par son caractère, son esprit et ses mœurs, fut atteint d'une balle, sur la place du Carrousel, au moment où, simple spectateur, il se retirait pour obéir à l'injonction des soldats.

Voilà sous quels auspices se préparait la loi qui régit encore aujourd'hui la France. *La bataille des Elections*, car c'est ainsi qu'on nomma cette discussion mémorable, suffirait à la gloire des Foy, des Royer-Collard, des Bignon, et de quelques autres orateurs, éloquens patrons de la cause nationale : elle ne fut gagnée par leurs adversaires qu'à la majorité de cinq voix, majorité formée par le vote du ministère.

Ainsi passa la loi nouvelle, établissant dans chaque département

un collège électoral de département et des collèges électoraux d'arrondissement, auxquels la nomination des députés fut attribuée dans les proportions suivantes : les collèges de département, composés des électeurs les plus imposés, en nombre égal au quart de la totalité des électeurs, reçurent la mission de nommer les cent soixante-douze députés, que la loi nouvelle ajoutait aux deux cent cinquante-huit déjà institués par l'ancienne loi : les collèges d'arrondissement durent nommer ces derniers.

La loi du 29 juin, créant le double vote, a été complétée par la loi du 9 juin 1824, établissant le renouvellement intégral et la septennalité. (*Voy. cette dernière date.*)

THÉÂTRE.

1817. *Retraite de Kemble (Jean-Philippe), acteur anglais.*

Kemble naquit à Prescot, dans le comté de Lancastre, le 1^{er} février 1757. Dès l'âge de dix ans, il débuta dans une troupe de comédiens assez médiocres, que son père dirigeait à Worcester. Forcé par ce dernier d'entrer au séminaire catholique de Sedgely-Park, dans le comté de Stafford, et ensuite à l'université anglaise, établie à Douai, à vingt ans, il était de retour en Angleterre, et cédait à sa passion pour le théâtre. Les débuts de Kemble obtinrent beaucoup de succès, et son talent prit un développement rapide. Après avoir joué dans plusieurs villes d'Irlande et d'Ecosse, et quelquefois réuni les fonctions de directeur à celles d'acteur, il parut pour la première fois à Drury-Lane, le 30 septembre 1783. En 1788, il devint directeur de ce théâtre, et ne cessa de l'être qu'en 1801. A cette époque, il visita l'Espagne et la France. Rendu à l'Angleterre, en 1803, Kemble acheta un sixième de la propriété du théâtre de Covent-Garden, et devint l'un de ses administrateurs. En 1808, un incendie ayant détruit ce théâtre, dans l'espace de quelques mois il s'en éleva un autre sur ses ruines, et Kemble continua d'en faire la fortune jusqu'au jour de sa retraite.

Les rôles dans lesquels excellait ce grand acteur, étaient ceux d'Hamlet et de Coriolan : il représentait encore avec un talent supérieur ceux de Caton, de Brutus, de Macbeth, de Richard III, du roi Jean et du roi Lear. « Il réunissait à un degré éminent les conditions physiques et morales qu'exige le théâtre : de belles formes, une tête à la fois classique et expressive, un jugement exact, » une activité infatigable, un génie décidé et un ardent amour pour

» son art. Il possédait en outre cet air de supériorité morale, qui,
 » dès le premier coup d'œil, imprime au spectateur l'idée que le
 » personnage qu'il voit n'est pas de la même espèce que le commun
 » des hommes. Sa voix était défectueuse dans les tons bas, qui
 » conviennent au monologue, mais elle était énergique et péné-
 » trante dans le cours ordinaire de la déclamation, et surtout
 » merveilleusement touchante dans l'expression de la mélancolie ;
 » cependant elle devenait parfois traînante et laborieuse, prin-
 » cipalement lorsqu'il souffrait de quelque indisposition. Des cri-
 » tiques anglais ont reproché à Kemble de manquer de naturel
 » par trop d'étude et d'art ⁽¹⁾..... » Mais ce reproche disparaissait
 devant l'enthousiasme de ses admirateurs.

« Kemble, disait lord Byron, a beaucoup contribué à réfor-
 » mer notre théâtre. Le costume classique n'était pas connu avant
 » lui. Garrick jouait Othello en habit rouge avec des épaulettes,
 » et dans ses autres rôles, il avait des costumes de tradition
 » tout aussi ridicules. Je ne conçois rien d'égal au Coriolan de
 » Kemble, et il jouait si bien tous les personnages romains, que
 » même *Caton*, si froid, si guindé, a eu plusieurs représentations
 » à *Covent-Garden*. Cela prouve tout ce qu'un acteur peut faire
 » pour une pièce ! » Ailleurs il ajoute que Kemble et miss Siddons,
 sa sœur, lui semblaient offrir l'idéal de l'action tragique, et qu'on
 pouvait dire du premier ce que le cardinal de Retz disait du
 marquis de Montrose, qu'il était le seul homme qui lui rappelât
 les héros de Plutarque.

Kemble n'était pas seulement acteur : c'était un littérateur dis-
 tingué, et il a laissé des monumens de son goût et de ses recher-
 ches, dont le théâtre était toujours l'objet. C'est par le rôle de
 Coriolan qu'il fit ses adieux au public. Talma assistait à cette re-
 présentation, pour laquelle toutes les loges avaient été louées
 quinze jours d'avance. Ce fut lui qui, de l'orchestre, où il était
 assis, fit passer sur le théâtre la couronne de lauriers que les
 Anglais décernaient à Kemble, et une adresse, imprimée sur satin,
 dans laquelle ils le suppliaient de ne point quitter encore la car-
 rière théâtrale. Kemble mourut quelques années après, à Lau-
 sanne, le 26 février 1823. Sa sœur, miss Siddons, existe encore et
 habite Londres ; son frère, Charles Kemble, a obtenu de grands
 succès à Paris, dans ces derniers. Il est le premier acteur qui nous
 ait fait connaître la tragédie anglaise. — X.

(1) A. MAHUL, *Annuaire*.

ARTS.

1779. *Mort de Raphaël Mengs, peintre allemand.*

Mengs (Antoine-Raphaël), l'un des plus grands artistes que l'Allemagne ait produits, naquit à Aussig en Bohême, le 12 mars 1728. Son père, peintre en miniature et en émail d'Auguste III, électeur de Saxe et roi de Pologne, montra clairement tout d'abord à quelle profession il le destinait par le nom illustre qu'il lui choisit. Dès la plus tendre enfance, il le fit travailler sous ses yeux, sans presque lui laisser le temps du repos si nécessaire à cet âge ; et quand le jeune Raphaël l'eut satisfait par ses progrès, il se hâta de l'emmener à Rome pour le mettre en présence des plus précieux monumens de l'antiquité. Après cinq ans d'études au sein de ce sanctuaire des arts, Raphaël Mengs, de retour à Dresde, fut nommé à la place de premier peintre du roi. Il ne tarda pas à justifier cet honneur, en commençant pour le maître-autel de l'église de Dresde une *Ascension* qui ne fut terminée qu'à Rome, où il alla se fixer, et qui a été regardée comme son chef-d'œuvre. L'admirable plafond de la villa Albani, représentant *Apollon au milieu des Muses*, mit le sceau à sa réputation. Il osa, dans cette savante composition, abandonner, à l'exemple de Raphaël, l'usage qui fait prendre, afin d'éviter des raccourcis, le point de vue de bas en haut, toujours contraire à la beauté des formes. Ce parti lui attira de grands éloges et de violentes critiques. En 1761, il se rendit à Madrid, où l'avait appelé Charles III, pour en faire son premier peintre, avec des émolumens considérables. Une suite de scènes de la *Passion* peintes à l'huile pour la chambre à coucher du monarque, et des peintures à fresque figurant *la cour de l'Olympe, les Saisons, la Naissance de l'Aurore, l'Apothéose de Trajan, le Temps qui enlève le Plaisir*, occupèrent dignement le séjour de Mengs dans la capitale des Espagnes. Mais le soin de sa santé, qui souffrait du climat de ce pays, le força de reprendre la route de l'Italie. Par une faveur dont Lebrun avait offert jusqu'alors le seul exemple (*Voy.* 12 FÉVRIER 1690), il reçut à Florence le titre de prince de l'Académie de Saint-Luc. Bientôt Rome le vit achever tous les ouvrages dont Clément XIV l'avait chargé d'embellir le Vatican. Les peintures du cabinet des *Papyrus* ont surtout excité l'admiration des connaisseurs. La beauté céleste des anges, dit le plus élégant et le plus judicieux historien de la peinture italienne, la majesté du Moïse et du saint Pierre, le charme du coloris, le relief et l'harmonie font regarder ce lieu comme l'un des ornemens les

plus remarquables du Vatican et de Rome⁽¹⁾. Il voulut ensuite retourner en Espagne, où il exécuta un *Christ allant au Calvaire*, qui étincelle de sublimes beautés. De nouvelles atteintes portées à sa santé le ramenèrent à Rome. Malheureusement la perte d'une épouse adorée contrebalança l'influence d'un ciel plus doux ; Mengs, accablé de ce fatal événement, tomba dans la tristesse, et mourut le 29 juin 1779.

Mengs, à le considérer comme peintre, commença, d'après l'étude de l'antique, cette restauration de l'art que les écrits de Lessing et de Winckelmann avaient préparée, et que David, en France, en Italie Canova, devaient si glorieusement consommer de nos jours. Vanté peut-être au-delà d'une juste mesure, lorsqu'il vivait, il n'a pas maintenant toute l'estime qui lui revient. Son talent a été diversement apprécié par les écrivains qui ont parlé de cet artiste, et l'un d'eux, en avouant que ses tableaux annoncent l'étude des anciens, un grand goût, la noblesse de l'expression, une exécution soignée, ajoute qu'en cherchant trop le beau idéal, Mengs a laissé refroidir ce sentiment de la nature qui frappe le spectateur, éveille et soutient l'attention ; qu'il manqua de chaleur et de vivacité, et que son pinceau n'est pas exempt de sécheresse. Il avait l'enthousiasme de son art ; il était dévoré d'un besoin de consulter les modèles que rendait difficile à satisfaire son ardent désir de réunir à la fois le dessin et la beauté des Grecs, l'expression et la composition de Raphaël, le clair obscur et la grâce du Corrège, et le coloris du Titien ; enfin, dominé toute sa vie par la volonté de développer sans cesse de nouveaux progrès, il montrait au travail une ardeur et une assiduité, grâce auxquelles on l'a comparé à cet ancien qui disait qu'il voulait mourir en apprenant. Il a cultivé tous les genres, et passait sans peine du pastel à la peinture à fresque ou à l'huile, et d'une miniature d'un pouce à une figure de dix pieds. Toutefois, l'étude paraît avoir plus fait pour Mengs que la nature, et c'est en quelque sorte de force qu'il a été conduit vers la perfection. Mais aussi il doit à ces efforts, incessamment renouvelés, d'avoir pénétré jusque dans les secrets les plus intimes de la peinture, et d'avoir su en exposer, avec une grande finesse, la théorie la plus élevée, non pas toujours néanmoins sans quelques nuages de métaphysique. Ses écrits, traduits en français, 1787, 2 vol. in-4°, contiennent : 1° des réflexions sur le beau et sur le goût en peinture ; 2° sur Raphaël, le Corrège et le Titien ; 3° sur le moyen de faire

(*) L'abbé LANZI.

fleurir les beaux-arts en Espagne ; 4° deux lettres sur le groupe de Niobé ; 5° une lettre sur les principaux tableaux de Madrid ; 6° une lettre sur l'origine, les progrès et la décadence du dessin ; 7° des mémoires sur la vie et les ouvrages du Corrège ; 8° des mémoires sur l'Académie des beaux-arts de Madrid ; 9° des leçons pratiques de peinture. Nous n'ajouterons plus qu'un trait aux éloges que mérite Mengs : c'est à lui que Winckelmann, son ami, a emprunté les plus importantes lumières, et tout ce qu'il y a de technique dans l'*Histoire de l'art*. — T C.

POLITIQUE.

30 JUIN 1278. *Exécution de Pierre de Labrosse.*

Pierre de Labrosse était né en Touraine : beaucoup mieux partagé sous le rapport de l'esprit que sous celui de la naissance, il embrassa la profession de barbier-chirurgien, et parvint à se placer en cette qualité auprès du roi saint Louis. Sous Philippe le Hardi, son fils, il devint chambellan. Admis à la confiance royale, il ne pouvait manquer de rivaux, ni d'ennemis. Leur haine trouva l'occasion d'éclater dans une circonstance où la seconde femme du roi, Marie de Brabant, était elle-même compromise. (*Voyez* 10 JANVIER 1321.) Suivant quelques historiens, ce fut Labrosse qui, le premier, accusa la reine d'avoir empoisonné l'héritier de la couronne. Les courtisans rejetèrent l'accusation sur Labrosse. Une intrigue monacale favorisa leurs efforts, et la découverte d'une cassette acheva de prouver, dit-on, la perfidie de l'ex-barbier chambellan. Innocent ou criminel, Labrosse fut sacrifié. Tous les barons se concertèrent pour demander sa mort. Voici ce que porte à ce sujet la chronique de Saint-Magloire :

L'an mil deux cens septante et huit
S'accordèrent li barons tuit
A Pierre de la Brosse pendre :
Pendü fut sans raençon prendre :
Contre la volonté le roy
Fu il pendü, si, com je croy
Mien encient, qu'il fu desfet
Plus par envie que par fet.

Le chroniqueur parisien pense que Labrosse était innocent, et qu'il mourut victime de la haine des princes, qui ne pouvaient supporter à la cour un *riche vilain*, comme l'était ce favori.

Labrosse fut pendu au gibet de Montfaucon, qu'il avait fait réta-

blir quelques années auparavant. Les ducs de Bourgogne et de Brabant, et Robert, comte d'Artois, assistèrent à son supplice. — X.

1402. Bataille d'Ancyre.

On n'a aucune certitude sur la date précise de cette journée mémorable, qui mit fin à la lutte de deux conquérans entre lesquels se partageait l'empire d'une grande partie du monde. Les historiens orientaux la rapportent au 18 ou au 26 juin 1402 (19 ou 27 djoulkadah 804) et les Grecs au 28 juillet. En conservant celle qu'ont adoptée nos chronologistes, nous nous conformons à un usage établi, mais il faut dire que nulle autre raison que l'incertitude même de la question ne le justifie.

Près de deux ans s'étaient écoulés depuis que Bajazet, alarmé des succès de Tamerlan, avait provoqué cet heureux rival par des dispositions hostiles contre un émir, son vassal, sur le seul motif que le monarque tartare avait paru accueillir l'ambassadeur que lui envoyait l'empereur grec de Constantinople. Les chances de divers combats n'avaient fait qu'allumer de plus en plus la fureur des deux émules, tous deux également puissans, également ambitieux et féroces. Tamerlan affectait toutefois une modération dont Bajazet ne pouvait être dupe. Des négociations étaient parfois entamées, quand l'un des deux adversaires voulait gagner du temps, et l'autre masquer quelque plan de surprise.

Tel était l'état des choses, quand, au printemps de l'année 1402, les deux armées ennemies quittèrent leurs quartiers. Celle de Bajazet occupait la route de Tokat; Tamerlan, à la tête de huit cent mille hommes, se dirigea vers le midi de l'Anatolie, traversa Césarée en vainqueur, et vint mettre le siège devant Ancyre, ou Angoura. Au moment où cette place allait succomber sous ses efforts, il apprend que quatre cent mille Ottomans, conduits par Bajazet, viennent de fondre sur ses derrières. Formant aussitôt, avec tous les siens, une vaste ligne de bataille, il se porte à la rencontre de l'ennemi. Le front de son armée est garni d'une ligne d'éléphans qu'il a amenés de l'Inde; du haut des tours qu'ils portent, des soldats lancent des dards et le feu grégeois. Il a distribué entre les mirzas, ses fils, le commandement de chacune des ailes et du centre : lui-même se tient à la tête du corps de réserve. Pour Bajazet, il occupait le centre de son armée, dont les flancs étaient également commandés par ses fils ou ses proches. Il était dix heures, quand des deux côtés on sonna la charge. Les Ottomans, épuisés par la marche qu'ils avaient faite pour surprendre leur en-

nemi, purent à peine supporter le premier choc ; leurs ailes plièrent ; une soif dévorante les accablait. Il devint impossible de rallier ceux dont l'impétuosité des Tartares avait enfoncé les rangs. Des corps entiers passèrent à l'ennemi ; d'autres entraînèrent leurs chefs dans la fuite. Trois des fils de Bajazet étaient de ce nombre : un autre avait disparu, et son principal lieutenant avait été tué. Cependant, bouillant de rage, il faisait encore tête aux Tartares. Mais au moment où, pour mieux jouir de sa défaite, Tamerlan s'avancait afin de le cerner avec son corps de réserve, il réussit à se dégager et lui échappa, grâce à l'obscurité de la nuit. Néanmoins, peu d'heures après, un chef tartare arrêta, dans sa fuite, l'infortuné Bajazet, et le conduisit devant son vainqueur, que l'issue de cette journée rendait maître de toute l'Asie mineure. (*Voy.* 9 MARS 1403 et 1^{er} AVRIL 1405.) — P. C.

1520. *Mort de Montezuma II, roi du Mexique.*

Le vrai nom de ce prince était Moteuczoma, auquel on ajouta le surnom de Xocojotzin (*le jeune*) pour le distinguer de Moteuczoma 1^{er}, surnommé Huehué (*le vieux*). A vingt-six ans, il monta sur le trône d'Anahuac : il devait à sa renommée de prudence, de courage, à sa dignité sacerdotale, la préférence qu'il obtint sur ses frères. Presque toutes les qualités morales dont il paraissait doué avant de monter sur le trône, s'évanouirent dès qu'il y fut assis. Une extrême rigueur, de l'arrogance, des injustices lui aliénèrent le cœur de ses sujets. Dans les guerres qu'il entreprit, ses succès furent balancés par des défaites. Vers 1512, un dernier revers, et surtout l'apparition d'une comète, jetèrent l'alarme dans l'esprit superstitieux du roi mexicain. Dès lors, un astrologue lui prédit la fin de sa puissance. Cependant, vers 1515, Montezuma reprit les armes, et porta l'empire d'Anahuac à sa plus grande étendue. C'était préparer à Fernand-Cortez une conquête plus vaste et plus belle. Le héros espagnol débarqua sur la côte du Mexique le 4 mars 1519 (*Voy.* cette date). Quoique prévenu des dangers que courait son trône, Montezuma négligea les vrais moyens de le garantir. « Au lieu, dit Robertson, de prendre la résolution que » devaient lui inspirer le sentiment de son pouvoir et le souvenir » de ses premiers exploits, et de tomber sur les étrangers, quand » ils se trouvaient sur une côte stérile et malsaine, sans aucun al- » lié dans le pays ; sans place de retraite, sans provisions, il met » dans toutes ses délibérations une inquiétude et une indécision » qui n'échappent pas au dernier de ses courtisans. » Une opinion,

généralement répandue parmi les Mexicains, leur persuadait que Cortez était le dieu Quetzalcoal. Montezuma lui envoya des présents, en l'invitant à ne pas se présenter dans sa cour. On sait comment Cortez obéit à cette prière (*Voy.* 8 NOVEMBRE 1519) : une fois entré à Mexico, Montezuma s'humilie devant lui avec un excès dont le peuple s'indigne. Bientôt des défiances s'élèvent entre le héros espagnol et le roi mexicain. Ce dernier est fait prisonnier, chargé de fers, et, quand on les lui ôte, il se reconnaît vassal de Charles-Quint, et s'engage à lui payer un tribut annuel. Pendant une courte absence de Cortez, les Espagnols et les Mexicains en viennent aux mains : Montezuma, toujours captif, rappelle Cortez, qui rentre dans Mexico, assiégé par les indigènes. Montezuma, réduit à devenir l'instrument de sa propre honte, et de l'esclavage national, se montre sur les murs, revêtu de ses habits royaux. À cet aspect, les Mexicains, posant les armes, écoutent les paroles de leur roi. Mais à peine a-t-il fini, que leur mécontentement éclate de nouveau et que l'attaque recommence : Montezuma lui-même est atteint de deux flèches et d'une pierre. Alors l'épouvante disperse les Mexicains. Accablé par les mépris de Cortez, le malheureux roi cède à sa rage, déchire l'appareil qui couvre ses plaies, et refuse si obstinément de prendre de nourriture, qu'il meurt en peu de jours, dans la dix-huitième année de son règne, et le septième mois de sa prison. (*Voy.* 2 DÉCEMBRE 1554, *Mort de Fernand Cortez.*) — X.

SCIENCES.

1817. *Mort de Werner (Abraham-Gottlob), minéralogiste et géologue.*

Destiné dès l'enfance à l'étude de la science dans laquelle il devait produire une révolution par ses travaux et par son génie, Werner vit le jour à Wehlau, dans la Haute-Lusace, le 25 septembre 1750. Il avait pour père un directeur de forges ; des minéraux furent ses premiers jouets, et toutes les notions relatives à leur forme ou à leurs qualités essentielles se gravèrent facilement dans sa mémoire vierge encore. Après avoir étudié la jurisprudence pendant trois années, condition nécessaire à l'admission dans la célèbre école des mines de Freyberg en Saxe, Werner, alors âgé de vingt-quatre ans, publia le *Traité des caractères des minéraux*. En proposant une nouvelle terminologie, méthodique et précise, il rendait à la science des minéraux un service analogue à celui que

Linné avait rendu à celle des végétaux dans sa Philosophie botanique. Nommé en 1775 adjoint à la chaire de minéralogie de Freyberg, et inspecteur du cabinet, Werner se trouva désormais à portée d'étendre ses vues et de multiplier ses services. « La chaire qu'il mettait dans son enseignement, dit un excellent juge ; M. Cuvier, le zèle qu'il témoignait pour l'instruction de ses élèves, lui procurèrent promptement des disciples nombreux et enthousiastes, qui s'empressèrent de répandre ses doctrines, en faisant entrer dans leurs ouvrages les idées nouvelles qu'il leur communiquait chaque année dans ses cours. Lui-même écrivit peu. Une traduction de la minéralogie de Croustedt, en 1780, et le catalogue d'un cabinet particulier, celui de Papst d'Ohaïm, en 1791, furent les seuls ouvrages où il introduisit des descriptions faites d'après sa terminologie, et où il fit connaître occasionnellement ses méthodes de distribution. Il comprenait ces deux objets sous le titre d'*Oryctognosie*. La connaissance des positions respectives des minéraux dans la croûte du globe, et ce que l'on peut en conclure relativement aux époques de leur origine, forment une autre branche de la science qu'il appela *Géognosie*. Il en présenta les premières bases en 1787, dans un petit écrit intitulé : *Classification et Description des montagnes*, et il en approfondit l'un des articles les plus importants, en 1791, dans sa *Nouvelle théorie de la formation des filons*, qui n'est également que de quelques feuilles. C'est donc aux ouvrages de ses élèves que l'on est obligé d'avoir recours pour s'instruire pleinement de la marche graduelle de ses idées et de ses découvertes. Moins admirable encore comme minéralogiste que comme géologue, Werner a réellement élevé la théorie de la terre au rang d'une science positive. Il faut attribuer, dit-on, le petit nombre de ses ouvrages à une répugnance prononcée pour l'acte matériel d'écrire. Cette répugnance était poussée si loin, qu'il avait fini par ne plus répondre aux lettres qu'on lui écrivait, et que même souvent il les brûlait sans les lire. Très-attaché à sa patrie, les chagrins que lui causèrent les malheurs de la Saxe en 1812 et en 1813, abrégèrent son existence. — P. B.

PERSONNAGES CÉLÈBRES.

1670. *Mort d'Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans.*

Henriette-Anne d'Angleterre, duchesse d'Orléans, fille de Charles I^{er} et de Henriette-Marie de France, naquit le 16 juin

1644, à Exeter, où sa mère s'était réfugiée. Henriette n'avait que dix-sept jours, quand l'infortunée Henriette-Marie la laissa entre les mains de la comtesse de Morton, pour aller chercher un asile en France. Ce ne fut qu'au bout de deux ans que cette malheureuse princesse put presser son enfant dans ses bras. A la mort tragique de son époux (*Voy.* 30 JANVIER 1648), Henriette se renferma dans le monastère de la Visitation de Chaillot, et ne s'occupa plus que de l'éducation de sa fille. C'est là qu'elle lui donna des goûts simples et l'exemple de toutes les vertus,

Il avait été question de mariage entre Louis XIV et Henriette-Anne; mais ce projet d'union n'obtint pas l'aveu du monarque. Quelque temps après, Anne d'Autriche demanda Henriette pour Philippe de France, son second fils; la reine d'Angleterre y consentit, et les époux furent unis, le 31 mars 1661, dans la chapelle du Palais-Royal. Bientôt les grâces de la jeune duchesse, son esprit, son affabilité, son enjouement, lui gagnèrent tous les cœurs. Mais Henriette, en séduisant tout ce qui l'entourait, devait faire naître des passions coupables. Une surtout, plus célèbre que les autres, parce qu'on pense qu'elle fut partagée, lui attira les persécutions d'un époux froid et jaloux; le comte de Guiche, présenté et recommandé par le mari même, devint éperdument amoureux de la princesse; Henriette, entraînée par le désir de plaire et peut-être par un sentiment plus vif, encourageait un amour qui devait lui coûter bien cher; le duc d'Orléans eut des soupçons, et obtint du roi l'exil du comte.

Fixée à Fontainebleau, auprès du roi, la duchesse captiva le cœur du volage monarque; son époux s'en aperçut et s'en plaignit hautement. Les amans, craignant que la reine ne découvrit le mystère, convinrent que le roi feindrait une passion pour une autre personne. La duchesse fut la dupe de son stratagème. Cet amour, qui ne devait être que simulé, devint réel : La Vallière remplaça toutes ses rivales. Madame conçut un vif chagrin du changement qui s'était opéré dans le cœur du roi, sur lequel elle avait même perdu toute espèce d'influence. L'ambitieuse comtesse de Soissons lui conseilla de rompre cette liaison, et pour y parvenir, elle fit tomber entre les mains de Louis XIV une lettre espagnole, par laquelle le père de la reine était censé l'instruire de l'amour de son époux pour mademoiselle de La Vallière.

Le chevalier de Lorraine avait succédé au comte de Guiche, dans la faveur du prince qu'il gouvernait despotiquement. Vardes, ancien ami de Guiche, conseilla au nouveau favori de remplacer aussi le comte auprès de la duchesse; ambitieux et pré-

somptueux, le chevalier fit quelques tentatives ; mais, repoussé par la princesse, il devint son plus cruel ennemi, et se servit désormais de tout son pouvoir sur le faible duc, pour faire endurer à sa femme mille désagréments. Madame se plaignit souvent ; lasse enfin de l'inutilité de ses plaintes, elle s'adressa au roi, et le chevalier reçut l'ordre de se rendre en exil.

Une mission importante allait être confiée à Henriette : Louis XIV méditait la ruine de la Hollande (1670) ; il ne pouvait y parvenir qu'en détachant Charles II de la triple alliance ; des négociations avaient été entamées, mais rien ne se terminait. Le roi, connaissant l'ascendant de Madame sur son frère, s'adressa à la duchesse, qui accepta cette grande tâche, et la remplit avec un zèle et une adresse qui furent couronnés du succès. Au bout de dix jours, la princesse revint en France, apportant un traité sur lequel reposait le sort de plusieurs Etats.

Le dimanche 29 juin 1670, à sept heures du soir, Henriette demanda un verre d'eau de chicorée, comme elle en prenait depuis quelques jours. A peine l'eut-elle bu, qu'elle ressentit dans le côté une douleur violente qui lui arrachait des cris perçans. Madame ne cessait de s'écrier qu'elle était empoisonnée, qu'elle allait mourir. Elle embrassa le duc, qui était devant son lit, et lui dit avec douceur : « Hélas ! monsieur, vous ne m'aimez plus, il y a long-temps ; » mais cela est injuste, je ne vous ai jamais manqué. » Elle reçut les secours de la religion, et expira à trois heures du matin. »

Cette mort subite et prématurée donna lieu à mille conjectures ; les soupçons qu'elle fit naître se portèrent sur plusieurs individus, et jusque sur le duc d'Orléans lui-même. Mais si le temps et de nombreux écrits n'ont pu éclaircir tout-à-fait ce fatal mystère, on peut répondre au moins que le frère du roi (*Voy. 9 JUIN 1701, Mort de Philippe de France*) fut étranger à cet horrible attentat. Madame de La Fayette, madame de Sévigné, la princesse palatine de Bavière, et surtout Saint-Simon, semblent attribuer ce crime au chevalier de Lorraine.

De précieuses qualités distinguaient Henriette d'Angleterre ; ses grâces, sa douceur, sa bienfaisance, la firent chérir du peuple et des grands. Un seul reproche peut lui être adressé : elle poussa trop loin le désir de plaire et d'être aimée ; c'est un défaut qu'on doit toujours excuser dans les princes, à cause de sa rareté.

AL. C.



